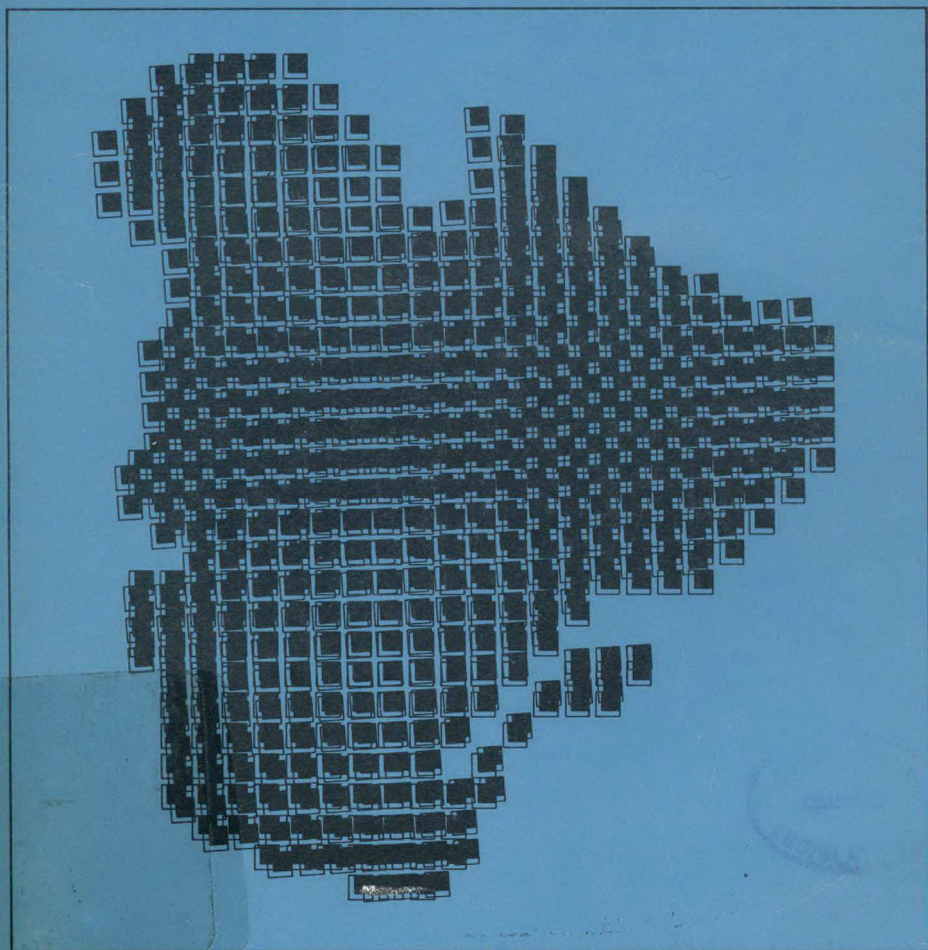


La situation de la langue française au Québec

3 Les groupes ethniques

rapport de la commission
d'enquête sur la situation
de la langue française et
sur les droits linguistiques
au Québec





Gouvernement du Québec

**Rapport de la Commission d'enquête sur la situation
de la langue française et sur les droits linguistiques
au Québec**

Livre III

Les groupes ethniques

**Les autres groupes ethniques
et l'épanouissement du français
au Québec**

Québec, décembre 1972

A11D6

A09

SS2

1978

3

4.2

4L

1992

**Commission d'enquête sur la situation de la langue
française et sur les droits linguistiques au Québec**

Commissaires

**Jean-Denis Gendron,
Président**

Madame Madeleine Doyon-Ferland

Aimé Gagné

Nicolas Mateesco Matte

Edward McWhinney

Secrétaire

Jean-Guy Lavigne

Au Conseil des ministres,

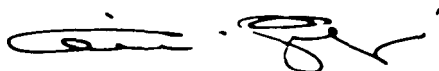
Nous, membres de la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec, avons l'honneur de présenter, conformément au mandat que nous avons reçu, la troisième tranche de notre rapport, qui porte sur les autres groupes ethniques et l'épanouissement du français au Québec.



Président



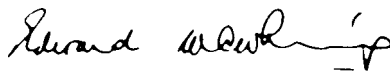
Commissaire



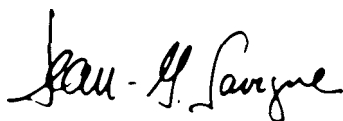
Commissaire



Commissaire



Commissaire



Secrétaire

Montréal, le 31 décembre 1972.

IV

Arrêté en Conseil

Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3958

9 décembre 1968.

PRÉSENT:

Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT une enquête sur la situation de la langue française au Québec et les mesures à prendre pour en assurer le plein épanouissement, ainsi que sur les droits linguistiques des citoyens du Québec.

VU la complexité du problème linguistique au Québec et l'urgence d'y apporter des solutions;

VU les responsabilités du Québec à l'égard de la langue de la majorité de ses citoyens;

VU la nécessité d'une politique linguistique qui tienne compte du caractère du Québec en Amérique du Nord et de ses relations avec les autres provinces du Canada et le gouvernement fédéral;

ATTENDU QU'il est essentiel de faire enquête sur la situation de la langue française au Québec;

ATTENDU QUE pour les mêmes motifs, il est essentiel de rechercher les moyens les plus aptes à garantir l'exercice des droits linguistiques de la majorité dans le respect des droits de la minorité;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition du Premier Ministre:

QUE soit constituée, sous l'autorité de la loi des commissions d'enquête, (S.R.Q. 1964, chapitre 11), une commission pour faire enquête et rapport sur la situation du français comme langue d'usage au Québec, et pour recommander les mesures propres à assurer:

- a) les droits linguistiques de la majorité aussi bien que la protection des droits de la minorité;
- b) le plein épanouissement et la diffusion de la langue française au Québec dans tous les secteurs d'activité, à la fois sur les plans éducatif, culturel, social et économique;

QUE monsieur Jean-Denis Gendron et madame Madeleine Doyon-Ferland, de Québec, monsieur Edward McWhinney, monsieur Nicolas Mateesco-Matte et monsieur Aimé Gagné, de Montréal, soient nommés membres de cette commission d'enquête, et que monsieur Jean-Denis Gendron agisse comme président;

QUE monsieur Guy Frégault, de Québec, soit nommé secrétaire de cette commission;

QUE cette commission soit tenue de faire rapport au gouvernement dans les douze mois de la date d'approbation du présent arrêté en conseil ou dans tout autre délai qui sera subséquemment fixé, et que le maximum de ses frais soit fixé à \$100,000.00.

Copie conforme

Jacques Prémont
Le Greffier du Conseil exécutif

Note: M. Guy Frégault a démissionné au mois de septembre 1969 et fut remplacé par M. Jean-Guy Lavigne en décembre 1969.

VI

Arrêté en Conseil

Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3084

15 octobre 1969

PRÉSENT:

Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT une enquête sur la situation de la langue française au Québec et les mesures à prendre pour en assurer le plein épanouissement, ainsi que sur les droits linguistiques des citoyens du Québec

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE le délai accordé à la Commission chargée de faire enquête et rapport sur la situation de la langue française au Québec, constituée par l'arrêté en conseil 3958 du 9 décembre 1968 soit prolongé jusqu'au 9 décembre 1970.

Copie conforme

Jacques Prémont,

Le Greffier du Conseil exécutif

Arrêté en Conseil

Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4419

2 décembre 1970

PRÉSENT:

Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT une enquête sur la situation de la langue française au Québec et les mesures à prendre pour en assurer le plein épanouissement, ainsi que sur les droits linguistiques des citoyens du Québec

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE le délai accordé à la Commission chargée de faire enquête et rapport sur la situation de la langue française au Québec, constituée par l'arrêté en conseil numéro 3958 du 9 décembre 1968 soit prolongé jusqu'au 31 mars 1972.

Julien Chouinard,
Le Greffier du Conseil exécutif

VIII

Arrêté en Conseil

Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 3541

20 octobre 1971

PRÉSENT:

Le lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT une enquête sur la situation de la langue française au Québec et les mesures à prendre pour en assurer le plein épanouissement, ainsi que sur les droits linguistiques des citoyens du Québec

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE le délai accordé à la Commission chargée de faire enquête et rapport sur la situation de la langue française au Québec, constituée par l'arrêté en conseil numéro 3958 du 9 décembre 1968 soit prolongé jusqu'au 31 décembre 1972, date à laquelle la Commission remettra son rapport final au gouvernement, ou à défaut, tous les documents pertinents à son enquête.

Julien Chouinard,
Le Greffier du Conseil exécutif

DÉFINITION ET EXPLICATION DES TERMES UTILISÉS

Il a paru important de retenir la signification qu'on attribue à certains termes dans le contexte canadien et québécois, selon leur acception reconnue par notre Commission, par la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, le recensement canadien, les *Annuaire*s statistiques, les *Rapports* statistiques des commissions scolaires et la terminologie du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

Majorité*

- expression qui désigne l'ensemble des personnes de toute origine:
 - a) dont le français est la langue maternelle;
 - b) dont le français est la langue d'usage.

Minorité*

- expression qui désigne l'ensemble des personnes de toute origine:
 - a) dont l'anglais est la langue maternelle;
 - b) dont l'anglais est la langue d'usage;

Note explicative: Les termes suivis d'un astérisque sont définis par la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec lors de l'interprétation du mandat, ceux qui en ont deux sont définis par la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (dans l'introduction générale du tome I sur les langues officielles) et les termes qui en ont trois proviennent de l'ouvrage de A. Birou, *Vocabulaire pratique des sciences sociales*.

- c) nouvellement arrivées au Québec, qui ne parlent ni l'anglais ni le français, mais qui choisissent d'apprendre d'abord l'anglais comme langue d'usage;
- d) dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français, mais qui sont bilingues ou multilingues et qui utilisent alternativement l'anglais ou le français, selon qu'elles s'adressent aux anglophones ou aux francophones;
- e) dont la langue maternelle ou la langue d'usage est une langue amérindienne ou esquimaude, et qui peuvent utiliser soit l'anglais soit le français dans leurs rapports avec les personnes qui ne parlent pas leur langue.

Francophone

- toute personne dont
 - a) le français est la langue maternelle;
 - b) le français est la langue d'usage.

Anglophone

- a) toute personne dont la langue maternelle est l'anglais;
- b) toute personne dont l'anglais est la langue d'usage.

Allophone

- toute personne dont la langue maternelle n'est ni l'anglais ni le français.

Allogène

- toute personne d'une origine autre que française ou britannique.

Bilingue

- dans l'optique du mandat de la Commission, le bilingue est celui qui s'exprime couramment en français et en anglais.

Unilingue**

- toute personne qui ne parle qu'une des deux langues suivantes: l'anglais ou le français.

Culture**

- manière globale d'être, de penser, de sentir; ensemble de mœurs et d'habitudes; c'est aussi une expérience commune.

Langue maternelle

- première langue apprise à la maison et encore comprise.

Langues officielles du Canada

- le français et l'anglais.

Langue usuelle

- langue le plus souvent parlée à la maison.

L'égalité des chances

- situation qui permet aux individus, quelles que soient leur langue, leur religion, leur culture ou leur origine ethnique, d'avoir tous et chacun les mêmes chances d'emploi, de promotion et d'avancement.

ou

- situation qui permet à celui qui s'engage dans telle activité ou s'associe à telle institution de n'être pas dans l'obligation de renoncer à sa culture propre, mais de pouvoir se présenter, agir, se manifester, se développer et être accepté avec tous ses traits culturels.

ou, encore,

- ** – égalité réelle des chances en vertu de laquelle le fait de parler anglais ou français n'est source, pour l'individu, ni d'avantages ni de désavantages dans sa recherche d'un accès aux institutions qui enveloppent la vie individuelle et collective.

Droits de la minorité

- droits écrits, coutumiers et droits de l'homme internationalement reconnus, qu'une majorité accorde à la minorité. En agissant ainsi elle ne se renonce pas: elle demeure la majorité, avec les avantages et les obligations de cette situation, mais elle fait preuve de justice et de sagesse.

Discrimination

- toute distinction exclusive, limitation ou préférence qui, fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, une culture spécifique, la situation économique ou la naissance, a pour objet de détruire ou d'altérer l'égalité de traitement.

Québécois

- tout résident du Québec (Franco-Québécois, Anglo-Québécois, Québécois d'autres origines ou immigrant).

«autre origine»

- forme abrégée de l'expression autre origine que française ou britannique, indienne ou esquimaude.

Néo-Canadien

- expression employée pour désigner les Canadiens d'autres origines que française ou britannique. La Commission considère qu'on peut désigner comme Néo-Canadien tout nouveau venu jusqu'à l'obtention de la citoyenneté. Une fois citoyen il devient Canadien à part entière. Bien que le terme «Néo-Canadien» soit toujours courant, la Commission l'utilise seulement dans les citations ou dans le contexte où il est familier.

Origine ethnique — française — britannique — autre

- déterminée au Canada suivant la lignée paternelle lors de son arrivée en Amérique et transmise héréditairement. Il n'y a pas d'origine ethnique canadienne ou américaine, puisque chacun est considéré comme un immigrant de plus ou moins longue date.

Indiens et Esquimaux

- habitants du Canada avant l'arrivée des «Blancs».

Groupe ethnique

- ensemble de personnes ayant une origine ethnique, religieuse, territoriale ou culturelle commune.

Canadien français

- personne d'origine ethnique française née au Canada et de langue maternelle française, ou qui se définit comme Canadien français.

Canadian anglais

- personne d'origine ethnique britannique née au Canada et de langue maternelle anglaise, ou qui se définit comme Canadien anglais.

Acculturation

- processus de changement culturel chez un individu ou un groupe qui est exposé à l'influence plus ou moins contraignante d'une culture autre que sa culture première.

Adaptation***

- au point de vue social, processus par lequel une personne ou un groupe acquiert l'aptitude requise pour vivre dans un milieu différent. Il peut y avoir diverses formes d'adaptation sociale:
 - a) adaptation en se mettant en harmonie avec le milieu physique et les conditions matérielles d'existence;
 - b) adaptation en se soumettant aux conditions sociales et aux conditions de vie en société dans un contexte nouveau (*accommodation*);
 - c) adaptation en adoptant les normes de conduite ou tout au moins certaines valeurs culturelles d'une civilisation ou d'une culture différente dans lesquelles on est amené à vivre (*acculturation*).

Intégration***

- à l'intérieur d'un groupe, l'ensemble des phénomènes d'interaction qui provoquent une accommodation et un ajustement réciproque et qui amènent ainsi chaque membre à une conscience de son identification avec le groupe. Dans la mesure où le groupe arrive à une certaine unanimité de vues par la participation et l'effort actif de chacun, l'intégration est à l'opposé du compromis et de la loi de la majorité.

Assimilation

- forme achevée de l'intégration dans laquelle l'individu devient « socialement invisible ». En assimilant des éléments étrangers, la collectivité d'accueil se transforme également.

Immigrant

- toute personne qui vient d'un autre pays avec l'intention de s'installer au Canada, qui a reçu le statut légal d'immigrant mais qui n'a pas encore acquis la citoyenneté canadienne.
 - a) *Postulant*: il s'agit de toute personne qui cherche à être admise au pays en vue d'une résidence permanente.
 - b) *Reçu*: le statut d'immigrant reçu (*landed immigrant*) est accordé à toute personne admise légalement à ce titre au Canada, aux fins de résidence permanente. D'ailleurs, au moment de son entrée au pays, il reçoit un « certificat d'identité » (*landing card*) témoignant dudit statut.

Trois catégories de personnes peuvent être admises comme immigrants

a) Les personnes à charge parrainées

- le mari ou la femme, le fiancé ou la fiancée, les fils ou les filles non mariés de moins de 21 ans; les parents ou les grands-parents âgés de 60 ans ou plus, ou plus jeunes encore s'ils sont veufs ou inaptes au travail; les frères, les sœurs, les neveux, les nièces, ou les petits-enfants qui sont orphelins et ont moins de dix-huit ans; les enfants adoptifs, ou l'époux ou l'épouse du plus proche parent vivant. Dans l'examen des demandes concernant des personnes à charge, on ne tient pas compte de ce que ces personnes vivent au Canada ou à l'étranger, ni de la situation financière du parrain. Ces requérants sont admis au Canada, pourvu qu'ils soient en bonne santé et de bonnes mœurs.

b) Les parents nommément désignés (non à charge)

- les fils et les filles de plus de vingt et un ans, les fils et les filles mariés de moins de vingt et un ans, les frères, les sœurs, les parents ou les grands-parents de moins de soixante ans, les neveux ou les nièces et les petits-enfants. Le parrain doit accepter et avoir les moyens de loger,

d'entretenir les personnes parrainées et de les aider à s'établir dans le pays. Il doit s'y engager par écrit pour une période de cinq ans. À cause de l'aide qu'elle recevra de son parrain au Canada, la personne désignée ne sera jugée que d'après les critères suivants: son niveau d'instruction, ses qualités personnelles, la demande de main-d'œuvre au Canada relative à sa profession. On accorde la préférence à toute personne désignée par un citoyen canadien plutôt qu'à celle désignée par un résident permanent.

c) Le requérant indépendant

- peut être admis selon plusieurs critères:
 - 1) l'instruction et la formation;
 - 2) la personnalité;
 - 3) les offres d'emploi dans sa profession;
 - 4) la compétence professionnelle;
 - 5) l'âge;
 - 6) l'emploi assuré au Canada;
 - 7) la connaissance de l'anglais ou du français;
 - 8) les parents résidant au Canada;
 - 9) les possibilités d'emploi dans la région de destination.

Introduction

Le mandat de la Commission enjoint de faire enquête sur la situation du français comme langue d'usage en fonction du caractère spécifique qui est le sien en Amérique du Nord, d'une part, et au sein de la Confédération canadienne, d'autre part. Les observations tirées de l'étude de la situation doivent orienter les politiques propres à assurer le plein épanouissement de la langue française au Québec ainsi que les droits linguistiques de la majorité et la protection des droits de la minorité.

La Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec avait déjà considéré quelques-unes des circonstances entourant l'adhésion des nouveaux citoyens canadiens d'origine ni française ni anglaise, au système scolaire d'expression anglaise. Mais, de son propre aveu, le problème dépassait pour une grande partie les limites de son mandat. Aussi, s'en était-elle tenu à des suggestions d'ordre scolaire générales. *

Pour la Commission Parent «la culture et le fait français, au Québec, devront s'appuyer de plus en plus sur tous ceux de ces immigrants qui choisiront d'adhérer au groupe culturel d'expression française». «De la même façon que les structures que nous proposons visent à respecter la liberté religieuse tout en sauvegardant l'unité du système scolaire, de la même façon, croyons-nous, on peut dans le système scolaire respecter la diversité culturelle inscrite dans la tradition canadienne et celle du Québec.»

* *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec*, Tome III, Ch. III, par. 195-196, p. 118 et ss. Gouvernement du Québec.

Elle suggérerait aussi un meilleur enseignement de l'anglais dans les écoles de langue française, un meilleur enseignement public de langue française et un meilleur accueil afin d'attirer les Néo-Canadiens.

Elle ajoutait que «bien qu'un État ait des droits de réglementation sur la langue, on ne doit forcer personne, semble-t-il, à mettre ses enfants dans une école française ou dans une école anglaise».

Quant à la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme, elle traitait des groupes ethniques selon leur origine plutôt que selon leur allégeance linguistique, et cela dans la perspective de leur intégration dans un Canada bilingue.

L'un et l'autre rapports étaient «une invitation pressante à poursuivre l'étude des groupes ethniques».*

La Commission a voulu mener l'étude des groupes ethniques au niveau de la Province, non plus selon leur origine, comme l'avait fait la Commission BB, mais avec des dimensions linguistiques et dans l'optique du plein épanouissement et de la diffusion de la langue française.

À cet effet, elle a donné aux autres groupes ethniques une voix dans ses délibérations et la possibilité de s'exprimer devant elle.

L'objet de ce Livre sera double:

- a) la description de la situation des minorités ethniques autres que britannique telle qu'elle se présente par rapport à la majorité francophone: situation démographique, géographique, juridique, économique, sociologique, psychologique; et l'évaluation de l'importance de cette situation et de ses causes;
- b) les mesures à prendre, l'opportunité de les appliquer en vue de l'épanouissement de la langue française, compte tenu des droits de ces minorités et des valeurs positives qu'elles représentent.

Dans cette optique, la Commission a dû se poser à l'endroit des groupes d'origine ethnique autres que française et britannique de multiples questions.

* *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Livre IV, «L'apport culturel des autres groupes ethniques». Avant-propos, p. 2.

Dans un ordre logique, la première de ces questions était: La province de Québec a-t-elle besoin et veut-elle des immigrants?

S'il avait été possible de répondre «non» d'emblée à cette question, le Québec aurait pu s'installer dans une sorte de négativisme au point de départ et recommander de suspendre toute immigration. La Commission n'aurait eu à considérer que la population des groupes en présence, à l'immobiliser dans le temps et l'espace et à faire sur le dos de ces minorités sa propre catharsis.

C'eût été là ignorer la réalité de la vie d'un peuple et tarir l'une de ses principales sources de renouvellement et de vitalité surtout à une époque où la baisse de la natalité canadienne-française soulève tant d'inquiétudes.

C'eût été méconnaître l'importance de l'apport qui lui vient de ces minorités.

C'eût été se placer dans une situation d'infériorité par rapport aux autres provinces du Canada et au Canada lui-même qui doit au nombre et à la diversité de ces groupes ethniques leur peuplement et leur force.

C'eût été admettre à priori que la présence de minorités ethniques et la venue d'immigrants constituent une menace pour le groupe majoritaire de la province de Québec et dénier à ce dernier tout pouvoir d'intégration.

Or il se trouve que ce sentiment de crainte a prévalu au cours des récentes années dans les relations réciproques de la majorité linguistique et des minorités ethniques. Il convenait donc de trouver l'origine de ce sentiment et par conséquent en situer la cause dans une perspective historique.

Les phases d'expansion

Trois phases d'expansion ont marqué l'évolution de la communauté canadienne-française.

Dans la première partie de leur histoire, les Canadiens français ont cru dans leur vocation missionnaire, expansionniste et assimilatrice. Ils ont su intégrer à leur groupe des éléments étrangers, comme ils ont su apprécier les «gains de comptoirs commerciaux», bien avant que de s'isoler sur leurs terres. La Conquête mit fin à cette période.

Une deuxième phase d'expansion commence vers 1830. Elle est freinée par «l'affaire manitobaine» et surtout «la grande saignée».* On ne souligne pas assez les conséquences néfastes de ces deux faits, et pourtant s'ils n'avaient pas eu lieu, le visage linguistique du Canada aurait pu être tout autre.

De nombreux étrangers furent assimilés à cette époque.

La troisième phase de dynamisme n'a pas de visées territoriales mais psychologiques. Elle se déroule actuellement, et se limite au Québec. Elle s'appuie, comme les précédentes, sur une poussée démographique, celle des personnes nées au lendemain de la deuxième guerre mondiale.

Entre les deux premières phases il y eut une période de repli.

Pour assurer la survie de leur groupe, les Canadiens français ont créé des barrières psychologiques et institutionnelles contre toute influence extérieure considérée comme une menace. La confessionnalité des institutions a assuré l'homogénéité du groupe mais a, en contrepartie, produit un cloisonnement qui s'est révélé préjudiciable.

Les «trois solitudes»

Les immigrants trouvaient deux sociétés accoutumées à vivre côte à côte avec leurs propres institutions sans copénétration. Face à ce «monde institutionnel», ils ont dû s'en accommoder, s'y adapter, créer parfois leurs propres institutions, former à Montréal une «troisième solitude».

Les Québécois d'autre origine ont réussi leur intégration économique et culturelle, dans les conditions adaptées au cadre institutionnel et social qu'ils ont trouvé et à la définition que les Canadiens français donnaient d'eux-mêmes: La majorité canadienne-française se comportait en minorité canadienne, et la minorité canadienne-anglaise agissait au Québec en majorité canadienne.

La recherche de la promotion économique est un des moteurs principaux des migrations humaines. Il est compréhensible que l'immigrant adopte la langue du détenteur du pouvoir économique, alors que précisément le détenteur du pouvoir politique au Québec était impuissant en matière d'immigration.

* Voir *infra*, Première partie, Ch. V, A. 2.

Le système confessionnel, facteur d'homogénéité pour les Canadiens français, fractionnait par contre celui de certains autres groupes ethniques et ceux-ci pouvaient donc interpréter la situation générale comme un rejet institutionnel.

En outre, on apprenait à l'école de langue anglaise une langue permettant d'accéder aux meilleurs emplois et assurant la mobilité géographique sur le continent, deux conditions de la réussite socio-professionnelle.

L'attitude des Canadiens français

Si les structures politiques et les attitudes collectives du groupe canadien-français n'encourageaient pas l'intégration massive des éléments étrangers, au niveau individuel, les courants de sympathie, les attraits spontanés et un taux élevé d'exogamie indiquaient une absence de vraie xénophobie.

Les Canadiens français n'ont cependant pas ressenti, jusqu'aux années 60, ni le besoin, ni le désir d'intégrer les allogènes, ni même les inconvénients qui en résultaient pour eux-mêmes car, vue à travers la seule préoccupation démographique, l'immigration a joué contre le groupe franco-canadien.

Le renouveau des années 60 va se produire dans un milieu qui commence à prendre conscience de sa force. C'est ainsi que les membres de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme ont pu écrire:

*une société «écrasée» travaillée par un «dynamisme» créateur illustre bien les multiples contradictions exprimées devant nous. Un peuple vraiment écrasé subit son sort, «lèche ses blessures dans un coin». Un peuple sûr de lui et en possession de ses moyens n'est pas la proie de l'impatience. Le Québec qui s'est manifesté devant nous a trop de faiblesse pour ce qu'il recèle de force. Les règles du jeu subies hier sont aujourd'hui éprouvées comme des entraves. Si les règles ne sont pas modifiées, c'est le jeu qui risque de disparaître.**

Le cadre traditionnel de la société québécoise, basé sur la professionnalité, disparaît par étapes, au fur et à mesure de la prise en charge de la plupart des institutions communautaires par

* Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Rapport préliminaire, pp. 102 et 103.

les pouvoirs publics. La déconfessionnalisation universitaire n'a pas été suivie dans l'enseignement secondaire et élémentaire, en raison du cadre constitutionnel. Toutefois, depuis quelques années, la liberté du choix de l'école a été reconnue par tous.

Les changements d'attitudes

Les changements institutionnels ne sont que les résultats des changements profonds et rapides dans les idéologies des Franco-Québécois qui, à partir du milieu des années 60, ne se considèrent plus comme minorité canadienne mais comme majorité québécoise. En se définissant ainsi, leurs rapports avec les minorités tant britannique que d'autre origine se trouvaient modifiés.

Tout découle de ces changements, tout s'explique par eux. Ce qui paraissait normal en 1950 est une source d'indignation en 1968.

Le Franco-Québécois, lors de la crise de Saint-Léonard, a réagi avec la conscience de sa situation majoritaire, mais sans la tranquillité séréenité que donne la pleine possession de ses moyens.

Il est impérieux pour les Canadiens français d'assurer la vitalité de l'épanouissement de leur langue et de leur culture. C'est à eux qu'il revient, en premier lieu, de le faire.

Il est normal que la majorité veuille voir les immigrants adopter ses institutions, puis s'intégrer à elle. D'autre part, il est normal que les immigrants souhaitent la mobilité sociale et professionnelle que l'anglais leur assurait jusqu'à aujourd'hui.

L'immigration est une rencontre d'intérêts entre le migrant et la communauté d'accueil. Toutefois, au Québec, la rencontre s'est opérée indirectement puisque la compétence en la matière appartient au gouvernement fédéral.

Un choc était nécessaire pour provoquer un changement. Il fallait que les rapports entre la majorité et les Québécois d'autre origine deviennent plus directs.

La situation actuelle, suite logique du passé, pose la question de savoir si les aspirations respectives des immigrants et de la majorité sont compatibles.

D'autre part, les tensions qui se sont révélées posent la question de savoir comment ramener la sérénité et la compréhension entre les groupes québécois.

Les données démographiques montrent que le taux de natalité des récentes années atteint un niveau dangereusement bas; de plus, la capacité d'intégration actuelle des Canadiens français est faible. Cette double constatation suscite, si on n'y remédie pas, de graves inquiétudes, quant au développement économique futur.

Le Québec court le risque de voir l'écart s'amplifier entre lui et ses voisins au chapitre de la croissance générale. De là, l'importance que la Commission a attachée à l'utilité d'une immigration intégrée.

Il s'agissait d'analyser les moyens à fournir à la majorité pour qu'elle se départisse de son insécurité, qu'elle se dépasse, qu'elle agisse enfin en majorité prête à intégrer les minorités. Sa tâche est facilitée du fait du fractionnement culturel de celles-ci.

Les immigrants et les groupes ethniques ont réagi face à un moule institutionnel spécifique. Il n'y a pas de constantes d'intégration, mais seulement des variantes. La situation à Montréal n'est pas celle du reste du Québec.

L'analyse de la situation

La question était donc de savoir pourquoi et comment les choix des immigrants leur ont été dictés par les circonstances.

Afin d'y répondre, la Commission a voulu aller au-delà des symptômes pour découvrir les causes profondes.

La Commission était appelée, dans l'accomplissement de son mandat, à distinguer dans la «minorité» une assez grande variété de groupes qu'on est convenu de désigner sous le nom de minorités ethniques. Dès lors, elle se devait d'étudier, ne fût-ce que sommairement, la première cause de la formation de ces minorités ethniques, c'est-à-dire la question de l'immigration.

Dans un premier temps, — en vue de définir le problème, d'en évaluer l'ampleur et de considérer la position des groupes ethniques vis-à-vis de la majorité et inversement, — la Commission s'est attachée à considérer comment le phénomène migratoire a permis au Canada, au Québec, et spécialement à la région de Montréal, de revêtir le caractère qui leur est propre. Elle regrette le défaut de données statistiques récentes, puisque les résultats

du recensement de 1971 n'en sont encore qu'au début de leur publication.

L'immigration attire l'attention quand elle commence à s'affirmer soit par son nombre ou son influence, soit par une forme spécifique d'intégration; en d'autres mots, quand elle devient — sous un aspect ou sous un autre — «visible» pour la population d'accueil. À ce moment-là, le phénomène est déjà engagé et enraciné.

L'immigration massive qui a suivi la deuxième guerre mondiale allait entraîner des problèmes d'intégration. Comment et pourquoi se sont-ils manifestés? Les institutions mises en place mais ne fonctionnant que depuis peu sont-elles de nature à les résoudre? Quelles sont la portée et les limites d'une politique d'immigration?

L'immigrant étant là, comment peut-il s'intégrer à la communauté d'accueil? Selon quel processus, quelles formes, par quels moyens protège-t-il son identité?

La situation linguistique dépend-elle des modalités de l'insertion dans la vie québécoise? Peut-on compter sur un élément aussi fluctuant que l'immigration pour favoriser l'épanouissement de la langue française en quantité? en qualité? Quel est le degré de participation des groupes ethniques aux divers éléments de la vie québécoise? Quel est leur apport aux différentes sphères d'activité? Le système d'insertion favorise-t-il ou non l'épanouissement du français?

Cet épanouissement dépend pour une bonne part de l'évolution démo-linguistique de la population. La réalité renforce-t-elle les craintes de minorisation des francophones au Québec?

Il convenait de préciser le cadre juridique dans lequel évoluent les groupes ethniques. Quels sont leurs droits dans la communauté? À partir de quel seuil peut-on dire qu'une politique d'intégration revêt un caractère discriminatoire?

Enfin, la Commission a abordé le cas spécial des Indiens et des Esquimaux au Québec. Constituent-ils une minorité comme les autres?

Ces aspects divers ont fait l'objet de nombreux mémoires, études, colloques et recherches. *

Le présent Livre se veut un vaste examen de conscience et une analyse aussi objective que possible des conditions d'épanouissement de la langue française dans et par les minorités ethniques, sous le signe du respect de la personne humaine et de la paix sociale.

* Voir dans l'Appendice I les listes des mémoires et colloques des groupes ethniques et des mémoires où il est fait mention des groupes ethniques ou des immigrants. Les ouvrages, études, rapports, recherches commanditées par la Commission et enquêtes utilisés dans ce livre sont mentionnés dans la Bibliographie.

Première partie

Migrations humaines

Chapitre premier

Les migrations

A. Généralités

Le phénomène migratoire désigne le déplacement d'individus ou de groupes sous l'influence de facteurs économiques, sociaux ou politiques. Il peut être temporaire ou permanent, libre ou forcé, spontané ou organisé. Il se manifeste à l'intérieur des États eux-mêmes ou entre pays. Les migrations humaines sont donc internes ou internationales. Elles impliquent le passage d'une société à une autre, et elles mettent donc en cause le processus d'intégration psychosociale de l'immigrant dans la société d'accueil. Elles constituent, en fait, un phénomène conforme à la nature de l'homme qui est naturellement migrateur et elles sont aussi anciennes que l'espèce humaine.

Les migrations internes sont dues, surtout depuis un demi-siècle, à des facteurs socio-économiques. L'industrialisation croissante et son corollaire, le passage d'une société rurale à une société de type urbain, se sont traduits par le dépeuplement rural et la concentration urbaine. Cette grande mutation, qui est universelle, est particulièrement sensible au Canada, où le degré d'urbanisation est l'un des plus élevés du monde. On estime qu'au Québec 4,000 fermes disparaissent chaque année, depuis quinze ans. L'exode rural va se poursuivre et d'après les projections les plus sérieuses, en 1980 plus de 80% de la population du Québec sera concentrée dans les villes.

Cette migration géographique s'accompagne de migrations professionnelles. Les emplois agricoles diminuent, tandis que les emplois dans les secteurs de l'industrie et des services augmentent. Si de

nombreux ruraux quittent la campagne pour s'installer en ville c'est, bien sûr, pour des raisons économiques, mais c'est également pour d'autres motifs divers: attrait et agrément d'une vie plus facile, possibilités plus grandes d'accroître leur développement personnel, loisirs plus variés, etc.

Le passage d'une société agricole et rurale à une société industrielle et urbaine n'a pas eu que des effets internes. Il a influé sur les grandes migrations internationales des XIX^e et XX^e siècles facilitées par l'invention des machines agricoles qui ont libéré des milliers de bras. À l'origine, les immigrants en provenance d'Europe qui se sont établis au Canada étaient surtout des agriculteurs. Par la suite, des besoins nés de l'industrialisation et du développement des services ont entraîné une immigration constituée d'ouvriers, d'employés de bureau, de spécialistes, etc.

Les grandes migrations humaines sont aussi vieilles que le monde et leur histoire à travers les âges montre que leurs causes sont multiples: l'épuisement des sols, le manque de nourriture, l'instinct de survivance, l'esprit de conquête, entre autres, ont poussé l'homme primitif à changer de lieu. Il devint volontiers nomade. Les mouvements migratoires se sont souvent heurtés à de fortes résistances dans les territoires déjà occupés. Les invasions des barbares en Europe et les guerres qu'elles ont provoquées en témoignent.

La colonisation des terres lointaines a motivé les plus grands mouvements de population et c'est à elle qu'on doit le peuplement de continents entiers comme les Amériques. La recherche de l'or et des épices, le désir de catéchiser et de conquérir, l'aventure, l'ambition ont donné naissance aux empires coloniaux qui ont fini par disparaître et qui ont cédé leur place à des pays souverains.

Plus près de nous, les crises économiques, les guerres, les révolutions, les persécutions religieuses, l'établissement de régimes autoritaires aux politiques raciales, les traités de paix qui se sont traduits par des modifications de frontières, sont autant de facteurs qui ont causé la migration de dizaines de millions de personnes.

Les Amériques doivent leur peuplement et la mise en valeur de leurs ressources aux migrations en provenance de l'Europe et de l'Afrique. À l'origine, ce fut le fait d'authentiques aventuriers espagnols, portugais, français, anglais et scandinaves.

Les premiers pionniers ont fait souche et en ont attiré d'autres dont ils subventionnaient parfois le transport et l'installation. C'est ainsi que les premières communautés ukrainiennes sont nées au Manitoba à la fin du siècle dernier.

B. Les causes

Comme il vient d'être mentionné, les motifs économiques tiennent une place de premier plan dans les mouvements migratoires. Le désir d'améliorer son niveau de vie, de s'enrichir, pousse l'homme à quitter son pays et à émigrer.

L'image de l'Amérique — à laquelle était associée celle du Canada —, d'un continent où la réussite matérielle était rapide, a continué d'attirer de nombreux immigrants. Et, depuis le début du siècle, le niveau de vie élevé des Américains et des Canadiens exerce toujours le même attrait. À cet égard, il est significatif de constater qu'au Canada même les immigrants se dirigent davantage vers les provinces les plus riches, l'Ontario et récemment la Colombie britannique, et relativement moins vers le Québec dont l'économie, moins dynamique et moins prospère, offre moins d'emplois.

Les causes politiques des migrations, comme nous l'avons noté précédemment, sont également primordiales. En certaines circonstances, c'est le gouvernement des États, le pouvoir politique, qui organise l'émigration de ses propres ressortissants. Tel a été le cas de la colonisation de la Nouvelle-France sous Louis XIV, du peuplement des anciennes colonies africaines de la France et de la Grande-Bretagne, de la colonisation de la Lybie par l'Italie. Et ce ne sont là que quelques exemples parmi beaucoup d'autres.

En d'autres circonstances, la décision d'émigrer, pour des raisons politiques, est prise par les individus ou les groupes eux-mêmes. Ce fut le cas de nombreuses «personnes déplacées» pendant et au lendemain de la dernière guerre mondiale, par suite des bouleversements politiques dans leurs pays. On observe le même phénomène chez les Juifs qui émigrent volontairement en Israël.

De nombreux autres facteurs, moins déterminants, il est vrai, peuvent motiver les migrations. Les divers sondages qui ont été effectués au Canada auprès des immigrants reflètent des motifs très divers, depuis le goût de l'aventure, jusqu'au simple désir de

rejoindre un membre de la famille déjà installé ici, en passant par le goût du changement et même la nécessité de se tirer d'un mauvais pas. On se trouve, en réalité, en face de nombreux facteurs personnels, familiaux ou sociaux, guidés par les aspirations à la liberté, le changement, la recherche du nouveau, le désir d'améliorer ses moyens d'existence, etc.

Une constatation importante se dégage de cette brève analyse. Bien qu'une image publique favorable résultant des attitudes et de la politique du pays d'accueil vis-à-vis de l'immigration soit l'un des facteurs déterminants de l'immigration, il reste que la décision d'émigrer répond fondamentalement aux besoins de l'émigrant lui-même ou à sa volonté de quitter son pays. Elle résulte le plus souvent de causes économiques ou politiques profondes et c'est pourquoi la possibilité qu'a le pays d'accueil d'offrir de meilleures conditions de vie que le pays d'origine y joue un rôle prépondérant.

C. Les pays d'émigration

L'Europe a été de très loin le principal réservoir de l'émigration et les Amériques le principal déversoir. Plus de 95% de l'émigration provient des pays européens pendant la période de 1846 à 1932. Un recensement qui porterait sur le dernier quart de siècle, allant de 1945 à 1970, donnerait des résultats assez proches.

Les autres continents participent donc très peu au mouvement migratoire. Certains pays asiatiques, comme le Japon, présentent pourtant les densités démographiques parmi les plus fortes du monde; la faiblesse de leur émigration peut donc surprendre. La politique discriminatoire pratiquée par la plupart des pays d'Amérique à l'égard des Asiatiques explique, dans une large mesure, cet état de choses. Le Canada, entre autres, a limité jusqu'en 1967 le nombre des immigrants asiatiques à quelques centaines par an.

La France, faible pays d'émigration

En Europe même, il est frappant de constater que la France a été dans le passé et reste de nos jours un très faible pays d'émigration. Depuis l'accès à l'indépendance de la plupart de ses anciennes colonies, qui a provoqué le départ de nombreux Français qui y étaient établis, la France est devenue, en réalité, un pays

d'immigration. La prospérité de l'économie française, depuis une dizaine d'années, joue dans ce sens: d'une part, les Français émigrent peu et, d'autre part, la France attire de nombreux immigrants de pays à plus bas niveau de vie, comme l'Algérie, l'Espagne, le Portugal, etc. Il est intéressant de noter que des États comme la Pologne et la Norvège, quoique beaucoup moins peuplés que la France, ont laissé émigrer plus de personnes que celle-ci pendant la période concernée. La France a contribué avec 2.5% de sa population au courant d'émigration.

Les plus grands pays d'émigration, la Grande-Bretagne et l'Italie, sont deux pays de faible superficie et de forte population. L'Italie, de plus, connaît un bas niveau de vie dans le sud de la péninsule. Ce sont des nations qui, compte tenu de leur géographie, leur économie et leur démographie, sont obligées de déverser leur «trop plein», notamment vers l'Amérique. En Irlande, l'émigration prit l'allure d'une saignée, la moitié de sa population ayant émigré. Le Royaume-Uni a contribué avec 12% au volume des migrations, l'Allemagne avec 9%, les pays scandinaves 8%, et l'Espagne 8%. L'Italie est le pays qui occupe la première place dans le mouvement d'émigration transocéanique.

D. Les pays d'immigration

Ce sont les pays anglo-saxons d'abord (États-Unis, Canada, Australie surtout), puis ceux de l'Amérique latine, qui ont accueilli le plus grand nombre d'immigrants.

Les États-Unis arrivent de loin en tête. À eux seuls, ils ont absorbé plus de 50 millions d'émigrants de toutes nationalités de 1821 à 1932, soit plus de la moitié du total. Après l'indépendance, les États-Unis sont apparus, aux yeux de beaucoup d'Européens, comme la terre de liberté et celle où l'on pouvait s'enrichir rapidement. Fait significatif: sur les 56 signataires de la Déclaration d'Indépendance, 18 n'étaient pas d'origine anglo-saxonne et huit signataires étaient des immigrants de première génération. La Constitution américaine stipule que la «poursuite du bonheur» est l'un des objectifs de la société du Nouveau Monde. Aux États-Unis et au Canada, les besoins de main-d'œuvre qu'implique le développement économique d'un pays neuf ne pouvaient être couverts adéquatement que par l'apport des immigrants. Le développement des moyens de transport, l'avion surtout, a considérablement facilité ces déplacements.

Enfin, tandis que l'Europe était décimée par les guerres, les États-Unis et le Canada apparaissaient comme un havre de paix. L'antisémitisme de l'Allemagne nazie, la dernière guerre et ses séquelles ont incité de nombreux réfugiés politiques à s'établir en Amérique du Nord. On estime que le nombre des réfugiés admis au Canada depuis 1945 s'élève à plus de 350,000.

L'immigration, au Canada, a commencé beaucoup plus tard qu'aux États-Unis. Après un apport considérable au début du siècle, l'afflux des immigrants a diminué pendant la première guerre mondiale, puis il a progressé de nouveau jusqu'en 1930. Il a fléchi considérablement pendant la crise des années 30 et la dernière guerre, mais il a repris avec vigueur après le dernier conflit mondial. * De 1946 à 1971, 3.5 millions d'immigrants environ sont entrés au Canada, de sorte que presque la moitié de notre immigration est de souche récente. Avec plus de 8.5 millions d'immigrants, le Canada devance maintenant l'Argentine et se classe au second rang des pays d'immigration.

Les pays de l'Amérique latine attirent surtout des immigrants de la péninsule ibérique et des pays méditerranéens, Espagnols et Portugais principalement. On évalue à 7 ou 8 millions le nombre des Latins qui, à cause de l'histoire, la culture, la langue et le climat, ont émigré en Amérique latine depuis le début du siècle dernier.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont surtout accueilli des Britanniques. La première a connu une immigration irrégulière au gré de son développement minier et industriel, et la seconde a vu la sienne s'arrêter virtuellement en 1930, à la veille de la grande crise.

E. Les problèmes soulevés par l'immigration

L'histoire récente des migrations internationales montre que les grands mouvements migratoires des temps modernes ont perdu beaucoup d'ampleur après la première guerre mondiale. Le développement des concepts de nations-États et de nationalités attachés héréditairement à une personne a rendu plus complexes les relations sociales entre autochtones et nouveaux venus. Ces

* Pour plus de précisions sur ce sujet, en particulier sur la situation du Québec, voir le chapitre suivant.

relations se résumaient souvent, avant le XVIII^e siècle, à celle de maître et esclave. Avec le temps, il en est résulté une tendance au contrôle de l'immigration. Les États-Unis, de loin le premier pays d'accueil, ont pris graduellement conscience de leur entité nationale et, simultanément, ils se sont sensibilisés aux problèmes que posait l'intégration des immigrants, sur le plan culturel en particulier. Les responsabilités nouvelles assumées par les gouvernements (aux États-Unis ou ailleurs) en matière d'assistance sociale, par exemple, ont incité ceux-ci à limiter le nombre des immigrants en tenant compte en particulier de la capacité d'absorption du marché du travail. La crise des années 30 n'a fait qu'accentuer ces préoccupations; de fait, c'est à cette époque que les États-Unis ont mis en vigueur le système des quotas. Ces contingentements, notons-le, tendent à favoriser certains immigrants, les Anglo-Saxons en particulier.

Il convient de souligner que de leur côté les régimes de sécurité sociale de plus en plus généreux des pays européens ont eu pour effet de diminuer l'incitation à émigrer. Les progrès économiques inhérents à l'industrialisation européenne ont joué dans le même sens. La plupart des pays européens, de nos jours, ont un besoin pressant de main-d'œuvre qualifiée. C'est l'une des raisons pour lesquelles la France n'encourage pas ses citoyens à émigrer. Certains pays dont le régime politico-économique est refermé sur lui-même en autarcie (URSS, Allemagne d'Hitler, Italie de Mussolini) ont même imposé des restrictions très rigoureuses à l'émigration.

Conclusion

Dans une perspective historique, l'humanité a toujours été en mouvement.

L'assèchement du Sahara a refoulé sa population vers l'Asie et celui de l'Asie centrale a provoqué les premières invasions barbares vers l'Europe; l'Europe, à son tour, a conquis les Amériques, l'Australie et la Nouvelle-Zélande.

L'Asie sud-orientale a peuplé l'Océanie. Les Arabes ont occupé l'Espagne; les Turcs, l'Europe orientale. Les Croisades ont répondu en contre-courant. En Afrique, en Chine, dans les Amériques, les mouvements intérieurs sont incessants.

Tout progrès, toute amélioration de la condition humaine, de l'invention de la roue au travail des métaux, de l'introduction des nouvelles cultures ou des nouvelles espèces animales à la découverte des engins spaciaux, tout est le produit des échanges et le résultat des migrations.

Seuls les groupes humains isolés n'évoluent pas. Toute société qui refuse les contacts venant de l'extérieur est vouée à la stagnation.

Le plus grand apport de l'immigration est, peut-être, justement celui de briser l'isolement. C'est un symbole témoignant que toute nation est liée et solidaire du reste de l'humanité; son acceptation est un défi à l'esprit étroit de clocher qui maintient la méfiance envers les nouveaux venus et témoigne d'une absence de confiance en ses propres institutions et systèmes de valeurs.

Chapitre deuxième

L'immigration au Canada et au Québec. Évolution et caractéristiques

A. L'immigration jusqu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale

Il convient de souligner, au départ, qu'il est difficile d'effectuer une analyse exhaustive des effets de l'immigration sur les ressources humaines au Canada, car les données disponibles sur les mouvements de population vers le Canada et à l'étranger sont incomplètes. Cette difficulté est encore plus considérable au niveau de l'analyse par région, les statistiques régionales étant plus limitées.

La première source de la population canadienne fournit les colons d'origine et de langue française, dont les descendants représentent environ 30% de la population actuelle. La deuxième dans le temps, et aussi la plus importante du point de vue du nombre, est représentée par les immigrants d'origine britannique venant d'outre-mer et des États-Unis qui se sont fixés à la périphérie sud-ouest du territoire du Québec actuel. Cette dualité ethnique de la population canadienne s'est maintenue jusqu'à la fin du XIX^e siècle. Cependant le peuplement de l'Ouest a entraîné une modification du caractère ethnique de la population. L'immigration massive en provenance de l'est de l'Europe (Autriche, Pologne, Russie, Hongrie, Italie, Balkans, etc.), et en direction des provinces du Manitoba et de la Saskatchewan, a modifié la composition de la population canadienne. Celle-ci devient donc multiculturelle mais garde cependant un certain degré d'homogénéité, étant donné les restrictions exercées à l'égard de l'immigration, surtout des Asiatiques.

L'immigration a été particulièrement dense au cours de la décennie 1880-1890, au moment de la construction des chemins de fer et au début de la colonisation de l'Ouest. Mais c'est pendant la première décennie du siècle, alors que l'on assiste à une expansion rapide du commerce du blé et au peuplement massif des provinces des Prairies, que l'arrivée des immigrants atteint son apogée. En 1913, l'immigration atteint le chiffre, jamais égalé depuis, de 400,870 personnes.

La décennie qui précède la première guerre mondiale (1903-1913) totalise 2.6 millions d'immigrants, alors que la population était de 5.4 millions en 1901. Toutefois, l'émigration hors du Canada représente près de la moitié de ce flux brut. L'immigrant est donc «de passage» au Canada et en particulier au Québec durant cette période.

L'émigration a même été supérieure à l'immigration pendant les quatre dernières décennies du siècle dernier et durant la crise économique des années 30. À l'inverse, l'immigration nette n'a été très forte que pendant deux décennies, sur un total de dix, soit de 1901 à 1911 et de 1951 à 1961. *

Ce résultat, que l'on peut qualifier de déplorable, provient vraisemblablement du manque de cohérence de la politique canadienne d'immigration. En effet, celle-ci s'intéresse activement au recrutement mais ne cherche pas à résoudre les problèmes inhérents à l'accueil et à l'intégration des nouveaux venus. Ce n'est qu'au cours des années 50 que les responsables de l'immigration du gouvernement fédéral prennent conscience de leur responsabilité à cet égard. En ce qui concerne le Québec, c'est seulement après 1965 que le problème commence à être envisagé dans une optique institutionnelle.

Il est intéressant de constater que l'immigration a été particulièrement forte pendant quatre périodes qui correspondent toutes à une croissance rapide de l'économie. À l'inverse, les périodes de ralentissement de l'immigration correspondent à des périodes

* Voir l'Appendice II, Tableau A-1.

Les résultats de la décennie 1961-1971 ne sont pas connus, les données démographiques complètes du recensement de 1971 n'étant pas encore publiées à la fin de 1972.

de stagnation ou de crise économique, ainsi qu'aux périodes de guerre. *

La corrélation entre la conjoncture économique et le flux de l'immigration se vérifie régulièrement.

1. Passage d'une société biculturelle à une société multiculturelle

En 1871, la composition de la population canadienne, telle qu'estimée au premier recensement, se répartit entre environ 2 millions de Britanniques, soit 60.55%, environ un million de Français, soit 31.07% et environ 250,000 individus d'autres origines incluant les Esquimaux et les Indiens, soit 8.38%. Il s'agit donc à cette époque d'une société essentiellement biculturelle et biethnique. Après les importantes vagues d'immigration du début du siècle, la population se compose en 1931 de 51.8% de Britanniques (5,381,071), de 28.2% de Français (2,927,990) et de 20.0% d'autres groupes ethniques (2,067,725). L'immigration a donc transformé la société canadienne en une société multiculturelle et multiethnique.

L'analyse des données des recensements permet de ventiler le groupe «autres origines ethniques» et de savoir quels sont les principaux groupes qui constituaient dès le début du siècle une part importante de la population canadienne. Pour les décennies 1901-1911 et 1911-1921, si l'on exclut l'immigration en provenance de la Grande-Bretagne et des États-Unis, les principaux groupes ethniques qui composent le flux d'immigration sont d'origine italienne, juive, polonaise, russe et ukrainienne. On assiste donc à une transformation de la composition culturelle du Canada. Il convient cependant de noter que ce phénomène ne se vérifie pas, pour le Québec, avec autant d'intensité. En effet, en 1931, les groupes autres que français et anglais n'y représentent que 5.9% de la population totale.

2. L'immigrant de passage au Québec et au Canada

Au cours de la période antérieure à 1945 surtout, le Québec a été considéré comme une porte d'entrée vers le reste du Canada et

* Voir l'Appendice II, Graphique A-2.

les États-Unis. Le tableau ci-dessous présente la situation comparée du Canada et du Québec de 1921 à 1945 quant au taux d'établissement permanent, c'est-à-dire le pourcentage d'immigrants qui demeurent dans leur pays d'adoption. Il est impossible de préciser la proportion du solde qui est allée aux États-Unis ou qui a rejoint son pays d'origine.*

Tableau 1

**Pourcentage de l'établissement permanent
des immigrants jusqu'en 1945**

	Au Québec	Au Canada
Avant 1921	13.95%	14.56%
1921-1930	27.66%	36.17%
1931-1945	47.95%	55.31%

Source: MM. A. Barsoni et M. Malservisi, «Les groupes ethniques et l'épanouissement du français au Québec» (Rapport de synthèse).

Les taux d'établissement permanent des immigrants au Canada sont relativement faibles et ces pourcentages sont encore plus faibles au Québec. On peut donc conclure que même si le Canada a favorisé assez fortement l'immigration pendant la majeure partie de la période étudiée, il n'a pas su intégrer les nouveaux venus, faute, en partie, d'une politique adéquate, comme nous l'avons déjà mentionné. Il faudrait tenir compte du taux de mortalité pour connaître de façon très précise la proportion des immigrants qui ne sont pas restés au Canada et au Québec. Quoi qu'il en soit, le problème est particulièrement aigu au Québec, où on fait face à une double concurrence: celle du reste du Canada et celle des États-Unis où les immigrants se sont surtout dirigés.

B. L'immigration, de l'après-guerre à nos jours

Au recensement de 1961, une personne sur douze était un immigrant d'après-guerre et si l'on tient compte de l'immigration antérieure, une personne sur six était de naissance étrangère. Le phénomène de l'immigration constitue donc l'une des caractéristiques

* Pour le pourcentage d'immigrants restés au Québec après 1945, voir *infra*, Deuxième partie, Ch. II, D, I, a.

fondamentales de la population canadienne. Son influence, à bien des égards, est considérable.

La période la plus dense, quant au nombre d'immigrants, depuis la deuxième guerre mondiale, se situe entre 1955 et 1958 avec un maximum, en 1957, de 282,164 immigrants pour le Canada, de 55,073 pour le Québec et de 147,097 pour l'Ontario. Depuis 1946, le flux d'immigration a été conditionné au Canada par les fluctuations de l'activité économique et par les diverses mesures politiques restrictives quant à l'admissibilité de certains groupes ethniques. Il a été influencé, dans le pays d'émigration, par des facteurs socio-économiques et politiques, tels que le bouleversement causé par la deuxième guerre mondiale, les soulèvements de Hongrie et de Tchécoslovaquie, la crise de Suez et tout récemment l'expulsion des Asiatiques de l'Ouganda. L'immigration massive qui est l'effet de crises politiques en Europe et ailleurs n'a toutefois qu'un caractère passager. Les conditions de surpeuplement ou un bas niveau de vie dans des pays comme l'Italie, la Grèce, le Portugal et l'Espagne permettent un flot plus régulier. Les nombreuses variations du flux annuel des immigrants montrent en particulier que la politique appliquée à leur sujet n'a pas été stable mais qu'elle a été assujettie aux pressions à court terme de la conjoncture économique, donnant lieu à ce que l'on appelle la «politique du robinet». Ainsi qu'il a été déjà mentionné, à des périodes de ralentissement de l'activité économique correspond une baisse de l'immigration. En 1958, 1959 et 1960, le mouvement migratoire est tombé à moins de la moitié de ce qu'il était en 1957. Avec la reprise économique au Canada à partir de 1963, le flux n'a cessé de croître pour atteindre un autre sommet en 1967, année qui marque le point culminant d'un cycle d'expansion. Le ralentissement de la croissance de l'économie qui a suivi, conjugué à un sous-emploi élevé, s'est traduit à nouveau par une baisse de l'immigration qui fléchit de 161,531, en 1969, à 147,713, en 1970 et à 121,900, en 1971.

L'origine et la destination des immigrants

Plusieurs facteurs économiques et socio-culturels conditionnent la répartition de l'immigration entre les diverses régions du Canada. Les disponibilités d'emploi, la réserve de main-d'œuvre et le niveau de l'activité économique sont les facteurs déterminants. Depuis 1946, l'Ontario a reçu plus de la moitié de l'immigration,

tandis que le cinquième est allé au Québec. La part du Québec a diminué ces dernières années et est tombée au-dessous de 20%. De 19.3% en 1968, elle fléchit à 17.5% en 1969, puis à 15.7% en 1970, et enfin à 15.8% en 1971. Moins de 3% se sont établis dans les Maritimes, plus de 10% en Colombie britannique et environ 13% se sont dirigés vers les provinces des Prairies. La part de la Colombie britannique s'est accrue récemment: en 1970 et en 1971, elle a attiré virtuellement autant d'immigrants que le Québec. La tendance actuelle est donc favorable à l'Ontario et à la Colombie britannique.

La majeure partie de l'immigration d'après-guerre est composée de quelques groupes ethniques. Les citoyens de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de l'Italie et des Pays-Bas totalisent 60.0% de l'immigration de 1946 à 1969, tandis que les Américains représentent 8.8% du flux global.

Toutefois, le flux en provenance des États-Unis s'est accru très nettement ces dernières années. En 1970 et 1971, il arrive en tête de tous les autres pays: il totalise 48,790 ou 18.5% du total, avant la Grande-Bretagne (15.5%). Le climat politique, social et économique aux États-Unis, qui suscite du mécontentement et de l'inquiétude chez certains Américains, n'y est probablement pas étranger.

Les citoyens des autres pays européens participent dans une proportion de 28.4%. Par contre, les immigrants asiatiques ne composent que 3.9% de l'immigration d'après-guerre. Cette faible proportion est sans doute la conséquence de la politique d'immigration restrictive à l'égard des Asiatiques jusqu'au milieu des années 60,* mais elle a augmenté constamment depuis 1967.

La répartition des groupes ethniques entre les régions canadiennes est sensiblement la même. Il y a toutefois certaines différences. Au Québec, l'immigration d'origine française est relativement importante par rapport à la place qu'occupe ce groupe ethnique dans l'ensemble du Canada. Pour la première fois en 1948, un arrêté ministériel fait allusion aux citoyens de France qui reçoivent le même traitement que les citoyens de Grande-Bretagne et des États-Unis. En effet, même si globalement les immigrants

* Pour le nombre des immigrants arrivés au Québec selon l'origine ethnique, entre 1946-1961, voir l'Appendice II, Tableau A-3.

en provenance de la France ne représentent que 2.4% de l'immigration au Canada, le Québec les accueille dans une proportion d'environ 78%, ce qui donne à la France le second rang pour la période 1962-1971. * Il faut remarquer toutefois qu'au cours des deux dernières années, en 1970 et en 1971, le pourcentage des immigrants en provenance de France, qui se sont implantés au Québec, est nettement en baisse (63%).

La situation économique européenne, relativement stable actuellement, ne constitue pas une incitation à l'émigration française.

Tableau 2

Destination des immigrants en provenance de la France

	A – Canada	B – Québec	B/A
1946-1961 (1)	40,975	32,001	78.0%
1962-1971 (2)	55,139	40,693	73.8%

(1) Selon l'origine ethnique

(2) Selon le pays de dernière résidence

Source: Ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

En Ontario, on remarque la présence majoritaire des immigrants britanniques qui ont tendance à s'y destiner naturellement alors que les autres groupes ethniques se répartissent selon les mêmes proportions que pour l'ensemble du pays.

Au Québec, on constate depuis 1962 un recul de l'importance relative des immigrants en provenance de la Grande-Bretagne, de l'Italie, de l'Allemagne, de la Pologne et de la Hongrie, alors que la part des immigrants en provenance de la France, de la Grèce, du Portugal, de l'Afrique, de l'Asie et des États-Unis augmente sensiblement. **

L'immigration féminine dans l'ensemble du Canada et en Ontario est légèrement supérieure à l'immigration masculine, alors qu'on observe l'inverse au Québec.

* Voir l'Appendice II, Tableau A-4.

** Voir l'Appendice II, Tableaux A-3 et A-4.

Les immigrants d'âge actif représentent plus de 70% de l'immigration totale, tandis que les plus jeunes et les plus âgés oscillent entre 25% et 30%. De 1959 à 1969, les tranches d'âge de 0-14 ans et de 60 ans et plus totalisent chez les deux sexes moins de 25% du flux au Québec, tandis que la proportion dépasse 27% pour le Canada et l'Ontario.

Conclusion

L'immigration d'après-guerre, tant au Canada qu'au Québec, a contraint les deux paliers de gouvernement à réviser leur attitude à son égard. Ceux-ci ont été amenés à reconnaître leurs responsabilités respectives dans le domaine de l'accueil et de l'intégration des nouveaux venus. Si l'on veut que l'immigration soit un facteur de développement et de progrès, il faut obtenir l'appui conscient de la majorité de la population d'accueil, afin que l'immigrant s'intègre à sa nouvelle société et participe effectivement à la vie canadienne et québécoise.

Chapitre troisième

Les politiques d'immigration au Canada

A. Avant la Confédération

Quatre impérialismes européens, l'espagnol, le portugais, le français et l'anglais, découvrent les Amériques et s'y taillent des aires d'influence. Leur colonisation refoule les autochtones amérindiens. Comment ce nouveau peuplement du Canada a-t-il été entrepris et poursuivi?

1. *Le Régime français*

Aux XVII^e et XVIII^e siècles, le peuplement est l'affaire de la Couronne ainsi que des compagnies de marchands et d'armateurs qui recrutent des colons pour les établir sur leurs concessions. Ce recrutement est sélectif et planifié, dans la mesure où les techniques de l'époque le permettent. Un règlement de 1627 édicte de ne laisser passer aucun étranger dans «lesdits lieux (Nouvelle-France), mais de peupler la colonie de naturels François catholiques». La sélection professionnelle très rigoureuse se complète d'une recherche d'homogénéité ethnique et religieuse.

Toutefois, en juin 1707, le roi informe Vaudreuil et Bégon qu'il accordera

*les lettres de naturalité qu'ils demandent pour les anglois, hambourgeois et flamands qui sont établis en Canada, mais il veut savoir auparavant s'ils sont catholiques et la profession d'un chacun.**

* G.-D. Guay, *Immigration sous le régime français*, p. 5, renvoi 14, doc. 270/E.

On tente d'encourager l'émigration des Français et la natalité pour hâter le développement démographique. En 1714, Vaudreuil écrit:

*le moyen le plus propre pour y attirer des habitants serait de donner pendant un an gratis à chaque famille composée de trois personnes une ration de soldat par jour et deux si elle est composée de six personnes.**

Le roi accorde des cadeaux aux mariages précoces et des récompenses aux familles de plus de 10 enfants.

Ces politiques ne donnent pas les résultats escomptés. Dès le début du XVII^e siècle, les Anglais sont plus nombreux que les Français en Amérique. En 1608, on compte 210 colons anglais contre seulement 28 français. Pour attirer les immigrants, Pierre Boucher publie en 1664 son *Histoire véritable et naturelle des mœurs et productions du pays de la Nouvelle-France*, qui décrit les attraits du pays et les avantages particuliers offerts aux colons. Mais un an plus tard, en 1665, sous l'administration de Jean Talon, le continent nord-américain ne comptait que 3.215 Français contre 85.000 Anglais.

En 140 ans, 10.000 colons français seulement se sont établis et répandus au Canada. Grâce à une forte natalité, la population, au moment de la conquête, est estimée globalement à 70.000 âmes. Marcel Trudel avance le chiffre global de 85.000 habitants en 1754 par rapport à 1.485.634 habitants dans les colonies anglaises d'Amérique.

Les Français ne sont pas migrants. Mais d'autres raisons expliquent leur nombre réduit en Amérique lors de la Conquête:

*L'image de la Nouvelle-France, qui circule dans les couches populaires, contribue aussi à détourner les Français du Canada. Cette image fabriquée par les «arpents de neige» de Voltaire: pays au climat sévère, en butte à l'hostilité des Amérindiens, puis des Anglais, dépourvu de métaux précieux, la Nouvelle-France n'a rien qui puisse exciter l'imagination populaire.***

* Rapports des archives de la Province de Québec. Correspondance entre M. de Vaudreuil et la Cour. MM. de Vaudreuil et Bégon au Ministère (Québec 20 7^{bre} 1714); cité dans R.S. Séguin. *La civilisation traditionnelle de l'Habitant aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Fides, Ottawa, 1967, p. 30.

** *Annuaire du Québec — 1968-1969*, p. 174.

Ce texte énonce clairement des éléments déterminants pour une politique d'immigration:

- a) la possibilité pour le pays d'accueil d'offrir de meilleures conditions de vie;
- b) l'image favorable, indispensable à tout travail de prospection, et qui est la plupart du temps créée par les attitudes du pays d'accueil, face à ceux qui y sont arrivés auparavant;
- c) la propension à émigrer, de la population que l'on souhaite attirer, laquelle est souvent fonction des conditions de vie qui prévalent dans le pays concerné.

L'image linguistique

Il est incontestable que quantitativement, la population est entièrement de langue française et le français universellement parlé. Toutes les remarques que l'on relève sur le français de l'époque portent sur sa qualité. C'est l'un des visiteurs du temps qui, dans son récit,* nous le décrit, et maints autres témoignages s'y ajoutent:

*le langage du Canadien de l'époque est plaisant à entendre bien que l'exotisme du parler canadien n'échappe pas au visiteur.***

Vers 1749, le naturaliste Kalm déplore que les «Canadiennes soient très portées à rire des fautes de langage des étrangers». Robert-Lionel Séguin ajoute: «ces moqueries ne nous favorisent pas car elles découragent tout Européen qui voudrait se livrer à l'étude du français.»***

Pierre-F.-X. Charlevoix, en octobre 1720, remarquait déjà que «nulle part ailleurs, on ne parle plus purement notre langue et qu'on n'y remarque même aucun accent». ****

Quelques années plus tard, soit en 1753, La Potherie juge ainsi le langage du Canadien: «On parle ici [en Nouvelle-France] par-

* La Potherie (Bacqueville de), *Histoire de l'Amérique septentrionale*, p. 279, cf. Séguin. *op. cit.*, p. 30.

** Louis Franquet, *Voyages et mémoire sur le Canada*, p. 85, cf. Séguin. *op. cit.*, p. 30.

*** *Idem.*

**** R.-L. Séguin, *La civilisation traditionnelle de l'Habitant aux XVII^e et XVIII^e siècles*, p. 30.

faitement bien sans mauvais accent.» L'ingénieur contemporain Franquet dira lui-même: «les habitants parlent un français épuré et n'ont pas le moindre accent». *

En 1755, Aleyrac renchérit: «Il n'y a pas de patois dans ce pays. Tous les Canadiens parlent un français pareil au nôtre.»**

«J'ai observé», dira Montcalm, «que les paysans canadiens parlent très bien le français.»*** «Ces habitants parlent avec aisance, leur accent est aussi bon qu'à Paris», affirmera Bougainville en 1757. ****

Les Anglais, lorsqu'ils arriveront au Canada, conviendront que le Canadien d'alors parle correctement. Les témoignages abondent. Pour George Heriot, en 1804,***** et son contemporain, John Lambert,***** «un langage correct et des manières courtoises et douces sont l'apanage des paysans canadiens et ils passent pour parler le plus pur français».

Vers une société biculturelle

La Conquête a frayé le chemin à l'établissement d'une minorité britannique ambitieuse, entreprenante, compétente aussi, plus centrée sur des réalités d'ordre économique et matériel que les premiers habitants. Cette immigration de militaires conquérants allait donner un nouveau visage au peuplement du Canada. Elle fut renforcée par l'arrivée des Loyalistes puis au XIX^e siècle par l'immigration irlandaise.

Après la Conquête, le pays devient donc une société biculturelle.

2. De la Conquête à la Confédération

Il n'y a pas eu, à proprement parler, de politique d'immigration avant la naissance de la Confédération canadienne. La première

* R.-L. Séguin, *op. cit.*, p. 30.

** *Idem*, p. 32.

*** *Journal du Marquis de Montcalm*, p. 64, cf. Séguin, *op. cit.*, p. 31.

**** Rapport de l'archiviste de la Province de Québec (1923-1924) 61, *Mémoire sur l'état de la Nouvelle-France*, cf. Séguin, *op. cit.*, p. 32.

***** George Heriot, *Travels through Canada*, 270, cité dans Séguin, *La civilisation traditionnelle...*, p. 33.

***** John Lambert, *Travels through Canada and the United States of North America, in the Years 1805, 1807, 1808*. London, 1814, p. 88; cité dans Séguin, *op. cit.*, p. 33.

mesure du gouvernement de Sa Majesté à l'égard de l'émigration britannique fut prise en 1828, date à laquelle fut nommé le premier «resident superintendent and agent for emigrants». Jusque-là, les terres canadiennes étaient octroyées par le «Colonial Office», sans politique précise, aux sociétés de colonisation qui les distribuaient à leur profit, mais qui se désintéressaient de leur défrichement. La colonie prit en mains sa politique d'immigration vers 1840 et un «Bureau of Agriculture» fut fondé en 1852, qui avait pour fonction d'encourager l'immigration au moyen d'une politique généreuse de distribution des terres.

B. Après la Confédération

1. Jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale

Aux termes de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique de 1867, l'immigration est de juridiction mixte: les provinces, comme l'État fédéral, peuvent légiférer en cette matière. Mais comme il ressort clairement du texte ci-dessous, le gouvernement fédéral jouit d'une primauté certaine. L'article 95 se lit comme suit:

La législature de chaque province pourra légiférer sur l'agriculture et l'immigration dans cette province. Le parlement du Canada pourra, chaque fois qu'il y aura lieu, légiférer sur l'agriculture et l'immigration dans toutes les provinces ou dans quelques-unes en particulier. Une loi de la législature d'une province concernant l'agriculture et l'immigration n'y aura d'effet qu'aussi longtemps et en autant qu'elle ne sera pas incompatible avec une loi du parlement du Canada.

Ce texte est le résultat d'un compromis entre les «Pères de la Confédération», les anglophones souhaitant donner juridiction entière au gouvernement fédéral et les francophones réclamant pour la compétence provinciale des pouvoirs authentiquement concurrents.* Il n'est pas douteux que cette répartition des compétences, qui attribue une prééminence à l'État fédéral, a influé par la suite sur l'attitude des Canadiens français vis-à-vis de l'immigration.

Dès 1868, une première conférence fédérale-provinciale sur l'immigration cherche à coordonner les actions du pouvoir central et

* Jacques Brossard, *L'Immigration*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 28 mars 1967, p. 44.

des provinces. Des réunions semblables auront lieu en 1869, 1870, 1871, 1874 et 1886. Le but de ces conférences était d'évaluer les besoins en main-d'œuvre et de mettre au point les formalités d'entrée. La première loi fédérale sur l'immigration, le 22 juin 1869, confirmait les décisions prises à la première conférence. Jusqu'en 1869, l'immigration n'était régie que par le droit d'admission et les dispositions relatives à la quarantaine. Ce n'est qu'à partir de 1869 qu'elle est l'objet d'une intervention directe de l'autorité publique. La Loi sur l'immigration de 1869 avait pour but de protéger les immigrants contre les abus des armateurs, en limitant le nombre de passagers des navires et en astreignant ceux-ci à une inspection à l'arrivée. Les limitations à l'entrée, établies par la loi de 1869, sont à l'origine des catégories interdites. Ces restrictions concernaient les immigrants idiots, aliénés, sourds-muets, aveugles ou infirmes qui devaient être accompagnés de personnes pouvant subvenir à leurs besoins, sinon une garantie de \$300 était exigée du capitaine du navire. Cette loi fut suivie d'un grand nombre d'arrêtés ministériels portant sur la création de sociétés d'aide aux immigrants et de diverses mesures dont le but était de les protéger. En 1910, certaines clauses furent ajoutées qui restreignaient l'entrée des immigrants pauvres, et des éléments subversifs, * mais il reste que, fondamentalement, la législation ne fut pas révisée avant 1953.

Il convient de remarquer qu'en 1868 le gouvernement fédéral et les provinces s'étaient engagés à nommer des agents d'immigration sur leurs territoires et à l'étranger, pour effectuer du recrutement et placer de nouveaux venus. En fait, la plupart des provinces n'ont guère usé de leurs pouvoirs, ce qui ne pouvait qu'inciter le gouvernement central à occuper tout le champ d'action. Mais, comme nous le verrons plus loin, le Québec s'en prévalut dès 1870, pour une période limitée.

La responsabilité fédérale de l'immigration fut d'abord attribuée au ministère de l'Agriculture, puis transférée au ministère de l'Intérieur en 1892, pour répondre à la priorité de l'époque, qui était celle du peuplement et de la mise en valeur des immenses terres

* Le premier examen afin de sonder leurs vues politiques s'est appliqué non pas à des immigrants d'outre-mer, mais à des citoyens des États-Unis. En 1794, après la révolution américaine, on désigna des commissaires qui reçurent des pouvoirs discrétionnaires en vue d'examiner à la frontière et de rejeter ceux qui ne semblaient pas susceptibles de devenir des colons loyaux et convenables.

agricoles de l'Ouest. Sous la direction de sir Clifford Sifton, qui fut ministre de l'Intérieur de 1896 à 1905, la politique favorisa l'établissement d'émigrants européens plutôt que de Canadiens français dans les Prairies.

Le Canada connut alors sa première tentative d'application d'une véritable politique d'immigration dont l'objectif était le peuplement et le développement économique. On peut dire qu'à la veille de la première guerre mondiale, le but principal de la politique de Clifford Sifton, soit «peupler de paysans laborieux les solitudes de l'Ouest», était atteint. C'est l'époque où le Canada connut le plus fort courant d'immigration de son histoire et où il commença à perdre son caractère biethnique pour se transformer en société multiculturelle.

À l'exception de cette période, qui va de la fin du siècle dernier à la première guerre mondiale, le Canada n'a pas exercé de politique d'immigration dynamique. Jusqu'en 1945, l'afflux des immigrants a été déterminé surtout par des facteurs externes et, dans une certaine mesure, par l'action des premiers immigrants eux-mêmes ou de compagnies commerciales. Ainsi, sous les auspices du comte Esterhazy, des milliers de Hongrois et de ressortissants d'Europe centrale et d'Europe orientale se sont établis dans les Prairies. Les agents du Pacifique Canadien recevaient une commission intéressante pour chaque immigrant recruté, avec primes spéciales pour les fermiers et les domestiques qui s'établiraient sur les terrains donnés à la Compagnie par le «Dominion Land Act» de 1872. D'autres compagnies de transport, maritime ou ferroviaire, bénéficièrent ensuite du même privilège.

Souvent, la politique fédérale avait un caractère plutôt restrictif; elle cherchait davantage à faire respecter les interdits qu'à encourager l'afflux des immigrants. La discrimination raciale en témoigne sans ambiguïté. La première fois que l'on a exprimé de l'inquiétude au sujet de «l'assimilabilité» des immigrants, c'est en 1815, quand l'Assemblée législative de la Nouvelle-Écosse a protesté auprès du gouvernement anglais contre l'admission de Noirs venus des Bermudes. Dès 1878, des mesures furent prises pour restreindre l'entrée des Asiatiques, en particulier des Chinois et des Japonais. Clifford Sifton continua de s'opposer à l'immigration des Asiatiques qui furent frappés d'une capitation dont le montant s'élevait à \$100 en 1900 et à \$500 en 1903. L'immigration

féminine était interdite. À partir de 1923, année qui marque la reprise de l'immigration au lendemain de la première guerre mondiale, les pressions qui s'exercent contre le «péril jaune» ont pour effet d'étendre les mesures discriminatoires, dont les Noirs sont également frappés.

La crise économique, après 1930, devait d'ailleurs accentuer encore cette situation. Les autorités fédérales dressent alors une liste de pays «préférés» et «non préférés». Les Chinois se voient pratiquement interdire l'entrée au Canada et celle des autres Asiatiques est limitée de manière rigoureuse. De nombreuses décisions judiciaires viennent appuyer cette réglementation.

À cause de la dégradation de la situation économique et du chômage considérable de l'époque, seuls les sujets britanniques et les citoyens américains pouvant subvenir à leurs besoins étaient admissibles pendant les années 30. Les Français ne l'étaient pas. Le «respect du pacte confédératif» et de la «balance ethnique» ne semblait pas inquiéter la politique d'immigration d'antan. De toute manière, des résultats numériques importants n'auraient pu être atteints. La courte expérience du Québec en matière d'immigration entre 1869 et 1875 le prouve. Mais l'existence de mesures préférentielles favorables à l'immigration d'un seul groupe culturel, au détriment de l'autre, ne fut qu'une source légitime et perpétuelle de mécontentement pour les Canadiens français et apparaît comme un acte de peu de justice et de subtilité politique de la part des autorités fédérales. Les départs augmentèrent au début des années 30 avec l'application, contre certains chômeurs, des dispositions prévoyant l'expulsion des immigrants entièrement à la charge de la société.

Il convient de noter qu'en 1936 le ministère de l'Immigration et de la Colonisation fut rattaché, administrativement, au ministère des Mines et des Ressources naturelles. Cette mesure reflétait une orientation politique en faveur de l'exploitation des richesses naturelles, les mines en particulier. La mécanisation des opérations agricoles réduisait la main-d'œuvre sur les fermes et, par contre, la mise en valeur des ressources minières exigeait une main-d'œuvre plus nombreuse.

À la fin des années 30, en raison de la lenteur du redressement économique, les autorités canadiennes n'autorisaient pas volontiers l'accès du pays, même aux victimes du nazisme.

2. Après la fin de la deuxième guerre mondiale

Immédiatement après la seconde guerre mondiale, l'immigration reprend à vive allure. D'une part, l'économie canadienne est en plein essor et, d'autre part, la situation économique est mauvaise en Europe. Celle-ci, en effet, se remet péniblement des destructions et des perturbations de la guerre. Les bouleversements politiques provoquent également une forte émigration vers le Canada.

L'immigration d'après-guerre comprenait une forte proportion de personnes instruites et qualifiées qui s'établirent dans les villes, car le Canada, pendant cette période, s'est considérablement urbanisé et industrialisé.

La conjoncture canadienne étant favorable au besoin de main-d'œuvre, son évolution économique et sociale lui confère plus d'attraits et les immigrants sont, dans l'ensemble, d'un niveau professionnel élevé.

Donc, la politique d'immigration se libéralise et facilite l'accès du pays. Pour la première fois en 1948 un arrêté ministériel du gouvernement fédéral stipule que les citoyens français pourront jouir du même traitement que ceux de Grande-Bretagne et des États-Unis. Cette décision n'aura toutefois pas l'effet désiré, à cause de l'attitude réticente, tant du gouvernement français qui freine l'émigration de ses ressortissants, que des Français eux-mêmes. Les mesures prises, par la suite, par le gouvernement québécois, l'ouverture d'une délégation du Québec à Paris notamment, n'auront aussi que des effets limités.

Les autorités fédérales cherchèrent également à «programmer» la quantité et la qualité des immigrants, après consultation avec le ministère du Travail. Cette tentative n'eut, toutefois, qu'un succès mitigé en l'absence d'un objectif précis à long terme et à cause des divergences d'optique des responsables de l'immigration et de la main-d'œuvre. Les premiers envisageaient celle-ci comme un moyen d'accroître la population qui diminuait par suite de la faible natalité des années de crise, tandis que les seconds la considéraient sous un angle plus étroit, comme un moyen de combler la pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs d'activité.

La Loi concernant l'immigration, et les règlements entrés en vigueur le 1^{er} juin 1953 et modifiés le 24 mai 1956, s'inscrivaient à leur

tour, dans une orientation nettement plus libérale. Les règlements définissaient deux catégories principales d'immigrants admissibles: les indépendants et les parrainés désignés.

Étaient considérés immigrants indépendants:

- dans la mesure où ils peuvent subvenir à leurs besoins, les sujets britanniques, les citoyens de France et des États-Unis;
- selon leur possibilité d'emploi, en règle générale, les citoyens des pays d'Europe occidentale.

Les immigrants étaient parrainés:

- par un citoyen canadien ou un immigrant reçu ayant un lien de proche parenté avec eux et qui subvenaient à leurs besoins; il s'agissait de citoyens de quelques pays du Moyen-Orient (Égypte, Israël, Liban, Turquie), ou d'un pays des Amériques;
- par un citoyen canadien ou un immigrant reçu qui subvenaient à leurs besoins, mais dans des conditions plus restrictives tenant à l'âge ou au lien de parenté; il s'agissait de citoyens de tous les autres pays du monde.

La loi déclare non admissibles les personnes qui pourraient devenir une charge publique en raison de leur état physique ou pour d'autres motifs. Sont déclarées telles les personnes atteintes de maladies contagieuses, ou malades, certaines catégories de criminels, ou les personnes dangereuses pour la sécurité publique (espions, saboteurs, etc.,).*

Les autorités fédérales ont freiné quelque peu l'immigration à la fin des années 50, en raison d'un ralentissement de l'activité économique. Mais en 1962, alors que l'économie entre dans une période d'expansion cyclique, de nouveaux règlements sont sanctionnés dans le but d'établir le principe de non-discrimination raciale. À partir de cette date, les responsables de l'immigration mettent en œuvre une politique de recrutement dynamique. On sent d'ailleurs au gouvernement fédéral et dans les milieux intéressés le besoin de réviser à nouveau la législation en vigueur. Il faudra toutefois attendre jusqu'en 1966 pour avoir un «Livre blanc» sur cette question. Il convient d'ajouter que les considérations d'humanité, notamment l'assistance aux réfugiés politiques,

* S.R. 1952, ch. 325. Cette loi, complétée par le règlement de 1967, est toujours en vigueur.

ont souvent motivé les décisions d'Ottawa à l'égard de l'immigration.

L'orientation de la politique d'immigration, pendant toute cette période, dépend néanmoins de la situation économique:

- expansionniste, elle cherche à favoriser la venue des immigrants dans le but de stimuler l'industrie;
- restrictive, elle n'admet qu'un nombre limité d'immigrants pour combler les besoins de l'industrie et d'autres secteurs d'activité.

L'objectif des nouvelles dispositions, contenues dans le «Livre blanc» de 1966, préparé sous la direction de M. Jean Marchand, alors ministre de l'Immigration, est de faciliter la venue au Canada de personnes qualifiées, possédant des compétences spécifiques et en demande dans le pays. Il s'agit d'encourager les candidats indépendants qui répondent aux critères de sélection, de rendre plus efficace l'admission des candidats parrainés, enfin d'accroître les sources d'information à l'étranger pour fournir le meilleur service possible aux postulants à l'immigration. Le nouveau règlement, entré en vigueur le 1^{er} octobre 1967, cherche par ailleurs à faire disparaître les derniers vestiges de discrimination. Il y a, depuis 1967, trois catégories d'immigrants admissibles: les «requérants indépendants», les «personnes à charge parrainées» et les «parents nommément désignés» (non à charge).*

Les neuf critères d'acceptation ont été établis de façon uniforme, pour évaluer objectivement la capacité des candidats. Le postulant doit obtenir cinquante points sur une possibilité de cent, pour être admissible. Nous indiquons dans le tableau suivant les neuf critères et leurs points correspondants.

Pour les immigrants parrainés et pour ceux qui, avant de quitter leur pays, ont obtenu l'assurance d'un emploi, la procédure est différente. Dans leur cas, le nombre des facteurs est réduit à cinq, soit: l'éducation (20), la personnalité (15), la possibilité d'emploi (15), la compétence (10) et l'âge (10). Le total des points requis est toujours la moitié, soit 35, et si l'évaluation du parrain est très favorable, le seuil peut encore être abaissé.

* Pour plus de détails, voir la définition des termes.

Facteurs	Maximum de points
Instruction et formation	20
Compétence professionnelle	10
Offre d'emploi dans sa profession	15
Possibilité d'emploi dans la région de destination	5
Emploi réservé	10
Personnalité	15
Âge	10
Connaissance du français ou de l'anglais	10
Parents au Canada	5

Ce système appelle les observations suivantes. L'appréciation de la personnalité de l'immigrant est restreinte, puisqu'elle ne compte que pour quinze points lors de l'évaluation de ses qualités. Le caractère traditionnellement flexible de la politique d'immigration est donc considérablement réduit, ce qui a l'avantage d'exercer un contrôle plus efficace. L'importance donnée à l'occupation projetée est significative de la nouvelle tendance de la politique canadienne. La préférence habituelle accordée à l'emploi est réorientée pour favoriser l'immigrant qualifié et le professionnel. Ce système favorise donc de manière explicite la compétence et il élimine la discrimination raciale. Désormais, le gouvernement fédéral est en mesure d'exercer une politique d'immigration cohérente, non assujettie aux fluctuations à court terme de l'activité économique et répondant mieux aux exigences d'une planification à long terme.

Il est encore trop tôt pour porter un jugement sur cette politique relativement nouvelle, d'autant plus que le taux de chômage élevé qu'a connu le Canada ces dernières années a eu pour effet de réduire le flux des immigrants. Il devrait être possible, cependant, de pondérer le barème des points accordés aux candidats à l'immigration en tenant compte davantage des caractéristiques régionales du Canada. Ainsi, la connaissance du français pour l'immigrant qui veut se rendre au Québec pourrait valoir à celui-ci des points supplémentaires.

Personne n'est tenu de s'établir dans une région particulière du Canada, mais si, sur les conseils de l'agent d'immigration, un immigrant en perspective accepte de se fixer dans une région qui lui offre des avantages marqués, il pourrait obtenir le nombre de points prévus pour la région en cause. Si la demande générale de main-d'œuvre est meilleure dans une région que dans une autre, l'appréciation d'ensemble de l'immigrant qui s'oriente vers cette région tiendrait compte de l'importance de la demande.*

Un modèle de développement original

La politique canadienne d'immigration a dû s'inscrire dans le cadre déterminant qui était le sien, celui d'un pays neuf, vaste et sous-peuplé, appelé à se développer à l'ère historique du libéralisme économique et de la démocratie politique, tout en tenant compte des facteurs qui dominent l'offre internationale de migration et la demande interne du pays.

Cette situation comparable sur bien des points à celle des États-Unis, en diffère sur certains autres. Aux États-Unis, lors des premières phases de colonisation, la structure administrative suivait l'implantation des noyaux de population. Le Canada a su organiser une démarche inverse. Entre autres résultats, cette politique a banni la violence dans le développement canadien. Plus lente, l'évolution canadienne a permis aux immigrants d'origine rurale de peupler les plaines de l'Ouest au lieu de constituer un sous-prolétariat urbain, source de misère et de graves problèmes d'inadaptation sociale dans les grandes villes des États-Unis.

Lors de l'industrialisation du Canada, nombre d'immigrants étaient déjà des citoyens de longue date, professionnellement capables de participer à l'effort économique du pays.

Le caractère biethnique du Canada a favorisé le concept de la mosaïque canadienne, très différent du *melting pot* américain, de l'assimilation australienne ou de l'extrême tolérance sud-américaine.

Les restrictions apportées de 1920 à 1924 par les États-Unis dans leur politique d'immigration ont laissé au Canada beaucoup d'immigrants qui auraient voulu se diriger finalement vers ce pays. Au-

* Annuaire du Canada 1970-1971, p. 279.

jourd'hui, de moins en moins, le Canada **représente** un deuxième choix pour les immigrants. Si pour plusieurs **générations** d'entre eux, le Canada a présenté un visage surtout unilingue anglais, son caractère originel, bilingue et biculturel, est de plus en plus respecté par les autorités fédérales. Il reste au Québec de faire sienne la responsabilité d'informer les futurs Québécois des réalités qui les attendent.

Chapitre quatrième

La constitution des groupes ethniques

A. La situation au Canada

L'origine ethnique d'une personne est une caractéristique qui lui est transmise héréditairement par sa lignée paternelle. À la différence de la langue ou de la religion, ce caractère demeure immuable. La répartition de la population canadienne et québécoise selon le groupe ethnique en 1971 n'étant pas connue au moment de la préparation de ce rapport, on est contraint d'envisager seulement la situation jusqu'en 1961.

Au Canada, depuis 1931, la proportion du groupe ethnique français s'est sensiblement renforcée, alors que les Canadiens d'origine britannique ont vu la leur diminuer de 8% au profit surtout des Canadiens d'autres origines. C'est ce qui ressort du tableau 3.

Cette évolution est le résultat:

- des groupes qui ont formé le Canada à l'origine et de leur taux différent de fécondité;
- des politiques d'immigration et de l'évolution socio-économique du pays;
- de l'évolution autonome des groupes d'«autres origines».

B. La situation au Québec et en Ontario

L'origine ethnique n'est recensée que depuis 1871. On peut rappeler toutefois qu'avant cette date la proportion du groupe français au Bas-Canada était moins élevée. En 1831, la proportion de Canadiens français était de 72.3%; en 1841 et en 1851,

Tableau 3**Évolution de la population du Canada par groupes ethniques**

	Britanniques	%	Français	%	Autres groupes ethniques	%	Population totale
1931	5,381,071	51.8	2,927,990	28.2	2,067,725	20.0	10,376,786
1941	5,715,904	49.7	3,483,038	30.3	2,307,713	20.0	11,506,655
1951	6,709,685	47.9	4,319,167	30.8	2,980,577	21.3	14,009,429
1961	7,996,669	43.8	5,540,346	30.4	4,701,232	25.8	18,238,247

Source: Ministère des Affaires culturelles du Québec, Direction générale de l'Immigration, janvier 1967, p. 9.

en raison d'une forte immigration d'origine irlandaise, le groupe français ne représentait que 75.2% de la population. Depuis, la proportion des Canadiens français a augmenté régulièrement, jusqu'à 82% en 1951.

L'immigration d'origine irlandaise et écossaise a cessé au Québec, notamment après l'indépendance de l'Irlande, en 1921.

L'émigration massive de ce groupe a contribué à l'affaiblissement du groupe britannique. En règle générale, les Britanniques ont quitté le Québec en plus grand nombre qu'ils n'y sont rentrés, et cela déjà depuis 1850.

En 1871, il y avait 20.4% de la population d'origine britannique; en 1961, la proportion n'était que de 10.8%.

Les groupes ethniques au Québec

Comme il résulte du tableau suivant, la composition ethnique du Québec indique que la place des «autres groupes» y est plus faible qu'au Canada et que dans les autres provinces (les provinces atlantiques étant considérées dans leur ensemble).

L'immigration massive au Québec est donc un phénomène récent.

En 1871, il y avait 1.6% de la population qui était d'origine autre que française ou britannique.

De 1901 à 1921, le Québec connaît sa première forte vague d'immigration, ce qui augmente le nombre à 4.9%. Finalement, la décennie 1951-1961 voit cette proportion atteindre 8.6%.

Les groupes ethniques en Ontario

La place des Canadiens d'autres origines en Ontario est tout autre.

La prospérité économique de l'Ontario et l'activité de son gouvernement à l'étranger en faveur du recrutement des immigrants sont, sans nul doute, les principaux facteurs responsables de la concentration déjà ancienne de groupes ethniques dans cette province.

Conclusion

L'évolution de la composition ethnique du Québec au cours de cette période démontre:

Tableau 4**Population d'origine ni britannique ni française au Canada et par province, en 1961**

				Langue maternelle autre que l'anglais ou le français		Immigrés	
	Population totale	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Canada	18,238,247	4,701,232	25.8	2,401,485	51.1	1,604,992	34.1
Provinces Atlantiques	1,897,425	175,038	9.2	24,006	13.7	18,730	10.7
Québec	5,259,211	450,800	8.6	280,604	62.2	236,552	52.5
Ontario	6,236,002	1,867,295	30.1	959,613	51.1	770,324	41.3
Manitoba	921,686	441,305	47.9	271,437	61.5	106,885	24.2
Saskatchewan	925,181	491,876	53.1	247,273	50.3	93,443	19.0
Alberta	1,331,944	646,870	48.5	321,266	49.7	180,149	27.8
Colombie britannique	1,629,082	595,231	36.5	279,428	46.9	196,120	32.9

Source: La Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre IV, p. 342.

Tableau 5**Population de l'Ontario par groupe ethnique**

	Britanniques	%	Français	%	Autres groupes ethniques	%	Population totale
1931	2,539,771	74.0	299,732	8.7	592,180	17.3	3,431,683
1941	2,729,830	72.1	373,990	9.8	683,835	18.1	3,787,655
1951	3,081,919	67.0	477,677	10.4	1,037,946	22.6	4,599,542
1961	3,711,536	59.5	647,941	10.4	1,876,615	30.1	6,236,092

Source: Ministère des Affaires culturelles du Québec, Direction générale de l'Immigration, janvier 1967, p. 10.

- un renforcement de la situation du groupe français depuis 1831;
- le passage d'une société biculturelle à une société multiculturelle à partir de 1951;
- une perte substantielle du groupe britannique au profit du groupe français et des autres groupes ethniques. La minorité au Québec n'est plus ce qu'elle était en 1871, un bloc linguistique homogène, mais fragmentée en de nombreux groupes culturels;
- de 1871 à 1961, en nombre absolu, le groupe français a multiplié ses effectifs par 4.5%; le groupe anglais par 2.3% et les autres groupes ethniques par 24.0%.

Le nombre et l'importance des différents groupes ethniques au Québec varient en fonction de leur évolution propre.

Les Irlandais, par exemple, ont diminué de 10.4% en 1871 à 2.5% en 1961. Les Russes, les Ukrainiens sont des groupes qui ne reçoivent plus d'apport notable. Les Allemands, qui étaient 8,000 en 1871, ont connu un très fort accroissement durant la période 1951-1961, mais, depuis, ils se dirigent, en plus grand nombre, vers l'Ontario.

Le nombre des Italiens et des Grecs continue à augmenter rapidement, tandis que d'autres groupes nouveaux se forment, comme les Portugais, les Espagnols, ou encore les Haïtiens, les Hindous, les Pakistanais, les Indochinois, le groupe provenant des États-Unis, et bien d'autres.

C. Le cas de Montréal

En 1961, le Québec comptait une population de 450,800 personnes d'origine ni britannique ni française, dont 378,404 concentrées dans la zone métropolitaine de Montréal.

Parmi les onze zones métropolitaines du Canada, seulement Ottawa (avec 15.1%) compte un pourcentage moins élevé que Montréal, qui a 17.9% de résidents d'autres origines; Kitchener a le nombre le plus élevé, avec 52.8%, suivi de Edmonton avec 47.6% et de Winnipeg avec 46.7% de population d'origine ni britannique ni française.

Le Québec, par contre, a le pourcentage le plus élevé de concentration urbaine de la population canadienne d'origine ni britannique ni française (92.1%), suivi de l'Ontario (79.7%).

La population montréalaise d'autres origines, dont la langue maternelle est autre que l'anglais ou le français, atteint la proportion la plus élevée au Canada, soit 65.7%, suivie de Sudbury (64.4%) et Toronto (61.0%). En même temps, elle atteint la proportion la plus élevée de résidents nés en dehors du Canada (56.2%). En cela, elle est suivie de Hamilton (44.5%) et de Toronto (44.0%).

D'après les premières données du recensement de 1971 (basées sur la langue maternelle), les groupes non francophones et non anglophones sont passés de 12.8% à 14.4% de la population totale de la zone de Montréal entre 1961 et 1971.

Conclusion

Ce n'est donc pas le nombre élevé de la population d'autres origines qui caractérise la situation de l'immigration à Montréal, mais sa concentration, qui tend à s'accroître, et son haut pourcentage d'immigration récente.

Ces faits portent, en eux-mêmes, l'explication de plusieurs éléments du problème linguistique; d'une part, ils soulignent la nécessité de définir des mécanismes efficaces d'intégration et, d'autre part, l'impossibilité d'espérer une assimilation linguistique, et encore moins culturelle, avant deux ou plusieurs générations.

Age Group	Number of People
0-14	150
15-24	200
25-34	250
35-44	300
45-54	350
55-64	400
65+	450

Chapitre cinquième

Les politiques du Québec et les attitudes des Canadiens français et des Canadiens d'origine britannique à l'égard des immigrants et de la politique d'immigration du Canada

A. Les attitudes des Canadiens français

Sous le Régime français, la Nouvelle-France a su accueillir et intégrer les immigrants dans la collectivité québécoise qui, avec ses structures de l'époque, formait une société cohérente dont le vouloir-vivre collectif était puissant et dynamique. La collectivité canadienne-française croyait alors à sa vocation missionnaire, expansionniste et assimilatrice.

*Le groupe ethnique des Canadiens français n'a pas la pureté absolu d'origine qu'on lui prête d'ordinaire. Malgré le fait qu'aucun inventaire systématique n'a été fait, les registres indiquent que des immigrants sont venus s'y mêler dès l'institution du régime français.**

On sait par exemple que, de 1710 à 1713, on a naturalisé 127 Anglais et Irlandais, et que, à partir de 1917, le roi dispense de la naturalisation les Européens catholiques. **

Mais, en 1763, le Traité de Paris consacre la fin de la Nouvelle-France et coupe la collectivité canadienne-française de sa métropole. Il la confine dans une enclave située dans un espace géographique et économique devenu anglais. Il établit un nouveau rapport de force entre les ethnies en présence.

* Cornell, Hamelin, Ouellet, Trudel, *Canada: unité et diversité*, Éd. Holt, Rinehart, et Winston, 1968, pp. 54 et 55.

** *Idem*, p. 55.

Vaincue, la communauté canadienne-française voit dans les premiers arrivants des militaires conquérants, des commerçants avides et des immigrants irlandais qui apportent la maladie.

En effet, depuis 1825, des immigrants irlandais arrivaient en grand nombre, chassés par la famine. Dans la seule année 1847, 90,000 d'entre eux arrivent à Québec. Des épidémies de typhus et de choléra se déclarèrent, et des milliers d'entre eux périrent à l'Île de la Quarantaine, à Montmagny, et sur les bords du Saint-Laurent à Montréal. Nombreuses furent aussi les victimes parmi les habitants du pays.

Mason Wade écrit à ce sujet que «l'immigration devint, aux yeux de certains Canadiens français affolés, une conspiration anglaise pour les faire disparaître de la face de la terre». * *Le Rapport Durham*, publié en 1839, ne fait qu'accentuer ces craintes, en leur donnant une base écrite.

Avant la Confédération, la politique du «laissez-faire» dans l'octroi des terres était considérée comme un moyen utilisé délibérément pour leur faire perdre leur identité et leur langue. En fait, l'immigration anglaise s'étendait progressivement autour de la colonie française établie le long du Saint-Laurent, donnant aux anglophones la majorité à Montréal où ils contrôlaient déjà le commerce, la finance et les principales industries.** Très vite, les Canadiens français eurent le sentiment qu'ils subissaient plus qu'ils ne participaient à la direction des affaires.

1. De la Confédération à la fin du XIX^e siècle

C'est avec appréhension que les Canadiens français abordent la Confédération. Ils ressentent leur infériorité numérique, mais ils savent que leurs vastes ressources naturelles offrent de grandes possibilités. Dans cette perspective, l'agriculture qui enracine les Canadiens français dans leur terroir et la colonisation qui absorbe

* Mason Wade, *Les Canadiens français*, Éd. Le Cercle du Livre de France, 1963, p. 162.

** Jacques Viger, premier maire de Montréal, avait dessiné les premières armoiries de la ville en 1833. Elles comportaient la rose de Lancaster pour représenter les Anglais, le chardon, les Écossais, le trèfle, les Irlandais, et le castor, les Français. En 1938, la fleur de lys représenta l'élément francophone, et le castor, l'activité industrielle de la ville.

les excédents démographiques des vieilles paroisses sont considérées comme des priorités. On espère contrecarrer l'exode aux États-Unis de nombreux Canadiens français en améliorant les méthodes d'exploitation des fermes et en allant chercher à l'étranger une main-d'œuvre agricole experte; les bons résultats qu'obtiennent les fermiers écossais établis au Québec donnent d'ailleurs l'exemple.

C'est dans ce contexte que la juridiction conjointe accordée aux provinces en matière d'immigration par l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* est rapidement utilisée par la province de Québec.

Une politique d'immigration active du Québec

Dès la première conférence fédérale-provinciale en 1868, comme les autres provinces présentes, le Québec s'engage à installer un réseau d'agences d'immigration sur son territoire et à adopter une politique favorable à l'établissement des immigrants. L'année suivante, la province de Québec crée un ministère de l'Agriculture et des Travaux publics qui, entre autres fonctions, doit

*adopter des mesures pour accélérer les progrès de cette province et y attirer l'émigration des pays étrangers.**

En 1870, un bureau provincial d'immigration et de colonisation est ouvert à Montréal, et, peu après, un autre à Lévis pour accueillir les arrivants. En 1870, deux agents provinciaux d'immigration sont nommés, l'un pour les Îles Britanniques et l'autre pour le continent européen. Dès cette époque, il existait donc une structure administrative de sélection, d'accueil et de placement des immigrants.

La politique d'immigration de la Province, active surtout sous le gouvernement Mercier et la période du curé Labelle, qui était sous-ministre du Département de l'Agriculture et de la Colonisation, était orientée vers le recrutement d'agriculteurs d'abord et aussi de francophones. C'était une politique cohérente qui consistait

* *Statuts refondus du Québec 1869*, Ch. XV, Arts 1 et 2, cf. Andrée Lajoie-Robichaud, «Politiques et attitudes à l'égard de l'immigration depuis la Confédération au Québec», 1965, p. 2 (étude faite à la demande de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme). Cette étude a été utilisée dans la présentation des trois sections de ce chapitre.

à recruter en Europe, surtout en France et en Belgique, des immigrants pouvant facilement s'intégrer à l'économie agricole du Québec. Toutefois, Édouard-A. Barnard, agent d'immigration de la Province, soulignait déjà à l'époque la difficulté de convaincre les Français d'immigrer au Québec, et le gouvernement décida d'envoyer un agent au Royaume-Uni. La politique québécoise d'alors était en accord avec la politique fédérale. Par ailleurs, la *Loi des sociétés de colonisation* cherchait, sous les directives des curés, à rapatrier dans les provinces les Canadiens français émigrés aux États-Unis. Cette politique de colonisation agricole intensive constituait la réponse des élites aux pressions démographiques, économiques et politiques de l'époque.

Elle se solda toutefois par un échec, parce que les immigrants, à qui l'ont donné des concessions à défricher, étaient de bons cultivateurs mais ne connaissaient pas le défrichement des terres boisées. De plus, cette politique de retour à la terre allait à l'encontre de l'évolution de la société.

Il convient de noter que les agents du Québec avaient suggéré plusieurs moyens pour activer le recrutement. Certains voulaient que le Gouvernement du Québec subventionne le transport des émigrants, d'autres suggéraient qu'il défraye en Europe le coût d'un journal dévoué aux intérêts du Québec et qu'il érige des bureaux permanents d'immigration. Tous étaient conscients qu'une politique d'immigration impliquait des investissements considérables. À l'heure où le Québec s'engageait dans une grande politique de construction ferroviaire, le ministre des Finances devait établir des priorités que lui imposaient des contraintes budgétaires. L'immigration cessa d'être une priorité, car il était plus important de construire des voies ferrées pour ouvrir de nouvelles régions à la colonisation qui allaient absorber le surplus démographique des paroisses rurales, que de faire venir des immigrants.

Cette réorientation de la politique du gouvernement du Québec, jointe aux difficultés qui avaient surgi entre les agents du Dominion et ceux des provinces à l'étranger, explique la convention de 1875, signée entre le gouvernement central et les gouvernements provinciaux. Par cette convention, les provinces reconnaissent au pouvoir central l'entière responsabilité de la prospection de l'immigration. Elles s'engagent à abolir leurs agences et ne se réservent que le droit de nommer des sous-agents ou des agents spé-

ciaux qui travailleront sous la direction de l'agent général du Canada. L'entente présentait plusieurs avantages: elle évitait un gaspillage d'énergies et le double emploi des fonds; elle assurait une politique suivie et uniforme. Cependant, elle laissait planer une inquiétude qu'exprime le ministre de l'Agriculture du Québec dans son rapport annuel de 1875:

*Jusqu'à quel point l'agent général pourra donner satisfaction aux besoins spéciaux des provinces, en dirigeant vers chacune d'elles la classe d'émigrants la plus susceptible de se plier à son mode d'existence et à ses institutions particulières? **

Pour faire suite à cette convention, le Gouvernement du Québec ferme ses agences de Londres et de Glasgow. O'Neil devient sous-agent du Québec à l'Agence canadienne de Londres. Faute de moyens financiers, Québec délaisse un champ d'activité vitale.

2. De la fin du XIX^e siècle à la deuxième guerre mondiale

Dès que la juridiction fédérale fut transférée du ministre de l'Agriculture au ministre de l'Intérieur (1892), l'initiative passa davantage entre les mains du gouvernement central. Du reste, depuis 1898 les dossiers du Bureau de la Colonisation de la province de Québec ne mentionnent plus l'immigration.

C'est l'époque de l'ouverture vers l'Ouest, marquée par l'arrivée massive d'Européens dans les Prairies. Cette politique, rendue nécessaire par les visées américaines et la nécessité de peupler et de développer un pays à l'échelle de ses frontières, n'encourageait pas la colonisation par des Canadiens français. Elle réveilla leur méfiance, puis leur ressentiment, d'autant plus que l'État fédéral «subventionnait le transport des émigrants européens mais leur refusait le même avantage».** Monseigneur Taché essaya d'attirer des colons vers l'ouest du pays. Malheureusement, le mouvement d'émigration prit la direction de la Nouvelle-Angleterre. Cette «grande saignée» contribua à arrêter une deuxième phase d'expansion démographique. Le marasme de l'économie

* Jean Hamelin, «Québec et le monde extérieur, 1867-1967», dans l'*Annuaire du Québec 1968-1969*, p. 9.

** Dans Michel Brunet, *Québec, Canada anglais, Deux itinéraires — un affrontement*, Éd. H.M.H., Montréal, 1968, p. 216.

agricole, en dépit des efforts entrepris au début des années 1890, avait en effet chassé vers les États-Unis un grand nombre de Canadiens français (dont la descendance se chiffre aujourd'hui à près de 2,500,000); 60 comtés en ont été affectés.*

Les relations familiales entre les émigrés et les parents restés au Québec pourraient être considérées comme une cause principale de l'introduction des anglicismes (particulièrement des termes techniques) dans la langue française.

Mais, pendant cette deuxième période de dynamisme démographique, de nombreux éléments surtout irlandais, écossais, allemands, métis, français, belges et autres, furent assimilés par les mariages mixtes, l'adoption des orphelins irlandais, les œuvres missionnaires, les institutions d'instruction, etc. Les Ryan, O'Neil, O'Farrell, Johnson, Barcelo, Piuze et tant d'autres sont les témoignages vivants de la puissance d'assimilation des Canadiens français.**

Pour sa part, l'«affaire manitobaine» eut le même effet de limitation de l'expansion des Canadiens français au Canada. On sait qu'en 1870, à sa création, le Manitoba fut doté d'une constitution qui octroyait au français le statut de langue officielle, au même titre que l'anglais, et qui donnait aux écoles franco-catholiques le droit à l'aide financière des pouvoirs publics. Clifford Sifton, alors ministre de l'Intérieur du Canada, et à ce titre responsable de l'époque la plus active dans l'histoire de l'immigration du Canada, fit adopter des lois qui, ne reconnaissant plus la langue française comme langue officielle, abolissaient les écoles franco-catholiques.

Désintéressement des Canadiens français de l'immigration

Tous ces événements eurent pour effet d'amener le gouvernement du Québec et les Canadiens français à se désintéresser de plus en plus de l'immigration. D'ailleurs, le gros des immigrants ne faisait, à l'époque, que traverser le Québec pour se diriger vers les Prairies. La collectivité canadienne-française s'engagea alors

* Voir à ce sujet, Gilles Paquet, *L'émigration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre, 1870, 1910*; dans *Recherches sociographiques*, Vol. 5, N° 3, septembre-décembre, 1964, pp. 319 à 370.

** Une étude effectuée par la Commission révèle que, sur les 108 députés provinciaux, 23 ont un ou les deux parents d'une autre origine que française, en plus de trois députés qui ne sont pas d'origine ni française ni britannique.

dans une période de repli: elle perdit sa force d'attraction et elle renforça ses positions de défense. Elle considéra l'immigration comme un mal qu'on subit, faute d'avoir les moyens de le combattre. L'historien Robert Rumilly évoque en ces termes le comportement des Canadiens français à cette époque:

*Lord Strathcona, haut-commissaire canadien à Londres, et Sifton, ministre de l'Intérieur à Ottawa, travaillaient de concert à entretenir vers le Canada — vers l'Ouest canadien — un puissant courant d'immigration. Le Pacifique Canadien en profitait. Le Grand-Tronc en recevait bientôt sa part. Il s'agissait à la fois de développer l'Ouest, de noyer l'élément canadien-français, de fournir de la clientèle aux réseaux et de créer une surabondance de main-d'œuvre évitant la hausse des salaires. L'opinion s'avisait encore assez peu de la diminution proportionnelle, en nombre et en influence, que l'immigration intensive infligeait à la race française et à la Province de Québec dans l'ensemble du Canada. On trouve quelques mises en garde décousues sur les lèvres des évêques de l'Ouest et sous la plume de Thomas Chapais. Bourassa vit aussi le danger, et pria le gouvernement fédéral de susciter une immigration française et belge dans la province de Québec. Le curé Labelle avait déjà tenté, dans ce sens, des efforts infructueux.**

À la même époque, le D^r Eugène Paquet, député de l'Islet aux Communes, suggère une formule plus positive, qui consiste à tirer le meilleur parti possible de l'immigration imposée au Québec, en la sélectionnant favorablement selon ses intérêts. Il propose d'établir un commissariat en Belgique où l'on peut recruter les meilleures classes d'immigrants agricoles. **

La première guerre mondiale eut pour effet d'interrompre l'afflux des immigrants, mais celui-ci reprit après la guerre, sous la pression, notamment, des compagnies de chemin de fer. L'hostilité plus ou moins ouverte des Canadiens français à l'égard de la politique d'immigration du Canada s'aggravait, d'autant que celle-ci favorisait nettement les Britanniques et les Américains. Cette reprise devait néanmoins s'arrêter au tout début des années 30,

* Robert Rumilly, *Histoire de la Province de Québec*, Éd. B. Valiquette, 1941, vol. II, pp. 166-167.

** D^r E. Paquet, *Le Canada et son immigration*, 1908.

en raison de la crise économique. Et, cette fois, Canadiens francophones et anglophones sont d'accord pour l'interrompre.

3. De 1945 à 1965

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, l'immigration recommence. À cette époque, Esdras Minville déclare:

Les Néo-Canadiens, même les plus anciennement établis parmi nous, ont jusqu'ici échappé autant dire entièrement à notre influence. Certains d'entre eux nous sont antipathiques, tout les détourne de nous et rien ne nous attire à eux. Ceux-là ne peuvent être sujets qu'à une influence indirecte, celle que nous exerçons sur les cadres généraux de la société. D'autres, au contraire, Français, Belges, Suisses, Italiens, Espagnols, d'Europe et d'Amérique latine, Roumains, Polonais (à cause de la religion) sont en sympathie spontanée avec nous. Ils préféreraient probablement entrer dans nos cadres, si nous en avions d'adaptés à leur offrir...

*Il aurait fallu d'abord nous intéresser davantage à eux, faire nous-mêmes leur éducation canadienne, leur faciliter au besoin l'accès de nos écoles, etc.**

Le Québec commence à se poser des questions au sujet de l'immigration. Le comportement de la population évolue lentement sous des influences diverses et multiples, mais surtout sous l'influence de l'Église catholique.

C'est ainsi que le cardinal Léger déclare en 1952: «Nous n'avons pas à juger l'immigration au Canada, mais à constater que beaucoup de ces immigrants sont dans le besoin.»** Plusieurs groupements facilitent leur accueil. La Commission des Écoles Catholiques de Montréal crée en 1948 un service pour les Néo-Canadiens (qu'elle supprime en 1964) et elle met sur pied des cours de langue française et anglaise à leur intention. Toutefois, la priorité du français est reconnue. Depuis 1950, la CECM a organisé les classes du samedi pour les enfants des différentes ethnies.***

* Esdras Minville, *Le citoyen canadien-français*, Montréal, Éditions Fides, 1946. pp. 280, 281.

** A. Lajoie-Robichaud, *op. cit.*, p. 57.

***La CECM a aboli ces cours en 1969-1970.

Les premières pressions exercées sur le gouvernement du Québec

Pendant les années 50, une tendance se dessine au Québec en faveur d'une politique d'immigration québécoise. Une série d'articles publiés dans *l'Action Nationale* en mai-juin 1956 témoignent de cette attitude. On blâme l'inaction du gouvernement provincial qui contribue à l'anglicisation des nouveaux venus et on lui recommande de s'occuper activement de l'intégration de ces derniers ainsi que des problèmes économiques et sociaux posés par l'immigration.

La Société d'assistance aux immigrants affirme dans son rapport annuel en 1955:

*Il faut également retenir que si le Québec persiste à ne point agir, il continuera à recevoir les seuls immigrants que d'autres auront choisis pour nous, et si ces immigrants restent encore l'objet d'une indifférence complète de la part du gouvernement et de la population canadienne-française du Québec, ils passeront à l'élément anglo-canadien et formeront progressivement un État étranger grandissant qui fera sentir son influence dans la province même.**

Cet intérêt nouveau ne modifie pas de manière fondamentale l'attitude traditionnelle, mais il reflète dans certains groupes une prise de conscience des problèmes de l'immigrant et également des dangers d'une immigration non intégrée.

Il existe chez les Canadiens français une vieille et tenace tradition d'opposition à l'immigration. Remarquons que c'est en soi un réflexe très sain: réaction de défense d'une communauté qui se sent menacée. On ne le répètera jamais assez: dans la condition où nous nous trouvons, toute immigration de quelque importance joue contre nous. Mais où cela ne va plus, c'est quand cette opposition au phénomène de l'immigration se traduit par une hostilité à l'endroit de l'immigrant lui-même. Il faut bien le dire, la masse des nôtres manifeste envers l'immigrant et les siens une indifférence généralement et souvent une hostilité incompatibles avec le christianisme dont nous nous prévalons, incompatibles avec notre intérêt le plus élémentaire. Sur le plan politique, nous devons tout tenter pour

* Jean-Marc Léger, *Le Canada français face à l'immigration*, Montréal, Les Éditions Bellarmin, 1956, p. 14.

*limiter l'immigration, sur le plan individuel, l'hostilité, même l'indifférence envers l'immigrant nous desservent terriblement.**

Il est en effet difficile pour l'immigrant de s'intégrer à la société canadienne-française en raison du cloisonnement social existant:

*Enfin, il faut bien le dire, l'intégration au milieu canadien-français a toujours soulevé des difficultés, car ce milieu constituait un groupement plutôt fermé, où les problèmes de survivance propres au groupe canadien-français éclipsaient toutes les autres préoccupations.***

Bernard Mailhot décrit de la manière suivante quel était le climat social et le cadre institutionnel au Québec, et surtout à Montréal, avant 1960:

Des sondages d'opinions nous ont appris à quel point la vie communautaire de Montréal est nettement conditionnée, en ses dimensions psychologiques, par l'état présent de ses relations interethniques. Montréal, à la lumière de ces recherches antérieures, nous était apparue comme une cité cosmopolite d'un caractère unique, démographiquement dominée par les trois groupes ethniques prépondérants: les Canadiens français, les Canadiens juifs et les Canadiens anglais. Montréal est constituée écologiquement d'une mosaïque d'îlots culturels de dimensions variables, groupant chacun une population ethniquement homogène, de mentalité typiquement insulaire. Entre ces îlots, les zones d'échanges sont presque inexistantes, les groupes ethniques constituant leur population ayant eu soin, chacun à des degrés divers, de s'entourer de zones de silence et d'éviter ainsi tout conflit ouvert. Les individus se côtoient, mais pour la plupart d'entre eux les contacts demeurent occasionnels et superficiels. Ils n'ont d'échanges humains en profondeur qu'avec les seuls membres de leurs groupes ethniques. En raison de ces perceptions de groupe, il n'est pas étonnant que nos groupes ethniques principaux soient enclins, à des degrés divers, à tout dramatiser, dès qu'une situation semble confirmer leurs craintes. D'où cette psychologie de défense dans leurs rapports, marqués d'ambivalence à l'égard d'autrui

* Léger, *op. cit.*, p. 14.

** La Société Prométhéenne, Mémoire présenté au premier ministre J.-J. Bertrand en février 1969.

*et d'eux-mêmes, polarisés de façon cyclique tantôt par l'obsession de survivre, tantôt par ce sentiment de fatalité d'avoir à s'assimiler. Cela suffirait à expliquer que les relations inter-ethniques à Montréal soient si peu authentiques. Elles paraissent faussées parce qu'elles s'alimentent de peurs et d'anxiétés que ne justifient pas les réalités démographiques et économiques.**

Que la confessionnalité du système scolaire et de la plupart des institutions ait favorisé, dans une certaine mesure, ce manque de perméabilité et de communication entre les «trois solitudes», c'est un fait. Si, au niveau de l'individu, on ne décelait pas de véritable xénophobie, il reste que ces structures ne facilitaient guère l'intégration des immigrants. Et le gouvernement du Québec, jusqu'en 1960, ne s'est guère soucié du problème; il a tout simplement rendu officielle une ségrégation qui dépassait le cadre scolaire.

Au niveau de leur vie religieuse, les catholiques d'autres origines étaient dirigés vers les paroisses ethniques; les hôpitaux étaient privés et confessionnels, donc tout non-catholique devait fréquenter les hôpitaux protestants; dans les institutions de bien-être, tout non-catholique était automatiquement envoyé à la «Red Feather».

L'attitude générale du Canadien français moyen va jusqu'à assimiler toute personne n'ayant pas l'accent québécois à un «Anglais». «Tout se passe comme si les Canadiens français, délibérément, voulaient éviter aux nouveaux venus de sentir la nécessité du français, voulaient les amener à opter définitivement pour la langue de la majorité»**, écrit Jean-Marc Léger, en 1956. L'anglais était considéré comme la langue de la majorité à cette époque.

En 1961, en effet, plus de la moitié des immigrants n'étaient pas de religion catholique et si l'on exclut, de surcroît, les immigrants anglophones catholiques, il ne restait qu'une minorité qui était admissible aux écoles catholiques de langue française. L'opinion voulait qu'un «Canadien» soit catholique et de langue française et

* Bernard Mailhot, «L'intégration et les groupes canadiens», *Contribution à l'étude des sciences de l'homme*, vol. 4 (Montréal, Centre de recherches en relations humaines, 1959), p. 113.

** Jean Marc Léger, *Le Canada français face à l'immigration*, (Montréal, Les Éditions Bellarmin, 1956), p. 16.

qu'un «Anglais» soit protestant et de langue anglaise. La population n'avait pas encore constaté le changement intervenu. La société québécoise était encore conçue comme une société bi-ethnique et non multiethnique telle qu'elle était, en fait, devenue.

Le Rapport du Comité interministériel sur l'enseignement des langues aux Néo-Canadiens, publié en 1967, constate avec raison que depuis 1930 les enfants néo-canadiens, même catholiques, ont été dirigés vers le secteur anglophone de la même confession. Sans parler des milliers d'immigrants francophones protestants, juifs et orthodoxes, dont les enfants ont été envoyés aux écoles anglophones.

En 1969 encore, le Comité néo-canadien de la CECM avait mission de surveiller les cas et d'intervenir quand des directeurs d'écoles refusaient des enfants néo-canadiens.

La confessionnalité des institutions canadiennes-françaises, en renforçant l'homogénéité de ce groupe, provoquait en même temps le rejet des éléments étrangers. Elle a eu comme effet de diviser arbitrairement des groupes culturels homogènes mais de religions différentes.

La Commission royale d'enquête sur l'enseignement au Québec a constaté les difficultés créées par l'enseignement confessionnel et a suggéré d'organiser un enseignement non confessionnel chaque fois qu'un nombre suffisant de parents en feraient la demande. C'est seulement à Montréal que cette demande pouvait émaner de groupes suffisamment nombreux.

De 1960 à 1965, le Québec de la «révolution tranquille» s'éveille en quelque sorte au monde de son temps. * En 1961, l'ouverture

* Mémoire de l'Association des Tchécoslovaques du Canada présenté devant la Commission: «C'est avec admiration et intérêt que nous avons été les témoins de la «révolution tranquille» des années 60. Pleins d'enthousiasme, nous avons observé de près l'essor et le dynamisme remarquables dans les idées, les arts et les lettres.

Autour de nous et même en nous, nous avons pressenti la renaissance soudaine d'une nation. Dans toutes les sphères, une vie nouvelle animait la société québécoise. Nous avons surtout été frappés par l'élégance avec laquelle l'Église s'est retirée de secteurs qui auraient dû être assumés par des laïcs depuis 1867...

Nous apprécions vivement le fait que «la révolution» ait été si adroitement menée qu'on a pu la qualifier de «transquille» »

de la Délégation générale du Québec, à Paris, est entourée d'une publicité exceptionnelle et, en 1962, signe des temps, la Société Saint-Jean-Baptiste met sur pied un comité d'immigration pour faciliter l'intégration des Néo-Canadiens dans la collectivité québécoise. Dans ce dégel, les Canadiens d'autres origines, qui se sentent des «citoyens à part entière», au Québec, veulent apporter leur contribution à la renaissance de la Province. Mais les événements vont se précipiter et obliger les pouvoirs publics à mettre en vigueur des politiques nouvelles.

4. De 1965 à 1968

La seconde moitié de la dernière décennie s'identifie avec la troisième phase de dynamisme de la collectivité canadienne-française, dynamisme qui trouve son fondement dans le réveil des années 60, le climat de liberté et la remise en question des valeurs et des principes fondamentaux sur lesquels s'est bâtie la société québécoise. C'est l'époque des réformateurs. Le bouillonnement d'idées se manifeste pratiquement dans tous les domaines et se traduit par de profonds changements psycho-sociologiques. Les relations entre les deux peuples fondateurs et leur culture, ainsi que les attitudes à l'égard des immigrants sont mises en cause par la communauté québécoise. L'apprentissage de la liberté n'est pas toujours chose facile et ces changements ne vont pas sans excès. Des tensions naissent, des crises éclatent.

Face à un tel climat social et politique, les pouvoirs publics ont été amenés, et leur tâche n'a pas été facile, à traduire ces jeunes aspirations sous la forme de lois et de structures nouvelles.

En 1965, monsieur Gabriel Loubier, député de l'Opposition à l'Assemblée nationale du Québec, demande la création d'un ministère de l'Immigration. Sans acquiescer, le gouvernement engage un conseiller technique qu'il charge de lui faire des recommandations. Et le 1^{er} août 1966, il crée la Direction générale de l'Immigration dont il confie la responsabilité première à M. René Gauthier, précédemment directeur du Service des Néo-Canadiens à la Commission des Écoles Catholiques de Montréal. Du ministère des Affaires culturelles, ce service est transféré au Secrétariat de la Province, un an après sa création. Il s'occupe essentiellement de l'accueil, de l'information et du placement des immigrants.

De nombreuses déclarations, des études et des publications sensibilisent l'opinion publique et contribuent à la faire évoluer. Plusieurs ont évoqué le danger, pour les Canadiens français, de devenir minoritaires à Montréal, par suite du nombre grandissant des immigrants et de leur non-intégration à la collectivité francophone. * Le souci du nombre est constant. Comme l'écrit Michel Brunet:

*En principe, c'est d'abord le nombre qui compte: premièrement, le nombre; deuxièmement, le nombre et troisièmement, le nombre. Ensuite, il est possible d'aborder d'autres questions.***

Le rapport du Comité interministériel

Le 27 janvier 1967, le Comité interministériel sur l'enseignement des langues aux Néo-Canadiens, dont le président était M. René Gauthier, avait remis un rapport au gouvernement, qui resta confidentiel jusqu'à l'ouverture des débats parlementaires sur le projet de loi 85. Ce rapport souligne l'échec de la politique fédérale de l'immigration à assurer le maintien de la composition bilingue de la population canadienne et l'absence de politiques spécifiquement québécoises visant à favoriser l'intégration des immigrants à l'élément francophone. Il recommande l'école française obligatoire pour les francophones et un système bilingue à prédominance française pour les Néo-Canadiens d'abord et ensuite pour les anglophones. Le comité se penche sur le problème de la confessionnalité dans le domaine scolaire et propose la création d'un secteur francophone neutre. Il va jusqu'à «envisager l'institution prochaine par le Québec d'une citoyenneté québécoise; ce serait un instrument utile à beaucoup de fins, et cela fournirait une base juridique solide à des mesures coercitives».* ** Enfin, ce rapport expose un schéma de l'enseignement de la langue aux adultes, qui est entré en vigueur plus tard dans les COFI. Le Rapport Gauthier se situe donc à l'origine des différents courants de pensée, relatifs à l'intégration scolaire des immigrants et des Québécois d'autre origine.

* Une lettre au *Devoir* sous la signature du Dr Lomer Pilote, le 5 août 1966, lance dans le public l'idée d'un danger de minorisation des Canadiens français aux environs de 1980 à Montréal.

** Brunet, *Québec Canada anglais*, Collection H. 1968, p. 211.

*** «Rapport du Comité interministériel sur l'enseignement des langues aux Néo-Canadiens», (*Rapport Gauthier*), du 27 janvier 1969, p. 44.

Causes du choix scolaire des Néo-Canadiens

La révélation des faits, notamment sur le choix scolaire des Néo-Canadiens, présentés sans nuances et sans explications, causa quelque émoi dans l'opinion publique. Elle mérite qu'on s'arrête aux motifs qui ont du reste été exposés à notre Commission dans le mémoire que lui a présenté la Commission des Écoles Catholiques de Montréal.

Si la grande majorité des immigrants choisissait l'école anglaise, c'était pour les raisons suivantes:

- 1) le contrôle de la plus grande partie de l'économie québécoise par les intérêts américains et anglo-canadiens;
- 2) la dualité des langues de travail et le fait que le Québec n'est souvent qu'un tremplin vers une nouvelle émigration, vers des provinces anglophones ou vers les États-Unis;
- 3) un système public d'éducation française qui débouchait surtout sur les études supérieures;
- 4) l'inexistence, jusqu'à tout récemment, d'une politique provinciale d'immigration, et parallèlement, la pauvreté de l'accueil réservé par la communauté francophone aux immigrants. *

En plus des raisons indiquées par ce mémoire, on pourrait ajouter aussi l'absence d'un secteur d'écoles neutres de langue française.

Il faut rappeler — et cela représente en soi un indice d'attitude — qu'à cause du système scolaire confessionnel, environ la moitié des enfants néo-canadiens n'ont jamais eu juridiquement ou de fait la possibilité de fréquenter l'école française. Ils fréquentaient donc l'école protestante anglaise et bénéficiaient ainsi des avantages économiques que celle-ci procurait. Car, faut-il le rappeler, l'immigrant est mobile; il vient au Québec, à la fois partie du Canada et de l'Amérique du Nord, surtout pour améliorer son niveau de vie. L'immigration n'est pas provoquée par des raisons linguistiques, mais essentiellement par des raisons économiques et parfois politiques. Or, dans la réalité du Québec, l'anglais a été, jusqu'à présent, la langue de la promotion socio-économique. Au demeurant, la plus grande partie de l'économie québécoise étant contrôlée par les Américains, la minorité anglophone du Québec

* Mémoire de la Commission des Écoles Catholiques de Montréal soumis à la Commission, daté du mois de septembre 1969, p. 5.

n'apparaît pas, aux Néo-Canadiens, comme une classe dominante, mais plutôt comme la classe dirigeante qui assure la gestion des intérêts américains. C'est dire que l'optique n'est pas la même pour un Canadien français et un Néo-Canadien.

Il convient également d'ajouter que les données de la CECM ne peuvent expliquer, à elles seules, le phénomène d'intégration. Elles ignorent que les Néo-Canadiens envoient des élèves aux écoles privées, aux collèges et aux universités francophones. Elles ne tiennent pas compte, non plus, des adultes francophones. Les affirmations selon lesquelles les immigrants passeraient à 90% au groupe anglophone doivent donc être acceptées avec réserve.*

La Commission Parent avait perçu, dès 1963, que la structure scolaire était défavorable à l'intégration des enfants néo-québécois. L'unanimité des mémoires émanant des groupes ethniques réclamait des écoles bilingues et celle des groupes juifs et protestants de langue française réclamait des écoles françaises. Cette Commission a formulé les recommandations pertinentes suivantes, mais qui n'ont pas été appliquées: une attitude plus ouverte de la part des Canadiens français envers les immigrants, un meilleur climat d'accueil dans les écoles, un enseignement plus efficace de l'anglais dans les écoles françaises, une amélioration de la qualité de l'enseignement dans le secteur français.

Même pour les groupes ethniques à qui le choix était possible, les Italiens par exemple, en grande majorité catholiques, le réflexe psychologique du groupe a joué. Ils appartiennent en réalité à un groupe d'intérêt plus large qui dépasse la seule dimension ethnique, celui des «Canadiens d'autre origine».

L'école peut être battue en brèche par de nombreux autres facteurs: la famille, l'environnement, la communauté d'accueil, la langue du lieu de travail, les mariages mixtes, etc. En d'autres termes, l'intégration ou la non-intégration ne dépend pas seulement de l'école et de la langue; elle est la résultante de beaucoup d'autres éléments de nature psycho-sociologique. **

* Voir Deuxième partie, Ch. I, A, 2, e.

** Pour plus de détails à ce sujet, voir *infra*, Deuxième partie, Ch. II, A. «L'enseignement aux immigrants».

Ainsi, même si environ 75% des enfants italiens fréquentent les écoles de langue anglaise en 1962-1963, les mariages contractés avec des Franco-Québécoises étaient dans la même année de 68%, et de 24% avec des Canadiennes d'origine britannique. La même proportion des mariages existait d'ailleurs en 1951 et 1962 parmi les 59% et 76% respectivement des Québécois d'origine italienne nés au Canada, et qui se sont mariés en dehors du groupe. *

Si le choix scolaire a été perçu par les Franco-Québécois comme un rejet global de leurs valeurs, pour les Québécois d'autre origine, il ne représente qu'un investissement fait en vue d'améliorer les conditions de vie future des enfants. L'interprétation restrictive des statistiques de la CECM a donc provoqué une situation conflictuelle.

Quoi qu'il en soit, l'«affaire» de Saint-Léonard devait mettre en relief, en 1968 et en 1969, le problème de la liberté du choix de l'école.

Saint-Léonard

Saint-Léonard reflète le conflit que provoquèrent deux conceptions différentes de la survivance. Pour les Canadiens français, il s'agissait de la survivance de la collectivité linguistique et culturelle; pour les autres groupes, il s'agissait de la promotion socio-économique de leurs enfants et du droit de chacun de l'assurer, ce qui est une autre forme de survivance. Ces derniers avaient d'ailleurs choisi l'école bilingue à Saint-Léonard en 1963 et non l'école anglaise. Mais comme les professeurs étaient souvent les mêmes à enseigner les deux langues et qu'ils ne maîtrisaient guère la langue seconde, les résultats furent médiocres. D'autre part, les mathématiques et les sciences ne s'enseignaient qu'en anglais. C'est, rappelons-le, l'abolition de ces écoles bilingues, en 1968, qui déclencha la crise au cours de laquelle la polarisation des idées et des sentiments, des deux côtés, ne fit que s'accroître.

Pour beaucoup de Canadiens français, Saint-Léonard a posé un cas de conscience: le droit collectif, celui d'assurer sa survivance, doit-il primer sur le droit individuel, celui de la liberté de choix?

* Jeremy Boissevain. «The Italians of Montréal. Social Adjustment in a Plural Society», *Étude de la Commission royale d'enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme*, 1970, pp. 42 et 44.

Pour un Québécois francophone, le choix de l'école est un choix entre les deux groupes culturels. Pour un Québécois d'autre origine, quand il peut l'exercer, c'est un choix pragmatique. Pour le premier, la langue est expression de culture et d'identification; pour le second, elle est simple instrument de communication; l'attachement affectif s'exerce du côté de sa propre langue.

Il faut bien constater que l'attitude du Canadien français à l'égard des immigrants, qu'il considère comme une menace à sa survie collective et comme un concurrent qui accroît le chômage, reste méfiante dans l'ensemble. * L'héritage du passé, alors que l'immigration était subie mais non acceptée, pèse toujours de tout son poids sur le présent.

Les travaux effectués par le Centre de recherches en relations humaines** de l'Université de Montréal, en 1953, révèlent que 77% du groupe canadien-français optent pour les opinions négatives face à l'immigration. Parmi cette proportion, 58% aimeraient fermer le Canada, ou presque, à toute immigration.

D'autre part, il est intéressant de noter que parmi les Canadiens français qui entretiennent certaines relations avec des immigrés, seulement 23% s'opposent à toute immigration. Cela prouve que les opinions négatives sont forgées par le moule culturel de la collectivité et non basées sur une expérience personnelle.

Les pressions socio-culturelles du groupe canadien-français à un modèle culturel stéréotypé agissent très fortement sur les individus, mais «ne bloquent pas» tout changement positif au niveau individuel si l'expérience d'une rencontre avec un immigrant a été heureuse. Cela explique la différence que bien des immigrants constatent entre l'accueil indifférent et parfois hostile

* «L'une de ces causes pourrait bien être la pénurie de postes de travail qui a presque toujours été le lot des Canadiens français et surtout de postes en français. Canadiens français et immigrants ont été trop souvent dans l'obligation, par le passé, de se disputer le peu de postes disponibles n'exigeant pas de qualifications spécifiques. Cette compétition les a placés dans des conditions sociologiques de conflit qui n'ont pu que développer une animosité réciproque entre les deux groupes.» Mémoire soumis à la Commission par la Corporation des enseignants du Québec, p. 118.

** Guy Dubreuil, *L'immigration et les groupes canadiens*. Contributions à l'étude des sciences de l'homme, vol. 2. Montréal, Centre de recherches en relations humaines, 1955, p. 100.

du groupe et le contact chaleureux et humain individuel une fois les barrières vaincues.

Le contraire se produit pour le groupe anglophone. Les «préjugés du groupe» sont favorables à l'immigration en général; par contre, s'il y a des contacts individuels négatifs, la déception est plus vive.

Un sondage réalisé pour la Commission * par les professeurs Brazeau et Carlos révèle que 78.7% des Québécois francophones (73.5% à Montréal) pensent «qu'on admet trop d'immigrants alors qu'il n'y a pas assez d'emplois au Québec». Donc, trois Canadiens français sur quatre associent l'immigrant au chômage et favorisent une diminution de l'immigration. Le pourcentage le plus fort est obtenu à la campagne, soit 84.36%, ce qui prouve que les individus forgent leurs opinions en conformité avec les schèmes de références du groupe.

Ce même sondage montre qu'environ un Canadien français sur trois estime «qu'il vaut beaucoup mieux pour l'immigrant d'appréhender l'anglais au lieu du français».**

C'est à Montréal que le pourcentage en faveur de l'apprentissage de l'anglais est le plus fort alors qu'il atteint 37.7%, baissant régulièrement à 29% pour les villes et à 25.4% pour la campagne.

Enfin, 53% des Canadiens français estiment généralement que l'accueil des immigrants pourrait être amélioré.***

5. Attitudes de quelques corps intermédiaires

Une politique constructive ou l'absence de politique ne sont que les reflets des attitudes d'une communauté. Elles s'expriment aussi bien dans les enquêtes au niveau individuel que par les prises de positions des corps intermédiaires. Les chambres de commerce ont, à plusieurs reprises, défini leur politique en matière d'immigration. Déjà en 1947, elles demandaient une immigration sélec-

* «Utilisation du français dans le monde du travail au Québec», Centre de Sondage de l'Université de Montréal et notamment, J.-M. Veaudelle, Étude Brazeau. Interprétation des sous-questions E-K-N de la question 77, doc. n° 23/LT, p. 11.

** J.-M. Veaudelle, «Étude Brazeau...», *op. cit.*, p. 7.

****Idem*, p. 3.

tive, des règlements identiques pour les immigrants français et britanniques et une politique d'immigration arrêtée en collaboration avec les provinces. En 1952 et en 1955, elles présentent des suggestions tendant à l'établissement d'une agence du Québec à Paris, ayant un préposé à l'immigration, l'élaboration d'une politique globale d'immigration et la préparation de l'opinion publique ainsi que des milieux de travail à accepter l'immigrant.

Les attitudes exprimées par les Sociétés Saint-Jean-Baptiste ont varié entre différentes tendances. En 1948, au Congrès annuel, on «prie les députés d'Ottawa d'arrêter cette immigration antinationale, nos soldats ne s'étant pas battus pour permettre aux étrangers d'envahir leur pays.»* Mais, dès 1950, l'attitude change: les Néo-Canadiens sont invités à participer au défilé de la Saint-Jean et un comité multiplie les contacts avec divers groupes ethniques.

Depuis la communication de M^{lle} Juliette Barcelo au Congrès général de 1967 de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal, et dans laquelle les statistiques de la répartition des enfants néo-québécois dans les classes de la CECM furent rendues publiques, les attitudes se raidissent à nouveau.

Les syndicats ont eu, comme la majorité des corps professionnels, des attitudes plutôt négatives ou restrictives à l'égard de l'immigration.

La C.S.N. (autrefois CTCC) a manifesté carrément son opposition à l'égard de l'immigration, de 1921 à 1949. À partir de cette date, son attitude s'est modifiée et est devenue plutôt restrictive que négative. Un service d'accueil aux immigrants fut même organisé. Depuis 1957, la C.S.N. ne prend plus de position officielle contre l'immigration. La même attitude est maintenue au niveau officiel par la F.T.Q. après sa dernière prise de position en 1960 qui demandait au gouvernement fédéral de restreindre l'immigration.

Parmi les institutions canadiennes-françaises qui ont œuvré le plus pour créer un réseau d'institutions d'accueil et favoriser un mouvement d'acceptation des immigrants, il faut mentionner

* Andrée Lajoie-Robichaud, *op. cit.*, p. 49.

l'Église catholique. Elle a conçu l'accueil dans l'optique de ses valeurs, celle de la charité chrétienne.

De ce mouvement d'intérêt positif ont résulté la plupart des agences et œuvres en faveur des immigrants. L'opinion d'une minorité qui en appelait à la lucidité politique en la matière a finalement abouti à la création du ministère de l'Immigration, des COFI et des classes d'accueil.

6. Action des associations privées d'accueil

Le Service d'Immigration, qui fonctionnait dans le cadre du ministère des Affaires culturelles, a entrepris, en 1965, une recherche auprès des associations et paroisses ethniques, d'une part, et parmi les services sociaux s'occupant d'immigrants, d'autre part. À la question «Quelle serait, à votre avis, la tâche la plus urgente du nouveau Service?», les réponses furent révélatrices. Bien accueillir les immigrants fut à 100% la première tâche qu'on reconnaissait à cet organisme. Puis, à 82%, l'organisation de cours de langue, 61%, la création d'un organisme de liaison et de dialogue, et 58% demandaient que le Service «fasse par tous les moyens possibles, l'éducation des Canadiens français afin que ceux-ci accueillent bien l'immigrant et comprennent le bien que la province retire de l'immigration». *

Les associations privées sans but lucratif qui ont œuvré dans le domaine de l'aide, de l'accueil et de l'intégration des immigrants ont polarisé de nombreuses bonnes volontés. Elles étaient d'autant plus méritoires qu'elles ne pouvaient compter ni sur une aide gouvernementale importante, ni sur l'appui spontané du grand public. Ces associations franco-québécoises ont assumé, dans les limites de leurs ressources, des rôles que les autorités publiques négligeaient, ou abordaient avec timidité. Toutes ces associations, par leurs conseils d'administration, leurs bénévoles, leurs campagnes de souscriptions, ont sensibilisé le milieu d'accueil au problème des immigrants tout en témoignant auprès des nouveaux venus d'un esprit d'hospitalité et de fraternité.

* «Problèmes les plus fréquemment rencontrés chez les immigrants et les moyens suggérés pour y remédier». Ministère des Affaires culturelles. 19 avril 1965.

Elles mériteraient d'être encouragées davantage, autant par le public que par les autorités.

Les associations privées fonctionnent habituellement sans but lucratif et possèdent diverses ramifications à travers la province de Québec; la plupart d'entre elles ont leur siège social dans les villes de Québec et de Montréal.

Alors qu'un certain nombre des associations sont strictement locales, d'autres sont des succursales d'agences internationales, comme, par exemple, la Commission internationale catholique pour les migrations, ou des associations nationales, comme le Comité d'accueil interconfessionnel.

L'intégration socio-culturelle des nouveaux Québécois est amorcée souvent par l'entremise des mécanismes d'accueil qui existent dans ces organismes. Après l'arrivée, il y a l'installation dans le nouveau milieu. Celle-ci ne se fait pas toujours aisément, elle se complique parfois de problèmes de langue, de travail, de logement, d'orientation scolaire, d'ignorance des lois et des usages et coutumes du pays.

L'aide financière, l'aide à l'hébergement, aux loisirs, à la protection contre les abus, ainsi que toute la gamme des services offerts par des travailleurs sociaux sont nécessaires et proviennent de plusieurs associations.

On peut citer, à Montréal: le Centre social d'aide aux Immigrants, le Service d'accueil aux voyageurs et aux immigrants, l'Accord, le Camp Françoise-Cabrini, la Commission internationale catholique pour les migrations, les Services pour immigrants catholiques, le Comité d'accueil interconfessionnel, l'Office des Néo-Canadiens, le Carrefour international et Etudiant, le Conseil du Civisme de Montréal. À Québec sont établis: le Comité d'Accueil aux Immigrants, la Fraternité canadienne de Québec Inc., le Bien-être des Immigrants, le Comité inter-associations ethniques. À Sherbrooke, on peut citer le Service d'aide aux Néo-Canadiens.*

Il y a, certes, d'autres organismes québécois qui jouent un rôle important dans le domaine de l'immigration et du bien-être de

* Une description des buts et des activités de ces associations se trouve dans l'Appendice III «Organisations privées d'accueil aux immigrants».

l'immigrant. Leur action est triple: d'une part, ils offrent une aide immédiate face aux nombreux problèmes matériels et psychiques que rencontre l'immigrant; d'autre part, ils créent un sentiment d'intérêt et d'acceptation dans la population d'accueil; enfin, ils permettent à l'immigrant de connaître son nouveau milieu et de se faire connaître par lui.

L'aspect d'une action auprès de la population d'accueil est primordial, car c'est elle qui, en définitive, est appelée à intégrer les individus qui sont temporairement aidés par une association spécialisée.

Le modèle australien

En Australie depuis 1950, il existe un réseau d'organisations appelé «Good Neighbour Movement». Un organisme central, le Conseil des mouvements de bon voisinage, comprend les représentants des autorités concernées, les églises, les associations volontaires, le commerce et l'industrie, les syndicats, les patronats, les media d'information, et les représentants des différents groupes ethniques.

Leur but est de faciliter l'installation et l'intégration des immigrants, d'aplanir toute difficulté qui pourrait surgir dans cette intégration autant chez les immigrants que dans la population d'accueil et de rendre conscients les citoyens australiens de leurs obligations et des privilèges que leur confère leur citoyenneté.

Sachant que le voisinage est un moyen privilégié d'intégration, et pour favoriser une intégration harmonieuse aussi bien à l'école qu'aux associations culturelles et récréatives, et au niveau de la vie politique, nous suggérons, au ministère de l'Immigration, une étude du modèle australien.

Une structure semblable au mouvement de bon voisinage australien pourrait se greffer aux nouveaux Conseils régionaux créés par la Loi 65 sanctionnée le 24 décembre 1971.

Conclusion

Les événements, heureux ou malheureux, contraignants ou libérateurs, marquent le développement d'un être humain ou d'une nation et forment les caractéristiques de leur perception.

Traditionnellement, pour la majorité des Canadiens français, l'immigration et l'immigrant représentent une menace à l'existence de la «race canadienne».

Cette attitude est compréhensible, voire normale, étant donné la particularité de leur histoire. L'étranger était un conquérant, un colonisateur, une masse d'Irlandais qui apportaient des épidémies. L'immigration était perçue dans l'optique du Rapport Durham, de l'affaire manitobaine, des intérêts de la politique fédérale qui étaient jugés comme contraires à ceux des Canadiens français. *

Le système confessionnel maintenait la séparation et l'isolement du groupe canadien-français. Par ailleurs, le messianisme agricole laissait le champ libre aux Canadiens d'origine britannique et aux autres groupes ethniques pour le développement économique du Québec, et notamment de Montréal.

N'ayant pas eu le contrôle de leur économie et ne ressentant pas le besoin de grossir leur nombre au moyen de l'immigration, les Canadiens français n'ont pas considéré l'apport démographique de l'immigration et n'ont pas joué le rôle actif de l'Ontario dans ce domaine. Il en est résulté, et cela s'explique aisément, non seulement des attitudes négatives, mais aussi un manque d'expérience dans le domaine de l'immigration, de l'intégration et de lois qui les régissent.

Le Québec était la province la plus peuplée. Le taux réduit de natalité des Anglo-Canadiens, leur disposition traditionnelle vers le développement économique, la possibilité d'obtenir un taux élevé d'immigrants britanniques et le visage anglophone projeté par l'administration fédérale expliquent l'identité (sauf en cas de crise économique) entre la politique fédérale et les besoins de la population anglophone du pays.

Dans cette situation, il est explicable que l'attitude des Canadiens français et celle des anglophones soient différentes devant un phénomène que les premiers n'ont pas ressenti comme désirable, ni accepté par le biais d'une responsabilité acquise par la participation à la prise de décisions au niveau fédéral.

* Il est intéressant de noter qu'en Afrique du Sud et en Rhodésie du Sud, le seul groupe qui s'oppose à l'immigration sont les Boers qui craignent leur minorisation. Cf. Louis Dolot. *Les grandes migrations humaines*, Ed. Presses Universitaires de France, Paris, 1949, Collection «Que sais-je», p. 133.

Vers l'unification des structures

Le cadre traditionnel de la société québécoise basé sur la confessionnalité disparaît rapidement au cours des dernières années.

Les relations sociales s'établissent par l'intermédiaire d'institutions qui s'interposent entre les individus et les groupes et leur imposent la logique interne de leur fonctionnement et de leur dynamisme. Cela explique les séparations du passé, mais aussi la tendance dans l'avenir.

Grâce à l'assurance-hospitalisation, les premières institutions déconfessionnalisées furent les hôpitaux; les institutions de bien-être ont suivi avec la prise en charge des programmes sociaux. Comme nous l'avons déjà signalé, l'enseignement secondaire et élémentaire, en raison de restrictions constitutionnelles, reste confessionnel.

La création du ministère de l'Éducation en 1964, la restructuration des commissions scolaires de l'Île de Montréal, la création de la Communauté urbaine et tant d'autres mesures tendent à l'unification des groupes québécois.

Ces changements institutionnels représentent le résultat des modifications profondes et rapides dans l'idéologie des Franco-Québécois.

Ils ont imposé une redéfinition des rapports entre les trois groupes canadiens, et la nécessité de cette redéfinition s'est manifestée concrètement dans «l'affaire» Saint-Léonard.

Pour la première fois, le groupe anglo-québécois découvre sa position minoritaire au Québec et le problème de l'intégration des immigrants et des groupes ethniques est mis en cause par une majorité consciente de ses droits, et qui l'exprime avec impatience.

Nous venons de faire à Saint-Léonard l'essai d'une méthode autoritaire. Le bilan de cet essai est aussi négatif que ridicule. Non seulement l'action de la Commission scolaire a-t-elle eu pour effet immédiat de jeter quelques centaines d'enfants d'immigrants dans les bras des autorités scolaires anglo-protestantes, mais, plus grave encore, elle aura contribué à retarder peut-être d'une génération l'avènement de ce climat d'acceptation réciproque sans lequel, dans le contexte nord-américain où

*nous vivons, toute tentative d'intégration massive des immigrants au milieu francophone sera inévitablement suivie d'amères déceptions. Légalement parlant, la Commission scolaire de Saint-Léonard a gagné sa bataille. En pratique, elle a éloigné du milieu canadien-français non seulement les quelque trois cents enfants qui fréquentent maintenant l'école anglo-protestante, mais un nombre incalculable d'immigrants.**

Une vague d'intolérance a perturbé le climat du Québec et a augmenté le sentiment d'insécurité des groupes ethniques. La grande diffusion des études sur la crainte des Franco-Québécois de devenir minoritaires n'a fait qu'accuser davantage le sentiment traditionnel d'insécurité et de menace face à tout élément étranger.

Et pourtant, depuis peu de temps et de façon presque concomitante aux événements de Saint-Léonard, qui dans un sens ont accéléré leur création et d'autre part ont freiné leur rendement, les premières institutions d'envergure, destinées aux immigrants et à leur intégration, étaient mises en place: le ministère de l'Immigration du Québec, le 5 novembre 1968, avec, en novembre 1968, les classes d'accueil, expérimentées à Saint-Léonard à l'été 1968 et effectivement établies en janvier 1969, les COFI en avril 1969.

Un problème d'attitudes

C'est la première fois que le Québec se dote de politiques dans un domaine considéré généralement avec émotivité et avec ambiguïté, comme en témoignent les faits suivants:

- on considère comme héroïque la migration des premiers colons, mais on juge dangereuse, péjorative, celle des immigrants d'aujourd'hui; on oublie que les Canadiens français ne sont que des «étrangers assimilés»;**
- on reproche souvent au gouvernement fédéral de ne pas respecter la proportion d'immigrants que la part du Québec dans les dépenses encourues par la politique d'immigration exigerait, mais on estime, d'autre part, qu'il y a trop d'immigrants;
- on considère anormal de s'intégrer à une minorité, la minorité anglophone, mais on oublie que les Canadiens français se

* Claude Ryan, «Le Québec et les immigrants», *Le Devoir*, 2 octobre 1969.

** Gertrude Notebart, «Migrations humaines, Exploration sommaire du phénomène», Montréal, octobre 1969, p. 7.

définissaient comme une minorité canadienne encore tout dernièrement;

- on déplore le grand nombre de Québécois d'autres origines intégrés au groupe culturel anglophone, mais on n'est pas conscient que les 30% des Québécois d'autres origines intégrés au groupe culturel français sont non seulement méconnus, mais, par le fait même de leur intégration, exposés à l'irritation du groupe majoritaire envers les immigrants;
- les Canadiens français ne s'identifient nullement au groupe italien en particulier, mais ils s'étonnent de le voir rejoindre un autre groupe.

Ces ambiguïtés résultent, entre autres, du peu d'information que la population a sur les différents groupes ethniques qui constituent la population québécoise, sur leurs relations réciproques, sur l'immigration, son apport et ses lois.

Toutefois, même si les structures rejettent le plus grand nombre de Québécois d'autres origines, il y a toujours eu une partie de la population qui se voulait accueillante et généreuse. Certaines attitudes individuelles en témoignent.

Ainsi, Jean-Paul Desbiens a dédié «Les Insolences du Frère Untel», en premier, à un humble Ukrainien, Michel Golenek, et après seulement, à André Laurendeau.

Le député Emilien Lafrance a accordé son appui aux parents d'origine italienne de Saint-Léonard et le juge Roger Brossard a émis l'opinion que l'on connaît, lors du jugement rendu le 17 novembre 1969.

M^{me} Pierre Laporte a demandé que les dons offerts à l'occasion des funérailles de son mari soient orientés vers le Camp Françoise-Cabrini, qui s'occupe d'enfants d'immigrants.

Tous ces gestes qui peuvent passer inaperçus ou être interprétés différemment par la population d'accueil, touchent profondément les groupes ethniques.

Le prérequis de toute unité des groupes québécois est la connaissance commune de la langue française. Mais cette unité ne pourra se réaliser que si la population majoritaire est en mesure de dépasser ses craintes et son ethnocentrisme et consent à accepter et respecter les diversités culturelles.

Un choc psychologique était nécessaire pour prendre conscience du tort que l'inactivité et l'indifférence avaient fait. Il est nécessaire actuellement d'entreprendre un travail d'information, afin de faire connaître le phénomène de l'immigration et d'accepter les groupes ethniques en fonction des réalités et non des idéologies. Les structures mentales de la population d'accueil, comme celles des groupes d'autres origines, doivent évoluer. La majorité doit assumer sa responsabilité envers le développement démographique et économique du Québec tout entier, et non réduit à son propre groupe seulement.

Nous croyons que les universités devraient aussi assumer leur responsabilité dans cette tâche.

Les travaux des centres de recherche en relations interethniques ou sur l'immigration pourraient aider à l'avancement des connaissances et à la mise en place de programmes facilitant la compréhension des rapports entre les groupes et leur intégration.

Des cours donnés au niveau universitaire, ainsi qu'à l'Éducation permanente, des thèses et des mémoires d'étudiants avec des sujets centrés sur les relations des groupes québécois et sur l'immigration constitueraient d'autres moyens d'information du public.

Les universités québécoises comprennent un bon nombre d'intellectuels d'origine et de langue maternelle étrangères. Des équipes de chercheurs de diverses ethnies assureraient la diversité des points de vue, et par ce fait même l'objectivité, à l'exclusion de tout esprit ethnocentrique, des recherches dans ce domaine.

Un autre moyen de changer les attitudes et les perceptions serait d'encourager par les programmes de radio ou de télévision du genre «Citoyen du monde» ou par diverses publications, la connaissance de l'apport à la vie de la communauté des différents groupes québécois d'autres origines que française ou britannique.

A l'école, des programmes de rapprochement devraient être mis en place. Des moyens doivent être inventés pour que les vieilles images négatives ne se perpétuent pas dans la jeune génération. Il faut «remonter le courant» vers une unification des groupes québécois, sur une base d'acceptation et de compréhension mutuelles.

En Argentine, des écoles élémentaires et secondaires portent le nom d'un héros national de pays étrangers. À la fête nationale de ce pays, les enfants de l'école organisent une journée consacrée aux chants, aux danses, à l'histoire, à la civilisation de ce pays. Des délégations des autres écoles sont invitées. N'est-ce pas là un moyen heureux d'assurer le respect de l'apport des autres pays et l'acceptation de leurs ressortissants, tout en resserrant les liens de solidarité des peuples?

B. Les attitudes des Canadiens d'origine britannique à l'égard de l'immigration et des immigrants

D'une façon générale, l'attitude des Canadiens d'origine britannique face à l'immigration est positive. Ils la considèrent comme un moyen de stimuler l'activité économique en accroissant la main-d'œuvre disponible et le marché domestique de la consommation.

Comme nous l'avons mentionné, les milieux anglophones, après le Traité de Paris, ont favorisé l'immigration par une politique de peuplement et de colonisation. L'immigration a permis de créer une économie agricole dans l'Ouest et une structure industrielle en Ontario. Le problème de la survivance linguistique et culturelle ne se pose pas pour les anglophones, et l'immigration ne menace aucunement la situation majoritaire de leur collectivité. C'est pourquoi la plupart des provinces canadiennes préfèrent ne pas se prévaloir de leurs pouvoirs en cette matière et laisser au gouvernement fédéral l'administration de la politique d'immigration. Seule l'Ontario s'est intéressée activement au recrutement à l'étranger dans le but de combler ses besoins spécifiques en main-d'œuvre. Toutefois, la politique ontarienne a toujours été étroitement liée à la politique fédérale, et les autorités provinciales ont toujours eu le souci de ne pas entrer en conflit avec le gouvernement fédéral.

Il faut souligner cependant qu'en période de chômage élevé, pendant la crise économique des années 30 par exemple, l'attitude des Canadiens d'origine britannique et française est la même: il faut restreindre l'immigration de peur d'aggraver le sous-emploi et de créer des troubles sociaux. Ce comportement explique sans doute l'absence d'objectifs à long terme et de politique stable en matière d'immigration qui caractérisait jusqu'à récemment les

mesures du gouvernement fédéral. Les divergences entre les responsables de l'immigration et du ministère de la Main-d'œuvre sont significatives à cet égard.

Quant à la discrimination raciale qui a traditionnellement caractérisé la politique fédérale, il est difficile de vérifier si elle est la conséquence de pressions exercées par l'opinion publique ou encore le résultat d'une mesure essentiellement politique dans le but de sauvegarder à la population un certain degré d'homogénéité. Il semblerait qu'il y ait partage de responsabilités, même si divers groupements intéressés à ce problème ont fait à plusieurs reprises des pressions pour une libéralisation effective des restrictions imposées selon l'origine ethnique.

Soulignons que les réponses des anglophones du Québec au sondage Brazeau-Carlos sont différentes de celles des francophones. * Ainsi, comme il fallait s'y attendre, deux Canadiens anglophones sur trois estiment qu'il vaut mieux que les immigrants apprennent l'anglais au lieu du français. En ce qui concerne la relation immigration/chômage, la proportion des anglophones qui pensent «qu'on admet trop d'immigrants, alors qu'il n'y a pas assez d'emplois au Québec» est moins forte (60.1%) que celle des francophones (78.7%). Pour l'accueil enfin, presque les trois quarts des Canadiens d'origine britannique estiment que le Québec devrait prendre de meilleures mesures pour que les immigrants soient attirés davantage par la collectivité canadienne-française. Les Canadiens d'origine britannique jugent davantage l'immigrant en tant qu'individu qui a sa valeur propre pour le pays, pour l'entreprise où il travaille, pour les services qu'il peut rendre. Ils le considèrent plus facilement comme un partenaire de développement.

* «Utilisation du français dans le monde du travail du Québec», Centre de Sondage de l'Université de Montréal, et notamment J.-M. Veaudelle, «Étude Brazeau. Interprétation des sous-questions E-K-N de la question 77», doc. 23/LT, 1972.

Chapitre sixième

Les attitudes des groupes ethniques

Le groupe canadien-français est, de loin, le groupe le plus homogène du Canada. Le groupe britannique est, quant à lui, composé de quatre ethnies différentes: les Anglais, les Irlandais catholiques, les Écossais et les Gallois.

En ce qui concerne le groupe des Canadiens d'autres origines, il était formé en 1961 par plus de 60 ethnies différentes. Au Québec, le ministère de l'Immigration a dénombré, en 1970, environ 35 groupes qui avaient une organisation ethnique formelle. Cet ensemble ethnique, si fortement hétérogène, présente d'autres divisions basées sur une multitude de facteurs, tels que la religion, l'appartenance régionale, les opinions, les politiques, les classes sociales, les époques d'arrivée au Canada, etc.

Il y a très peu de monographies sur les divers groupes ethniques québécois, l'histoire de leur développement, le caractère particulier de leur intégration et de leur apport à la communauté québécoise.

Une série de publications a été commanditée par la Commission du Centenaire en 1967; d'autres ont été effectuées pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. La grande majorité de ces publications est conçue dans une optique pan-canadienne.

Il y a encore moins de documentation sur les attitudes de ces groupes ethniques ou des individus faisant partie de ces groupes. Néanmoins, il faut citer celle de Jeremy Boissevain sur les Italiens, celle des professeurs Fernand Dumont et Jacques Brazeau sur les Français, la thèse de doctorat de Paul Cappon qui se situe dans

un contexte social conflictuel,* certaines études partielles sur l'élément grec ou juif. Il n'y a pas d'étude générale sur l'ensemble des attitudes des groupes ethniques.

Ces attitudes, perceptions et affinités face au groupe francophone ou anglophone, varient d'un groupe à l'autre. Leur héritage culturel les conditionne différemment.

Ces êtres très différents les uns des autres constituent *des groupes d'intérêt* parce qu'ils ont été mis dans une situation analogue, et cette situation leur impose non pas des sentiments d'appartenance définie, mais des réactions semblables.

Certaines constantes se dégagent des mémoires soumis à la Commission, des colloques organisés par celle-ci, d'une recherche commanditée par la Commission sur le processus des choix linguistiques des immigrants au Québec et des rares travaux sur les prises de position des groupes ethniques.

A. L'attachement à la promotion économique et sociale

Le prix que tout être humain paie en se détachant de son milieu culturel est très fort. Le déracinement est traumatisant. La période d'adaptation à son nouveau milieu est plus ou moins ardue, plus ou moins longue, selon les capacités et les moyens d'adaptation de chaque individu, mais elle est toujours pénible.

Ce prix est la contrepartie d'une amélioration sensible du statut économique et social.

Ce mieux-être est un objectif, même pour les immigrants politiques à la recherche d'un pays où la liberté est garantie.

L'acte qu'ils posent en immigrant prouve leur énergie et leur confiance dans leur propre capacité et cela explique le dynamisme dont ils sont prêts à faire preuve dans la poursuite d'un meilleur avenir pour eux et leur famille.

Dans tous les thèmes explicatifs des réactions et des comportements des Canadiens d'autres origines, il faudra tenir compte de ce besoin de réussite économique d'abord et sociale ensuite.

* Pour les études des auteurs cités, voir la bibliographie.

Dans les récentes tensions créées par les problèmes linguistiques, les points de référence des Québécois d'autres origines et des Franco-Québécois n'avaient rien de commun, les uns se référant aux emplois et les autres à l'identité culturelle.

Ce souci de réussite explique le taux élevé de persévérance scolaire, donc un niveau d'instruction supérieur. Car les Québécois d'autres origines ethniques considèrent qu'à compétence égale ils ont moins de chances de réussir professionnellement que les francophones et les anglophones.* La Commission Laurendeau-Dunton a évalué ainsi les niveaux relatifs d'instruction des groupes ethniques en moyenne de scolarité au Québec:

Allemands	(10.17),	Britanniques	(9.60)
Juifs	(9.54),	Ukrainiens	(8.61)
«Autres»	(8.60),	Français	(7.00)
Italiens	(5.52).**		

La même constatation est partiellement confirmée par les études exécutées à la demande de notre Commission par le Centre de Sondage de l'Université de Montréal*** qui montrent que, sauf en ce qui concerne les représentants de commerce et les ouvriers, les «autres» ont le degré d'études secondaires le plus élevé.

Cet effort se traduit également par:

- un niveau de revenu généralement supérieur à la moyenne;
- le taux le plus élevé des femmes mariées au travail par rapport à la moyenne canadienne;
- l'adoption de l'école anglaise (c'est cette caractéristique qui a polarisé toute la situation de tension actuelle).

* Une enquête récente indique que cette opinion est partagée aussi par les groupes anglophone et francophone. (Voir «Étude de l'orientation linguistique de quelques groupes dans la région de Montréal», préparée par Sorecom Inc. à l'intention du ministère de l'Éducation et rendue publique le 7 juillet 1972, pp. 47-48).

** *Rapport de la Commission Royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Livre III, p. 28.

***Centre de Sondage de l'Université de Montréal, «Utilisation du français dans le monde du travail», p. 53.

B. Les groupes ethniques ne veulent pas choisir entre les deux cultures

Le *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme* note que «les membres des autres groupes ethniques, du moins la grande majorité d'entre eux, acceptent à regret le dualisme canadien, lui préférant de loin une option que l'on pourrait qualifier de «canadienne» tout court».*

Au Québec, ils se veulent Québécois plutôt que Franco-Québécois ou Anglo-Québécois. **

Dans son étude, Jeremy Boissevain note que 89% des immigrants et 93% de ceux qui sont nés au Canada ont déclaré que les Italiens doivent rester neutres et ne doivent prendre aucune part aux affrontements entre les Canadiens d'origine française et les Canadiens d'origine britannique.

Dans l'étude effectuée par MM. René Didier et Yvan Bordeleau à la demande de la Commission,*** le refus de choisir pour un groupe ou pour l'autre a été mesuré dans neuf groupes différents. La moyenne se trouve à 77.37% et se situe entre les Israéliens, 94.13%, suivis, en ordre décroissant, par les Italiens, les Hongrois, les Polonais, les Allemands, les Britanniques, les Grecs, les Français et les Portugais avec 58.91%.

Disons toutefois que la population dans cette étude n'a pas été constituée en fonction d'un échantillon représentatif: l'objectif poursuivi n'était pas une étude statique (l'image de la réalité à un moment donné), mais une étude dynamique, celle d'un processus. Les résultats de cette recherche ne doivent donc être considérés que comme des indices.

* *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Livre IV, p. 6.

** Les mêmes situations à l'étranger font naître les mêmes réactions. Jane Welz, «Belgique», *Le Devoir* du 30 septembre 1969, cite le fait suivante: «C'est ainsi qu'un ministre interpellé quant à la composition d'un certain comité culturel au sein duquel un «Belge» était encadré par un nombre égal de Wallons et de Flamands aurait expliqué cette «anomalie» par le fait que l'intéressé «asexué linguistique» était en réalité «un Polonais naturalisé».

*** René Didier et Yvan Bordeleau, *Le processus des choix linguistiques des immigrants au Québec*, vol. I, 1971, p. 205.

Même si les Québécois d'autres origines ne veulent pas choisir entre les deux groupes et se sentent avant tout des Canadiens, leur attitude envers la communauté franco-québécoise en est une de sympathie, de désir de rapprochement et de bonne volonté.

Nous déclarons sans hésitation, ni équivoques, que toutes les aspirations du peuple français de la Province de Québec, visant à maintenir son intégrité linguistique et culturelle, trouvent compréhension dans le cœur et l'esprit du peuple juif.

*Nous savons, en effet, ce que cela signifie que de préserver les institutions, les héritages culturels, les coutumes et la langue.**

D'autre part, nombreux sont ceux qui reconnaissent que la langue et la culture françaises (quelques-uns se contentent de ne parler que de la langue) ont le droit, au Québec, d'occuper un rang prioritaire.

*La grande majorité des citoyens du Québec qui ne sont ni de descendance britannique, ni de descendance française, sont désormais prêts à reconnaître que la langue et la culture françaises ont le droit d'occuper un rang prioritaire au Québec. Ces mêmes citoyens sont disposés à faire tout ce que l'on attend d'eux pour resserrer les liens qui les unissent à leurs compatriotes canadiens-français et pour s'associer plus étroitement aux idéaux de ces derniers et à leurs revendications pour un statut d'égalité partout au Canada.***

C. L'attachement au bilinguisme

Le profond et tenace attachement que les Québécois d'autre origine portent au bilinguisme a toujours été exprimé avec force.

Il y a plusieurs facteurs qui expliquent cette attitude:

- la volonté d'une réussite sur le plan économique et social aussi bien dans la province de Québec que pour leur assurer la mobilité nécessaire à leur avancement professionnel, ou en cas de crise, en dehors de la province, ou du pays;

* Mémoire présenté à la Commission par «le Congrès juif canadien — Région de Québec».

** Mémoire du 1^{er} février 1969, de la Société Prométhéenne à l'Honorable J.-J. Bertrand.

- le refus de choisir entre les deux cultures, surtout à la première génération;
- la connaissance des deux langues officielles assure un plus grand rayonnement et convient à leur ouverture au cosmopolitisme.

Pour les Franco-Québécois, la langue représente le facteur principal d'identité culturelle. Pour l'immigrant, un choix linguistique ne représente pas un choix culturel. Il est relativement facile pour un immigrant de faire un choix linguistique, c'est-à-dire d'acquérir un outil de communication, mais il est beaucoup plus difficile de faire un choix culturel. Une adhésion culturelle signifie l'acceptation d'une nouvelle philosophie de vie, d'un certain système de valeurs; cela ne peut s'effectuer que lentement, sur un certain nombre de générations. L'exemple de la population canadienne des différentes ethnies dans le reste du Canada le prouve. Après 3 ou 4 générations, les Canadiens ukrainiens ou polonais continuent à manifester un attachement à leur culture première, même s'ils ne parlent plus la langue depuis longtemps. Il serait absolument irréaliste de vouloir identifier un choix linguistique à un choix culturel.

Le Congrès juif canadien, dans son mémoire, précise:

Nous proposons respectueusement que cette distinction entre la culture et la langue soit tenue présente dans l'esprit de la Commission. Nous pensons que l'adoption d'une langue consiste en l'acquisition d'une capacité de communication, une courtoisie linguistique et un lien social crucial qui maintient une société unie.

Dans la totalité des mémoires présentés devant la Commission par les divers groupes ethniques et au cours de divers colloques, le souci du bilinguisme est mentionné soit au niveau de l'école, soit au niveau de la langue de travail.

La même attitude a été aussi bien exprimée devant la Commission Parent et la Commission Laurendeau-Dunton qui commente:

*... nous avons été frappés de ce que plusieurs participants d'origine polonaise et ukrainienne se soient fait un devoir de s'exprimer en anglais et en français.**

* Rapport préliminaire de la Commission royale d'enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme, Première partie, ch. 3, par. 38.

Malgré cela, à cause des impératifs économiques, de la composition ethnique des immigrants et des structures propres au Québec, une moyenne de 60% à 65%, selon les différents groupes, ne connaît pas le français.

Dans la recherche Didier-Bordeleau, la situation linguistique présente a été comparée avec ses perspectives. Au niveau des options, la langue anglaise domine chez les Britanniques, les Allemands, les Hongrois, les Polonais et l'emporte sur le français chez les Israéliens et les Grecs. La langue française domine chez les Français et l'emporte sur l'anglais chez les Italiens. Le bilinguisme tient la première place chez les Israéliens seulement.

Les changements socio-politiques de ces dernières années, la prise de conscience des Québécois d'origine française et le climat économique actuel ont certainement influencé à la fois les images et les intentions des groupes ethniques concernant les perspectives linguistiques.

Quant aux perspectives et aux intentions linguistiques futures des neuf groupes étudiés, les résultats sont bien différents: l'anglais n'apparaît plus qu'une seule fois au premier rang, et ceci chez les Britanniques. Le français n'arrive lui aussi qu'une seule fois en première place, chez les Français. Le bilinguisme arrive en première place dans tous les autres groupes. Même pour les deux groupes ayant pour langue maternelle une des deux langues officielles, le bilinguisme augmente en importance.

En ce qui concerne le travail, le bilinguisme ressort fortement. Il se situe dans une fourchette de 66 à 100 à la question: «Pour trouver facilement un emploi au Québec, les immigrants doivent connaître autant le français que l'anglais».

L'importance du bilinguisme s'accroît encore plus (81 à 100) et le français prend l'avantage sur l'anglais à la question: «Actuellement, il est préférable pour un immigrant qui désire demeurer au Québec de savoir autant le français que l'anglais.»

Étant donné la place importante de la langue anglaise, tout accroissement du bilinguisme se fait au profit du français.

Le rapport Didier-Bordeleau constate que

*les immigrants sont prêts à donner beaucoup plus d'importance au français dans le cadre du bilinguisme (et non pas au français exclusif), mais cette place ne sera faite que s'il existe des politiques concrètes de facilitation.**

D'autre part, les immigrants sont volontiers plurilingues et ils estiment que le fait d'apprendre deux ou trois langues à la fois ne nuit pas, ou fort peu, à la maîtrise de ces langues.

Une constatation importante ressort de l'étude: l'apprentissage du français se fait par l'usage, au moyen des media d'information, de la langue de travail, des relations extraprofessionnelles. D'après la recherche Brazeau-Carlos, les Québécois d'autre origine apprennent le français au travail dans une proportion de 42.2 et l'anglais dans une proportion de 46.9.**

Messieurs Didier et Bordeleau concluent que «le français est moins mal placé qu'on ne l'imagine habituellement, quand on se contente d'études plus partielles (langues de travail, ou scolarité des enfants). Les perspectives concernant le français méritent de retenir l'attention tout particulièrement»***

D. Sentiments de frustration et d'insécurité ressentis par les groupes ethniques

La Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme releva ces sentiments au niveau canadien. Au Québec, ils sont encore plus forts. Frustration et insécurité ont été exprimées devant notre Commission, parfois même avec agressivité.

Dans l'affrontement entre les deux groupes dominants au Canada, les Canadiens d'autres origines ne se sentent aucune responsabilité historique, mais les conséquences de ces relations les affectent.

* René Didier et Yvan Bordeleau, *op. cit.*, vol. I, p. 102.

** «Utilisation du français dans le monde du travail du Québec», Centre de Sondage de l'Université de Montréal, Appendices B, C, et D, p. 51.

***Didier et Bordeleau, «Le processus des choix linguistiques des immigrants au Québec», vol. I, p. 149.

Ils ont l'impression de jouer le rôle de ballon de football dans la lutte «par personne interposée» entre les deux groupes fondateurs.*

Un article écrit par un jeune Polonais et intitulé «Entre l'arbre et l'écorce» décrit la situation:

*Les Polonais, comme les autres groupes ethniques, se trouvent pris entre deux feux. S'ils s'identifient au groupe anglais, ils sont considérés comme des ennemis des Canadiens français. Par contre, ils n'ont jamais été considérés par les Anglais comme des leurs.***

Les Canadiens d'autres origines ont cru et croient encore qu'ils peuvent jouer un rôle positif dans les tensions entre les deux groupes majoritaires, grâce à cette absence totale de conditionnement historique.

L'état d'insécurité habituelle et naturelle de l'immigrant est renforcé par la conjoncture présente du Québec qui accentue le refus de choisir. Pour les groupes étudiés par Didier-Bordeleau, l'insécurité se place à un niveau moyen de 66.91%. Pour les immigrants britanniques et les Italiens, plus directement concernés par la situation actuelle, les Hongrois, les Allemands et les Polonais (qui ont eu des expériences politiques passées difficiles), l'insécurité est plus élevée. Les nouveaux arrivants, les Israéliens, très adaptables, et les Français, très peu touchés par les remous linguistiques, sont les groupes les moins atteints.

Nous reproduisons ici deux tableaux qui ont formé l'indice d'intention d'implantation qui se situe à une moyenne de 61.02.

Deux questions principales ont été posées aux répondants:

«Actuellement, avez-vous (vous et votre famille) l'intention de rester définitivement au Québec?»

Sauf pour les Israéliens et les Italiens, pour qui la situation semble claire, les réponses sont assez nuancées et l'incertitude occupe une certaine place.

* Colloque, Groupes ethniques, 18 juillet 1970, Doc. AB3 *Groupes ethniques* (livre 4), Colloques et Annexes: I, n° 40, p. 37.

** Lesek Wawrow, *Głos Polski*, 7 septembre 1972.

Tableau 6**Indices d'intention d'implantation définitive au Québec**

EN %	Italiens	Britanniques	Français	Allemands	Grecs	Portugais	Israéliens	Polonais	Hongrois	Immigrants	- 5 ans	NN + 5 ans*	NA + 5 ans**
1 – oui	78	24	47	36	31	51	99	64	58	54	40	45	65
2 – non	5	15	17	20	28	8	0	2	18	13	22	11	9
3 – incertain	17	61	36	44	41	41	1	34	24	33	38	44	26

* NN: non naturalisés.

** NA: naturalisés.

Source: Didier et Bordeleau, *Le processus des choix linguistiques au Québec*, p. 174.

Tableau 7**Indices d'intention d'implantation future au Québec**

EN %	Italiens	Britanniques	Français	Allemands	Grecs	Portugais	Israéliens	Polonais	Hongrois	Immigrants	- 5 ans	NN + 5 ans	NA + 5 ans
1. sûrement pas	22	15	32	42	23	24	0	10	36	24	19	29	24
2. avec quelques hésitations	39	72	56	49	50	40	41	65	46	49	51	51	47
3. certainement	39	13	12	10	28	36	59	24	18	27	30	20	29

Source: Didier et Bordeleau, *op. cit.*, p. 174.

«Conseilleriez-vous actuellement à des amis de venir s'installer au Québec?»

L'hésitation l'emporte, et de beaucoup, surtout chez les Britanniques. Les Allemands sont ceux qui manifestent le plus de réticence, et les Israéliens, le moins.

L'image du Québec ne semble pas être favorable à la prospection future des nouveaux immigrants; d'ailleurs la baisse de l'immigration confirme ces indices.

Tout ce qui peut perturber la paix sociale, le progrès économique ou la liberté individuelle est redouté par les Canadiens d'autres origines:

*L'immigrant qui vient au Québec comme partout ailleurs en Amérique aspire d'abord à la sécurité et à la liberté. Il espère trouver ici une terre d'avenir et un milieu qui l'enrichisse matériellement et spirituellement.**

Ces facteurs sont très importants pour comprendre plusieurs de leurs réactions face au dynamisme avec lequel s'est exprimé ces dernières années le désir de changement de la communauté franco-québécoise.

E. L'attitude des groupes ethniques face à l'école

La confessionnalité des écoles et l'empêchement qu'elle a constitué ont été souvent dénoncés devant la Commission comme un obstacle majeur à la fréquentation de l'école française.

L'école idéale reste l'école bilingue, ou même trilingue. La même constatation se retrouve dans l'étude Didier-Bordeleau.**

Au niveau élémentaire, le français se situe dans une fourchette de 40/60 et l'anglais de 40/50, les langues ethniques font la différence. Au niveau secondaire, le français obtient de 40% à 50%, et l'anglais 45% à 55%. Au niveau collégial, le français maintient son importance, mais l'anglais augmente au détriment des langues

* Léon Dion, «Le français, langue d'adoption au Québec?» Dans *Le français langue de travail*, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1971, p. 59.

** René Didier et Yvan Bordeleau, *op. cit.*, p. 224 et ss.

ethniques. À l'université, le français diminue de 50% à 35%, et l'anglais augmente de 50% à 65%. *

D'après la même étude, les changements que les immigrants aimeraient voir apporter au système scolaire canadien-français sont les suivants:

- la reconnaissance partout au Canada des diplômes décernés, (96%). On voit, une fois de plus, l'importance accordée à la mobilité et au sentiment d'être d'abord Canadien;
- une meilleure qualité de l'enseignement en général (84%);
- une meilleure qualité du français (83%). Les immigrants au pays depuis moins de 5 ans sont encore plus exigeants (87%) que les autres (82%);
- des cours de religion facultatifs: 85% pour les immigrants au pays depuis moins de 5 ans, contre 79% pour les autres;
- un enseignement plus important de l'anglais: 75%;
- une meilleure qualité de l'enseignement de l'anglais: 70%.

Voici, d'autre part, la motivation du choix prioritaire de l'école anglaise:

«La connaissance de l'anglais permet de travailler n'importe où en Amérique du Nord.» C'est la première raison invoquée par 92% des Italiens, 72% des Français, 72% des Portugais, 62% des Grecs, 60% des Hongrois, 60% des Allemands. C'est la deuxième raison invoquée par 35% des Britanniques et 29% des Polonais.

Une deuxième raison a trait à la qualité de l'enseignement: «L'école canadienne-anglaise donne un enseignement de meilleure qualité», affirment 33% des répondants. C'est l'opinion de 42% des Hongrois, de 33% des Allemands, de 26% des Grecs, de 23% des Italiens. C'est la raison, de loin la plus importante, alléguée par 94% des Israéliens, et la troisième en rang d'importance apportée par 26% des Portugais et par 23% des Britanniques.

À noter que 17% des Français accordent une certaine importance au fait que «l'école canadienne-française n'a pas accepté les enfants pour une question de religion» (troisième raison), mais elle est la première raison pour 33% des Hongrois et 13% des Polo-

* Didier et Bordeleau, *op. cit.*, p. 236.

nais qui mentionnent aussi comme troisième raison, par ordre d'importance, que «l'école canadienne-française a refusé l'enfant parce qu'il était d'une langue étrangère».

Voici autant de raisons invoquées pour expliquer pourquoi les enfants d'immigrants se trouvent en si grand nombre dans les écoles de langue anglaise.

À tout cela, on peut ajouter aussi que les ostracismes perçus au niveau de l'école canadienne-française sont assez fortement ressentis par les Français (40%) — (serait-ce à cause de l'attitude des Québécois d'origine française envers le «Français de France»?) — ainsi que par les Hongrois (40%) et les Grecs (39%), ceux-ci, très probablement, à cause de leur religion orthodoxe.

Quant aux immigrants qui ont choisi d'envoyer leurs enfants à l'école canadienne-française, ils l'ont fait premièrement parce qu'ils «voulaient leur donner une culture française» (42%) et parce que «le Québec est à majorité française» (35%).

L'existence d'écoles indépendantes bénéficiant de fonds publics et assurant aux groupes ethno-culturels la possibilité de développer leur héritage culturel et religieux a été réclamée, sans pour autant négliger les écoles ethniques du samedi.

Dans l'enseignement au niveau secondaire, l'Association polonaise à Montréal suggère de suivre le système de la France qui admet un grand nombre d'options pour les langues.

De l'ensemble des mémoires soumis par les autres groupes ethniques se dégage une opposition très forte à toute mesure prohibitive ou coercitive, quant à l'enseignement ou aux autres aspects des droits linguistiques. On considère comme discriminatoire et inadmissible moralement toute distinction entre les résidents nés au Québec et ceux qui sont arrivés avant ou après une certaine date.

F. L'image que les groupes ethniques ont des Franco-Québécois et des Anglo-Québécois

L'immigrant qui arrive au Québec n'a d'opinion ni sur les Franco-Québécois ni sur les Anglo-Québécois. Il peut les assimiler éventuellement aux images de ses stéréotypes nationaux; les uns au

Français, les autres à un mélange d'Américain et de Britannique. Il est totalement disponible et ouvert à toute marque d'amitié et de compréhension. En arrivant au Québec, il se trouve très rapidement confronté avec la dualité linguistique et culturelle du Canada, dans une atmosphère de tension et de rivalité entre la forte exigence du français et la nécessité de l'anglais. Il tâchera de s'adapter.

Il regrette le manque de dialogue et de contacts avec la communauté franco-québécoise et répond à toute tentative de rapprochement. Mais il refusera tout ce qui sera fait en vue de le convaincre de devenir un «allié» dans une lutte où il ne se sent ni impliqué ni responsable, mais dont il aura à subir les effets.

Les images qu'il se forge des Franco-Québécois ou des Anglo-Québécois ne sont que le résultat des expériences ou du manque d'expériences qu'il a connues avec ces deux groupes.

Les tendances suivantes se dégagent des recherches Didier-Bordeleau:*

Le Canadien français, pour l'immigrant moyen, a d'abord un fort pouvoir politique (94.8%) et la langue française lui donne beaucoup de chances d'accéder à ce pouvoir. Il dispose également d'une grande mobilité professionnelle dans le Québec actuel (83.39%).

Son pouvoir économique est moyen (62.4%) et moins élevé que celui du Canadien d'origine britannique (78.1%), à cause de sa langue, et il n'est pas ouvert aux autres dans ses relations sociales (22.1%).

Il est intéressant de constater que l'ordre des ostracismes perçus par les immigrants, émanant des Franco-Québécois ou des Anglo-Québécois, est différent.

Les ostracismes venant des Franco-Québécois sont plus forts que ceux venant des Anglo-Québécois (quoique l'intensité reste moyenne) et ils se situent d'abord au niveau professionnel (65.3%): les Franco-Québécois reprocheraient aux immigrants de venir prendre leurs emplois; ensuite, les ostracismes concernent le domaine politique (62.7%), les relations en général (46.5%), le mariage (46.1%), et finalement l'école (28.3%) et le logement (28%).

* René Didier et Yvan Bordeleau, *op. cit.*, p. 206 et ss.

Par contre, les ostracismes venant des Anglo-Québécois se situent d'abord au niveau du mariage (44.7%), de la vie professionnelle (40%), des relations en général (38.4%), du logement (26.6%) et finalement de l'école (19.8%).

Les Anglo-Québécois, aux yeux des immigrants, sont avant tout dotés d'une grande mobilité géographique (87.2%) et professionnelle (82%), mais cette mobilité est légèrement plus faible que celle des Franco-Québécois. L'exigence actuelle du français et peut-être aussi le souci des entreprises de préserver une bonne image auprès du grand public expliquent ce résultat. Son pouvoir économique (78.1%) est supérieur à celui du Franco-Québécois, tandis que son pouvoir politique (52.1%) est nettement inférieur. Sa réussite économique (51.3%) ne semble pas élevée. Il est relativement peu attirant dans les relations sociales (45.4%), et les cercles anglo-québécois ne semblent pas aussi ouverts, sympathiques et directs qu'on aurait pu l'imaginer (45.6%).

Les immigrants, tels qu'ils se voient, sont des gens sans pouvoir politique (3.7%) et sans pouvoir économique (11.5%), mais c'est avec eux que les allogènes établissent des relations privilégiées (84.3%).

Conclusion

Les attitudes des groupes ethniques sont dominées par certaines constantes fondamentales. Toute élaboration de politique linguistique en vue de l'épanouissement du français doit donc en tenir compte.

Malgré la bonne volonté et la disponibilité manifestées surtout dernièrement envers la langue française, aucun progrès substantiel ne sera obtenu si elle n'est pas valorisée au niveau de la promotion sociale et économique, objectif premier des immigrants et des Québécois d'autres origines.

Des efforts seront faits pour apprendre le français à un certain niveau primaire, mais aucun investissement majeur ne sera fait pour l'utiliser à un niveau linguistique supérieur, si cela ne constitue pas la condition préalable à l'obtention d'une promotion à un échelon social supérieur. Car il est très important de distinguer entre connaissance et usage des langues.

L'attachement pragmatique que les groupes ethniques portent au bilinguisme ne doit pas être considéré comme un rejet du français, mais, au contraire, comme une ouverture à la langue française.

Tout accroissement du bilinguisme se fera en faveur du français, mais toute politique scolaire qui ne satisferait pas le besoin d'acquisition de la langue anglaise, ne ferait naître que de l'opposition.

La nécessité d'acquérir les deux langues officielles du Canada par le système scolaire est plus importante pour un enfant qui a une autre langue maternelle.

La population des Québécois d'autres origines est en majorité née en dehors du Canada (52.5 en 1961). C'est tout à fait normal que cette population ait un taux élevé de langue maternelle autre que le français ou l'anglais (62.2).

Ce fait favorise une possibilité de transfert, à l'avenir, en faveur du français. Toute situation linguistique est réversible à la longue, mais il est plus facile de la réussir avec une population linguistiquement et culturellement hétérogène.

La langue est un outil de communication pour les membres des groupes ethniques, non pas un instrument d'adhésion culturelle. La Commission Laurendeau-Dunton l'avait déjà souligné:

*Beaucoup semblent croire que les membres d'un groupe qui ont adopté une autre langue ont tout à fait perdu leur culture d'origine. C'est là encore une illusion génératrice d'un grand nombre de malentendus. Ainsi en témoigne au Canada, l'incontestable survivance d'un nombre plus ou moins grand de traits culturels chez les groupes indigènes et chez plusieurs groupes ethniques; et il arrive que certains de ces groupes attachent la plus grande importance à ces éléments de la culture ancestrale. ... Ce sont là des vérités élémentaires pour les anglophones, mais les francophones y sont, en règle générale, singulièrement étrangers, tant est forte chez eux la tendance à identifier langue et culture.**

* Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre I, pp. XXVII-XXXVIII.

Entre des Canadiens d'origine ukrainienne du Manitoba, polonaise d'Alberta, italienne de Toronto et des descendants des Loyalistes, il y a toute la gamme des différences culturelles, même si leur langue commune est l'anglais.

Si la communauté franco-qubécoise n'a pas encore accepté cette réalité, c'est parce qu'elle n'a pas encore fait l'expérience d'une intégration massive. Cette réaction, comme bien d'autres, va se modifier dès qu'elle aura acquis une plus grande expérience dans le domaine de l'immigration et de l'intégration.

Les groupes ethniques semblent vouloir faire leur part dans les changements que la redéfinition des Franco-Québécois leur demande. Mais ces changements doivent s'effectuer sans précipitation, dans un climat de tolérance, de sérénité et de dialogue.

Tout ce qui pourrait accroître l'insécurité et mettre en danger les gains de leur immigration ne ferait que dresser des barrières psychologiques et les éloigner du français.

D'autre part, les groupes ethniques doivent comprendre que l'harmonie et la paix sociale ne peuvent pas être obtenues si la langue française ne devient au Québec ce que l'anglais est ailleurs au Canada, soit la langue de communication.

L'unification des groupes québécois doit se faire d'abord par la langue, mais en même temps par l'approche librement consentie des jeunes de tout âge au niveau de l'école.

Chapitre septième

Le ministère de l'Immigration

A. La nécessité d'une politique d'ensemble

Les mythes ont la vie dure. L'impuissance du Québec à agir efficacement sur l'immigration dans son territoire en est un. Depuis l'époque où le curé Labelle, sous-ministre au ministère de l'Agriculture et de la Colonisation, a contribué à animer la seule période active du gouvernement dans le domaine de l'immigration, le Québec a généralement fait preuve d'une surprenante passivité jusqu'à tout récemment.

Le curé Labelle, dans un contexte aujourd'hui révolu, nous apporte cependant un témoignage. Il avait un grand dessein: la colonisation; et il a cherché, avec des fortunes diverses, les moyens de le transformer en actes, par la sélection de colons et leur établissement sur des terres.

L'immigration d'aujourd'hui, par son volume et la multiplicité des personnes qui la composent à divers points de vue — âge, formation, origine, capacités, langues — a un impact sur tous les secteurs de l'activité.

Les grands pays d'immigration ont presque tous connu une période où fut atteint «le seuil de tolérance» à un corps étranger non assimilé. On peut citer le cas des Suisses actuellement, des États-Unis entre 1920 et 1930, celui des Japonais au Brésil, des Italiens au Venezuela, les cas de discrimination dans certaines provinces canadiennes.*

* Un membre du Congrès américain demandait déjà en 1797 qu'on ferme les portes aux immigrants: «Le pays, disait-il, a atteint sa maturité et sa capacité normale d'absorption d'étrangers.» Cité par Gertrude Notebaert, *Migrations humaines*, exploration sommaire du phénomène, étude faite pour SAVI, Montréal, 1969, p. 30.

Il revient au gouvernement d'éviter qu'une situation de tension et d'intolérance ne se produise à nouveau. Ce «seuil» peut s'observer principalement à trois niveaux: économique, démographique, culturel et par conséquent linguistique. Ces trois éléments sont inséparables et mettent en cause le problème de l'immigration.

Il apparaît, en conséquence, qu'une politique d'immigration n'est que la résultante d'une politique globale du gouvernement, orientée vers un objectif de développement à long terme, et établie en conformité avec le degré de compétence que reconnaît la Constitution fédérale aux initiatives provinciales.

Les politiques propres à la situation québécoise, adoptées en fonction de la définition précise de ses besoins et de ses objectifs, doivent être connues et par les Québécois et par les postulants. C'est un effort collectif du gouvernement qui est nécessaire en ce domaine. C'est de lui que l'on attend les initiatives de nature à promouvoir au Québec un climat favorable à l'immigration. Ce climat doit être perçu à un double point de vue. S'il est vrai que la prospérité éco-démoculturelle dépende pour une part de l'immigration, il faut le faire ressentir aux Québécois pour qu'ils accueillent les immigrants autrement que comme des concurrents redoutables.

D'autre part, le postulant doit être averti de l'ensemble des conditions qui prévalent dans le milieu nouveau dans lequel il devra s'insérer. Il n'existe pas d'autre moyen d'incitation à l'intégration qu'une connaissance réciproque approfondie des futurs partenaires.

Il est clair que le gouvernement du Québec n'est pas inactif en matière de développement en général. Mais l'échec relatif en matière d'absorption des immigrants implique une action collective et concertée en ce domaine, ainsi que l'octroi des moyens nécessaires à cette action.

Le ministère de l'Immigration est un instrument privilégié. Il ne doit pas agir isolément. Il doit recevoir un soutien massif du gouvernement, tant dans le cadre des politiques spécifiquement provinciales que fédérales, puisque c'est à celui-ci qu'appartient constitutionnellement la prééminence dans ce domaine.

B. Le ministère de l'Immigration du Québec

Peu de domaines ont donné lieu à tant de controverses, voire même de passions, que celui de l'immigration, et cela non seulement au Canada mais dans tous les pays d'émigration ou d'immigration.

Certains s'inquiètent des perturbations causées par la perte de leurs éléments productifs, d'autres de celles créées par l'arrivée des éléments étrangers. Dans toute discussion sur ce sujet, il est très important de distinguer entre éléments rationnels et rationalisation.

Le ministère de l'Immigration a donc un rôle très important à remplir pour parvenir à une solution positive et adaptée au contexte québécois.

À cause des circonstances particulières de son histoire, le Québec vient à peine de commencer ses expériences dans ce domaine. Le ministère de l'Immigration a été créé officiellement par l'adoption du Bill 75, le 5 novembre 1968, mais il n'existe dans ses structures actuelles que depuis juillet 1969.

Il s'agissait d'un engagement formel du gouvernement, d'un acte positif dénué de la timidité caractéristique des initiatives précédentes en matière d'immigration. Il représente le pas décisif vers une prise en charge par la population d'accueil, de ses responsabilités en matière d'immigration et d'intégration.

Dans un éditorial, «Le Québec et les immigrants», M. Claude Ryan commentait:

*On ne saurait trop souligner l'esprit éminemment positif et réaliste dont s'inspirent les orientations dévoilées par le ministre de l'Immigration.**

Les structures du nouveau ministère furent conçues par son premier sous-ministre, M. André Patry.

Les buts poursuivis par le ministère peuvent se résumer ainsi: favoriser l'établissement au Québec d'immigrants susceptibles de contribuer à son développement et de participer à son progrès,

* *Le Devoir*, 2 octobre 1969.

favoriser l'adaptation des immigrants au milieu québécois tout en assurant la conservation des coutumes ethniques.

Il devait assurer:

- a) la sélection des immigrants en tenant compte de la capacité d'absorption économique et culturelle du Québec;
- b) la prospection et l'information des postulants sur la réalité du marché du travail;
- c) l'intégration dans les circuits économiques et sociaux.

Les structures implantées en 1968 devaient se répartir l'ensemble des tâches de la manière suivante:

La Direction générale de l'établissement (D.G.E.) devait agir au niveau de l'information et de la sélection des postulants dans leur pays d'origine, et de leur accueil au Québec. Elle devait encore leur fournir l'assistance au cours des premiers mois et favoriser leur placement.

La Direction générale de l'adaptation (D.G.A.) se voyait confier la responsabilité d'unifier, d'administrer, de perfectionner, d'accroître l'activité d'orientation et de formation des immigrants, et d'innover dans ce secteur.

La Direction générale des groupes ethniques (D.G.G.E.) avait pour fonction d'établir et de maintenir une liaison continue avec les groupes ethniques du Québec et d'encourager les initiatives de nature à favoriser le maintien de certains aspects de leur culture nationale.

Le Commissaire général a pour tâche principale de veiller à la protection des immigrants.

La Direction de l'information poursuit trois objectifs: sensibiliser les Québécois à l'apport de l'immigration, sensibiliser les immigrants à leur appartenance québécoise, réunir et bâtir le matériel d'information destiné aux agents du ministère à l'étranger.

Aux termes de la loi, la coordination interministérielle devait être assurée par une Commission interministérielle des Affaires des Immigrants. En outre, pour tout avis sur l'immigration, l'adaptation des immigrants et la conservation des coutumes ethniques, un comité consultatif de quinze membres pouvait être constitué.

Cette structure révélait l'importance que le gouvernement attachait aux multiples facettes de la question de l'immigration. Toutefois, les modalités de fonctionnement, les restrictions de personnel, de crédit et de facilités diverses ont altéré le caractère originellement prévu.

La récession économique et le fait que tout intérêt relatif à l'immigration soit polarisé autour de la question scolaire, au détriment de toute autre, ont nui également à son développement. Le manque de soutien de la part de la population se reflète dans le peu d'attention que la presse écrite et parlée accorde à ce ministère.

La Commission interministérielle n'a tenu qu'une réunion, le Comité consultatif n'a pas encore été créé. La Direction de l'information, qui avait un rôle primordial à jouer, à défaut de moyens suffisants, n'exerce pas toutes les fonctions qui lui avaient été confiées lors de sa création, et la Direction générale des groupes ethniques fait partie actuellement de la Direction générale de l'adaptation.

Le travail du ministère se fait à l'ombre, et la diffusion de ses buts, de ses efforts et de ses réalisations n'est pas assurée.

La *Loi créant le ministère de l'Immigration* demande au ministre titulaire d'atteindre des objectifs, mais elle ne lui en assure pas l'exclusivité.

Au niveau du fonctionnement en particulier, il faut noter deux éléments qui restreignent gravement l'efficacité du ministère:

- le cadre constitutionnel l'empêche de s'épanouir complètement à l'étranger;
- à l'intérieur, il doit partager avec d'autres ministères des fonctions qu'il exerce dans la mesure où des immigrants sont impliqués, comme les ministères québécois des Affaires sociales, des Affaires culturelles, de l'Industrie et du Commerce, de l'Éducation, le ministère fédéral de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, etc.

C. L'action du ministère

Trois éléments de la structure originale subsistent et agissent à l'heure actuelle: la Direction générale de l'établissement (D.G.E.),

la Direction générale de l'adaptation (D.G.A.) et le Commissaire général.

1. Direction générale de l'établissement

Son rôle consiste à favoriser l'établissement au Québec des éléments capables de contribuer au développement de la Province. C'est à elle que revient le rôle d'élaborer et d'ajuster la politique générale d'immigration en collaboration avec les autorités fédérales compétentes et les autres ministères provinciaux.

Elle comprend trois services:

- le Service à l'étranger;
- le Service d'accueil et d'assistance sociale;
- le Service de l'emploi.

a) Le Service à l'étranger

Ce service à l'étranger a un caractère mixte dans la mesure où il opère à la fois au Québec et à l'étranger. Il est un des principaux traits de liaison entre les services fédéraux de l'immigration et les services québécois. Il informe les agents à l'étranger et en reçoit l'information nécessaire concernant les demandes des postulants. Il assure un lien permanent entre les autres services chargés de l'accueil et toutes les autres structures du ministère.

La Maison du Québec à Londres offre depuis 1968 un service de conseil aux immigrants, mais la Délégation du Québec a surtout un caractère commercial.

Le Service d'immigration du Québec à Paris a été ouvert en 1969. Sa compétence s'étend aux pays voisins de l'Afrique du Nord et de l'Afrique occidentale francophone. C'est le seul service qui peut faire de la prospection.

Les agents d'orientation et l'agent d'information du Service d'immigration du Québec à Paris ont pour mission de sensibiliser les postulants aux réalités québécoises.

Le Canada et le Québec ont signé une entente le 18 mai 1971 pour faciliter la présence des agents d'orientation du Québec à

l'intérieur des bureaux fédéraux de l'Immigration en dehors du Canada.*

Un an et demi après la signature de ce document, il existe dans les trente-cinq bureaux fédéraux trois agents d'orientation, à Athènes, Beyrouth et Rome.

L'agent d'orientation n'agit pas comme agent recruteur, fonction réservée au personnel du gouvernement fédéral. En principe, il peut rencontrer un postulant à l'immigration au Québec seulement lorsque ce dernier a été déclaré admissible par l'agent fédéral. Rien ne s'oppose toutefois à ce que, si un postulant s'adresse directement à lui, il saisisse de ce cas l'agent fédéral et entreprenne, avec son accord, les premières formalités de la procédure d'immigration. L'activité de l'agent d'orientation a donc pour objet d'accueillir l'immigrant qui a choisi le Québec comme destination avant même son départ, et de lui fournir conseils et assistance.

Les agents fédéraux, qui ont compétence exclusive en matière de recrutement des immigrants, fournissent une première information sur le Canada et le Québec sous forme d'annonces de presse, de projection de films, de conférences publiques ou auprès de groupes spécialisés, etc. Certains bureaux d'immigration distribuent la documentation fournie par le gouvernement du Québec. L'édition de brochures destinées aux immigrants par le Québec est une initiative récente, dont on pourra éprouver l'efficacité avec le temps.

La documentation québécoise se compose de 43 publications: 28 sont bilingues, (27 en français et anglais et une en français et autres langues que l'anglais, treize sont uniquement en anglais, une en italien et une en allemand).

En réalité, la documentation diffusée à l'étranger n'est pas exclusivement orientée vers l'immigration: deux brochures seulement sont éditées par le ministère de l'Immigration. La majorité est conçue et réalisée par le ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche. Différents ministères, la Ville de Montréal, etc., produisent les autres publications. Il faut noter que onze seulement de ces documents mentionnent le fait que le Québec est habité par une majorité francophone.

* Cette entente — et les raisons budgétaires qui l'ont motivée — ressemble à celle qui est intervenue en 1875 entre le gouvernement fédéral et le Québec. Voir *supra*, Ch. V, A, 1, paragraphe «L'action des agents du Québec à l'étranger».

Les formulaires du ministère canadien de la Main-d'œuvre et de l'Immigration sont bilingues. Par contre, le formulaire que le postulant reçoit de la part du ministère de l'Immigration du Québec est rédigé uniquement en français.

À son arrivée sur le sol québécois, l'immigrant reçu peut être pris en charge par d'autres services du ministère.

b) Le Service d'accueil et d'assistance sociale au Québec

Près de 80% des immigrants arrivent au Québec par avion. Les compagnies aériennes, à la différence des compagnies maritimes, ne dressent pas de listes de passagers immigrants. Au cours de l'année 1970-1971, sur les 9,133 immigrants arrivés à Dorval et qui ont voulu se fixer au Québec, il n'est pas possible de préciser le nombre de ceux qui ont rencontré un agent d'orientation. Notons que pendant ce même exercice, 415 dossiers établis par le bureau de Paris ont été approuvés.

Le gouvernement du Canada est en mesure de faire un recensement des immigrants, puisque tous doivent se présenter au contrôle de l'aéroport et sont invités à compléter leur dossier peu après leur arrivée.

Ces listes, tenues à jour par les fonctionnaires fédéraux, ne sont toutefois pas communiquées aux autorités québécoises, à la différence de ce qui semble se produire depuis peu en Ontario. Le motif invoqué est celui de la confidentialité de certains détails contenus dans les dossiers; en outre, au cours de la première année de résidence de l'immigrant, le gouvernement fédéral en est entièrement responsable. L'accueil du gouvernement du Québec se limite en fait à des tentatives de prises de contact opérées par les hôtesse du ministère.

La volonté ou la nécessité d'émigrer cause, chez les immigrants, un état d'anxiété aisément compréhensible, quel que soit le niveau d'information préalable qu'ils aient pu recevoir.

L'accueil participe à la création d'un état psychologique disposant l'immigrant à accepter le milieu où il pénètre. Le Service d'accueil et d'assistance sociale concourt à cette tâche de concert avec les autorités fédérales, diverses associations privées québécoises, les groupes ethniques et le voisinage en général.

L'aide du Québec à ce stade consiste surtout en services d'information et d'hébergement, mais le ministère accorde des subventions à plusieurs organismes qui accomplissent un travail efficace auprès des immigrants dans le domaine de l'accueil et de l'intégration.

Le Service d'accueil dispose de bureaux à Montréal, à Québec et dans les COFI.

L'aide financière (moins de \$61,000 en 1970-1971) est cependant limitée en raison de l'existence du ministère du Bien-être social, compétent en ce domaine.

On estime à environ un tiers des immigrants la proportion de ceux qui sont reçus à Dorval par le Service d'accueil. Les statistiques ne sont pas suffisamment élaborées pour que l'on puisse évaluer précisément la proportion réelle des personnes qui reçoivent une aide directe du Service au cours des premiers mois de leur séjour au Québec.

c) Le Service de l'emploi

La recherche d'un emploi est une priorité pour un grand nombre d'immigrants. Le ministère fédéral de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a l'obligation de les assister.

Au ministère québécois de l'Immigration, le Service de l'emploi a pour fonction d'aider à l'implantation des immigrants investisseurs, de communiquer aux agents à l'étranger des listes d'emplois disponibles, et de placer les immigrants sans travail dans les entreprises.

Au cours de l'exercice 1970-1971, son activité a permis l'apport d'un investissement total de \$166,200 créant 65 emplois nouveaux, et le placement de 1,292 personnes, essentiellement dans le domaine des services et des emplois de bureau. Le Service a reçu des demandes émanant d'environ 40% des immigrants à destination du Québec au cours de ce même exercice, soit 3,654. Il apparaît donc qu'il a pu satisfaire un tiers des demandes.

La question qui se pose alors est celle de savoir si l'objectif de sélectivité a été respecté à l'origine, ou si le Service doit parfaire ses méthodes en vue d'une meilleure efficacité. Cela revient aussi

à poser le problème des effectifs et des crédits qui lui sont affectés. Il convient de noter que les cas qui lui sont référés sont souvent les plus difficiles, c'est-à-dire ceux que le bureau fédéral de la Main-d'œuvre n'a pas pu résoudre.

d) Autre problème d'accueil relié à l'emploi

En décembre 1970, la *Loi des corporations professionnelles du Québec* (Loi 64) a été modifiée, rendant possible l'admission à une corporation d'un immigrant, pourvu que celui-ci s'engage à demander la citoyenneté canadienne dès que la loi le lui permet et à condition qu'il ait une connaissance d'usage de la langue française. Cette loi devrait permettre à la Province de mieux exploiter les connaissances et l'expérience des nouveaux arrivés dont 30% possèdent une formation professionnelle. Elle devrait, de surcroît, faciliter l'intégration des immigrants au milieu francophone.

Accueillir, éventuellement assister ou trouver un emploi, ne conduit pas forcément à l'intégration des immigrants à la communauté francophone. D'autres services sont plus particulièrement orientés en ce sens. Ils relèvent de la D.G.A.

2. Direction générale de l'adaptation

L'État qui reçoit de futurs citoyens dont la formation a été défrayée par le pays d'origine jusqu'à l'âge de productivité a tout intérêt à rendre cet apport profitable et définitif.

Il est important de réduire, par des mesures appropriées, le gaspillage économique et humain qui se fait chaque fois qu'un immigrant est mal orienté ou sous-employé pendant les années qui sont nécessaires à son intégration économique et culturelle. Il est également nécessaire d'éviter les risques de son aventure, de son départ et des tensions ethniques qui peuvent se créer à cause d'une intégration incomplète, en lui offrant des moyens de nature à faciliter cette première phase d'adaptation.

L'apprentissage de la langue est le prérequis de toute intégration économique ou culturelle; ensuite, et d'une façon presque concomitante, il faut rendre accessible les connaissances indispensables au processus d'acculturation.

L'activité de la D.G.A. en faveur de l'intégration de l'immigrant dans le milieu francophone s'exerce dans trois domaines: linguistique, professionnel et socio-culturel.

a) Le domaine linguistique

L'enseignement des langues aux adultes

L'enseignement des langues officielles aux immigrants adultes qui ne les connaissent pas est assuré par les Centres d'Orientation et de Formation des Immigrants (COFI). L'enseignement du français y est prioritaire, c'est-à-dire que c'est seulement lorsqu'il a démontré sa connaissance du français que l'immigrant peut entreprendre l'étude de l'anglais, en autant que cela est nécessaire à son emploi. Ceux qui n'ont besoin que de l'anglais pour travailler et qui possèdent une connaissance suffisante de cette langue sont immédiatement dirigés vers le travail.*

Pendant la durée des cours, une allocation proportionnelle à ses charges est versée à l'immigrant, ce qui lui permet de suivre ses cours en toute sécurité. L'enseignement de chaque langue est échelonné sur vingt semaines. Le gouvernement fédéral assure le financement total des COFI, mais l'administration en est confiée au ministère de l'Immigration du Québec.

L'initiation à la vie canadienne et québécoise

Le COFI de Laprairie dispense un cours d'initiation à la vie canadienne et québécoise, d'une durée de deux semaines. Il porte sur les multiples facettes de la vie au Canada et au Québec. Toutefois, il n'a touché, en 1970, que 10% des immigrants.

Devant l'importance que prend l'information dans le processus d'acculturation, on peut déplorer la faible fréquentation des cours d'initiation par les immigrants. On suggère que le ministère trouve d'autres moyens d'initier les immigrants aux aspects et aux conditions particulières de la vie au Québec.

Les cours à temps partiel

De toute manière, dès que l'immigrant trouve un emploi, il abandonne le COFI et perd ainsi une occasion de parfaire sa connaissance des langues. Pour pallier cette carence, la D.G.A., en collaboration avec certaines commissions scolaires, organise des cours

* Voir dans la Deuxième partie, Chapitre II, A, 7 b).

à temps partiel, financés à parts égales par le Québec et le gouvernement fédéral. Mais ces classes sont surchargées: elles comprennent 20 à 30 étudiants par groupe. Des groupes plus restreints seraient plus efficaces, mais moins rentables. La fatigue que les participants ressentent aux cours du soir, les intempéries en hiver qui créent de l'absentéisme, concourent à en diminuer l'efficacité. Le pourcentage d'échecs varie entre 30% et 50%.

Les classes d'accueil

Les classes d'accueil seront étudiées plus en détail au chapitre relatif aux modes d'intégration par l'école. Leur caractéristique principale est de soumettre les enfants d'âge scolaire à un enseignement intensif du français, pour les intégrer ultérieurement dans les classes françaises de leur niveau scolaire. Leur financement est assuré par le ministère de l'Immigration en collaboration avec la CECM.

Les écoles prématernelles et les garderies

Le but des écoles prématernelles et des garderies est d'initier les enfants d'âge préscolaire à la langue française avant de les intégrer au système scolaire normal. Il existe des garderies dans les COFI, mais aussi quelques rares exceptions d'implantation en milieu urbain. Les frais de fonctionnement sont assurés par le ministère du Bien-être social et le ministère de l'Immigration. Ces institutions sont trop peu nombreuses et par conséquent surchargées. On peut citer le cas du Centre Notre-Dame des Petits, où 70 enfants sont reçus, dont 50 sont enfants d'immigrants espagnols et portugais.

Les «écoles du samedi»

Dans le cadre du programme des «écoles du samedi», la D.G.A. fournit une assistance à huit groupes ethniques qui enseignent leur langue maternelle aux enfants d'immigrants. Le budget de \$20,000 ne permet pas une action très efficace.

Dans le domaine pédagogique, la D.G.A. participe à la formation des maîtres qui enseignent dans les COFI, à des recherches en matière linguistique, à l'établissement des tests destinés à mesurer le degré de connaissance d'une langue, etc. Elle tente de s'adresser à un large éventail de couches d'âges chez les immigrants. Cela provoque une certaine dispersion des efforts, ce qui est d'autant plus grave que ses moyens en personnel et en ressources demeurent limités.

b) Le domaine professionnel

La D.G.A., entre autres, a pour mission d'orienter les immigrants dans les domaines où ils seront le plus productifs et, le cas échéant, de les orienter vers des cours de perfectionnement.

Toutefois, la formation professionnelle des adultes est négligée, faute de budget. En ce domaine, l'apport des COFI est nul. Le stage d'obstétrique et de pédiatrie qu'a suivi un groupe d'infirmières a été financé par le gouvernement fédéral.

Aux termes d'une entente passée avec le ministère de l'Éducation en mars 1971, le ministère de l'Immigration du Québec participe à l'élaboration des équivalences des diplômes obtenus à l'étranger. Le Service de traduction du gouvernement du Québec assure la traduction de ces documents.

C'est la D.G.A. qui vérifie, au moyen de tests, le niveau de connaissance du français des candidats à l'exercice des professions concernées par la Loi 64.*

La D.G.A., enfin, a entrepris des recherches pour faciliter l'insertion des immigrants dans le monde du travail, mais celles-ci n'ont pas encore abouti à la définition d'une politique cohérente de formation professionnelle.

c) Le domaine socio-culturel

Depuis 1971, la D.G.A. assume le rôle assigné auparavant à la Direction générale des groupes ethniques. Le lien qui devait unir le ministère et les associations ethniques n'est pas très solide. Une seule personne est chargée de maintenir le contact avec les quelque 500 associations et paroisses ethniques au Québec. Une autre personne s'occupe seule d'une vingtaine d'associations canadiennes de bienfaisance et d'assistance qui servent dans ce domaine.

Les subventions accordées pour les activités des groupes ethniques ne cessent de s'amenuiser et servent à financer quelques activités à caractère surtout folklorique.

La connaissance réciproque des groupes ethniques et de la population canadienne-française n'est donc pas convenablement assurée

* Pour plus de détails sur cette loi, voir *infra*, Troisième partie, Ch. IV, C.

par le ministère qui néglige ainsi le facteur fondamental d'un processus de connaissance mutuelle, indispensable à l'intégration ultérieure des immigrants. Il est incontestable que la D.G.A. rend des services concrets aux immigrants et souvent de nature à impressionner favorablement ceux qui y ont recours, mais il manque à son action un aspect global qui en ferait un instrument de liaison entre la population autochtone et les allogènes.

3. La perception de l'accueil par les immigrants

Des objectifs du ministère à l'origine, jusqu'aux résultats concrets de son action, il y a donc une marge qui est inquiétante. On s'explique mieux alors le rôle que jouent les groupes ethniques eux-mêmes, déjà établis au Québec, dans l'accueil des immigrants.

Quel est l'impact des informations et des moyens d'accueil mis à la disposition des immigrants par les gouvernements, ainsi que par les organisations privées?

Selon l'enquête de MM. Didier et Bordeleau, trois groupes d'informateurs se détachent nettement:*

- *Le gouvernement fédéral*: 58% des répondants ont reçu leurs informations au cours d'entrevues avec les fonctionnaires fédéraux, et 46% dans la documentation distribuée par les bureaux du gouvernement fédéral. Par contre, le pourcentage de répondants qui ont obtenu des renseignements en provenance du côté québécois, est extrêmement faible: 1%.
- *Les parents et amis*: 51% des nouveaux immigrants ont obtenu des renseignements de la part de parents déjà installés au Québec, et 42%, d'amis appartenant au même groupe ethnique.
- *Les moyens d'information* ont fourni des renseignements dans une proportion moindre, puisque 39% des répondants invoquent la lecture de livres, revues, journaux.

Le même rapport souligne que, d'une manière générale, les répondants qui ont reçu des informations des bureaux fédéraux leur accordent une valeur très moyenne, au point de vue de leur conformité à la réalité. Par contre, pour ce qui est de l'utilisation des langues pour travailler au Québec, la conformité avec la réalité semble être un peu meilleure (environ 60%).

* *Le processus des choix linguistiques des immigrants au Québec*, p. 193.

Les quelques répondants qui ont reçu des renseignements des bureaux québécois leur attribuent une légère supériorité.

Même si les répondants viennent au Québec, les entretiens avec les fonctionnaires fédéraux se déroulent en majorité en anglais (50%), dans la langue maternelle (29%), et en français (20%).*

Le français est la seule langue utilisée par les fonctionnaires québécois. Quant aux imprimés fournis par le gouvernement fédéral, 39% sont en anglais, 20% en anglais et en français, 18% en anglais et dans une autre langue et 11% en français.

La qualité de l'accueil reçu par les immigrants pendant leurs premiers mois de résidence au Québec a été évaluée selon un ordre décroissant de la manière suivante: les groupes ethniques, les Canadiens d'origine britannique, les Canadiens français, les fonctionnaires du gouvernement fédéral et les fonctionnaires du gouvernement provincial.

L'aide reçue par les immigrants a été évaluée en retenant quatre indicateurs: le premier emploi, le premier logement, la famille, l'apprentissage du français et de l'anglais.

D'une manière générale, les répondants laissent entendre qu'ils ont reçu peu d'aide, sauf de la part du groupe ethnique concerné, qui a été évaluée entre «peu et modérée». Dans l'ordre décroissant, l'aide reçue vient du groupe ethnique (34.02%), puis des Canadiens d'origine britannique (7.48%), des Canadiens français (5.48%), du gouvernement fédéral (5.27%), et du gouvernement provincial (3.50%).

On note que l'aide privée passe avant l'aide gouvernementale et que les Canadiens français viennent après les Canadiens d'origine britannique, tandis que le gouvernement provincial vient après le gouvernement fédéral. Il est donc important de maintenir un contact étroit et amical avec les groupes ethniques, car ce sont eux, en définitive, qui accueillent, informent et font la prospection.

Un peu plus des deux tiers des répondants ont dû apprendre l'une ou l'autre langue, ou les deux. En général les démarches entreprises sont de caractère personnel. L'ordre, cette

* Didier et Bordeleau, *op. cit.*, p. 197 et pp. 198 à 200.

fois, est quelque peu différent. Il s'établit comme suit: organismes canadiens-anglais: 11.3%; organismes canadiens-français: 6.69%; organismes des groupes ethniques: 6.45%; organismes du gouvernement provincial: 5.49%, du gouvernement fédéral: 3.45%.

Les nouveaux arrivants évaluent que l'aide reçue en provenance du gouvernement provincial a augmenté à 7.80%. Cette augmentation est probablement attribuable aux COFI, ou à la création du ministère de l'Immigration depuis 1969.

On constate, en général, que l'accueil fait aux immigrants par les Canadiens, soit français soit anglais, n'est pas très favorable. Pour la plupart, les nouveaux arrivants pensent que l'accueil réservé par le groupe anglophone est moins mauvais que celui réservé par le groupe francophone. Seuls les Juifs estiment que l'accueil que leur réservent les francophones n'est ni meilleur ni pire que celui que leur réservent les anglophones.

Conclusion

On a vu qu'il existait toutes sortes d'organisations gouvernementales et privées pour accueillir les immigrants, lors de leur arrivée au Canada, et pour leur permettre de les aider au cours de leurs premiers mois de résidence au Québec. Les associations privées ne peuvent atteindre qu'un nombre restreint d'immigrants à cause des limitations inhérentes à tout organisme privé de bien-être. Il semble que les objectifs visés par les gouvernements n'atteignent pas leurs buts, et que, finalement, l'immigrant qui vient au Québec s'en remet à ses amis, à ses parents, et le plus souvent à son groupe ethnique, pour l'aider à s'accommoder de la vie canadienne.

Si l'accueil des francophones, sauf dans certains cas individuels, n'est pas considéré comme mauvais, il est trop souvent classé comme indifférent, et cette indifférence peut jouer de façon très préjudiciable contre le groupe francophone. De toute manière, cette indifférence ne peut qu'accroître l'isolement de l'immigrant, son vouloir-vivre collectif, et sa volonté de s'éloigner des conflits possibles entre francophones et anglophones.

4. *Le Commissariat général*

Le Commissariat général est un organe du ministère mis directement au service des nouveaux arrivés, lorsque le commissaire agit en qualité d'«ombudsman», selon le terme employé par le ministère dans son rapport annuel d'activité 1970-1971, ou indirectement lorsqu'il participe à l'élaboration des politiques et des législations concernant le ministère.

a) *La protection de l'immigrant*

Ce rôle doit être assuré et il révèle la volonté du ministère d'accorder une protection au non-citoyen, si ce dernier est victime de discrimination ou bien s'il se heurte à des difficultés dans les domaines les plus divers: professionnel, juridique, financier. Le nombre de cas examinés, soit un millier au cours de l'exercice 1970-1971, justifierait à lui seul l'importance du rôle du commissaire.

Il y a tout lieu de croire qu'on réclamerait davantage son intervention, si son existence était mieux connue.

Un problème se pose néanmoins quant à cette fonction. L'«ombudsman» ne trouve sa justification que dans la liberté dont il jouit, c'est-à-dire dans la mesure où il n'est pas prisonnier d'une hiérarchie administrative. Tel n'est pas le cas cependant. Il paraît donc nécessaire que son statut soit modifié à l'avenir pour lui conférer la plénitude des pouvoirs dont il devrait disposer pour assurer pleinement ses responsabilités.

b) *L'influence sur les politiques*

Les études, les recherches et la collaboration aux nouvelles législations constituent un autre volet de l'activité du Commissariat général. Ces études, directement axées sur l'impact de l'immigration sur la vie québécoise, devraient être largement diffusées pour informer la population dans son ensemble des réalités du phénomène migratoire.

La même publicité devrait être accordée aux résultats des enquêtes générales que le Commissaire général pourrait être amené à entreprendre.

Celui-ci a donc une fonction de toute première importance, mais il est à craindre que son statut actuel ne puisse devenir une entrave à la liberté de son action.

5. L'importance de l'expérience dans le domaine de l'immigration

Le Québec ayant subi seulement les effets de la politique fédérale, il était normal que l'immigration et ses règles lui soient un domaine peu ou mal connu. L'immigration a été perçue comme un flot devant lequel le seul problème qui se posait était de savoir comment l'arrêter ou le diminuer.

Dès que le Québec s'intéressera véritablement à l'immigration, il découvrira, à l'expérience, l'ampleur de l'effort de prospection et d'accueil des immigrants. Cet effort exige une attitude bienveillante à l'égard des autres groupes ethniques résidant dans la Province, car ce sont eux qui, très souvent, projettent l'image de notre pays à l'étranger et qui, de surcroît, sont menés à renseigner et à accueillir les futurs immigrants. En l'absence d'une image favorable du Québec, non seulement l'immigration, mais les relations politiques, le tourisme et les investissements étrangers en souffriraient également.

Quelques lettres d'immigrants déjà au pays exprimant leur déception, sinon leur indignation, font un tort tel que des dizaines d'agents spécialisés en promotion ne pourront jamais y remédier.

Les lettres publiées dans la presse française ont eu des échos au Québec, en raison des relations spéciales entre la France et le Québec. On ne saura jamais la baisse d'investissements italiens qui a pu être provoquée par des publications semblables dans les journaux nationaux.

Le Québec constatera qu'il a des concurrents sérieux en Ontario et dans le reste du Canada, de la même manière que le Canada en a eu aux États-Unis.

L'expérience a permis de se rendre compte que la population disponible à tout travail de prospection est réduite à certains groupes culturels qui sont disposés à immigrer à cause de leur situation particulière et non de celle du pays receveur. Cette clientèle est la même pour le Canada.

Un mythe cultivé depuis toujours doit être replacé dans la réalité. La France n'est pas un pays d'émigration et le réservoir des pays francophones est limité à 75 millions dont 50 millions sont formés par la population française. Par contre, il y a 300 millions d'anglophones.

Il y a trois bureaux fédéraux d'immigration en France (Paris, Bordeaux et Marseille), en plus du bureau d'immigration du Québec à Paris. Malgré cela la France avait un chiffre d'immigrants inférieur à celui des Barbades en 1969. Sauf situation exceptionnelle, il n'y aura pas d'immigration française importante; par contre la France peut fournir une immigration de cadres.

L'expérience des autres pays prouve que là où le milieu est très tolérant à l'égard des pluralismes culturels, les programmes et les institutions spéciales pour immigrants sont moins nécessaires. Dans les milieux plus exigeants à l'endroit d'un conformisme culturel dominant, ce genre d'institutions est indispensable.

Le Québec se dirige vers ce dernier type de société, et la nécessité des COFI, des classes d'accueil ou de tout autre genre d'institutions devient de plus en plus évidente.

Si la planification des besoins démographiques, économiques et culturels est la cause de l'immigration, la sélection et la gamme d'institutions d'intégration en sont les effets.

Le Québec doit fixer le nombre optimum de son pouvoir d'absorption économique et de sa capacité d'intégration culturelle. Une entente avec Ottawa dans ce sens est nécessaire.

Chaque pays a ses objectifs et ses priorités. Les schémas de sélectivité, d'accueil et d'intégration sont variables.

Il en résultera finalement une politique souple et adaptée aux besoins économiques et socio-culturels de la communauté d'accueil, ainsi qu'aux besoins de la population immigrante. Mais elle devra reposer sur la compréhension et le respect: elle sera faite de tolérance et, jusqu'à un certain point, de compromis. La discrimination peut se faire au moment d'appliquer des critères de sélection, mais jamais une fois l'immigrant arrivé au pays.

Constats et recommandations

Attitudes et structures

Les groupes ethniques ne représentent qu'un pourcentage d'environ 8.6% de la population. Au cours des dernières années, l'immigration étrangère baisse et le solde migratoire est largement négatif.

La concentration des groupes à Montréal, déjà ancienne, et le marché du travail plus diversifié à cet endroit conduisent tout naturellement les immigrants à se fixer dans la Métropole ou en périphérie.

Donc, même si le groupe des jeunes de moins de vingt ans dans la Province est minime par rapport à l'ensemble du groupe québécois de cette catégorie, leur concentration à Montréal et leur adhésion au système d'éducation anglophone ont attiré l'attention du public et des autorités, posant par le fait même la question de l'épanouissement de la langue française. Ce phénomène, conjugué à la diminution du taux de natalité, a accentué la crainte d'une diminution démographique-linguistique des Franco-Québécois. Il sera fait justice de cette crainte dans la deuxième partie de ce rapport.

Mais notons que la perspective de l'anglicisation de Montréal n'a pas été accompagnée d'une politique positive et dynamique qui aurait permis d'orienter les immigrants vers la majorité francophone.

L'importance des groupes ethniques existants et de l'immigration dans la vie quotidienne du Québec n'a été ressentie par la majorité qu'au moment où celle-ci a pris conscience que son indifférence passée tournait, en fait, à son désavantage. Une telle attitude socio-psychologique ne se modifie pas rapidement, de la même manière qu'un immigrant ne peut s'intégrer qu'à la fin d'un l'on processus.

S'il est normal que la majorité s'indigne de voir les immigrants se fixant au Québec opter pour une autre langue que le français, s'il était nécessaire qu'un éveil, même brutal, se produise, il convient désormais d'éviter la répétition d'un pareil état de chose.

Ce n'est que récemment, le 5 novembre 1968, que le ministère de l'Immigration a été créé. Les objectifs qui ont présidé à son établissement sont d'une grande générosité. Toutefois, l'incertitude quant aux politiques qu'il doit mettre en œuvre ne facilite pas le fonctionnement de ses structures.

D'autre part, en quatre ans d'existence, le ministère a changé cinq fois de titulaire et encore a-t-il fallu attendre le dernier remaniement ministériel pour que le ministre de l'Immigration du Québec ne cumule pas cette charge avec celle d'un autre portefeuille. Cette absence de continuité au niveau du ministre est révélatrice aussi de l'absence d'une politique générale.

Dans tous les pays d'immigration on constate que les fortes vagues d'immigration, qui ont pour effet de renforcer l'expansion et le dynamisme de l'économie, se heurtent, à un moment donné, à la résistance des autochtones qui craignent que leur identité nationale ne soit en danger.

Des tensions ethniques se manifestent et des mesures restrictives de protection sont prises. L'immigration est freinée et diminuée, les tensions s'apaisent, mais le dynamisme et la croissance économique s'en ressentent. Les pouvoirs publics sont alors amenés, pour redresser la situation, à mettre en œuvre une politique d'immigration sélective, adaptée aux besoins du pays d'accueil.

Le Canada dans son ensemble — et cela après les États-Unis — a déjà expérimenté ces cycles dans le passé.

Le Québec se trouve actuellement dans la situation d'une collectivité dont les dynamismes démographique et économique ont tendance à marquer le pas depuis quelques années et dont l'immigration simultanément est à la baisse.

Cela dit, chaque pays a des objectifs politiques, économiques et sociaux qui lui sont propres et, dans le cadre de ses objectifs généraux, il lui faut établir ses priorités.

À l'intérieur de la Confédération, les responsabilités du Québec dans le domaine culturel sont nécessairement différentes de celles des autres provinces. Il a également des caractéristiques particulières en matières économique et sociale. Il faut donc mettre fin à ses hésitations et à ses improvisations, définir ses objectifs et ses priorités culturelle, socio-économique et démographique, les formu-

ler dans des politiques cohérentes et les faire connaître au gouvernement fédéral.

La souplesse de l'article 95 de l'*Acte de l'Amérique du Nord Britannique* permet au système fédéral de tenir compte des priorités québécoises dans la mise en œuvre de la politique d'immigration.*

La compétence en matière d'immigration appartient en priorité au gouvernement fédéral. D'autre part, les besoins et les priorités du Québec varient en fonction de la conjoncture. Les relations entre le Québec et le Canada doivent donc faire l'objet de relations permanentes.

Étant donné que le gouvernement québécois a la responsabilité principale du maintien et du développement du bien-être économique, social et culturel sur son territoire, il devrait pouvoir exercer cette responsabilité lors de la sélection des immigrants qui désirent s'installer au Québec. Ceci impliquerait un amendement constitutionnel pertinent qui lui donnerait le pouvoir de décider du nombre et des qualifications professionnelles et culturelles des futurs immigrants dans cette province ou des mesures administratives différentes de celles qui régissent les relations intergouvernementales fédérales-provinciales actuelles.

Dans le cadre constitutionnel actuel le Québec pourrait réclamer les pouvoirs de contrôle et de décision ci-haut mentionnés, au sein d'un *Comité permanent fédéral-provincial*. Ce Comité, dont les pouvoirs seraient semblables à ceux des conférences fédérales-provinciales sur les finances, devrait se réunir périodiquement pour coordonner les politiques d'immigration entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec. Aussi, la Commission recommande:

Que soit créé un Comité fédéral-provincial permanent pour que l'autorité fédérale tienne compte des besoins, des priorités et des politiques du Québec dans l'élaboration de sa propre politique d'immigration.

Que le ministère d'Immigration du Québec fonctionnant comme ministère des ressources humaines, fasse part au Gouver-

* Voir Troisième partie, Ch. I, B.

nement du Canada, par l'intermédiaire du comité fédéral-provincial permanent, de l'étendue et de la nature des besoins du Québec en matière d'immigration; qu'il obtienne que, à qualité égale, priorité soit donnée à l'installation de francophones au Québec.

Depuis quelques années la natalité et l'immigration étrangère baissent et le solde migratoire est largement négatif.

La stagnation démographique aura des conséquences économiques et sociales immédiates mais ses effets seront ressentis surtout dans l'avenir. Pour ces raisons la population du Québec doit augmenter plus rapidement que ne semble le justifier la situation économique du moment.

De nombreux rapports soulignent que les statistiques québécoises sur les mouvements migratoires sont inadéquates. Il est urgent d'avoir des renseignements complets pour apprécier la situation d'une manière juste et prendre des mesures pour arrêter l'émigration qui saigne actuellement le Québec.

La natalité et l'immigration sont les deux moyens pour remédier au taux de croissance déficient.

La Commission est convaincue que la politique d'immigration représente un élément important dans l'ensemble des options gouvernementales. Le gouvernement a besoin d'un agent privilégié pour la mise en œuvre de cette politique, soit le ministère de l'Immigration. C'est pourquoi la Commission recommande:

Que le Gouvernement du Québec reconnaisse le ministère de l'Immigration comme le ministère des ressources humaines, et qu'en conséquence il lui accorde le personnel et les crédits sans lesquels une politique demeure une déclaration de principe.

L'intégration des immigrants est un processus lent et complexe. Il échappe à toute action directe du gouvernement. Toutefois, celui-ci est en mesure de créer, par diverses mesures, un climat favorable à la compréhension réciproque de la majorité et des diverses communautés habitant le Québec.

Souvent les tensions observées ont eu pour origine une lacune d'information, un manque de politiques gouvernementales, ainsi que la désuétude de certaines structures.

Structures adaptées, politiques raisonnées et population informée sont de nature à entraîner l'adhésion tant de la majorité que des minorités.

La majorité doit prendre conscience des valeurs positives de l'immigration aux points de vue démographique, économique, culturel. L'intégration, linguistique entre autres, ne s'obtiendra que par la qualité de l'accueil qui sera réservé à l'immigrant, et par l'attitude que la majorité adoptera vis-à-vis des groupes existants à l'heure actuelle. C'est pourquoi la Commission recommande:

Que les politiques définies par le Gouvernement du Québec soient diffusées efficacement afin que la population les comprenne et les adopte, créant ainsi un climat favorable à l'intégration des immigrants.

Étant donné qu'il convient de renforcer le sentiment d'appartenance de la population franco-qubécoise à une majorité volontairement décidée à promouvoir le développement du Québec; que ceci implique des politiques concernant l'ensemble des Québécois, quelle que soit leur origine; que cette politique doit tourner à l'avantage de la majorité dont la baisse démographique actuelle peut être compensée par une intégration dynamique; que la population doit en être informée, ce qui est une responsabilité du gouvernement; que celui-ci dispose à cet effet d'un ministère des Communications dont relèvent en particulier Radio-Québec et l'Office du Film du Québec; que ces deux outils d'information doivent participer à l'explication des politiques gouvernementales, la Commission recommande:

Que le Gouvernement prenne un ensemble de mesures propres à assurer une information sur la nature, les valeurs et l'apport des groupes ethniques dans tous les domaines ainsi que sur les bénéfices que la population québécoise en retire, et que, parmi ces mesures, il utilise les moyens d'information qui relèvent de sa compétence.

Qu'il prenne, en outre, l'initiative d'inviter les principaux organes de la presse écrite à insérer dans leurs colonnes, et cela périodiquement, des informations concernant les groupes ethniques.

Pour sa part, le postulant à l'immigration doit être pleinement informé, pour que son choix en faveur du Québec soit délibéré. Il doit savoir que l'on attend de lui une contribution à l'épanouissement du français, et que ce rôle ne peut en rien entraver son évolution propre et la réalisation de ses aspirations profondes.

C'est pourquoi la Commission recommande:

Que le Gouvernement du Québec diffuse, dans le cadre de ses compétences, ses politiques à l'étranger pour que les postulants à l'immigration soient informés du statut des langues ainsi que du contexte culturel et économique dans lequel ils auront à s'insérer.

La Commission considère que le ministère de l'Immigration doit favoriser la sélection et l'établissement d'immigrants susceptibles de contribuer au développement économique et social du Québec et de participer à son progrès. Il doit aussi faciliter leur intégration et celle des groupes actuels à la majorité. À cet effet, le ministère doit coopérer à la fois avec le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration du Canada, les ministères québécois compétents dans les matières que lui-même n'aborde que du seul point de vue de l'immigrant, la population d'accueil et la population immigrante. La Commission a pleinement conscience de l'étendue de la tâche. Toutefois, l'insuffisance du rendement observé, lors de l'étude de la structure et du fonctionnement du ministère au cours de ses quatre années d'existence, a renforcé la conviction de la Commission de la nécessité d'une politique coordonnée et clairement exprimée.

C'est pourquoi elle recommande:

Que le ministère de l'Immigration, s'étant redéfini, assume pleinement les responsabilités qui lui sont d'ores et déjà conférées par la loi et qu'à cet effet: il accroisse le rendement des structures existantes; il mette en place des structures que la loi autorise.

Consciente que de la qualité de l'accueil dépend l'attitude de l'immigrant par rapport à la majorité, la Commission croit qu'il est possible de l'améliorer dans le cadre des structures actuelles. L'accueil doit être compris dans son sens le plus large, c'est-à-dire dès la diffusion de renseignements aux postulants résidant encore à l'étranger. L'agent d'orientation du Québec à l'étranger a la charge de faire connaître aux postulants la nature et l'orientation des politiques définies en fonction des besoins de la majorité et du fait français au Québec en particulier. C'est pourquoi la commission recommande:

Que le ministère de l'Immigration du Québec négocie avec celui du Canada une révision des termes de l'entente du 18 mai 1971, pour augmenter:

- a) les compétences de l'agent d'orientation du Québec à l'étranger de sorte qu'il puisse atteindre davantage de postulants et leur fournir tous les renseignements sur le Québec;**
- b) le nombre de postes d'agent d'orientation pour que le Québec soit présent dans tous les centres importants d'immigration.**

Étant donné que le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration du Canada ne communique pas actuellement au ministère de l'Immigration du Québec tous les renseignements sur les immigrants qui désirent s'établir au Québec, la Commission recommande:

Que le ministère fédéral de la Main-d'œuvre et de l'Immigration fournisse au ministère de l'Immigration du Québec des informations complètes sur tout immigrant choisissant le Québec comme destination au Canada.

Vu qu'il n'existe pas de coordination suffisante entre les services d'accueil du gouvernement fédéral et du gouvernement provincial, la Commission recommande:

Que le comité fédéral-provincial permanent précise les bases d'une activité concertée entre les services des deux ministères concernés pour adapter toutes les politiques de l'accueil, en vue d'un service complet, rapide et efficace à l'immigrant.

La clientèle à laquelle le ministère doit accorder le maximum d'attention en matière d'accueil est constituée des immigrants indépendants, des groupes d'immigrants «politiques», des immigrants investisseurs. Dans les autres hypothèses, la famille ou les amis de l'immigrant devraient pouvoir lui fournir la première assistance dont il a besoin. Dans la mesure où le ministère de l'Immigration sera complètement informé du nombre, des qualités et des aspirations des immigrants arrivant sur son territoire, il devra s'organiser pour leur assurer une assistance et un accueil plus complets. À cet effet, il lui revient d'intensifier, diversifier, orienter, ou créer, s'il y a lieu, les éléments propres à susciter un pareil résultat; il convient par conséquent de coordonner ses efforts avec ceux des autres ministères québécois, notamment ceux du Commerce et de l'Industrie, du Travail et de la Main-d'œuvre, de l'Éducation, des Affaires culturelles, des Affaires sociales. Cette coopération interministérielle doit être institutionnalisée comme la loi le prévoit. C'est pourquoi la Commission recommande:

Que le Gouvernement du Québec facilite les activités de la Commission interministérielle des affaires des immigrants; que le ministère de l'Immigration convoque cette Commission au moins quatre fois par an, pour coordonner tous les aspects de la politique québécoise en matière d'immigration, c'est-à-dire:

- **Planifier les besoins et disponibilités en matière de main-d'œuvre et de ressources humaines;**
- **Coordonner la mise en œuvre de la politique d'immigration;**
- **Participer aux solutions requises par les problèmes d'accueil;**
- **Créer, intensifier et diversifier des programmes de rapprochement entre les immigrants, groupes ethniques et la population d'accueil; etc.**

Les divers groupes ethniques ont à maintes reprises déclaré que la situation est doublement difficile pour les personnes âgées qui, le plus souvent, parlent peu ou pas du tout une des deux langues officielles. En facilitant la création de maisons de retraite, on répond à un besoin urgent de certains groupes ethniques.

Pour ces raisons la Commission recommande:

Qu'en liaison avec le ministère des Affaires sociales, le ministère de l'Immigration veille à l'assistance et au dépannage des cas sociaux présentés par des immigrants et — dans le cadre des politiques gouvernementales — à la création de maisons de retraite selon la demande des groupes ethniques.

Étant donné la nécessité d'orienter les investissements des immigrants de la manière la plus efficace et la plus rentable pour la communauté québécoise, la Commission recommande:

Qu'en liaison avec le ministère de l'Industrie et du Commerce, des politiques d'implantation d'immigrants investisseurs soient mises au point et appliquées.

Pour diversifier ses services, mieux répartir géographiquement ses efforts, disperser plus largement les immigrants à travers le territoire et, de la sorte, favoriser leur intégration à la majorité, la Commission recommande:

Que, selon les besoins, le ministère de l'Immigration du Québec crée des bureaux régionaux ou nomme des agents auprès des bureaux régionaux du ministère fédéral du Travail et de la Main-d'œuvre dans les principaux centres d'emploi du Québec, afin que soient attirés et installés dans ces centres les immigrants les plus aptes à répondre aux carences en personnel de la région.

Que, à l'intérieur du ministère, le Service d'accueil et d'aide sociale ainsi que le Service de l'emploi obtiennent l'affectation d'un personnel plus nombreux et compétent et des moyens d'action accrus.

La Loi 75 prévoit la possibilité de constituer un organe de liaison entre le ministère de l'Immigration et la population. Il s'agit d'un comité consultatif composé de 15 personnes au maximum. Ce Comité n'a jamais fonctionné. C'est une lacune.

Pour aborder la question de la connaissance réciproque de la majorité et des minorités sous un angle institutionnel, la Commission recommande:

Que, pour orienter son action, en mesurer les effets, s'informer et être informé, le ministre de l'Immigration crée le Comité consultatif de quinze (15) membres prévu par la Loi; Que ce Comité soit admis à faire valoir ses opinions et ses recommandations au cours de réunions périodiques, au moins quatre (4) fois par année.

L'article 4 de la *Loi créant le ministère de l'Immigration* lui donnait, entre autres, comme fonction «de favoriser la conservation des coutumes ethniques». La Direction générale des groupes ethniques avait reçu pour mandat, au sein du ministère, «de maintenir une liaison continue avec les groupes ethniques du Québec et d'encourager les initiatives de nature à assurer la survivance de certains aspects de leur culture nationale».*

La Direction générale des groupes ethniques a été «fusionnée» en 1971 avec la Direction générale de l'adaptation. Les objectifs qui lui étaient impartis étaient de toute première importance, aussi bien au niveau des contacts avec les groupes ethniques qu'à celui des recherches. Sa suppression est une erreur.

La Commission recommande:

Que la Direction générale des groupes ethniques soit restaurée afin de maintenir un lien étroit entre le ministère et les groupes, et qu'elle obtienne les moyens de remplir son mandat;

Que cette Direction participe à l'intégration des groupes ethniques à la vie québécoise, qu'elle les fasse sortir de leur isolement, qu'elle prenne les mesures nécessaires pour en assurer la représentativité en favorisant leur regroupement en fédérations, qu'elle leur prête assistance dans leurs activités et en obtienne la réciprocité, qu'elle leur accorde des subventions si nécessaire, afin de maintenir le dialogue et la compréhension entre majorité et minorités.

Étant donné l'importance des associations privées dans l'accueil et l'intégration des immigrants, la Commission recommande:

* Ministère de l'Immigration du Québec, Rapport annuel se terminant le 31 mars 1970, p. 44.

Que des subventions soient assurées aux associations privées s'occupant de l'accueil et de l'intégration des immigrants, ainsi que du rapprochement entre les groupes ethniques et la majorité.

Étant donné l'importance qu'il faut attacher à l'information de toutes les entités en présence: sensibilisation des Québécois aux apports de l'immigration, des immigrants aux réalités québécoises, des étrangers et postulants éventuels aux multiples aspects de la question; étant donné aussi l'importance du rôle du ministère de l'Immigration en ce domaine et la nécessité d'y spécialiser une partie de ses effectifs, la Commission recommande:

Que la Direction de l'information du ministère de l'Immigration développe les programmes d'activités prévus à l'origine, et que les moyens lui soient donnés pour remplir pleinement son rôle.

Deuxième partie

Intégration et apports des groupes ethniques

Introduction

Processus d'acculturation et caractéristiques d'intégration

Le processus d'acculturation

Faire état d'un processus, c'est évoquer un mouvement. Dans le cas de l'acculturation, il y a mouvement du nouvel arrivant qui va vers une culture nouvelle. Celle-ci doit elle-même aller à la rencontre de qui veut la connaître, l'apprécier, se fondre en elle, et l'enrichir de son acquis précédent.

Si l'on veut réaliser la fusion d'un individu dans un groupe, ou celle de deux groupes d'origines différentes, il faut une ouverture réciproque des parties en présence. Elle doit être voulue de part et d'autre. La coercition suppose une volonté, certes, mais une volonté primaire, irréfléchie, contraire à l'état d'esprit qui fait les bons mariages. Elle peut mener à l'échec. Ce divorce social, lorsqu'il s'agit de groupes ethniques, se traduit soit par l'émigration des personnes qui se sentent rejetées, soit par la constitution de «ghettos», dans lesquels une population se regroupe à la recherche d'une solidarité, d'une sécurité qui lui fait défaut ailleurs. La formation de «ghettos» ethniques exprime le rejet du groupe par la majorité du pays où il se trouve, ou son insécurité. La population des «ghettos» fait appel aux institutions existantes et participe au produit national, mais témoigne d'un échec social qui porte en germe la source de bien des tensions.

Le cheminement par lequel un immigrant ou un groupe de nouveaux arrivés parvient à adhérer pleinement aux valeurs de la communauté d'accueil est le processus d'acculturation.

Le cycle suivi par la personne est généralement décrit comme comportant cinq phases: accommodation, adaptation, insertion, intégration, assimilation. De l'accommodation, simple ajustement partiel et fonctionnel, dicté par les circonstances, jusqu'à l'assimilation, l'immigrant a réussi à partager la langue, les structures mentales de son milieu d'accueil, à travers un renversement de l'équilibre de ses valeurs originelles vers celles de son nouveau milieu. L'assimilation implique donc une absorption quasi biologique de l'individu.

Il faut noter que, pour la première génération surtout et la deuxième dans une certaine mesure, toutes pressions inopportunes ou situations d'intolérance peuvent avoir comme résultats:

- l'adaptation à une situation, sans pour autant en être satisfait, d'où un sentiment d'indifférence et de non-engagement face au milieu d'accueil;
- une assimilation forcée qui devient une sorte de mutilation culturelle où l'individu s'assimile pour éviter d'être discriminé.

Bien des fois, c'est une non-assimilation qui apporte des avantages à la société d'accueil. Au Brésil, par exemple, du fait que la minorité allemande ne pouvait pas s'assimiler à l'aristocratie des propriétaires terriens ni à la classe des paysans ruraux, elle a créé initialement la classe moyenne urbaine brésilienne.

Au Canada, grâce à l'existence des deux groupes culturels majoritaires, la notion généreuse et positive de l'intégration a toujours été la préférée.

L'intégration exige que l'entière liberté de choisir soit accordée à la personne en cause et la société doit, par ses institutions, lui assurer des chances égales d'épanouissement.

Elle est donc volontaire, basée sur une double acceptation, celle de la culture du milieu d'accueil par l'immigrant et celle de l'immigrant et de sa culture, de ses connaissances et de ses capacités par la société d'adoption.

L'intégration respecte l'apport diversifié et enrichissant des diverses cultures au patrimoine national. L'enrichissement mutuel que provoque l'intégration d'un groupe à un autre implique une maturité respective, donc une prise de conscience des apports de chacun à un ensemble dont tous bénéficieront.

Pour l'assurer, c'est un climat favorable qu'il convient de créer.

Les caractéristiques d'intégration

Les Britanniques sont venus à un moment où la formation et les structures du groupe canadien-français étaient assez avancées pour lui permettre non seulement de survivre à la conquête, mais d'imposer certains cadres institutionnels aux conquérants.*

Les conquérants n'ont pas imposé leurs structures, mais ils n'ont pas adopté les structures existantes non plus. Ils ont créé les leurs, parallèles, ce qui répondait au désir des Canadiens français. Deux sociétés se sont développées parallèlement, avec peu de pénétration.

Le troisième groupe, le dernier venu, a trouvé un «moule» social et institutionnel particulier à la province de Québec, auquel il a dû s'accommoder, s'adapter, en créant ses propres modes d'intégration et parfois ses propres institutions. Ce «moule» spécifique a été formé peu à peu par les événements historiques et politiques et les attitudes qu'ils ont suscitées dans les rapports entre les groupes canadien-français et canadien d'origine britannique.

À Montréal, les Canadiens d'autres origines ont trouvé deux collectivités vivant côte à côte avec leurs propres réseaux institutionnels, et entre les deux communautés existaient des «zones de silence».

L'environnement, qui ne fait qu'inscrire sur le sol les attitudes, les mœurs et les institutions d'une communauté, le prouve bien. L'est de la ville est français, l'ouest anglais, et au milieu les immigrants ou Canadiens d'autres origines s'installaient avant de s'orienter vers le milieu français ou anglais, d'après les groupes. La situation, aujourd'hui, est beaucoup moins tranchée.

*Ayant vite constaté et compris les lois non écrites des frontières domiciliaires, ils les ont adoptées et s'y sont conformés, contribuant ainsi à leur renforcement.***

* Une partie du texte de cette *Introduction* provient de la thèse de maîtrise de madame M. Matte. «Les Centres d'orientation et de formation des immigrants», 1971.

** Naïm Kattan, «L'immigrant de langue française et son intégration à la vie canadienne», Rapport présenté à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (rapport non publié), p. 19.

Une partie des Néo-Canadiens se sont sentis chez eux plus vite à Montréal qu'ailleurs, peut-être à cause du caractère cosmopolite de la ville du fait que tout le monde parle avec un accent et souvent mal la langue «de l'autre», ce qui empêche de se sentir inférieur et différent. Cette situation pèse du reste à bien des Canadiens français qui ont le sentiment que la ville ne leur appartient plus.

Dans la recherche effectuée pour la Commission sur le *processus des choix linguistiques des immigrants au Québec*, les immigrants interrogés indiquaient le caractère cosmopolite de la ville de Montréal comme la troisième raison de leur choix.

Ils ont créé leurs propres réseaux d'institutions supplémentaires et parallèles aux deux réseaux français et anglais: des églises, des écoles, des associations de toutes sortes (il en a été dénombré trois cent cinquante par le ministère de l'Immigration du Québec), des hôpitaux (ceux de la communauté italienne et chinoise), des coopératives et toutes sortes de commerces et d'industries qui servent une clientèle ethnique, etc. On est généralement peu au courant de l'importance de ces initiatives.

Malgré leur forte hétérogénéité ethnique, culturelle, linguistique, idéologique et religieuse par rapport aux deux autres groupes, ils manifestent certaines analogies d'attitudes et de réactions propres face aux deux autres.

L'expérience commune du déracinement et de la «replantation» en milieu canadien les unit; leur aspirations, qui découlent de la motivation commune de leur acte d'émigrer, et l'absence totale de conditionnement historique canadien déterminent leurs attentes et leurs réactions qui sont souvent différentes de celles des autres groupes. Ils sont «les autres» Canadiens. Ils sont perçus ainsi par les deux autres groupes et se découvrent différents eux-mêmes dans leurs réactions par rapport aux autres, et aussi par rapport à leurs anciens compatriotes.

Ils ont peu d'occasions de se manifester comme groupes et de constater leur homogénéité, sauf en cas de crise ou quand leur opinion s'exprime lors d'événements importants. Mais, si l'on examine les résultats des rares recherches qui ont été faites sur les opinions des trois groupes, celles de la Commission Laurendeau-Dunton, par exemple, ils démontrent avec précision que «dans

chaque cas, les réponses du second groupe diffèrent de celles des francophones et des anglophones».* Ils donnent un contenu différent au concept tridimensionnel du Canada.

Une histoire ancienne

Les groupes d'autres origines que française ou britannique ont donné un contenu différent au concept tridimensionnel du Canada. Ils étaient présents au moment de la signature de l'Acte confédératif. Ils étaient au Canada bien avant. Le premier Italien à habiter en Nouvelle-France fut le Père Jésuite Giuseppe Bresciani, qui arriva en 1642 à Québec, et devint administrateur des Trois-Rivières en 1644.** Bon nombre de militaires et d'hommes d'affaires l'ont suivi à travers le temps. Le premier seigneur de Côte-des-Neiges fut le marquis Antonio Crisafi, et le dernier coup de fusil pour la défense de la Nouvelle-France fut tiré par Albergati Vezza au Fort Jacques-Cartier, après la bataille des Plaines d'Abraham.

Les premiers documents relatifs à la présence des Polonais datent de 1752; ils concernent Dominique Bartzsch, important pelletier, qui fut suivi du médecin Auguste-François Globenski en 1776, et du Dr Piuze en 1780. L'honorable Pierre-Dominique Debartzch, député, membre du Conseil législatif, commandant de la Compagnie de Beauharnois à la bataille de Châteauguay en 1813, fondateur des journaux *L'Écho du Pays* et *Les Glaneurs*, fut le premier Polonais né au Canada en 1782.

À la fin du XVII^e siècle, quelques petits groupes allemands s'étaient installés en Nouvelle-France; ils étaient 8.000 en 1867. La date de 1760, qui signifie la Conquête pour les Canadiens français, a représenté pour les Juifs le moment où le statut préférentiel exclusif pour les catholiques disparaissait. Un des premiers Juifs à s'établir au Canada fut Aaron Philip Hart qui arriva en 1759 et qui, par la suite, donna un grand essor à la ville de Trois-Rivières. Depuis, la communauté juive a contribué constamment au développement de la Province. Citons les frères Joseph qui ont fondé la Compagnie du Gas, du Tramway et du

* *Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Livre IV, p. 79.

** A.V. Spada, «*Les Italiens au Canada*» (dans *Canada Ethnica*, VI), Ottawa, 1969, p. 29.

Télégraphe de Montréal, et Sigismund Nohr, le père du système hydro-électrique de la ville de Québec, et tant d'autres.*

Chaque groupe a son histoire et peut être fier d'avoir contribué au développement du Québec. Il faut déplorer que si peu de ces faits soient connus par la population franco-québécoise. Or, c'est seulement lorsqu'elle connaîtra l'apport important de cette immigration qu'elle cessera de l'apercevoir comme une menace.

La toponymie des rues emprunte beaucoup de noms dont on ne connaît que rarement l'origine. Le chemin de la Reine-Marie de Montréal, par exemple, a été nommé en l'honneur de la visite, après la première guerre mondiale, de la Reine Marie de Roumanie.

Un modèle spécifique d'insertion

Chaque immigration s'adapte au spécifique du milieu d'accueil, car il n'existe pas de constantes d'intégration, mais seulement des variantes. À Chicoutimi, la forme d'intégration sera différente de celle de Montréal, comme celle de Toronto l'est de celle de Sydney ou de Rio de Janeiro.

Les caractéristiques de l'intégration des groupes ethniques à Montréal ont été dictées par les données de la réalité montréalaise. Elles sont la conséquence de l'interaction de plusieurs facteurs:

- la dualité canadienne et tout le passé historique des deux peuples fondateurs;
- la suprématie du fédéral en matière d'immigration et ses politiques;
- la constellation institutionnelle propre au milieu québécois caractérisée par la confessionnalité d'une partie des institutions, par des attitudes peu tournées vers le prosélytisme mais disponibles au niveau individuel, et par les structures sociales québécoises faites de suprématie économique anglophone, d'exclusivité politique francophone, de cloisonnement et d'insularité sociale;
- les dynamismes propres au groupe des Québécois d'autres origines, leurs motivations et les attentes du pays d'accueil, la forme spéciale que cette intégration a prise dans le milieu montréalais, telle qu'elle était définie par les rapports entre les deux groupes francophone et anglophone.

Gertrude Notebaert, *op. cit.*, p. 52.

Chapitre premier

Évolution et perspectives démo-linguistiques

L'étude démographique et démo-linguistique de la population du Québec n'est pas facile et cela pour deux raisons. D'une part, à cause de la multiplicité des groupes qui cohabitent dans la Province avec la majorité francophone et la minorité britannique. D'autre part, bien que la compilation des données démographiques ait été entreprise de manière systématique depuis 1871, les renseignements démo-linguistiques n'ont commencé à être recueillis qu'en 1921 et c'est seulement à partir de 1931 qu'ils offrent un caractère complet et satisfaisant.

Ce chapitre se divise en deux sections: la première porte sur les quelques données existant avant le premier recensement fédéral de 1871 et sur la situation démographique du Québec de 1871 à 1961. Elle traite ensuite de l'évolution démo-linguistique de 1931 à 1961.* Dans la deuxième section, nous dégageons les perspectives démo-linguistiques du Québec pour 1991, en nous basant sur une étude préparée pour la Commission par les professeurs Charbonneau et Maheu.

L'évolution démographique du Québec, de 1871 à 1961, par grands groupes ethniques, apparaît dans le tableau 8.

Entre 1871 et 1901, les Canadiens français (malgré la saignée vers les États-Unis provoquée par la crise économique du dernier quart

* En ce qui concerne le recensement fédéral de 1971, la Commission ne possède que les chiffres portant sur la langue maternelle; les autres ne sont pas encore disponibles.

du XIX^e siècle) augmentent en nombre et en pourcentage grâce à une forte fécondité. Puis de 1901 à 1931, il y a une légère baisse. Il s'agit d'une période d'immigration très forte, surtout de 1901 à 1921. Toutefois, entre 1921 et 1931 les Canadiens français voient leur pourcentage par rapport à la population du Canada augmenter de 27.9% à 28.2%, alors qu'au Québec leur pourcentage diminue, et ceci malgré un ralentissement de l'immigration.

Tableau 8

Répartition en pourcentages de la population du Québec, selon l'origine ethnique, 1871-1961

Année	Français	Britanniques	Autres
	%	%	%
1871	78.0	20.4	1.6
1881	79.0	19.2	1.8
1901	80.2	17.6	2.2
1911	80.1	15.8	4.1
1921	80.0	15.1	4.9
1931	79.0	15.0	6.0
1941	80.9	13.6	5.5
1951	82.0	12.1	5.9
1961	80.6	10.8	8.6

Source: Recensements du Canada.

De 1931 à 1951, la crise économique et la deuxième guerre mondiale ralentissent considérablement l'immigration, tout au moins jusqu'en 1948. Malgré sa forte baisse, la fécondité des Canadiens français durant cette époque reste supérieure à celle des non-francophones; aussi, leur pourcentage augmente-t-il de 79% à 82%.

Enfin, de 1951 à 1961, le groupe français descend à 80.6%. Durant cette décennie, le Québec a reçu le plus grand nombre d'immigrants de son histoire (environ 30,000 par an), et la fécondité exceptionnelle des Canadiens français n'a pas compensé cette arrivée massive de l'extérieur.

A. Évolution démo-linguistique

1. Évolution de la situation démographique

a) Avant le recensement de 1871

Avant le premier recensement fédéral, les renseignements démographiques sont sommaires. Au Québec, la population canadienne-française établie sur les deux rives du Saint-Laurent était principalement rurale. En 1851, Montréal était une ville à majorité anglophone et le groupe irlandais s'y trouvait en grand nombre. Sur une population de 57,715 habitants, il y avait 26,020 francophones (54% étaient des Britanniques). (D'ailleurs, la coutume d'alterner à Montréal un maire anglophone avec un maire francophone s'est maintenue jusqu'en 1914). La ville de Sherbrooke comptait aussi une population, en grande majorité, anglophone, et dans la ville de Québec, en 1851, 35.5% de la population avait pour langue maternelle l'anglais. D'autre part, un recensement effectué dans les Cantons de l'Est montrait qu'en 1831, sur une population de plus de 42,000 personnes, il n'y avait que quelques centaines de Canadiens français. La proportion de Canadiens français pour l'ensemble du Canada était de 75.2% en 1851 et de 74.4% en 1861.*

b) De 1871 à 1961

À partir de 1871, les recensements décennaux donnent des renseignements plus précis.

1) Au Québec

Au Québec, de 1871 à 1961, la proportion des Français est passée de 78% à 80.6%, celle des Britanniques a diminué de 20.4% à 10.8% et celle des autres groupes ethniques a augmenté de 1.6% à 8.6%.

2) Dans les villes principales et les Cantons de l'Est

Dans les principales villes du Québec et dans les Cantons de l'Est, l'évolution favorable de la population francophone a été plus im-

* Pour les données démographiques concernant Montréal, Québec et les Cantons de l'Est, voir Richard J. Joy, *Languages in Conflict*, Ottawa, 1967, p. 98 et ss. et R. Maheu, «Les groupes ethniques et linguistiques. Aspects régionaux», doc. 416, p. 2.

portante que pour l'ensemble de la province. De rurale, la population canadienne-française est devenue de plus en plus urbaine.

Dans la ville de Montréal on comptait 53% de francophones en 1871. Ils étaient 66.6% en 1961. Pendant ce temps la proportion des Britanniques diminue de 45% à 12.4% et celle des autres groupes ethniques augmente de 2% à 21% en 1961, comme l'indique le tableau 9.

Tableau 9

Répartition procentuelle de la population de la ville de Montréal, selon l'origine ethnique, 1871-1961

	1871	1901	1931	1951	1961
Français	53.0	56.3	63.9	67.6	66.6
Britannique	45.0	37.3	21.8	17.7	12.4
Allemand	1.2	1.0	0.6	0.5	1.2
Italien	0.2	0.7	2.5	2.7	6.7
Juif	(1)	3.3	6.0	5.7	3.9
Polonais	(1)	(1)	0.9	1.1	1.4
Autres	0.6	1.4	4.3	4.7	7.8
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Population					
Total	107,225	203,081	818,577	1,021,520	1,191,062*

(1) Sont inclus avec les «autres».

Source: R. Maheu. «Les groupes ethniques et linguistiques. Aspects régionaux», doc. 416, p. 14.

Dans la région de Montréal, la répartition entre Français, Britanniques et autres n'a pas été favorable aux premiers. Leur proportion a baissé de 72.1% à 67.7%, alors que celle des Britanniques diminuait de 26.3% à 16.7% pour se rapprocher des «autres», 15.6% en 1961, alors que ces derniers ne représentaient que 1.69% en 1871 pour tout le Québec. Le tableau 10 donne des précisions à ce sujet.

Tableau 10

Répartition procentuelle de la population de la région de Montréal, selon l'origine ethnique, 1871-1961

	1871	1901	1931	1951	1961
Français	72.1	70.9	64.6	68.7	67.7
Britannique	26.3	25.6	23.9	19.9	16.7
Allemand	0.6	0.6	0.6	0.5	1.2
Italien	(1)	0.4	1.8	1.8	4.2
Juif	(1)	1.2	4.7	4.1	3.0
Polonais	(1)	(1)	0.6	0.8	1.1
Indien	0.6	0.5	0.3	0.3	0.2
Autres	0.4	0.8	3.5	3.9	6.1
Total	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Population					
Total	344,884	568,277	1,257,103	1,744,514	2,469,321

(1) Sont inclus avec les «autres».

Source: Charbonneau et Maheu, «Démographie» (Rapport de synthèse), p. 36.

À Québec, la situation a évolué au bénéfice net du groupe français, comme l'indique le tableau 11.

Tableau 11

Population d'origine française, britannique et autre dans le comté et la ville de Québec

Origine	1871	1901	1931	1951	1961
Français	55,600	75,700	157,000	237,000	310,000
Britanniques	22,800	13,700	12,100	13,200	14,700
Autres	900	1,500	2,200	2,000	6,400

Source: R. Joy, *Languages in Conflict*, p. 102.

L'augmentation des autres groupes est faible. Les Britanniques diminuent considérablement. Sur ceux qui sont restés, 37.3%

environ sont de langue française. Ainsi, les francophones comptent actuellement pour environ 95% de la population de la ville de Québec.*

La ville de Sherbrooke, fortement britannique au milieu du XIX^e siècle, a vu, très vite, la majorité passer du côté français. Dans les années 50, elle est devenue en très grande partie une ville de langue française. En 1971, Sherbrooke avait 101,470 habitants, dont 89,165 de langue française et 11,135 de langue anglaise.**

Dans les Cantons de l'Est, les Canadiens français ont augmenté leur nombre d'une manière impressionnante.

Tableau 12

Population d'origine française, britannique et autre
dans sept comtés des Cantons de l'Est*

Origine	1871	1901	1931	1961
Français	37,500	77,400	121,200	230,400
Britanniques	54,300	56,800	45,800	43,500
Autres	4,500	3,000	2,700	7,500

Source: R. Joy, *op. cit.*, p. 99.

* Ces comtés sont les suivants: Brome, Compton, Missisquoi, Richmond, Shefford, Sherbrooke et Stanstead.

3) En Gaspésie

Le phénomène de francisation s'est poursuivi en Gaspésie avec succès entre 1871 et 1961. Le nombre des Canadiens français augmente continuellement, alors que celui des Britanniques, en légère augmentation jusqu'en 1931, diminue par la suite. L'importance des autres est minime, comme l'indique le tableau 13.

Conclusion

Après 1871, les Canadiens français, encerclés par les Britanniques, ont étendu leur influence dans les régions rurales — comme les

* R. Maheu, «Les groupes ethniques et linguistiques ...» *op. cit.*, p. 12.

** *Statistiques Canada (langues maternelles)*, 1971.

Cantons de l'Est et la Gaspésie – qu'ils ont développées et élargies, alors que les Britanniques émigraient vers les villes. Néanmoins, avec le temps, il s'est produit un phénomène de conquête territoriale urbaine par les francophones, qui deviennent majoritaires à Montréal, à Sherbrooke,* et qui transforment la ville de Québec en un château fort de langue française.

Tableau 13

**Population d'origine française, britannique et autre
dans les comtés de Bonaventure et Gaspé**

Origine	1871	1901	1931	1961
Français	19,700	39,800	60,600	89,200
Britanniques	10,900	14,300	16,300	13,600
Autres	900	1,100	1,200	2,000

Source: R. Joy, *op. cit.*, p. 101.

Au cours des dernières quatre-vingt-dix années, le pourcentage des Britanniques a baissé sans cesse, tandis que les Canadiens français ont amélioré leur position. Le groupe des autres minorités ethniques s'est accru, mais pas assez pour compenser la baisse des Britanniques.**

La croissance des «autres groupes» démontre que l'immigration, pendant cette période, a influencé la démographie du Québec. L'apport des «autres» est allé en s'accroissant de 1.6% en 1871 à 8.6% en 1961. En se multipliant par 24, les «autres» sont passés de 18,658 personnes à 459,800.***

L'immigration au Québec a connu une augmentation spectaculaire entre 1951 et 1961. C'est l'époque à laquelle un grand nombre d'immigrants sont venus participer au développement de l'économie d'après-guerre. Entre 1961 et 1967, l'immigration s'est poursuivie, mais à un rythme moins accéléré. Depuis, elle a baissé constamment. D'environ 20% de l'immigration totale canadienne qu'elle

* Pour plus de détails, voir l'Appendice II, Tableau A-5.

** R. Maheu, «Les groupes ethniques», doc. 415a, p. 5.

*** Voir l'Appendice II, Graphique A-6.

représentait en 1967 (45,717 arrivées), l'immigration au Québec est descendue à environ 15,8% en juillet 1972. Au cours de la première moitié de 1972, Québec a reçu 8,615 immigrants, alors que la Colombie britannique en recevait 8,555, soit seulement 60 personnes de moins. Pendant ce temps, l'Ontario recevait 28,862 immigrants, soit 53,14% du total.* Ainsi, depuis quelques années, le Québec est-il devenu une province de très faible immigration: en 1969, l'Ontario recevait 11,4 immigrants par 1,000 habitants, le Canada 7,6 et le Québec 4,7 seulement.**

Comme dans chaque pays, il existe, au Québec, un mouvement de migration qui varie considérablement. Parfois, l'émigration dépasse l'immigration; ce fut le cas au Québec entre 1936 et 1945, et cette situation se renouvelle depuis 1967.*** En effet, depuis cinq ans, la migration nette négative s'est maintenue dans une proportion inquiétante.**** À une migration nette négative de 34,449 personnes au Québec en 1970, correspond une migration nette favorable de 108,544 personnes en Ontario; le taux de croissance de la population du Québec est descendu de 2,8% en 1960 à 0,3% en 1970, alors qu'en Ontario il se maintenait à 2,4%. Enfin, le taux de naissance est descendu au Québec de 26,8% en 1960 à 15,5% en 1970, pendant qu'en Ontario ce taux diminuait de 26,1% à 17,6%.*****

Un autre fait inquiétant est le nombre très réduit d'immigrants français au Canada (à peine 3,4% des immigrants en 1969). Même si la majorité des immigrants français se dirigent vers le Québec, leur nombre ne dépassait pas 12,6% de l'immigration au Québec, alors que, dans la même année, l'immigration anglophone en provenance des Antilles,***** de la Grande-Bretagne et des États-Unis fournissait 29,8% de l'immigration du Québec. Depuis, l'immi-

* Voir l'Appendice II, Tableau A-7 et Graphique A-8.

** «Étude du problème de l'immigration au Québec», Phase I: Analyse des problèmes fondamentaux. Le Groupe de Recherche en Information et en Production, GRIP Inc., Montréal, 1971, Tableau I.

*** Voir l'Appendice II, Graphique A-9.

**** Voir l'Appendice II, Graphiques A-9 et A-10.

***** «Pour une politique québécoise d'immigration», document du ministère de l'Immigration, novembre 1971, pp. A-6 et ss.

***** Parmi les immigrants venant des Antilles au Canada, seulement 4,2% étaient Haïtiens, donc francophones. «Étude du problème...», GRIP Inc., *op. cit.*, p. 16.

gration des Français a continué à diminuer, alors que l'immigration des Américains s'est accrue: en 1971, au Québec, la proportion était de 2,737 immigrants américains contre 1,826 en provenance de France.* D'ailleurs, de 1951 à 1961, seulement 22% de l'immigration nette au Québec était francophone.

2. *Évolution de la situation démo-linguistique*

Le premier recensement qui tienne compte du critère de la langue maternelle date de 1921. Malheureusement, ce recensement n'englobait pas toute la population, puisque les moins de 10 ans n'y figuraient pas. Ce n'est donc qu'à partir de 1931 que les données sont complètes.

a) La répartition selon la langue maternelle

Au Québec, l'évolution en pourcentage de 1931 à 1971 a été la suivante:

Tableau 14

Population selon la langue maternelle de 1931 à 1961

Année	Française	Anglaise	Autres
1931	79.75	14.95	5.30
1941	81.56	14.08	4.36
1951	82.53	13.76	3.71
1961	81.18	13.26	5.56
1971	80.70	13.10	6.20*

Source: R. Maheu, «Les groupes linguistiques», doc. 415b, p. 4.

* Recensement du Canada, 1971.

Globalement, le pourcentage de francophones a augmenté de 1931 à 1971, atteignant son sommet en 1951. Par contre, celui des personnes de langue anglaise diminue de façon constante. Les «autres», après avoir baissé jusqu'en 1951, ont fortement augmenté pour atteindre en 1971 le niveau le plus élevé de leur évolution. Ainsi, entre 1961 et 1971, les francophones ont vu leur pourcentage relatif, par rapport à celui de la décennie précédente, baisser au

* *Statistiques Canada*, 1971, p. 5.

Cf. «Pour une politique québécoise d'immigration», *op. cit.*, p. A-16.

Québec de 0.5%, et les anglophones de 1.3%, alors que les «autres» voyaient le leur augmenter de 10.3%.

Dans l'Île de Montréal, l'évolution, au cours de la dernière décennie, a été défavorable aux francophones et aux anglophones, comme l'indique le tableau 15 tiré des deux derniers recensements.

Tableau 15

Évolution de la population selon la langue maternelle, dans l'Île de Montréal, 1961-1971

Année	Française	Anglaise	Autres
1961	62.7	24.0	13.3
1971	61.2	23.7	15.7

Source: Recensement du Canada.

La diminution des francophones et des anglophones s'accompagne d'un gain des «autres», qui passent de 13.3% à 15.1%.

Dans la zone de Montréal, le pourcentage des gains et des pertes se présente comme suit:

Tableau 16

Évolution de la population selon la langue maternelle de la zone métropolitaine de recensement de Montréal, de 1961 à 1971.

Année	Française	Anglaise	Autres
1961	64.8	23.4	11.8*
1971	66.3	21.7	12.0

Source: Recensements du Canada.

* La zone métropolitaine définie par le recensement de 1971 est plus grande que celle prise en considération en 1961. Si l'on tient compte de la superficie de 1971, les pourcentages pour 1961 seraient les suivants: francophones 65.8, anglophones 22.9 et «autres» 11.3.

Les francophones enregistrent un gain, dû à une émigration de Montréal vers la banlieue; les «autres» augmentent, mais moins que dans l'île, tandis que les anglophones diminuent toujours.

Il apparaît donc que les personnes de langue anglaise sont en recul partout au Québec, et que, inversement, les personnes de langues «autres» sont en augmentation dans la zone métropolitaine.

b) La répartition selon la connaissance du français

En 1961, 87.9% des hommes appartenant à la population québécoise pouvaient parler le français. A la même date, la proportion des femmes était de 86.8%*

c) La répartition selon les langues officielles du Canada

Les résultats du recensement de 1971 n'étant pas encore disponibles, nous indiquons, ci-dessous, la situation en pourcentage de 1931 à 1961:

Tableau 17

Répartition procentuelle selon les langues officielles, 1931-1961

Année	Français	Anglais	Anglais et français	Ni anglais ni français
1931	56.2	13.8	29.3	0.7
1941	60.5	12.3	26.8	0.4
1951	62.5	11.4	25.6	0.5
1961	61.9	11.6	25.4	1.1

Source: R. Maheu, «Les groupes linguistiques», doc. 415b, p. 6.

Le pourcentage d'anglophones unilingues diminue. Par contre, le nombre des francophones unilingues augmente, passant de 56.2% à 61.9% entre 1931 et 1961, ce qui représente un écart de 5.7%. Comme les francophones de langue maternelle n'ont augmenté que de 1.43% pour la même période, il en résulte une augmentation d'unilingues francophones. Ainsi, ce sont les Canadiens français qui sont responsables de la diminution du bilinguisme au Québec.** Ceux qui ne parlent ni français ni anglais représentent un pourcen-

* R. Maheu, «La connaissance des langues officielles, par sexe et groupes d'âges», doc. 420, pp. 3 et 4.

** Charbonneau et Maheu, *op. cit.*, p. 21.

tage négligeable, difficile à évaluer, car l'apprentissage d'une des deux langues officielles est fonction du temps passé au Canada.

d) Le bilinguisme

Entre 1931 et 1961, le bilinguisme a diminué. Si l'on répartit les bilingues selon leur origine ethnique, on obtient le tableau suivant:

Tableau 18

Pourcentage standardisé de bilingues selon l'origine ethnique, Québec, 1931-1961

	1931	1941	1951	1961	Rang en 1961
Allemand	26.0	25.3	22.7	22.0	9
Britannique	23.3	25.5	25.5	27.0	10
Français	30.6	25.3	24.5	24.8	12
Italien	50.3	57.4	48.2	31.8	4
Juif	27.8	24.9	29.2	32.6	2
Néerlandais	20.6	23.4	22.7	27.2	8
Polonais	17.0	26.2	24.5	28.5	6
Russe	23.1	28.7	28.9	32.5	3
Scandinave	18.4	21.7	22.6	27.9	7
Ukrainien	15.0	22.6	23.2	30.5	5
Autres Européens	17.7	25.6	28.6	24.2	11
Asiatique	30.6	37.7	38.2	33.1	1
Indien et Esquimau	13.4	10.8	9.6	8.4	13
Autres et non déclaré	18.9	24.0	27.5	25.4	
Total	29.1	25.6	25.0	25.4	

Source: Charbonneau et Maheu, *op. cit.*, p. 20.

On constate qu'au Québec le groupe français se place au dixième rang parmi les bilingues. Seuls les «autres» Européens, les «Allemands», les Indiens et les Esquimaux sont unilingues dans une plus grande proportion. Les anglophones se trouvent au neuvième rang. On constate également que le bilinguisme du groupe français a baissé de 1931 à 1951 (30.6% à 24.5%) et qu'il tend à remonter en 1961 (24.8%). Celui des Britanniques augmente de 23.3% à 27%, malgré une pause de 1941 à 1951.

D'après M. Richard J. Joy, le bilinguisme chez les hommes des groupes français et anglais vivant en milieu urbain se répartit comme suit:

Tableau 19

Pourcentage d'hommes adultes, résidant dans les régions urbaines du Québec et parlant seulement anglais, français et anglais, ou seulement français, lors des quatre derniers recensements.

Année	Anglais	Français et anglais	Français
1931	19.7 %	58.5 %	21.1 %
1941	17.1	57.2	25.6
1951	14.0	56.3	29.3
1961	13.0	52.9	33.2

Source: R. Joy, *op. cit.*, p. 13.

On constate une baisse de l'unilinguisme anglais, alors que l'unilinguisme français augmente, provoquant une diminution du bilinguisme.

De toute manière, on note une baisse du bilinguisme de la part du groupe francophone, plus marquée et plus continue en milieu urbain que pour la Province en général.

Le pourcentage des bilingues par origine ethnique dans la zone métropolitaine de Montréal pour 1961 apparaît au tableau 20.

Dans la zone de Montréal, les plus bilingues sont les Canadiens français (41%), leur proportion est au-dessus de la moyenne générale (36.8%). Toutefois, le bilinguisme est relativement élevé pour les «autres» et assez élevé pour les Russes (37.9%) et pour les Juifs (35.8%), malgré le fait que ces deux groupes ethniques ont dû faire leurs études en anglais. L'indice de bilinguisme des Britanniques est faible (26.9%).

Il y a donc une nette scission dans la proportion de francophones bilingues à Montréal et dans le reste de la province.

Tableau 20

Pourcentage des bilingues par origine ethnique dans la zone métropolitaine de Montréal, 1961

	Taux de bilinguisme	Rang
	%	
Britannique	26.9	10
Français	41.0	1
Allemand	24.3	12
Italien	34.5	4
Juif	35.8	3
Néerlandais	26.7	8
Polonais	31.8	7
Russe	37.9	2
Scandinave	28.3	9
Ukrainien	33.5	6
Autres Européens	27.5	11
Asiatique	33.9	5
Autres et non déclaré	23.9	
Total	36.8	

Source: R. Maheu, «Les groupes ethniques et linguistiques. Aspects régionaux», doc. 416, p. 36.

e) Les transferts linguistiques

Entre 1931 et 1961, les transferts linguistiques des minorités ethniques au Québec cessent d'être favorables au français. Ils baissent de 52% à 29.5% en 1951, pour remonter en 1961 à 30.4%. La répartition en pourcentage s'établit ainsi:

Tableau 21

Répartition procentuale des transferts linguistiques subis par les autres groupes ethniques, 1931-1961

Année	Vers l'anglais	Vers le français	Total
1931	48.0	52.0	100%
1941	64.1	35.9	100%
1951	70.5	29.5	100%
1961	69.6	30.4	100%

Source: R. Maheu, «Groupes ethniques et linguistiques», doc. 415(c), p. 29.

En 1931, les transferts linguistiques entre anglophones étaient favorables au groupe français: pour une personne d'origine française mais de langue anglaise, il y avait deux Britanniques de langue maternelle française; en 1961, il n'y en avait plus que 0.8.*

L'exogamie continue à s'exercer en faveur du groupe francophone. On comptait, en 1961, 76,000 personnes d'origine ethnique française, dont la langue est autre que le français (68,000 personnes de langue maternelle anglaise et 8,000 personnes de langue maternelle autre que le français et l'anglais). Ceci est largement compensé par les 105,000 personnes d'origine ethnique non française, mais de langue maternelle française.**

Le mariage est une institution par laquelle se produisent des modifications dans le système de valeurs des conjoints. Il s'ensuit que lorsque les conjoints appartiennent à des ethnies différentes il peut y avoir modification dans l'orientation culturelle de la société.

Les Italiens

Une étude sur les Italiens réalisée par le professeur Jeremy Boissevain, donne les résultats suivants:

Tableau 22

Mariages contractés par les Italiens nés au Canada, 1951 à 1962

Groupe ethnique du conjoint	1951	1962
Italien	41%	24%
Français	40%	52%
Britannique	14%	18%
Autre	5%	6%
Total %	100	100
Nombre réel	510	307

Source: Jeremy Boissevain, «Les Italiens de Montréal», p. 42.

La baisse du taux d'endogamie est forte pour les personnes de la seconde génération, et pendant la même période, on constate une hausse relative de 12% du nombre des mariages contractés avec des Canadiens d'expression française. Les mariages avec des

* Charbonneau et Maheu, *op. cit.*, p. 25.

** R. Maheu, «Groupes ethniques et linguistiques», doc 415(c), p. 3.

Canadiens anglophones n'ont connu, pour leur part, qu'une hausse de 4%, tandis que 1% de plus d'Italiens nés au Canada ont épousé un conjoint d'un autre groupe ethnique. Fait plus significatif, en 1951, 59% des Italiens nés au Canada ont épousé des personnes qui ne venaient pas de leur groupe ethnique, alors qu'en 1962, 76% des mariages se sont faits avec un conjoint issu d'un autre groupe que l'italien. Une forte proportion (68%) de ces mariages se sont faits avec un conjoint d'expression française.

Les Hongrois

Le Grand Comité des Églises et des associations hongroises de Montréal a établi des statistiques sur l'origine ethnique des couples mariés pendant la période de 1960 à 1970, à la paroisse catholique romaine Notre-Dame-des-Hongrois. Nous en publions un résumé.

Tableau 23

Origine ethnique des couples

Origine ethnique des couples	Total 1960-1969	%
Hongrois-hongrois	240	56%
Hongrois-français	109	26%
Hongrois-anglais	36	8%
Hongrois-autres	44	10%
Total	430	100%

Source: Le Grand Comité des églises et des associations hongroises de Montréal.

Les unions exogames représentent 44% de l'ensemble des mariages célébrés dans cette période de dix ans. Encore une fois, plus de la moitié de ces mariages (26% sur 44%) sont des unions avec un conjoint appartenant au groupe francophone.

Les Levantins

De 1964 à 1972, la paroisse Saint-Sauveur a célébré 590 mariages qui se répartissent ainsi: 300 mariages mixtes orientaux - canadiens-français; 31 mariages mixtes orientaux - canadiens-anglais; 65 mariages mixtes orientaux - autres groupes; 194 mariages endogamiques.

Ces quelques chiffres permettent de remarquer une tendance positive en ce qui concerne l'intégration à la communauté française des immigrants du Québec, même si l'on admet que personne ne peut indiquer avec précision combien se sont intégrés à la société anglophone ou à la société francophone.*

Il semble toutefois évident que les immigrants ou les Canadiens d'autres origines ethniques qui ont épousé une personne de langue française s'intégreront plus facilement à la communauté française.

3. Le comportement des différents groupes ethniques

Les minorités québécoises d'origine italienne et juive représentent les groupes les plus importants des «autres». Étant donné leur nombre, leur comportement en matière de transfert linguistique peut avoir des effets favorables ou défavorables sur la situation du français.

a) Le groupe italien

L'immigration italienne a été très forte entre 1951 et 1961. Cela explique la baisse du pourcentage de ceux qui parlent le français et l'anglais.

Le tableau suivant montre le taux de persistance de la langue maternelle dans le groupe d'origine italienne.

Tableau 24

Population d'origine ethnique italienne, de langue maternelle italienne et taux de persistance, 1931-1961

Année	Origine ethnique	Langue maternelle	Taux de persistance
1931	24,845	21,972	0.884
1941	28,051	21,580	0.769
1951	34,165	24,619	0.720
1961	108,552	89,806	0.827
1971		135,445*	

* Recensement du Canada, 1971.

Sources: R. Maheu. «Groupes ethniques et linguistiques», doc. 415(c), p. 11, et Recensement du Canada, 1971.

* *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Livre IV, p. 8.

En raison de leur immigration récente et de leur concentration dans quelques secteurs à Montréal, comme à Saint-Léonard et à Montréal-Nord, les Italiens utilisent leur langue maternelle dans une large mesure. En 1961, il y avait environ 85,000 personnes qui utilisaient habituellement l'italien à la maison,* et parfois au travail.

Tableau 25

Langue maternelle des personnes d'origine ethnique italienne, 1931-1961 (répartition procentuelle)

Année	Anglais	Français	Autre
1931	2.9	9.8	87.3
1941	6.0	17.6	76.4
1951	9.2	21.3	69.5
1961	5.9	13.6	80.5

Source: R. Maheu, «Groupes ethniques et linguistiques» doc. 415(c), p. 13.

On remarque, toutefois, que la tendance à choisir le français est toujours forte par rapport à l'anglais. Si l'on tient compte de ceux qui ont pour langue maternelle le français et l'anglais, le pourcentage de ceux de langue maternelle française évolue comme suit:

77.0%	en	1931
74.8%	en	1941
69.8%	en	1951
69.8%	en	1961**

Il y a donc une préférence très nette pour le français, qui a quelque peu baissé jusqu'en 1951 pour se stabiliser ensuite.

Une étude de la population ethnique italienne, selon la connaissance des langues officielles canadiennes, révèle la situation suivante:

* R. Maheu, «Groupes ethniques et linguistiques», doc. 415(c), p. 16.

** *Idem*, p. 13.

Tableau 26

Population d'origine ethnique italienne, selon les langues officielles du Canada.

(répartition procentuelle)

	1941	1951	1961
	%	%	%
Anglais seulement	11.3	11.4	13.9
Français seulement	22.2	20.1	27.4
Anglais et français	63.7	58.0	34.7
Ni anglais ni français	2.8	10.5	24.0

Source: R. Maheu, «Groupes ethniques et linguistiques», doc. 415(c), p. 14.

Si l'on ne tient compte que des unilingues français et anglais, la situation des unilingues français a évolué ainsi:

66.3%	en	1941
63.8%	en	1951
66.3%	en	1961*

On constate, par conséquent, que de 1941 à 1961 l'attrait du français pour les Italiens n'a pas changé et qu'il demeure à un niveau élevé.

On a prétendu souvent que le choix grandissant des écoles de langue anglaise par les parents italiens pour leurs enfants reflétait une orientation linguistique du groupe. Les chiffres et les conclusions auxquelles arrive M. Maheu sont contraires.

*Il semble donc que le choix de l'école n'ait pas d'influence sur les transferts linguistiques, tels que nous les mesurons ici, ou que l'influence ne soit sensible qu'à très long terme.***

L'inclination des Italiens pour le français reste donc très grande, malgré le fait que l'usage de leur langue maternelle soit très répandu, dû à l'apport important d'une nouvelle immigration.

b) Le groupe juif

À cause de leur assimilation scolaire aux protestants par la communauté majoritaire et pour des raisons économiques, les Juifs ont

* R. Maheu, «Groupes ethniques et linguistiques», doc. 415(c), p. 14.

** *Idem*, pp. 13-14.

peu d'attrance vers le français. Toutefois, cette attrance est en nette augmentation depuis 1951. Ils retiennent en grand nombre leur langue maternelle, quoique le pourcentage ait diminué entre 1931 et 1961.

La population d'origine ethnique juive, selon la langue maternelle, se répartit comme suit, de 1931 à 1961:

Tableau 27

Population d'origine ethnique juive selon la langue maternelle

Année	Anglais	Français	Autre
	%	%	%
1931	0.4	0.1	99.5
1941	16.5	0.5	83.0
1951	39.2	0.8	60.0
1961	54.8	2.4	42.8

Source: R. Maheu, «Groupes ethniques et linguistiques», doc. 415(c), p. 18.

Le groupe juif est difficile à analyser, car il peut être étudié en fonction de son origine ethnique, de sa religion ou de sa langue. Si l'on se base sur le critère de la langue (Yiddish), le nombre des Juifs va en diminuant:

en 1931	59,468
en 1941	52,717
en 1951	44,262
en 1961	35,845

Il semble que cette diminution soit due au fait qu'un nombre croissant d'entre eux, lors du recensement, ne se déclarent pas de langue yiddish.*

D'après les statistiques concernant l'usage des langues officielles, réunies en fonction de l'origine ethnique juive, on obtient les résultats suivants:

* R. Maheu, «Groupes ethniques et linguistiques», doc. 415 (c), p. 17.

Tableau 28

Population d'origine ethnique juive selon l'utilisation des langues officielles.

	1941	1951	1961
	%	%	%
Anglais seulement	68.4	60.9	60.9
Français seulement	0.3	0.8	0.9
Anglais et français	29.7	33.6	36.2
Ni anglais ni français	1.6	4.7	2.0

On voit que l'anglais diminue et que le bilinguisme devient de plus en plus important. Comme on l'a déjà précisé, les Juifs sont parmi les plus bilingues des «autres», malgré les obstacles scolaires qu'ils ont rencontrés.

c) Les autres groupes ethniques

Le comportement des autres groupes ethniques montre que les Allemands ne s'intègrent pas complètement aux anglophones, et que 37% environ se tournent du côté francophone.* Les Polonais, eux, s'intègrent de moins en moins aux francophones. En 1911, 39.1% penchaient du côté des francophones, tandis qu'en 1961, ils n'étaient plus que 20.5%, et ils semblent se stabiliser à ce niveau.**

En général, les Hollandais, les Russes, les Scandinaves et les Ukrainiens s'intègrent surtout aux anglophones. Les Belges, les Syriens et les Libanais auraient, par contre, tendance à s'intégrer du côté francophone.*** On constate donc qu'au cours de la décennie 1951-1961 la situation linguistique des groupes ethniques a beaucoup changé, l'immigration massive ayant eu comme résultat l'augmentation de l'utilisation des langues maternelles.

* Maheu, «Groupes ethniques et linguistiques», doc. 415(c), p. 20.

** *Idem*, p. 22.

*** *Idem*, p. 23.

d) Transferts linguistiques et taux de persistance

Lorsqu'on parle de transfert linguistique en faveur d'une langue, on a tendance à ignorer que ce transfert ne représente qu'un pourcentage, souvent réduit, des effectifs totaux du groupe chez qui il opère. C'est un processus de longue durée et le taux de persistance de la langue maternelle se maintient, d'une manière parfois très importante, durant plusieurs générations. C'est pourquoi il semble utile de donner un aperçu global des transferts linguistiques, y compris ceux qu'ont subis les groupes ethniques français et britannique.

Le tableau 29 indique aussi bien les transferts linguistiques entre les Français, les Britanniques et les «autres» que le taux de persistance en faveur de la langue maternelle des trois groupes, entre 1931 et 1961.

Tableau 29**Langue maternelle par groupe ethnique, 1931-1961**

	Groupe ethnique	Anglais	Français	Autres	Total
1931	Britannique	406,833	24,465	1,428	432,726
	Français	12,653	2,256,741	665	2,270,059
	Autres	10,127	10,987	150,356	171,470
	Total	429,613	2,292,193	152,449	2,874,255
1941	Britannique	416,224	33,351	3,312	452,887
	Français	25,723	2,668,816	493	2,695,032
	Autres	27,049	10,120	146,794	183,963
	Total	468,996	2,712,287	150,599	3,331,882
1951	Britannique	449,250	41,291	1,277	491,818
	Français	45,710	3,279,308	2,110	3,327,128
	Autres	63,296	26,431	147,008	236,735
	Total	558,256	3,347,030	150,395	4,055,681
1961	Britannique	511,293	53,383	2,381	567,057
	Français	68,339	4,164,880	8,135	4,241,354
	Autres	117,770	51,426	281,604	450,800
	Total	697,402	4,269,689	292,120	5,259,211

Sources: Recensement du Canada, et Charbonneau et Maheu, *op. cit.*, p. 23.

Ce tableau, qui fournit l'essentiel des transferts linguistiques, prouve que chacun des groupes (français et britannique) a gagné et perdu. Il est clair que les «autres» ont toujours perdu, et ceci plutôt au profit de l'anglais que du français.

Le chiffre concernant les transferts linguistiques des «autres» en 1961 montre que 117,760 (69.6%) des transferts se sont effectués vers le français. Toutefois, le total des transferts n'est que de 169,196 sur le nombre total d'«autres» de 450,800; donc, 281,604 membres des groupes des «autres» ont conservé leur langue maternelle et n'avaient effectué en 1961 aucun choix linguistique en faveur de l'une ou l'autre des langues officielles.

Conclusion

Les Canadiens français ont, en général, amélioré leur situation au Québec, surtout à cause de leur surfécondité. Cet atout ayant disparu en partie, le nombre des Canadiens français peut en être affecté.

L'augmentation de l'unilinguisme des francophones, aussi bien dans l'ensemble de la Province qu'en milieu urbain, est aussi un autre fait important.

La diminution des «Britanniques» dans toute la province, y compris Montréal, et leur bilinguisme lent mais ascendant favorisent le français.

Quant à la population québécoise, elle a augmenté de 26.7% de 1951 à 1961, puis de 18.2% de 1961 à 1971, ce qui représente une moyenne satisfaisante. Par contre, le pourcentage de la population québécoise a baissé par rapport à celui de l'ensemble du Canada: de 28.1% à 26.9% entre 1961 à 1971.*

Les hypothèses d'évolution qui vont suivre reposent sur ces données. Elles souffrent, par conséquent, de l'imprécision commune à toute prévision d'ordre démographique et linguistique, mais surtout du défaut d'informations sur chacun des paramètres considérés, les données du recensement de 1971 n'ayant été que partiellement publiées.

* Henripin et Péron, «Évolution démographique récente du Québec», *Annuaire du Québec* 1972, p. 202:

1951: population — 4,020,000

1961: population — 5,093,000

1971: population — 6,021,000.

B. Perspectives démo-linguistiques

Le comportement démo-linguistique de la population du Québec depuis 1867 a été fonction de l'évolution de la natalité, de la fécondité et de la mortalité des Québécois, mais aussi de l'évolution économique du pays, de la Province, des États-Unis, des bouleversements européens de la première guerre mondiale, de la révolution russe, de la deuxième guerre mondiale. Tous ces événements ont eu une influence plus ou moins directe sur la composition ethnique du Québec de façon positive par l'introduction d'une population nouvelle, ou de façon négative, en maintenant et en arrêtant toute migration. On est à même de constater alors que toute prévision est très aléatoire, car elle ne peut tenir compte des accidents politico-économiques québécois ou mondiaux. Le passé enseigne qu'il n'y a rien de linéaire dans l'évolution de la démographie.

Dans une étude concernant les perspectives de la population québécoise, M. R. Maheu* utilise quatre paramètres (ou variables) pour établir son hypothèse: la mortalité, la fécondité, la migration et les transferts linguistiques.

La mortalité

Dans un article paru dans l'*Annuaire du Québec* 1972,** MM. Jacques Henripin et Yves Péron concluent que la mortalité au cours du XX^e siècle a subi un déclin continu jusqu'en 1951, grâce aux progrès de l'hygiène. Cependant, depuis cette date, la baisse semble être arrivée à un niveau où les accidents, les maladies de l'appareil respiratoire et les tumeurs ne font que s'aggraver, et cette «augmentation compense de plus en plus les diminutions d'autres types de mortalité, comme l'indique le ralentissement de l'accroissement de l'espérance de vie depuis 1951».***

Il semble donc que le niveau de mortalité soit arrivé à une sorte de palier, et qu'on ne peut plus s'attendre à des fluctuations importantes. Ce ne serait donc plus une variable, mais une constante, sauf le cas de quelques cataclysmes, tremblements de terre,

* R. Maheu, «Perspectives de population par groupe linguistique de 1961 à 1991», 5 août 1971, doc. 425, pp. 1-2.

** J. Henripin et Y. Péron, «Évolution démographique récente...» *Annuaire du Québec* 1972, pp. 202 à 219.

*** *Idem*, p. 207.

inondations, ou bien encore des événements politiques sanglants, guerres, etc.

Le fait que le taux de mortalité se soit presque stabilisé est important, car cela diminue d'autant le risque d'erreur dans les perspectives d'avenir. En plus, comme le disent MM. H. Charbonneau et R. Maheu, dans leur rapport de synthèse, la mortalité «n'est pas un facteur important de différenciation dans la croissance des effectifs ethniques et linguistiques».* Ainsi, ce facteur peut être écarté, sans gêner les projections et les évaluations de la situation dans l'avenir.

La fécondité

On sait que depuis quelques années, le taux de la natalité du Québec a baissé considérablement, au point qu'en 1970 il est nettement au-dessous du taux moyen de natalité canadien (15.3% pour le Québec contre 17.4% pour le Canada). Dans ces conditions, que prévoir? Les «spécialistes sont en désaccord sur l'interprétation de la baisse de la natalité de ces dernières années; dans ce domaine les tendances passées ne sont donc pas évidentes».** Cette baisse des naissances québécoises, qui est la plus forte de tout le Canada, trouve une contrepartie positive dans une augmentation récente des ménages (plus 20.5%), qui constitue depuis trois ans la plus forte hausse dans l'ensemble du pays.*** Il s'ensuit qu'il devient difficile de savoir si le taux de fécondité va continuer à baisser ou, au contraire, si celui-ci va remonter. M. Maheu tient compte de cet élément dans ses hypothèses, sous deux formes: «fécondité forte», «fécondité faible».

La migration nette

Il apparaît que, d'une part, la migration est fonction des événements politico-économiques du monde international et, d'autre part, de la vie politico-économique du Québec. En conséquence, il devient très difficile, étant donné l'amplitude des deux phénomènes, de faire une projection précise.****

* Charbonneau et Maheu, *op. cit.*, p. 39.

** Maheu, «Perspectives ...», *op. cit.*, p. 2.

*** *La Presse*, Montréal, 14 novembre 1972.

**** Maheu, «Perspectives ...», *op. cit.*, p. 2.

Tableau 30

Bilan approximatif de la migration nette au Québec, 1921-1971

Période	Migration nette
1921-1926	7,528
1926-1931	7,529
1931-1936	160
1936-1941	160
1941-1946	– 1,616
1946-1951	– 1,617
1951-1956	95,000
1956-1961	110,000
1961-1966	65,000
1966-1971	– 42,000
Total net	240,144
Moyenne nette	environ 24,000 (sur 5 ans)

Sources: (1) Étude démographique, vol. I, de 1921 à 1951. Div. de la démographie – Service de la recherche et de statistiques, Ville Laval, p. 110.
 (2) Hubert Charbonneau et Robert Maheu, *op. cit.*, p. 48.

Les transferts linguistiques

Nous avons vu comment les transferts linguistiques s'effectuent vers le français et l'anglais, avec une prépondérance vers le français jusqu'au début des années 30, pour devenir plus favorables progressivement à l'anglais, au point qu'en 1961 les transferts linguistiques se font jusqu'à 69.6% en faveur de l'anglais, et jusqu'à 30.4% en faveur du français.* Comment va évoluer la situation? M. R. Maheu, dans son étude pour la Commission, prévoit que les «transferts linguistiques futurs se feront sur un modèle différent, mais imprévisible».**

Toutefois, les perspectives d'évolution de la population québécoise peuvent se faire en fonction des éléments «fécondité» et «migration nette». L'élément «mortalité» est écarté, tandis que l'élément «transferts linguistiques» est introduit pour savoir quelles sont les perspectives linguistiques du Québec, selon une forme de raisonne-

* Charbonneau et Maheu, *op. cit.*, p. 23.

** R. Maheu, «Perspectives ...», *op. cit.*, doc. 425, p. 2.

ment qui «montre ce qui pourrait arriver si rien n'était fait pour corriger la situation».*

1. Les perspectives d'évolution de la population du Québec

En ce qui concerne la population dans son ensemble, les deux facteurs utilisés en fonction du critère «faible et fort» donnent quatre séries de résultats.

On obtient ainsi les résultats suivants:

a) L'évolution de la population totale du Québec

Tableau 31

Projection de la population du Québec, selon quatre hypothèses (en milliers)

Année	Migration forte Fécondité faible	Migration forte Fécondité forte	Migration faible Fécondité faible	Migration faible Fécondité forte
1971	6,048	6,048	6,048	6,048
1976	6,368	6,429	6,236	6,296
1981	6,730	6,864	6,452	6,582
1986	7,115	7,328	6,681	6,885
1991	7,480	7,776	6,880	7,159

Source: R. Maheu, «Perspectives de population par groupe linguistique de 1961 à 1991», doc. 425, p. 3.

Les perspectives varient d'après les démographes. En voici quelques exemples:

* R. Maheu, «Perspectives ...», *op. cit.*, doc. 425, p. 2.

Tableau 32

Population du Québec prévue par divers auteurs, jusqu'en l'an 2001, et année de parution des prévisions (en milliers)

Année	Commission Gendron 1971	Henripin Legaré 1969	Maheu 1968	B.S.Q.* 1968	Ville de Laval 1967	Henripin Martin 1964
1971	6,048	6,276	6,205	6,329	6,000	6,627
1976	6,332	6,822	—	6,926	6,307	7,427
1981	6,657	7,434	7,496	7,593	6,573	8,288
1986	7,002	8,086	—	8,288	6,874	
1991	7,324		8,970	8,971		
1996				9,641		
2001				10,333		

Source: R. Maheu, «Perspectives de population par groupe linguistique de 1961 à 1991», doc. 425, p. 4.

* B.S.Q. = Bureau de la Statistique du Québec.

b) L'évolution de la population totale de Montréal

Tableau 33

Population prévue pour l'Île de Montréal, selon quatre hypothèses (en milliers)

Année	Migration forte Fécondité faible	Migration forte Fécondité forte	Migration faible Fécondité faible	Migration faible Fécondité forte
1971	2020	2020	2020	2020
1976	2133	2153	2055	2075
1981	2245	2289	2088	2129
1986	2358	2427	2120	2183
1991	2464	2559	2145	2230

Source: R. Maheu, «Perspectives de population par groupe linguistique de 1961 à 1991», doc. 425, p. 7.

Tableau 34

Population prévue pour la région de Montréal, selon quatre hypothèses (en milliers)

Année	Migration forte Fécondité faible	Migration forte Fécondité forte	Migration faible Fécondité faible	Migration faible Fécondité forte
1971	3009	3009	3009	3009
1976	3235	3267	3130	3161
1981	3480	3547	3259	3323
1986	3738	3847	3394	3494
1991	3996	4148	3520	3657

Source: R. Maheu, «Perspectives de population par groupe linguistique de 1961 à 1991», doc. 425, p. 7.

2. L'évolution de la composition linguistique de 1961 à 1991

À la demande de la Commission, M. Robert Maheu avait effectué, au début de l'année 1971, une recherche intitulée: «Perspectives de population par groupe linguistique de 1961 à 1991.»*

Selon l'auteur, la composition linguistique de la population «varierait très peu en fonction de la fécondité» (forte ou faible), ce qui revient à dire que la composition linguistique dépend surtout de la migration nette (négative ou positive) qu'il identifie comme un «facteur déterminant».

Aussi, propose-t-il deux perspectives d'évolution possible pour le Québec, en fonction, principalement, des éléments «migration forte» et «migration faible». En ce qui concerne la «fécondité», il opte pour l'hypothèse «forte», tout en ajoutant que «l'écart entre les hypothèses forte et faible est assez restreint».**

Voici les deux perspectives d'évolution de la composition linguistique de la population du Québec, que M. Robert Maheu nous a présentées:

* Doc. 425.

** Maheu, *op. cit.*, doc. 425, p. 13.

Tableau 35**Hypothèse de migration forte, de 1961 à 1991**

Langue maternelle:		Française %	Anglaise %	Autres %
Québec	1961	81.2	13.3	5.5
	1966	80.9	13.2	5.9
	1971	81.4	12.9	5.7
	1976	81.1	12.9	6.0
	1981	80.7	12.9	6.4
	1986	80.3	13.0	6.7
	1991	79.9	13.2	6.9
Région de Montréal	1961	68.1	21.6	10.3
	1966	68.4	21.1	10.5
	1971	69.3	20.7	10.0
	1976	68.8	20.6	10.6
	1981	68.4	20.6	11.0
	1986	68.1	20.6	11.3
	1991	67.7	20.7	11.6
Île de Montréal	1961	62.7	24.0	13.3
	1966	62.7	23.3	14.0
	1971	63.6	23.0	13.4
	1976	63.1	22.6	14.3
	1981	62.4	22.5	15.1
	1986	61.8	22.4	15.8
	1991	61.2	22.4	16.4

Source: R. Maheu, «Perspectives de population par groupe linguistique de 1961 à 1991», doc. 425, pp. 13 et 14.

Tableau 36**Hypothèse de migration faible, de 1961 à 1991**

Langue maternelle:		Française %	Anglaise %	Autres %
Québec	1961	81.2	13.3	5.5
	1966	80.9	13.2	5.9
	1971	81.4	12.9	5.7*
	1976	82.2	12.4	5.4
	1981	83.0	12.0	5.0
	1986	83.8	11.6	4.6
	1991	84.5	11.2	4.3
Région de Montréal	1961	68.1	21.6	10.3
	1966	68.4	21.1	10.5
	1971	69.3	20.7	10.0
	1976	70.8	19.8	9.4
	1981	72.3	19.0	8.7
	1986	73.7	18.3	8.0
	1991	75.1	17.6	7.3
Île de Montréal	1961	62.7	24.0	13.3
	1966	62.7	23.3	14.0
	1971	63.6	23.0	13.4
	1976	65.2	22.0	12.8
	1981	66.8	21.1	12.1
	1986	68.5	20.2	11.3
	1991	70.2	19.2	10.6

Source: R. Maheu. «Perspectives de population par groupe linguistique de 1961 à 1991», doc. 425, pp. 16 et 17.

* Si l'on compare les chiffres prévus par MM. Charbonneau et Maheu pour l'année 1971 (*op. cit.*, p. 59) avec ceux du recensement 1971, portant sur la répartition de la population selon la langue maternelle, on s'aperçoit que le nombre des «autres» continue d'augmenter de 1961 à 1971, contrairement aux prévisions, tandis que les francophones, de 81.2% baissent à 80.7% au lieu de monter à 81.4%. Les Britanniques passent de 13.3% en 1961 à 13.1% en 1971, au lieu de 12.9%. Ce décalage, au départ, a affecté les trois groupes, simplement parce que les «autres» sont passés de 5.6% à 6.2% au lieu de 5.7% tel que prévu.

Au dire de l'auteur, «À la question posée sur l'avenir des franco-phones au Québec et à Montréal, nous avons apporté une double réponse. Or, ces deux réponses sont de sens contraire. Nous sommes parfaitement conscients de l'embarras...»*

La Commission, dans un souci de précision, a demandé à MM. H. Charbonneau et R. Maheu d'approfondir le problème.**

Plusieurs possibilités ont été envisagées en fonction de diverses hypothèses de migration. La première hypothèse (A), «migration faible», était basée sur une migration nette négative quinquennale pour le Québec de 50.000 personnes, à partir de 1971; pour la deuxième (B), l'immigration compense l'émigration; la troisième (C) montre une immigration plus forte que l'émigration, avec un solde positif de 12.500 personnes; la quatrième (D) prévoyait un surplus de 50.000 personnes, tandis que la dernière hypothèse (E) supposait une migration positive quinquennale très forte de 75.000 personnes.***

Des résultats ainsi obtenus, trois possibilités ont été retenues: A, C et E.

Les prévisions de M. Maheu pour 1971 diffèrent un peu des données du recensement canadien pour la même année. Cela est dû, probablement, à la sous-estimation de la migration nette défavorable; M. Maheu l'admet lui-même, en parlant des prévisions du service démographique de la Ville de Laval: «puisque ses auteurs avaient prévu la détérioration de la migration nette».**** La validité de ces dernières prévisions est probablement due à la considération apportée au facteur économique.

* Maheu, «Perspectives...», *op. cit.*, p. 19.

** Charbonneau et Maheu, *op. cit.*, p. 54.

*** *Idem.*, p. 55(a).

**** Maheu, «Perspectives...», *op. cit.*, doc. 425, p. 5.

Tableau 37

Composition linguistique prévue pour 1991

		Hypothèses		
		A %	C %	E %
A) Québec:	langue maternelle française	84.5	82.1	79.1
	langue maternelle anglaise	11.2	12.2	13.8
	autres langues maternelles	4.3	5.7	6.9
	Total	100.0	100.0	100.0
B) Région de Montréal:	langue maternelle française	75.1	71.2	67.7
	langue maternelle anglaise	17.6	19.2	20.7
	autres langues maternelles	7.3	9.6	11.6
	Total	100.0	100.0	100.0
C) Ile de Montréal:	langue maternelle française	70.2	65.5	61.2
	langue maternelle anglaise	19.2	20.8	22.4
	autres langues maternelles	10.6	13.7	16.4
	Total	100.0	100.0	100.0
	Migration quinquennale	(- 50,000)	(+ 12,500)	(+ 75,000)

Source: H. Charbonneau et R. Maheu, *op. cit.*, p. 61.

Ce décalage a affecté les trois groupes. Il s'agit de savoir lesquels quittent le plus la Province. Les données ont été recueillies à partir des familles bénéficiant des allocations familiales. MM. Charbonneau et Maheu ont analysé deux périodes respectivement de 8 mois et de 9 mois, en 1970 et 1971, pour obtenir les résultats suivants:

Tableau 38

Les groupes français et anglais et la migration nette

Période		Langues des bénéficiaires	
		Français	Anglais
Du 1 ^{er} mars au 1 ^{er} novembre 1970:	entrées au Québec	5.109	7.744
	sorties du Québec	8.780	15.809
	solde	- 3.671	- 8.065
Du 1 ^{er} janvier au 1 ^{er} octobre 1971:	entrées au Québec	9.136	15.363
	sorties du Québec	10.690	18.874
	solde	- 1.554	- 3.511

Source: Charbonneau et Maheu. «Démographie». Rapport de synthèse.

Voici la conclusion à laquelle ils arrivent:

*Ainsi la migration nette négative affecte aussi bien les familles francophones que les familles anglophones. La part du groupe français ne représente toutefois que 31% de la migration nette totale; ce qui confirme les tendances traditionnelles et les résultats exposés ci-dessus pour la période 1956-1961. Les francophones québécois se déplacent moins facilement à l'intérieur du Canada que leurs concitoyens anglophones.**

De toute manière, il est utile de considérer les éléments «fécondité», «migration» et «transferts linguistiques» avant de faire une appréciation globale de la portée des perspectives offertes par MM. Charbonneau et Maheu, le tout pour assurer un choix aussi judicieux que possible entre les trois hypothèses qui sont envisagées.

* Charbonneau et Maheu, *op. cit.*, pp. 49-50. Ces données ignoraient, forcément, la migration des célibataires.

a) La fécondité

La tendance de la natalité au Québec étant à la baisse, «aux modifications dans le comportement des couples, se sont ajoutés des changements dans le calendrier de la fécondité de sorte que la diminution des naissances en a paru plus évidente».*

Le taux d'accroissement naturel, par groupe ethnique, pour la période 1965-1967, est de:

— Britanniques	7.0	pour mille
— Français	12.8	pour mille
— Autres	15.8	pour mille.**

En admettant que les Britanniques et les «autres» soient égaux, leur moyenne serait de 11.4% ($15.8 + 7.0 = 22.8$). Elle reste inférieure aux taux des Français. Donc, au pire, si rien ne change, l'accroissement naturel se fait toujours au profit des francophones, même en admettant que tous les «autres» se tournent vers les anglophones, et qu'ils arrivent à être aussi nombreux qu'eux.

Cette légère différence peut, malgré tout, amener à considérer que le facteur d'accroissement naturel des francophones est égal à celui des «autres» et des «anglophones» réunis. Répétons que cette méthode simpliste, bien qu'elle paraisse jouer au détriment des francophones (car le nombre de «Britanniques» est supérieur aux «Autres»), permet, quand même, de constater que ces derniers restent dans une meilleure position. Ceci laisse également une marge «de sécurité»: d'une part, de plus 1.4% ($12.8 - 11.4$) et, d'autre part, d'un pourcentage équivalent au nombre d'immigrants qui se tournent du côté des francophones, qui était de l'ordre de 30.4% en 1961.*** Donc, quel que soit l'accroissement naturel, les francophones, majoritaires dans la Province, devraient voir leur part augmenter légèrement. M. Maheu utilise pour ses études faites à la demande de la Commission un indice synthétique de fécondité pour 1981 différent de celui prévu par MM. Henripin et Légraré:

* Charbonneau et Maheu, *op. cit.*, p. 41.

** *Idem*, p. 45.

*** *Idem*, p. 23.

Commission Gendron Henripin et Lègaré

Hypothèse forte	1.961	2.926
Hypothèse faible	1.682	2.194*

Nous voyons que la notion de fécondité faible et forte varie d'un auteur à l'autre. Pour l'année 1971, le taux canadien était de 16.8% et de 17.4% en 1970.** Pour le Québec, le taux aurait diminué modérément.***

De toute manière, c'est sur le phénomène émigration et immigration, d'une part, et sur celui des transferts linguistiques, d'autre part, que les perspectives de l'avenir linguistique du Québec vont se jouer.

b) La migration

On connaît les chiffres d'immigration pour l'année 1971. En se basant sur la période 1961-1971, il existe un solde positif de 23,000 personnes, ce qui fait une moyenne quinquennale de 11,500 personnes qui correspond plus ou moins à l'hypothèse «C». La moyenne quinquennale pour les années allant de 1921 à 1971 est d'ailleurs d'environ 24,000 personnes.****

C'est probablement à cause de la conjoncture économique que la situation a évolué de façon différente. Ceci explique l'écart entre les résultats et les prévisions. Depuis 1967 on immigré moins au Québec et on émigre du Québec.***** Le père R. Arès nous le confirme: «en 1970, plus de 23,000 personnes sont venues au Québec, 57,000 ont quitté la belle province.»*****

Il apparaît que cette émigration récente du Québec n'a pas renversé l'immigration massive du début des années 60. Il nous semble donc que les deux tendances «A» et «E» décrites par M. R. Maheu

* R. Maheu, «Perspectives...», *op. cit.*, doc. 425, p. 6: Indices de fécondité.

** *The Gazette*, 20 novembre 1972.

*** J.-M. Veaudelle, «Perspectives d'évolution de la population du Québec», doc. 438, p. 16.

**** Voir *supra*, Tableau 30.

***** Au cours des deux dernières années (1970 et 1971), le taux de croissance totale du Québec ne correspond plus qu'à un doublement en 200 ans, alors que l'Ontario a tendance à doubler en moins de 30 ans.

***** *La Presse*, 7 août 1972.

restent valables pour délimiter les perspectives extrêmes d'avenir mais il est encore trop tôt pour connaître vers quelle alternative évoluera la situation. Toutefois, nous avons des indices assez clairs pour discerner laquelle des trois hypothèses est la plus proche de la réalité. Les chiffres récents nous montrent que la migration nette québécoise depuis 1967 est négative.

MM. H. Charbonneau et R. Maheu* nous ont donné les résultats suivants pour les cinq dernières années:

1967.....	— 14,000 personnes	} Moyenne nette quinquennale: — 68,000 personnes
1968.....	— 6,000 personnes	
1969.....	— 16,000 personnes	
1970.....	— 34,000 personnes	
1971.....	— 26,000 personnes	

Il s'agit d'une moyenne négative de 68,000 personnes, ce qui est plus fort que l'hypothèse «immigration faible» (A) de — 50,000 personnes. Si l'on prend les chiffres de la migration nette dans les cinquante dernières années, la moyenne la plus élevée se situe en 1956-1961 et donne un surplus d'immigration nette de 110,000 personnes, ce qui est au-delà de l'hypothèse «immigration forte» de 75,000 personnes. Personne n'aurait pu prévoir qu'en quinze ans la migration au Québec passerait par son maximum et son minimum. Les événements changent, et il est bien difficile de prévoir quelle sera la conjoncture économique dans le monde, le Canada et le Québec. Cependant, nous sommes actuellement beaucoup plus près de l'hypothèse «immigration faible». Il en résulte que l'hypothèse «immigration forte», à court terme, est impossible. La solution (C) nous paraît la bonne, tout en espérant que la migration nette deviendra positive.

En définitive, la situation de l'immigration présente beaucoup d'incertitudes. Il faut donc regarder les transferts linguistiques.

* *Op. cit.*, p. 48.

c) Les transferts linguistiques

Comme nous l'avons déjà vu, après avoir baissé considérablement jusqu'à 29.5% en 1951, le transfert en faveur des francophones s'est accru et a atteint 30.4% en 1961.

Si l'on se base sur cette proportion, on conçoit que les 6.2% qui représentent la part des «autres» en 1971, selon leur langue maternelle, vont se répartir en 2% du côté francophone et 4.2% du côté anglophone, environ. À partir du recensement 1971 et en supposant que rien ne change on obtiendrait pour la prochaine décennie

Francophones	80.7.....	+ 2%	= 82.7%
Anglophones	13.1.....	+ 4.2	= 17.3%

Or, comme le groupe «anglophone» a plus tendance à émigrer que les «autres» qui ont, à leur tour, plus tendance à émigrer que les «francophones», ceci peut renforcer la position des francophones québécois.* En considérant l'hypothèse la plus défavorable (soit la totalité des «autres» prenant l'anglais comme langue maternelle) le transfert ne modifierait la situation actuelle que de 2%.

Les transferts linguistiques qui peuvent intervenir dans la population de langue anglaise sont aussi importants, sinon plus, que ceux qui peuvent affecter la population de langue française. Car à pourcentage égal de diminution, les premiers sont affectés d'une manière plus défavorable.

D'autre part, il ne faut pas perdre de vue les conséquences des transferts linguistiques qui s'opèrent entre les groupes francophone et anglophone. Ainsi, il suffirait que 10% des francophones s'anglicisent pour que la «francisation» complète des «autres» devienne secondaire. Il est donc essentiel de connaître quels vont être les transferts entre les groupes principaux, pour comprendre l'orientation linguistique que vont prendre les immigrants, ce qui ne veut pas dire que celle-ci doit être ignorée. Cet élément n'apparaît pas dans les hypothèses A, B, C, D et E, et il est difficile de savoir ce que l'avenir réserve.

Si la mortalité n'est pas un facteur de différenciation dans la croissance des effectifs ethniques et linguistiques, si les auteurs

* Charbonneau et Maheu, *op. cit.*, pp. 49 et 50.

prennent pour acquis la baisse de la natalité et si l'on considère que le taux de l'accroissement naturel (quoique en baisse) est légèrement supérieur à la moyenne des non-francophones, la migration et les transferts linguistiques demeurent les éléments déterminants de l'évolution.

Mais, malgré ces conditions, la migration nette annuelle depuis quelques années est négative. En fait, elle l'est devenue en même temps que la prospérité s'est installée en Europe et que l'économie du Québec s'est détériorée.

Enfin, pour ce qui est des transferts linguistiques nous ne connaissons pas les résultats pour 1971. Toutefois, il faut remarquer que ceux-ci constituent toujours un apport positif, qui joue en faveur des francophones, bien que l'on ignore le pourcentage de francophones qui glissent, après 1961, du côté anglophone et inversement, ce qui rend toute projection aléatoire.

Que peut-il se passer en réalité? Tout dépend de la situation économique du Québec, du Canada et du monde entier. Rappelons que, entre les années 1956 et 1961, 45% de tous les nouveaux arrivés venaient d'autres provinces canadiennes,* et qu'en conséquence ces personnes sont plus aptes à quitter le Québec pour profiter d'une meilleure situation économique dans leur province d'origine. Il faut, de plus, souligner le fait que les phénomènes économiques mondiaux échappent complètement à l'emprise du Québec, comme à celle du Canada, et qu'ils évoluent très vite. Or, le phénomène de migration est très important et relève presque uniquement de la situation économique. Il semble que, dans la conjoncture actuelle — et du moins dans un avenir rapproché — les mouvements d'immigration (à moins de catastrophe politico-économique ailleurs qu'au Canada) vont être relativement faibles. Ce serait plutôt le mouvement d'émigration qui serait à craindre.

Conclusion

Les premières données du recensement de 1971 montrent un recul des anglophones, dans l'île de Montréal, dans la zone de Montréal, et dans le Québec en entier. Les francophones ont amélioré leur position dans la zone de Montréal seulement, alors que leur nombre a baissé dans l'île de Montréal et dans toute la Province.

* Charbonneau et Maheu, *op. cit.*, p. 45.

Tous les gains sont au profit des «autres groupes ethniques», qui ont amélioré leur pourcentage partout. Si l'on se réfère aux hypothèses choisies, seule la troisième hypothèse de la migration forte (E) revêtirait un caractère inquiétant: si le gouvernement ne faisait rien pour changer la situation actuelle du régime linguistique dans les divers domaines et notamment le travail.

Or, le fait français est de plus en plus reconnu et accepté, et la Commission propose des solutions pour remédier au laisser-faire du passé.

La troisième hypothèse fait ressortir une baisse de 2.1% (81.2 — 79.1) pour toute la province, de 0.4% pour la région de Montréal (68.1 — 67.7) et de 1.5% pour l'Île de Montréal (62.7 — 61.2), pour la période de trente ans, de 1961 à 1991. Par contre, les chiffres de l'immigration au Canada ainsi qu'au Québec nous montrent que la situation tend vers la baisse et que la situation semble se placer entre la première et la deuxième hypothèse, c'est-à-dire entre la solution A et C. En conséquence, cela représente pour le Québec un gain se situant entre 0.9% et 3.3%. Pour la région de Montréal, le gain se situe entre 3.1% et 7.0%, et pour l'Île de Montréal, entre 2.8% et 7.5%.

Enfin, il ne faut pas oublier que les perspectives envisagées par MM. Charbonneau et Maheu portent sur la langue maternelle alors que le mandat de la Commission porte sur la langue d'usage.

Les recommandations proposées par la Commission ont comme objectif de faire du français la langue d'usage commun des Québécois. Il est donc raisonnable de croire que le français — qui ne semble pas en danger immédiat en tant que langue maternelle — trouvera une utilisation de plus en plus accrue comme langue d'usage.

Constats

Le perçu et le réel

L'importance de l'immigration au Québec entre 1951 et 1961, le grand usage de l'anglais au travail et le fait que les enfants des nouveaux arrivés fréquentaient massivement les écoles de langue anglaise, ont soulevé chez les Canadiens français des craintes de minorisation, au Québec comme au Canada. Ces craintes ont fait

l'objet de nombreuses déclarations ces dernières années. Elles ont souligné l'acuité du danger linguistique et culturel dans lequel se trouveraient les Canadiens français si le gouvernement n'intervenait pas sans retard, par des mesures coercitives, pour remédier à une situation de fait anormale.

On prévoyait que le laisser-faire actuel donnerait à Montréal le caractère d'une ville à majorité anglophone en 1980 ou, au plus tard, vers l'an 2000,* que le nombre des immigrants au Québec serait d'environ 1 million en 1977 et que ce million profiterait environ à 90% au groupe anglophone.** Enfin, que la proportion des francophones au Québec serait de 78.4% en 1971 et de 74.6% en 1981;*** etc.

Qu'en est-il réellement? Les études démo-linguistiques de MM. Charbonneau et Maheu, dont nous venons de donner un résumé, ainsi que d'autres recherches afférentes, ont conduit la Commission aux constatations qui suivent.

a) Au Québec

L'immigration massive, prévue après 1961, ne s'est pas produite. En 1961, il y avait 281.604 personnes de langue maternelle «autre», sur un total de 450.800 n'appartenant pas aux deux peuples fondateurs du Canada. Le recensement de 1971, dont les résultats sur la langue maternelle sont seuls connus, montre que le nombre des «autres» s'est élevé à 371.330. Nous ne possédons pas encore les données du recensement de 1971 sur les langues officielles. Néanmoins, du fait que les nouveaux arrivés après 1961 ont probablement gardé leur langue maternelle, le nombre actuel ne dépasserait pas de beaucoup la moitié du million avancé. Le même recensement de 1971 précise que le pourcentage des personnes dont le français est la langue maternelle était de 80.7%. Le pourcentage prévu de 78.4% se voit donc infirmé.

* Dr Lomer Pilote, Lettre au *Devoir*, 5 août 1966; H. Charbonneau, J. Henripin et J. Légaré, «La situation démographique des francophones au Québec et à Montréal d'ici l'an 2000» *Le Devoir*, 4 novembre 1969.

** Rapport du Comité interministériel sur l'enseignement des langues aux Néo-Canadiens, du 27 janvier 1967, p. 9.

*** Rosaire Morin, *L'immigration au Canada*. Éditions de l'Action Nationale, 1966, p. 137.

On est porté, généralement, à confondre les immigrants italiens avec les immigrants tout court. Le nombre des premiers, le fait qu'ils occupent le plus souvent des emplois dans des secteurs où la concurrence est vive avec les Canadiens français, le fait que leurs enfants s'inscrivent aux écoles de langue anglaise à un rythme accéléré, enfin les remous provoqués par la crise de Saint-Léonard sont autant de facteurs qui contribuent à en faire le prototype de l'immigrant d'après-guerre. On croit qu'ils s'intègrent linguistiquement et culturellement aux anglophones. Cette perception est exagérée.

La fréquentation de l'école anglophone est considérée comme un indice souvent d'assimilation culturelle. La réalité est différente. D'après un rapport publié en décembre 1972 par la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, 88.09% des élèves de langue maternelle italienne parlent encore l'italien à la maison. Le même rapport précise:

*Toutefois, on constate que ceux qui fréquentent le réseau français abandonnent l'italien en faveur du français dans une proportion de 21.59%, tandis que seul 9.31% de ceux qui fréquentent le réseau anglophone adoptent l'anglais au détriment de leur langue maternelle.**

D'autre part, les élèves d'origines ethniques étrangères autres qu'italienne perdent leur langue maternelle dans une plus forte proportion que ceux d'origine italienne (22.44% comparativement à 11.91%). Parmi ces enfants, ceux qui fréquentent le réseau français adoptent le français comme langue usuelle dans 27.36% des cas, tandis que ceux qui fréquentent le réseau anglophone adoptent l'anglais comme langue parlée dans une proportion de 18.03% seulement.**

Les mêmes statistiques infirment également l'idée couramment répandue qu'une assimilation est possible à la première ou à la deuxième génération.

L'insertion des enfants d'immigrants aux écoles de langue anglaise sera analysée dans un chapitre ultérieur.*** Mais, notons mainte-

* «Statistiques sur les origines ethniques des élèves de la C.E.C.M., la langue maternelle et la langue à la maison», décembre 1972, p. 8.

** *Idem*, p. 9.

*** «L'enseignement aux immigrants», *infra*. Deuxième partie, Ch. II, A.

nant qu'école et attirance linguistique sont deux phénomènes différents. La nécessité d'utiliser, au travail, la langue du gagne-pain a conditionné le choix linguistique de tout immigrant, italien ou autre. En cela, il ne faisait que suivre l'exemple des Canadiens français. L'anglais représente encore une condition de promotion sociale et professionnelle. Ces contraintes ont conduit 22% des francophones à Montréal à travailler en anglais. L'immigrant considère donc qu'il a tout intérêt à apprendre l'anglais d'abord:

*Parmi ceux qui travaillent presque exclusivement en anglais, ce sont les francophones qui voient le plus de barrières à une utilisation accrue du français.**

Dans ce climat de contrainte linguistique, l'immigrant a peu de latitude pour choisir en premier lieu le français. Le fait perçu, à savoir qu'il utilise l'anglais jusqu'à 90% dans son travail se voit néanmoins infirmé par les données d'un sondage dont dispose la Commission indiquant qu'à Montréal 14% des allogènes interrogés utilisent au travail le français, 36% l'anglais et environ 40% les deux langues.

*Les «autres» sont les plus souvent bilingues au travail que les anglophones et que les francophones. De plus, leur propension à travailler seulement en anglais est deux fois et demie plus grande que leur propension à travailler seulement en français.***

D'autre part, les études démo-linguistiques faites par M. Maheu l'amènent à certaines précisions:

*La tendance des «autres groupes ethniques» à s'intégrer aux francophones est plus élevée qu'on le croit généralement dans le grand public. Mais cette tendance est néanmoins trop faible.****

Le même auteur calcule ainsi l'indice d'attraction des «autres» vers le français:

* «L'utilisation du français dans le monde du travail du Québec», enquête effectuée par le Centre de Sondage de l'Université de Montréal, 1971, p. 140.

** *Idem*, p. 10b.

*** R. Maheu, «Groupes ethniques et linguistiques», doc. 415, p. 26.

*Celui-ci est de 23.2% dans la zone métropolitaine de Montréal et non pas de 10% (comme on le croit souvent dans le grand public) et de 56.6% dans le reste du Québec.**

D'ailleurs, dans les rares occasions où l'immigrant peut choisir sans contrainte entre le français et l'anglais, le français ne se trouve pas en aussi mauvaise posture qu'on le perçoit. Ainsi, 52.5% des immigrants ont choisi de prêter serment en français lors de leur naturalisation à la Cour de la citoyenneté de Montréal, entre le mois de décembre 1968 et novembre 1970.**

Entre janvier 1972 et juillet 1972, leur proportion s'est élevée à 55.5%.***

Une autre différence entre le perçu et le réel nous vient de l'enquête du Centre de Sondage de l'Université de Montréal: 68.6% des francophones «opinent» qu'à Montréal la très grande majorité, ou la majorité, des Canadiens français travaillent en anglais alors que — lorsqu'on leur pose une question qui se rapporte à leur situation personnelle — ils déclarent qu'à Montréal, seulement 21.5% d'entre eux doivent travailler en anglais et vivre en français.****

L'enquête Sorecom, effectuée parmi les francophones, anglophones et «autres» d'origine italienne, précise:

*Tous ont tendance à surestimer l'unilinguisme anglophone au Québec. Dans le cas de Montréal, les perceptions varient peu d'un groupe à l'autre.******

La même enquête ajoute que les élèves canadiens-français pensent avoir plus de points en commun avec les Britanniques qu'avec

* R. Maheu, «Les groupes ethniques et linguistiques. Aspects régionaux», doc. 416, p. 35

Voir aussi, Didier et Bordeleau, «Le processus des choix linguistiques des immigrants au Québec», 1971, p. 35. Enquête faite à la demande de la Commission.

** Doc. 85/E (6).

*** Doc. 292/E.

**** Pierre Laporte, «L'usage des langues dans le monde du travail au Québec», 1972. Parties 1 et 2, pp. 35 et 36.

***** «Étude de l'orientation linguistique de quelques groupes dans la région de Montréal», p. 42. Enquête effectuée à l'intention du ministère de l'Éducation et rendue publique le 7 juillet 1972.

les élèves d'origine italienne, alors que ces derniers pensent avoir plus de points en commun avec les Canadiens français qu'avec les Canadiens d'origine britannique. Ainsi, les immigrants italiens seraient plus proches des francophones:

*et seraient ainsi plus facilement intégrables dans cette communauté si celle-ci leur offrait des garanties de travail analogues à ce que la communauté anglophone offre présentement.**

Les études démographiques-linguistiques qui nous ont été présentées montrent d'ailleurs, rappelons-le, que les deux tiers du groupe italien sont attirés par le français.

La différence entre le perçu et le réel ne permet pas à la Commission d'ignorer son mandat ou d'envisager différemment les mesures à recommander pour que le français devienne langue d'usage commun au Québec. La situation actuelle est inacceptable. Toutefois, connaître le réel c'est prendre des mesures réalistes proportionnées aux faits. La connaissance du réel devrait apporter le calme et la sérénité nécessaires pour transformer l'attitude de défense de la majorité québécoise et la rendre positive vis-à-vis des autres groupes ethniques. Comme l'écrit le professeur Léon Dion, il faut régler ses comptes avec l'histoire et cesser de se considérer comme des vaincus.**

Le dialogue et le rapprochement entre les Canadiens français et les groupes ethniques deviendront possibles si les deux parties sont bien informées. L'inquiétude des groupes ethniques prendra fin lorsqu'ils connaîtront les avantages qu'ils peuvent tirer d'un rapprochement avec la majorité francophone. Les francophones devraient prendre l'initiative de ce dialogue, d'abord avec ceux des groupes ethniques qui sont les plus désireux de s'intégrer: les immigrants italiens figurant parmi ceux-ci.

Par manque d'intérêt, d'information et de structures appropriées, les Canadiens français ont perdu l'occasion d'attirer à eux en très grand nombre les immigrants qui sont arrivés au Québec entre 1951 et 1961. Étant donné que ceux qui sont arrivés après la

* Cf. «Étude de l'orientation linguistique de quelques groupes dans la région de Montréal», *op. cit.*, pp. 63-64.

** Gérard Dion, «Le français, langue d'adoption au Québec», dans *Le français langue de travail*, Les Presses de l'Université Laval, Québec, 1971, p. 59.

deuxième guerre mondiale représentent la majorité, il semble utile et nécessaire que les francophones se préoccupent d'abord d'intégrer les immigrants présents au pays afin de préparer la voie à ceux qui pourraient venir.

Contrairement à ce que l'on croit, l'intégration n'a pas un caractère définitif. Les démographes le confirment:

*Évidemment, l'appartenance à un groupe linguistique n'est pas forcément définitive, alors que l'origine d'une personne ne change jamais en principe.**

Des contacts soutenus et une ouverture d'esprit, conjugués avec l'utilité grandissante du français, particulièrement dans le secteur économique, convaincront les «autres» qui se trouvent déjà au Québec de l'intérêt qu'il y a pour eux d'apprendre le français et de l'utiliser, non seulement au travail, mais dans les situations de loisirs et d'autres qui devraient se multiplier de plus en plus avec la communauté canadienne-française.

b) Au Canada

Une des craintes du groupe canadien-français a toujours été celle d'être «minorisé» au Canada. Depuis la Confédération, une proportion d'environ 28% à 30% de francophones a réussi à se maintenir.

Le père Richard Arès s'inquiétait récemment des données du dernier recensement, qui montrent que l'écart démographique entre l'Ontario et le Québec continue de s'accroître:

*Seuls ceux qui ignorent ou méprisent la puissante influence du nombre peuvent considérer d'un oeil indifférent pareille perspective. Pour les francophones, le nombre, tant sous le régime français que sous le régime britannique, a toujours constitué un facteur déterminant de survie.***

La baisse de la natalité, ces dernières années, la situation socio-politique particulière du Québec et une situation économique précaire, ont eu comme résultat une baisse de l'immigration et une migration nette négative, jamais atteinte auparavant. Les effets de ces facteurs

* Charbonneau et Maheu, *op. cit.*, p. 9.

** Richard Arès, «Un avenir compromis?», *Le Devoir*, 24 juillet 1972 (extrait de *Relations*, juillet-août 1972).

économiques et socio-culturels dans une situation démographique précaire peuvent devenir très dangereux.

C'est pourquoi la baisse de la population québécoise, en 1971, à 26.9% (de 28.1% qu'elle était en 1961) par rapport à la population canadienne, pose un problème grave et confirme les inquiétudes d'un statut minoritaire accru au Canada.

La Commission croit que la population francophone du Québec doit être renseignée, périodiquement et d'une manière détaillée, sur la corrélation qui existe entre la situation démographique, économique et culturelle du Québec et sur celle qui existe entre l'apport des immigrants et l'épanouissement du Québec. Car le français s'épanouira si, en plus des mesures propres prises à cet égard, la situation économique et démographique est favorable. Les immigrants devront être compris et acceptés en fonction des objectifs que le gouvernement et la majorité canadienne-française se donneront à leur égard. Parmi ces objectifs, le père Arès souligne l'importance de l'accroissement démographique en ces termes:

*S'ils allaient oublier cette vérité pratique que leur enseigne leur propre histoire; si pour combler le vide créé par la diminution des naissances, ils ne se soucient pas d'attirer à eux le plus grand nombre d'immigrants possible, c'est leur avenir même comme peuple et comme nation que gravement ils compromettraient.**

La majorité francophone se doit d'avoir une connaissance exacte non seulement de la situation linguistique et culturelle du pays, mais aussi des réalités démographiques et économiques. De leur côté, les groupes ethniques doivent comprendre que leur intérêt économique et démographique dépend de la connaissance et de l'acceptation du problème linguistique et culturel des Canadiens français. Car, à l'avenir, le français deviendra de plus en plus la langue de communication au Québec.

* R. Arès, *idem*.

Chapitre deuxième

Formes d'intégration et apports

A. L'enseignement aux immigrants

L'enseignement donné aux immigrants a-t-il influencé, ou influence-t-il la situation de la langue française et son épanouissement au Québec? L'école y est-elle le principal moyen d'intégration de l'immigrant au milieu francophone?

Dans l'hypothèse où la situation de la langue française serait menacée, peut-on se servir des immigrants pour redresser cette situation par des mesures d'ordre scolaire qui leur seraient particulières? Quelles sortes de mesures doit-on prendre? Doit-on procéder par voie d'imposition ou de persuasion? À qui ces mesures peuvent-elles s'étendre? Ce sont les faits et les chiffres qui le diront.

Il y aura lieu d'examiner très brièvement l'importance accordée à l'enseignement et à l'école pour l'insertion des groupes ethniques dans un milieu donné comme la Grande-Bretagne, les États-Unis, le Canada, l'Ontario et le Québec. Nous ferons également quelques constatations relatives aux Nations-Unies.

Il s'agira ensuite de circonscrire le problème à la province de Québec en y examinant la situation démo-linguistique des immigrants dans le contexte historique, la situation démo-linguistique scolaire contemporaine des immigrants en général, celle des moins de vingt ans et des plus de vingt ans, le système éducatif où l'immigrant enfant ou adulte doit s'inscrire, les moyens d'insertion offerts au niveau de l'enseignement chez les adultes: les COFI, formation professionnelle, cours d'initiation à la vie québécoise; chez les enfants: les écoles ethniques, classes d'accueil, écoles bilingues, garderies.

Il n'y a pas beaucoup de pays qui n'ont pas reconnu d'une façon ou d'une autre le rôle de l'école dans l'intégration de leurs nouveaux arrivants. Mais tous n'y accordent pas la même importance. Pour certains, le rôle de l'école cède le pas à la société environnante et au milieu social. Pour d'autres, l'école joue un rôle capital. Pour d'autres encore, elle vient en deuxième ou en troisième lieu après la famille, les organisations sociales, ou le milieu de travail.

Cette diversité d'opinions tient sans doute aux circonstances différentes et aux facteurs en jeu qui varient grandement d'un pays à l'autre. Un rapide examen de ces circonstances le démontre.*

1. Les conditions et les expériences d'insertion

a) Hors du Canada

1) L'Organisation des Nations-Unies

En partant de l'hypothèse que le pays d'adoption croit en l'immigration comme valeur de développement, que sa politique encourage et assure l'immigration, que l'objectif poursuivi est l'intégration du nouvel arrivant, l'Organisation des Nations-Unies, dans une étude intitulée *Conditions préalables à l'immigration*,** reconnaît que «c'est par l'intermédiaire des enfants que l'école, ce grand facteur d'ajustement social, agit sur les immigrants».

Les écoles sont doublement importantes si les enfants d'immigrants en même temps qu'ils reçoivent un enseignement académique sont mis en contact avec les enfants des ressortissants du pays. Un moyen efficace d'effectuer l'intégration est de s'assurer que les enfants des immigrants ont accès aux mêmes écoles que les enfants du pays, ce qui peut rendre difficile l'existence de certains îlots ethniques. Enfin, le même document mentionne l'importance de l'enseignement aux adultes immigrants donné par des professeurs bilingues pour accélérer l'adaptation culturelle et aider les immigrants à participer à la vie de la collectivité.

* Au Brésil, par exemple, le mariage mixte est l'indice le plus évident d'une bonne intégration. Dans la plupart des pays de l'Amérique du Sud, les groupes ethniques ont leurs propres écoles et nombreux sont les enfants autochtones qui fréquentent ces écoles: française, anglaise, allemande, italienne, etc.

** Nations-Unies. «Éléments d'une politique d'immigration des États-Unis». Rapport du Département des questions sociales. Division de la population. New York, 1954, p. 22.

L'enseignement aux immigrants entre donc dans les préoccupations des Nations-Unies, comme moyen d'insertion des immigrants dans leur pays d'adoption. Les recommandations des Nations-Unies ou celles des organismes qui s'y rattachent reconnaissent toutefois que «les majorités ont souvent à faire face à certains droits des minorités, plus particulièrement en matière de langue».*

2) La Grande-Bretagne

En Angleterre, on n'a pas fait de l'assimilation l'objectif terminal de l'immigration. Le bien-être de l'enfant est l'objectif fondamental.

L'enseignement de l'anglais aux nouveaux venus de langue étrangère s'est d'abord installé à l'ombre et à la faveur du milieu du travail, dans les usines, donc auprès des adultes, dans les «*factory classes*» selon des programmes particuliers. Cet enseignement résultait de l'effort conjoint de la communauté, des autorités scolaires, de la Chambre de Commerce, des associations publiques et privées, du Y.M.C.A. du Y.W.C.A. Il prenait la forme de cours du soir, de cours en milieu de travail à l'époque où la main-d'oeuvre étrangère était en grande demande.

Ce n'est que vers 1966 que la question de l'éducation des enfants d'immigrants retint l'attention, mais ce n'était qu'un problème pédagogique visant à l'ajustement de ces enfants au niveau scolaire des enfants anglais.

Puisque les enfants d'immigrants fréquentaient tous l'école anglaise, on faisait une distinction entre «*social interaction*» et «*adjustment*». Si l'ajustement doit être accompli, il faut une interaction sociale. L'adaptation de l'enfant immigrant (la plupart sont de couleur) au milieu scolaire s'avéra fortement liée au statut que la communauté accordait au groupe dont l'enfant faisait partie. Des études systématiques révèlent que l'école, même si elle contribue réellement à l'harmonie raciale, ne peut accomplir seule cette tâche. L'harmonie raciale à l'école ne sera parachevée que si dans la communauté les relations ethniques sont cordiales et chaleureuses.**

* Cf. «Enseignement aux immigrants». Document de travail G.-D. Guay, pp. 5 à 9. Ce chapitre représente une version abrégée du document de travail.

** Cf. Joti Bhatnagar, *Immigrants at School*, Corn Market Press, London, 1970.

3) *Les États-Unis*

Si l'on en juge par le nombre et la qualité des études faites aux États-Unis sur le comportement scolaire des enfants d'immigrants, l'importance qu'on accorde au rôle de l'école dans l'intégration de l'immigrant est considérable.

Toutefois, l'objet de ces recherches qui portent le plus souvent sur le quotient intellectuel des enfants immigrants, le retard scolaire qu'ils accusent ou celui qu'ils provoquent, et plus encore la longueur de la fréquentation scolaire des enfants immigrants révèlent l'importance d'autres facteurs qui, sans être étrangers tout à fait à l'école, en dépassent largement les cadres, comme le milieu social, la motivation, l'ethnicité et même l'occupation du père.

On recommande aussi que l'éducation de l'immigrant dans la langue de la majorité soit assurée financièrement et pratiquement de façon équivalente par les organismes privés, par l'État et par la nation.

Les méthodes employées peuvent varier. Aux États-Unis, l'école n'a pas été le facteur dominant de l'acquisition de l'anglais, si l'on considère le nombre d'immigrants qui ont acquis une connaissance de l'anglais hors de l'école.

Si, d'après les études, les enfants de certains groupes d'immigrants accusent un retard, cela n'infirme en rien le fait que l'éducation soit pour eux comme pour les enfants autochtones un moyen de promotion sociale.

On note que des tentatives sérieuses ont été entreprises pour procurer aux enfants d'immigrants les possibilités d'être éduqués et de monter dans l'échelle sociale et économique: écoles bilingues, écoles ethniques à temps partiel et à temps complet.

Plusieurs observations se dégagent de ce qui précède:

- aux États-Unis, l'objectif principal de la scolarisation de l'immigrants c'est son bien-être et sa promotion sociale;
- dans cette optique, les moyens à prendre peuvent être très différents d'un groupe ethnique à l'autre;
- l'école se présente comme un des facteurs de cette promotion, mais non le seul.*

* Cf. G.-D. Guay, «Enseignement...», *op. cit.*, pp. 14 à 19.

b) Au Canada

Ailleurs dans ce volume, il a été question des cheminements historiques de l'immigration au Canada.*

Contentons-nous d'esquisser ici les signes principaux de l'importance accordée au Canada à l'enseignement pour l'insertion des immigrants.

Jusqu'à 1968, si le rôle de l'école ou de l'enseignement d'une langue avait quelque effet sur l'intégration des immigrants, ce n'était guère conscient de la part des autorités.

Bien qu'on reconnaisse dans certains cas que le manque de connaissance d'une langue soit un obstacle à l'emploi, on laisse aux organisations privées bénévoles ou quelquefois aux industries, le soin d'intégrer les immigrants au milieu social ou au milieu de travail en leur assurant l'enseignement ou l'apprentissage d'une langue.

Par suite de l'affluence des immigrants au Canada après la deuxième grande guerre, la Division de la Citoyenneté organise pour eux des cours de langues avec le concours des sociétés bénévoles. Cette Division reconnaît ainsi officiellement que l'acquisition d'une des langues du pays est une des premières étapes que doit franchir l'immigrant dans son cheminement vers l'intégration.

C'est alors que sont conclus avec les divers ministères provinciaux de l'Education des arrangements fiscaux pour fournir les manuels requis et la moitié des frais des cours de langues. Les Commissions scolaires des endroits où s'installent un nombre suffisant d'immigrants assument l'organisation et la direction des cours. Ces cours sont généralement donnés le soir dans les écoles. Les immigrants peuvent aussi profiter d'autres cours par correspondance. Les organisations bénévoles, les sociétés religieuses ou les associations privées d'aide aux immigrants assurent leur concours et fournissent également des occasions d'apprentissage de la langue pour les immigrants de tout âge, au moyen de programmes spéciaux, de cours par «immersion», de camps d'été, etc.

* *Supra*, Première partie.

c) En Ontario

On s'attend chez nos voisins de l'Ouest, où l'école est obligatoire de 6 à 16 ans, à ce que l'enfant s'intègre dans un des systèmes scolaires (de langue anglaise ou de langue française) en vigueur. On lui en fournit les moyens par des cours préparatoires, des cours de récupération et de rattrapage, un service social scolaire qui s'occupe des facteurs-obstacles à son intégration au milieu scolaire en sauvegardant son libre choix de l'école.*

On s'attend à ce que l'immigrant adulte s'intègre au milieu anglophone de travail et on lui dispense l'enseignement de l'anglais, langue seconde, dans tous les genres d'occupations.

Les classes d'anglais aux nouveaux arrivés adultes peuvent être dispensées par les Commissions scolaires, les Églises et les associations bénévoles, les collèges professionnels, quelquefois par le ministère du Travail ou directement par le ministère de l'Éducation.

L'enseignement du français

Ce n'est que ces dernières années que le gouvernement de l'Ontario s'est attaché, sans réserves, à stimuler les services éducatifs en français, aussi bien à l'élémentaire que dans les écoles secondaires. Ainsi, en 1962-1963, quelque 75,000 élèves anglophones apprenaient le français, soit environ 8.5% de l'effectif total des écoles publiques élémentaires. En 1971-1972, leur nombre atteignait 569,756, soit plus de 40% de l'effectif. En outre, 243,135 élèves anglophones étudient le français comme langue seconde dans les écoles secondaires.

À l'école élémentaire, il y avait, en 1971, environ 90,000 étudiants francophones dans 329 écoles et 2 collèges (Teacher's Colleges) pour la formation des professeurs de français (à l'Université d'Ottawa et à l'Université Laurentienne). Depuis le mois d'août 1967, les écoles françaises secondaires sont incorporées au système public; 63 écoles bilingues furent ouvertes, dont 22 offrent un programme entier en français, sauf pour l'enseignement de l'anglais.

Dans la province d'Ontario, il existe trois sortes d'écoles: a) publiques, b) séparées (catholiques, maintenues par des taxes perçues aux propriétaires d'immeubles qui sont des *separate school supporters*) et c) privées.

* G.-D. Guay, «Enseignement...L. *op. cit.*, pp. 22 à 28.

Les parents-contribuables jouent un rôle important pour l'ouverture des écoles dispensant l'enseignement en français, aussi bien au niveau des classes primaires (y compris les maternelles) que secondaires. Il suffit que dix parents ou tuteurs demandent par écrit au Conseil d'écoles d'organiser l'enseignement en français, et qu'au moins 30 enfants choisissent le français comme langue d'enseignement dans la division primaire, «junior» et intermédiaire (les anglophones, dans les régions francophones, ont des droits analogues).^{*} L'enseignement en français dans les écoles secondaires doit être organisé quand il y a au moins 20 élèves dans un programme ou spécialisation et dont les parents désirent un tel enseignement.^{**}

Le choix des écoles par les immigrants

En ce qui concerne les enfants des «nouveaux venus» (*newcomers*), dont les connaissances linguistiques ne permettent pas de profiter pleinement de l'instruction dispensée dans les écoles, on a organisé des classes spéciales (*Language classes*),^{***} comme étape préalable à l'insertion aux écoles publiques.

De toute manière, les parents qui ne sont pas encore citoyens canadiens et qui résident en Ontario, ont le droit de choisir entre les écoles de langue anglaise et les écoles de langue française, les seules difficultés de choix ne se posant que dans les régions non dotées de facilités scolaires dans les deux langues.^{****}

À part les écoles de langue française, destinées aux francophones, on a créé récemment des écoles séparées pour les anglophones désireux d'améliorer leur français. Les parents ont ainsi le choix entre des écoles où l'enseignement se donne: en anglais et 20 minutes de français par jour; en anglais et 75 minutes de français

^{*} *The Schools Administration Act*, R.S.O. 1970, ch. 424, modifié en 1972, ch. 90., Art. 39(1) et 39(2).

^{**} *The Secondary Schools and Boards of Education Act*, R.S.O. 1970, ch. 425 (modifié en 1971, ch. 63 à 98, sec. 4), 48.

^{***} Art. 43(1) (i), art. 44(2) (c) et 47(1) des règlements (Regulation 191, Elementary and Secondary Schools — General).

^{****} «Étant donné qu'aucune loi ne l'en empêche, le nouvel arrivant d'origine italienne dont les enfants ne connaissent ni l'anglais ni le français a le droit de choisir soit une école de langue anglaise ou une école de langue française où les faire éduquer. Il peut arriver que l'endroit où il s'établit dans la province impose certaines restrictions à la liberté de son choix.» (Extrait d'une lettre adressées à la Commission le 9 novembre 1972 par M. Thomas L. Wells, ministre de l'Éducation d'Ontario), doc. 78-E.

par jour, ou en français, excepté l'enseignement de la religion qui est donné en anglais. Dans ce dernier cas, dit «d'immersion», l'anglais est graduellement introduit, après quelques années d'étude exclusivement en français.

Afin que les mères de famille s'intègrent au milieu social et même au monde du travail, on leur offre le jour des cours d'anglais, langue seconde, des cours d'initiation à la vie ontarienne ou des échanges culturels et, pour leur permettre d'y assister, des garderies pour enfants, de prématernelles et maternelles.

On peut dire qu'on y vise d'abord l'intégration plutôt que l'assimilation, étant donné qu'on y respecte le multiculturalisme.

Notons aussi la part très grande qu'ont jouée et que jouent encore les associations bénévoles et privées dans l'accueil comme dans l'enseignement de la langue seconde aux immigrants, en collaboration étroite avec les ministères.

Il faut remarquer que c'est en 1967 que l'anglais est devenu pour les immigrants adultes matière d'enseignement en Ontario, en vertu du programme 5 des ententes fédérales-provinciales, dans les cadres de la formation professionnelle.

Les services offerts par les centres de main-d'oeuvre fédéraux sont les mêmes pour tout le Canada. Il importe toutefois de souligner comme caractéristiques de l'enseignement de l'anglais aux immigrants en Ontario: 1) les cours spéciaux aux professionnels et aux étudiants avant l'admission à l'université; 2) l'usage des mass média pour l'enseignement de la langue anglaise, comme le *Newcomer News*; 3) l'utilisation considérable de la télévision pour l'enseignement de l'anglais; 4) la possibilité de recours à la Commission des droits de l'homme.

En Ontario, l'école n'est qu'un des moyens d'intégration de l'enfant immigrant, alors que l'adaptation sociale est plus souvent une condition de succès scolaire. Mais l'enseignement de la langue anglaise adapté à tous les âges et à toutes les situations sociales, et par tous les moyens possibles, ne va pas sans aider considérablement l'immigrant à s'intégrer à son nouveau milieu et à y rester.

d) Au Québec

Si l'idée de l'intégration de l'immigrant a été lente à se développer au Canada, elle a été encore plus tardive à s'inscrire dans les préoccupations de la province de Québec, où la création d'un ministère de l'Immigration est de date récente.

Au Québec, comme dans le reste du Canada, les facteurs démographie et économie mis à part, on s'est peu soucié du facteur éducation ou enseignement comme moyen d'intégration de l'immigrant.

Les premières velléités d'attention à l'école comme moyen d'intégrer les immigrants au groupe francophone remontent à peine à 1947-1948, et encore plusieurs de ces initiatives furent-elles sans lendemain.

Le procès-verbal des délibérations d'une réunion tenue le 2 avril 1947 par un sous-comité chargé d'étudier le problème des Néo-Canadiens fait état d'une résolution où il est proposé par son Excellence l'Archevêque de Montréal, appuyé par le notaire J.-A. Savoie, «qu'un homme bien qualifié soit nommé par le Gouvernement de la Province pour faire enquête sur la situation des nouveaux immigrants à travers la Province, pour voir à l'organisation des cours dont ils ont besoin et pour leur procurer des heures de loisirs agréables et profitables».*

Le même sous-comité rappelait au Comité catholique «la gravité du problème».** L'Académie canadienne-française, en décembre 1954 et le 6 décembre 1956, signalait au Département de l'Instruction publique la «situation scandaleuse» de l'anglicisation des enfants d'immigrants.***

Dans ses multiples interventions, l'Académie canadienne-française fait une relation directe entre l'enseignement aux enfants immigrants et la rupture de l'équilibre biethnique du Canada.

** Procès-verbal du 5 mai 1948 du Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, cf. René Gauthier, *Intégration éducationnelle et scolaire de l'immigrant au Québec*, 1965, p. 20.

* *Idem*, p. 22.

*** «Rapport du Comité interministériel sur l'enseignement des langues aux Néo-Canadiens», soumis aux ministères de l'Éducation et des Affaires culturelles le 27 janvier 1967, p. 30.

Le rapport d'un sous-comité de spécialistes daté du 11 avril 1957 établit à 69.4% la présence des élèves néo-canadiens dans les écoles anglaises catholiques du secteur public en 1955-1956, cette présence ayant augmenté de 24.5% de 1931 à 1955.*

1) L'insertion scolaire et les inquiétudes linguistiques

Le perçu d'un danger linguistique dans le secteur des écoles est de date récente. Il coïncide avec la prise de conscience des Canadiens français de former une majorité distincte au Québec. En même temps les chiffres donnés par la Commission Parent témoignent d'un glissement des groupes ethniques vers l'école catholique de langue anglaise. Ces chiffres laissaient voir, par exemple, que les enfants des immigrants italiens se trouvaient, en 1962-1963 à 25.2% dans les écoles de langue française, et à 74.8% dans les écoles catholiques de langue anglaise de la CECM.** On a considéré la situation comme alarmante par rapport à la situation de 1930-1931, lorsque les inscriptions dans les classes françaises s'élevaient à 52.2% et, dans les classes anglaises, à 46.8%. On n'est jamais allé plus loin pour se demander quelles sont les causes de cette situation et si c'est la seule option des parents des enfants allogènes qui a conduit à la situation de 1971-1972 alors que les inscriptions dans les classes française étaient seulement de 10.7% et celles dans les classes anglaises de 89.3%.

L'on ne s'est pas interrogé sur les causes de cette situation. L'on ne s'est pas demandé, par exemple, pourquoi à une époque située entre 1930-1931 et 1950-1951, alors qu'il n'y avait aucune immigration à cause de la crise économique, les inscriptions dans les classes françaises sont descendues de 52% à 34.3% et celles dans les classes anglaises ont augmenté de 46.8% à 65.7%. Car c'est au moment des crises économiques et de l'isolationisme continental que le grand glissement vers les écoles anglaises s'est produit.

L'historien Michel Brunet nous invite à l'étude des causes de cette situation pour mieux comprendre la situation présente et prendre ainsi des mesures appropriées afin de remédier, à l'avenir, aux insuffisances. A cette fin, il rappelle que l'impatience est mauvaise conseillère. Seule la connaissance objective du passé pourrait

* R. Gauthier, «Intégration...», *op. cit.*, pp. 23-24.

**Rapport Parent, Troisième partie, Ch. III, Sec. IV, par. 186.

suggérer les moyens de mieux faire face aux problèmes du présent et aux défis de l'avenir.*

Or, la cause profonde se trouve être, d'après lui, l'anti-étatisme prêché, au nom de la religion, par les principaux dirigeants de la collectivité pour défendre le *statu quo*:

*Ils s'opposèrent à l'école obligatoire, à l'uniformisation des manuels scolaires, à la fondation de l'École des Hautes Études Commerciales, à la centralisation scolaire dans les villes, à la suppression des écoles de rang, à la création d'écoles spécialisées dirigées par l'État, à une meilleure organisation de la profession enseignante, à la réforme du Département de l'Instruction publique, etc. Rappeler ces débats stériles et épuisants c'est souligner les causes récentes qui ont retardé le progrès de l'enseignement au Canada français. Elles s'ajoutèrent à celles du siècle précédent. Il est difficile d'évaluer quelles ont été leurs conséquences désastreuses. On peut même se demander si la collectivité canadienne-française parviendra jamais à rattraper le retard accumulé dans le domaine de l'enseignement. Il est permis d'en douter.***

L'absence tragique d'un corps enseignant nombreux et bien préparé étant considérée comme l'une des conséquences désastreuses de la démission de l'État, l'auteur conclut en ces termes:

*Tout le système d'enseignement que s'est donné la collectivité canadienne-française souffre d'un retard d'au moins deux générations. Et cette évaluation est optimiste.****

Un rapport de 1965, préparé par M. René Gauthier, fait état d'un rapport secret qui a été soumis au Surintendant des écoles catholiques, le 11 avril 1957, par un sous-comité de sept membres chargés d'étudier à fond le problème scolaire des Néo-Canadiens. Il résulte de ce rapport que les groupes ethniques ont reçu, vers 1930, des prêtres américains de langue anglaise pour desservir leurs paroisses, et que ces prêtres ont invité les parents alloènes à envoyer leurs enfants aux écoles catholiques de langue anglaise. Ce qui est plus grave, et ce que nous dévoile aussi ledit rapport, c'est qu'une

* Michel Brunet, *Québec, Canada anglais*, p. 17.

** *Idem*, pp. 87-88.

*** *Idem*, p. 97.

coutume s'est développée chez des commissaires des écoles catholiques françaises à l'effet d'envoyer tous les enfants des allogènes aux écoles de langue anglaise.*

Il faut mentionner ici le caractère confessionnel de l'école québécoise et souligner aussi que, depuis le début du siècle, on assimila par la loi les Juifs aux protestants et on les envoya tout naturellement aux écoles de langue anglaise. Plus tard, les orthodoxes et les autres non-catholiques furent, le plus souvent, envoyés aux écoles protestantes. Or, comme on n'avait jamais invité lesdites Commissions scolaires à créer une section protestante de langue française, tous ces enfants suivaient les cours en anglais.

L'Église catholique fit, toutefois, des efforts louables pour s'occuper des loisirs et de l'accueil des groupes ethniques, entre 1950 et 1960; mais c'était surtout pour préserver la religion et par charité chrétienne. L'apport de ces groupes ethniques n'était aucunement pris en considération et le problème linguistique ne fut mentionné par l'Académie canadienne-française qu'à partir de décembre 1954.

Le rapport Gauthier, daté du 27 janvier 1967, mentionne que des écoles d'adultes furent organisées par la C.E.C.M. à partir de 1948 jusqu'en 1964, mais sans mettre l'accent sur l'immigrant et ses problèmes. On voulait enseigner le français à l'immigrant et instituer le français prioritaire. Mais, à Montréal où il y avait un problème linguistique réel, on ne dépensait que \$100.000 par an pour les écoles d'adultes, alors que Toronto affectait à ces mêmes écoles \$1,723,000!

Le même rapport recommande la création d'un secteur francophone non confessionnel et l'institution d'un régime spécial d'écoles bilingues accessibles aux seuls Néo-Canadiens.**

Les allogènes, qui demandaient des écoles bilingues, ont influencé la pensée des responsables scolaires, qui ont proposé en 1957 des écoles bilingues pour les enfants des groupes ethniques. On tergiversa jusqu'au 17 mai 1961 et, lorsque le Comité catholique de

* René Gauthier, *op. cit.*, p. 24.

** «Rapport du Comité interministériel sur l'enseignement des langues aux Néo-Canadiens», p. 15.

Pour plus de détails sur les cours de langues à temps partiel aux adultes, voir *infra*, Deuxième partie, Ch. II, A, 9, «Les cours de langue à temps partiel».

l'Instruction publique eut décidé, en mai 1962, de mettre le projet en pratique, les anglophones s'y opposèrent. Pendant ce temps la presse de langue française et les Canadiens français restaient muets. Et pourtant, 165 parents avaient déjà inscrit leurs enfants aux cours bilingues qui devaient s'ouvrir dans l'est de Montréal. Seul, le ministre René Lévesque défendit les écoles bilingues devant le Parlement québécois.*

Une école bilingue fut ouverte par la Commission scolaire à Saint-Léonard après 1963. Mais comme nous l'avons déjà noté, les professeurs étaient souvent les mêmes pour enseigner la langue française et la langue anglaise et comme plusieurs d'entre eux ne maîtrisaient pas leur langue maternelle, les résultats furent médiocres. Ces cours furent abolis en 1968, ce qui déclencha les événements de Saint-Léonard, suivis de la Loi 63, adoptée par le Parlement du Québec le 28 novembre 1969.

Si on retourne aux années 50, il faut retenir une autre raison pour les enfants des groupes ethniques de désertir les écoles de langue française, raison associée aux différences confessionnelles des groupes ethniques de même langue. Ainsi, des Allemands, des Ukrainiens, des Hongrois, des Suisses, des Hollandais, etc., se virent répartis entre les écoles de langue anglaise ou française selon qu'ils étaient protestants, orthodoxes ou catholiques.

Il faut ajouter à cela le fait que les immigrants parrainés rencontraient déjà des membres de leur famille qui fréquentaient l'école de langue anglaise. Ils allaient suivre la même route. Ce groupe représente environ 30% des immigrants.

Même si le choix linguistique avait joué en faveur des écoles de langue française, les structures scolaires auraient exercé bien peu d'attraits.

2) Le Rapport Parent

Le Rapport Parent a mentionné d'autres causes qui ont mené à la situation précaire dans laquelle se trouvait l'enseignement dans les écoles de langue française. Cette Commission résultait elle-même d'une prise de conscience des faiblesses du système scolaire catholique français.

* R. Gauthier, «Intégration...», *op. cit.*, p. 33.

Les structures de l'école publique de langue française, telles que nous les connaissons présentement, sont récentes. La fréquentation scolaire obligatoire date d'ailleurs de 1943 seulement.*

La Commission Parent fit état du pluralisme culturel créé par l'arrivée des groupes d'immigrants d'après-guerre et par les structures de la société moderne.** Elle relevait, entre autres, que les instituteurs et institutrices du Québec s'étaient groupés professionnellement avec 75 ans de retard sur leurs collègues protestants.*** Elle notait les faiblesses des manuels.

*Les maîtres du cours élémentaire et leurs élèves en ont souffert: nombre d'esprits sont désormais marqués par le mauvais goût, par une langue sans qualité, par la religiosité, par une information insuffisante.*****

Le Rapport soulignait que l'enseignement de l'anglais dans les écoles françaises était

*une sorte d'obligation pénible et ennuyeuse, une corvée, aussi bien pour le professeur que pour l'élève.******

Il demandait de laisser aux parents une certaine liberté de décision quant à l'enseignement de cette matière***** et proposait des cours d'option pour l'étude d'autres langues vivantes qui pourraient intéresser certains élèves.***** Le Rapport réclamait aussi que

*l'une des mesures les plus urgentes devrait être d'éliminer sans pitié tous les manuels actuellement en usage dans les écoles qui contribuent, par la mauvaise qualité du français, à abâtardir la langue déjà fort pauvre des écoliers.******

Le même Rapport constate les difficultés créées par l'enseignement confessionnel et suggère d'organiser un enseignement non confes-

* Rapport Parent, Première partie, Ch. I, Sec. V, par. 35.

** *Idem*, Deuxième partie, Ch. I, par. 3, et Ch. I, Sec. I, par. 9.

*** *Idem*, Deuxième partie, Ch. IV, Sec. I, par. 155.

**** *Idem*, Deuxième partie, Ch. IV, Sec. I, par. 161.

***** *Idem*, Deuxième partie, Ch. XIII, Sec. III, par. 686.

***** *Idem*, Deuxième partie, Ch. XI, Sec. III, par. 700.

***** *Idem*, Deuxième partie, Ch. XIII, Sec. V, par. 214.

***** *Idem*, Deuxième partie, Ch. XII, Sec. II, par. 616. Voir aussi l'ouvrage *Comment on abrutit nos enfants*, Solange et Michel Chalvin, Les Éditions du Jour, Ottawa, 1962. «La bêtise en 23 manuels scolaires».

sionnel chaque fois qu'un nombre suffisant de parents en feront la demande. Il se prononce pour le choix de l'enseignement par les parents, mais demande un recensement annuel pour leur permettre de faire un choix libre et réfléchi et de fournir ainsi à la Commission scolaire un instrument essentiel de planification rationnelle.*

En ce qui concerne les «Néo-Canadiens», le Rapport déplore que la situation minoritaire, l'infériorité économique des Canadiens-français et leur attitude, l'absence d'un système d'accueil adéquat, et les réflexes de défense aient défavorisé le rapprochement nécessaire entre eux:

*On ne doit pas oublier que c'est souvent par un réseau de communication de personne à personne qu'un immigrant a été attiré vers le Canada, où il avait peut-être déjà des parents ou des amis installés depuis quelques années; plus les Néo-Canadiens se sentiront bien accueillis au Québec, en particulier par les citoyens de langue française, plus ils en répandront la nouvelle dans leur pays d'origine, et mieux ils prépareront de futurs immigrants à envisager la possibilité de s'intégrer au groupe majoritaire de langue française, comme il devrait être naturel que bon nombre le fassent.***

Et le même Rapport d'ajouter:

Dans la section précédente du présent chapitre, nous avons indiqué l'urgence de la réforme à entreprendre, sur tous les fronts, pour que l'enseignement public de langue française atteigne un niveau comparable à celui de l'enseignement public des écoles protestantes anglaise. Il n'est pas étonnant que les Néo-Canadiens, devant ces différences de service et de qualité, aient été enclins à opter pour des écoles mieux pourvues, où les professeurs sont d'ordinaire mieux préparés. Le problème du choix d'une école française ou d'une école anglaise, pour un certain nombre de Néo-Canadiens, se trouvera résolu lorsque l'enseignement public de langue française sera d'une qualité indéniable et donnera accès à toutes les facultés universitaires; alors seulement on pourra penser qu'il existe pour eux une véritable possibilité

* Rapport Parent, Troisième partie, Ch. II, Sec. III, par. 119.

** Idem, Troisième partie, Ch. III, Sec. IV, par. 189.

*de choix entre des établissements publics français et anglais de valeur comparable.***

Enfin, le Rapport, tout en réclamant une politique d'accueil très large, notamment à Montréal, demande qu'on considère comme premier moyen d'attirer les immigrants aux études de langue française, un bon enseignement de la langue seconde.

*L'une des raisons qui incitent les immigrants à mettre leurs enfants dans des écoles de langue anglaise, c'est que ceux-ci y apprennent la langue parlée dans l'ensemble de l'Amérique du Nord. Il semble que si l'on améliorait rapidement l'enseignement de l'anglais dans les écoles de langue française, surtout au niveau d'étude où cet enseignement ne pourrait être en conflit avec une solide connaissance de la langue maternelle des élèves d'expression française on trouverait moins de parents, dont l'anglais n'est pas la langue d'origine, portés à inscrire leurs enfants dans une école de langue anglaise.***

Quelques groupes ethniques avaient présenté des mémoires à la Commission Parent. Tous étaient unanimes à réclamer un enseignement bilingue pour leurs enfants, entre autres les Juifs d'Afrique du Nord de culture française, qui déclaraient que le français «c'est pour nous une nécessité morale».* Mais le Rapport Parent n'eut pas de suite quant aux recommandations touchant l'intégration scolaire et sociale des immigrants.

On dut attendre jusqu'en 1971 pour que la Commission scolaire de la régionale de Maisonneuve prenne l'initiative de permettre aux étudiants juifs du territoire de Laval de fréquenter ses écoles secondaires, tout en leur offrant des cours d'hébreu et de culture hébraïque.

D'autre part, c'est seulement à la fin du mois de novembre 1972 que le ministère de l'Éducation a accepté la demande des Juifs de rite sépharade et de langue française d'ouvrir une école privée en cette langue;**** 20% des frais sont défrayés par les parents.

* Rapport Parent, *op. cit.*, par. 190.

** *Idem*, par. 193.

*** Gauthier, «Intégration...», *op. cit.*, pp. 26-27.

**** L'école Maimonide (*La Presse*, 4 décembre 1972, p. 8). Cette école a été demandée depuis 10 ans, aussi bien dans le mémoire devant la Commission Parent qu'au Gouvernement du Québec.

3) Les politiques subséquentes

L'inactivité du Gouvernement du Québec se continua jusqu'en 1968 lorsque — lors de la crise de Saint-Léonard — il créa les premières structures d'accueil;* il se dota du ministère de l'Immigration et nomma la Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques au Québec en 1968, organisa les Centres d'orientation et de formation d'immigrants (COFI), sanctionna la Loi 63 en 1969, et obligea les écoles de langue anglaise à enseigner le français à partir de la première classe élémentaire. La Loi 64, adoptée en décembre 1970, permit aux nombreuses associations professionnelles d'accorder aux postulants qui avaient une connaissance d'usage du français le droit d'exercer la profession pour laquelle ils étaient qualifiés, indépendamment de la citoyenneté, cette citoyenneté devant être demandée après la durée légale du séjour au pays. On a institué depuis deux ans une fiche d'identité scolaire où la langue parlée à la maison est mentionnée.

La création des classes d'accueil, la loi de l'enseignement privé et l'entente du 18 mai 1971 entre le ministre provincial de l'Immigration et le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration du Canada en vue d'améliorer l'information, sont autant de moyens offerts dernièrement à l'immigrant, moyens qui facilitent par ailleurs l'application d'une politique d'épanouissement de la langue française au Québec.

Conclusion

Même si nous ne pouvons trouver, en ce qui regarde l'immigration, qu'une analogie très lointaine entre les situations dans différents pays, analogie encore plus lointaine quand il s'agit du Québec, il se dégage toutefois des observations générales une certaine constante.

En effet, quel que soit le degré d'importance accordé à l'école dans le processus d'adaptation de l'immigrant à un milieu quelconque, les résultats à toutes fins utiles dépendent de facteurs qui, pour être sous-jacents à l'école, n'en sont pas moins déterminants.

Par exemple, une certaine condition semble devoir être un préalable à toute considération du rôle de l'école dans l'intégration d'un

* *Supra*, Première partie.

groupe linguistique à un autre groupe linguistique; c'est l'objectif même qu'un pays ou qu'un État donne à l'immigration; c'est la connaissance et la conscience du contenu de cet objectif.

Toutes les études qui font état de l'éducation ou de l'école comme moyen d'intégration admettent, au départ, comme primordial le fait que l'immigrant a le sentiment d'être désiré ou nécessaire à la communauté dans laquelle il s'insère. Que ce soit Morrison,* ou le ministère de l'Éducation aux États-Unis, que ce soit la magistrale étude de Joti Bhatnagar en Angleterre,** où il déclare que «l'acceptabilité sociale des enfants immigrants apparaît comme un reflet de l'état ou de l'attitude générale des relations raciales dans un pays», que ce soit R.A. Taft en Australie***, le problème de l'intégration de l'immigrant dépasse largement le rôle de l'école, et rejoint celui, beaucoup plus fondamental, de la *motivation*, qui joue sur trois plans:

- a) du côté du pays récepteur, un objectif conscient pour ménager l'immigration (nécessité, convenance, but), objectif qu'il concrétise dans des mesures adéquates de recrutement, d'accueil, de soutien, d'orientation;
- b) du côté de la population d'accueil, une information suffisante des motifs et des bienfaits de l'immigration pour l'acceptation et l'intégration de l'arrivant;
- c) du côté des nouveaux arrivants, une connaissance suffisante préalable des conditions sociales du pays pour en comprendre les réactions et les accepter.

Toute motivation suppose aussi au Québec que la langue française soit désirée.

Toute la question devient alors une question de méthodologie. Comment rendre l'objet, en l'occurrence la langue française, attrayant? Comment faire connaître ses attraits à ceux que nous voulons insérer? Comment l'école et l'enseignement peuvent-ils assumer, et assument-ils au moins une partie de ce rôle au Québec?

Ce sont les politiques d'immigration qui doivent déterminer les mesures à prendre et, en fait, on a généralement été acculé à en

* J.C. Morrison, *Puerto Rican Study*, New York Board of Education, 1953-1957.

** Joti Bhatnagar, *Immigrants at School*, London, Cornmarket Press, p. 156.

***R.A. Taft, *Opinion Convergence in the Assimilation of Immigrants*, 1962.

prendre, même en l'absence de ces politiques. Par ailleurs ce sont les circonstances propres à chacun des pays qui déterminent une politique. En définitive, c'est la connaissance la plus fidèle possible des circonstances particulières au pays qui inspireront les mesures à prendre. Aussi, importe-t-il au plus haut point d'établir, en ce qui concerne le Québec, les circonstances particulières dans lesquelles la Province se trouve vis-à-vis de l'immigration.

2. La situation démo-linguistique du Québec dans le contexte historique

Si l'on ramène le problème de l'insertion de l'immigrant aux dimensions de la province de Québec, on voit qu'aussi loin que l'on remonte dans l'histoire postérieure à la guerre de Sept Ans, la population des arrivés au Québec s'est grossie d'un apport considérable d'anglophones!

Même si on ne dispose pas de statistiques officielles avant 1851, il appert que l'on trouve des anglophones groupés en noyaux très denses à Montréal, dans les Cantons de l'Est et dans la région de l'Outaouais.

Toujours à la même époque,* selon l'historien Jean Hamelin, Montréal est une ville où la majorité anglophone est de 54.9%. A Québec, 41.7% des habitants sont anglophones** et, à Sherbrooke, 83.7%.

Il va sans dire que, avant 1760,*** tout au moins dans les débuts, le peuplement de la Nouvelle-France ne s'est effectué que par l'immigration. Qu'on la juge dirigée ou non, cette immigration s'est faite en majorité de «français catholiques» conformément aux engagements des Compagnies qui en eurent le contrôle. Les quelques anglophones qu'on signale sont des Anglais fugitifs et protestants, des Huguenots français, quelques esclaves noirs, quelques Hambourgeois, que la population du Québec a fort bien assimilés. L'image socio-linguistique de la population au moment de la Conquête est donc toute française.

* Jean Hamelin, *La dimension historique du problème linguistique*, p. 27. Étude préparée à la demande de la Commission.

** D'après M. R. Maheu, le pourcentage d'anglophones en 1851 était de 35%. cf. *«Les groupes ethniques et linguistiques. Aspects régionaux»*, doc. 416, p. 2.

***G.-D. Guay, «Immigration sous le régime français», doc. 270/E, p. 1.

Immédiatement après celle-ci, une immigration s'amorce qui vient de deux sources: les Loyalistes qui fuyaient la révolution américaine, évidemment anglophones, et les anglophones des Îles Britanniques. Vers 1830, une autre source anglophone d'immigration viendra de l'Irlande.

En 1870, Haldimand évalue le nombre des Britanniques fixés dans la colonie à 2,000 soit 1.6% de la population.* En 1784, il y aurait eu 25,000 habitants d'origine anglo-saxonne dans le Québec, provenant de l'immigration des Loyalistes surpassée d'ailleurs — toujours d'après le même auteur — par l'immigration en provenance des Îles Britanniques.

De 1815 à 1823, le total des arrivants venant de pays anglophones au port de Québec représente 21% de la population du Bas-Canada. Cependant, les Canadiens français maintiennent leur suprématie numérique à force de natalité et de concentration dans la province de Québec, et à la suite d'un détournement circonstanciel de l'immigration des Îles Britanniques vers les États-Unis.

À partir de 1848, les arrivants viennent augmenter surtout le groupe anglophone.** Les descriptions chiffrées des immigrants entrés dans la province de Québec selon le pays de la dernière résidence jusqu'en 1961 et de l'origine ethnique après 1961, en témoignent.

3. Le profil linguistique des groupes des arrivés au Québec

Il semble bien qu'en général, à partir de 1948, les immigrants qui arrivent soient pour une bonne proportion anglophones, selon l'origine géographique ou ethnique. Peuvent aussi être attirés vers le groupe anglophone certains immigrants possédant déjà une connaissance de l'anglais comme langue seconde. Nous reproduisons en appendice un tableau établissant le nombre des arrivés***.

* Tiré de Fernand Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1780. Structures et conjonctures*, Montréal, 1968, p. 143.

** Ainsi, de 1843 à 1847, sur une moyenne annuelle de 37.9% immigrants, il en serait arrivé 33% d'Angleterre, 57% d'Irlande et 7% d'Écosse. De 1848 à 1852, sur une moyenne de 37.79%, 24% venaient d'Angleterre, 53% d'Irlande et 13% d'Écosse. Cf. Fernand Ouellet, *Histoire économique...*, p. 472.

*** Voir l'Appendice II, Tableau A-11. Compilation exécutée au Service de la recherche documentaire à Québec d'après le rapport des Statistiques du Bureau des Statistiques de la Main-d'œuvre et de l'Immigration pour les années correspondantes.

par pays de dernière résidence des immigrants de 1948 à 1971. Ce tableau n'indique pas de regroupement en anglophones, francophones et autres. Une telle répartition ne serait en effet qu'hypothétique étant donné que les annuaires statistiques enregistrent les immigrants par pays de dernière résidence, sans préciser la langue parlée ni la langue maternelle ni la première seconde langue apprise, du nouvel arrivé.

Le professeur Jacques Brossard,* traitant de la situation canadienne, souligne que

l'immigration n'a guère servi dans son ensemble le Canada français. Une très faible proportion des immigrants est, dès leur arrivée, plus facilement assimilable par la population francophone que par l'anglophone. De 1945 à 1964, le tiers d'entre eux étaient en effet d'origine britannique et le quart environ appartenaient aux autres groupes ethniques anglo-saxons: Allemands, Néerlandais et Scandinaves; une proportion encore plus considérable des nouveaux citoyens fut d'ailleurs durant cette période d'origine anglo-saxonne.

Et, le même auteur d'ajouter:

*Au Québec même environ 65% des Britanniques, des Allemands, des Néerlandais, des Scandinaves, des Polonais et des Juifs, et 60% des Russes et des Ukrainiens ne connaissent de même que l'anglais.***

Si on recourt à d'autres indices comme ceux que fournissent les études statistiques sur le recensement des ménages d'immigrants au Québec, selon l'origine ethnique du chef de ménage avant 1946 et de 1946 à 1961, la prédominance du groupe d'immigrants anglophones par rapport aux immigrants d'origine francophone apparaît encore plus marquée.

En effet, 41,692 ménages dont le chef de famille était d'origine anglaise avaient immigré au Québec avant 1946 et de 1946 à 1961, soit 28,806, avant 1946 et 12,886, de 1946 à 1961.

* Jacques Brossard, *L'immigration*, Les Presses de l'Université de Montréal, 1967, pp. 17-19.

** *Idem*, p. 19.

Par ailleurs, parmi 20,329 ménages dont le chef de famille était d'origine française, 13,129 avant 1946 et 7,200 de 1946 à 1961 avaient immigré pendant le même temps au Québec.

Les mêmes tableaux statistiques fournissent des chiffres sur le nombre des ménages ethniques autres que français et britanniques qui ont immigré au Québec pendant les mêmes périodes et qui, ou bien ont déjà l'anglais comme langue seconde, ou bien sont plus naturellement enclins à se joindre au groupe anglophone.

Ainsi, 28,093 ménages qui sont théoriquement anglophones, plus les 41,692 déjà britanniques, soit un total de 69,785 ménages d'allégeance linguistique anglophone seraient entrés au Québec jusqu'en 1961. Ne sont pas comptés dans ces estimations, 47,176 ménages dont le moins qu'on puisse dire c'est qu'ils sont incertains quant à l'allégeance linguistique et que, sauf les Italiens, ils se sont révélés en majorité anglophones. Ces chiffres indiquent déjà une tendance marquée vers le groupe anglophone.

Enfin, les chiffres cités par Joy* indiquent qu'il serait entré au Québec avant 1946, 141,000 immigrants, et de 1946 à 1961, 248,000 immigrants, dont 55% avant 1946 et 46% après 1946 ne parlaient que l'anglais.

D'autre part, des calculs faits par le bureau provincial de l'Immigration, sur l'importance des immigrants venant au Québec de pays francophones et de pays anglophones, comparativement à l'importance de l'immigration totale, indiquent qu'une certaine prédominance d'immigrants venus de pays anglophones par rapport aux arrivants de pays francophones se maintient de 1964 à 1971.

Seraient donc venus de pays francophones: en 1964, 5,851 immigrants donc 22.5% de la population totale des immigrants; en 1965, 6,424 donc 21.1% de la population totale des immigrants; en 1966, 8,883 donc 22.7% de la population totale des immigrants; en 1967, 11,729 donc 25.7% de la population totale des immigrants; en 1968, 9,821 donc 27.7% de la population totale des immigrants; en 1969, 5,859 donc 20.8% de la population totale des immigrants; en 1970, 4,595 donc 19.9% de la population totale des immigrants.

* Richard Joy, *Languages in Conflict*. «The Canadian Experience», pp. 62 et 58.

Les pays de dernière résidence considérés comme francophones sont l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, St-Pierre et Miquelon, la Belgique, le Luxembourg, la Suisse, la France et le Liban.

Seraient venus de pays anglophones: en 1964, 6,362 immigrants donc 24.5% de la population totale des immigrants; en 1965, 8,188 immigrants donc 27% de la population totale des immigrants; en 1966, 11,142 immigrants donc 28.4% de la population totale des immigrants; en 1967, 12,067 immigrants donc 26.4% de la population totale des immigrants; en 1968, 8,692 immigrants donc 24.5% de la population totale des immigrants; en 1969, 9,457 immigrants donc 33.5% de la population totale des immigrants; en 1970, 7,940 immigrants donc 34.1% de la population totale des immigrants.

Les pays considérés comme anglophones sont la Grande-Bretagne, l'Irlande et les États-Unis, la Guyane britannique, la Jamaïque, Trinidad et Tobago, les Bermudes, les Barbades, les autres Antilles britanniques, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Inde, le Pakistan, le Kenya, la République Sud-Africaine, le Ceylan.

Le bureau de l'Immigration ne tient pas compte des immigrants des autres pays comme la Scandinavie, l'Allemagne, la Grèce, la Russie, la Pologne, l'Ukraine, etc., dont l'indice de perte de la langue maternelle en faveur de l'une ou de l'autre langue s'est révélé favorable au groupe anglophone dans des proportions allant de 56.9% à 21.3% respectivement, au recensement de 1961.*

Un rapport de la Direction générale de l'immigration, au ministère des Affaires culturelles, préparé pour une politique d'immigration au Québec affirme que

*Les Britanniques arrivent deux fois plus nombreux que les Français, même si les premiers ne représentent que 10% de la population totale québécoise. De plus, si l'on tient compte que, théoriquement, certains groupes ethniques, tels que les Allemands, les Autrichiens, les Hollandais, et une grande partie des immigrants venant des États-Unis s'intègrent presque naturellement aux anglophones, il faut conclure qu'au moins 50% des immigrants élisant domicile au Québec sont déjà acquis à la langue et à la culture anglaise.***

* Voir l'Appendice II, Tableau A-12.

** Rapport du 30 janvier 1967, p. 27 et ss.

Le même rapport ajoute:

*Par affinités linguistiques ou culturelles, l'élément anglais du Québec peut compter sur des «alliés naturels» tels que les Allemands, les Hollandais, les Scandinaves, etc.**

Il est incontestable — et c'est peut-être là une des causes majeures de l'adhésion des immigrants au secteur anglophone — que cette population en place a par la force des choses exercé et exerce encore sur les immigrants allogènes, une force d'attraction dont il n'est pas possible d'évaluer le degré.

Il n'y a pas lieu de s'étonner si cette population à prédominance nettement anglophone choisit, pour l'éducation des enfants, le secteur anglophone du système éducatif en vigueur qui leur est offert.

Quel volume de population d'âge scolaire représente cet apport démographique?

Où se trouve cette population scolaire?

Quel est le système éducatif dans lequel elle s'est insérée?

À cause même de la définition attribuée à la langue maternelle comme «la langue qui est parlée dans l'enfance et qui peut être encore comprise», les statistiques au niveau des moins de vingt ans trouvent une plus grande validité. La langue maternelle chez les enfants, dans la mesure où on la définit la langue généralement parlée à la maison, devient plus indicative de la langue préférée des parents. Aussi, nous attarderons-nous à décrire cette population des immigrants de moins de vingt ans, par rapport à la population totale, à la population des moins de vingt ans du Québec et à la population totale des immigrants. Il va sans dire que ces données ne tiennent pas compte des mortalités, des départs, des retours au pays d'origine. Elles nous indiquent cependant la proportion des moins de vingt ans arrivés au Québec et ce qu'ils représentent d'acquis pour le groupe auquel ils ont choisi d'adhérer.**

4. La situation démo-linguistique scolaire

En examinant la question de plus près, on constate que la population des moins de vingt ans des nouveaux arrivés ne représente qu'une

* Rapport du 30 janvier 1967.

** Voir l'Appendice II, Tableau A-13.

très faible partie de la population totale de la province de Québec, soit, pour la période de recensement 1951-1961, 1.15% de la population totale de la province de Québec et 2.28% de la population des moins de vingt ans. Pour la période de recensement 1961-1971, elle représente 1.46% de la population totale de la province de Québec et 3.34% de la population des moins de vingt ans.*

La population totale du Québec au recensement de 1961 était de 5,259,211, dont 2,330,821 avaient moins de vingt ans, et dont 60,320 étaient des immigrants de moins de vingt ans.

Au recensement de 1971, la population totale du Québec était de 6,027,765, dont 2,406,827 avaient moins de vingt ans, et dont 81,645 étaient des immigrants de moins de vingt ans.**

Le nombre d'enfants d'immigrants de moins de vingt ans, arrivés au Québec en 1971, est de 5,034, dont environ la moitié, d'âge scolaire. La majorité d'entre eux sont des anglophones.

En se reportant aux données présentées par le ministère provincial de l'Immigration à Montréal, l'importance de la population des immigrants de moins de vingt ans pour chacune des années de 1958 à 1970 inclusivement, par rapport à la population totale des moins de vingt ans au Québec, se situe entre 0.2% et 0.5%***

Cependant, comme l'immense majorité des Québécois d'autres origines ethniques, avec leurs enfants, se concentre dans la région de Montréal et sa banlieue, la présence de ces enfants dans le milieu scolaire devient une préoccupation justifiable.

Il va sans dire que Montréal étant le séjour d'élection de la plupart des arrivants au Québec, les chiffres, dans la mesure même où ils se retrouvent semblables dans les différents rapports, demeurent des indicatifs assez probants de l'option scolaire des nouveaux arrivés.

La ville de Québec se place en 7ième position pour le nombre des enfants d'immigrants inscrits à l'école. L'intégration en milieu

* Voir l'Appendice II, Tableaux A-14 et A-15.

** Bureau provincial de l'Immigration, Population du Québec. Recensements, 1961, 1971.

***Voir l'Appendice II, Tableau A-15.

scolaire s'y fait naturellement. Les quelques anglophones qui s'y établissent s'inscrivent pour la plupart dans les écoles anglaises, notamment à «St-Patrick» et à «Holland School». Il en va de même pour les francophones désireux de profiter de l'occasion d'apprendre la langue seconde.

Le relevé des statistiques concernant le choix de l'école par les parents néo-canadiens, quant à l'enseignement donné à leurs enfants, est œuvre compliquée et qui demeure incomplète.

Les statistiques relatives à la répartition des enfants d'immigrants entre classes française et anglaise de la CECM, les seules disponibles, révèlent que, avant 1934, la section française attirait plus de Canadiens d'autres origines ethniques que la section anglaise. Après 1935, les rôles sont renversés; même si l'évolution est lente, elle se maintient régulière. À partir de 1961, les tendances vers les écoles de langue anglaise sont plus marquées et atteignent des proportions inquiétantes.

Nous avons tenté de compléter les statistiques fournies à la Commission par la CECM avec des chiffres que nous ont fournis subséquemment la CECM et le ministère de l'Éducation.*

Cependant, étant donné les limites de ces statistiques, le mieux et le plus qu'on puisse en tirer, ce sont des indices généraux. Dans ces circonstances, une description de la situation démographique-linguistique scolaire dans son ensemble et dans ses différences est pratiquement impossible à circonscrire.

Le mieux et le plus qu'on puisse recommander, c'est que des statistiques uniformes et précises soient tenues et compilées pendant un laps de temps suffisant pour avoir une idée nette et claire de la situation. Aussi longtemps que de telles statistiques n'auront pas été établies, le risque est grand de légiférer pour les minorités sans discrimination à l'égard de la majorité et des minorités.

Le nombre des élèves néo-canadiens dans les écoles de la section française de la CECM n'a cessé de diminuer; le nombre des élèves alloènes dans les écoles anglaises de la CECM n'a cessé de s'accroître. En 1955-1956, ces élèves, qui sont d'une origine autre que française et britannique, atteignaient déjà en nombre ceux

* Voir l'Appendice II, Tableau A-16.

d'origine britannique dans les écoles de la section catholique anglaise de Montréal.* C'est ce qui ressort des chiffres suivants: élèves d'origine britannique: 8,992 ou 40.9%; élèves d'autres origines ethniques: 8,866 ou 40.4%; élèves d'origine française: 4,112 ou 18.7%.

Les immigrants ne portent pas seuls la responsabilité de l'augmentation des élèves dans les écoles de langue anglaise, car d'après R. Joy,** les enfants de langue anglaise dans la province de Québec ont augmenté eux-mêmes en nombre. De 1931 à 1961, il y a eu augmentation de la famille anglo-canadienne. La population anglaise d'âge scolaire a plus que doublé depuis 1931, tandis que la population des enfants de familles francophones n'a augmenté que de 80%.

Il apparaît donc que dans les seules classes anglaises de la CECM, les enfants ont tripé leur nombre, de 1931 à 1963. Les Italiens, les Espagnols et les Portugais qui sont généralement considérés, à cause de leur affinité culturelle, à tendance linguistique française, inscrivent leurs enfants en forte proportion au secteur anglais de la CECM.

Il serait vain de fermer les yeux sur les implications des données énumérées ci-dessous:

- 1° la tendance générale au choix du secteur d'éducation anglophone, fut-il catholique, par des élèves néo-canadiens;
- 2° la déclaration d'un bon nombre d'élèves, tant à l'élémentaire qu'au secondaire anglais, que le français est la langue parlée à la maison;
- 3° la tendance bien marquée ces dernières années du groupe italien à s'inscrire aux écoles anglophones, même dans le secteur catholique;
- 4° la forte concentration des élèves d'origine italienne dans la région B du secteur anglais de la CECM où ils sont en majorité dans 16 écoles de l'élémentaire et dans 3 écoles du secondaire.

Il faut souligner ici la difficulté de retrouver des statistiques d'effectifs scolaires, selon l'origine ethnique et la langue, qui soient

* Voir l'Appendice II, Tableau A-17.

** Joy, *op. cit.*, p. 41.

comparables. La nécessité d'un inventaire constant, selon des variables uniformes, de ces effectifs s'impose à l'avenir, si l'on veut obtenir une vue adéquate de la situation.

Par exemple, il n'existe pas, ou du moins il n'a pas été possible d'obtenir des Écoles protestantes de Montréal, des répartitions de clientèle scolaire selon l'origine ethnique comparables ou au moins analogues aux statistiques fournies par la CECM pour les années antérieures à 1970.

Le Protestant School Board of Greater Montreal et celui du Greater Québec n'ont pas tenu compte de ces variables.

D'autres statistiques fournies par le ministère de l'Éducation viennent confirmer cet état de choses pour l'année 1970. Elles décrivent les effectifs scolaires de la région administrative de Montréal répartis selon la langue parlée à la maison et la religion dans les écoles publiques catholiques françaises et anglaises, dans les écoles publiques protestantes françaises et anglaises, dans les écoles privées catholiques et protestantes.*

Les seules variables considérées sont: langue parlée à la maison: anglais, français et autres langues; religion: catholique, protestante, autres.

Le secteur public catholique

En 1970 les effectifs scolaires dans les écoles de la CECM de la région de Montréal, qui s'élevaient à 222,964, se répartissent selon la langue parlée à la maison, de la manière suivante:

Dans les écoles françaises, sur un total d'inscrits de 179,663,

- 175,535 élèves déclarent parler le français à la maison, soit 97.7%;
- 1,282 élèves déclarent parler l'anglais, soit 0.72%;
- 2,846 élèves déclarent parler une langue autre que le français et l'anglais, soit 1.58% du total.

Dans les écoles anglaises, sur un total de 42,810 élèves inscrits,

- 3,675 déclarent parler le français à la maison, soit 8.58%;

* Les données qui suivent ont été compilées par le Service de recherche documentaire de la Commission, d'après les Statistiques du Service d'informatique du ministère de l'Éducation à Québec (SIMEQ).

- 15,566 élèves déclarent parler l'anglais à la maison, soit 36.3%;
- 23,569 élèves déclarent parler une langue autre que le français et l'anglais, soit 55.02% du total.

Dans les écoles bilingues, sur 491 élèves.

- 475 élèves déclarent parler le français à la maison;
- 16 déclarent parler l'anglais;
- aucun ne déclare parler une langue différente.

Ainsi, sur le total de 222,964 élèves inscrits dans les écoles de la CECM, le pourcentage d'élèves inscrits déclarant parler une langue autre que le français et l'anglais à la maison serait donc de 11.8%.

Le pourcentage des élèves qui déclarent parler à la maison une langue autre que l'anglais et le français, par rapport aux élèves inscrits dans les écoles anglaises catholiques, serait de 55%.

Le secteur public protestant

En 1970, les effectifs scolaires, dans les écoles du secteur public protestant de la région de Montréal se répartissent, selon la langue parlée à la maison, de la façon qui suit:

Dans les écoles françaises, sur un total de 327 élèves, tous parlent le français à la maison.

Dans les écoles anglaises, sur un total de 60,698 élèves, 2,654 déclarent parler français à la maison, soit 4.38%; 46,889 déclarent parler anglais à la maison, soit 77.34%; 11,155 parlent à la maison une langue autre que le français et l'anglais, soit 18.38% du nombre total des inscrits.

Dans les écoles bilingues, sur un total de 2,682 élèves, 991 déclarent parler français à la maison, soit 37.3%; 1,108 déclarent parler anglais à la maison, soit 41.3%; 583 déclarent parler à la maison une langue autre que française et anglaise, soit 21.4% du total.

C'est dire que, sur un total de 63,707 élèves inscrits au secteur public protestant de la région de Montréal, il y a 21.4% d'élèves qui parlent, à la maison, une langue autre que l'anglais et le français.

Le secteur privé catholique

Comme l'indique le tableau des effectifs scolaires du secteur privé catholique français de la région de Montréal pour 1970, on dénombre un total de 40,133 inscrits aux écoles françaises du secteur privé catholique: 38,973 donnent le français comme langue parlée à la maison; 696 donnent l'anglais comme langue parlée à la maison; 464 donnent une autre langue que le français et l'anglais comme langue parlée à la maison, soit $464/40,133 = 1.15\%$.

Dans les écoles anglaises, sur un total de 4,139 élèves: 839 donnent le français comme langue parlée à la maison; 2,870 donnent l'anglais comme langue parlée à la maison; 430 donnent une autre langue que le français et l'anglais comme langue parlée à la maison; soit $10.4\% = 430/4,139$.

Le secteur privé protestant

Comme l'indique le tableau des effectifs scolaires du secteur privé protestant de la région de Montréal, pour 1970, sur un total de 15 inscrits à une école française enregistrée comme faisant partie du secteur privé protestant: 2 donnent le français comme langue parlée à la maison; 10 donnent l'anglais comme langue parlée à la maison; 3 donnent une autre langue que le français et l'anglais comme langue parlée à la maison, soit 3 sur 15 = 20%*

Dans les écoles anglaises, sur un total de 3,954 élèves: 148 donnent le français comme langue parlée à la maison; 3,661 donnent l'anglais comme langue parlée à la maison; 145 donnent une autre langue que le français et l'anglais comme langue parlée à la maison, soit 145 sur 3,954 = 3.7%

Dans les écoles bilingues, sur un total de 1,999 élèves: 1,317 donnent le français comme langue parlée à la maison; 577 donnent l'anglais comme langue parlée à la maison; 105 donnent une autre langue que le français et l'anglais comme langue parlée à la maison, soit 105 sur 1,999 = 5.02%

* Les données provenant du Bureau des statistiques du Québec à ce sujet sont, comme on le voit, très incomplètes. L'école en question s'appelle «Cours privé L. Farmer», de Montréal.

Écoles «autres»

Dans les écoles «autres» françaises, sur un total de 305 inscrits, 305 parlent le français à la maison.*

Dans les écoles «autres» anglaises, sur un total de 4,326 inscrits: 360 donnent le français comme langue parlée à la maison; 2,012 donnent l'anglais comme langue parlée à la maison; 1,954 donnent une autre langue que le français et l'anglais comme langue parlée à la maison, soit 1,954 sur 4,326 = 45.2%

Il n'est pas possible de trier à l'intérieur de ces données les seuls Québécois d'autres origines ethniques, mais on peut, sans crainte, considérer comme tels ceux qui, dans le secteur privé, déclarent parler à la maison une langue autre que le français et l'anglais, soit 2,634 par rapport au total des effectifs du secteur privé qui est de 54,871, ce qui représente 4.83%

Conclusion

Une fois de plus, ces chiffres ne nous permettent pas encore, malgré un certain raffinement, de circonscrire avec exactitude, ni quantitativement, ni géographiquement, ni comparativement, le nombre réel d'enfants du tiers-groupe présents dans les écoles de la CECM, du PSBGM et du secteur privé de l'enseignement.

Ces effectifs ne couvrent pas les mêmes superficies; ils ne différencient pas l'origine ethnique, ni même le vrai statut de l'immigrant. Tels qu'ils se présentent toutefois et en se limitant à ceux qui disent parler à la maison une langue autre que le français et l'anglais et qui sont de toute évidence d'origine ethnique autre, récente ou plus lointaine, il n'y a que les écoles anglaises du secteur public catholique anglais qui accusent un pourcentage appréciable de Néo-Canadiens (55.02%).

5. Dans quel système éducatif l'immigrant est-il appelé à s'intégrer au Québec?

Il est évident que le fait d'arriver et de s'installer dans une province à majorité démographique française, dans un pays de caractère bilingue, constitue déjà pour l'immigrant une situation différente de celle qu'il trouve dans une province à forte majorité anglophone.

* «Autres» désigne certaines écoles qui opèrent comme non confessionnelles.

On ne conteste généralement pas le fait que la province de Québec a reconnu dans ses lois scolaires cette dualité qui tient compte des différences, du développement normal de la personnalité ethnique et religieuse des deux peuples fondateurs du pays, et de la mise en valeur de leur héritage culturel propre.

De toute façon, son système scolaire s'est développé graduellement et les textes législatifs se sont succédé en grand nombre pour en arriver au Code scolaire de l'année 1960 et à la Loi du ministère de l'Éducation en 1964.

Il semble utile de retracer certains jalons historiques qui peuvent avoir eu quelque implication pour l'enseignement aux immigrants de toutes origines et de toutes religions.

a) Repères historiques

La proclamation de l'Institution Royale en 1801, qui établissait un réseau d'écoles gratuites anglaises neutres, seules subventionnées, provoqua des résistances et la formation d'un réseau d'écoles catholiques.

La première loi scolaire votée en 1801 s'intitulait *«Acte pour l'établissement d'écoles et l'avancement des sciences dans cette province»*. Cette loi contenait en germe la neutralité scolaire. Elle connut évidemment bien des opposants dans le clergé québécois, mais fut adoptée en troisième lecture, grâce à l'appui de certains députés canadiens-français.

En 1824, une loi connue sous le nom de *«Loi des écoles de Fabrique»*, reconnaissait la paroisse comme base de l'organisation scolaire.

En 1829, un Acte destiné à mettre en valeur ou à rendre efficaces les deux premières lois s'intitulait *«Acte pour faciliter l'établissement et la dotation d'écoles élémentaires dans les paroisses de cette province»*.

En 1841, une loi venait abroger les actes ci-haut mentionnés et visait à l'établissement et au maintien des écoles publiques en cette Province. Elle consacrait le principe de la confessionnalité de l'école. Certains documents attestent que le séparatisme scolaire entre

protestants et catholiques s'est inscrit dans la loi de 1841, à la demande principalement des confessions protestantes.*

Enfin, en 1856, la loi fondamentale du système scolaire connue sous le titre de Loi 9, Victoria, chap. XXVII, donnait naissance au Conseil de l'Instruction publique et aboutissait finalement à la dualité scolaire confessionnelle que nous connaissons aujourd'hui et qui fait toujours l'objet de controverses:

- 1° un secteur protestant public et un secteur catholique public, lesquels se divisent encore en écoles anglaises, françaises, bilingues et «autres»;
- 2° un secteur privé catholique d'écoles anglaises et françaises, un secteur privé protestant d'écoles anglaises et françaises, un secteur d'école confessionnelle bilingues, et d'autres écoles sans confessionnalité avouée mais de langue d'enseignement anglaise ou française.

La division entre écoles anglaises et françaises dans les Commissions scolaires catholiques obéit à la force du nombre, mais aussi à la nécessité de fournir aux élèves de langue anglaise dans le cadre confessionnel catholique un enseignement correspondant à la culture anglaise.

Le clivage selon la confessionnalité se confirma au moment de la Confédération, alors que les droits scolaires des minorités religieuses furent garantis par l'Article 93 de l'*Acte de l'Amérique britannique du Nord*.

Bien que non formulée, la protection *de facto* mais non *de jure* de la langue maternelle des élèves des écoles se trouvait d'une certaine façon assurée, puisque les catholiques étaient considérés comme étant de langue française et les protestants, de langue anglaise.

Cette imprécision entre majorités et minorités linguistiques s'est toujours maintenue et a entraîné des situations où tantôt la langue cédait le pas à la foi, tantôt la foi à la langue. Mais les conflits latents ou les mésententes ont toujours été entrelacés au filigrane de la foi.

De 1900 à 1960, «les deux confessions religieuses possèdent chacune leur propre réseau complet d'enseignement, financé par l'impôt

* Lionel Groulx, *Histoire du Canada français*, tome IV, Montréal, 1952, p. 63.

du niveau élémentaire au niveau supérieur»,* à l'intérieur d'un Conseil d'Instruction publique, lequel coiffe deux comités tout-puissants, le Comité catholique et le Comité protestant.

La Commission Parent avait recommandé le regroupement de tous les services d'enseignement dans le cadre d'un seul ministère. Ce regroupement s'est effectué en 1964 seulement et il maintient actuellement le principe des écoles confessionnelles protestantes et catholiques anglaises et françaises privées et publiques. C'est tout récemment seulement, c'est-à-dire après 1969, que la frontière scolaire, religieuse et linguistique put être franchie, au moins théoriquement.

*Désormais, lois et règlements du ministre, normes et procédures du ministère s'appliquent également aux catholiques et aux protestants, aux francophones et aux anglophones, c'est-à-dire à toute la clientèle scolaire du Québec.***

C'est donc dans le respect séculaire libéral des droits de la minorité anglophone que le système éducatif du Québec s'est élaboré.

C'est à un tel système que l'immigrant a été appelé, au moins depuis 1867, à s'intégrer.

Il ne faut pas s'étonner si la majorité de la population des immigrants, déjà anglophones en grande partie, ont été attirés par les écoles anglaises et se retrouvent maintenant dans le secteur anglais catholique ou protestant du système éducatif de la province de Québec.

D'autant plus que, soit par inertie, négligence, indifférence, ignorance de la situation et peut-être même impuissance, il semble qu'il n'y eût rien de fait du côté francophone jusqu'à ces deux dernières années pour inciter les immigrants à envoyer leurs enfants dans le réseau des écoles françaises.

* Pierre de Grandpré, «Bilinguisme et système d'éducation au Québec face au Rapport sur le Bilinguisme et le Biculturalisme», Conférence du 13 décembre 1970, p. 3.

** Extrait d'une conférence prononcée par Mme Thérèse Baron, sous-ministre de l'Éducation, lors d'un colloque organisé à Québec par le Centre québécois des relations internationales le 3 octobre 1972 et portant sur la «Culture et société québécoise».

b) La Loi 63

La *Loi pour promouvoir la langue française au Québec* (Loi 63), sanctionnée le 28 novembre 1969, confirme le droit exclusif des parents francophones ou anglophones au choix libre de l'école.

Par cette disposition, elle affranchit certains groupes ethniques non catholiques de l'obligation de s'inscrire aux écoles protestantes de langue anglaise.

c) Ses effets

Il est pratiquement impossible d'évaluer les implications de la Loi 63 sur le comportement scolaire des immigrants, cela par manque de recul, absence de données comparables, grande diversité linguistique culturelle de la clientèle, imprécisions des statistiques disponibles, etc.

De plus, il est impossible d'évaluer, même avec un minimum d'exactitude, le nombre d'enfants d'immigrants qui auraient pris avantage de la Loi 63 pour passer du côté anglophone, car cet état de chose est, selon toute vraisemblance, antérieur à la loi et surtout parce qu'on ne peut distinguer dans l'ensemble des 1,075 enfants passés au secteur anglophone, de 1969 à 1970, ceux qui sont francophones autochtones de ceux qui sont réellement immigrants.

Les fiches des élèves de 1970 comportent, sur le même formulaire, la langue d'enseignement de l'élève en 1969 et celle de 1970, et par le fait même portent sur le même groupe d'étudiants. Toutes les statistiques antérieures, quand il en existe, ne concernent pas le même groupe d'élèves et, dès lors, les variations de population ne peuvent être interprétées comparativement. De plus, la langue d'enseignement qui apparaît sur les fiches antérieures est tantôt celle de l'école, tantôt celle de l'élève. Enfin, ces statistiques ne sont pas disponibles dans toutes les Commissions scolaires.

Les seuls chiffres valables décrivant le transfert des enfants d'une langue d'enseignement à une autre, en l'occurrence du français à l'anglais, ont encore leurs limites, puisque les fiches n'ont été utilisées que dans une proportion de 72% de la population totale des enfants inscrits. Encore faut-il préciser qu'elles tiennent compte de variables qui différencient bien les élèves qui sont d'une langue

autre que de langue anglaise et de langue française et qu'on peut dès lors considérer comme des immigrants; mais elles ne différencient pas, à l'intérieur du groupe des francophones et des anglophones, ceux qui sont aussi des immigrants.

Ces limites étant définies, il reste que, en considérant seulement la distribution des élèves du Québec dont la langue maternelle est autre que le français et l'anglais dans le secteur privé et public des niveaux de la maternelle, de l'élémentaire, du secondaire, de l'enfance inadaptée, on remarque que

- le secteur d'enseignement français a connu, de 1969 à 1970, une baisse de 414 étudiants, soit 0.69% de la population scolaire «autre» qui fréquentait ce secteur dans l'ensemble des niveaux;
- le secteur d'enseignement autre que français et anglais* a connu, pour cette même période, une baisse de 661 étudiants, soit 1.10% de la population scolaire «autre» pour les mêmes niveaux.

Ces deux secteurs ont perdu 1,075 élèves d'une langue autre que française et anglaise, qui se sont dirigés vers le secteur d'enseignement de langue anglaise, soit 1.79% d'une population scolaire «autre» évaluée à 60,111 élèves à ces mêmes niveaux.**

D'après un sondage effectué par Sorecom Inc., à l'intention du ministère de l'Éducation, au 1^{er} avril 1971*** 1,920 élèves (70.7%) s'orientaient vers les écoles anglaises, alors que 796 (29.3%) s'orientaient vers les écoles françaises, parmi ceux qui ont décidé de changer d'école. Il s'agit d'un total de 2,716 élèves, soit d'une partie infime du nombre d'élèves de la Province, lequel était, en 1971, de 2,406,827.

Mme V. Neal, présidente du Comité français du Québec Federation of Home and School Associations, considère que le sondage Sorecom ne tient pas compte des écoles d'immersion en langue française organisées par les écoles protestantes et qui comptent, actuellement, 5,253 élèves.****

* Écoles ethniques.

** Renseignement donné par le ministère de l'Éducation (doc. de la Commission 1650 CXL).

*** Étude de l'orientation linguistique de quelques groupes dans la région de Montréal.

**** Quebec Bill 63 Statistics Misleading — H & S», *The Gazette*, 24 octobre 1972, p. 3.

Le premier effet de la Loi 63 a été de dédouaner les parents de l'hypothèque confessionnelle qui limitait antérieurement leur choix linguistique. On aurait pu espérer que l'occasion qui leur a été donnée se matérialisât par un choix plus prononcé des écoles de langue française. Ces espoirs ne se sont pas encore réalisés et il n'est pas difficile d'attribuer les hésitations à l'insécurité d'ordre économique et social, à la menace d'une coercition éventuelle, à la qualité de l'enseignement et à toute autre cause.

Il est prématuré, et pratiquement impossible, répétons-le, d'évaluer quelles ont été les implications de la Loi 63 sur le comportement scolaire des immigrants et de porter des jugements de valeur. Les statistiques produites fournissent tout au plus quelques indices généraux qui suggèrent une très grande prudence dans les moyens à prendre pour faire face à la situation. Il faudrait sans doute une observation plus longue et une interprétation très soignée des résultats de cette observation pour que les mesures adoptées ne déplacent pas le problème sans le régler.

Les problèmes se posent, sans doute, au niveau des causes et non au niveau des symptômes et rejoignent les personnes immigrantes au moment même où elles sont exposées à ces causes, c'est-à-dire bien avant et au-delà de l'école qui n'est qu'un épisode de leur intégration. Et, parmi ces causes, la qualité de l'accueil et le besoin de l'anglais pour les activités professionnelles et pour la mobilité sociale exercent des pressions majeures sur le choix de l'école.

Enfin, il ne faut pas oublier que la Loi 63 stipule également que le ministère de l'Immigration doit, de concert avec le ministère de l'Éducation, prendre des dispositions nécessaires pour que les postulants immigrants acquièrent la connaissance de la langue française avant même qu'ils arrivent au Québec.; aucune disposition n'a été prise jusqu'ici en ce sens.

Les mêmes ministères devraient prendre des mesures pour faire apprendre le français aux immigrants et faire instruire leurs enfants dans des institutions d'enseignement où les cours sont donnés en langue française. Les classes d'accueil, créées récemment, répondent aux espoirs qu'on y mettait, car sur un nombre d'environ 500 élèves reçus annuellement, la très grande majorité continue ses études dans des classes de langue française.*

* Voir *infra*, Ch. II, A, 11, classes d'accueil.

Il reste à juger si l'éventail des dispositions à prendre pour favoriser la connaissance du français aux immigrants et à leurs enfants a été épuisé. Certaines dispositions prises en faveur de l'intégration des enfants d'immigrants au secteur francophone et pour l'apprentissage du français par les adultes seront décrites dans les paragraphes suivants. Avant même de présenter la qualité et le nombre de ces dispositions, il se dégage une conclusion, identique d'ailleurs à celle exprimée sur le transfert scolaire: ces dispositions sont trop récentes pour permettre d'évaluer d'une manière objective l'ampleur des conséquences favorables et porter des appréciations sûres.

6. Divers obstacles au choix des écoles de langue française

La situation démo-linguistique scolaire établit que les enfants d'immigrants au Québec sont en majorité de langue maternelle anglaise ou ont l'anglais comme langue seconde. Il s'agit donc d'un obstacle majeur au choix des écoles d'enseignement en français. D'autres obstacles s'ajoutent pour conditionner ce choix: ils sont d'ordre économique, confessionnel ou purement scolaire comme la qualité de l'enseignement, les qualifications et les attitudes des maîtres et élèves.

a) Les impératifs économiques

La crise économique d'après 1929 a arrêté brusquement l'immigration au Canada et au Québec. Une autre «saignée» démographique a été évitée par les lois restrictives d'immigration aux États-Unis et par le fait que cette crise a produit des effets très négatifs sur tout le continent nord-américain. Toutefois, c'est dans les années 40 qu'on décida de n'enseigner l'anglais dans les écoles de langue française qu'à partir de la sixième année (équivalent aujourd'hui à la cinquième) au lieu de la deuxième (équivalent aujourd'hui à la troisième) comme auparavant. Il s'agissait d'un moment très mal choisi pour effectuer ces changements. Si surprenant que cela puisse paraître, c'est au moment de la crise économique qui a sévi entre les deux guerres mondiales que s'est produit un glissement majeur vers les écoles de langue anglaise. Ce glissement a coïncidé, d'ailleurs, avec le recul du français comme première langue internationale à l'échelon mondial.

Ainsi, la crise économique, qui a commencé en 1929, a eu des effets déplorables au niveau scolaire. Cette cause est, trop souvent,

oubliée, lorsqu'on considère les conditions de l'épanouissement du français.

Les effets des transferts scolaires survenus entre les deux guerres mondiales se sont prolongés dans le temps, car les parents des allochtones immigrés après 1946 et qui avaient la possibilité de choisir, ont suivi le courant établi d'envoyer leurs enfants à l'école de langue anglaise. D'ailleurs, l'influence économique, politique et linguistique des États-Unis était telle qu'on pouvait difficilement ignorer la nécessité absolue de connaître l'anglais, nouvelle langue mondiale. Ce besoin était ressenti également par les Canadiens français qui, à Montréal, donnaient l'exemple en utilisant considérablement l'anglais comme langue de communication au travail.

b) La confessionnalité*

Les deux orientations scolaires, l'une catholique et l'autre protestante, ont empêché beaucoup de parents de faire un choix libre. Ce système semblait anachronique, surtout aux immigrants européens, accoutumés aux écoles neutres. Les restrictions qu'ils ont subies résultent aussi bien des règlements officiels que de la pratique courante. Par exemple, les enfants juifs furent dirigés vers le secteur protestant et donc anglophone, par l'effet de la loi de 1903, 3 Ed VII, chap. 16, art 6. De plus, comme nous l'avons déjà vu,** des autorités scolaires locales, des directeurs d'écoles et même des professeurs ont refusé dans les écoles catholiques des élèves d'une autre religion, ou sans religion, et le secteur francophone a perdu ainsi un certain nombre d'immigrants juifs francophones, chrétiens orthodoxes ou autres non catholiques. Ceci, la plupart du temps, pour des motifs de facilité ou de zèle religieux. Le cloisonnement scolaire n'a pas aidé au rapprochement des groupes ethniques avec la communauté majoritaire québécoise.

c) La qualité de l'enseignement

L'intérêt accordé par le Gouvernement du Québec à l'enseignement public a été très modeste dans le passé. Ainsi, le budget de l'éducation était d'environ \$9 millions en 1946. Il a augmenté à \$107 millions en 1960 puis à \$701 millions en 1969, pour grimper à plus d'un milliard de dollars en 1972.

* Ce terme n'apparaît pas encore dans les dictionnaires mais il est d'usage courant au Québec. C'est à ce titre que nous l'utilisons dans ce livre.

** Voir *supra*, Deuxième partie, Ch. II, A, 1, d, 1.

L'enseignement public n'est devenu obligatoire qu'en 1943 et on lui trouvait bien des lacunes par rapport à l'enseignement des écoles anglaises.

Les groupes ethniques ont toujours réclamé des écoles neutres bilingues, ou des écoles de langue française où on enseignerait suffisamment d'anglais. Ils demandaient qu'on enseignât d'autres langues durant quelques heures par semaine là où le nombre des élèves et l'intérêt le motivaient.

Nous avons montré dans une autre section l'insuccès des efforts tentés en vue de créer de telles classes. Les recommandations du Rapport Parent portant sur ce sujet et les recommandations similaires du Comité interministériel en 1967 restèrent aussi lettre morte.*

Plus récemment, dans les mémoires soumis à la Commission par différents groupes ethniques et à l'occasion des colloques que la Commission a organisés, on demandait de nouveau un enseignement suffisant de l'anglais comme condition préalable au choix des écoles de langue française.

Ce ne sont pas seulement les représentants des groupes ethniques qui ont réclamé un enseignement amélioré de l'anglais. La CECM a déploré dans un mémoire soumis à la Commission en septembre 1969, la qualité inférieure de l'enseignement de la langue seconde. Des sondages et des enquêtes faits auprès des parents francophones et anglophones ont fait état des mêmes soucis.

1) *L'opinion de la CECM*

Dans son mémoire, la CECM a décrit ainsi la situation qui prévalait déjà en 1958:

*L'anglais s'enseigne dans nos écoles de la 5^e année à la 12^e année inclusivement, soit à plus de 100,000 enfants. La maquette-horaire prévoit dans les classes de 5^e, 6^e et 7^e, quatre périodes d'une demi-heure chacune, soit deux heures par semaine; au secondaire, on prévoit cinq périodes de 45 minutes chacune. Ces heures seraient suffisantes dans des conditions d'enseignement idéales, mais, comme nous le verrons plus bas, la réalité est fort différente.***

* «Rapport du Comité interministériel», *op. cit.*, p. 44. Voir aussi *supra*. Deuxième partie, Ch. II, A, I, d, 2, «Le Rapport Parent».

** Résolution XXV, Session régulière du 6 mai 1958, p. 27 du mémoire.

Et le mémoire d'ajouter:

En dépit des efforts déployés, surtout au cours élémentaire, les résultats demeurent discutables. La principale raison de ce demi-succès est attribuable à la pénurie de professeurs compétents. C'est aussi l'opinion de «The Association for the teaching of English in Québec» qui déclarait dans un rapport sur la formation des maîtres: «Il y a très peu de spécialistes dans l'enseignement de l'anglais comme langue seconde dans la province et à peu près aucune possibilité d'améliorer la formation des professeurs d'anglais» (traduction).

Voici quelques autres observations de nature à expliquer le peu de succès des démarches entreprises:

- le temps prévu à l'horaire n'est pas toujours respecté;
- il arrive même que l'enseignement de l'anglais soit retranché de l'horaire et la période consacrée à d'autres disciplines;
- les élèves sont de moins en moins motivés puisque aucune appréciation chiffrée pour cette matière ne s'ajoute à la moyenne générale du bulletin;
- un certain nombre d'enseignants attribuent peu d'importance à cet enseignement.*

2) Études et sondages

Au mois de mars 1971, l'Office des Relations publiques de la CECM faisait un sondage auprès des membres des comités consultatifs de la CECM concernant l'enseignement de la langue seconde dans les écoles de langue française et de langue anglaise. Le français était enseigné au moment du sondage dans les écoles anglaises à partir de la 3^e année du cours élémentaire. Les parents francophones ont réclamé, dans une proportion de 63.38% que dans les écoles anglaises le français soit enseigné plus tôt, et les parents anglophones ont été du même avis dans une proportion de 75.2%. Le sondage a été fait aussi dans les écoles de langue française. L'anglais s'enseigne actuellement dans ces écoles à partir de la 5^e année du cours élémentaire. Les parents francophones ont réclamé dans une proportion de 78.4% que les cours d'anglais soient donnés plus

* Mémoire, p. 29.

tôt, alors que les parents anglophones abondaient dans le même sens dans une proportion de 91.6%.*

La constatation générale qui se dégage d'une autre enquête — celle sur la langue seconde faite par la Quebec Federation of Home and School Association et le PSBGM, en septembre 1969 — est que les parents désirent un accroissement de l'enseignement du français dans les écoles élémentaires du PSBGM. Sur les 25,830 réponses (soit 59% de la population consultée), 36% désirent que le temps accordé à l'enseignement du français soit doublé, 7% demandent que leurs enfants reçoivent la moitié de leur instruction en français; 6% réclament un programme d'études entièrement en français; 17% suggèrent qu'on augmente la somme de français sans modifier le programme d'étude actuel, et 33% sont satisfaits du programme d'études actuel.**

d) La documentation technique

La carence de l'enseignement de l'anglais dans les écoles de langue française est dommageable à l'éducation de l'enfant, étant donné l'influence et le rayonnement scientifique que cette langue est censée exercer dans le monde entier dans les dix ou quinze prochaines années. Des recherches effectuées par la Commission en témoignent.***

Dans une année normale, on estime qu'environ deux millions de documents et articles, 26,000 revues et 30,000 ouvrages scientifiques et techniques sont publiés dans un grand nombre de langues différentes. L'étude du contenu de six grands bulletins analytiques de langue anglaise donne la répartition suivante de cette littérature scientifique, par langue de publication:****

* Les résultats de ce sondage ont été soumis à la Commission parlementaire de l'éducation en novembre 1971.

** Quebec Federation of Home and School Associations, «Report French instruction in Elementary Schools of the PSBGM», mars 1970.

*** «Évolution des exigences linguistiques des familles de fonction dans les entreprises québécoises pour les quinze prochaines années», par Ducharme, Déom et Associés, Inc., 30 août 1971.

**** «Une politique pour la diffusion et l'information scientifique et technique», Conseil des Sciences du Canada, Rapport n° 6, septembre 1969.

Tableau 39

Répartition par langue de publication des articles répertoriés dans les six bulletins principaux d'analyse et de classification de langue anglaise

Langue	Revue scientifique					
	Analyse d'articles de chimie	Analyse d'articles de biologie	Analyse d'articles de physique	Répertoire du génie	Index Médecin	Comptes rendus de mathématiques
	%	%	%	%	%	%
Anglais	50.3	75	73	82.3	51.2	54.8
Russe	23.4	10	17	3.9	5.6	21.4
Allemand	6.4	3	4	8.6	17.2	8.7
Français	7.3	3	4	2.4	8.6	7.8
Japonais	3.6	1	0.5	0.1	0.9	0.7
Chinois	0.5	1	0.1	0	0.4	0.2
Autres langues	8.5	7	2.4	2.7	16.1	5.4

Source: Le Conseil des Sciences du Canada, Rapport n° 6, septembre 1969.

e) L'enseignement des langues secondes

L'amélioration de la langue seconde comme matière d'enseignement s'impose: le français, parce qu'il est la langue du groupe majoritaire et parce qu'il est appelé à devenir la langue d'usage commun au Québec; l'anglais à cause de son importance scientifique mondiale et comme prérequis à l'épanouissement éducatif de l'enfant et au choix de l'école de langue française des enfants des allogènes.

Les immigrants qui désiraient, pour leurs enfants, une formation en anglais, dans la perspective de leur emploi futur, pouvaient difficilement trouver, à l'intérieur des écoles françaises, un enseignement de l'anglais qui répondît à leur attente. Comme nous l'avons vu, cet enseignement, après avoir débuté en 2^e année (la 3^e année d'aujourd'hui) pendant le premier tiers du siècle, commença en 6^e année (la 5^e année d'aujourd'hui) à partir des années 40 et cela moyennant tout au plus 2 heures par semaine, avec des professeurs très souvent francophones.

Actuellement, donc, dans la plupart des écoles françaises, l'enseignement de l'anglais commence en 5^e année dans le secteur public, et en 3^e année dans le secteur privé. Une étude effectuée par le Service de la recherche de la Commission, en partant des résultats des fiches sur les qualifications des professeurs d'anglais, langue seconde, dans le secteur public catholique de la région administrative de Montréal (où est concentrée la majorité des immigrants) révèle qu'il n'y a qu'un professeur qui possède une licence-maîtrise avec spécialité en langue anglaise. Au secteur privé, la formation des professeurs d'anglais ne dépasse pas la licence-maîtrise en pédagogie sans spécialité: on trouve seulement 6 professeurs dans cette catégorie.

Certains immigrants eurent recours aux écoles dites bilingues. Ces écoles ne furent pas nombreuses. On y trouve cependant, en 1970, 3 professeurs d'anglais qui ont un doctorat avec spécialité en langue anglaise dans la région administrative n° 6 de Montréal. Des efforts considérables pour la formation de professeurs, pour l'amélioration des méthodes, concernant l'enseignement de la langue seconde, soit dans les écoles des Commissions scolaires catholiques, soit encore dans les écoles du PSBGM, ne suffisent pas à la tâche.

Conclusion

Si l'on considère l'origine ethnique des nouveaux venus au Québec depuis la cession du pays à l'Angleterre, l'adhésion des immigrants au groupe anglophone était déjà inscrite dans les faits.

Au cours des années, la population du Québec ne s'en est guère alarmée. Les facteurs démographiques, sans égard pour la langue, ont été longtemps les seuls facteurs considérés étant donné que le Canada en était à une phase initiale de développement.

Les facteurs démographie et économie mis à part, on s'est peu soucié du facteur éducation ou enseignement comme moyen d'intégration de l'immigrant.

Il n'y avait pas lieu, il est vrai, de s'alarmer. Car, si l'on s'en tient au seul groupe des enfants d'âge scolaire d'une langue autre que le français et l'anglais dans les écoles du Québec, leur proportion est modeste par rapport à l'ensemble de la population totale des moins de vingt ans dans la Province.*

* Voir l'Appendice II, Tableaux A-14 et A-15.

Même à Montréal où la majorité des immigrants est concentrée et où quelques fois elle va même jusqu'à dépasser la minorité d'origine britannique et la majorité anglophone dans certains secteurs, elle serait toujours proportionnellement faible si elle avait été disséminée dans la population scolaire totale de la région administrative de Montréal.

De sorte qu'il est assez clair que le problème de l'intégration de l'immigrant se situe bien au-delà de la fréquentation scolaire des écoles anglophones par les enfants d'immigrants. Il se rattache beaucoup plus aux attitudes du groupe majoritaire, aux contraintes économiques et confessionnelles ou bien il résulte de la qualité de l'enseignement, causes qui ont été et sont autant d'obstacles à l'insertion scolaire harmonieuse des enfants d'immigrants.

7. Une formule d'enseignement propre au Québec: les Centres d'orientation et de formation des immigrants (COFI)

La plupart des pays d'immigration ont établi des programmes d'intégration (Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis, etc.) mais c'est Israël qui offre une «expérience-pilote» pour toute étude dans ce domaine. Depuis 1948, date de sa création, la population a plus que triplé. Les citoyens du nouvel État venaient de nombreux pays et étaient le produit de différentes cultures. Il fallait donc trouver des dénominateurs communs, autre que la religion; ce fut la langue, soit l'hébreu.

Les Centres créés par le ministère de l'Absorption des immigrants d'Israël (*Israel's Ministry of Immigrant Absorption*) portent le nom de Ulpanim et existent depuis 1950. Les étudiants-immigrants suivent des cours pendant cinq mois (20 semaines) pour apprendre les rudiments de la langue parlée et écrite et quelques notions sur le pays lui-même.

Parmi les moyens offerts aux immigrants pour faciliter leur intégration au milieu d'adoption, il faut souligner une formule propre au Québec, celle des COFI.

Comme nous l'avons déjà noté, jusqu'à la fin de 1967, certaines associations et certaines Commissions scolaires ont assumé, souvent avec des moyens de fortune ou bénévolement, l'accueil et l'initiation

des nouveaux arrivés au milieu québécois. Pour n'en nommer que quelques-unes, signalons le travail et les efforts du Jewish Immigrant Aid Service, du Y.M.C.A. et du Y.W.C.A., de la Société Saint-Jean-Baptiste, de la Fraternité canadienne, de l'Accord, de la Mission chinoise, des Commissions des écoles catholiques de Québec et de Montréal, du Protestant School Board, etc.

L'apprentissage de la langue est le prérequis de toute intégration économique et culturelle; ensuite, et d'une façon presque concomitante, il faut rendre accessibles les connaissances indispensables au processus d'acculturation. Au cours de ce stade initial d'insertion, on doit permettre l'acquisition des données utiles à la maîtrise des techniques de travail propres à la société d'accueil, qu'il s'agisse du vocabulaire technique, des mesures et des poids, des outils, etc. En d'autres mots, il faut faciliter l'orientation professionnelle ou le recyclage.

Dans l'esprit de ceux qui ont créé les COFI, les trois aspects, linguistique, cours d'initiation culturelle et préparation au monde du travail,* étaient indispensables.

La nécessité d'apprendre l'anglais, l'immigrant la connaît déjà avant son départ, mais il découvre souvent «l'exigence» du français, sinon sa nécessité, seulement lorsqu'il est placé dans le contexte économique montréalais actuel.

C'est pour répondre à ce besoin initial d'apprentissage des langues que les COFI ont été créés, et c'est aussi pour assurer le contact, et ensuite favoriser l'intégration avec la majorité francophone et sa culture que la primauté du français a été instituée.

a) Leur création

Les COFI sont des centres où se dispensent des cours de langues et des cours d'initiation à la vie canadienne et québécoise. Ce sont des externats ou des internats qui, en principe, sont dotés de garderies, de cafétérias, de salles de réunions, de salles de classes bien équipées, de laboratoires de langue, de bibliothèques, de services d'informations, de loisirs, etc. Dans ces centres, les immigrants doivent trouver sur place ce qui est nécessaire à leur première phase d'adaptation.

* Mario Buzzanga, «Centres d'orientation et de formation des immigrants» 28 février 1969.

La Loi fédérale sur la formation professionnelle des adultes (F.P.A.), sanctionnée le 8 mai 1967, et à laquelle le Québec a adhéré le 31 octobre de la même année, a permis la création des COFI. Le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration prit l'initiative de proposer une collaboration qui s'avère fructueuse pour la mise en marche d'un programme spécial en faveur des réfugiés politiques tchécoslovaques. En septembre 1968, le Service de formation des immigrants du ministère de l'Éducation répond à cet appel et organise des cours de langue et d'initiation à la vie canadienne et québécoise à Montréal et à Québec.

Il s'agissait alors de cours de français ou d'anglais dont la durée ne dépassait pas d'abord huit semaines, ensuite dix semaines. À ces cours, pouvaient s'ajouter des cours d'initiation à la vie canadienne et québécoise pendant deux semaines. Le choix des cours de français ou d'anglais était laissé à l'immigrant.

En décembre 1968, le ministère de l'Éducation, par la voix de son ministre d'alors, M. Jean-Guy Cardinal, avait défini le programme de l'enseignement des langues aux immigrants rendant le français prioritaire, tel qu'il l'a été pendant la période de 1948 à 1964 à la CECM. L'immigrant qui désirait apprendre l'anglais, devait prouver ou acquérir d'abord une connaissance suffisante du français parlé.

En avril 1969, la durée des cours fut étendue de 26 semaines à 40 semaines dont vingt semaines de français et vingt semaines d'anglais. Jusqu'à ces derniers temps, le nombre des inscriptions au cours de français, comparé à celui des cours d'anglais, était de 60/40. La proportion est maintenant de 65/35.

Des difficultés de planification s'élevèrent, causées par la confusion des responsabilités au niveau des deux ministères de l'Immigration et de l'Éducation. Aussi, le gouvernement confia-t-il l'entière responsabilité de cette organisation au ministère de l'Immigration en septembre 1969.

Actuellement, les COFI dépendent hiérarchiquement de la Direction générale de l'adaptation du ministère de l'Immigration (couramment connue sous le sigle de DGA) et, financièrement, du ministère fédéral de la Main-d'œuvre et de l'Immigration qui effectue également la sélection des candidats.

b) Le fonctionnement

Le premier tri des candidats aux COFI se fait au niveau du ministère fédéral de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, dans la perspective du marché du travail, dans une optique de pays bilingue et dans les limites de la loi fédérale du F.P.A. qui, jusqu'à dernièrement, restreignait l'admission aux COFI à ceux qui pouvaient attester de trois ans d'emploi avant l'arrivée au Canada et à ceux qui dépassaient d'un an l'âge de fin de scolarité. De plus, l'inscription doit être faite durant la première année de séjour, ce qui exclut ceux qui sont arrivés depuis plus d'un an ou du moins leur rend très difficile l'accès aux cours des COFI. Des efforts ont été faits par le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Immigration du Québec depuis 1970, pour amender et assouplir les règlements du F.P.A. qui semblent restrictifs par rapport aux objectifs de la province.

L'immigrant indépendant, qui ne connaît aucune des langues officielles du Canada, ou celui qui, possédant le français, a besoin de l'anglais pour l'exercice de sa profession, ou encore celui qui, possédant l'anglais, a besoin de connaître le français et qui remplit les conditions requises par la loi de la F.P.A., peut poser sa candidature aux COFI.

Même s'il ne lui faut, en principe, que l'anglais pour le travail qu'il se propose de faire ou vers lequel on se propose de le diriger, il doit subir une série de tests pour établir s'il a une connaissance suffisante du français parlé et à quel niveau de connaissance il est parvenu, de façon à l'introduire au niveau correspondant à sa connaissance du français ou de l'anglais. S'il n'a pas atteint en français le degré de connaissance requis, il devra d'abord y accéder avant de passer à l'étude de l'anglais. Les tests sont administrés par la D.G.A. du ministère de l'Immigration.

Le financement

Au palier de l'administration, le Gouvernement fédéral, par son ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, rembourse à 100% les dépenses encourues par les COFI, par des versements faits au ministère des Finances du Gouvernement provincial, lequel répartit les sommes octroyées.

Il a été payé* en nombre de jours/élèves, pour les cours correspondant aux périodes du:

1.4.69 au 31.3.70,	soit 303,320 jours/élèves	\$2,123,240.
	F.168,920 j/e A.134,400	
1.4.70 au 31.3.71,	soit 432,345 jours/élèves	\$3,026,415.
	F.249,395 j/e A.182,950	
1.4.71 au 31.3.72,	soit 407,402 jours/élèves	\$2,862,780.
	F.235,935 j/e A.171,005	
	Total	\$8,012,435.

soit une moyenne de \$7.00 par jour.

Le Gouvernement fédéral a payé pour les cours de langue en Ontario:

en 1969-1970	—	\$3,700,000
1970-1971	—	\$4,100,000
1971-1972	—	\$4,124,000.

Une allocation hebdomadaire est versée aux immigrants pendant toute la durée des cours. Les allocations varient en fonction des charges familiales du stagiaire: en 1972 de \$47 à \$87 maximum.

Le nombre des immigrants atteints par l'enseignement à l'intérieur des COFI demeure limité. Il se situe entre 12% et 18%, en comparaison du nombre de ceux qui s'inscrivent aux bureaux de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et surtout par rapport au nombre des arrivés. (Tableau 40).

Il en résulte que le milieu de travail est l'endroit privilégié pour l'acquisition d'une langue étrangère et que, dès lors, c'est à ce niveau qu'il faut rejoindre les immigrants.

Les méthodes d'enseignement

La méthode du français international, adaptée au milieu québécois, semble prévaloir dans les COFI. Dans les classes d'accueil qui s'adressent aux enfants, la méthode «Bonjour Line» est encore en faveur. En anglais, c'est la méthode «English 900» qui est toujours employée.

* Chiffres fournis par H.J. Meyer, ministère fédéral de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, en date du 16 juin 1972.

Tableau 40**Immigrants inscrits au COFI par rapport aux arrivés au Québec**

Année	Total des arrivés	Adultes 20-60 ans	Inscrits au COFI	% de l'immigration
1969	28,230	19,464	2,492 au cours de fr. 1,568 au cours d'ang.	12.7%
1970	23,261	16,403	2,451 au cours de fr. 1,244 au cours d'ang.	14.9%
1971	19,222	13,184	2,422 au cours de fr. 1,205 au cours d'ang.	18.4%

Source: Statistiques fournies par le Bureau du ministère provincial de l'Immigration à Montréal, lettre datée du 12 juillet 1972.

Les COFI représentent une expérience pilote très importante pour des immigrants certes, mais également pour les linguistes, en raison du grand nombre d'ethnies et de leurs difficultés particulières d'adaptation à l'enseignement du français et de l'anglais.

Divers obstacles s'opposent à la complète efficacité des COFI. Les critères d'admission sont sujets à des règlements internes qui, au gré des difficultés budgétaires, peuvent varier, souvent sans avis. Par exemple, pendant un certain temps, on n'admettra pas les parrainés, ou bien on retardera l'entrée d'un groupe d'immigrants au COFI. L'insécurité qui plane sur le nombre d'élèves admis se répercute aussi bien au niveau de l'administration des COFI que de l'emploi des professeurs. La fréquence des abandons de ceux qui, souvent les plus instruits, trouvent du travail en dehors du Québec, surtout en Ontario, représente une autre difficulté.

Les différentes ethnies, avec leur particularisme culturel, la formation académique différente des étudiants immigrants réunis dans les mêmes groupes et leur arrivée successive, sont aussi des obstacles à considérer. On dénombre environ 65 ethnies différentes et 166 métiers et professions représentés aux COFI.

L'alphabet particulier chez certains groupes et les aptitudes différentes sont aussi des facteurs difficiles à évoluer par simple test et posent la nécessité d'une judicieuse sélection, en même temps que d'un classement plus homogène.

L'imprécision et l'insuffisance des statistiques ne permettent pas de comparaison. Celles-ci, cependant, s'améliorent et il y a lieu d'espérer qu'on pourra suivre davantage l'immigrant qui arrive au Québec jusqu'à ce qu'il maîtrise les deux langues officielles.

Les tests d'évaluation des connaissances théoriques et des connaissances d'usage restent inadéquats pour mesurer tous les facteurs en jeu, soit dans l'admission des immigrants au COFI, soit dans leur classement, soit dans l'acquisition graduelle de la langue.

c) Appréciation critique

Il existe des différences importantes entre les divers COFI: dans leur installation physique, leurs services para-scolaires, l'existence d'un cours d'initiation à la vie canadienne et québécoise, etc.

Leurs services seraient grandement améliorés si le ministère de l'Immigration regroupait ces institutions dans deux ou trois centres qui pourraient devenir de vraies Maisons de l'immigrant.

Cela pourrait réduire les frais élevés de transport, d'administration ou d'équipement et améliorer, sinon unifier, le rendement.

Le ministère de l'Immigration devrait négocier le contrat de travail avec les professeurs pour permettre la formation d'une véritable carrière de spécialistes de l'enseignement aux immigrants.

Actuellement, les professeurs ne bénéficient pas de la sécurité d'emploi et leur motivation, comme leur formation, s'en ressentent.

Des normes plus exigeantes de formation des professeurs, l'amélioration des méthodes d'enseignement, et surtout une sensibilisation à tous les problèmes de l'immigration et de la psychologie propre à ce groupe d'adultes, doivent être établis ou intensifiés.

La formule de vingt semaines de français et 20 semaines d'anglais est fortement contestée. On lui reproche l'entraînement d'une confusion dans les langues, les difficultés d'assimilation, la fatigue cumulative créée par l'effort nécessaire pour apprendre deux langues en si peu de temps.

Le Québec pourrait demander aux autorités fédérales d'augmenter à 40 semaines le cours de français. Mais, dans l'état actuel

du marché du travail, cette mesure ne serait pas réaliste, malgré les avantages pédagogiques qu'elle comporte.

Toutefois, l'acceptation des cas d'exception, soit parce que le stagiaire a besoin d'une connaissance plus approfondie du français, soit parce qu'il a trop de difficulté à l'assimiler, devrait être négociée.

D'autre part, l'évaluation des possibilités d'emploi d'un immigrant dans le Québec devrait être sérieusement considérée. Si un immigrant n'a pas de chances d'être employé au Québec, on ne devrait pas lui imposer les cours de français aux COFI, mais bien l'acheminer, sans tarder, vers d'autres provinces.

Dans le domaine des programmes de formation professionnelle, il reste beaucoup à faire. Des cours thématiques, ou au moins des dictionnaires adéquats, pour la plupart des métiers, devraient être établis, des stages d'observation ou de formation, soit dans les entreprises industrielles ou commerciales, ou dans les centres de formation de la main-d'œuvre devraient être également organisés.

Il y a une certaine proportion de professeurs d'autres origines ethniques dans les COFI. Ces professeurs présentent peut-être l'inconvénient d'avoir des accents différents. Leur présence prouve, toutefois, que les immigrants sont acceptés à tous les échelons de la vie québécoise, et qu'il y a possibilité de les intégrer. Il n'y a pas de meilleurs avocats pour expliquer le Canada et le Québec que ceux qui sont bien et heureusement intégrés.

d) Le cours d'initiation à la vie canadienne et québécoise

En 1958 la CECM avait organisé des cours de civisme qui comportaient un examen par la Cour de citoyenneté. Malheureusement, l'initiative n'a pas donné lieu à une organisation permanente.

En mars 1968, la Direction générale de l'éducation permanente, à l'instigation et avec la collaboration du ministère fédéral de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et le Service de l'éducation des adultes de la CECQ, inaugura une série de cours d'initiation à la vie canadienne et québécoise. De septembre 1968 à janvier 1969, les cours ont été donnés en tchèque et en slovaque à l'intention de sept cent cinquante réfugiés.

En août 1969, une série de cours en français et en anglais débuta au COFI de Laprairie et, au mois de novembre de la même année, on doubla le nombre de places qui fut fixé depuis à quatre-vingts.

Les personnes qui suivent les cours d'initiation au COFI de Laprairie reçoivent une allocation de subsistance. Il est ouvert aux immigrants «indépendants», parrainés ou «nommément désignés».

Le cours, de quarante-huit périodes, est dispensé pendant deux semaines consécutives de cinq jours chacune. L'inscription se fait d'une façon continue, pour accueillir les nouveaux venus, au fur et à mesure de leur arrivée, ce qui constitue l'une des difficultés de l'administration du cours.

Les domaines touchés par le cours d'initiation sont: le pays, le peuple, l'État, la société et la vie canadienne, l'économie, la culture. On donne aussi un cours sur les problèmes d'actualité.

Il est regrettable que le cours ne soit pas dispensé à tous les immigrants arrivant au pays. Ils ont tous besoin, à divers degrés, des notions pratiques ou théoriques que ce cours peut leur apporter, même s'ils n'en constatent pas d'avance, l'utilité.

En avril 1969, le ministère fédéral de la Main-d'œuvre et de l'Immigration a effectué une enquête sur le cours, tel qu'il était donné à ce moment, auprès des élèves et des employeurs. Ce sont les résultats encourageants enregistrés, tant au niveau des élèves que des employeurs, qui ont décidé de leur continuation. Il y a eu un roulement régulier de 1940 élèves qui ont suivi le cours en 1969, par rapport aux 28,230 immigrants de cette année-là. En 1970, 2,026 ont bénéficié de ce cours et en 1971, seulement 1,582.

Vu l'importance de ce cours dans le processus d'acculturation, il est regrettable que le nombre de ceux qui y participent soit si bas.

Une simple attestation délivrée sur demande, certifiant qu'un tel immigrant a suivi ce cours, impressionnerait favorablement les futurs employeurs.

L'importance de ce cours consiste surtout dans les renseignements qu'il fournit sur la communauté canadienne-française. En effet, il peut corriger l'image peu flatteuse que les anciens immigrants donnent parfois du fait français aux arrivants. De plus, il peut

faire connaître les priorités et les nouveaux droits et obligations assumés par la majorité linguistique québécoise et leurs effets sur le changement sociologique qui est en train de s'opérer entre les trois groupes.

Bien sûr, la faible allocation actuelle de soutien limite les capacités financières du budget et cause souvent l'abandon prématuré des cours. Ceux qui sont déjà au travail devraient aussi avoir la possibilité de les suivre, au moyen de classes du soir ou du samedi. Ces cours, pour être plus attrayants, pourraient mener à l'obtention d'un certificat qui dispenserait les titulaires de l'examen de citoyenneté, lequel est actuellement obligatoire pour tous.

Au niveau de ce cours, comme au niveau des cours de langue, on devrait entreprendre sous peu un sérieux travail d'évaluation. Toutefois un centre de formation des immigrants, aussi compétent qu'il soit, ne parviendra jamais à assurer des résultats valables, si la société dans laquelle doit s'intégrer l'immigrant n'est pas en mesure de lui fournir la motivation requise pour assurer le succès de son stage.

8. Les cours de formation professionnelle

Une partie des immigrants, arrivés de date récente ou moins récente, sont dirigés directement, au moment de leur inscription au Centre de Main-d'œuvre du Canada (CMC), vers des cours de formation professionnelle. Comme à leur admission il n'est fait aucune mention de leur appartenance ethnique, par le fait même, on ne peut jamais savoir qui est immigrant. Il n'est guère possible alors d'établir un juste relevé de leur présence en fonction de leur langue maternelle (français, anglais ou autres) et on présume que ceux qui se disent d'une langue autre que française et anglaise sont des immigrants (8,248 en 1969-1970) et que ceux qui se disent anglophones (11,888) ne sont pas nécessairement des immigrants mais peuvent l'être aussi dans une certaine proportion, de même que ceux qui sont francophones (153,607).*

Il n'est donc pas possible d'obtenir des données statistiques adéquates quant au nombre d'immigrants qui ont profité des cours de

* Cf. chiffres tirés de la publication du ministère de l'Éducation, Direction générale de l'Éducation permanente, Statistiques,... p. 20, du 1er septembre 1970 au 31 août 1971, tome II.

formation professionnelle, encore moins de ceux qui, pour une raison ou pour une autre, suivent des cours de formation professionnelle en anglais. Aussi faudrait-il les suivre de plus près afin de pouvoir leur favoriser l'accès aux cours de formation professionnelle en français.

Cependant, depuis novembre 1971, c'est-à-dire depuis la centralisation des services au bureau du Centre de Main-d'œuvre du Canada à la Plaza Alexis-Nihon, il a été possible de relever certains chiffres concernant plus spécialement les nouveaux arrivés (requérants indépendants, parrainés et nommément désignés) dans le district de Montréal seulement. Pour la période de novembre 1971 à août 1972, 1,280 personnes suivent des cours de formation.

Il n'existe toutefois pas de répartition, ni selon les groupes ethniques, ni selon les groupes linguistiques, ni selon les groupes d'âge. De plus, ces nouveaux arrivés ne comprennent que ceux qui s'inscrivent au CMC.

Sauf pour les infirmières, il n'y a rien de prévu au niveau de la formation professionnelle pour préparer de façon plus adéquate les professionnels à l'usage du français dans l'exercice de leurs fonctions ou de leur admission aux corporations professionnelles.

9. Les cours de langue à temps partiel

Les cours d'anglais et de français à temps plein donnés dans les COFI ne sont pas les seuls dont profitent les immigrants. Ils peuvent aussi suivre à temps partiel, en dehors des heures de travail, des cours de langue, en français ou en anglais, dans les locaux des Commissions scolaires loués à cette fin par le ministère de l'Immigration. Ces cours sont gratuits, et les immigrants qui les suivent ne reçoivent pas d'allocations. La plupart de ces cours se donnent dans l'enceinte des écoles de la CECM ou de la CECQ. Ils sont financés de manière égale par le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial. L'inscription à ces cours témoigne d'autant plus de leur popularité qu'elle se fait sur une base volontaire. On y décèle une préférence marquée des immigrants pour l'étude de la langue anglaise, en 1969 et en 1971.

En 1969, 2,772 immigrants ont suivi des cours de français à temps partiel, et 4,713 des cours d'anglais.* En 1970, 3,300 immigrants ont suivi des cours de français à temps partiel, et 3,225 des cours d'anglais. Du 1er avril 1970 au 31 mars 1971, un total de 7,449 immigrants ont suivi des cours à temps partiel, dont 3,565 en français, et 3,884 en anglais. Ces cours avaient trouvé des antécédents des plus utiles et positifs au sein des Commissions scolaires catholiques de Montréal et de Québec.

Entre 1948 et 1964, la CECM** avait maintenu pour les immigrants un service d'enseignement des langues française et anglaise. Une moyenne de 4.000 à 5.000 immigrants s'y inscrivaient chaque année.

C'est ainsi que la CECM avait recueilli dans les 1.136 classes créées de 1950 à 1964, 50,406 immigrants, dont 40% étudiaient le français, 10%, l'anglais et 50% (ceux qui ne connaissaient ni le français, ni l'anglais) étaient inscrits aux classes dites bilingues, celles où l'on enseignait deux heures de français et deux heures d'anglais par semaine. En 1965-1966, ce service aux immigrants connut une chute de 50% avec ses 2,000 immigrants inscrits et un déclin fatal en 1967 avec à peine 600 inscriptions. Déclin attribuable semble-t-il à la fusion en un seul des services offerts aux Néo-Canadiens et aux Canadiens, ce qui signifiait, par le fait même, la disparition des services de la CECM aux Néo-Canadiens. À la CECQ et à la CECM il existe encore des cours à temps partiel pour immigrants adultes qui sont déjà sur le marché du travail et qui ont besoin de compléter leur formation en français et en anglais.

En 1971, à la CECM, 6,427 étudiants immigrants ont profité des cours de langue à temps partiel, dont 2,984 en français, et 3,443 en anglais; à la CECQ, 140 en suivaient en français et 202, en anglais.***

* Chiffres tirés de Hebdo-Education, 29 avril 1969. Le Service d'orientation et de formation des immigrants du ministère de l'Éducation, p. 7. Rapport annuel, Statistiques, Service de la gestion et du financement. Avril-sept. 1969 au 31 août 1970, p. 101.

** Rapport du Comité interministériel sur l'enseignement des langues aux Néo-Canadiens, 27 janvier 1967, pp. 13-15.

*** Données citées dans le rapport annuel du ministère de l'Immigration 1970-1971, pp. 39-40.

10. Les écoles ethniques

Même si la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, à la suite de ses études sur les groupes ethniques, a signalé l'importance des écoles ethniques pour «le maintien de langues et de cultures des Canadiens d'origine ni britannique ni française» et même si elle a suggéré «qu'elles reçoivent des ministères provinciaux de l'éducation le même traitement que les autres écoles privées»,* elle n'a pas cru «utile de recommander des mesures fédérales ou provinciales».** Ainsi, on ne trouve aucune recommandation se rapportant aux écoles ethniques dans les 16 recommandations qui terminent le IV^e volume de cette Commission.

Le mandat de notre Commission est différent. Les questions qu'elle s'est posées, au sujet des écoles ethniques, suivent la teneur de son mandat. Il fallait connaître ce que sont et quelles sont les écoles ethniques, leur importance, le rôle qu'elles jouent dans la situation de la langue française au Québec, à savoir si elles facilitent la connaissance et l'usage de la langue française, et dans quelles mesures elles pourraient les favoriser.

Sur les dix mémoires présentés à la Commission par des associations ou groupes ethniques, ou par des individus parlant au nom des groupes ethniques, quatre groupes ont mentionné le problème des écoles ethniques. Ce sont le Congrès juif canadien, la Fédération nationale ukrainienne, l'Association polonaise de Montréal, le Congrès canadien-polonais.

En général, les opinions des groupes ethniques résultant des mémoires et des colloques sur les problèmes afférents aux écoles ethniques révèle des préoccupations portant surtout sur l'aspect financier des opérations et sur les manuels utilisés, qui doivent venir des États-Unis. Les groupes ethniques consultés, juif, ukrainien, hongrois, italien, allemand, polonais, prennent pour acquis que leurs enfants doivent apprendre la langue d'origine pour communiquer avec leurs parents, pour maintenir leur héritage culturel, qu'ils considèrent un apport pour la communauté québécoise, et en même temps pour assurer l'information des nouveaux arrivés et faciliter leur intégration.

* Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, livre IV, paragraphe 437, p. 168.

** *Idem*, livre IV, paragraphe 425, p. 165.

Les désirs de ces groupes s'expriment soit en faveur de l'enseignement de leur langue comme matière à option à l'intérieur des écoles du secteur public, soit en faveur d'un enseignement en langue maternelle ethnique dans les écoles privées pour conserver leur culture et leurs traditions. Une suggestion voudrait que leur langue d'origine soit considérée matière facultative et reconnue comme telle aux examens, comme cela existe en France.*

Tous se rallient à une forme ou à une autre d'enseignement, soit aux écoles bilingues soit aux écoles trilingues dont l'opportunité et l'efficacité seront discutées ailleurs.**

a) Que sont les écoles ethniques?

1) Écoles à temps complet

Ce sont des écoles à temps complet où l'on enseigne la langue maternelle du groupe ethnique et une ou deux autres langues secondes, selon différentes priorités.

Avant 1970, la situation des écoles ethniques à temps complet était la suivante: il existait

— une école privée chinoise, administrée par la mission catholique chinoise, qui a fonctionné à temps complet de 1958 à 1970, subventionnée par la CECM, avec le concours de bienfaiteurs de la mission. Le budget était d'environ \$20,000 par année. Cette école donnait 2 ans de maternelle et l'enseignement au premier cycle du primaire en chinois et en anglais avec le français comme troisième langue. Environ 165 élèves par année la fréquentaient. Les élèves suivaient le programme des écoles de langue anglaise et se dirigeaient après la 3^e année à la section anglaise de la CECM. Cette école est devenue à temps partiel depuis deux ans. Depuis la suspension de l'école à temps complet, tous les enfants sont abordés par le secteur anglais.

— une école grecque, qui fonctionnait aussi au niveau primaire. On y utilisait l'anglais et, dans une proportion de 40%, la langue grecque. Le français y était enseigné comme troisième langue. Les élèves de cette école suivaient le programme des écoles de la

* Pour la description de cette prérogative accordée aux groupes ethniques en France, cf. Catherine Lhote, doc. 212/E, 28 janvier 1971, pp. 5, 6, 7.

** Voir *infra*. Deuxième partie, Ch. II, A. 14.

Protestant School Board of Greater Montréal où ils se dirigeaient pour terminer le cours élémentaire et faire le secondaire. Le nombre des enfants grecs inscrits à l'élémentaire pour 1970-1971 était d'environ 600. Le budget annuel de \$85,000 était entièrement défrayé par les parents. Il est intéressant de noter que les enfants grecs qui poursuivent leurs études dans les écoles de la P.S.B.G.M. d'après les programmes en vigueur, profitent d'un enseignement du grec en dehors des heures régulières, une ou deux fois la semaine. Ces cours sont donnés par les professeurs de grec de l'école «Socrate», dans les locaux mêmes que les enfants grecs fréquentent régulièrement. Selon les chiffres avancés, à peu près 1,500 enfants les suivaient. Les parents devaient payer \$30 par an pour ces cours. L'année prochaine, ils seront gratuits pour les membres de la communauté grecque orthodoxe. En septembre 1970, l'école «Socrate» donna naissance à une école du même nom, laquelle dessert une partie de la population grecque orthodoxe et décongestionne ainsi l'école-mère. Elle comporte, en plus des classes élémentaires, une classe maternelle. Cette école fonctionne régulièrement depuis 1971. Elle a une capacité de 350 élèves. L'École Socrate-mère devient l'école de la Cathédrale St-Georges. On y reçoit maintenant à peu près 300 élèves.

— toujours avant 1970, onze écoles juives fonctionnaient à temps complet, tant à l'élémentaire qu'au secondaire: 4 de ces écoles utilisaient l'anglais seulement pour l'enseignement; 2 l'anglais et l'hébreu; 4 l'anglais, le français et l'hébreu; 1 l'anglais, le français, le yiddish; 1 le français (qui fonctionne depuis le 4 décembre 1972). Pour la seule année 1970/71, le nombre d'enfants juifs inscrits à l'élémentaire était de 3,345 et au secondaire, de 735. La moyenne des élèves des écoles juives à temps complet était de 400 par année. Elles disposaient d'un budget de \$2,875,000 défrayé par les parents, et par la P.S.B.G.M. qui payait \$350 par élève par année dans les classes élémentaires, et \$500 par élève par année dans les classes secondaires. Trois écoles étaient gratuites.

2) Écoles à temps partiel (écoles du samedi)

Les écoles ethniques peuvent aussi être des écoles à temps partiel, c'est-à-dire des écoles fréquentées par les enfants des groupes ethniques soit le samedi, soit à tout autre moment de la semaine. Elles sont généralement subventionnées par le ministère de l'Immigration provincial. Les cours se tiennent dans les locaux des écoles de la PSBGM ou de la CECM.

Les écoles à temps partiel accueillent indistinctement les enfants fréquentant à temps complet les écoles francophones ou anglophones, et elles n'utilisent que la langue de leur propre groupe ethnique pour l'enseignement de leur propre culture.

Dans l'ensemble, les enfants fréquentent les écoles à temps partiel jusqu'à la fin de leurs études secondaires régulières. Ces écoles à temps partiel sont, en définitive, tant du côté des enfants que des parents, une expression d'un certain vouloir-vivre collectif et d'un attachement à leur culture.*

b) Quelles sont les écoles ethniques?

Une liste complète des écoles ethniques est très difficile à établir. La liste des écoles ethniques, au moment d'un sondage effectué en 1972 par notre Service de recherche, comprenait 48 écoles à temps partiel et 13 à temps complet.** Tel que mentionné plus haut, parmi les écoles à temps complet, on trouvait en 1970 une école grecque, une école chinoise, onze écoles juives. Une école grecque à temps complet et une école juive de langue française se sont ajoutées depuis. L'école chinoise n'est plus qu'une école à temps partiel.***

c) Le statut juridique des écoles ethniques

Une école ethnique est en général une institution de caractère privé qui a été fondée et qui est maintenue par une association ou une corporation dûment constituée du même groupe ethnique.

Les écoles ethniques privées ne jouissaient pas de statut juridique avant que ne soit promulguée, le 18 décembre 1968, la *Loi de l'enseignement privé*. Plusieurs écoles à temps partiel étaient rattachées et subventionnées soit par la CECM, soit par la PSBGM.****

* *Infra*, le chapitre portant sur le vouloir-vivre collectif.

** Denyse Turgeon. Doc. 257/E.

*** Parmi les écoles à temps partiel, on relève: 11 écoles ukrainiennes, 10 écoles polonaises, 5 écoles italiennes, 3 écoles hongroises, 1 école allemande, 2 arméniennes, 2 chinoises, 1 croate, 2 estoniennes, 2 lettones, 2 lithuaniennes, 1 roumaine, 2 russes, 1 serbe, 1 slovaque, 1 tchèque, 1 grecque, soit un total de 48 écoles.

**** Cf. G.-D. Guay. «Enseignement aux immigrants», doc. de travail, p. 143.

Plusieurs institutions privées sont aussi considérées d'intérêt public et elles peuvent dès lors passer des contrats d'associations avec des commissions scolaires; elles sont dites alors écoles associées, écoles admissibles aux subventions ou encore écoles dotées d'un permis d'opérer.

C'est d'abord au premier de ces trois genres de statuts que recourent les écoles ethniques à temps complet, en raison même de leur caractère ethnique et des programmes que ces écoles proposent en faveur de l'intégration graduelle de leur groupe ethnique à la communauté francophone.

Les 2 écoles grecques ont été agréées d'intérêt public par suite de leur détermination à consacrer plus de temps à l'enseignement en français en première et deuxième année et graduellement dans les années subséquentes.

Le programme des écoles «de la Cathédrale St-Georges» et «Socrate» comporte en première et en deuxième année pour 1972-1973, 750 minutes d'enseignement en français par semaine au lieu de 250 précédemment, et les 750 minutes d'anglais deviennent 250 minutes pour les mêmes années. Les 600 minutes de grec sont demeurées les mêmes. Les autorités se proposent d'y ajouter graduellement à tous les degrés plus de français dans les années subséquentes, de façon à préparer les élèves à une intégration possible au secteur français, au niveau du secondaire.

Les écoles helléniques deviennent ainsi éligibles aux subventions du ministère de l'Éducation selon les barèmes établis à l'article 14 de la *Loi de l'enseignement privé*, (ch. 67, 1968.) soit 80% du coût moyen par élève tel que calculé pour l'année scolaire précédente pour les établissements publics de même catégorie, selon les normes en vigueur pour l'approbation des budgets de ces établissements.

D'autres écoles ethniques profitent du régime d'association. C'est le cas de certaines écoles juives. Le procédé d'association préconisé par l'organisme dit des «Institutions associées» est basé sur quatre critères:

- celui de la quantité, lorsqu'il y a un surplus d'élèves dans une Commission scolaire ou une école donnée;
- celui de la qualité, lorsqu'une école peut offrir des options particulières;

- le critère vocationnel, propre aux institutions religieuses et adopté à titre expérimental;
- enfin, le critère de la confessionnalité.

C'est en se prévalant de ce dernier critère que les écoles privées juives ont demandé le statut d'écoles associées à la PSBGM. Quatre écoles juives possèdent officiellement un tel statut. Vingt écoles juives sont en instance de l'obtenir.*

Depuis 1903, les écoles juives étaient obligées de faire partie du réseau protestant anglais. Depuis 1930, elles sont affiliées à la PSBGM. Avant 1900, les enfants juifs fréquentaient les écoles catholiques.**

Par suite de la *Loi sur l'enseignement privé*, les écoles juives sont tenues de reformuler leur demande d'intérêt public et d'association, mais, en attendant, un certain statu quo est maintenu. Le régime d'association prévoit que les Commissions scolaires encourent les frais d'instruction des enfants des écoles ainsi associées d'après les mêmes barèmes que ceux des écoles publiques.

Seule l'école Maïmonide des Juifs sépharades francophones a été admise comme école associée au secteur français de la CECM à la fin de novembre 1972.

Certaines associations arméniennes envisagent de former une école française pour leurs ressortissants.

Conclusion

On ne peut indiquer le nombre des élèves qui, en partant des écoles ethniques, sont passés au système d'enseignement anglophone ou protestant, et pour cause.

Ces chiffres ne sont disponibles ni à la PSBGM, ni aux écoles ethniques elles-mêmes. Nous savons seulement, et de façon cumulative pour la seule année 1970, que 4,300 enfants fréquentaient les onze écoles juives, 630 l'école grecque, 165 l'école chinoise, soit un total de 5,095 enfants.

* Cf. un recensement de 1972 effectué par le ministère de l'Éducation, secteur Enseignement privé.

** Catherine Lhote, doc. 212/E. Cf. «Enseignement aux immigrants», Document de travail G.D. Guay, pp. 146-149.

Nous savons aussi que 3,030 de ces enfants recevaient un enseignement en anglais en plus de leur langue maternelle, et que les 2,065 autres recevaient l'enseignement en anglais et en français et qu'ils se sont, pour la plupart, joints au groupe anglophone. L'école juive de langue française, récemment créée, a actuellement 150 élèves. Faut-il attribuer à l'école ethnique en tant que telle cet exode vers le secteur anglophone? Faut-il s'en prendre à la confessionnalité? Le courant est-il complètement irréversible? Faut-il s'en prendre aux programmes?

Il est évident que ceux qui sont déjà installés dans un système d'enseignement anglophone ne peuvent être atteints que là où ils sont. Ce n'est que par un enseignement intensif et systématique qu'on les amènera à la connaissance et finalement à l'usage de la langue française.

Quant aux autres, il faut admettre que de sérieux efforts sont faits pour les amener graduellement à l'intégration au groupe francophone.

Nous n'en voulons comme témoignage que l'orientation nouvelle donnée au programme dans les écoles helléniques en faveur de l'intensification de l'enseignement du français, tel qu'exposé par l'école «Socrate» et l'école «de la Cathédrale St-Georges».

C'est ce qui a valu aux écoles helléniques leur reconnaissance d'intérêt public par le ministère de l'Éducation. En augmentant graduellement la durée de l'enseignement en français à l'élémentaire, tout en respectant les aspirations ethniques du groupe et tout en conservant l'école ethnique à temps partiel on espère favoriser l'intégration d'un nombre assez considérable d'enfants grecs au groupe francophone, puisque ces deux écoles à elles seules ont une capacité moyenne de 780 enfants. Mais il est encore trop tôt pour escompter plus que des espoirs.

11. Les classes d'accueil

Une formule qui pourrait être qualifiée d'incitative en faveur du choix de l'école française pour les enfants d'immigrants, c'est le système des classes d'accueil.

Les classes d'accueil, comme telles, sont d'origine assez récente. Elles font suite aux centres d'accueil qui ont été créés en janvier

1968 sous l'égide des Commissions des Écoles catholiques de Québec, qui se sont implantées à la Commission scolaire catholique de Montréal de même qu'à Lachine et à Saint-Léonard.

Les centres d'accueil ont connu, sous l'impulsion de la CECM, un nouvel essor en juin 1970 et sont devenus de vraies classes d'accueil: ces classes reçoivent les enfants de n'importe quel groupe ethnique ou linguistique.

En plus de le préparer à recevoir l'enseignement en français la classe d'accueil prépare l'enfant au niveau de la classe qu'il va fréquenter. Afin d'éviter toute perte de temps pour l'intégration de l'élève à son niveau de capacité, les classes d'accueil fonctionnent douze mois par année.*

La surveillance exercée par un Conseil pédagogique du cheminement de l'enfant, à partir de son inscription jusqu'à un an après sa sortie de la classe d'accueil, permet de vérifier si l'enfant est bien accueilli par les élèves, les professeurs et la direction de sa nouvelle école, et d'évaluer le travail et la méthodologie des classes d'accueil.** Cette surveillance permet de tenir compte de facteurs qui, bien qu'extérieurs à l'école, sont souvent des garanties de succès de son intégration dans le milieu scolaire.

Enfin, grâce au processus complet des classes d'accueil, le Conseil pédagogique a constaté que 98% des élèves qui en sortent «obtiennent une moyenne supérieure à la moyenne de la classe, non seulement pour le rendement scolaire, mais aussi pour la qualité du français parlé et écrit»***

D'après les données de la CECM, du premier avril 1971 au 3 mars 1972 (12 mois), le nombre des élèves inscrits aux classes d'accueil a été de 428. Parmi ceux qui ont fini ces cours, 129 sont passés aux écoles françaises et 36 aux écoles anglaises. Entre le premier avril 1972 et le 30 novembre 1972 (8 mois), le total des élèves inscrits a été de 542, dont 63 de langue maternelle anglaise; 167 ont

* Pour une description en détail des classes d'accueil, de leurs modes de recrutement, fonctionnement et financement, voir G.-D. Guay, «Enseignement aux immigrants», document de travail, pp. 158 à 168.

** Denyse Turgeon, document 275/E, p. 3.

***Denyse Turgeon, document 275/E, p. 3.

choisi, durant cette période, de continuer leurs études dans des écoles françaises, alors que 48 ont préféré les écoles anglaises.*

Conclusion

Les classes d'accueil, comme mesure prise pour attirer les enfants des groupes ethniques à l'école francophone, sont assez récentes. Elles présentent, par rapport à l'organisation initiale des centres d'accueil, deux avantages:

- 1° le recrutement est plus dirigé et contrôlé;
- 2° le système permet le rattrapage des élèves et l'introduction dans les classes régulières.

Déjà se manifeste un net progrès vers l'inscription aux classes françaises de la CECM. Les services dispensés par les classes d'accueil comptent parmi les mesures incitatrices les plus au point, pour incorporer au milieu scolaire francophone les enfants des immigrants déjà au pays et ceux qui y arrivent.

Grâce à un tel mécanisme incitateur, l'option de l'école de langue française est favorisée dans le respect du choix de la langue de l'école.

On peut espérer que, suite aux recommandations de la Commission, portant sur le français comme langue de communication dans les activités de travail et de consommation des Québécois (Livre I), il s'établisse, pour les enfants des immigrants à venir au Québec ou naissant au Québec, une motivation pour la langue française analogue à celle que la langue anglaise a exercée jusqu'ici.

12. Les garderies

En principe, des garderies sont rattachées à chacun des COFI. Elles sont soumises aux normes des garderies de jour du ministère des Affaires sociales, émises en 1972. Jusqu'ici, les services donnés par les COFI aux enfants des immigrants ne sont pas les mêmes partout, bien qu'ils tendent à l'uniformité. La garderie rattachée au COFI de Laprairie est la garderie type. Les enfants de moins de six ans, dont les parents suivent les cours du COFI, y sont

* Voir l'Appendice II, Tableau A-18.

gardés pendant les heures de cours et participent à des activités correspondant à leur âge. Ils sont généralement divisés en quatre groupes d'après leur âge:

- ceux de la pouponnière de 0 à 14 ou 16 mois;
- ceux de la garderie de 14 ou 16 mois à 2½ ou 3 ans;
- ceux de la prématernelle de 2½ à 3 ou 4 ans;
- ceux de la maternelle de 4 à 6 ans.

Le personnel appelé à s'occuper de ces enfants doit être en mesure de respecter les politiques linguistiques gouvernementales en vigueur. Le français y est utilisé constamment, quelle que soit l'activité en cours et les réactions à cette immersion des enfants sont soigneusement observées. Les soins de santé sont dispensés par des infirmières munies des diplômes requis, lesquelles maintiennent un bulletin de santé et le contact constant avec les parents. Actuellement, il existe une seule garderie à Montréal appelée Notre-Dame-des-Petits: elle accueille 70 enfants, dont 50 portugais et espagnols. Cette garderie est subventionnée conjointement par le ministère des Affaires sociales et le ministère de l'Immigration. Il existe aussi certaines classes pré-scolaires destinées à favoriser l'intégration des enfants de la communauté juive sépharade au milieu québécois francophone. Au total, pour l'année 1971/72, on dénombrait des garderies dans quatre des principaux COFI. Laprairie totalisait 22,352 jours de présence. Le COFI Olivar Asselin, 4,856 jours de présence, Ste-Martine 1,741 et Du Parc 4,047.

Pendant que les parents fréquentent les COFI, on note que leurs enfants sont inscrits en majorité dans les écoles anglaises. Par exemple, sur les 1,393 immigrants fréquentant les COFI en exercice du 1^{er} décembre 1969 au 31 mars 1970

- 159 enfants fréquentaient les écoles françaises;
- 286 enfants fréquentaient les écoles anglaises;
- 526 enfants ne fréquentaient pas les écoles.*

Pour 1,200 immigrants qui fréquentaient les COFI du 1^{er} avril 1969 au 30 novembre 1969, 131 enfants fréquentaient les écoles

* Chiffres fournis par le Bureau du ministère provincial de l'Immigration à Montréal, pp. 3 et 29.

françaises, par rapport à 223 qui fréquentaient les écoles anglaises. L'insécurité quant à leur implantation future au Québec explique, en grande partie, ce choix.

Conclusion

Il est évident que le système des garderies s'impose, aussi bien à l'intérieur des COFI qu'à l'extérieur. Les avantages des garderies devraient, toutefois, s'étendre aux mères immigrantes retenues à la maison ou au travail, de façon à ce qu'elles puissent, comme leurs époux et leurs enfants plus âgés, apprendre la langue de la majorité.

13. Les colonies de vacances (classes vertes et classes blanches)

Une mesure incitative valable d'intégration serait l'ouverture de camps d'été ou d'hiver. Les enfants d'immigrants pourraient ainsi, durant plusieurs mois, se trouver ensemble avec des enfants canadiens-français. L'effet psychologique et linguistique de ces séjours serait très bénéfique: l'acculturation et l'attrait vers la langue française — qu'on aurait facilités aussi par des cours ou autres moyens audio-visuels adéquats — se feraient naturellement et rapidement.*

14. Les écoles bilingues

Les sondages, les enquêtes, les recherches effectuées par la Commission, les témoignages recueillis dans les colloques et les témoignages individuels révèlent que:

- 1) les parents anglophones ont besoin et désirent un enseignement du français et un enseignement plus précoce de la langue française;**
- 2) les parents francophones réclament un enseignement pédagogiquement meilleur et plus précoce de l'anglais.***

* A ce jour, seulement le Camp Françoise Cabrini organise des colonies de vacances d'été; mais elles ne durent que 15 jours.

** Voir *supra*, Deuxième partie, Ch. II, A, 6, c, 2, «Études et sondages».

*** *Idem.*

Enfin, les immigrants des différents groupes ethniques manifestent le désir que leurs enfants connaissent le français et l'anglais,* mais de toute évidence ils choisissent l'anglais pour des raisons utilitaires et le français pour des raisons d'ordre culturel, ou de justice envers la majorité québécoise.

Chez les anglophones et chez les immigrants, on accorde la préférence à la langue qui présente le plus d'avantages pour réussir dans le monde du travail, c'est-à-dire l'anglais, mais on ne mésestime pas la valeur culturelle du français et on reconnaît, généralement, la légitimité des aspirations de la majorité des francophones quand elle veut protéger sa langue et la répandre.

Tel est le dilemme. Y a-t-il un moyen unique, y a-t-il un moyen privilégié de le solutionner? Les écoles bilingues apportent-elles la réponse?

La majorité des groupes ethniques ont mis de l'avant la formule des écoles bilingues,** sans préciser toutefois à quelle forme d'enseignement bilingue allait leur préférence, mais en conservant en arrière plan l'idée que le but était de former des élèves bilingues.

Il faut faire la distinction entre l'enseignement bilingue et les écoles proprement bilingues. Alors que l'enseignement bilingue se réfère davantage aux méthodes, aux programmes, au début d'apprentissage, au temps alloué et au mode d'apprentissage d'une langue seconde, les écoles bilingues appliquent une formule particulière d'enseignement, ayant comme but d'assurer aux élèves, autant que possible, la maîtrise de la langue maternelle et d'une autre langue.

Un mémoire présenté à la Commission royale d'enquête sur l'enseignement commence ainsi:

*Aussi loin qu'on puisse se rappeler, les catholiques anglophones de la Province de Québec recevaient leur éducation dans leur propre langue dans les écoles catholiques françaises de la Province de Québec****

* Service de la recherche documentaire. Documents 194/E, 195/E.

** René Didier et Yvan Bordeleau. «Le processus des choix linguistiques des immigrants au Québec», septembre 1971, p. 232.

*** John T. McIlhonne. Mémoire présenté à la Commission royale d'enquête sur l'enseignement.

C'était une forme d'enseignement bilingue, celle où sous un même toit deux groupes de langue différente reçoivent l'enseignement dans leur propre langue.

Les écoles bilingues diffèrent donc de l'enseignement bilingue, mais une des conditions de l'enseignement d'une langue seconde, c'est la séparation entre les écoles anglaises et françaises.

Lorsque les groupes ethniques suggèrent des écoles bilingues, que veulent-ils, en fait? Ils veulent que leurs enfants sortent bilingues des écoles secondaires. Mais que signifie pour eux le bilinguisme? Comment y arriveront-ils? Comment pourra-t-on mesurer ce bilinguisme? Que ce soit par un apprentissage à l'élémentaire, au secondaire ou à un troisième type, peu leur importe.

Le problème d'un enseignement bilingue n'est pas nouveau au Québec.* On y a apporté, selon les époques et les régions, des réponses diverses. Les autorités scolaires se sont préoccupées d'un enseignement du français et de l'anglais «où le respect du droit fait un devoir de favoriser, d'entretenir chez les élèves de la minorité, surtout quand leurs parents le désirent, l'amour, le culte privilégié de leur langue maternelle.»** La suggestion de recourir aux écoles bilingues, quelle qu'en soit la forme d'enseignement, n'est pas tout à fait nouvelle dans l'éventail des solutions apportées à la nécessité d'un certain bilinguisme.***

La situation s'est-elle détériorée au cours des années et l'arrivée des immigrants est-elle venue compliquer les choses?

La suggestion des écoles bilingues comme moyen de satisfaire aux besoins des immigrants en matière de langue en même temps que de sauvegarder la langue française et de contribuer à son épanouissement est-elle la panacée universelle?

Il appartenait aux spécialistes en la matière de le dire. La Commission n'a pas manqué de les appeler à se prononcer.

* J.-E. Laberge, *L'enseignement bilingue dans les collèges et couvents de la province de Québec*. Mémoire du 1^{er} Congrès de la langue française au Canada. 1912, pp. 391-399.

** Laberge, *op. cit.*, p. 396.

*** Avant 1918 la CECM avait déjà organisé des «classes étrangères» où, en plus du français et de l'anglais, la langue maternelle était également enseignée.

Ils l'ont fait dans plusieurs études.* Si, d'une part, ces experts n'ont pas pu — pour des raisons qu'ils étaient scientifiquement — se prononcer catégoriquement en faveur de l'une ou de l'autre des formules d'enseignement bilingue, c'est parce que trop de facteurs doivent se conjuguer pour produire des résultats valables et aussi parce que les expériences des méthodes améliorées et diversifiées, selon l'âge et la catégorie de la clientèle, sont encore trop récentes, et surtout parce que les objectifs ne sont pas suffisamment définis, ni dans les principes ni dans les structures, ni chez les usagers; enfin parce que les tests de l'évaluation des effets d'un enseignement bilingue sur le rendement linguistique en particulier ne sont pas au point.

Tous conviennent que ce type d'école ne peut être, ni sous une forme ni sous une autre, le seul facteur de l'amélioration de la situation de la langue française et de son épanouissement auprès des immigrants. Son rôle est limité.

Dès lors, ils invitent, dans l'ordre des recommandations, à la plus grande prudence.

Conclusion

L'école bilingue reste «un des moyens possibles pour améliorer les résultats de l'apprentissage linguistique».**

Si elle n'était pas là, il faudrait l'inventer, au moins à titre expérimental pour y mettre à l'épreuve les méthodes d'enseignement d'une langue seconde. Mais elle ne peut être encore d'application générale, ni quant à la catégorie d'élèves, ni quant aux groupes ethniques, ni quant au territoire.

Des études effectuées pour la Commission découlent les suggestions suivantes:

- aussi bien la majorité que la minorité (anglophone ou appartenant à d'autres groupes ethniques) doit disposer, dans un terri-

* John McNamara, «Rôle de l'école dans l'enseignement de la langue seconde», 1972.

H.H. Stern, «Report on Bilingual Education», juillet 1971.

Lorne Laforge, «Rapport synthèse sur l'enseignement de la langue seconde», paragraphe 3.3. 1972.

** L. Laforge, *op. cit.*, p. 153.

- toire bilingue,* des écoles dans les deux langues officielles du Canada avec priorité — comme langue d'enseignement — à la langue française dans les écoles françaises et à la langue anglaise dans les écoles anglaises;
- un enseignement de la langue seconde dès la première année dans l'une et l'autre des écoles;
 - un enseignement amélioré de l'anglais dans les écoles de langue française et un enseignement amélioré du français dans les écoles de langue anglaise, avec test de connaissance et d'usage à la fin de l'élémentaire et à la fin du secondaire;
 - un enseignement par des professeurs dont la langue maternelle est la langue enseignée et dont la formation pédagogique est spécialisée en enseignement des langues secondes;
 - un enseignement de la langue maternelle de certains groupes ethniques importants, soit comme matière à option, soit à l'extérieur des cours réguliers mais à l'intérieur des écoles que ces groupes ethniques fréquentent régulièrement;
 - la création, ou le maintien, d'écoles bilingues pilotes, pour l'expérimentation des méthodes d'apprentissage et d'enseignement d'une langue seconde;
 - l'encouragement des méthodes en cours, pour l'amélioration de l'enseignement du français.*

Constats et recommandations

Contraintes à l'intégration scolaire — Remèdes possibles

L'école de langue française a attiré à elle, dans le passé, à peine plus de 50% des enfants d'immigrants et leur préférence pour l'école anglaise n'a jamais cessé depuis 1930. Cette situation n'a été saisie par les élites intellectuelles canadiennes-françaises que très tard, au moment où elle devenait critique.

La Commission est allée au-delà des symptômes pour essayer de déceler les causes, avant de proposer des solutions.

* H.H. Stern, *op. cit.*, p. 6.

** L. Laforge, *op. cit.*, par. 3.3.

De l'ensemble de la section portant sur l'enseignement aux enfants d'immigrants et aux immigrants adultes, il se dégage plusieurs raisons majeures qui ont exercé des contraintes sur le choix de l'école:

a) le désintéressement manifesté à l'égard du problème linguistique jusqu'à récemment par les Canadiens français et le gouvernement québécois et le découragement des parents d'enfants immigrants à inscrire leurs enfants à l'école catholique française devant l'attitude de non-acceptation, manifestée par les dirigeants de certaines commissions scolaires;

b) le fait que la majorité des immigrants reçus au Québec était de langue maternelle anglaise, ou de langue seconde anglaise, conduisait les enfants à aller naturellement vers les écoles anglophones;

c) la confessionnalité qui, jusqu'à il y a quelques années, a divisé le système scolaire en deux secteurs autonomes, c'est-à-dire celui des écoles catholiques (de langue française ou anglaise) et celui des écoles protestantes (anglaises). Cette division a nui aux écoles de langue française, d'autant plus que les Juifs étaient assimilés légalement au protestants et que les orthodoxes et les autres non-catholiques étaient invités à aller aux écoles de langue anglaise;

d) un autre élément défavorable aux écoles de langue française a été la qualité de l'enseignement et l'insuffisance de l'enseignement de l'anglais. Ces carences de l'enseignement dans les écoles de langue française ont mené à la création de la Commission Parent et à ses conclusions. On a dû attendre jusqu'en 1964 pour avoir un ministère de l'Éducation;

e) un dernier argument, mais d'importance majeure, est de nature économique. Les immigrants sont arrivés au Québec pour améliorer leur situation matérielle et pour assurer un meilleur avenir à leurs enfants. Ils ont été obligés de travailler en anglais pour vivre et ils ont vu les Canadiens français leur donner l'exemple. Ils ont constaté aussi qu'à Montréal du moins, une partie des parents canadiens-français envoyaient leurs enfants aux écoles anglaises ou aux écoles privées, chaque fois que leurs moyens leur permettaient de le faire. Ils ont donc suivi la même voie. Le bilinguisme leur paraissait absolument nécessaire, et ils n'ont jamais cessé de réclamer des écoles bilingues neutres, afin que leurs enfants reçoivent la meilleure formation possible.

Tout récemment encore, le besoin d'être bilingue a été perçu comme d'importance majeure par les trois groupes: francophones, anglophones et «autres». L'école est considérée comme l'un des moyens parmi d'autres pour apprendre une langue. Mais, entre l'apprentissage et l'utilisation future au travail il y a un lien étroit. Car apprendre une langue ce n'est pas assez. Les impératifs économiques imposent une langue et c'est au travail, surtout, qu'on va l'apprendre, la perfectionner ou l'employer. Dans la situation économique actuelle du Québec, la connaissance de l'anglais et du français

*est perçue comme l'atout le plus important pour qu'un étudiant, nouvellement arrivé sur le marché du travail, obtienne l'emploi de son choix.**

L'enquête Sorecom, qui tire ses observations des réponses émanant d'élèves québécois et de l'opinion de leurs parents, ajoute;

*la langue ne représente pas nécessairement une valeur très ferme ... et c'est encore le «primum vivere» qui demeure le facteur de réalité le plus important lorsqu'il s'agit d'un choix linguistique. Bien malin serait sans doute celui qui pourrait convaincre francophones, anglophones, italiens à choisir la langue française pour la seule raison qu'elle est celle de la majorité ou qu'elle est un élément de culture.***

Le choix scolaire ne représente pas, obligatoirement, un indice du choix de transfert linguistique. M. Maheu a bien précisé, comme on l'a vu,*** que le choix de l'école n'empêche pas le groupe d'origine italienne de faire des transferts linguistiques en faveur des francophones. Les immigrants, répétons-le, ne viennent pas au Québec poussés par des problèmes linguistiques, mais stimulés par les avantages économiques et par la liberté démocratique qui y existe.

Ils se rendent compte — et les recherches de la Commission le confirment**** — que la technologie influence l'utilisation de la

* Sorecom Inc., «Étude...», *op. cit.*, p. 42.

** *Idem*, p. 47.

*** R. Maheu, «Groupes ethniques et linguistiques», doc. 415(c), pp. 13-14.

**** Ducharme, Déom et Associés Inc., «Évolution des exigences linguistiques des familles de fonctions dans les entreprises québécoises pour les 15 prochaines années», 30 août 1971, p. 337.

langue anglaise et que l'anglais restera la «lingua franca» dans l'avenir prévisible. Ils ont vite perçu l'importance de l'anglais comme langue de travail et la défaillance des écoles de langue française quant à l'enseignement de la langue seconde.

Aussi longtemps que le français ne deviendra pas langue de communication au travail, ou à moins qu'on ne leur prouve que l'école de langue française donne un enseignement suffisant de l'anglais pour assurer la mobilité professionnelle et géographique de leurs enfants, il sera difficile de les convaincre d'envoyer leurs enfants aux écoles de langue française.

Cette situation est ressentie de la même manière par le groupe francophone. Voici les conclusions auxquelles arrivent les professeurs Jacques Brazeau et Serge Carlos, à la suite d'une enquête effectuée à la demande de la Commission:

*De façon générale, le fait marquant de cette section est sûrement l'importance du milieu de travail comme contexte d'apprentissage de la langue seconde. Par le fait même, le rôle de l'école se trouve diminué. Ceci laisse croire que le recours à l'école pour disséminer le français exigerait des réformes qualitatives de l'enseignement beaucoup plus qu'une simple extension de l'obligation d'apprendre le français durant la formation scolaire. Cependant, si des changements ne se font pas au niveau des pressions du monde de travail, les efforts mis dans le système scolaire peuvent facilement demeurer improductifs. Constatant la prédominance de l'anglais et l'importance de ce même contexte pour l'apprentissage de la langue seconde, on peut à bon droit se demander si l'avenir du «bilinguisme français» ne nécessite pas de briser le cercle vicieux du monde du travail.**

Il ne fait pas de doute que si le français était utilisé comme langue de communication au travail, s'il devenait plus utile et plus nécessaire dans ce secteur, les écoles de langue anglaise ne connaîtraient plus leurs succès d'aujourd'hui. Elles s'efforceraient alors de donner un excellent enseignement du français pour être en mesure de retenir leur clientèle scolaire. Pourquoi les écoles de langue française ne commenceraient-elles pas par assurer un excellent enseignement des deux langues?

* «L'utilisation du français dans le monde du travail du Québec», *op. cit.*, p. 113.

Mais en ce qui concerne l'enseignement de l'anglais:

Les premiers à vouloir rendre les cours d'anglais optionnels sont les professeurs. C'est une zone frontière que les étudiants disent qu'ils ne suivraient pas les cours d'anglais s'ils étaient optionnels et que les professeurs constatent que ces étudiants ne veulent pas apprendre l'anglais.

*Près de 80% des étudiants estiment leurs cours d'anglais inutiles.**

À côté des contraintes socio-économiques qui réclament l'enseignement des deux langues, les mémoires des groupes ethniques ont fait souvent mention de deux autres causes qui ont fait hésiter les parents immigrants à envoyer leurs enfants aux écoles de langue française: un enseignement qualitativement insuffisant du français et une attitude hostile envers les enfants non francophones.

Des doutes ont été émis quant aux équivalences des diplômes du système scolaire français avec celui prévalant dans le reste du Canada. On allègue que cela constituerait un empêchement au choix du système francophone.

La Commission n'a pas eu l'occasion de vérifier le bien-fondé de ces allégations. Elle en fait part au ministère de l'Éducation et lui demande de considérer cette situation et d'agir en conséquence.

A — Recommandations d'ordre général

Étant donné qu'aujourd'hui encore des Commissions scolaires refusent parfois d'accepter a) soit des demandes individuelles d'inscription quand il y a connaissance insuffisante de la langue française ou appartenance à une autre religion; b) soit des demandes de groupes, pour le motif que leur appartenance à un autre groupe retarderait les progrès réguliers d'une classe, la Commission recommande:

Que le ministère de l'Éducation veille d'une façon constante à ce que les écoles de langue française admettent les enfants

* Mareschal-Boudon-Lapierre, «Étude sur les motivations des enseignants et des étudiants face à la situation linguistique au Québec» (1972), p. 26.

d'immigrants ou de ceux qui sont devenus citoyens, indépendamment de leur langue ou de leur religion;

Que les commissions scolaires orientent vers des classes d'accueil ou d'«immersion» les enfants qui veulent fréquenter les écoles de langue française mais qui ne connaissent pas suffisamment cette langue et le vocabulaire propre aux mathématiques et aux sciences; et que ces enfants soient par la suite intégrés dans les classes normales dès que leur niveau linguistique le permettra;

Que les commissions scolaires de langue française soient tenues de créer des classes d'accueil ou d'immersion, si le besoin s'en fait sentir ou qu'un nombre suffisant de parents les réclament.

Étant donné que le contexte social et l'attitude du pays d'accueil contribuent à l'efficacité des mesures scolaires, la Commission recommande:

Que les professeurs et les élèves, dans les milieux scolaires, deviennent conscients de ce que l'immigrant peut apporter à la Province et qu'ils l'acceptent avec cordialité.

La Commission considère que tout enfant, quelle que soit son origine ethnique, a le droit de bénéficier d'un enseignement de bonne qualité qui assure sa formation professionnelle et culturelle. Les soucis des parents à cet égard sont justifiés. D'ailleurs, les préambules de la *Loi du ministère de l'Éducation* et de la *Loi du Conseil supérieur de l'Éducation* abondent en ce sens.*

La Commission considère:

- a) que les écoles de langue française ne fournissent pas, actuellement, à leurs élèves, un enseignement du français et de l'anglais suffisant pour le plein épanouissement de leur personnalité et pour les préparer à devenir des futurs dirigeants dans divers secteurs d'activité, et plus spécialement dans le secteur économique;

* Pour les textes des préambules, voir *infra*, Troisième partie, Ch. III, B, 2. a.

- b) que les carences de cet enseignement représentent une injustice sociale, car les enfants dont les parents sont dépourvus de moyens financiers doivent suivre ces cours, alors que les parents ayant une situation matérielle aisée envoient leurs enfants dans les écoles privées ou dans les écoles de langue anglaise;
- c) que cette situation, non seulement défavorise les francophones dont les parents sont pauvres, mais représente aussi un obstacle important pour attirer des enfants appartenant aux groupes ethniques; par là elle défavorise l'épanouissement du français dans leurs rangs.

B – Recommandations concernant les écoles de langue française et les écoles de langue anglaise

Étant donné l'importance de l'apprentissage des langues dans les écoles, la Commission recommande:

Qu'un enseignement adéquat du français et de l'anglais soit offert aux élèves qui fréquentent les écoles de langue française et que le ministère de l'Éducation contrôle l'organisation de cet enseignement aux niveaux élémentaire et secondaire à travers toute la Province;

Et, afin que les élèves acquièrent la meilleure connaissance possible du français et de l'anglais, la Commission recommande:

Que, dans la mesure du possible, les cours d'anglais soient dispensés par des professeurs anglophones dans les écoles de langue française, et par des professeurs francophones dans les écoles de langue anglaise;

Étant donnée la pénurie de professeurs d'anglais et l'urgence de les préparer en nombre suffisant, la Commission recommande:

Que le Gouvernement offre des bourses pour accélérer la formation et la spécialisation des professeurs de langue seconde;

L'enseignement d'une troisième ou d'une quatrième langue pourrait être envisagé, au niveau secondaire, pour les élèves qui le désirent. Mais le choix de ces langues ne devrait pas remplacer l'enseignement de l'anglais dans les écoles de langue française ou du français dans les écoles de langue anglaise.

C'est pourquoi la Commission recommande:

Que l'enseignement du français ou de l'anglais comme langue seconde soit obligatoire et prioritaire, avant l'enseignement de toute autre langue dans les écoles, tant au niveau élémentaire que secondaire;

L'enseignement de langues autres que le français et l'anglais enrichirait la culture au Québec et inciterait les parents du tiers-groupe à opter pour l'école de langue française. C'est pourquoi la Commission recommande:

Qu'à l'instar des écoles de langue anglaise, qui dispensent actuellement certains cours dans d'autres langues que le français et l'anglais, les écoles de langue française agissent de la même manière, si un nombre suffisant de parents le réclament et que des crédits soient accordés en conséquence;

A l'exemple des élèves francophones en Ontario, les élèves anglophones au Québec devraient, à l'avenir, avoir une connaissance d'usage du français, qui leur donnerait les avantages suivants:

- a) être en mesure de communiquer avec leurs compatriotes francophones;
- b) faire face à la concurrence des travailleurs francophones dans la même catégorie professionnelle;
- c) prendre part à l'activité politique, civique et sociale de la communauté québécoise;
- d) comprendre le système de valeurs et la civilisation de leurs compatriotes francophones.

Pour parvenir à connaître et à comprendre la culture de la majorité québécoise, la Commission recommande:

Que des cours de civilisation canadienne-française soient donnés dans les écoles de langue anglaise, selon la manière que définira le ministère de l'Éducation.

C – Recommandations concernant divers moyens favorisant la connaissance réciproque des élèves des différentes communautés québécoises

La Commission déplore l'isolement et le manque de contact actuel entre les élèves de langue française et de langue anglaise et les considère nuisibles. C'est pourquoi elle suggère que les commissions scolaires et le ministère de l'Éducation aient recours à tous les moyens d'approche, de contact et de compréhension mutuelle entre les élèves francophones et anglophones. Et, parmi ces moyens, elle recommande:

Que des cours communs de conversation française et anglaise pour les élèves francophones et anglophones soient organisés, aussi souvent que désirable et possible, par les commissions scolaires protestantes et catholiques;

Que des rencontres de caractère culturel ou sportif soient organisées par les commissions scolaires anglaises et françaises, protestantes et catholiques, dans un esprit exempt de considérations ethnocentriques;

Que des programmes d'échange soient créés et intensifiés dans toute la province entre les jeunes franco-québécois, anglo-québécois et ceux d'autres origines;

Que soit encouragé tout autre programme de nature à favoriser la connaissance, la compréhension et l'acceptation mutuelle en vue d'accélérer l'unité des groupes québécois dans le respect de leur apport spécifique au développement du Québec.

D – Recommandations concernant des mesures propres à assurer la diffusion du français

La Commission a étudié les mesures propres à accélérer l'usage du français parmi les enfants dont les parents appartiennent aux

autres groupes ethniques. Le choix des meilleurs moyens à prendre s'est avéré délicat, car les autres groupes ethniques se composent à la fois de membres se trouvant déjà au Québec et d'immigrants à venir. La Commission est arrivée finalement à la conclusion que l'intégration scolaire actuelle des enfants des immigrants aux écoles anglophones n'est pas irréversible. Elle estime que son devoir est de trouver la meilleure réponse pour que les enfants déjà au Québec ou que ceux des immigrants qui arriveront soient attirés vers l'école de langue française. Et c'est dans cet esprit qu'elle a recommandé d'abord l'amélioration du système scolaire de langue française.

D'autre part, même si la Commission était arrivée à la conclusion que le passé et le présent sont irréversibles et qu'elle devait s'occuper seulement des enfants des immigrants à venir, une question préalable se poserait: le nombre et l'origine probable des enfants d'immigrants motiveraient-ils des mesures coercitives, et quels en seront les résultats?

On a vu que, pour la période de recensement 1961-1971, la population immigrante de moins de 20 ans, ne représentait que 3.34% de la population de moins de 20 ans de la Province, et que pour chacune des années de 1958 à 1971, le pourcentage des arrivants de moins de vingt ans n'a jamais dépassé 0.5%. En 1971, le nombre des immigrants de ce groupe d'âge était de 5,034 par rapport à une population correspondante à Québec de 2,406,807, soit 0.2% de la population totale des moins de vingt ans dans la Province.

Ce qui rend la situation plus délicate encore est que, parmi ce nombre, la majorité est de langue maternelle ou de langue seconde anglaise. Si l'on considère que parmi les immigrants de moins de 20 ans environ les trois cinquièmes sont d'âge scolaire, la décision pour l'année 1971 porterait sur environ 3.000 enfants d'immigrants, dont plus de la moitié est anglophone quant à la langue maternelle ou la langue seconde. D'autre part, vu le succès remporté par les classes d'accueil, les décisions de nature coercitive toucheraient seulement quelques centaines d'enfants d'immigrants annuellement.

Les Commissaires ont considéré qu'une telle décision qui toucherait un nombre si faible d'enfants serait prématurée et disproportionnée quant aux objectifs escomptés en comparaison des résultats bénéfici-

ques qu'une attitude plus compréhensive pourrait avoir sur l'intégration des enfants des immigrants ou des citoyens d'autres origine ethniques qui se trouvent sur place.

La Commission a considéré aussi les effets négatifs d'ordre démographique qu'une telle décision pourrait avoir sur la venue ultérieure d'autres immigrants: elle a tenu compte de la situation démographique précaire dans laquelle se trouve la Province par rapport aux autres provinces. En effet, la baisse de l'immigration au Québec, ces dernières années, est si accentuée que ses effectifs en 1972 sont inférieurs à ceux de la Colombie britannique.

La Commission a considéré aussi qu'il était injuste d'obliger certains enfants d'immigrants seulement à suivre l'école de langue française, tout en laissant la majorité d'entre eux — parce qu'ils sont déjà anglophones — continuer à augmenter le nombre d'élèves dans les écoles de langue anglaise. Cette décision n'aurait facilité en rien le renversement de la proportion de ces enfants dans les écoles de langue française.

La Commission s'est trouvée devant un problème encore plus difficile. Pouvait-elle recommander des mesures coercitives seulement à l'encontre d'une certaine catégorie d'enfants d'immigrants alors que la majorité francophone continue à donner l'exemple du libre choix scolaire? Le comportement de la majorité, partout dans le monde, dicte le régime applicable aux immigrants. Est-ce que ces enfants seraient obligés de fréquenter les écoles de langue française aussi longtemps que leurs parents ne seraient pas citoyens? Et qu'advierait-il des enfants d'immigrants nés au Québec, c'est-à-dire Canadiens de naissance?

Dans une étude demandée par la Commission, le professeur belge, W.-J. Ganshoff van der Meersch se prononce contre les moyens coercitifs aussi longtemps que les mesures incitatives scolaires n'ont pas été épuisées.*

Le professeur Léon Dion, à son tour, ne croit pas aux résultats obtenus sous la contrainte. Il suggère des mesures incitatives:

* W.J. Ganshoff van der Meersch, «Rapport sur les principes juridiques, idéologiques et historiques relatifs aux droits linguistiques et culturels des minorités», p. 32 et ss.

*En principe on pourrait aller jusqu'à imposer aux enfants de parents immigrants la fréquentation obligatoire de l'école française. Mais ce serait une mesure d'application fort difficile, du moins tant que l'école anglaise subsiste. En outre, l'existence d'une telle mesure pourrait dissuader les immigrants de venir s'installer au Québec. Une étude sur les motivations des immigrants devrait sans aucun doute être menée pour permettre l'évaluation des conséquences possibles d'une telle mesure, et le cas échéant, faciliter le choix des moyens propres à obvier aux effets indésirables prévisibles.**

En cas de situation d'urgence, le professeur Dion croit que pour obliger les enfants des immigrants à fréquenter les écoles de langue française, il faudrait que tous les enfants francophones soient contraints de fréquenter ces écoles. Mais sommes-nous en situation de danger immédiat, et le nombre restreint d'enfants d'immigrants à venir est-il suffisant pour que la majorité québécoise soit contrainte de fréquenter les écoles de langue française alors qu'elle fréquente déjà d'une manière massive ces écoles et cela malgré le fait qu'on déplore souvent le manque d'un enseignement adéquat de l'anglais? Ce choix scolaire, la majorité francophone l'a toujours eu.

La Commission est arrivée à la conclusion que la situation scolaire, en général, n'a ni le caractère d'urgence et ni le rôle prépondérant qu'on lui accorde parfois. Elle croit fermement qu'il n'y a pas lieu de faire de distinctions entre les enfants des immigrants à venir, qu'ils soient anglophones, francophones ou autres.

La Commission considère qu'il est nuisible de maintenir, sur une base linguistique, les divisions qui se sont perpétuées dans le passé sur une base confessionnelle.

Elle est convaincue aussi que toutes mesures coercitives éventuelles, en matière scolaire, devraient s'appliquer d'une manière uniforme, à la majorité francophone, la minorité anglophone, au tiers groupe et à tous les immigrants à venir.

Si, toutefois, après les délais recommandés dans le Livre II de la Commission portant sur «Les droits linguistiques au Québec», la situation scolaire réclamait une législation coercitive, le gouver-

* Léon Dion, «Le français, langue d'adoption au Québec» dans *Le Français, langue de travail*. Presses de l'université Laval, 1971, p. 63.

nement devrait agir au niveau élémentaire, car c'est en bas âge que le français, langue plus difficile que l'anglais, devrait être appris. Après quoi, soit à la fin de l'élémentaire, le choix des parents pourrait s'exercer à nouveau. Si la Commission n'a pas cru bon de recommander, dans l'immédiat, des mesures scolaires coercitives, c'est parce qu'elle considère que l'utilisation du français au travail représente la meilleure motivation pour les parents immigrants d'envoyer leurs enfants à l'école de langue française, en autant, bien entendu, qu'un enseignement adéquat de l'anglais leur soit alors offert.

La Commission considère aussi que toute mesure coercitive est prématurée aussi longtemps que les attitudes réciproques et les motivations des Canadiens français et des groupes ethniques n'auront pas changé. Car il faut éviter à tout prix une nouvelle crise de Saint-Léonard. Il y a des situations où la décision de ne pas agir constitue la solution positive par rapport à l'intervention trop hâtive.

Enfin, la Commission considère qu'avant de passer aux mesures coercitives, on devrait attendre et apprécier les résultats des mesures incitatives qui sont facilitées par les nouvelles structures mises en place après 1969, c'est-à-dire les COFI, les classes d'accueil, les garderies, la création éventuelle des classes vertes (camps d'été), et généralement l'intensification des divers programmes du ministère de l'Immigration.

Les mesures incitatives

Étant donné que, dans certains domaines, le français est la principale langue de travail, qu'il est d'autre part pour les immigrants une condition d'exercice d'une profession en vertu de la loi 64 et que plusieurs immigrants concernés par ces activités fréquentent les COFI, la Commission recommande:

Que le ministère de l'Immigration du Québec soit autorisé par le gouvernement fédéral à dispenser dans les COFI quarante semaines d'enseignement de français au lieu de vingt semaines de français et de vingt semaines d'anglais aux immigrants particulièrement intéressés à acquérir la langue française;

Étant donné la pénurie d'enseignants qualifiée aux COFI, la Commission recommande:

Que le ministère de l'Immigration fasse appel pour l'enseignement aux immigrants dans les COFI, à des enseignants qualifiés, spécialistes de l'enseignement aux immigrants et qu'on les retienne comme professeurs de carrière; que ces enseignants, si possible, parlent plusieurs langues;

Que le ministère de l'Immigration offre des stages d'études à ses fonctionnaires et aux professeurs des COFI sur les conséquences psychologiques de l'acte d'immigration, sur les étapes du processus d'intégration, les besoins et l'apport de l'immigration, afin de mieux comprendre les immigrants.

Les COFI actuels sont situés à des endroits excentriques par rapport aux lieux de résidence. Les immigrants perdent beaucoup de temps pour s'y rendre. Des frais inutiles, du fait des déplacements, sont encourus. C'est pourquoi la Commission recommande:

Que le ministère de l'Immigration regroupe les COFI, améliore leur rendement, et prenne des mesures appropriées pour qu'à l'avenir l'enseignement dans les COFI soit donné à des endroits facilement accessibles aux immigrants; l'immigration, afin de mieux comprendre les immigrants;

Les cours d'initiation à la vie canadienne et québécoise

Étant donné que les cours d'initiation à la vie canadienne et québécoise sur une base volontaire se sont avérés très populaires, la Commission recommande:

Que les cours d'initiation à la vie canadienne et québécoise soient multipliés, dispensés en des endroits où les groupes ethniques se concentrent et ce, dans la langue du groupe ethnique, si possible à des heures où les mères de famille peuvent les fréquenter; que le contenu en soit révisé de façon à exprimer la réalité québécoise française et les particularismes du Québec.

Les mères de famille

Étant donné la situation spéciale et difficile des mères de famille, et pour qu'elles puissent bénéficier des mêmes avantages linguistiques que les autres immigrants, la Commission recommande:

Que des cours de langue à temps partiel soient organisés à des heures et à des endroits convenables et accessibles aux mères de famille.

Statistiques et inventaires

Étant donné que les statistiques sur les immigrants sont incomplètes, insuffisantes, et que dès lors une connaissance exacte de la situation est impossible à obtenir, la Commission recommande:

Qu'une réunion annuelle soit convoquée par le ministère de l'Immigration du Québec en coopération avec tout ministère provincial intéressé et le ministère fédéral de la Main-d'Oeuvre et de l'Immigration afin de réunir des statistiques de toute catégorie sur la totalité des immigrants arrivés et installés au Québec, selon le groupe ethnique, le lieu de dernière résidence, la langue maternelle, la langue parlée à la maison, la seconde langue apprise, la scolarité, etc., et qu'à cet effet un inventaire soit effectué dans les écoles du secteur public et privé à tous les niveaux.

Ces statistiques devraient s'étendre: a) au nombre et aux variables ethniques et linguistiques de l'ensemble des immigrants ayant choisi le Québec comme lieu de destination; b) à ceux qui s'inscrivent aux services fédéraux de la main-d'oeuvre et de l'immigration; c) à ceux qui sont dirigés immédiatement au travail; d) à ceux qui sont dirigés vers les cours de langue dans les COFI; e) à ceux qui sont orientés vers le secteur anglais et français de la formation professionnelle.

Des statistiques uniformes et précises devraient être compilées et analysées pendant un laps de temps suffisant pour fournir une idée nette et claire de la situation. Ceci suppose, dans l'ordre des moyens, la présence du Québec à la cueillette et à l'échange de renseignements entre le ministère fédéral de la Main-d'Oeuvre et le ministère de l'Immigration du Québec, de façon à suivre le

cheminement géographique, démographique et linguistique de l'immigrant.

Les cours d'immersion en français

Étant donné l'obligation qu'ont le gouvernement provincial et les entreprises privées d'apprendre le français aux immigrants qui obtiennent directement un travail, la Commission recommande:

Que des efforts conjoints et solidaires soient déployés par le Gouvernement du Québec et par les entreprises privées; que des moyens matériels et techniques soient fournis aux immigrants pour leur faciliter la fréquentation des cours d'«immersion» en langue française.

Les classes d'accueil

Vu que les classes d'accueil, bien qu'elles ne représentent qu'une expérience récente, donnent déjà des résultats appréciables tout en respectant les droits des parents au choix des écoles et que — tel que déjà mentionné* — jusqu'au mois de novembre 1972 plus de 540 élèves ont suivi ces cours (parmi eux 63 étant anglophones), la Commission recommande:

Que l'expérience des classes d'accueil soit amplifiée et qu'elle soit soumise à une observation constante pendant au moins cinq ans; que tous les moyens soient utilisés, y compris les ressources financières adéquates, pour rendre cette formule la plus attrayante possible au niveau de l'immigrant, au moment de son arrivée, et dans les premières semaines de son séjour; que l'information sur les classes d'accueil atteigne aussi bien les immigrants déjà installés que tous les citoyens.

Les écoles ethniques

Étant donné que le problème de l'immigration au Québec se pose surtout dans l'agglomération de Montréal et compte tenu de la difficulté de légiférer pour des exceptions; étant donné, également, les résultats favorables obtenus depuis la création récente d'écoles ethniques privées enseignant le français en priorité, notamment

* Voir *supra*, Deuxième partie, Ch. II, A. II.

avec les écoles grecques «Socrate» et «de la Cathédrale St-Georges», la Commission recommande:

Que le gouvernement aide, techniquement et matériellement, les écoles ethniques privées ou associées qui s'engagent à donner un enseignement majoritairement français, et que ces écoles acceptent d'utiliser pour les cours de français, des professeurs francophones nommés par le ministère de l'Éducation.

Les garderies

Plusieurs recommandations du Rapport de la Commission Royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada soulignent la pénurie des garderies et des écoles pré-maternelles.

Pour les immigrants obligés de faire face, pendant les premiers temps de leur séjour, à de multiples obligations, le problème est encore plus aigu. Il faudrait faciliter la francisation des enfants d'immigrants dès le plus jeune âge; ce serait sans doute le gage le plus sûr que le processus scolaire en français se continuera, et qu'une influence bénéfique pourrait ainsi s'exercer sur le milieu familial.

Étant donné l'expérience récente des garderies et la nécessité d'organiser d'autres garderies où les enfants des immigrants rencontreraient les enfants d'âge pré-scolaire des francophones la Commission recommande:

Que le ministère de l'Immigration du Québec, en coopération avec le ministère des Affaires sociales, développe le système de garderies à Montréal; que ces garderies soient situées à des endroits d'accès facile, et qu'elles soient à la disposition aussi bien des enfants d'âge pré-scolaire immigrants que des enfants francophones de parents canadiens; et que dans ces garderies on utilise la langue française et, selon les besoins, la langue vernaculaire.

Les camps d'été (classes vertes)

Étant donné les résultats obtenus par le camp d'été Françoise-Cabrini et la nécessité d'organiser des camps d'été où se rencontre-

raient les enfants d'immigrants et des francophones québécois, pour des périodes de deux à trois mois, au cours desquelles le français pourrait être enseigné ou appris grâce aux contacts et aux rapports d'amitié qui se créeraient entre les enfants d'immigrants et les enfants des francophones québécois, la Commission recommande:

Que le Gouvernement du Québec, en coopération avec les associations bénévoles privées, organise des camps d'été (classes vertes), d'une durée de deux à trois mois, afin de faciliter le contact entre les enfants d'immigrants et les enfants des francophones québécois, et d'accélérer ainsi l'apprentissage du français par les premiers.

Les écoles bilingues

Étant donné l'attachement, sans réserve, que les groupes ethniques ont témoigné aux écoles bilingues neutres, et les résultats bénéfiques que pourraient avoir ces écoles sur les enfants d'immigrants aussi bien que sur les enfants anglophones et francophones voulant aller aux dites écoles, non seulement quant à l'apprentissage de langues mais aussi quant à la création d'un esprit québécois d'unité: étant donné que ces écoles bilingues pourraient et devraient donner priorité à l'enseignement du français: étant donné que ces écoles représentent des expériences importantes, la Commission recommande:

Qu'en tenant compte de leur réussite, l'on maintienne à titre d'expérience, les présentes écoles-pilote bilingues fréquentées à la fois par les enfants d'immigrants et les enfants francophones et anglophones et qu'on encourage la création d'autres écoles bilingues, au fur et à mesure qu'elles sont réclamées, de façon à en éprouver les méthodes et à évaluer les résultats quant à l'enseignement d'une langue seconde.

Étant donné la discrimination possible qui pourrait s'exercer contre les enfants des immigrants, à l'occasion de leur intégration dans les écoles de langue française, et étant donné que l'harmonie entre les enfants des divers groupes ethniques représente la condition *sine qua non* d'une plus grande attirance d'autres enfants d'immigrants à ces écoles, la Commission recommande:

Que l'«ombudsman» des immigrants soit saisi de toute plainte relative à l'admission des enfants d'immigrants dans les écoles de langue française, des actes et attitudes préjudiciables aux enfants des immigrants une fois admis dans les écoles de langue française; de toute tentative de discrimination contre les personnes des diverses origines ethniques; et que ledit «ombudsman» procède aux enquêtes appropriées et essaie de remédier à ces préjudices.*

B. La participation des groupes ethniques à la vie politique et à la fonction publique

Cette participation est-elle voulue par les groupes ethniques? Sont-ils acceptés dans la vie politique et dans la fonction publique québécoise? Agissent-ils comme représentants de leur groupe ethnique ou de leurs électeurs? Les «autres» groupes ethniques au Québec sont concentrés à Montréal, mais leur dispersion à travers les comtés électoraux permet-elle de leur accorder une représentation équitable?

Le problème de leur représentation joue-t-il aussi un rôle au niveau de la fonction publique qui se doit de servir toute la population sans discrimination?

L'étude de la participation des groupes à la vie politique ne permet qu'une réponse partielle à ces questions.

1. La participation à la vie politique

Une telle étude ne peut disposer de données sûres qu'en ce qui concerne le niveau municipal à Montréal. Il ne pouvait pas être question d'effectuer une approche «nominaliste», puisqu'une personne élue, appartenant à un groupe ethnique, ne s'identifie pas forcément à celui-ci.

D'une manière générale, il faut noter une certaine réticence manifestée par les groupes ethniques face à la politique, quoique cette attitude ne s'étende pas à tout le domaine social. Au niveau de la participation et de la représentation politique, certains groupes,

* Sur les droits et obligations de l'«ombudsman» des immigrants, voir *infra*. Troisième partie.

compte tenu de leur importance numérique, se sont montrés plus actifs que d'autres: ces écarts peuvent avoir diverses causes, comme l'époque d'arrivée, le degré d'instruction et la dispersion ou la concentration des effectifs. D'autres facteurs d'ordre culturel peuvent aussi intervenir: la conscience de l'identité ethnique, l'intensité du nationalisme et le désir de s'affirmer collectivement.

Ainsi, le phénomène politique pour les groupes ethniques développe une situation nouvelle. La découverte des avantages de l'action au sein d'une collectivité (et par conséquent, de l'importance de l'appartenance à un groupe ethnique) opère une modification sur l'association ethnique. À son rôle initial qui était de faciliter l'intégration de l'immigrant au nouveau milieu, s'ajoute une autre dimension: l'association ethnique devient aussi graduellement un groupe d'intérêts (qui peut jouer un rôle électoral); l'approche pragmatique* ajuste le point de vue politique pour qu'il coïncide avec les intérêts du groupe ethnique. Cela signifie que la participation politique peut devenir un élément déterminant quant à l'intégration et un frein quant à l'assimilation. En effet, la participation politique sera perçue comme la présence d'un mandataire d'un secteur de la population où son propre groupe ethnique joue un rôle important.

Dans le domaine municipal, certaines données quantitatives permettent de faire une analyse un peu plus spécifique. Cette analyse ne doit pas être considérée comme une projection extrapolée de la participation politique des groupes ethniques, mais peut servir d'indice de participation.

Au Conseil municipal de Montréal, les Canadiens français ont occupé depuis le début du siècle et occupent toujours une situation majoritaire avec 68.8% des conseillers municipaux; les anglophones représentent 26.3%; tandis que l'on remarque la position minoritaire des autres groupes ethniques, soit 3.4% pour les Juifs et 1.5% pour les Italiens.

Avec 6 conseillers sur 66 en 1960 (1/11) et 5 sur 45 en 1962 (1/9), les groupes ethniques apparaissent comme sous-représentés. Cette sous-représentation des groupes ethniques peut s'expliquer par la

* Cette approche a bien été analysée au sujet des Italiens par Boissevain. «The Italians of Montreal», p. 82.

sur-représentation des Canadiens français (68.8%) et la sur-représentation des Canadiens anglais (26.3%). Cependant, la sur-représentation des Canadiens français doit être considérée dans la perspective du 67% de la population. Le taux de 26.3% pour les Canadiens anglais, avec 13% de la population, fait donc ressortir la très faible représentation des groupes ethniques (4.9%) qui représentent pourtant près de 20% de la population montréalaise.

2. La participation à la fonction publique

La fonction publique au Québec, par l'addition des fonctionnaires des trois niveaux de gouvernement, représente environ 10% de la somme des emplois existant en 1970. Cela veut dire environ 201,000 emplois, rémunérés à même les fonds publics et affectés au service public.

*On saisit aisément l'influence que peuvent avoir et le rôle socio-culturel que peuvent jouer de tels effectifs exerçant des fonctions aussi vitales.**

Les données recueillies permettent de poser plusieurs questions sur le degré de participation des groupes ethniques à la vie administrative de leur communauté d'accueil.

Deux niveaux d'analyse ont été retenus:

- Au niveau municipal, la fonction publique montréalaise est examinée comme exemple représentatif, puisque les «autres» groupes ethniques représentent près de 20% de la population.
- Puis, la situation de la fonction publique québécoise est l'objet de la même analyse.

a) La fonction publique de la Ville de Montréal

En 1965, la fonction publique montréalaise employait 14,250 personnes dont la répartition ethnique était la suivante:**

* Claude-Armand Sheppard, «L'État et le citoyen» (Projet), Montréal, 18 septembre 1970, ch. La fonction publique, par. 03, p. 47.

** Voir l'Appendice II, Tableau A-19.

origine française	92.31%
origine britannique	2.85%
autres origines	4.73%

soit une diminution de 2.30% des «autres origines» depuis 1961.*

Le groupe des «autres origines» se répartit approximativement également entre le groupe italien et celui des diverses autres origines.

Une observation s'impose, celle de la sous-représentation des groupes ethniques (702 sur 14,250 employés) par rapport à la fraction de population dont ils émanent.

Trente-huit pour cent des fonctionnaires municipaux d'autres origines sont employés par le Service des Travaux publics. Le groupe italien, pour sa part, est représenté essentiellement dans trois secteurs:

Travaux publics	39.71%
Voirie	20%
Services de police et incendie	20%.

Sauf pour les Services de police, ces emplois exigent peu de contacts avec le public et si la langue d'usage à la Ville de Montréal est le français, on peut conclure que cette fraction de fonctionnaires utilise le vocabulaire français des chantiers comme langue d'usage.

Il y a donc intégration linguistique, mais au niveau des décisions, l'influence des autres groupes ethniques est restreinte.**

La majeure partie des fonctionnaires municipaux italiens se rattache au niveau 8, donc à celui des employés manuels. Cette tendance s'applique aux autres groupes.

Cette observation tend à démontrer que le plus grand nombre pénètre dans la fonction publique par le bas de l'échelle. Mais il serait faux de généraliser, car au niveau du degré d'instruction supérieure, la catégorie des «autres» révèle une proportion de 27.4%.*** Une double interprétation peut alors être avancée.

* Pour une répartition comparative, selon l'origine ethnique des fonctionnaires municipaux, Ottawa, Hull, Montréal, Toronto, 1961 (nombre et pourcentage), voir l'Appendice II, Tableau A-20.

** Voir l'Appendice II, Tableau A-21.

*** Guy Bourassa. «Les relations ethniques dans la vie politique montréalaise.» Documents de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, no 10, Ottawa. 1971. pp. 51 à 59.

La fonction publique, dominée par le groupe ethnique d'origine française, offre peu de possibilités aux autres groupes de parvenir aux postes de commande. Les membres des «autres» auront alors tendance à éviter les postes secondaires, ou à se bien préparer pour occuper des postes hiérarchiquement élevés (27.4% sont des universitaires).

Une minorité des groupes ethniques pénètre donc dans la fonction publique municipale par le sommet de l'échelle hiérarchique, en raison de sa compétence particulièrement élevée.

La participation des groupes ethniques autres que français en général est donc très faible; elle se concentre dans un nombre restreint de services où le niveau de compétence exigé ne dépasse pas celui de «col bleu». Ce recrutement représente en fait une participation limitée, révélatrice d'un comportement contradictoire avec les occupations ou les emplois projetés par les immigrants à leur arrivée (administration et emplois de bureaux: 18%). Seule, une faible partie de «professionnels» peut espérer, grâce à sa compétence, parvenir à un grade hiérarchique élevé.

b) La fonction publique québécoise

Les observations relatives à la participation des groupes ethniques à la fonction publique québécoise sont tirées de deux études.*

Une étude faite sur la participation des autres groupes ethniques à la fonction publique provinciale (25 ministères sur 33, soit 75.76% des employés), révèle que la proportion des groupes ethniques à la Fonction publique ne dépasse guère 5% (sauf aux ministères des Affaires culturelles et de l'Immigration où le taux se chiffre respectivement à 7% et à 11.5%). Cette proportion indique une sous-représentation dans la mesure où les groupes ethniques atteignent près de 10% de la population québécoise.**

La répartition des autres groupes ethniques dans les ministères provinciaux en fonction de la hiérarchie (21 ministères sur 33, soit

* G. Lapointe, «Essais sur la fonction publique québécoise.» Documents de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, no 12. Ottawa, 1971.

D. Turgeon, «Répartition des employés à l'intérieur des ministères québécois selon l'origine ethnique», doc. 279/E, janvier 1972.

** Voir l'Appendice II. Tableau A-22.

63.7% des employés), permet de constater qu'il y a une progression du nombre des membres des groupes ethniques employés, à mesure qu'on descend dans la hiérarchie: 2.59% de cadres supérieurs, 31.38% de cadres intermédiaires et 66.03% d'exécutants. Cette répartition, comparée à la répartition moyenne des employés de chaque catégorie (5% des employés font partie des cadres supérieurs, 22%, des cadres intermédiaires, et 73%, des exécutants), indique une sous-représentation des groupes ethniques dans les cadres supérieurs et ceux des exécutants et une sur-représentation dans les cadres intermédiaires.*

Le secteur public est un domaine qui attire largement le groupe français et où il compte 95% de la population active. Cette situation est différente de celle de l'Ontario où le groupe majoritaire ne représente que 75% du personnel de la fonction publique.** L'évolution, depuis 1965, n'est pas connue, mais si la tendance précédente s'est maintenue, la proportion des fonctionnaires d'origine française se sera accrue (95.9%): ce qui signifie que le taux des fonctionnaires d'origine britannique aurait baissé (2.6%) et que la proportion des fonctionnaires d'autres origines aurait diminué (1.2%) au cours de cette période, contrairement à l'évolution observée pour les deux décennies précédentes.***

Quant à l'origine géographique, la presque totalité des fonctionnaires québécois (96.6% en 1941 et 97.8% en 1961) sont nés au Canada, les autres étant pour plus de la moitié d'origine américaine.**** Si l'on répartit les fonctionnaires selon le groupe ethnique, on observe que 92.6% des fonctionnaires canadiens sont originaires du Canada et que 97.8% des fonctionnaires québécois sont également nés au Canada. Cet écart de plus de 5% s'explique probablement par le fait que les Néo-Canadiens sont moins nombreux au Québec que dans les autres provinces.*****

En 1961, la majorité (98.7%) des fonctionnaires d'origine française était née au Canada; par contre, 10.5% des Britanniques et 32.7%

* Voir l'appendice II, Tableau A-22.

** Pour la répartition comparative, selon l'origine ethnique, des fonctionnaires provinciaux classés par province, Canada, 1961 (nombres et pourcentage), voir l'Appendice II, Tableau A-23.

*** Lapointe, *op. cit.*, p. 25.

**** Voir l'Appendice II, Tableau A-24.

***** Lapointe, *op. cit.*, pp. 35 à 37.

des fonctionnaires d'autres groupes ethniques étaient nés hors du Canada. De plus, les 3/5 des fonctionnaires d'autres origines que française et britannique ne sont pas des immigrants de date récente, puisqu'ils sont arrivés au Canada avant 1946 (la tendance est nettement inverse en ce qui concerne la main-d'œuvre globale). Leur répartition selon le groupe ethnique montre que ceux d'origine française ont immigré avant cette date dans une proportion de 72.8%; les chiffres tombent à 60.9% pour ceux d'origine britannique et à 32.2% pour ceux d'autres origines.*

De ce point de vue, 41.2% des fonctionnaires de groupes ethniques autres que français et britannique se classent dans la catégorie 3 (17 années et plus de scolarité), 49.3% ont un traitement inférieur à \$3,000 et 36.7% gagnent entre \$3,000 et \$4,999. Cette double relation semble donc créer une disproportion quant à la rémunération, autant par la non-correspondance entre la scolarisation et le traitement que par l'absence des fonctionnaires des autres groupes ethniques dans l'échelle supérieure de traitement (0.9% dans la catégorie \$10,000 – \$14,999 et aucun dans la catégorie \$15,000 et plus).**

L'utilisation des membres des groupes ethniques dans les divers ministères du Québec est minime, malgré le fait que très souvent ils possèdent des qualifications universitaires avantageuses.

Constats et recommandation

Vers une meilleure utilisation du tiers groupe

Étant donné l'importance grandissante du rôle de la fonction publique dans le Québec d'aujourd'hui; étant donné, d'autre part, le capital humain important que représente le tiers groupe et l'apport qu'il est capable de lui assurer; étant donné que la participation à la fonction publique est signe d'intégration et de reconnaissance concrète d'une véritable égalité des chances; étant donné qu'il s'agit là d'une image capable d'entraîner l'adhésion des Québécois d'une autre origine, la Commission recommande:

* Lapointe. *op. cit.*, p. 37.

** Voir l'Appendice II, Tableau A-25.

Que les membres des autres groupes ethniques soient admis à participer en plus grand nombre à la fonction publique et à la vie politique afin de leur assurer une représentation meilleure.

Il s'agit, pour le Gouvernement, outre le fait de leur assurer une représentation meilleure, de montrer la voie à l'entreprise privée de manière à ce que le monde des affaires réagisse vis-à-vis des justes aspirations de la majorité, comme celle-ci réagira devant la nécessité de décroïsonner la vie publique. Aussi, la Commission recommande:

Que cette politique s'applique à tous les niveaux de l'administration publique ou para-publique (provinciale, municipale, scolaire, etc.), en tenant compte de la compétence et de la concentration géographique de ces groupes.

Que le Gouvernement du Québec et la Commission pour la diffusion de la langue française prennent, respectivement, l'initiative d'une action positive en ce sens et en assurent le contrôle.

C. Apport culturel des membres des autres groupes ethniques

La Commission n'a pas effectué de recherche sur l'apport culturel des autres groupes ethniques au Québec. C'est un domaine important et qui reste à explorer. Les noms cités représentent quelques exemples, bien incomplets d'ailleurs, de contribution dans ce secteur.

Le ministère de l'Immigration devra en faire — ainsi que de l'apport économique — un de ses principaux sujets de recherche. Il fera connaître les groupes ethniques non pas seulement sous leurs aspects folkloriques, c'est-à-dire leur côté étrange et différent, mais aussi en fonction de tout autre apport, tant matériel que culturel.

Les univers de connaissance qui contribuent à l'apport culturel des immigrants sont multiples. Que ce soit ceux que l'on rattache

traditionnellement à l'image de la culture (littérature, musique, théâtre, etc.) ou ceux de domaines plus techniques, l'éventail est très étendu. Il est difficile d'évaluer comme un ensemble une somme d'apports particuliers.

Les quelques personnes dont les noms seront cités ont été parmi tant d'autres, des initiateurs, intégrés à la communauté francophone, qui ont permis la réalisation et l'épanouissement de certains secteurs d'activité.

La concentration à Montréal de groupes et de personnalités de cultures si diverses a contribué à faire de cette ville un foyer culturel dont le rayonnement est mondial. Car l'interaction de cultures différentes est source de progrès culturel. Nicolas Zay écrit justement à ce sujet:

*Dans une perspective dynamique, dans une perspective de croissance et de progrès, ce n'est pas le cotoiement des cultures transplantées sur le sol canadien qui est significatif, mais leur interaction. ... Ce n'est pas par hasard que Montréal est devenu le centre culturel du Canada. Cette position, la métropole la doit essentiellement à sa composition ethnique ... Une culture, en effet, ne se développe que si elle est à la fois alimentée et menacée par d'autres cultures; ... Envisagée sous cet angle, l'immigration peut être un excellent levain pour la fermentation de la vie culturelle canadienne-française.**

1. Le domaine artistique

Musique, théâtre, danse, littérature permettent aux créateurs et aux interprètes de faire connaître leurs noms partout au Québec, voire au Canada et à l'étranger. Il s'agit de la facette la mieux connue de la culture.

Plus d'un Québécois d'autres origines ethniques a contribué directement à l'essor du patrimoine musical du Québec. Pour n'en mentionner que quelques-uns, on peut se rappeler que l'Orchestre de Chambre de Montréal a été fondé par Laszlo Gati en 1959; on peut aussi souligner la réputation internationale du pianiste

* Nicolas Zay, «Apport de l'immigration au visage changeant de Montréal», *Revue Commerce*, vol. 63, no 5, mai 1961.

Ronald Turini et on pourrait citer bon nombre de compositeurs et d'interprètes qui ont choisi de vivre au Québec. Le nom de Mario Duchesne est également connu pour l'impulsion qu'il a donnée, avec bien d'autres, à une vie musicale intense au Québec.

Le théâtre évoque immédiatement des noms connus de tous, ceux de Paul Buissonneau, Guy Hoffman, Tania Fedor, Henri Norbert, François Rozet, Janine Sutto, Georges Carrère, Françoise et Jean Faucher, et d'autres. Mais pour quelques personnes qui ont réussi dans la vie théâtrale après un labeur acharné pendant de nombreuses années, beaucoup demeurent ignorés du public. Il est difficile de choisir devant le nombre considérable de personnes et de réalisations qui ont marqué la vie théâtrale des dernières années et à laquelle ont participé des Québécois d'autres origines ethniques.

La vie artistique dépend en partie de gens peu connus du grand public, mais qui sont les premiers artisans de tout spectacle artistique et populaire: ce sont les imprésarios. Un des plus dynamiques à Montréal et au Québec est sans contredit Nicolas Koudriavtzeff. Installé à Montréal en 1943, il fonda alors Canadien Concerts and Artists Inc. On doit à son initiative des spectacles de ballet des troupes du Bolchoï, de Kirov, du Royal Ballet et, plus récemment, de Béjart. Son nom suggère aussi la musique d'orchestre et les grands solistes, la variété, le folklore, le théâtre. M. Koudriavtzeff a fait venir chez nous les plus grands noms de la scène, de Maurice Chevalier à Richter, de Fernandel à Yehudi Menuhin, de Maria Callas à la Compagnie de Louis Jouvet. Montréal lui est redevable d'une partie de l'essor de sa vie culturelle.

On peut citer aussi Madame Mercedes Palomino qui, en 1965, devint co-directrice du Rideau Vert et, plus tard, présidente du Centre du théâtre canadien et vice-présidente de l'Association des directeurs de théâtre.

La vie littéraire du Canada français s'est, elle aussi, bien enrichie de l'apport culturel de certaines personnes qui ont choisi de vivre en terre canadienne, comme par exemple Naïm Kattan. Depuis de nombreuses années secrétaire du Cercle juif de langue française de Montréal et rédacteur en chef du Bulletin du Cercle juif, il a continué, parallèlement, à collaborer à plusieurs revues et journaux canadiens et français. Il est l'auteur de «Le réel et le théâtral» pour lequel il a obtenu le Prix France-Canada 1971,

ainsi que de plusieurs pièces dramatiques qui ont été diffusées par Radio-Canada. De son côté, Luan Aslani, écrivain, a créé de nombreux scénarios de téléromans. Le monde des lettres s'est enrichi de nombreux auteurs et on pourrait citer encore: Monique Bosco, Michel van Schendel, Robert Gurick et d'autres...

La poésie avec Alain Horick, la peinture avec Guido Molinari, la sculpture avec Jordi Bonet, l'architecture avec Dimitri Dimakopoulos (Place Ville Marie, Place Bonaventure, Salle Wilfrid-Pelletier) constituent d'autres domaines dans lesquels l'apport culturel des immigrants est remarquable. Qui ne connaît ce que Hubert de Ravinel a fait, dans le domaine social, avec les Petits Frères des Pauvres, pour «Jeunesse et Troisième Âge»?

On peut affirmer sans crainte d'erreur que la vie culturelle n'aurait jamais atteint un tel développement n'eût été l'apport des Québécois d'autres origines arrivés surtout après la deuxième guerre mondiale.

2. Les domaines scientifique et technique

L'apport des universitaires se situe souvent au premier plan. Dans bien des cas, les professeurs d'origine étrangère ont fait oeuvre de pionnier dans l'enseignement universitaire québécois. Tel est le cas, semble-t-il, de la faculté de médecine de l'Université de Sherbrooke.

Un des noms prestigieux du domaine scientifique et pourtant peu connu du grand public, est celui de Hans Selye. Il a introduit la notion de «stress» ou du syndrome général d'adaptation dans le monde médical et biologique. Il a formé de nombreux grands chefs d'équipe dans les recherches biomédicales du Québec, plusieurs doyens, directeurs de département et chefs de laboratoire des universités québécoises.

Il va de soi que la recherche scientifique constitue un apport exceptionnel à la culture québécoise d'autant plus qu'elle ne se limite à aucune frontière.

Les nombreuses personnalités du monde scientifique et technique qui sont venues vivre dans la province de Québec sont surtout connues dans le milieu de leur spécialité, mais leur rayonnement finit par atteindre le grand public, comme celui du docteur Karl Stern qui, par sa contribution au domaine de la psychiatrie et par

l'ensemble de ses travaux scientifiques, a su attirer l'attention internationale sur le Québec, ou encore celui du docteur Jacques Saltiel qui arriva au Canada en 1956 et exerça la radiologie diagnostique et cardio-vasculaire. C'est en 1968 qu'il devint chef du Département de radiologie à l'Institut de Cardiologie avant d'être élu président du Bureau médical en 1970.

On pourrait élaborer une longue liste des personnalités du domaine scientifique et technique qui, par le fait de leur présence en terre québécoise, ont enrichi notre capital scientifique. Si on jette un très rapide coup d'œil seulement sur l'Université de Montréal, on y rencontre des personnes comme le docteur Sorin Sonea, directeur du Département de microbiologie et d'immunologie; le docteur Julien Braun, doyen de la faculté de pharmacie; le docteur Walter Verly, directeur du département de biochimie; le docteur Herbert H. Jasper, directeur du Département de physiologie; le docteur Pavilanis, directeur scientifique de l'Institut de microbiologie et d'hygiène de Montréal; le docteur Joseph Sternberg, spécialiste en médecine nucléaire et connu internationalement; le docteur Azto Demirjian, créateur du centre de recherches sur la croissance. À l'École Polytechnique, on peut citer M. Vladimir Paskievici, fondateur de l'Institut de Génie nucléaire, ainsi que le professeur Branko Ladanyi en ingénierie nordique et Hans Werner Partenscky en hydraulique marine, internationalement connus par leurs travaux.

La plupart de ces personnalités du domaine scientifique et technique, ainsi que bon nombre des quelque 2,000 professeurs qui ont immigré au Québec, ont préféré s'intégrer au milieu francophone québécois, sans pour autant négliger le contrôle de plusieurs langues, élément essentiel de la recherche à l'échelle internationale. Certaines personnes qui ont contribué à l'enrichissement culturel québécois sont parmi nous depuis si longtemps qu'il est inexact de continuer à les identifier par le qualificatif de «Néo-québécois».

Il faut mentionner enfin que plusieurs personnalités québécoises d'origine britannique, américaine ou autre, bien qu'intégrés à la communauté anglophone, ont fait profiter tout le Québec de leurs connaissances ou de leurs talents. Ils ont formé, dans le domaine scientifique ou dans d'autres secteurs, de nombreux élèves francophones. Ainsi le docteur Penfield, de réputation mondiale, qui a fondé l'Institut neurologique de Montréal, a fait figure de pionnier dans ce domaine.

L'histoire, avec Robert Rumilly, l'enseignement de la géographie avec Robert Garry, spécialiste réputé des questions d'Extrême-Orient, la criminologie avec le professeur Denis Szabo, directeur du Centre international de criminologie comparée, les sciences sociales avec le professeur Philippe Garigue, ancien doyen de la Faculté des Sciences sociales, sont autant de domaines où le Québec ne serait pas ce qu'il est sans l'apport de ces Québécois de différentes origines.

Des centres de culture comme le Centre de slavistes et de spécialistes Est-Européens du Canada de l'Est et la revue «Études slaves est-européennes» fondés par le professeur Domaradzki, professeur à l'Université de Montréal, l'Institut polonais des arts et des sciences en Amérique (section canadienne) dirigé par le professeur T. Römer, les cours de langue grecque moderne de l'Université Laval, soutenus initialement par la Communauté hellénique de Montréal et la contribution particulière de M.C. Papachristidis, témoignent aussi d'un apport culturel constant des autres groupes ethniques.

Les exemples pourraient être multipliés. Il ne s'agit pas, bien sûr, de présenter une énumération, mais plutôt d'évoquer l'apport de l'immigrant à la vie scientifique du Québec.

La culture englobe toutes les facettes de la vie d'une communauté. Après avoir montré la richesse acquise par le Québec en intégrant des personnes venues de l'étranger, il faut aborder d'autres secteurs lesquels, vu l'influence qu'ils exercent sur la société québécoise, sont en relation étroite avec la culture canadienne-française.

3. Autres domaines

La presse, la radio et la télévision constituent un autre champ d'activité culturelle, puisque ces moyens d'information rejoignent une partie très importante de la communauté québécoise.

M. Alain Stanké, collaborateur à de nombreux revues et journaux, arriva au Canada en 1956 et devint reporter à *Samedi-Dimanche*, *Photo Journal* et *Le Petit Journal*. Il fut scripteur et animateur de plusieurs séries d'émissions à la radio et à la télévision de Radio-Canada et surtout «les citoyens du monde».

MM. «Frenchie» Jarraud, Pierre Pascaud et Mme Andréane Lafont animent, depuis longtemps, des émissions de radio-télévision.

Madame Alice Poznanska-Parizeau, dès son arrivée à Montréal en 1955, s'est intéressée immédiatement au journalisme en collaborant à *La Presse*, *Cité Libre*, *Liberté*, *Châtelaine*, *Maclean*, de même qu'à la radio et à la télévision de Radio-Canada. M. Louis-Martin Tard a travaillé à la salle de rédaction de *La Patrie*, puis au *Devoir* et a mis actuellement ses talents au service de l'Université de Montréal. Il a écrit de nombreux textes pour la radio et la télévision canadienne et a publié plusieurs ouvrages.

Dans les sports on ignore trop souvent l'oeuvre accomplie discrètement par certaines personnes sans lesquelles les vedettes elles-mêmes n'auraient pas vu le jour. M. Carl Schwende a été directeur de la Confédération des sports du Québec, premier vice-président de la Corporation des jeux du Québec, directeur de l'Association canadienne d'escrime, président de la Fédération d'escrime du Québec; M. Gérald Simond fut assistant-directeur aux sports du Service des sports et loisirs de la Ville de Montréal, directeur des sports à l'Université de Montréal, président de la Confédération des sports du Québec.

Il n'est pas nécessaire d'insister longuement sur le fait qu'en gastronomie l'apport des immigrants constitue une contribution indéniable à l'art de vivre au Québec. Les mets italiens et chinois, les plats antillais, russes, espagnols, les boulangeries et pâtisseries françaises, du Moyen-Orient, suisses, ont réussi à dépasser le cadre ethnique pour devenir des habitudes des Québécois. C'est d'ailleurs ce qui faisait écrire à Naim Kattan: «L'invasion culinaire est telle que la cuisine traditionnelle canadienne-française apparaît aujourd'hui aussi exotique que la cuisine chinoise ou italienne».*

Si Montréal est maintenant devenue un centre gastronomique reconnu internationalement pour ses restaurants et son hôtellerie, il est indéniable que nous le devons, dans une large mesure, à tous ceux qui ont su faire profiter la communauté québécoise des particularités culinaires spécifiques à leur pays d'origine.

On ne pouvait guère ignorer les «boutiques de spécialités», phénomène peu connu à Montréal avant l'arrivée des immigrants d'après-guerre, ou le domaine des métiers d'art comme celui de

* Naim Kattan, «L'immigrant de langue française et son intégration à la vie canadienne», (Rapport présenté à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Ottawa, 1965), p. 84.

la «joaillerie» qui en fait ne comprend à peu près exclusivement que des Québécois d'autres origines.

Conclusion

Il est évidemment impossible de signaler ici tous les noms importants, ni même tous les domaines d'activité ou encore les très nombreuses contributions des personnes nées à l'extérieur du Québec, et qui ont décidé de s'y installer et de s'intégrer à la société culturelle québécoise.

Enfin, il semble important de souligner le fait que par leur présence et leurs réalisations, ces personnes ont constitué et constituent toujours une ouverture sur le monde pour les Québécois, ainsi qu'une ouverture sur le Québec pour les quatre coins du globe.

D. L'apport économique des groupes ethniques au Québec

1. Les effets économiques de l'immigration

a) Généralités et méthode d'analyse

Les relations économiques entre les pays procèdent à travers des mouvements de biens, de capitaux et de personnes. Les mouvements de population ont des conséquences économiques sur la population des pays d'émigration et d'immigration. Nous limiterons cette étude aux effets économiques de l'immigration.

Ces derniers sont-ils avantageux ou désavantageux? Dans un sens étroit, l'immigration sera avantageuse si, d'une part, les immigrants améliorent leur bien-être et si, d'autre part, ils accroissent celui d'un certain nombre de citoyens de leur pays d'accueil, sans diminuer pour autant celui d'autres. Dans une telle optique, l'analyse met l'accent sur la répartition du revenu. Dans un sens plus large, il y aura un gain si le produit et le revenu de la collectivité augmente par suite de l'immigration.

Par hypothèse, l'immigration est avantageuse pour l'immigrant et sa famille dans la mesure où il trouve un emploi. Il en est de même pour l'entreprise qui l'embauche. On peut supposer qu'à qualités égales, l'entreprise le considère comme la main-d'oeuvre locale. Il reste alors à déterminer les effets économiques de l'immigration sur l'économie locale et sur le bien-être économique de la population autochtone, abstraction faite des nouveaux arrivés.

Des méthodes différentes ont été utilisées par plusieurs auteurs pour analyser les effets économiques de l'immigration. Les ouvrages sur cette question ne constituent cependant que des analyses partielles du phénomène. L'étude effectuée par M. Mauro F. Malservisi pour la Commission envisage l'immigration comme capital humain. Elle procède à une analyse coût-bénéfice de l'immigration et, finalement, évalue les effets de l'immigration sur les principales variables macro-économiques. Chaque étape prolonge et complète la précédente, ce qui permet d'apprécier les effets économiques de l'immigration de façon globale.*

b) L'immigrant, capital humain

Les immigrants ont généralement reçu dans leur pays d'origine une éducation et une formation professionnelle dont le pays d'adoption n'a pas à défrayer les coûts. Il convient donc d'évaluer ce «capital humain».

La valeur de ce capital peut être calculée de deux façons: par son coût de production ou par la valeur actualisée de la production future. L'évaluation par le coût de production permet de calculer ce qu'il en aurait coûté au pays d'accueil pour produire des travailleurs ayant des qualifications identiques. Pour ce faire, la collectivité aurait dû payer le coût de leur éducation, de l'assistance médicale, des allocations familiales, etc. C'est évidemment le coût de l'éducation qui est, de loin, le plus important.

Si les techniques de prévision étaient parfaites, la valeur actualisée de la production future de l'immigrant constituerait la méthode la plus juste. Celle-ci tiendrait compte en effet à la fois de sa formation et de la demande des biens qu'il peut produire. Toutefois, il est impossible de calculer de manière précise la demande future et il faut rejeter cette méthode.

* M. Malservisi, «La contribution des autres groupes ethniques que français ou britannique au développement du Québec», 1971.

L'analyse en terme de capital humain permet de dégager des chiffres qui donnent une bonne idée de l'importance des ressources humaines acquises par le pays d'accueil. Mais cette méthode néglige les incidences de l'immigration sur le bien-être économique de la population. Elle ne permet donc pas de tirer des conclusions strictes sur les avantages ou les inconvénients de l'immigration. C'est pourquoi il faut recourir à l'analyse coût-bénéfice.

c) L'analyse coût-bénéfice

L'analyse coût-bénéfice est une méthode qui permet d'établir les gains et les coûts sociaux de l'immigration pour l'ensemble des citoyens.

Les coûts entraînés par l'immigration comprennent les dépenses effectués par les organismes privés ou publics, soit:

- le coût des agences administratives chargées du recrutement et du transport des immigrants;
- les dépenses pour l'établissement et l'intégration des immigrants;
- les coûts d'investissement dans l'infrastructure sociale, comme le logement, les hôpitaux, les routes, etc., si la capacité de production de ces secteurs est insuffisante pour satisfaire le surplus de demande occasionné par l'arrivée des immigrants;
- les coûts de la sécurité sociale et du perfectionnement de la main-d'œuvre.

Les gains dont profite toute la société sont plus difficiles à quantifier. Ils comprennent, entre autres:

- les gains de production provenant, à long terme, d'une plus grande spécialisation, d'une meilleure division du travail et d'économies d'échelle résultant d'un marché accru. Un plus grand marché permet généralement d'adopter une technologie plus moderne et d'abaisser le coût de production par unité de bien produit;
- la mobilité horizontale et verticale de l'immigrant est supérieure à celle de l'autochtone; il accepte un emploi là où il se présente;
- dans certains cas et à certaines périodes, les immigrants acceptent des tâches que la population autochtone a abandonnées ou, au

contraire, ils remplissent des postes qui ne peuvent pas être pourvus par les autochtones;

- dans certaines circonstances, l'accroissement de la production dû aux immigrants constitue un frein à l'inflation.

L'analyse coût-bénéfice ignore certains effets macro-économiques, entre autres les effets de redistribution du revenu. Il faut donc pousser l'analyse plus loin, en direction notamment du marché du travail.

d) Les effets de l'immigration sur le marché du travail et sur le revenu de la population locale

L'effet de l'immigration sur le taux de chômage n'est pas évident puisque l'immigration affecte à la fois l'offre et la demande de travail, cette dernière par le truchement de la production. On comprend facilement que durant une période de forte croissance, l'économie puisse absorber une hausse de l'offre de travail sans qu'il en résulte du chômage. Mais le contraire est possible également, pendant une période de ralentissement. Il faut donc que la production nationale croisse assez rapidement pour absorber l'augmentation de l'offre de travail inhérente à l'immigration. Néanmoins, l'immigration peut elle-même constituer une condition de la croissance économique en fournissant la main-d'œuvre spécialisée qui manque. À titre d'illustration de cette proposition, on peut citer le cas de l'Ontario qui absorbe plus de 50% du total de l'immigration canadienne et qui ne connaît un taux de chômage que de l'ordre de 4%.

L'immigration affecte l'offre globale de travail à travers le taux d'activité de la population locale. Ainsi l'accroissement de l'offre de travail, par le biais de l'immigration, peut produire des effets variés suivant les tendances de la conjoncture.

L'effet de l'immigration sur le revenu réel per capita de la population locale est plus complexe. On peut noter, à ce titre, que le développement connu par le Québec au cours des vingt dernières années s'est traduit par une augmentation du revenu personnel par habitant. Ce dernier, en effet, a augmenté de \$941 en 1951, jusqu'à \$3,027 en 1971.* Une comparaison avec la situation en

* Voir l'Appendice II, Tableau A-26.

Ontario est éloquent. Il est fonction notamment de l'ampleur du flux de l'immigration et il différera selon que l'immigration est marginale ou non. Dans le premier cas, l'immigration a très peu d'effets sur le revenu réel per capita de la population locale. Si l'immigration n'est pas marginale, on assiste, dans l'ensemble à un accroissement de la production dont bénéficie la population locale. Il en résulte un gain. Ce gain est d'autant plus élevé que les immigrants sont qualifiés. Si, par contre, l'immigration est marginale et est composée de travailleurs non qualifiés, il en résultera une redistribution du revenu en faveur des propriétaires du capital. Ce phénomène est particulièrement important dans le cas du Québec où les propriétaires du capital sont, en majorité, anglophones et dans bien des cas non-résidents dans la province.

L'immigration implique aussi des effets sur la structure des salaires. L'immigration des travailleurs non qualifiés augmente l'offre de ce type de travailleurs, de telle sorte que leur revenu relatif diminue. Les inégalités du revenu et, par conséquent, du niveau de vie, ont donc tendance à s'accroître. En revanche, l'immigration de travailleurs qualifiés aura l'effet contraire.

Il découle clairement de ces premières remarques qu'il convient d'appliquer une politique d'immigration sélective qui tienne compte de la conjoncture économique et qui soit orientée vers une main d'œuvre compétente et qualifiée en fonction des besoins du Québec. Les critères qualitatifs précis qui répondent aux objectifs d'une telle politique doivent avoir priorité sur les critères quantitatifs. Une telle politique ne peut être mise en œuvre qu'en étroite collaboration avec le gouvernement fédéral: d'où la nécessité de coordonner l'action des deux gouvernements.

L'immigration peut entraîner une hausse des dépenses publiques pour le logement, l'éducation, la santé, etc. Dans ce cas, la population locale subventionne-t-elle les immigrants? La réponse est difficile à établir. Si les immigrants consomment plus de bénéfices sociaux per capita que la population locale, paient-ils aussi plus d'impôt per capita? Cela dépend en définitive des caractéristiques familiales et économiques des immigrants, ainsi que de la structure du système fiscal. Chose certaine, la population locale n'a pas à défrayer la formation des immigrants adultes dans la plupart des cas et c'est déjà beaucoup.

Ces observations préliminaires permettent de dégager les principaux effets probables de l'immigration, sans pouvoir en préciser toutefois le degré ou l'importance.

On peut toutefois observer la situation économique américaine: pays où l'immigration a été la plus forte et pays le plus prospère au monde. D'autre part, la situation ontarienne démontre qu'il n'y a pas de contradiction entre immigration forte et augmentation du revenu par tête d'habitant.

On peut dire qu'au Québec, même si l'immigration n'a pas fourni l'apport espéré par les Canadiens français au point de vue linguistique, elle fut leur compagne de développement économique.

Il reste à rechercher des indicateurs de l'apport économique des immigrants.

2. Les occupations des immigrants

Pour la période allant de 1953 à 1969, la répartition des immigrants selon l'occupation recherchée a varié, d'après les besoins de la main-d'œuvre.*

On remarque que 63.6% des occupations recherchées par les immigrants qui ont choisi le Québec comme lieu de destination se concentrent dans les secteurs suivants: professions libérales, services, fabrication mécanique et construction. Si l'on ajoute à ces trois secteurs celui des emplois de bureau et celui des emplois de manœuvres, le pourcentage passe à 86.1%.

La situation a évolué de manière sensible depuis une vingtaine d'années. Au lendemain de la dernière guerre, la proportion des ouvriers spécialisés qui s'installaient au Québec était nettement plus élevée que dans l'ensemble du Canada; de 1946 à 1952, elle s'établit à 16.9% dans le premier cas et à 13.1% dans le second. La différence peut être attribuée à la baisse considérable de la natalité au Québec pendant la grande crise et au manque de spécialistes, dû en partie au système d'éducation qui était en vigueur à cette époque dans la Province. Par la suite, cet écart a beaucoup diminué, sauf en ce qui concerne le secteur des services.

* Voir l'Appendice II, Tableau A-27. L'analyse est limitée à la période 1953-1969 pour éviter le changement dans le système de classification.

Même si ce sont les mêmes champs occupationnels au Québec et en Ontario qui attirent le plus d'immigrants, leur répartition n'est pas exactement la même. Bien que le secteur de la fabrication mécanique et de la construction soit le plus important dans chaque province, il représente un pourcentage beaucoup plus élevé en Ontario. Au Québec, les professions libérales et les services attirent un pourcentage plus élevé d'immigrants que dans la province voisine.

Les préférences occupationnelles des immigrants ont beaucoup changé dans certains secteurs, tout en demeurant relativement stables dans d'autres. Les deux domaines dans lesquels le changement a été le plus marqué sont ceux de l'agriculture et des professions libérales. L'agriculture est nettement en perte de vitesse, tandis que ces dernières sont l'objet d'une préférence de plus en plus marquée.

Cette baisse est constante et régulière pendant toute cette période et elle reflète donc une tendance réelle. Le phénomène est identique en Ontario, quoique moins prononcé. Il s'explique dans une large mesure par la diminution régulière de l'agriculture dans l'économie (fermeture de nombreuses fermes, exode rural), sa mécanisation et la baisse des emplois qui en résulte.

Tableau 41

Occupations projetées des immigrants désireux de s'intégrer à la main-d'œuvre, Québec

	1953		1961		1969	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Professions libérales	2,123	9.64	1,652	18.60	5,036	31.83
Agriculture	3,842	17.45	343	3.86	201	1.27

Source: Barsony et Malservisi. *op. cit.*, p. 75.

Ces deux tendances contraires sont le reflet de la politique canadienne d'immigration qui, après avoir pendant longtemps accordé sa préférence aux travailleurs du secteur primaire, l'agriculture en particulier, a modifié ses critères d'admission afin de favoriser le travailleur intellectuel et spécialisé, c'est-à-dire une main-d'œuvre

de qualité. En témoigne également la baisse des emplois des manœuvres, qui passe de 10.9% en 1953 à 2.6% en 1969.

Dans le groupe des secteurs occupationnels à la baisse, il convient encore de mentionner les services, qui fléchissent de 23.8% à 13.3%; leur baisse n'a commencé à se manifester toutefois qu'après 1961. Les emplois de bureau attirent une proportion toujours grandissante des immigrants; leur part s'élève de 6.4% à 14.7%. L'importance relative de l'administration a pratiquement doublé, passant de 1.8% à 3.3%. Dans ces deux domaines, ainsi que dans celui des professions libérales, le Québec est sur-représenté par rapport au Canada. Ceci sous-entend l'usage d'un bilinguisme fonctionnel pour les immigrants qui travaillent dans ces secteurs.

Le pourcentage du secteur des industries mécaniques et de la construction fluctue pendant la période envisagée mais il est orienté à la hausse; de 24.6% en 1953, il passe à 26.5% en 1969. Les immigrants contribuent donc toujours à la main-d'œuvre industrielle, alors que les autochtones se dirigent davantage vers les services. Les autres secteurs, c'est-à-dire la finance et le commerce, sont relativement stables.

Quels que soient les métiers exercés par les immigrants, il est important de souligner que le taux de participation à la main-d'œuvre de l'immigration au Québec est supérieur à celui de l'immigration globale au Canada: 58.3% et 55.4% pour les périodes de temps 1953-1961 et 1962-1969, au Québec, contre 53.0% et 51.4% au Canada.

L'activité féminine joue un rôle important dans ce phénomène. De 1956 à 1967, les immigrantes d'après-guerre ont participé au marché du travail dans une proportion allant de 35.6% à 40.2%. La participation des femmes nées au Canada pour la même période n'a augmenté que de façon moindre passant de 23.1% à 31.5%.

On constate donc que, même si comparativement aux Canadiens de naissance les immigrants se concentrent davantage dans le secteur secondaire, la tendance dominante les dirige vers le secteur tertiaire, au détriment du secteur primaire. Il faut souligner, à cet égard, que l'absorption d'une main-d'œuvre de plus en plus grande par le tertiaire est conforme à ce que l'on observe dans l'économie de tous les pays industriels.

Faute de données utilisables de manière scientifique, il est quasi impossible de connaître avec précision la répartition par occupation des différents groupes ethniques. Généralement, les Britanniques se dirigent surtout vers les emplois de bureau, les Américains vers le secteur des professions libérales et les bureaux également, tandis que les préférences des immigrants en provenance de France sont assez conformes au schéma général qui vient d'être décrit. Les Allemands et les Grecs s'orientent davantage vers le domaine de la fabrication que l'immigrant des États-Unis délaisse. Les occupations de manœuvre et de journalier sont toujours remplies en grande partie par les immigrants italiens. Il s'agit d'un secteur dans lequel le sous-emploi est élevé et la concurrence très vive avec les Canadiens français. Cette situation n'est pas sans créer des tensions qui, dans certaines circonstances, ont leur écho linguistique.

Une constatation se dégage de cette analyse: l'immigration d'après-guerre a été avantageuse pour le Canada et le Québec en particulier. Elle a permis en effet de suppléer à un manque de main-d'œuvre dans certains secteurs de l'économie et, de surcroît, elle a apporté une main-d'œuvre qualifiée dont le pays n'a pas eu à assumer la formation.

3. L'apport économique des immigrants

L'apport économique des immigrants peut s'évaluer sur quatre plans: celui du capital humain, celui de la transmission de la connaissance, celui de «l'entrepreneur-ship», c'est-à-dire la création et la direction d'entreprises, et de la consommation. Cette évaluation met en cause des facteurs quantitatifs et qualitatifs.

a) Le capital humain

La grande majorité des personnes qui arrivent au Québec comme immigrants possèdent soit un certain niveau d'éducation, soit un entraînement dans l'exercice d'une fonction spécifique. Ils peuvent donc se qualifier comme professionnels ou travailleurs spécialisés sans que le Québec n'ait eu à affecter une partie de ses propres ressources à l'éducation et à la formation professionnelle de ces immigrants. L'acquisition unilatérale de capital humain constitue un gain qu'il faut chercher à évaluer.

1) Estimation du gain en capital humain

Il est possible d'estimer un apport en capital humain par les coûts de formation de ce capital. Ces coûts sont supportés par la famille, la société et l'individu lui-même. La méthodologie utilisée ici comprend cinq étapes:

- 1 — l'estimation du coût d'un homme au Québec en dégageant les coûts pour la société en termes de santé, de bien-être, d'éducation formelle et technique, et les coûts pour l'individu représentés par le manque à gagner de l'étudiant et de l'apprenti;
- 2 — l'établissement de la répartition de la population québécoise d'âge actif (de 15 ans et plus) par grands groupes d'occupations et par années de scolarité et de formation technique;
- 3 — l'estimation de l'immigration nette québécoise par occupation et par sexe;
- 4 — la détermination de l'équivalent de l'immigration en termes d'années de scolarité et de formation professionnelle;
- 5 — la transformation des années de scolarité en termes monétaires en se basant sur le coût de formation d'un homme au Québec.

L'année 1961 sert de base à l'établissement des dépenses d'éducation et de formation professionnelle d'un individu, puis ces montants ont été indexés en tenant compte de la perte de valeur de la monnaie, afin d'obtenir des montants exprimés en dollars courants (1972) et non en dollars constants (1961). Ces données monétaires ont été appliquées à l'immigration de la période 1946-1969. Il faut, bien entendu, tenir compte du fait que les dépenses de l'éducation ont considérablement augmenté tel que déjà souligné: de \$9 millions en 1946, elles ont dépassé un milliard de dollars en 1972, et ceci sans compter les dépenses des commissions scolaires.

L'affectation très faible des ressources du Québec à l'éducation avant 1960, conjuguée avec le système d'éducation en vigueur à cette époque, s'est traduite par une carence des Canadiens français dans l'économie, dans des domaines de l'administration, des techniques et de l'esprit d'entreprise — comme l'ont montré le rapport de la Commission Parent et d'autres témoignages.

*Autrement dit, en soixante ans, ou quatre générations de quinze ans, le Canada français n'a eu, à chaque étape, qu'un seul spécialiste des questions économiques: Errol Bouchette, Édouard Montpetit, François Vézina et moi-même.**

Cette carence explique, dans une bonne mesure, la place qu'a prise la main-d'œuvre spécialisée des immigrants, au service d'entreprises dirigées par des anglophones.

En considérant trois hypothèses relatives à l'immigration nette, la valeur du gain en capital humain apparaît dans le tableau 42.

Tableau 42

Gain en capital humain

Immigration nette Immigration brute	A : 77%	B : 55%	C : 34%
Gain \$	3,896,297,049	2,766,370,905	1,948,148,525

Source: Barsony et Malservisi, *op. cit.*, p. 281. Les chiffres pour 1961 sont: A \$2,783,969,321, B \$1,975,979,218, C \$1,391,534,661.

La première hypothèse A, que l'on peut qualifier de forte, signifie que 77% de tous les immigrants arrivés au Québec y sont demeurés de 1946 à 1969. Cette hypothèse procède directement des données canadiennes. Elle est excessive, car elle ne tient pas compte de la migration intérieure au Canada. Or, pour beaucoup d'immigrants, Montréal n'est souvent qu'un port d'arrivée, un arrêt temporaire avant de s'installer en permanence quelque part ailleurs au pays.

La troisième hypothèse C, que l'on peut qualifier de faible, est basée sur une étude du ministère de l'Immigration du Québec.** Mais la méthode utilisée semble compter plusieurs fois les immi-

* Françoise-A. Angers, «Naissance de la pensée économique au Canada», *Revue d'histoire de l'Amérique française* (mai 1961), p. 204.

** *Immigration et chômage au Québec*, Octobre 1970, ministère de l'Immigration du Québec.

grants qui quittent définitivement le Canada, ce qui a pour résultat de sous-estimer le pourcentage réel de l'immigration nette (35%).

La deuxième hypothèse B, qui paraît la plus vraisemblable, fait ressortir une immigration nette de 55%. La méthode utilisée* ne présente pas les inconvénients rencontrés dans les deux autres. Selon cette hypothèse, le gain que le Québec aurait retiré de l'immigration sous la forme de capital humain durant la période 1946-1969 serait de l'ordre de \$2,766 millions. Ce montant comprend, outre le gain concernant l'éducation et la formation, une estimation des fonds et des effets** que les immigrants drainent avec eux, qui serait de l'ordre de \$340 millions.

Les immigrants transportent en effet avec eux, ou transfèrent plus tard après leur arrivée, des fonds et des effets. Ceci constitue, en réalité, un capital non humain, mais il faut en tenir compte. Il est difficile à évaluer, car certains immigrants font transférer au Canada des montants qui peuvent être importants. En se conformant aux trois hypothèses précédentes, nos estimations sont les suivantes:

Tableau 43

Fonds et effets des immigrants

Immigration nette			
	A : 77%	B : 55%	C : 34%
Immigration brute			
Fonds et effets \$	479,600,000	340,516,000	239,800,000

Source: Barsony et Malservisi. *op. cit.*, p. 285.

* En partant des données des recensements de 1951 et 1961, on calcule le nombre d'immigrants arrivés durant la décennie et qui font partie de la main-d'œuvre en 1961. On compare ensuite ce chiffre avec celui du flux d'immigrants durant la même période.

** Les effets comprennent tous les actifs physiques que les immigrants transportent avec eux, tandis que les fonds représentent les avoirs monétaires possédés à l'arrivée ainsi que ceux obtenus plus tard par transfert.

L'hypothèse B, la plus vraisemblable, met en relief le fait que 45% des immigrants, donc presque la moitié, quittent la Province. Les pertes que cette migration représente sont considérables.

2) Les gains non réalisés

Les chiffres du gain en capital humain mesurent des gains potentiels, c'est-à-dire les gains que le Québec aurait réalisés s'il avait profité au maximum des compétences et de la formation professionnelle des immigrants. Il y a des cas cependant où ces gains ne semblent pas avoir été réalisés de manière optimale. Il en est ainsi dans plusieurs professions libérales, les dentistes, les avocats, les notaires, les architectes et plus particulièrement les ingénieurs, les médecins et les chirurgiens.

En 1970, on dénombrait 838 médecins et chirurgiens pratiquant au Québec, qui avaient obtenu leur premier diplôme universitaire à l'étranger — que l'on peut donc considérer comme des immigrants — et 1,625 ingénieurs dans la même situation. Ces chiffres ont été fournis par le Collège des médecins et chirurgiens et par la Corporation des ingénieurs.

Si l'on se reporte aux renseignements quant à l'emploi projeté par les immigrants à leur arrivée et si l'on procède à un ajustement pour ne considérer que l'immigration nette, on en déduit qu'il devrait y avoir en 1970 environ 4,594 immigrants-ingénieurs et 1,383 immigrants-médecins et chirurgiens.

L'écart entre ces chiffres et ceux des deux corporations professionnelles du Québec concernées est très important. Le Québec n'a donc pas su tirer tout le gain possible de cette immigration qualifiée. Il en a fait une utilisation déficiente, ce qui s'est traduit par un manque à gagner ou, si l'on veut, par une perte. Celle-ci est sensible dans le domaine démographique, en ce qui concerne la qualité de la main-d'œuvre et, bien entendu, en argent.

Quelles en sont les raisons? Les règlements imposés par ces associations professionnelles et par d'autres sont-ils trop restrictifs à l'égard des immigrants? Ces professions exercent-elles une protection excessive en faveur des Canadiens de naissance? La protection du public justifie-t-elle un contrôle aussi élevé de la qualité du service offert par ces professions? Les immigrants qui se déclarent désireux de remplir ces professions ne sont-ils

vraiment pas assez bien préparés? Les différences dans les méthodes et les techniques sont-elles si considérables que les immigrants de divers pays ne sont pas aptes à remplir au Québec les fonctions pour lesquelles ils ont été formés dans leur pays d'origine?

Toutes ces questions sont encore restées largement sans réponse jusqu'à maintenant et il serait souhaitable de procéder à une étude sérieuse et approfondie sur ce sujet. Si une telle enquête révélait une discrimination quelconque dans l'emploi à l'égard des immigrants, des mesures législatives et réglementaires devraient être prises pour les corriger. C'est un fait qu'un bon nombre d'immigrants qualifiés quittent le Québec pour aller exercer leur profession dans d'autres provinces, où la réglementation de l'emploi est moins rigoureuse en ce qui les concerne.

b) La transmission de la connaissance

Pour maintenir, sinon améliorer sa position concurrentielle, chaque collectivité doit accumuler des connaissances, en investissant dans la recherche et le développement et/ou dans les réseaux de communications qui diffusent les connaissances découvertes ailleurs. Au Québec, la société bénéficie des changements technologiques et autres grâce surtout au processus de diffusion de la connaissance.*

En effet, ces changements sont transmis à l'économie québécoise dans une large mesure par le capital étranger, les nouvelles entreprises étrangères qui s'implantent ici apportant les connaissances technologiques qui ont été produites ailleurs. Le rôle de la technologie et des investissements étrangers dans l'industrialisation et dans la croissance économique au Québec n'est plus à démontrer.

Dans les gains réalisés par le pays d'adoption, par le truchement de l'immigration, il faut tenir compte du rôle joué par les mouvements de population dans la diffusion de la connaissance technologique et organisationnelle.

* La diffusion est, du point de vue de l'analyse économique, la troisième phase du processus de changement technologique et organisationnel, les deux premières étant l'invention et l'innovation. L'invention consiste dans la découverte d'un nouveau processus de production, l'innovation constitue la première application industrielle du processus et la diffusion est le phénomène imitatif qui consiste dans le remplacement d'anciens processus de production par de nouveaux processus.

L'histoire économique de l'Occident contient de nombreux exemples qui démontrent l'importance de la migration dans la diffusion des nouvelles techniques de production. Les efforts de Colbert pour relancer avec succès l'économie de la France au XVII^e siècle ont porté largement sur l'importation d'artisans étrangers. La migration massive des protestants des Pays-Bas vers l'Angleterre au XVI^e siècle a donné une impulsion considérable à l'industrie textile, à l'imprimerie et aux industries extractives. La révocation de l'Édit de Nantes en 1685 par Louis XIV a provoqué une autre vague importante de migration de protestants vers l'Angleterre, l'Irlande, la Prusse et la Suisse et s'est traduite par une diffusion des techniques de production. Plus récemment, l'immigration aux États-Unis de nombreux savants européens qui fuyaient la menace hitlérienne, a contribué considérablement à la diffusion des connaissances et explique en partie l'essor technologique de ce pays depuis la dernière guerre. Les noms de Einstein et de von Braun dans la science nucléaire et dans la mise au point des fusées, par exemple, sont de notoriété mondiale. La contribution des immigrants italiens, à la culture de la vigne en Australie, est un autre exemple de diffusion de la connaissance technique. On pourrait multiplier les exemples. Au Canada, Gerhard Herzberg, qui vient de se voir attribuer le prix Nobel de chimie, est un immigrant allemand qui s'est mis au service du Conseil National des Recherches à Ottawa.

On peut mesurer la diffusion des connaissances par les immigrants au Québec, d'une façon très partielle sans doute, mais significative toutefois, en évaluant leur contribution à l'enseignement dans les CEGEP et les universités.

Dans les CEGEP, 13.8% des professeurs (432 sur 3,135) peuvent être considérés comme des immigrants en 1970. Parmi ces derniers, 34% sont originaires de France, 27% des autres pays d'Europe, 12% d'Afrique et 12% également d'Amérique. Les sciences et les lettres sont les secteurs d'enseignement où les professeurs immigrants sont les mieux représentés.

Au niveau universitaire, l'apport des professeurs immigrants est plus important. En 1969, 33% des effectifs professoraux des universités québécoises (1,589 sur 4,518) avaient obtenu leur premier diplôme universitaire à l'étranger.

Les universités anglophones, «Bishop's», «McGill» et «Sir George Williams», recourent plus aux professeurs étrangers que les universités francophones, malgré le réservoir que constitue pour elles tout le Canada anglophone. Plus de 50% de leurs effectifs sont constitués d'immigrants. Pour les universités francophones, la proportion d'immigrants dans les corps professoraux varie de 16.7% à l'École des Hautes Études Commerciales à 42.2% à l'Université du Québec à Rimouski. Les accords de coopération entre le Québec et la France expliquent, dans une bonne mesure, la place importante qu'occupent les Français, d'autant plus qu'un certain nombre de coopérants, à l'expiration de leur contrat, décident de prolonger leur séjour au Québec.

Les pays d'origine des professeurs immigrants sont par ordre d'importance les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et les autres pays d'Europe. C'est ce qu'indique le tableau suivant:

Tableau 44

Professeurs immigrants dans les universités du Québec – 1969

Provenance	Nombre
États-Unis	325
France	286
Grande-Bretagne	208
Autres pays d'Europe	426
Autres pays	245
Total	1,589

Source: Barsony et Malservisi, *op. cit.*, p. 291.

Par conséquent, la présence de professeurs immigrants au niveau universitaire est importante au Québec. Dans la mesure où une partie des connaissances et des idées nouvelles sont transmises par ceux-ci, on doit conclure que l'élément francophone est celui qui utilise le moins ce moyen de diffusion et ne retire donc pas les principaux bénéfices de cette immigration, et cela malgré les exemples éloquentes de l'apport des hommes de science des diverses origines à l'emploi des universités françaises.

c) L'esprit d'entreprise

Il existe un troisième domaine, comme nous l'avons déjà mentionné, dans lequel la contribution économique des immigrants revêt une importance certaine; c'est celui de la création et la direction d'entreprises industrielles et commerciales. Par cette activité, des emplois sont créés, des techniques nouvelles sont appliquées qui améliorent la capacité concurrentielle de notre économie — et de la richesse sous forme de biens et de services est produite. Malheureusement, cet aspect de l'activité des immigrants est difficile à évaluer. Aucune enquête sérieuse n'a été réalisée et, par surcroît, l'actif de ce bilan relève, en partie, de facteurs qualitatifs qu'il est impossible de quantifier. Il reste que les immigrants participent de cette manière à l'augmentation du revenu de la population du Québec qui, depuis dix ans, a progressé comme on l'a vu plus haut.

Au Québec, de 1950 à 1966, 741 immigrants se sont portés acquéreurs de fermes et 103 en ont louées pour une valeur totale de \$10.7 millions. Des centaines de Hollandais sont devenus cultivateurs dans les régions de la Mauricie, du lac St-Jean et des Cantons de l'Est. Un groupe de Belges s'est lancé dans la production du tabac dans la région de Joliette. Des Français ont commencé de mettre en culture maraîchère des terres noires de la région de Sherrington. Et l'on pourrait multiplier les exemples.

De 1962 à 1966, les immigrants ont mis sur pied 2,086 unités de production, créant ainsi 13,146 emplois, ce qui a nécessité des investissements de l'ordre de \$45 millions.*

d) L'immigrant consommateur

Il existe un autre aspect positif à ce bilan de l'apport économique des immigrants. C'est celui de la consommation. En effet, l'immigrant n'est pas que producteur, il est également consommateur. Dans la mesure où il augmente la population du pays, il accroît le marché. Il permet ainsi aux producteurs de produire sur une échelle plus grande, ce qui a pour effet d'entraîner des économies d'échelle et d'abaisser le coût de l'unité de production. La compé-

* Voir dans l'Appendice II, le Tableau A-28, qui donne une ventilation par région de l'établissement de ces nouvelles unités de production.

tivité de l'industrie du pays s'en trouve améliorée et la dépendance de l'économie nationale, à l'égard de l'étranger, en est diminuée. À titre d'illustration, c'est de leur immense marché intérieur que les États-Unis tirent, en grande partie, leur puissance économique.

À son arrivée, les besoins de l'immigrant en biens durables (logement, ameublement, équipement ménager, automobile, etc.) sont nécessairement élevés. Pendant une certaine période sa propension à consommer est par conséquent plus grande que celle de l'autochtone. L'immigration stimule donc la demande de biens et de services. Il n'est pas inutile de rappeler, à cet égard, que la croissance économique est la condition *sine qua non* du développement culturel et social d'un pays.

Les dépenses des immigrants, comme consommateurs, sont difficiles à évaluer, mais on peut rappeler qu'en 1968 ils occupaient plus de 130,000 logements au Québec et qu'ils dépensaient plus de \$300 millions pour la nourriture et les vêtements.

Bien sûr, ce sont des contribuables. Ils paient des impôts comme les autochtones aux trois niveaux de gouvernement: municipal (souvent comme propriétaires),* provincial et fédéral.

4. *L'immigration et le marché du travail*

L'importante vague d'immigration que le Québec a connue depuis la deuxième grande guerre a dû s'intégrer au marché du travail. Quel a été l'impact sur l'offre et la demande de travail de cet afflux de population? Le travailleur immigrant s'est-il substitué au travailleur autochtone ou bien a-t-il répondu à une demande propre, agissant ainsi comme complément à la main-d'œuvre locale? Existe-t-il un lien de cause à effet entre l'entrée des immigrants et le niveau du chômage?

* Tel que le Vol. IV du Rapport de la Commission Royale sur le Bilinguisme et le Biculturalisme l'a mentionné, les immigrants et les Canadiens d'autres groupes ethniques sont très attachés – et cela dans une proportion bien plus élevée que les autochtones – à l'acquisition des propriétés privées et à la valeur de l'épargne.

Jeremy Boissevain, dans son étude sur les Italiens, abonde dans le même sens (*op. cit.*, p. 16).

L'étude de l'intégration des immigrants implique que l'on s'interroge sur la corrélation entre le flux d'immigration et le chômage. Une analyse graphique et certains tests empiriques permettront de vérifier si l'évolution des variables «immigration» et «chômage» est parallèle et s'il existe vraiment un lien de cause à effet entre elles. D'autre part, une analyse des taux de participation et une étude de l'évolution de la concentration par secteurs occupationnels permettront de comparer le comportement de la population autochtone à celle de la population immigrée.

a) Les relations entre l'immigration et le chômage

1) L'immigration et l'offre de travail

L'immigration influence l'activité économique du pays d'adoption par la demande et par l'offre. L'effet de la demande, associé aux nouveaux besoins créés, se manifeste par la croissance de l'économie et les besoins de main-d'œuvre. Du côté de l'offre, l'immigration représente un facteur d'accroissement de l'offre de main-d'œuvre. En effet, les immigrants entrent pour une part importante dans les variations de la population active. À partir de cette première observation, on est tenté de conclure à une concomitance entre l'immigration et le chômage et, par conséquent, d'adopter le niveau de chômage comme critère décisif de la politique d'immigration.

Mais il existe un autre aspect de l'offre qu'il ne faut pas négliger; c'est le fait que l'immigrant peut venir combler un besoin de main-d'œuvre spécialisé non satisfait par la main-d'œuvre locale. Il facilite ainsi l'adaptation de la main-d'œuvre à la structure de l'emploi. Ce faisant, il permet de soutenir un taux de croissance élevé et de réduire les pressions inflationnistes.

L'analyse du marché du travail permet donc d'affirmer que l'immigration ne crée pas nécessairement du chômage. Elle peut aussi bien créer de l'emploi ou rester neutre. Les mécanismes de marché ont comme complément une politique d'immigration axée sur l'évolution de la conjoncture et sur les changements dans la structure de l'emploi. Ceci implique que la politique d'immigration soit exercée de manière à devenir partie intégrante de la politique de main-d'œuvre qui combat le chômage. Cette action requiert de

la part des autorités fédérales et provinciales une planification en commun des voies et des moyens pour réaliser cet objectif.

2) Le lien entre l'immigration et le chômage

Un examen rapide des statistiques respectives de l'immigration et du chômage au Québec, depuis 1946, semble suggérer, à première vue, qu'il existe un lien étroit entre les deux phénomènes.* En effet, les chiffres augmentent parallèlement et les maxima semblent coïncider dans le temps. Comme le montre le tableau A-29, dans l'Appendice IV, de 1946 à 1969 pour 100 chômeurs il y a eu 29.4 immigrants. Si l'on divise cette période en deux, on obtient, de 1946 à 1957, 45.5 immigrants arrivés pour 100 chômeurs et de 1952 à 1969, 21.6 immigrants arrivés pour 100 chômeurs.

On ne peut donc pas conclure que les deux phénomènes sont liés ni directement ni étroitement, puisque le pourcentage n'est pas constant, même de façon approximative. Le graphique A-30 montre d'ailleurs sans ambiguïté que les deux phénomènes présentent une configuration irrégulière et ne sont donc pas strictement parallèles.** De fait, sauf pour quelques très courtes périodes, ils évoluent en sens contraire. De plus, depuis 1951, ils sont sans rapport quantitatif: avant 1951 le niveau du chômage oscille autour de 50,000 individus et par la suite il varie autour de 150,000. Et de 1946 à 1969, l'immigration fluctue entre 15,000 et 50,000.

Si l'on considère maintenant l'immigration active comme base de comparaison, son pourcentage par rapport au niveau du chômage varie: en 1946, pour 100 chômeurs il y a 3.8 immigrants arrivés, et en 1951 pour 100 chômeurs il y a 63.3 immigrants arrivés. Si l'on considère les deux périodes 1946-1956 et 1957-1969, le pourcentage moyen pour la première s'établit à 26.4 immigrants arrivés pour 100 chômeurs et à 12.4 immigrants arrivés pour 100 chômeurs pour la seconde. Il est donc difficile, à nouveau, de conclure à un parallélisme étroit.

De plus, pour qu'il existe une relation de cause à effet entre les deux phénomènes, il faudrait que les variations annuelles d'ac-

* Voir à ce sujet l'étude du ministère de l'Immigration du Québec, «Immigration et chômage au Québec», octobre 1970.

** Voir l'Appendice II, Tableau A-29.

*** Voir l'Appendice II, Graphique A-30.

croissement des deux variables «immigration active» et «niveau de chômage» se fassent dans la même direction. Tel n'est pas le cas, puisque l'on observe six concomitances, trois dans le sens négatif (1959-1964-1966) et trois autres dans le sens positif (1953-1957-1967).*

Si l'on fait l'hypothèse que tous les immigrants actifs contribuent au chômage et que l'on soustrait les chiffres de l'immigration active de ceux du chômage, on obtient le chômage virtuel. Une étude graphique montre que les années de pointe restent les mêmes et que les niveaux demeurent élevés.** On peut donc en déduire qu'avec ou sans l'immigration active, l'évolution du niveau de chômage obéit à ses propres lois qui sont celles du chômage cyclique (diminution de l'activité économique), du chômage frictionnel (retards et temps d'ajustement) et du chômage structurel (inadaptation de la main-d'œuvre aux changements de structures de l'économie).

Enfin, si l'on calcule ce que serait le chômage virtuel sans l'immigration et compte tenu de l'émigration, on obtient une courbe qui se rapproche de façon significative de celle du chômage réel. L'arrivée des immigrants n'apporte que des accroissements limités qui ne semblent pas influencer sur l'évolution du chômage.

L'étude du lien entre l'immigration et le chômage à l'aide de l'examen des statistiques et d'analyses graphiques nous amène donc à conclure, même en tenant compte du caractère arbitraire de certaines estimations, que l'immigration active n'a pas de liens étroits avec le niveau du chômage. Elle ne présente que des concomitances occasionnelles qui ne peuvent être attribuées à une relation de cause à effet entre les deux phénomènes.

De plus, si l'on tient compte du fort courant d'émigration et de migration intérieure, il semble que l'immigration active contribue à compenser les effets néfastes de ces mouvements de population sur l'économie québécoise.

3) Considérations sur le lien entre le chômage et l'immigration active

Il faut déterminer s'il existe une corrélation significative entre le chômage et l'immigration active, au moyen d'équations simples. Une

* Voir l'Appendice II, Tableau A-31.

** Voir l'Appendice II, Graphique A-32.

étude de tous les facteurs qui influencent le niveau du chômage exigerait l'établissement d'un modèle économétrique complexe du marché du travail. Une telle analyse dépasse le cadre de la présente étude. Mais les tests que l'on peut effectuer démontrent non seulement qu'il n'y a pas de corrélation significative et encore moins une relation de cause à effet entre le mouvement d'immigration active et le niveau du chômage, mais également que l'immigration est associée à la création d'emplois.

Cette constatation est sujette à une double interprétation. Elle signifie que l'immigration crée de l'emploi ou bien — compte tenu de la relation purement statistique selon laquelle l'arrivée d'un immigrant coïncide avec une baisse du chômage — que le chômage aurait pu diminuer encore davantage sans l'immigration. Cela suppose implicitement que l'immigrant concurrence l'autochtone et qu'il n'y a de place que pour l'un des deux. Or ce phénomène de substitution ne peut se manifester que si l'immigrant et l'autochtone ont les mêmes qualifications et que les emplois sont rares.

On peut affirmer que, globalement, de telles conditions ne se rencontrent pas dans une économie en expansion dotée de structures en évolution. Il est possible, bien sûr, de trouver des surplus de main-d'œuvre dans des secteurs particuliers, mais il est difficile de savoir si ces surplus sont causés par un excédent de travailleurs autochtones ou d'immigrants.

Cette situation ne reflète pas un comportement rationnel, l'objectif de l'immigrant étant d'améliorer son niveau de vie. Il n'a donc pas intérêt à venir concurrencer la main-d'œuvre locale et à prendre le risque de devenir chômeur dans un pays qui lui est étranger. L'alternative est donc de considérer que le chômage détermine l'immigration. Cette hypothèse, qui repose sur un schéma théorique de la décision de l'immigrant, a été vérifiée par Louis Parai.* Les mouvements migratoires sont alors considérés comme un investissement qui accroît la productivité des ressources humaines. La décision d'immigrer dépend du rendement anticipé. Un travailleur désirera immigrer dans un autre pays à la condition que la valeur escomptée du revenu personnel qu'il anticipe de gagner durant sa

* Louis Parai, *Canadian International Immigration 1953-1965: An Empirical Study*, Yale University, 1969.

vie active soit supérieure dans ce pays, compte tenu des coûts associés à la migration. Si l'on évalue la relation entre l'immigration active et le chômage en tenant compte de l'influence des variations de la conjoncture économique sur l'arrivée des immigrants, on constate qu'une hausse du taux de chômage influence à la baisse l'immigration future. La préoccupation fondamentale de l'immigrant est donc de trouver un emploi, d'autant plus que sa décision de quitter son pays est motivée par le désir d'améliorer son niveau de vie. Une autre variable importante influence la quantité et la qualité de l'immigration: c'est la politique d'immigration pratiquée par le pays d'accueil. S'il existe une politique d'immigration sélective ayant pour but d'éviter les goulots d'étranglement dans les divers secteurs de l'économie, l'immigration active agira comme complément à la main-d'œuvre locale.

4) La conjoncture et la demande

Une étude de la conjoncture au Québec, de 1946 à 1969, et une analyse de l'évolution de l'emploi par secteur industriel nous permettent d'observer que l'évolution conjoncturelle de la demande et l'évolution de la structure économique expliquent en grande partie l'évolution du chômage. Celle-ci dépend de tous les facteurs de demande de l'économie, en particulier les mouvements cycliques dans la demande d'investissement, la demande de biens durables et la demande extérieure.

D'autre part, la structure de l'emploi au cours de cette période s'est transformée de manière considérable, ce qui impliquait que l'offre de travail se transforme aussi et s'adapte rapidement. L'immigration active a permis alors de combler certains besoins non satisfaits par la main-d'œuvre locale et a accru la mobilité, non seulement d'un secteur à l'autre, mais d'une région à une autre. Un examen de l'évolution des divers secteurs nous permet d'observer en effet que les nouveaux emplois créés exigeait une adaptation continuelle de la main-d'œuvre et un haut niveau de qualification. Il est probable que la main-d'œuvre locale seule n'aurait pas pu satisfaire ces nouveaux besoins.

Bien que les variations de la population active influencent le chômage, puisqu'elles représentent l'offre de travail, certaines composantes de la population active — dont l'immigration — sont des variables dépendantes. En effet, l'immigration est étroitement

liée au mouvement conjoncturel. Toutefois, ni la conjoncture ni le niveau de chômage ne sont déterminés par le flux de l'immigration. Celle-ci est elle-même une variable endogène qui dépend du mouvement cyclique. Elle est conditionnée par les disponibilités d'emploi du pays d'accueil, par la politique d'immigration et par le climat politique et socio-économique du pays d'origine. C'est dire, en conclusion, que l'immigration détermine beaucoup moins la conjoncture que la conjoncture détermine l'immigration.

Mentionnons à ce sujet que l'étude du ministère de l'Immigration du Québec, que nous avons citée précédemment, constate un lien positif et significatif entre l'immigration et le chômage uniquement pour deux années, soit 1957 et 1967. Or l'immigration de ces années offre des caractéristiques fort particulières: en 1957, la crise de Suez et le soulèvement en Hongrie amènent un flux important de réfugiés alors que 1967 correspond à la disparition de toute discrimination raciale dans la politique d'immigration vis-à-vis de certains pays. Ce sont donc deux années exceptionnelles.

b) La participation au marché du travail

Il convient de vérifier maintenant l'hypothèse selon laquelle l'offre additionnelle de main-d'œuvre engendrée par l'immigration active a généralement agi comme complément à la main-d'œuvre locale. Une analyse de l'intégration sur le marché du travail des immigrants implique d'une part une étude des taux de participation propres à l'immigration, et d'autre part, une étude de la concentration par secteurs occupationnels.

1) Les données démographiques

L'évolution démographique au Québec pour la période 1946-1969 est caractérisée principalement par le faible taux de natalité durant les années de dépression et les années de guerre et par la forte hausse de la natalité immédiate après la guerre. Il en résulte que de la fin de la guerre jusqu'aux années 60, ce sont les tranches d'âge les plus jeunes et les plus âgées qui augmentent le plus rapidement, et à un rythme relativement plus élevé que la tranche d'âge de 15 à 64 ans qui correspond à la population active. Mais depuis 1960 et plus encore depuis 1966, c'est le groupe d'âge actif qui augmente relativement plus vite. En effet, pour la période de 1946-1960, la population québécoise totale s'est accrue de 41.7% et

d'un taux annuel moyen de 3%, tandis que la croissance annuelle moyenne de la population active était de 2.5%.

Si l'on considère la période de 1960-1969, on constate que la population totale s'accroît à un taux annuel de 1.8% et la population active de 2.8% par an. L'évolution de la main-d'œuvre totale se comporte de façon analogue à celle de la population active. Ainsi, de 1946 à 1969, on observe un taux moyen de 2.5% tandis que depuis 1960 le taux annuel moyen a augmenté de 3.0%.

Il convient d'examiner comment l'immigration s'est intégrée dans cette structure démographique. Un examen de la répartition par groupes d'âge de l'immigration nous permet de faire l'hypothèse que le flux d'immigration a compensé ou du moins atténué la déficience de la tranche d'âge de 15 à 65 ans des Québécois durant la période 1946-1960. En effet, si l'on se base sur la période 1958-1969, on observe que le groupe d'âge correspondant à la population active (soit de 15 à 60 ans) représente plus de 75% du flux d'immigration, tandis que le groupe plus âgé correspond en moyenne à 3.7% et que la tranche d'âge la plus jeune totalise environ 20%. Le groupe des 20-30 ans, à lui seul, représente près de 40% du flux de l'immigration. De plus, à partir des données disponibles pour le Canada, on constate une tendance à la hausse depuis 1960 de la proportion relative des plus jeunes et des plus âgés; on peut supposer que le même phénomène se retrouve au Québec et qu'avant 1958 la proportion des plus jeunes et des plus âgés était encore plus faible.

Par conséquent, l'immigration d'après-guerre est venue atténuer la déficience de la population active québécoise. En comblant sur le marché du travail les lacunes de la population autochtone résultant de la faible natalité des années de la grande crise, elle a joué un rôle utile de complémentarité. Depuis 1960, la déficience de la population active québécoise se manifeste dans le groupe d'âge appelé à jouer un rôle important dans la direction de l'économie. Cette baisse de la population active des autochtones, conjuguée aux avantages d'une population croissante, implique qu'une immigration sélective de travailleurs spécialisés ne peut être que bénéfique à l'expansion de notre économie.

On peut donc en conclure qu'il est souhaitable de maintenir une politique d'immigration stable, même en période de ralentissement économique.

2) Les taux de participation au marché du travail

Une étude de l'évolution du taux général d'activité au Québec depuis 1946 permet de déceler l'influence de trois facteurs principaux: la structure d'âge; la participation croissante de la femme sur le marché du travail; les mouvements cycliques de la conjoncture. L'évolution du taux d'activité de la population active suit sensiblement celle du taux général. Par contre, le taux d'activité de la population masculine a tendance à diminuer durant toute cette période à cause surtout de la scolarisation plus élevée et de la retraite à un âge plus avancé. Pour sa part, la participation de la population féminine sur le marché du travail dépend davantage du climat conjoncturel.

L'évolution du taux général d'activité des immigrants répond essentiellement aux mêmes influences. Étant donné cependant la structure d'âge particulière de l'immigration (le groupe d'âge actif représente plus de 70% du flux annuel), le taux général d'activité se maintient à un niveau relativement plus élevé que celui de la population québécoise totale. De plus l'influence des fluctuations cycliques de la conjoncture se manifeste plus clairement dans le cas de l'immigration, à cause de la mobilité et de la souplesse qui caractérise tout mouvement migratoire.

La comparaison du niveau moyen des taux d'activité de la population québécoise totale et de la population immigrée fait ressortir une divergence d'environ vingt-deux points de pourcentage. En effet, la population totale présente un taux d'activité moyen de 36% pour la période envisagée, tandis que celui du flux d'immigration se situe à 58%. Cet écart considérable s'explique, dans une large mesure, par le fait que plus de 79% des immigrants sont âgés de 15 ans et plus tandis que la population québécoise âgée de 15 ans et plus ne représente que 66% environ de la population totale.

Tout un ensemble de facteurs expliquent l'écart entre le taux d'activité de la population québécoise et celui de la population immigrée, mais le plus important est la répartition par âge d'après le recensement de 1961: la tranche d'âge la plus active, celle des 25-44 ans, représente au Québec plus de 60% de la population active des immigrants par rapport à 40% pour les Canadiens de naissance. L'état matrimonial influence de façon significative la

participation féminine; il est difficile cependant d'évaluer cette composante, faute de données disponibles. Il convient de souligner la tendance des immigrants à s'établir dans les régions urbaines et densément peuplées qui sont précisément celles où les taux d'activité sont relativement élevés. Notons enfin que l'immigrant étant motivé par le désir d'améliorer son niveau de vie, il ne faut pas se surprendre d'observer un écart en faveur du taux d'activité des immigrants par rapport à celui de la population autochtone, d'autant que la femme immigrante a plus tendance à travailler, du moins pendant les premières années, afin de payer le coût d'installation.

3) La concentration par secteurs d'occupation

L'analyse de la concentration relative de la population autochtone et de la population immigrée par secteurs occupationnels est basée sur les statistiques des recensements de 1961 et de 1951 — celles de 1971 n'étant pas encore publiées — donc sur des stocks et non plus des flux d'immigrants. Si l'on compare la répartition de 1961 à celle de 1951, on observe que la population née au Canada a tendance à délaisser l'agriculture, les autres secteurs primaires, les transports et les communications et les emplois de manœuvre pour se concentrer davantage dans les occupations professionnelles, les bureaux et le secteur des services. L'évolution chez la population immigrante va dans la même direction à une exception près, le secteur de la fabrication et de la construction qui enregistre une augmentation. Ceci est attribuable au fait que les concentrations masculines et féminines progressent et ne s'annulent pas, contrairement à ce qui se produit dans le cas des autochtones. Les immigrants restent donc plus volontiers dans le secteur secondaire.

La population née au Canada et qui réside au Québec tend également à délaisser le secteur primaire au profit du tertiaire, tandis que le secteur secondaire enregistre lui aussi une légère tendance à la baisse. D'autre part, on observe le même mouvement du primaire vers le tertiaire chez les immigrants mais, dans leur cas, comme nous venons de le voir, le secteur secondaire reste relativement stable. La construction d'indices de concentration nous permet d'observer que les immigrants sont sous-représentés dans le secteur primaire et que cette tendance s'amplifie. C'est dans le secteur secondaire que la concentration est la plus forte,

tant pour les hommes que pour les femmes immigrés. Toutefois, les immigrants du sexe masculin manifestent une tendance à s'orienter davantage vers le secteur tertiaire au détriment surtout du secteur primaire mais également du secteur secondaire. Les immigrantes, quant à elles, délaissent le secteur primaire pour le secondaire.*

On peut en déduire que la forte concentration de l'immigration dans le secteur secondaire vient combler certains besoins de main-d'œuvre des industries manufacturières, qui ne sont pas satisfaits par la seule main-d'œuvre locale, surtout en périodes d'expansion. Tout donne à penser que la main-d'œuvre se dirige vers le secteur tertiaire au moment d'un ralentissement économique, quand l'emploi industriel subit une forte baisse, mais on n'observe pas un mouvement en sens contraire au cours des périodes d'expansion.

Il semble donc, en conclusion, que l'immigration, depuis la fin de la guerre, ait facilité l'adaptation de la main-d'œuvre à la structure de l'emploi. Les emplois créés depuis la fin de la guerre, pendant une période de forte expansion, ont exigé une adaptation continuelle de la main-d'œuvre et un niveau élevé de qualifications. La main-d'œuvre locale ne suffisait pas à satisfaire ces besoins d'adaptation et de compétence. À ce sujet, le rapport de la Commission Parent reconnaît que les programmes d'éducation et de formation professionnelle étaient déficients avant 1960. Les possibilités de se spécialiser dans des secteurs techniques et administratifs étaient relativement rares avant cette date au Québec.

L'immigration n'a donc pas été à l'origine de goulots d'étranglement permanents. Elle a agi, en fait, comme complément de la main-d'œuvre locale en facilitant l'adaptation de celle-ci à l'évolution des structures économiques et en suppléant aux lacunes quantitatives et qualitatives de la structure démographique des Québécois.

Et si l'immigration a bien un lien étroit avec la conjoncture, ni celle-ci ni le chômage ne s'expliquent par le flux d'immigration. Le niveau du chômage dépend, en réalité, de tous les facteurs de la demande dans l'économie.

* Voir l'Appendice II, Tableau A-33.

Bien que l'ajustement entre les pénuries de main-d'œuvre d'une part, la formation et la spécialisation des nouveaux venus d'autre part, ne soit pas automatique à cause des déficiences de l'information dans les pays d'origine des immigrants, le pays d'accueil peut pallier cette lacune en pratiquant une politique d'immigration sélective basée sur la formation professionnelle. Au moyen d'une telle politique adéquate, les autorités gouvernementales peuvent s'assurer que l'immigration réponde aux besoins de l'économie.

c) Le cadre de l'intégration économique

L'étude du processus d'absorption économique des immigrants et de ses effets sur le choix de la langue emprunte à la fois à la sociologie et à l'économie des communications. Elle montre que les structures sociales déterminent la diffusion de l'information à l'intérieur d'une collectivité. L'analyse économique de la participation des individus aux groupes sociaux indique, par ailleurs, que l'intégration des individus aux différents groupes d'une collectivité est déterminée, dans une large mesure, par la rentabilité des réseaux d'information de ces groupes.*

La quantité et la qualité de l'information et de ses canaux de transmission ont une influence très sensible sur le marché du travail. C'est pourquoi les employeurs et les employés consacrent une partie de leurs ressources à la recherche de cette information. Les contacts personnels, surtout ceux qui se développent à l'intérieur des groupes qui gravitent autour de l'entreprise, sont particulièrement importants dans le processus qui permet à l'individu d'accéder à un emploi, car ils permettent de minimiser le coût de la recherche d'information.

Bien que les immigrants aient implanté, dans bien des cas, leurs propres réseaux d'information, au moyen d'agences privées, d'association, de journaux et de publications diverses, la capacité restreinte de ces réseaux les incite à s'intégrer aux réseaux dont la capacité de transmission de l'information est la plus forte.

On distingue deux réseaux principaux sur le marché du travail au Québec: un réseau francophone et un réseau anglophone. Le

* Ces considérations sont basées sur une étude présentée à la Commission par M. André Barsony, en 1971, «Une analyse économique de la problématique de l'épanouissement du français chez les Néo-québécois.»

premier est peu ou mal intégré à l'entreprise. Le second, au contraire, étant donné le rôle dominant de l'entreprise contrôlée par des anglophones, est bien intégré à l'entreprise anglophone et il est constitué de liens étroits à l'intérieur des groupes sociaux qui gravitent autour de cette entreprise.

Pour un coût de recherche d'information donné, les canaux de communication du réseau anglophone ont donc une capacité de transmission plus forte, autant pour l'employé que pour l'employeur.

On peut déduire de ces considérations que si les immigrants étaient contraints d'acquérir une seule langue de communication, le français, sans avoir au préalable de débouchés en français sur le marché du travail, un chômage accru s'ensuivrait. L'immigrant ne cherche pas à choisir sa langue de travail. Il prend celle qui lui assure le meilleur rendement à court terme.

*L'immigrant qui arrive ici, qui doit payer son voyage, il doit faire venir sa famille. Pensez-vous qu'il est préoccupé par le francophone ou l'anglophone ... alors il cherche tout ce qu'il peut faire de mieux pour améliorer sa condition économique. Même sa famille, voyez-vous, devient un facteur secondaire, tellement que l'immigrant arrive ici, il laisse sa famille en Italie par exemple pour des années avant de s'établir pour avoir un foyer comme il faut. La langue à apprendre, la plus facile, le mieux possible, est celle qui est la plus nécessaire.**

Une telle politique ne pourrait qu'aggraver la situation sur le marché du travail à court et à moyen terme si elle n'était pas conjuguée avec d'autres politiques qui assureraient la demande de travail dans le réseau d'information francophone. Une augmentation de l'offre de travail dans le réseau francophone, accompagnée d'une diminution de cette offre dans le réseau anglophone, ne ferait qu'augmenter l'écart qui existe entre les avantages des deux réseaux.

Or le réseau de canaux de communication se compose des liens personnels et impersonnels qui existent à l'intérieur et entre les groupes sociaux et la participation des individus aux groupes sociaux reliés au réseau assure leur accès à l'information. Il en

* Document A.B.3. Groupes ethniques (Livre 4) — Colloques et annexes.

résulte que l'immigrant s'intègre principalement au groupe anglophone, en raison des avantages de rentabilité que présente le réseau d'information anglophone qui, davantage relié à l'entreprise, est plus générateur d'emplois. D'autant que le réseau anglophone présente l'avantage supplémentaire d'étendre ses circuits d'information à travers tout le continent nord-américain. Et, faut-il le rappeler, la raison économique qui motive l'individu à se joindre à un groupe social plutôt qu'à un autre est le désir de «consommer» les objectifs de ce groupe social. En effet, à leur arrivée au Québec, les immigrants ne possèdent qu'un stock de «capital d'information» très faible. Étant obligés de consacrer une quantité importantes de ressources à des investissements dans l'information qui leur permette de trouver rapidement des emplois, ils ne peuvent qu'être sensibilisés par les avantages de rentabilité inhérents au réseau anglophone.

En d'autres termes, si elle n'est pas précédée de mesures améliorant la qualité du réseau d'information francophone, une politique linguistique qui vise à intégrer les immigrants dans le réseau francophone risque d'aggraver, à court et à moyen terme, la situation sur le marché du travail. C'est dire, en conclusion, que l'application d'une telle politique doit être graduée dans le temps, si l'on veut éviter que le chômage «en français» ne s'aggrave.

Constats et recommandations

Bilan et orientation possible de l'immigration

En 1970, le solde migratoire négatif net du Québec a atteint le chiffre de 34.449 personnes. Si l'on suppose que les immigrants et les émigrants ont un comportement comparable à la moyenne québécoise, la perte matérielle nette subie par la communauté québécoise est grave.

En 1970, 23,261 immigrants sont arrivés au Québec et ont occupé 4,279 emplois. Leur salaire avant impôt s'établit à \$31,500,000.* Les montants apportés au moment de leur arrivée s'évaluent à \$47,700,000. Cela représente donc un revenu total de \$79,200,000,

* Pour ces données et les données suivantes, voir «Pour une politique québécoise d'immigration». Ministère de l'Immigration, novembre 1971. p. 20, et Annexes B-34 à 37.

consommé, investi, versé en taxes directes ou épargné, selon la répartition suivante:

Consommation	\$47.7 millions
Investissement	\$ 5.5 millions
Taxes directes	\$ 3.1 millions
Épargne	<u>\$22.9 millions</u>
	<u>\$79.2 millions</u>

Le niveau de ces différents postes peut varier, certes, mais l'apport global représente un volume non négligeable.

Cependant, l'émigration au cours de la même année a concerné 57,710 personnes, auxquelles on peut affecter aussi un comportement conforme à la moyenne québécoise.

La perte en termes de consommation	s'évalue à \$118.3 millions
La perte en termes d'impôts	s'évalue à \$ 4.9 millions
La perte en termes d'épargne	s'évalue à <u>\$ 14.0 millions</u>
	<u>\$137.2 millions</u>

La perte nette enregistrée par le Québec en 1970 peut donc s'évaluer à environ 60 millions de dollars, sans tenir compte des investissements éventuels des émigrants. La province capable de supporter une telle perte doit être réellement forte.

L'impact de cette perte de substance se fait aussi sentir au point de vue linguistique. Sans capital, il est difficile de financer écoles et universités capables d'améliorer la qualité du capital humain et donc ses revenus, ses dépenses, et ses investissements dans l'ensemble québécois.

Le capital humain de l'immigration est un apport en soi, mais l'immigration implique aussi un aspect matériel non négligeable. La perte due à l'émigration est un symptôme de diminution du niveau de qualité de la population, aussi bien que de son niveau d'activité industrielle, commerciale, etc. C'est l'indice d'un manque de dynamisme.

L'apport de l'immigrant, en capital humain, pour la période 1946-1969, peut s'estimer à près de \$2.8 milliards, montant qui représente le coût supporté par les gouvernements étrangers pour l'édu-

cation des personnes qui produiront, finalement, au Canada, ainsi que la valeur de leurs effets personnels.

De 1962 à 1966, les entrepreneurs immigrants ont créé 13,200 emplois. En 1968, les immigrants occupaient 130,000 logements au Québec, consacraient \$300 millions à leurs dépenses de consommation en nourriture et habillements. Ce sont d'importants consommateurs en biens d'équipements.

L'immigration a permis, au Québec, dans le passé, de combler les vides que laissait un système d'enseignement inadapté aux nécessités de la croissance économique. La population devrait être informée des avantages économiques, sociaux et culturels que procure l'immigration. Une analyse précise des besoins de l'économie à un moment donné peut faciliter un choix et une planification appropriés des immigrants. C'est pourquoi la Commission recommande:

Que le ministère de l'Industrie et du Commerce fasse part périodiquement au ministère de l'Immigration du Québec des besoins en personnel, selon les catégories (professionnels, travailleurs diversement qualifiés, etc.), pour optimiser le développement économique du Québec et favoriser une meilleure sélection dans le recrutement;

Que les informations fournies par le ministère de l'Industrie et du Commerce soient ventilées par région pour favoriser une meilleure répartition géographique de l'immigration;

Que les immigrants soient dirigés vers les travaux et les services dans les régions éloignées, désertées par les Québécois, pourvu qu'ils soient, au préalable, convenablement informés des conditions d'emploi qui les attendent.

Chapitre troisième

Le vouloir-vivre collectif

A. L'organisation

L'intensité et la durée d'appartenance à un groupe ethnique varient d'un groupe à l'autre. Des communautés s'organisent et se développent, d'autres se dispersent et se désagrègent. Les Allemands, les Néerlandais, les Scandinaves, les Autrichiens montrent moins de cohésion culturelle que les Juifs, les Ukrainiens, les Polonais, les Arméniens, les Japonais, les Chinois, les Noirs et les Indiens. Les groupes qui ont été l'objet de préjugés, de discrimination ou de persécutions dans leur pays ou dans le pays d'adoption sont généralement ceux qui maintiennent davantage les caractéristiques culturelles qui leur sont spécifiques.

Les raisons qui ont motivé l'immigration expliquent également l'attitude des nouveaux-venus face aux groupes ethniques déjà au pays ou leur attachement au pays d'origine: certains choisissent librement de quitter leur pays d'origine pour tenter d'améliorer leurs conditions économiques ailleurs et pour assurer un meilleur avenir à leurs enfants: ils ne sont pas astreints à maintenir cette décision qui dépendra du succès ou de l'échec de leurs tentatives. D'autres ont quitté leurs pays pour fuir un régime politique et après ce geste, ils n'ont plus la possibilité de retourner chez eux. Dans ce dernier cas, souvent l'image du pays d'origine se circonscrit, dans l'immédiat tout au moins, à leur groupe ethnique qu'ils retrouvent dans le pays qui les reçoit. Le temps passé dans ce pays et le fait de pouvoir renouveler ou grossir leurs effectifs sont autant de facteurs qui déterminent leur vouloir-vivre collectif.

Ce vouloir-vivre collectif s'exprime de plusieurs façons et, plus particulièrement, à l'aide des associations, des paroisses et des congrégations religieuses, de la presse ethnique, des écoles ethniques et, enfin, de plusieurs activités collectives particulières.

1. Les associations ethniques

Une des formes les plus caractéristiques et qui reflète le besoin d'appartenance et d'identité nécessaires aux êtres humains sont les regroupements en «associations». Certaines regroupent les personnes qui appartiennent à une seule ethnie, mais, il existe également des organismes pluri-ethniques (la Société Prométhéenne, la Fédération des groupes ethniques du Québec, etc.); quelques associations ont un caractère régional: Famiglia Abbruzzese, le Club polonais des terres de l'ouest; d'autres regroupent les personnes d'un quartier ou d'une ville. Il existe aussi des associations professionnelles, des amicales d'anciens combattants et de prisonniers politiques.

Les associations ethniques n'ont pas de structures homogènes. Souvent, elles servent à des fins récréatives, sportives, culturelles, voire même d'entraide. On peut distinguer les associations d'entraide ou de secours mutuel en cas de chômage, de maladie, d'accidents ou de décès, des associations de bienfaisance, des sociétés d'amis de l'enfance (aide aux scouts, camps d'été), des associations religieuses groupées autour de paroisses, des associations sportives, des groupements artistiques, des associations de jeunes ou d'étudiants, des associations féminines, professionnelles, savantes, des écoles ethniques, des associations à buts politiques sur le plan canadien, des associations à buts politiques intéressant le pays d'origine.

Il est difficile d'établir le nombre exact des associations ethniques au Québec. Certaines comptent une centaine de membres à peine et ne possèdent pas d'adresse permanente. Il en existerait environ cinq cents regroupant environ quarante ethnies.

Le nombre des associations d'un groupe ethnique n'est pas toujours déterminé par son importance numérique. Il y a ainsi 70 regroupements italiens contre 29 pour les Israélites et 66 pour les Grecs. Les associations allemandes sont au nombre de 21 contre 36 pour les Polonais, 36 pour les Ukrainiens et 20 pour les Tchécoslovaques. Les ressortissants de plusieurs nations du Moyen-Orient sont re-

groupés sur une base territoriale commune, et comprennent 27 unités. Des groupes nouveaux, comme les Espagnols et les Portugais, ont chacun 11 entités. On retrouve le même nombre pour la communauté chinoise. Quant aux Québécois d'origine russe et yougoslave, ils comptent 12 organisations.

Diverses associations ont voulu renforcer leur audience sur le plan local, provincial ou fédéral. Les distances les séparent et leurs faibles ressources financières ont été un obstacle important, qui devait être surmonté toutefois. En ce qui concerne le Québec, étant donné la concentration de la majorité des associations ethniques dans la région métropolitaine, il a été relativement plus facile d'organiser divers types de fédérations.

En général, les fédérations englobent toutes les associations de la même ethnie des différentes provinces du Canada. Cependant, leurs sections provinciales ont une large autonomie, et parfois une personnalité juridique distincte. Le «Congrès juif canadien» et le «Congrès canadien polonais du Québec» sont parmi les mieux organisés.

Fondé en 1919, réorganisé en 1934, le Congrès juif canadien constitue une organisation pleinement représentative de la communauté juive canadienne. Ses porte-parole sont élus par les délégués des organisations et les membres en général. L'organisation nationale est subdivisée en régions appelées à diriger leurs programmes locaux et à traiter des questions qui offrent un intérêt touchant la communauté juive locale. La section du Québec du Congrès juif canadien, dont le siège national est à Montréal, est aussi le porte-parole reconnu de la communauté juive de la province de Québec. Le Congrès juif canadien a un département francophone et il existe plusieurs associations de langue française comme Loge B'nai Brith, Les amies de l'Alliance universelle israélite, Loge Amitié de B'nai Brith, l'Association des étudiants juifs de l'Université de Montréal et l'Association sépharade francophone.

Le Congrès canadien polonais, fondé en 1944, a son siège central à Toronto et regroupe la plupart des organisations polonaises du Canada. D'après le recensement de 1961, il compte 323,000 membres, dont près de la moitié réside en Ontario. Ce congrès comporte douze sections, dont celle de Montréal. Cette section a obtenu, en 1972, sa personnalité juridique sous le nom de «Congrès

polonais du Québec» au moyen de lettres patentes émises par le gouvernement du Québec.

Il existe différentes organisations analogues au Québec, par exemple: L'Union des organisations ethniques russes de la province de Québec; le Grand comité des églises et des associations hongroises de Montréal; l'Alliance des associations hongroises de Montréal; une association nationale tchécoslovaque du Canada. Les Slovaques canadiens sont groupés surtout dans la Ligne canadienne slovaque. Les Canadiens d'origine néerlandaise font partie de la «Dutch Canadian Association», les Allemands, de la «Trans-Canada Alliance of German Canadians». La Fédération grecque «Hepa» unit les citoyens d'origine grecque des États-Unis et du Canada. L'«American Bulgarian League», le «Canadian Chinese Cultural Society of Montréal», le Comité Ukrainien du Canada, section de Montréal, regroupent ainsi les membres de chacune des ethnies.

La majorité de ces associations n'a pas de personnel rémunéré. Les administrateurs bénévoles n'ont pas, en général, une maîtrise suffisante du français et de l'anglais pour rédiger des réponses dans l'une ou l'autre langue. Souvent, ces associations n'ont pas de locaux permanents. Parmi les diverses associations ethniques auxquelles la Commission a envoyé des questionnaires, 102 ont répondu. Parmi celles-ci, 52 ont rempli les questionnaires en français et 50 en anglais. Les principales activités de ces associations sont d'ordre culturel et récréatif. Souvent, elles englobent des écoles à temps partiel et donnent des cours de langues.

Les associations ethniques sont financées grâce aux dons individuels et à quelques subventions du gouvernement fédéral. L'aide du gouvernement provincial se limite au paiement de la location de locaux pour les «classes du samedi». À peu près la moitié d'entre elles a affirmé qu'elles soutenaient, en général, une ou plusieurs publications qu'elles offrent gratuitement à leurs membres. La diffusion des deux-tiers de ces publications dépasse les frontières du Québec, alors que les autres sont distribuées au Québec seulement. D'une façon générale, on peut dire que la langue d'origine prédomine dans les publications des associations consultées et, en ce qui concerne le français et l'anglais, leur utilisation est à peu près égale (quatorze journaux contiennent des textes français contre quinze des textes anglais).

2. *Les paroisses ou congrégations religieuses ethniques*

Une centaine de paroisses ou congrégations religieuses ethniques sont implantées au Québec, presque exclusivement dans la région métropolitaine de Montréal. Elles représentent une trentaine d'ethnies différentes. A la suite d'une enquête effectuée dans ces paroisses, la Commission a reçu 57 réponses (le taux des réponses a été de 53.5%): 43 ont répondu en anglais et 14 en français.

Ces paroisses se répartissent ainsi: 23 catholiques de rite romain ou oriental, 15 juives; le reste se divise entre les autres religions chrétiennes. En plus des services religieux*, certaines paroisses ont des activités culturelles et récréatives, possèdent souvent des écoles ethniques à temps partiel et s'organisent aussi pour donner des cours de langues. Dix d'entre elles donnent des cours de français, contre 6 des cours d'anglais, alors que 18 donnent des cours dans la langue originelle du groupe concerné.

Comme pour les associations, les fonds proviennent, pour la plupart, des contributions individuelles des paroissiens.

3. *L'accueil des immigrants par les groupes ethniques*

Nous avons déjà vu le rôle que les groupes ethniques jouent lors de l'accueil aux immigrants.** Une partie des immigrants qui entrent au Québec sont des immigrants parrainés, soit par des amis, soit par des parents, ce qui facilite de beaucoup leur accueil et leur implantation. Lorsqu'ils n'ont ni amis ni parents, l'une des raisons de choisir le Québec vient du fait qu'ils y trouvent un groupe important de leurs compatriotes. Ce comportement n'est pas dû seulement à une recherche de sécurité, mais aussi au fait qu'il permet de conserver un héritage culturel. Ainsi, nombre d'immigrants qui se rendent au Québec comptent sur leur compatriotes, moins du point de vue matériel que sentimental et psychologique.

Trois obstacles classiques à l'intégration attendent l'immigrant: la barrière de la langue, la difficulté de partager les mêmes intérêts sociaux avec les gens du milieu d'accueil, l'incapacité ou la difficulté de gagner sa vie de la même manière que dans le passé.

* Certaines églises ont une partie de leur service religieux en français, comme l'église roumaine de rite orthodoxe et celle de rite catholique.

** Voir *supra*, Première partie, Ch. VII, C. 3.

De ces difficultés, c'est la perte de son statut social qui est la chose la plus durement ressentie, surtout par les intellectuels; ceux-ci auront, par contre, plus de facilité à acquérir la langue. Le sentiment le plus pénible auquel un immigrant doit faire face, c'est un sentiment de diminution, une perte de confiance en soi ressentie quand on est confronté à une culture étrangère. Cette situation non structurée et non définie, l'incapacité de faire face aux changements, ne sachant pas ce qui vous attend ni si vos aspirations seront satisfaites et dans quelle mesure, donnent lieu à l'insécurité et à l'angoisse qui accompagnent tout déracinement.

C'est au sein des associations ethniques que l'immigrant peut retrouver son ancien statut social, le système de valeur, ainsi que la langue et la culture qui lui sont familières.

Les paroisses ethniques ainsi que les associations offrent leur assistance: 32 sur 57 qui ont répondu à l'enquête ont déclaré avoir organisé un service d'accueil pour les nouveaux venus; 20 d'entre elles vont jusqu'à aider pécuniairement ceux qui en ont besoin, tandis que 14 dispensent une aide juridique; 28 d'entre elles se préoccupent de leur trouver un emploi et 25 exercent des activités qui visent à l'intégration des nouveaux venus.

4. Les bulletins et les publications non périodiques

La presse ethnique, écrite et parlée, est traitée séparément dans une section de ce même chapitre. Les publications mentionnées ici ont une diffusion plus restreinte. Quarante-cinq paroisses (sur 57 qui ont répondu) ont affirmé avoir un bulletin paroissial distribué, le plus souvent, gratuitement; deux seulement exigent une souscription de la part de leur paroissiens. Ces bulletins sont publiés pour la plupart en anglais (au nombre de 18), ou dans une langue vernaculaire (17), ou dans les deux à la fois (7), ou uniquement en français (3). Du côté des associations, 50 (sur 102 qui ont répondu) ont leurs publications propres, dont 33 dépassent les frontières du Québec.

En ce qui concerne les livres et les autres publications non périodiques, les associations, les fédérations et les groupements organisés publient toutes sortes de brochures consacrées à différents événements et même aux anniversaires de leur fondation. Ces groupes publient aussi parfois des almanachs. En général, ils sont publiés

dans les autres provinces du Canada, mais contiennent des renseignements sur les différentes ethnies québécoises. On y trouve également de brefs commentaires sur les livres et les articles concernant les autres groupes ethniques canadiens. Mentionnons la collection «Slavistica», très connue, dont les volumes paraissent tous les ans sous la direction du Professeur J.B. Rudnyckyj, ancien Commissaire de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. Il en existe d'autres comme, par exemple, au sein de la société polono-canadienne.

Il n'existe pas beaucoup de publications sur les autres groupes au Québec. Il y a un nombre plus élevé d'études qui ont été faites sur ceux du Canada et de l'Amérique du Nord en général. Il arrive que des auteurs québécois publient leurs livres dans leur langue d'origine.

5. Les écoles ethniques à temps partiel (écoles du samedi)

Le problème des écoles à temps partiel a été souvent mentionné dans les mémoires reçues par la Commission et au cours des colloques des groupes ethniques. Le Congrès juif canadien

insiste pour que soit reconnu au sein du système scolaire un secteur d'écoles indépendantes et qu'une aide financière gouvernementale leur soit allouée, afin de donner ainsi à certains groupes la possibilité de développer leur héritage culturel et religieux.

La Fédération nationale ukrainienne déclare:

*C'est également notre idéal non pas seulement de préserver notre héritage culturel au niveau actuel, mais également d'essayer de le développer et de l'exploiter au mieux au profit de notre communauté et de notre culture.**

L'Association polonaise à Montréal dit:

Nous voulons donner à nos enfants ... la connaissance de notre langue maternelle pour conserver notre culture et nos traditions. La cause de nos écoles du samedi nous est particulièrement chère. Nous espérons que le gouvernement provincial continuera à nous aider.

* Ce texte est une traduction de l'anglais.

Le Congrès canadien polonais soumet également:

... un enfant canadien d'origine polonaise apprendra plus facilement et bien mieux la langue de ses ancêtres que n'importe quel autre de ses compatriotes. Pourquoi ne pas en profiter pour se servir, un jour, de lui dans l'administration, le commerce ou l'industrie? Les revendications éducatives et linguistiques, fréquemment formulées par les groupes ethniques minoritaires au Canada ...

... n'ont pas pour seul but de sauvegarder davantage leur particularisme national, linguistique et culturel, mais aussi de servir la communauté nationale toute entière.

Il ne s'agirait pas de multiplier à l'infini le nombre de langues étrangères enseignées dans les écoles publiques, mais d'apporter aux langues minoritaires une aide matérielle adéquate, afin que leur enseignement à tous les niveaux se poursuive dans les centres et régions où les minorités linguistiques forment des groupes numériques suffisants.

Parmi les suggestions que ceux-ci nous ont faites, soulignons la reconnaissance par le secteur public des langues que ces différents groupes essaient de conserver. Un colloque sur les écoles ethniques a été organisé par la Commission le 4 juin 1970. Tous les participants – dirigeants des écoles ethniques allemandes, grecques, hongroises, juives, italiennes, polonaises et ukrainiennes – ont insisté sur l'urgence de la création ou du développement des écoles ethniques. Ceci montre bien l'importance que ces derniers accordent au problème des écoles et à la conservation de leur propre langue.

La question des écoles ethniques est traitée dans une autre partie de ce rapport.*

Jusqu'à l'année scolaire 1968-1969, certaines écoles à temps partiel étaient financées par la CECM. En retour, ces écoles enseignaient le français pendant le tiers ou la moitié du temps. Cet arrangement s'est révélé peu efficace, tant pour l'étude du français que pour l'étude de la culture des groupes minoritaires concernés.

* Voir *supra*, Deuxième partie, Ch. II, A, portant sur l'enseignement aux immigrants.

Aussi, un nouveau système a été établi en 1970: les écoles du samedi doivent payer un loyer à la CECM (\$10.00 pour la première classe et \$3.00 pour chaque classe additionnelle). Ces loyers sont plutôt lourds à soutenir. Par exemple, la somme de \$4.350.00 a dû être déboursée pour payer les loyers des écoles polonaises dispersées à travers la ville de Montréal. Certaines Commissions prêtent gratuitement leurs locaux, telle la Commission scolaire de Saint-Léonard (beaucoup d'Italiens sont propriétaires et paient la taxe scolaire. À Lachine aussi, les locaux des classes polonaises sont fournis gratuitement.

Le coût des locaux n'est pas le seul problème financier. Les écoles ont également à leur charge la rémunération des professeurs et le transport des élèves. Les professeurs sont, en général, peu payés, quand il ne s'agit pas de bénévoles, ce qui joue au détriment des possibilités du recrutement de professeurs qualifiés.

Certains consulats fournissent des manuels, mais leur contenu est souvent mal adapté au contexte canadien, et ceci est particulièrement vrai dans le cas des manuels en provenance de pays à régime communiste.

En 1970-1971, le ministère de l'Immigration a accordé une aide financière au Conseil des écoles du samedi qui regroupent les représentants de huit ethnies différentes.

Dans leur enquête MM. Didier et Bordeleau ont demandé si les enfants étaient intéressés à fréquenter les écoles ethniques.* Les réponses indiquent que les écoles ethniques du samedi obtiennent d'abord peu de succès auprès des immigrants qui à leur arrivée ne se préoccupent guère de voir leurs enfants conserver leur culture, mais que ce besoin se fait sentir plus tard de façon plus marquée. À l'exclusion des Britanniques et des Français, les autres groupes ethniques étudiés s'attendent, dans des proportions qui se situent entre 66% pour les Allemands et 95% pour les Grecs, à ce que le gouvernement du Québec encourage la langue et la culture des divers groupes ethniques.

* Didier et Bordeleau, «Le processus du choix linguistique des immigrants au Québec», avril 1971, vol. 1, p. 222.

6. *Les activités culturelles*

Une mesure de l'indice du vouloir-vivre collectif s'exprime dans le désir des minorités ethniques de multiplier leurs activités culturelles. De tous les groupes, 88.76% souhaitent voir se développer des activités, trop nombreuses pour être énumérées ici. Les publications émises par les associations et les paroisses ethniques ont déjà été évoquées. Les sous-chapitres traitant de l'apport culturel des immigrants et de la presse ethnique renseignent, d'autre part, sur l'activité de ces groupes.

Les écoles ethniques organisent, de temps à autre, des expositions, des conférences publiques, et d'autres manifestations culturelles, pour les adultes. Par exemple, le Conseil des écoles polonaises de Montréal a organisé, à l'occasion du congrès des enseignants des écoles polonaises du Canada, à l'automne 1971, une exposition de livres et de documents.

7. *Les attitudes des groupes ethniques en regard du vouloir-vivre collectif*

En dehors des groupes français et britanniques, le comportement des immigrants est assez homogène. L'importance que le nouvel arrivé accorde à l'accueil qui l'attend de son groupe varie en pourcentage entre 90% et 100%, et quant à celui du maintien de la langue, il varie entre 80% et 90%. Pour perpétuer la culture, il varie entre 78% et 87%. En dehors des Français et des Britanniques et, dans une moindre mesure, des Portugais (46%), les associations ethniques sont considérées comme utiles (63% par les Allemands à 98% par les Israélites). La participation aux activités réunit, selon le groupe, entre 33.56% et 72.67%* des membres. À part les Hongrois et les Allemands, les autres groupes s'attendent dans une moyenne de 83% à ce que leur groupe aide à l'apprentissage et/ou l'épanouissement du français, et 82% favorisent l'apprentissage et l'épanouissement de l'anglais. Le besoin du bilinguisme s'affirme donc à nouveau.

L'attachement au groupe ethnique est tel qu'il influence le choix du lieu de résidence, pour certains groupes. Les Italiens, les Grecs

* Didier et Bordeleau, «Le processus du choix linguistique des immigrants au Québec», p. 221.

et les Israélites vivent massivement dans des quartiers où dominent leurs ethnies.

En fait, le vouloir-vivre collectif se manifeste de façon très intense chez les différentes minorités: c'est une de leurs caractéristiques.

Conclusion

Pour la plupart, les groupes ethniques tentent, au maximum, de maintenir leurs caractères originaux, en matière culturelle, linguistique et religieuse. Aussi, se regroupent-ils de plusieurs façons, afin de pouvoir maintenir et perpétuer leur culture d'origine, ainsi que leur langue. Ils se regroupent en associations et dans ces paroisses plus ou moins solidement structurées. Ces groupements voient, en partie, à accueillir les arrivants et mettent à la disposition de leurs membres des écoles ethniques et des journaux. Ils assurent en même temps certaines activités propres à promouvoir et à maintenir la culture d'origine. Il est assez remarquable de constater qu'en général, avec le temps, la volonté de maintenir la langue et la culture d'origine a plutôt tendance à augmenter qu'à diminuer. On voit donc que le sentiment d'appartenance est un sentiment très fort, inhérent à tous les hommes. Le vouloir-vivre peut paraître comme un moyen de défense ou de repli du groupe considéré ou encore comme un moyen d'épanouissement. À vouloir l'éliminer, on s'expose à le renforcer. Par contre, à vouloir le respecter, on suscite des sentiments de reconnaissance, on fortifie la paix sociale, et on stimule l'apport positif de ces groupes à la vie québécoise. Si la majorité arrive à comprendre leur situation et à encourager ces groupes à conserver leur héritage culturel elle aura contribué avec sa quote-part à l'enrichissement réciproque et au rapprochement, voire à l'intégration accélérée, desdits groupes au groupe francophone.

B. La presse ethnique

L'importance numérique des groupes ethniques justifie le fait que leurs membres se dotent de services propres, en particulier dans le domaine de l'information. Comme toute société, ils ont besoin de s'exprimer et de communiquer par la presse écrite et parlée. Pour le nouvel immigrant, qui ne sait parler ni français ni anglais, les media de communication sont très importants, car ils peuvent

l'informer directement dans sa propre langue; En même temps, cette presse le renseigne sur le Canada et le Québec, sur ce qu'il doit faire et comment il doit s'organiser pour s'y adapter. La presse ethnique est également très utile à la mère de famille au foyer de même qu'aux personnes âgées lesquelles ont moins d'occasion de parler l'une des deux langues officielles. Ainsi, tous peuvent accéder, dans leur langue, aux informations dont ils ont besoin pour vivre culturellement.

Historique

Il est difficile d'établir, pour le Québec comme pour le Canada, l'historique des moyens d'information autres que francophones et anglophones. En fait, ce n'est qu'à partir de 1892 que la loi oblige les publications à être enregistrées.

On en compte alors dix-huit dans tout le Canada, principalement en allemand, en islandais et en suédois. Le «Jewish Times» fut fondé en 1897 à Montréal. Il semble avoir été le premier journal ethnique québécois. Mais le monde de la presse ethnique paraît plutôt instable. Un journal fait son apparition, tandis qu'un autre disparaît à la suite de difficultés financières, car cette presse n'est guère rentable et ne dispose pas d'un personnel à temps complet, ce qui explique son caractère éphémère. «Il Cittadino Canadese», fondé en 1941, est le seul hebdomadaire qui a réussi à survivre au naufrage général de l'après-guerre. Ce n'est finalement qu'à partir des années cinquante, que la presse des minorités va vraiment se développer. La forte immigration au Québec à cette époque en est la cause. Mais la plupart des journaux sont hebdomadaires. Rares sont les quotidiens qui arrivent à survivre. Au fur et à mesure que la population vieillit, l'assimilation menace l'existence de ces publications et des différents programmes radiophoniques. Les jeunes nés au Canada n'éprouvent plus comme leurs parents le besoin de conserver ni de défendre leur culture, ce qui accentue le caractère précaire de toute la presse ethnique*. Toutefois, il existe une relation directe entre le vouloir-vivre des groupes ethniques et l'existence de leurs media d'information. On note qu'il n'y a pas toujours de rapport entre l'importance d'un groupe ethnique

* Livre IV de la B.B. p. 182. L'étude de Tureck sur la presse polonaise au Canada démontre que les personnes nées au pays ne possèdent pas assez la langue d'origine pour faire vivre un journal.

et le tirage de son ou de ses périodiques. En 1958, fut fondée la Fédération de la Presse Ethnique Canadienne, issue du «Canadian Press Club of Winnipeg», né en 1942 et du «Canadian Press Club» de Toronto, établi en 1951. Ses objectifs sont l'étude et l'interprétation de la vie canadienne, ainsi que l'intégration des cultures ethniques au Canada. En 1966, cinquante-trois publications faisaient partie de cette fédération, dont vingt-six de Winnipeg, vingt-cinq de Toronto, et une de Montréal. Il existe à Montréal un club de la presse ethnique affilié à la fédération de la presse ethnique du Canada, qui crée un certain lien entre les différents groupes ethniques. Malgré la création de cette fédération la presse ethnique vit en état de crise; elle dépend toujours de l'importance de l'immigration.

Quant à la presse parlée, ce n'est qu'en 1962 que le Conseil de la radio-télévision canadienne, dans une déclaration publique, définissait une politique restrictive au sujet des émissions en d'autres langues que le français, l'anglais, les langues esquimaudes et indiennes.* En 1964, suivaient des règlements officiels sur les émissions AM et FM.

À l'heure actuelle, Montréal occupe une place prédominante dans le monde de la presse ethnique.

1. Description

La presse écrite

L'instabilité de cette presse rend difficile l'évaluation précise de la quantité d'exemplaires publiés et vendus au Québec. Au Canada, au début de 1971, il y avait 90 publications, dont 49 hebdomadaires, 19 mensuelles, 10 bi-mensuelles, 3 bi-hebdomadaires, 4 quotidiennes, une trimestrielle et 4 sans périodicité fixe. Il faut noter que de ces 90 publications, 59 viennent de l'extérieur du Québec. Sur les 25 groupes ethniques recensés, 24 ont leur publications, dont 13 sont publiées au Québec; elles sont en majorité grecques, italiennes, arabes, juives, allemandes et portugaises, ce qui correspond plus ou moins aux plus forts groupes ethniques du Québec.

* Voir sur les langues indiennes et esquimaudes, notre Quatrième partie. Quant aux restrictions portant sur les émissions en autres langues, voir le Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, *L'apport des autres groupes ethniques*, Livre IV, p. 3.

La majorité des publications québécoises ont un tirage qui s'adresse, pour une large part, à l'extérieur de la province et qui a plus un caractère national que régional. Le «*Canadian Advertising Rates and Data*» de février 1971, montre que les cinq plus grands journaux ethniques canadiens sont imprimés à Montréal. Le premier est le *Il Cittadino Canadese* qui tire à 45,000 exemplaires environ. Il est suivi d'un deuxième journal italien *Il Corriere Italiano* avec 44,000 exemplaires, du *Canadian Zionist* avec 42,000 exemplaires, de *La Tribuna Italiana* avec 35,000 exemplaires, et, enfin, par le journal CIAO avec, lui aussi, 35,000 exemplaires; le journal grec *Ellenikos Tahydromos* a un tirage total de 14,500, et le journal allemand *Montrealer Nachrichten* tire à 12,200.*

Le tirage de la presse ethnique montréalaise s'élève aux environs de 335,000 exemplaires, ce qui se compare avantageusement au tirage des journaux édités à Toronto. Or, la majorité des journaux ethniques ont leur siège en Ontario, province qui attire actuellement la plus forte proportion d'immigrants. Ainsi les plus importants journaux ethniques canadiens sont tirés dans la Métropole, et une grande partie du tirage est destinée à l'extérieur. Il n'est pas exclu de croire que le caractère intellectuel de l'implantation montréalaise ait quelque influence en ce sens.

Mais si la part des journaux ethniques québécois est importante, celle des journaux publiés à l'extérieur de la Province l'est tout autant, qu'il s'agisse de journaux tirés au Canada ou à l'étranger. Il est très difficile d'avoir des données chiffrées sur la lecture des journaux importés au Québec. On peut noter que M. Dojack, lors de sa comparution devant la Commission sénatoriale, a estimé à environ deux millions et demi à trois millions le nombre des lecteurs des publications ethniques** au Canada.

La presse parlée

Au Canada, la radiodiffusion est du domaine de l'entreprise privée. Elle est assujettie aux règlements du Conseil de la radio-télévision canadienne. Dans la mesure où celui-ci n'exige pas une classification des programmes, il est difficile de connaître la

* Voir document 294/E.

** Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des Communes sur la Constitution du Canada. Fascicule S:41-50 Journée du 12 septembre 1972.

part faite aux groupes ethniques. Il existe dix-sept stations de télévision au Québec diffusant plus de deux cent huit (208) heures en français par jour, et plus de quarante-neuf (49) heures en anglais. Sur les soixante-quatorze stations radiophoniques privées du Québec, trois seulement utilisent une langue autre que le français et l'anglais. Et de ces trois postes, il y en a seulement deux consacrés entièrement à des groupes ethniques: «Écho de Portugal» et CICR «Radio Italia». Les autres groupes peuvent cependant suivre quelques programmes à la radio et à la télévision que d'autres postes leur consacrent. Une permission spéciale est requise pour émettre chaque semaine plus de 15% du temps d'émission dans une langue autre que le français et l'anglais. Seule, au Canada, la station CFMB de Montréal a obtenu cette autorisation. Le poste CKVL diffuse un programme hebdomadaire en italien «Dominica in Blue». Quant à la télévision, le canal «12» présente un programme en italien d'une durée de deux heures et demie: «Tele Dominica», et le canal «9» — cablevision — diffuse un programme en italien également d'une durée de quinze minutes, tous les jours: «Programma Italiano», et un programme espagnol tous les lundis à 19 heures.

Il faut donc souligner la rareté des programmes de radio ou de télévision ethniques. Ce mode de diffusion n'a pas atteint une organisation complète. Cependant, le service international de Radio-Canada diffuse des émissions à l'étranger qui sont importantes dans la mesure où elles peuvent atteindre le futur immigrant. Son but est de mieux faire connaître le Canada à travers le monde en diffusant sur ondes courtes des émissions quotidiennes en plusieurs langues, ainsi que des émissions enregistrées pour retransmissions locales en pays étrangers. Les langues employées sont l'anglais, le français, l'allemand, l'espagnol, le portugais, le tchèque, le slovaque, l'ukrainien, le polonais, le hongrois et le russe. Les programmes sont diffusés vers l'Europe, l'Afrique, le Sud du Pacifique, l'Amérique latine, les Antilles et les États-Unis.

Les rôles de la presse parlée et écrite

La presse des minorités ethniques, qu'elle soit écrite ou parlée, remplit une fonction spécifique au niveau d'un vouloir-vivre collectif et à celui de l'intégration. Ce double rôle sera caractérisé, d'une part par l'identification d'objectifs généraux de la presse ethnique et, d'autre part, par la signification de son implantation

en milieu québécois. La presse ethnique se donne pour tâche de satisfaire le besoin de rattachement à une culture, tout en rendant le nouveau milieu plus hospitalier. Elle amenuisera considérablement le choc de l'adaptation.

Par leurs media d'information les groupes ethniques peuvent faire valoir leur culture, leurs opinions et leur apport au public canadien. La presse écrite et parlée leur est plus accessible; c'est donc elle qui peut informer la majorité sur les particularités de cette portion de la population.* Elle expriment un besoin de vouloir-vivre collectif primordial pour la plupart des minorités ethniques. Mais, on ne saurait trop insister en rappelant que les moyens d'information des minorités sont un trait d'union entre l'immigrant et la société dans laquelle il vit. C'est un contact direct dans sa langue maternelle, qui évite l'isolement à celui qui vient d'arriver et à celui qui ne parle aucune des deux langues officielles.

2. Attitudes vis-à-vis des francophones et des anglophones

En général, la presse des autres groupes ethniques ne manifeste aucune attitude précise, ni dans un sens ni dans l'autre, à l'égard des francophones et des anglophones. En somme, on essaie de ne pas en parler. Ce qui ne veut pas dire qu'on se désintéresse de la question. La presse juive est en général celle qui parle le plus du Québec.

On se réjouit de l'existence de l'émission «Citoyen du Monde» et de la revue «Presse Ethnique», qui sont les seules initiatives de ce genre au Canada.**

Si la presse des autres groupes reste souvent muette quant à ce problème québécois cela ne veut pas dire que ceux-ci sont défavorables aux Canadiens français mais, — soit par prudence soit par décence — ils préfèrent garder le silence. Parfois ils s'élèvent contre la confusion qui règne entre travailler en anglais et s'intégrer au groupe anglophone.

* Commission B.B., Vol. IV, p. 179. «Ces media peuvent contribuer à maintenir et à consolider la culture et l'identité d'un groupe, de même qu'à amener l'ensemble de la société à mieux comprendre l'apport des différents groupes ethniques».

** Journal *Howin Ukrainy*. 1) Émission «Citoyen du Monde», 30 janvier 1971. 2) «Revue de la presse ethnique», 20 novembre 1971.

La presse juive publie un journal français à Toronto, mais, par contre, son journal le plus important est publié en anglais à Montréal et couvre le Canada et une partie des États-Unis.* L'attitude de la presse ethnique va donc varier entre ces deux positions. Elle prend rarement parti mais, devant un problème donné, c'est toujours par le biais d'un compromis qu'elle va s'exprimer.

3. *Attitudes vis-à-vis de la langue française*

La presse des autres groupes ethniques vise au maintien et à l'épanouissement de la langue et de la culture de chacune des minorités. Toutefois, la plupart des groupes étudiés sont favorables à la propagation de la langue française, sans négliger pour autant l'apprentissage de l'anglais.

Certains faits doivent être relevés. Par exemple, les Polonais et les Juifs publient leurs bulletins également en français. Par conséquent, ils contribuent à l'utilisation du français au Canada. Depuis quelques années la grande majorité des invitations, convocations, albums, etc., sont trilingues. Les différentes études de la Commission montrent l'attitude positive que prend la presse des allogènes vis-à-vis de la langue et de la culture françaises. Souvent on encourage l'étude de la langue française. Ainsi dans les journaux polonais et grecs l'on incite le lecteur à se familiariser avec le français.** Un journal allemand, le «Montrealer Nachrichten», publie régulièrement une demi-page de leçons de français.*** En mars 1970, un journal juif déclarait: «Le caractère français du Québec est incontestable. La langue française y est la langue *de jure* et non la langue *de facto*».****

Mais ce n'est pas toujours facile de pencher du côté francophone. Le rédacteur en chef de la «Tribuna Italiana» affirme: «Notre force et notre faiblesse a été de nous battre pour l'intégration à la communauté francophone. On nous a accusés d'être séparatistes. Nous avons perdu du prestige aux yeux de la communauté italienne».*****

* Journaux juifs: publié à Toronto, *Le Nouveau Monde*; publié à Montréal (le plus important journal juif de tout le Canada), *Canadian Zionist*.

** Doc. 90/E — T. Solowij: «*Les media d'information des groupes ethniques juif, allemand, polonais et ukrainien*».

*** Cité dans *Le Soleil* du 7 février 1970.

**** *Idem*.

***** M. Giacomo Cicirello, cité par *Le Soleil*, 7 février 1970, p. 17.

En fait, lorsque la question du problème linguistique se pose, la presse ethnique réagit en insistant sur le maintien de l'identité culturelle, en refusant de prendre position sur la situation socio-politique, et en reflétant davantage les attitudes du milieu anglophone. Les presses juive, allemande, polonaise et ukrainienne, se veulent l'une des forces principales du maintien de l'identité culturelle. Quant aux problèmes linguistiques, les journaux se prononcent en faveur du bilinguisme. Une exception cependant pour la presse juive, qui accorde la priorité à la langue française au Québec. La presse portugaise refuse de prendre position et la presse italienne est divisée.

Quant à la radio, elle accorde une place prépondérante à la musique légère de chaque groupe et très peu à d'autres formes d'identité culturelle. Viennent ensuite les annonces publicitaires et les nouvelles. En mai 1971, le poste CFMB, dont l'administration appartient à un groupe de Canadiens d'origine polonaise, présentait un programme en français pour les autres groupes ethniques durant une heure et quarante-cinq minutes sur les ondes, réservant une heure et quart aux leçons de français et une demi-heure aux programmes religieux. Par contre, elle consacrait pour son programme en anglais un total de sept heures et quarante-cinq minutes: deux heures et demie de leçons d'anglais et cinq heures et quart de programmes religieux.*

De façon générale, lorsqu'elle discute de problèmes linguistiques, la presse ethnique souligne constamment la nécessité du bilinguisme, tout en reconnaissant de plus en plus l'importance du fait français.

4. Attitudes vis-à-vis de l'enseignement

L'attitude de la presse ethnique à l'égard du problème de l'enseignement au Québec est analogue à celle qu'elle prend vis-à-vis de la langue française. Elle ne se déclare pas contre l'enseignement en français, mais bien contre l'enseignement uilingue français. En général, elle favoriserait un système d'écoles bilingues, soit à l'avantage du français, soit à l'avantage de l'anglais, selon le groupe qu'elle représente. La presse ethnique juive déclare, parfois, préférer

* Programme hebdomadaire du poste CFMB, propriété de Château Broadcasting Co. Ltd.

l'enseignement en français, mais souligne la nécessité de l'anglais. La presse ukrainienne se dit également favorable à l'enseignement du français, mais elle insiste sur le fait que l'ukrainien doit être conservé et développé. Il faut noter qu'il existe des bulletins pour l'enseignement du français, adaptés aux Ukrainiens, et qui ont été préparés au Canada.

Dans son ensemble, la presse ethnique est peu loquace sur ce sujet. À l'exception de l'«affaire Saint-Léonard» et de certains articles dans la presse italienne,* on s'abstient de tout commentaire et on préfère éviter le sujet.

La presse ethnique se fait l'écho des doléances des différentes minorités qu'elle dessert. La plus importante est celle concernant le libre choix de la langue et de la culture. La priorité des droits des parents quant au choix de l'école est un sujet que l'on retrouve à peu près dans tous les journaux. On demande que les parents soient persuadés et non forcés d'envoyer leurs enfants aux écoles françaises, et l'on réclame aussi un meilleur anglais dans les écoles françaises. On critique également, et plus particulièrement dans la presse allemande, la non-reconnaissance des diplômes européens. Enfin, on se plaint aussi du mauvais enseignement du français dans les écoles anglaises. Une autre doléance concerne le droit de vote et le droit d'élection au sein des «Protestant School Boards». La presse parlée, qui n'a pas le dynamisme de la presse écrite, ne mentionne que très rarement les problèmes québécois.

En général, la presse des groupes des minorités ethniques n'est pas contre l'enseignement du français, mais elle est contre un enseignement unilingue français et favorable à l'enseignement bilingue.

5. Les sources d'information des moyens de communication

Les difficultés financières de la presse des minorités ethniques l'empêchent d'avoir à sa disposition un personnel stable et permanent et un service de presse et d'information. Les journaux font de leur mieux avec des moyens très faibles, et l'information coûte cher! Aussi, les ressources sont, pour la plupart, d'origine privée; les

* Voir «L'affaire Saint-Léonard», Doc. 303/E.

journalistes bénévoles travaillent à mi-temps ou reçoivent un salaire très minime.

C'est de cette façon seulement que les journaux arrivent à informer leurs groupes sur les événements qui leur semblent importants. Certains journaux, à très faible tirage, sont d'une qualité qui laisse à désirer. La presse ethnique puise souvent ses renseignements dans les journaux publiés dans les pays d'origine, ou dans la langue du groupe ailleurs qu'au Canada. Les rédacteurs et les collaborateurs se consultent; quelques-uns appartiennent à la presse anglophone.

Il existe différents services d'information mis à la disposition de la presse ethnique. Entre autres: «Canadian Scene», qui est la publication d'un groupe privé fondé à Toronto en 1951, et qui fournit gratuitement du matériel à toutes les publications ethniques non communistes du Canada, en anglais, en français et en douze autres langues. «Canadian Scene» présente l'activité des ministères fédéraux et fait connaître le Canada, ses villes, son histoire, son droit et ses arts.

Grâce à «Canadian Scene», ont paru dans la presse ethnique des articles traitant de sujets historiques québécois. Le gouvernement fédéral publie également, de temps à autres, des annonces. Enfin, la «Fédération canadienne de la presse ethnique» n'a pas encore de service officiel d'information, mais transmet un grand nombre de renseignements. Le gouvernement fédéral met à la disposition de la presse ethnique le journal du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, «Citizen», qui est souvent cité.

Le gouvernement québécois, pour sa part, communique quelques bulletins aux journaux, en italien, en allemand et en ukrainien. C'est par le truchement de la «Revue de presse ethnique» et par la traduction des communiqués que le gouvernement provincial fait publier certains articles et communiqués dans la presse ethnique. Mais ces bulletins sont rares.

Les commissions scolaires négligent la presse ethnique, et l'attitude de la Commission des Écoles Catholiques de Montréal, en ce qui concerne les leçons de français au poste de radio CFMB, est — au dire de son président — difficile à comprendre. Faute de cette assistance et en dépit de demandes réitérées, ce sont les leçons émanant de l'Office de Radiodiffusion française qui sont transmises.

Le Québécois du tiers groupe peut donc apprendre les réalités québécoises «en contemplant le monde du haut de la Tour Eiffel».

Le poste CFMB est le seul au Québec qui soit autorisé par le Conseil de la Radio-télévision canadienne à consacrer jusqu'à 40% de son temps de radiodiffusion hebdomadaire aux programmes en d'autres langues que le français et l'anglais. Il possède le service Telbec, dont les collaborateurs maintiennent un contact suivi avec le ministère de l'Immigration du Québec. Il dispose, comme tous les autres postes de radiodiffusion et de télévision, des services de «Canadian Scene», qui fournissent des textes en douze langues. Les autres nouvelles sont d'origine privée, et beaucoup d'informations proviennent de la lecture des journaux locaux, ainsi que de la lecture des journaux de la mère-patrie. Il reçoit également des nouvelles de ses correspondants, le plus souvent situés en Europe, aux États-Unis et également en Israël. Enfin, il faut signaler que des émissions ethniques proviennent plutôt des stations anglophones. Donc, la presse parlée, comme la presse écrite, est plus soutenue par le groupe anglophone que par le groupe francophone.

Les municipalités, les commissions scolaires, sauf les commissions protestantes, la presse francophone et anglophone* et le gouvernement du Québec, ne contribuent que de façon très superficielle ou pas du tout à l'information des media de communication des groupes ethniques.

6. Les nouvelles de la mère patrie

D'une manière générale, l'analyse de la presse ethnique révèle que les périodiques des minorités consacrent près de la moitié de leurs colonnes à l'information, un quart aux loisirs et récréations, et un quart à la publicité. Le quart des colonnes d'information est consacré aux activités du groupe, c'est-à-dire 13% de l'espace total. Il faut ajouter que les nouvelles du pays d'origine occupent 20% des colonnes réservées à l'information.**

* Pour ce qui est du caractère très sporadique des nouvelles portant sur les groupes ethniques et sur les immigrants dans les journaux de la langue française et anglaise, voir l'étude du Bureau de la Recherche de la Commission. «Les immigrants à travers la presse francophone et anglophone», 1972.

** Robert F. Adie, «The Ethnic Press», Research report pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, 1967, p. 188.

Au niveau des nouvelles concernant la mère patrie, l'objectif de la presse ethnique s'identifie au désir de maintenir le lien du groupe avec son milieu culturel d'origine.

La presse des ethnies allemande, juive, polonaise et ukrainienne accorde une place importante aux nouvelles concernant les activités de leur ethnie respective. Pour la presse portugaise, cette rubrique n'apparaît pas en priorité, non plus que dans la presse espagnole, où elle semble encore moins importante; par contre la place occupée par les nouvelles en provenance de la mère patrie est appréciable.

Les programmes accordent une large part à la musique de chaque groupe ethnique, moins aux annonces publicitaires, et aux informations concernant le groupe. On passe quelques entrevues avec certaines personnalités notables qui traitent d'événements du pays d'origine, et quelques programmes au cours desquels l'on parle des différents aspects de la culture du groupe ethnique concerné.

Par exemple, on diffuse quotidiennement en italien des nouvelles sur le Québec, le Canada, l'Italie et la vie internationale. Le poste «Écho du Portugal» semble avoir été créé pour maintenir et renforcer la culture portugaise, pour permettre aux membres de ce groupe de communiquer entre eux et pour les renseigner sur le Portugal. Les annonces publicitaires, venant surtout du groupe ethnique lui-même, tant de Montréal que de Toronto, occupent beaucoup de temps. Les actualités sur le Portugal et sur le groupe ethnique passent trois fois par jour.

7. Les activités québécoises

De façon globale, à part quelques journaux italiens et juifs, l'actualité québécoise ne prend qu'une place restreinte dans les publications. Certains journaux (ukrainiens et allemands) accordent même plus d'importance aux actualités canadiennes ou aux nouvelles des autres provinces. Elles occupent peu d'espace si on les compare à celles émanant de la mère patrie. La place assez réduite laissée aux nouvelles locales (canadiennes et québécoises) s'explique par le fait que les nouvelles du pays d'origine sont prêtes à être imprimées, qu'elles ne nécessitent ni traduction ni rédaction, ce qui est très économique.

Toutefois, dans la presse espagnole et portugaise, l'actualité québécoise, occupe souvent, quoique modestement la première page et est privilégiée par rapport à celle du Canada. La presse italienne, pour sa part, est aussi attentive à la politique québécoise. Par exemple, elle a élu le Ministre Castonguay l'homme de l'année en 1971, et M. Marc Carrière, en 1972. Les publications grecques concentrent moins leur attention sur l'actualité québécoise. Elles s'intéressent néanmoins aux questions sociales et scolaires et notamment à la réorganisation de l'administration des écoles sur l'île de Montréal. Depuis 1971, le journal *Écho* publie chaque mois un article sur l'histoire du Québec.

Mais cette attitude est récente. Il semble que les actualités québécoises aient pris plus de place dans les journaux ethniques seulement au cours de ces deux dernières années et pour deux raisons. D'une part, le fait que le gouvernement du Québec ait créé, en 1970, le service de la «Revue de la presse ethnique», dont le mandat est en partie de communiquer avec les groupes ethniques et leurs media d'information et, d'autre part, il y eut, cette année-là, des événements politiques tragiques.

La presse parlée procède de la même manière que la presse écrite, à cette différence près que les actualités québécoises y occupent moins de place, tout comme les actualités canadiennes. Toutefois, les programmes de CFMB à Montréal montrent que l'on a porté davantage d'attention aux événements québécois ces dernières années. Les cours de français ont pris plus d'importance en 1972 qu'en 1971, tandis que les cours d'anglais ont disparu en 1972.

L'absence, jusqu'en 1970, d'un service organisé et permanent de renseignements et de contacts entre les media ethniques et le gouvernement a été interprétée par la population non francophone et non anglophone comme un désintéressement continu à l'égard de la vie collective des divers groupes minoritaires qui demeuraient au Québec. Le retard et les tentatives trop timides du gouvernement du Québec à manifester sa présence et à fournir des nouvelles québécoises aux moyens d'information jusqu'à ces deux dernières années ont nui aux possibilités d'entente entre les groupes des minorités ethniques et la population francophone québécoise. La comparaison sur ce plan avec l'Ontario, qui possède des services

de traduction depuis bon nombre d'années, place le gouvernement du Québec et les Canadiens français dans une position difficile à expliquer, et peu favorable aux relations entre minorités ethniques et francophones.

8. *La publicité*

La publicité occupe beaucoup moins d'espace dans les publications ethniques que dans les publications canadiennes. Il est très difficile de déterminer, même de façon approximative, le pourcentage de l'espace ou du temps occupé par les annonces dans les différentes publications et programmes radiophoniques. Deux facteurs y contribuent: d'une part, certains journaux n'acceptent pas de publicité, comme le *Bulletin du Cercle juif* et le *Bulletin du Congrès canadien-polonais* et, d'autre part, la publicité varie en fonction du tirage du journal. D'après le Rapport de la Commission royale d'enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme,* la publicité dans la presse ethnique occupe à peu près 25% de l'espace, contre 40 à 60% dans la presse canadienne. Il semble en fait que 20% soit une bonne moyenne.**

9. *Le taux d'utilisation des moyens d'information*

a) *La presse écrite*

Les groupes britanniques et français n'ont pas à être pris en considération, puisqu'ils sont desservis par la presse dans leur propre langue. Les membres des autres groupes ethniques montrent en général une préférence pour la presse anglaise, à l'exception des Portugais et des Italiens. Grecs et Italiens manifestent en outre une préférence pour les publications dans leur langue d'origine. Toutefois, Allemands, Israéliens, Hongrois et Polonais prennent leurs informations en anglais plutôt qu'en français ou dans leur langue maternelle.

* *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme*, Livre IV, p. 189.

** T. Solowij, juin 1971: «Les media d'information des groupes ethniques juif, allemand, polonais et ukrainien». Recherches pour la Commission.

Tableau 45**Journaux ou revues lus par les autres groupes ethniques (en pourcentage)**

Groupe	Journaux ou revues en langue		
	française	anglaise	autre
Britanniques	-	100	-
Français	93	7	-
Italiens	34	11	55
Allemands	6	89	5
Grecs	6	29	65
Portugais	57	27	16
Israéliens	13	87	-
Polonais	16	71	12
Hongrois	8	86	6

Source: Y. Bordeleau et R. Didier, *op. cit.*, Compilation de tableaux, p. 105 et ss.**b) L'écoute de la presse parlée**

Les émissions de radio et de télévision en langue autre que l'anglais et le français sont encore plus rares que les revues et les journaux, comme l'indique le tableau 46.

Toujours sans tenir compte des Britanniques ni des Français, les résultats obtenus peuvent être comparés à ceux qui concernent la lecture de la presse écrite, à savoir que les Portugais et les Italiens préfèrent les émissions en langue française. En général, on constate que les émissions en français jouissent d'une audience supérieure à celle de la presse écrite.

Qui utilise la publicité?

La publicité, lorsqu'elle est acceptée dans les périodiques des groupes ethniques, représente toujours une partie importante du volume des annonces. La publicité privée, en provenance du milieu franco-qubécois, est très faible: à l'exception d'une banque à charte et d'une banque d'épargne; elle est peut-être plus fréquente à la station radiophonique CFMB. Par contre, la publicité provenant des milieux anglo-qubécois, quoique faible, est plus importante que celle qui vient du milieu franco-qubécois. Elle se rapporte

Tableau 46

Émissions de radio et de télévision suivies par les autres groupes ethniques (en pourcentage)

Groupe	Émissions en langue					
	française		anglaise		autre	
	radio	T.V.	radio	T.V.	radio	T.V.
Britanniques	-	1	100	99	-	-
Français	85	89	15	11	-	-
Italiens	47	60	22	35	30	-
Allemands	7	6	92	94	1	-
Grecs	7	8	41	87	52	5
Portugais	53	55	41	48	6	-
Israéliens	16	13	84	87	-	-
Polonais	31	27	67	73	2	-
Hongrois	16	12	84	88	-	-

Source: Bordeleau et Didier. *op. cit.*, Compilation de tableaux, p. 105 et ss.

également aux banques ainsi qu'aux institutions financières et aux grandes sociétés de production de biens de consommation (alcool, bière, cigarettes, etc.). D'une manière générale, les annonces dans la presse ethnique sont fournies surtout par les membres du groupe concerné et elles ne se limitent pas à la frontière du Québec. Beaucoup d'annonces proviennent de Toronto et même des États-Unis. Les annonceurs les plus importants sont les lignes aériennes, les agences de voyages, les constructeurs d'automobiles (les Français et les Allemands surtout), la maison Seagram. La publicité est plus importante pour les journaux qu'elle ne l'est pour la radio, à l'exception du poste «Écho du Portugal».

Le gouvernement du Canada ne fait de la publicité que pour vendre ses obligations d'épargne. Les autres annonces, par exemple celles du Centre de la Main-d'œuvre du Canada, sont diffusées gratuitement. Toute la publicité payée et non payée faite par le gouvernement fédéral ne reflète pas le caractère bilingue du Canada, mais plutôt le caractère anglophone du pays.

Pour ce qui est des annonces du gouvernement du Québec, elles sont presque absentes dans les publications ethniques; on relève

toutefois l'avis que notre Commission y a fait paraître le 25 février 1969. Seules, quelques annonces sont publiées, sur la Régie de l'assurance-maladie et sur «Loto-Québec». La presse ethnique publiée à l'extérieur n'a reçu aucune annonce du gouvernement. Enfin, on remarque que les commissions scolaires ne se servent pas de la presse des groupes ethniques. Aucune publicité n'apparaît concernant l'inscription des enfants ou le programme des cours.

En résumé, les annonces de la presse ethnique viennent surtout du groupe lui-même et ensuite du groupe anglophone de Montréal, de Toronto et même des États-Unis, autre indice d'un plus grand intérêt que la communauté anglophone porte aux groupes ethniques.

10. Les difficultés de la presse ethnique

Nous avons déjà noté la mauvaise situation financière de la presse ethnique.

Le maintien de la presse des groupes ethniques dépend donc directement de la volonté du vouloir-vivre collectif propre à chaque groupe, au renouvellement et à l'accroissement de ses effectifs. Ce renouvellement est essentiel, sinon l'utilisation exclusive de la langue d'origine disparaît déjà à la deuxième génération et devient objet de désaffection; certains problèmes de ghetto remués par la génération aînée n'intéressent plus la jeunesse.* Aussi, on se mettra à publier un journal partie en anglais partie en français pour rejoindre la deuxième génération, à l'exception de la presse juive, dans la mesure où elle lutte encore contre l'anglicisation de son groupe et cherche à intéresser les jeunes à apprendre le yiddish.

De plus, il faut noter la concurrence étrangère et celle des autres provinces. Par exemple, le quotidien italien le plus important dans cette langue en Amérique du Nord, provient de New York: «Il Progresso Italo-Americano», qui a un correspondant à Montréal.**

Il existe donc peu de services d'information pour les groupes ethniques au Québec, et ceux-ci sont de date récente.

* V. Turek, *The Polish-Language Press in Canada*, Toronto, Polish Research Institute of Canada, 1962, p. 28. R. Choulguine, «La contribution culturelle des Ukrainiens au Canada», p. 103.

** Doc. 92/E. E. Lariccia, p. 14.

En résumé, le grand problème de la presse ethnique est le manque de fonds qui la place dans une attitude de dépendance vis-à-vis de toute organisation qui veut bien l'aider pour la mise sur pied, soit de son programme de radio ou de télévision, soit de son journal. Cette aide provient, le plus souvent, d'organismes situés en dehors de la province, ce qui ne fait qu'accentuer la tendance à l'assimilation anglophone.

11. L'attitude du gouvernement québécois vis-à-vis de la presse des autres groupes ethniques

L'absence d'une politique claire et précise de la part du gouvernement du Québec vis-à-vis des groupes ethniques ainsi que, d'une façon beaucoup plus générale, vis-à-vis de l'immigration, se retrouve dans l'attitude du gouvernement du Québec face à la presse et aux autres moyens d'information des groupes minoritaires de la Province. Les efforts du gouvernement apparaissent souvent contradictoires et n'aident pas à l'établissement de rapports avec la presse ethnique.

Au mois de décembre 1970, l'Office d'Information et de Publicité du gouvernement du Québec a inauguré — en collaboration avec le service de traduction de l'Assemblée nationale — un service de traduction des communiqués à l'intention de la presse ethnique. L'OIP s'est limité à faire traduire des bas de vignettes ou légendes et quelques législations sociales, envoyés à une douzaine de publications. Mais, les attributions de l'OIP passèrent, en 1971, à la Direction générale des communications gouvernementales (DGCG) et le service de traduction passa à la Direction de l'édition, du ministère des Communications. Actuellement, les communiqués préparés par la DGCG sont traduits seulement en trois langues (italien, allemand, ukrainien) à cause du manque de crédits budgétaires.

Les communiqués publiés par les services du gouvernement provincial ne sont pas très attrayants, ni très représentatifs de la culture franco-québécoise. Les articles de fond et d'actualité sont assez rares; on parle à l'immigrant, du raton-laveur, du rat musqué ou de choses plus «sérieuses» comme l'éclipse totale du soleil. C'est dans le secteur des affaires sociales seulement que l'on est arrivé à donner des articles de fond: notamment, sur le code du travail, le salarié et l'employeur, l'accréditation du syndicat, les

négociations collectives, etc. Enfin, de temps en temps, quelques articles sont transmis directement en langue anglaise.

La Revue de la presse ethnique, créée au début de 1971, a pour fonction de renseigner le gouvernement québécois, notamment le Cabinet du Premier Ministre, les ministères de l'Immigration, de l'Éducation, des Affaires intergouvernementales, et autres, sur les groupes ethniques.

En dehors des organisations officielles, le gouvernement du Québec fait peu d'efforts pour maintenir un contact avec la presse ethnique en général. Il n'existe que peu d'annonces du gouvernement du Québec, alors que la presse ethnique est très importante à Montréal. Comme nous l'avons dit, cette presse n'est ni locale ni régionale, mais a plutôt un caractère national. Une grande partie de son tirage est envoyée en dehors du Québec.

Elle est d'autant plus importante qu'elle transmet l'image du Québec dans le Canada. Les compagnies aériennes, ainsi que les constructeurs d'automobiles se sont rendu compte de l'importance de la presse ethnique; pourquoi pas le gouvernement ou les institutions et les entreprises québécoises? Comme le gouvernement fédéral, le gouvernement provincial pourrait y faire de la publicité lors de ses émissions d'obligations, d'emprunts de l'Hydro et de demandes d'emploi dans la fonction publique. Cela aurait au moins l'avantage incontestable d'introduire du français dans certains journaux et de créer des contacts directs entre la presse ethnique et le groupe francophone. Il serait également très souhaitable d'inviter les représentants de la presse ethnique, ainsi que ceux de la radio, dans toutes les manifestations publiques à caractère officiel. À l'exemple de l'Ontario, il conviendrait que les autorités du gouvernement participent aux réunions et aux congrès organisés par les groupes ethniques, étant donné la publicité qui en résulte. L'effet de la visite du ministre M. Yves Gabias auprès de la presse ethnique ne fut qu'un exemple sans lendemain. Il faudra attendre 1971 pour que cette attitude soit reprise par le ministre de l'Immigration, M^e Jean Bienvenue, qui manifeste par des visites fréquentes très appréciées des autres groupes ethniques, le renouveau de l'intérêt du gouvernement pour les minorités québécoises.

Conclusion

Les media d'information représentent l'un des principaux moyens d'affirmation d'un vouloir-vivre collectif. La radio-télévision, loin d'être aussi implantée que la presse, n'en est qu'à l'étape de la gestation. L'avenir de la radio-télévision ethnique reste encore à être organisé. Il faudra tenir compte du rôle fondamental que jouent ces moyens pour faciliter l'intégration de l'immigrant à la communauté d'accueil et pour catalyser le vouloir-vivre collectif des minorités ethniques à la réalité du fait français au Québec et au Canada. Une attitude négative, au contraire, ou encore l'absence de communications et de liens entre les moyens d'information des minorités ethniques et les autorités gouvernementales, ne peuvent qu'accroître l'isolement de ces minorités vis-à-vis des Canadiens français.

C. Le pluralisme culturel

1. La position de la Commission royale d'enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme

La Commission royale d'enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme ne parle pas de multiculturalisme dans le Livre IV de son rapport, intitulé: «L'apport culturel des autres groupes ethniques». Mais elle rappelle simplement que le mandat de la Commission l'a chargée de tenir compte de «l'apport des autres groupes ethniques à l'enrichissement culturel du Canada ainsi que les mesures à prendre pour sauvegarder cet apport». Le terme «autres groupes ethniques» signifie dans le rapport de cette Commission, les groupes de personnes dont l'ascendance n'est ni britannique, ni française, ni indienne, ni esquimaude. Finalement, elle présente seize recommandations visant ces autres groupes ethniques. Le mandat confié à la Commission le 19 juillet 1963 par le gouvernement Pearson avait très clairement défini la société canadienne. Il s'agissait «de prendre les mesures pour que la Confédération canadienne se développe d'après le principe de l'égalité entre les deux peuples qui l'ont fondée». Mais le mandat prévoyait que l'on tiendrait compte de l'apport des autres groupes ethniques à ces deux cultures dominantes, «l'anglaise et la française», à ces «deux communautés». C'est ainsi que la Commission consacre le Livre IV de son rapport à ce sujet, partant du principe fondamental d'un Canada bilingue et biculturel, mais non assimilateur.

2. *Les réponses du gouvernement fédéral*

Le Premier Ministre du Canada, dans sa déclaration du 8 octobre 1971, devant la Chambre des Communes, s'est exprimé ainsi:

Aux yeux de la Commission, du Gouvernement et, j'en suis sûr, de tous les Canadiens, il ne peut y avoir une politique culturelle pour les Canadiens d'origine française et britannique, une autre pour les autochtones et encore une pour tous les autres. Car, bien qu'il y ait deux langues officielles, il n'y a pas deux cultures officielles et, aucun groupe ethnique n'a la pré-séance. Il n'y a pas un citoyen, pas un groupe de citoyens qui soit autre que Canadien et tous doivent être traités équitablement.*

Il ajoutait:

Le Gouvernement répond non seulement d'une façon positive aux recommandations de la Commission, mais pour respecter l'esprit du Livre IV, il désire les dépasser afin d'assurer le maintien de la diversité culturelle du Canada.

A vrai dire, en agissant ainsi, le Premier Ministre Pierre-Elliott Trudeau altérerait le programme qu'avaient lancé M. Pearson et la Commission.

La volonté de faire du Canada un pays biculturel disparaît pour être remplacée par celle d'en faire un pays multiculturel: c'est une innovation importante.

*L'un des besoins fondamentaux de l'homme est un sentiment d'appartenance, et une bonne partie du malaise social contemporain existe parce que ce besoin n'a pas été satisfait ... Le pluralisme ethnique peut nous aider à vaincre ou à éviter l'homogénéisation et la dépersonnalisation de la société de masse.***

C'est donc pour mieux s'identifier que l'on doit favoriser l'apport de chaque groupe ethnique. C'est aussi par souci de sécurité, pour atteindre un climat social moins tendu ou plus stable. En fait, le gouvernement Trudeau a posé comme principe qu'il y a

* La Commission royale d'enquête sur le Bilinguisme et le Biculturalisme.

** Déclaration du Premier Ministre, le 8 octobre 1971.

deux langues officielles, mais qu'il n'y a pas deux cultures officielles et qu'aucun groupe ethnique n'a la préséance.

Le ministre, M. Gérard Pelletier, en tant que Secrétaire d'État, avait déjà présenté «sa mise au point sur la politique culturelle du Canada» le 12 septembre 1970, à la «Conférence canadienne des Arts»:

Quand nous parlons de pluralisme culturel, nous faisons un choix, une option fondamentale pour le présent et l'avenir du Canada, à savoir: le développement chez nous d'une société multiculturelle. Le gouvernement refuse de sacrifier au profit de l'unité dans le conformisme, aucune des cultures qui sont représentées au sein de sa population, qu'il s'agisse de cultures européennes importées sur notre sol ou de cultures autochtones comme celles des Indiens ou des Esquimaux.

Le multiculturalisme dans un cadre bilingue apparaît au gouvernement comme le meilleur moyen de préserver la liberté culturelle des Canadiens.*

Le gouvernement fédéral a décidé d'accorder son aide à la politique de multiculturalisme de quatre façons différentes:

- 1° — le gouvernement doit s'efforcer d'aider tous les groupes culturels canadiens qui ont manifesté le désir et la volonté de progresser et dont le besoin d'assistance est évident, qu'il s'agisse de petits ou d'importants groupes organisés;
- 2° — le gouvernement doit aider les membres de tous les groupes à surmonter les barrières culturelles qui les empêchent de participer à la société canadienne;
- 3° — le gouvernement doit favoriser les rencontres et les échanges entre tous les groupes culturels du Canada dans l'intérêt de l'unité nationale;
- 4° — le gouvernement doit continuer d'aider les immigrants à apprendre au moins l'une des deux langues officielles et à s'intégrer entièrement dans la société canadienne.**

* Déclaration du Premier Ministre, le 8 octobre 1971.

** M. P.-E. Trudeau, discours du 8 octobre 1971, p. 3.

Le 12 janvier 1972, le Secrétariat d'État du Canada annonçait que, d'ici le 31 mars 1973, trois millions de dollars seraient consacrés à la politique fédérale du multiculturalisme.

La gestion de ces fonds est confiée à la Direction de la citoyenneté et du civisme au sein du Secrétariat d'État et à d'autres organismes gouvernementaux à caractère culturel.*

Le Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des Communes sur la Constitution du Canada a rejeté la théorie selon laquelle le Canada ne se compose que de deux cultures «parce que cette conception est trop étroite pour donner une image juste de ce qu'est notre peuple».**

Le Comité estime que le préambule de la nouvelle constitution canadienne devrait comprendre entre autres les objectifs suivants: «faire du Canada un pays bilingue et pluriculturel où tous les citoyens et tous les groupes quelle que soit leur origine ethnique puissent se sentir également chez eux»***. L'attitude des minorités ethniques face à la politique du multiculturalisme — et cela se comprend aisément — s'est montrée très favorable.

3. L'attitude du gouvernement du Québec

La Commission royale d'enquête sur l'enseignement avait abordé le problème du pluralisme culturel.**** Ce n'est qu'en 1968, lorsqu'on a créé le ministère de l'Immigration, que le gouvernement du Québec s'est intéressé officiellement aux cultures des divers groupes ethniques. L'article 4 de la loi créant ledit ministère lui donnait aussi comme fonction «de favoriser la conservation des coutumes ethniques». La Direction générale des groupes ethniques ainsi que le Comité consultatif devaient veiller à ce qu'un appui soit accordé aux groupes ethniques pour le maintien de leurs cultures propres.

Il est à espérer que le Québec saura profiter des structures tardives qu'il s'est données et leur assurer une continuité et une ampleur requises par l'urgence de rattraper le temps perdu.*****

* Communiqué no 1 — 1272 F, p. 1.

** Rapport final 1972, p. 2.

*** Rapport final 1972, p. 2.

**** Voir l'Introduction de ce Livre.

***** Ministère de l'Immigration du Québec, Rapport annuel se terminant le 31 mars 1970, p. 44.

Le 13 novembre 1971, M. François Cloutier, alors ministre de l'Immigration du Québec, réagissait favorablement à l'initiative du gouvernement fédéral portant sur le multiculturalisme. Dans une conférence donnée devant le Conseil du civisme de Montréal, il affirmait que:

*le gouvernement entend participer à cet aspect de la politique fédérale, et assumer ses responsabilités à cet égard, compte tenu de sa juridiction. Les divers groupes ethniques du Québec ont donc tout intérêt à espérer une action concertée entre les deux niveaux de gouvernement.**

Dans sa déclaration du 3 octobre 1972, ** madame Thérèse Baron, sous-ministre de l'Éducation, précisait, exemples à l'appui, l'attitude de son ministère envers la culture des Esquimaux, des Indiens, et des autres ethnies. Ainsi, le ministère de l'Éducation reconnaît un programme scolaire comportant en plus des cours de français et d'anglais, l'enseignement des langues du tiers-groupe, des cours de religion dans les mêmes langues, et éventuellement, des cours portant sur les diverses cultures des minorités. Des cours de langues et de cultures concernant les groupes minoritaires pourraient être donnés aussi au niveau secondaire comme option dans les écoles publiques, et même au niveau élémentaire, surtout lorsqu'il s'agit d'options offertes dans les écoles privées qui accepteraient de dispenser l'enseignement en français.

Cette attitude de coopération témoignée par le ministère de l'Éducation devrait inspirer aussi les politiques culturelles futures du ministère de l'Immigration s'il veut remplir une partie du mandat qui lui a été confié lors de sa création.

Comme on pouvait s'y attendre, des voix se sont élevées contre la politique du multiculturalisme, considérée comme une menace pour la communauté canadienne-française quant à son droit à l'égalité dans un Canada bilingue et biculturel. On se méfie d'un bilinguisme qui serait dépourvu de la base sociologique et symbolique que

* «La culture québécoise et les groupes ethniques», p. 8. Conférence prononcée devant le Conseil du Civisme de Montréal.

** Lors d'un colloque organisé à Québec par le Centre québécois des relations internationales et portant sur la «Culture et société québécoises».

lui confère «le mariage de deux communautés linguistiques et culturelles à l'intérieur de la Confédération canadienne».*

4. Les attitudes des autres provinces

Monsieur John Yaremko, secrétaire de la province et ministre de la Citoyenneté de la province d'Ontario, lui-même d'origine ukrainienne, avait déjà, en février 1969, au cours de la seconde conférence constitutionnelle, défini assez clairement la position de l'Ontario quant aux problèmes du pluralisme culturel. «Le Canada, avait-il dit, devrait être un pays bilingue tout en conservant son caractère multiculturel». En juin 1972, le gouvernement ontarien a organisé à Toronto plusieurs conférences pan-canadiennes sur le thème «Héritage de l'Ontario» dont le but était d'identifier et de résoudre les problèmes et les questions que l'avenir du pluriculturalisme pose à la société. Toutes ces réunions ont abouti aux recommandations suivantes:

- l'enseignement primaire dans la langue maternelle (système déjà établi pour les Italiens de Toronto) pourrait s'appliquer aux enfants indiens;
- des cours de civisme devraient être dispensés à l'étudiant pour le rendre plus tolérant, plus éveillé face aux autres communautés culturelles;
- des cours portant sur la langue et la civilisation des différents groupes ethniques pourraient mettre en relief un Canada multiculturel;
- des cours d'histoire des différents groupes culturels devraient être donnés; (un cours sur l'histoire des Franco-ontariens avait été préparé);
- le programme d'échanges culturels de l'Ontario devrait être élargi pour refléter la nature multiculturelle de la population ontarienne;
- l'établissement d'une commission ministérielle devrait avoir une représentation adéquate des groupes ethniques afin d'étudier toute demande pour l'enseignement d'une langue, ses possibilités, son coût et ses mécanismes.

* Guy Rocher, «Les ambiguïtés d'un Canada bilingue et multiculturel». Communication présentée à la Société canadienne de Sociologie et d'Anthropologie, le 30 mai 1972.

Enfin, soulignons que de nombreux fonctionnaires de la province de l'Ontario ont une connaissance d'autres langues que le français et l'anglais. La Division de la Citoyenneté du gouvernement de la Province a préparé une liste indiquant le nombre de fonctionnaires, dans les ministères de cette province ayant les qualifications d'interprètes-traducteurs. Il s'agit de 2,305 fonctionnaires répartis en 20 ministères qui ensemble connaissent 75 langues.

Le gouvernement de l'Alberta a organisé en juin 1972, une conférence concernant les groupes ethniques. Le premier ministre albertain, M. Lougheed, a adressé des invitations à travers tout le pays à de nombreuses personnes appartenant à différents groupes ethno-culturels. Quatre ministères albertains, de la Culture, de la Jeunesse et des Loisirs, de l'Éducation, et des Affaires inter-gouvernementales, ont formé le Bureau d'organisation de la Conférence.

La conférence a présenté plusieurs propositions, notamment celle qui portait sur l'organisation de l'enseignement des langues autres que l'anglais et le français, et également celle qui portait sur les subventions aux activités culturelles des groupes ethniques. Enfin, M. H.A. Schmid, ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Loisirs, a annoncé, dans son allocution finale, la création prochaine d'un «Conseil ethnique».*

Le gouvernement de la province du Manitoba a constaté que tout le domaine culturel et linguistique avait été négligé.** Une conférence appelée «Manitoba Mosaic» a été organisée conjointement avec le ministère des Relations fédérales-provinciales, le service d'action sociale du Secrétariat d'État du Canada et la division d'extension de l'université du Manitoba. Elle s'est tenue en octobre 1970 à Winnipeg. La tâche principale fut de dégager et d'élaborer une politique législative, ainsi que des programmes destinés à être appliqués par le gouvernement dans le domaine du multiculturalisme et du pluralisme.

Enfin, la Saskatchewan a inclus dans sa «Déclaration des Droits de l'Homme», le droit à la culture pour tout citoyen.

* Glos Polski no 27, p. 3 du 6 juillet 1972. Alberta Cultural Heritage Conference — Pre-conference Booklet Program, Brief Final — report.

** Report of Manitoba — Mosaic, oct. 70, Winnipeg, p. 7.

Conclusion

Le développement des cultures ethniques à Montréal pose le problème des rapports de forces nouvelles qui pourraient influencer la culture canadienne-française et l'avenir d'une culture québécoise.

La Commission n'entend pas analyser en détail les définitions du terme «culture». Elle veut seulement souligner que le Québec subit continuellement l'influence de la société nord-américaine:

*Celle-ci le conditionne par sa masse, ses produits, sa puissance financière, ses idées, ses films et sa littérature. Elle influence sa culture et ses mœurs, inspire en grande partie ses institutions et détermine son niveau de vie et sa recherche de la réussite matérielle.**

L'acceptation et l'encouragement des cultures ethniques ne peuvent et ne doivent pas être considérés comme un obstacle au développement de la culture canadienne-française. Le Québec «étant perméable à tous les grands courants d'idées du monde»** peut accepter, en contrepartie de l'influence nord-américaine, celle des autres cultures en ce qu'elles ont d'enrichissant et, par ce fait même, les intéresser à la culture majoritaire.

La culture canadienne-française, tout en gardant ses particularités propres, pourrait ainsi bénéficier de l'apport des autres cultures ethniques et accroître son originalité. Les pressions dans le sens de l'assimilation nuisent à celui qui les subit, car elles détruisent sa créativité et lui rendent antipathique la culture qu'on veut lui imposer; ces pressions empêchent l'osmose de la culture majoritaire avec les traits spécifiques et valables des cultures ethniques. En acceptant la coexistence des autres cultures et en encourageant leur développement, le gouvernement québécois aidera, indirectement, au développement de la culture canadienne-française et facilitera ainsi, d'une manière positive et dynamique, l'épanouissement d'une véritable culture québécoise.***

* Extrait du volume III, tome I, p. 121, ch. 174, du Rapport de la commission d'enquête sur la santé et le bien-être social, «Le développement».

** Extrait du volume III, tome I, p. 29, ch. 1, du Rapport de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social, «Le développement».

*** Voir aussi A.J. Cropley, «La diversité culturelle et la création», document préparé pour le Colloque Canada/Unesco, Ottawa, 25-30 septembre 1972, pp. 12-13.

Constats et recommandations

Appartenance et attraction

Vouloir vivre est la marque d'un dynamisme. Vouloir vivre ensemble implique une solidarité. S'agit-il d'un repli sur soi, d'un culte tourné vers le passé? L'analyse du comportement des groupes ethniques démontre au contraire que leur volonté de vivre dans un pays différent de la patrie d'origine développe une attitude orientée vers la promotion sociale. Au niveau du groupe, cette attitude constitue une force organisée capable de servir les intérêts et le dynamisme du Québec, si celui-ci fait l'effort de l'orienter en sa faveur.

Ce n'est pas seulement une attitude de l'esprit. Elle se matérialise sous forme d'organisations internes unissant les membres de différentes communautés selon leurs affinités profondes. La presse aussi permet à la langue de survivre, tout comme les écoles à temps partiel et les associations diverses.

Il s'agit pour chacun des groupes de conserver les valeurs traditionnelles auxquelles ils sont attachés. Ces organisations, toutefois, en raison de la diversité des groupes, des valeurs et des intérêts qu'ils s'attachent à cultiver ne présente pas suffisamment d'homogénéité.

Quelques-unes dépassent les frontières du Québec.

Certaines conservent des liens avec la patrie d'origine et peuvent exercer une influence profonde sur la nature de l'image que le Québec projette à l'extérieur, sur les relations économiques qu'il favorise avec les pays étrangers ainsi que le tourisme, et sur le recrutement d'immigrants justement attirés par la qualité de cette image.

Le rôle des associations ethniques dans l'accueil proprement dit est aussi important. Les immigrants le reconnaissent comme le meilleur et le plus efficace. C'est pourquoi il est déplorable que les gouvernements, dans le passé, aient négligé leurs relations avec les organisations représentant les groupes ethniques. C'est pourquoi aussi (dans un objectif à court terme de bonne politique, de compréhension réciproque et dans un objectif plus éloigné d'intégration à la majorité des membres du groupe) le gouvernement doit prendre l'initiative de multiplier les contacts, les rapports de

toutes sortes en fonction des formes diverses par lesquelles s'exprime le vouloir-vivre collectif. Ce n'est pas une contrainte à exercer, mais une invitation, une information mutuelle qui doivent caractériser ces démarches. Le désir de conserver ou d'apprendre la langue maternelle n'est pas un refus de parler la langue française comme langue d'usage. Pour les groupes ethniques, le français n'est pas un moyen d'identification. La langue française devenue langue commune au Québec, cela n'empêchera pas que l'on favorise l'apprentissage des langues maternelles, même dans les écoles, ainsi qu'on veut le voir dans certaines écoles ethniques où l'anglais ou le français sont les langues d'enseignement.

Une voie de francisation négligée

Compte tenu de l'influence de la presse ethnique comme lien entre les membres des divers groupes, la Commission estime qu'un effort particulier doit porter sur elle, puisqu'elle est, de toutes les formes d'expression de ces groupes, la plus répandue.

Étant donné l'importance grandissante des groupes ethniques au Québec, et leur intérêt à connaître le plus vite possible le milieu dans lequel ils doivent vivre, notamment le fait français et les Canadiens français auxquels ils pourront s'attacher davantage, la Commission recommande:

Que le Gouvernement du Québec maintienne des contacts suivis avec les dirigeants des journaux et autres moyens de communication ethniques et qu'il fournisse – en français et dans la langue vernaculaire respective – de l'information et des analyses sur le Québec en général et sur la communauté d'accueil de langue française en particulier.

Étant donné la situation matérielle précaire dans laquelle se trouvent les journaux ethniques et l'impossibilité de traduire des nouvelles parues dans les journaux de langue française, ce qui oblige à publier ou à reproduire en grande quantité des articles ou des renseignements parus dans les pays d'origine; et, étant donné que cette situation ne facilite guère l'intégration à la majorité québécoise, la Commission recommande:

Que le Gouvernement du Québec aide matériellement la presse écrite et parlée du tiers-groupe et que cette assistance financière soit utilisée pour diffuser la connaissance du français et de la civilisation canadienne-française.

Étant donné la publicité quasi inexistante que le gouvernement du Québec, les administrations municipales, les commissions scolaires et les autres organisations gouvernementales et para-gouvernementales accordent aux media d'information ethniques, la Commission recommande:

Que les noms, adresses, nombre d'exemplaires et autres renseignements sur les principaux journaux ethniques soient envoyés par le ministère de l'Immigration à tous les organismes publics ou parapublics québécois, en leur demandant de faire de la publicité et d'insérer des communiqués qui seraient de nature à attirer l'attention des tiers-groupes sur les avantages qu'ils peuvent retirer desdits organismes dans divers secteurs, notamment dans des classes d'accueil pour les enfants, dans les écoles de langue française.

Étant donné que les communiqués du gouvernement sont traduits actuellement en trois langues seulement (italienne, allemande et ukrainienne) et la nécessité d'une plus grande diffusion desdits communiqués, la Commission recommande:

Que les communiqués adressés par le Gouvernement aux journaux des divers groupes ethniques soient traduits dans un plus grand nombre de langues, en tenant compte de l'importance des minorités ethniques au Québec et des journaux qui paraissent dans leurs langues.

Étant donné que les communiqués envoyés actuellement ne portent pas sur des matières intéressant les groupes ethniques, ou qu'ils traitent d'événements souvent dépassés lorsque les journaux (la plupart hebdomadaires ou mensuels) sont publiés, la Commission recommande:

Que le contenu des communiqués du Gouvernement québécois envoyés aux moyens d'information ethniques tiennent compte

**des situations spéciales des immigrants nouvellement arrivés
et de ceux qui se trouvent au Québec depuis plusieurs années.**

Ces communiqués pourraient traiter, par exemple, des sujets suivants:

- a) Pour les nouveaux arrivés:
 - 1. recherches et demandes d'emploi;
 - 2. conditions d'exercice d'une profession quelconque;
 - 3. conditions d'engagement, de congédiement, de salaires;
 - 4. diverses mesures d'assurance sociale;
 - 5. système d'opérations bancaires, déclarations fiscales, crédits, etc;
 - 6. conditions linguistiques de travail.
- b) Pour les immigrants qui se trouvent au Québec depuis plusieurs années:
 - 1. la politique du Gouvernement du Québec dans le domaine social, économique et culturel;
 - 2. l'assistance du Gouvernement pour promouvoir diverses activités du groupe et sa participation à la vie sociale, notamment à celle qui peut l'attirer vers la communauté canadienne-française.

D'autre part, la Commission recommande:

Qu'un service compétent, qui connaît les problèmes des groupes ethniques, maintienne un contact permanent avec les dirigeants des journaux et des groupes ethniques, afin de s'assurer que les communiqués du Gouvernement québécois répondent aux attentes des lecteurs desdits journaux et aux buts d'intégration visés par le Gouvernement.

Étant donné l'importance de la diffusion du français parmi les membres du tiers-groupe, plus particulièrement parmi ceux qui ne peuvent apprendre ailleurs qu'à l'école cette langue, la Commission recommande:

Que des cours de français soient donnés dans les journaux ethniques, ainsi que par la voie des stations radiophoniques qui transmettent des programmes en plusieurs langues.

Étant donné l'importance d'un dialogue continu et étendu entre la majorité québécoise et les groupes ethniques, la Commission recommande:

Que le ministère des Communications prépare périodiquement des extraits de nouvelles et de commentaires parus dans les journaux de langue française, plus particulièrement de ceux qui traitent de sujets se référant aux groupes ethniques, qu'il les traduise dans diverses langues et les envoie pour publication dans les journaux ethniques.

Une culture à enrichir davantage

De la même manière qu'une langue s'enrichit sans cesse d'apports nouveaux, une culture figée ou qui ne s'inspire que de sources limitées dans l'espace risque de s'appauvrir. Les groupes ethniques peuvent apporter une source nouvelle d'inspiration, des formes d'expression nouvelles. La mobilité géographique est un moyen qui permet à quelques-uns d'aller chercher à l'étranger ce type d'expérience. Faut-il négliger celle qui est déjà sur place?

Il a déjà été fait mention des multiples solitudes au Québec, à Montréal en particulier. Les manifestations interculturelles dépassent rarement le stade de spectacles à caractère folklorique. Il faut aller au-delà de ce cadre limité au profit d'une présentation plus complète des particularismes. La vie culturelle des groupes ethniques ne se manifeste pas sur la place publique, puisqu'elle est en général confinée dans le sous-sol des églises.

Pour éviter que l'isolement des groupes ne s'aggrave, il faut favoriser la connaissance de leurs organismes, et la richesse de leur culture. À cet effet, la Commission recommande:

Que le Gouvernement, le ministère de l'Immigration et en particulier la Direction générale des groupes ethniques, recensent les associations ethniques, encouragent et financent leurs activités, dans la mesure où ces activités représentent un intérêt culturel valable pour les groupes ethniques eux-mêmes et la communauté québécoise;

Que le ministère de l'Immigration, en collaboration avec le ministère des Affaires culturelles, prenne l'initiative de créer un «centre interculturel» où pourront se dérouler diverses activités intéressant et la culture canadienne-française et celles des divers groupes ethniques, favorisant ainsi les contacts entre les communautés québécoises.

Étant donné que la langue constitue le véhicule privilégié des échanges culturels, il convient de favoriser l'enseignement de la langue française chez les membres des groupes ethniques. De la même façon, l'enrichissement culturel de ceux-ci réclame que des moyens appropriés soient pris pour que l'étude des langues maternelles soit encouragée en dehors du seul cadre familial. C'est pourquoi la Commission recommande:

Que les écoles ethniques à temps partiel (écoles du samedi), où sont enseignées les langues maternelles de divers groupes ethniques, puissent bénéficier de subventions convenables de la part du Gouvernement et que cette politique soit étendue à chaque groupe qui les réclamera.



Troisième Partie

Les groupes ethniques et leurs droits

Droits de l'homme, droits de l'immigrant et droits du citoyen



Introduction

Le statut d'immigrant représente un rite de passage, une phase dans la vie d'une personne et, en conformité avec les lois canadiennes, ce statut peut être limité à une période d'environ cinq ans. On ne peut donc séparer les droits qu'il confère de ceux — à caractère permanent et universel — qu'il est convenu d'appeler les droits de l'homme et du citoyen.

Avant même de devenir immigrant, un étranger jouit au Canada des droits de l'homme. Il en bénéficie lorsqu'il immigré au pays. Il reste soumis à la fois à certains des droits et des privilèges que lui confère l'État dont il possède la nationalité, ainsi qu'aux lois et obligations du Canada et du Québec. Une fois devenu citoyen, l'immigrant aura les mêmes droits que le citoyen de naissance.

L'étude de l'ensemble des droits internationaux, nationaux et provinciaux de l'immigrant facilitera la compréhension objective de son statut en tant qu'immigrant (c'est-à-dire en tant que membre de la minorité québécoise) et notamment des droits qui touchent l'usage des langues au Québec.

Une juste connaissance des statuts et des droits des immigrants, dans un «pays d'immigrants» comme on a qualifié le Canada,* facilitera l'une des tâches de la Commission qui a reçu pour mandat, entre autres, d'assurer le respect des droits de la minorité, et donc des immigrants qui en forment une partie.

* Le Comité mixte du Sénat et de la Chambre des Communes sur la Constitution du Canada, Rapport final, 1972, p. 19.

Pour les données mentionnées dans ce chapitre et pour d'autres renseignements, voir L. Kos, «Droits linguistiques des immigrants, droits de l'homme, droits du citoyen» et Claude-Armand Sheppard, «Rapport-synthèse sur les droits linguistiques», Volume II, partie VIII.

Chapitre premier

Répartition des pouvoirs entre le Parlement du Canada et les législatures provinciales

Avant d'énumérer les droits de l'immigrant à certains paliers: humain, international, canadien ou québécois, et pour mieux saisir leur portée ou leur acceptation pour le Québec, une distinction préalable s'impose, plus particulièrement entre les secteurs où ces droits sont de compétence exclusive fédérale, de compétence conjointe fédérale-provinciale, avec priorité fédérale, ou de compétence exclusivement provinciale.

A. Les pouvoirs législatifs fédéraux.

Tous les non-citoyens canadiens, même ceux qui ont été admis au Canada en vue d'une résidence permanente et qui ont acquis un domicile canadien, sont considérés comme étrangers sur le territoire canadien et soumis à la juridiction fédérale conformément aux dispositions de l'*Acte de l'Amérique du Nord Britannique*. Leur statut est, d'autre part, régi par la *Loi sur la citoyenneté canadienne* qui leur accorde des droits et leur impose des restrictions. Ainsi, un étranger peut acquérir, détenir et aliéner des biens meubles et immeubles de la même manière qu'un citoyen canadien de naissance et peut établir sa succession. Il peut être mis en jugement comme s'il était citoyen canadien de naissance. D'autre part, il n'a pas le droit d'exercer une charge ou de voter aux élections parlementaires, municipales ou autres, de devenir propriétaire d'un navire canadien ou de posséder d'autres droits ou privilèges appartenant aux citoyens canadiens.

Lorsqu'on énumère les droits législatifs du gouvernement fédéral, il ne faut pas perdre de vue que l'immigrant se trouve toujours sous la protection de l'État dont il est ressortissant et que cette protection correspond à certaines responsabilités que l'État fédéral assume:

*D'autre part, il ne faut pas oublier que les étrangers demeurant au Québec demeurent soumis à leur État national quant à l'état et à la capacité, ainsi que le reconnaît le Code civil; ils ont d'ailleurs droit à la protection de leur État: les relations internationales sont donc en jeu et c'est la fédération seule — représentée par l'État fédéral — qui peut être tenue responsable par les États étrangers du traitement accordé à leurs ressortissants.**

La compétence fédérale s'étend à l'admission et à l'exclusion des étrangers, à l'octroi des visas d'entrée au Canada, à leur statut et à la «naturalisation», c'est-à-dire à la législation concernant la citoyenneté canadienne.** Cette citoyenneté ne peut être perdue ou retirée par le gouvernement canadien que dans des cas strictement limités par la loi.

B. Les pouvoirs conjoints fédéraux-provinciaux: priorité fédérale

L'Article 95 de l'*Acte de l'Amérique du Nord Britannique* accorde au Parlement du Canada et à la législature de chaque province le droit de légiférer sur l'immigration. Toutefois, l'analyse des textes constitutionnels démontre la primauté du pouvoir fédéral:

- (1) alors que le parlement fédéral peut légiférer sur l'immigration en général, ou même dans une province particulière, la législation provinciale ne peut s'appliquer qu'à l'immigration se dirigeant vers la province. Ainsi, le Parlement fédéral pourrait réglementer l'immigration uniquement vers l'Ontario, vers le Québec, ou vers une autre province. Les conséquences d'une telle politique d'immigration pourraient affecter le Québec

* Jacques Brossard. *L'Immigration*. Les Presses de l'Université de Montréal, 1967, p. 128.

** Voir l'*A.A.N.B.*, art. 91 (25), la *Loi concernant l'Immigration* (S.R. ch. 325), et la *Loi sur la Citoyenneté canadienne* (S.R. 1952, ch. 33 telle que modifiée jusqu'en 1967, par ch. 4).

d'une manière positive ou négative, d'après les circonstances. Théoriquement donc, le Québec pourrait demander au gouvernement du Canada, pour des raisons qui seraient les siennes, d'arrêter l'immigration dans cette province pendant un certain temps;

- (2) étant donné que la juridiction provinciale est limitée dans le domaine de l'immigration, elle ne peut empiéter sur le statut des étrangers ou sur la citoyenneté. Ces secteurs restent du domaine exclusif fédéral;
- (3) en cas d'incompatibilité entre la législation fédérale et la législation provinciale, la primauté appartient, constitutionnellement, au pouvoir fédéral.

Le Québec peut prendre des dispositions susceptibles de faciliter l'immigration sur son territoire de façon compatible avec la législation fédérale et peut adopter généralement des mesures visant à l'accueil, à l'intégration et au bien-être des immigrants, mais le visa d'entrée au Canada relève de la seule compétence du gouvernement fédéral.

En vertu d'une entente intervenue entre le gouvernement fédéral et le Québec, les Centres d'Orientation et de Formation des Immigrants (COFI), qui sont en fait des écoles de langue, sont subventionnés par le fédéral mais doivent être dirigés par le Québec.* Récemment, le Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des Communes sur la constitution du Canada a formulé la recommandation suivante:

*Les provinces devraient créer un organisme permanent de collaboration et de coordination en matière d'éducation, et la participation du gouvernement fédéral devrait se limiter aux secteurs qui relèvent de sa compétence, c'est-à-dire en matière d'éducation des autochtones, des immigrants et des membres des forces armées et de leurs familles.***

* Pour des détails portant sur les COFI, voir supra, Deuxième partie, Chapitre II, A, 7.

** Rapport final, 4e Session de la 28e législature, 1972, p. 78, Recommandation no 89.

C. Les pouvoirs législatifs provinciaux

Le *Code civil du Québec*, qui a précédé l'*Acte de l'Amérique du Nord Britannique*, conserve aux étrangers qui s'y trouvent le régime de la loi de leur pays en ce qui concerne l'état et la capacité.

Sous réserve de l'Article 93 de la Constitution canadienne, l'éducation relève de la compétence du Québec.*

Dans le passé, certaines provinces ont essayé de passer outre à la priorité du gouvernement fédéral sur l'immigration en promulguant des lois à caractère discriminatoire, mais correspondant plus ou moins à la politique du Canada de l'époque. Néanmoins, lorsque, vers la fin du siècle dernier, la Colombie britannique voulut exclure des mines de charbon dans la province tout travailleur immigrant ou citoyen d'origine chinoise, le Conseil privé déclara cette loi illégale, car la province avait tenté de régler le statut des aubains ou les conséquences de la naturalisation et avait essayé de priver les seuls Chinois du droit fondamental de travailler et de gagner leur vie.** D'autre part, le même Conseil privé rendit, en 1903, une décision pour le moins surprenante, lorsqu'il affirma que rien dans la Constitution canadienne n'empêchait les provinces de priver un citoyen d'origine japonaise des privilèges électoraux. La décision considère que la loi incriminée ne traitait pas des aubains, étant donné qu'elle privait du droit de vote des Orientaux naturalisés en même temps que ceux qui étaient citoyens canadiens de naissance. Ainsi, la constitution n'empêcherait pas un gouvernement provincial de priver un citoyen de ses droits pour des motifs religieux ou raciaux.***

La Cour Suprême du Canada suivit, en 1914, la décision discriminatoire donnée par le Conseil privé dans l'affaire *Homma*, lorsqu'elle déclara valide une loi de la Saskatchewan qui interdisait d'employer du personnel féminin blanc dans tout restaurant, buanderie ou autre affaire tenue ou gérée par un Chinois, même naturalisé.**** Ces décisions à caractère raciste s'expliquent mal

* Pour de plus amples détails concernant les droits linguistiques du Québec, voir le Livre II de la Commission portant ce titre.

** *Union Colliery Company of British Columbia v. Bryden*.

*** *Cunningham and Attorney-general of British Columbia v. Tomey Homma and Attorney-general of Canada*.

**** *Quong-Wing v. The King*.

aujourd'hui, si ce n'est par un parallélisme des objectifs provinciaux à la législation fédérale correspondante qui tendait à limiter ou à prohiber à ce moment-là l'immigration de gens de couleur. Elles semblent difficilement acceptables après la libéralisation en faveur de l'immigration des Orientaux par la loi fédérale de 1967, en particulier par son Article 22 qui interdit toute distinction entre les citoyens naturalisés et les citoyens de naissance.

Contrairement à d'autres provinces, le Québec n'a jamais, jusqu'à maintenant, établi de différence entre les droits des citoyens, naturalisés ou de naissance. A l'exception de certains droits de vote et d'occupation de fonctions électives municipales ou parlementaires,* le même traitement est accordé aux immigrants et aux citoyens résidant dans la province. Un problème s'est posé récemment dans le domaine linguistique au sujet de la possibilité pour l'Assemblée nationale de voter une loi obligeant les immigrants provenant de certains pays à envoyer leurs enfants à des écoles de langue française, alors que des immigrants anglophones, de même que tous les citoyens résidant dans la province, continueraient à avoir le choix entre les écoles de langue française et celles de langue anglaise. La constitutionnalité d'une telle discrimination devrait être considérée avant toute décision à caractère coercitif. D'autant plus que, même dans les affaires *Homma* et *Quong-Wing*, les tribunaux de dernière instance ont fait appel à la notion de race pour éviter la différence entre les immigrants et les citoyens naturalisés. Cette discrimination pose automatiquement le problème des droits prioritaires du Parlement fédéral concernant les étrangers (aubains). En supposant que ces étonnantes décisions judiciaires soient encore applicables, le Québec pourrait-il, sans risque de voir une loi pareille déclarée *ultra vires* par les tribunaux, aller encore plus loin et opérer des discriminations non seulement entre les citoyens naturalisés et les immigrants, mais aussi entre des immigrants provenant de différents pays? Après avoir considéré les deux décisions précitées, le professeur Jacques Brossard précise que:

* Pour plus de détails portant sur les restrictions ou la nature des droits politiques et sociaux des immigrants au Québec, des libertés publiques et d'associations, incapacités électorales, l'impossibilité d'être commissaires ou syndics d'écoles, ou de servir comme jurés, d'obtenir des permis prévus par la *Loi de la Commission de contrôle des permis d'alcool*, et des droits des immigrants aux prestations sociales, voir Sheppard, *op. cit.*, Ch. VIII-5; *idem*, Ch. VIII-7 portant sur l'obligation d'être citoyen pour accéder au métier de policier ou à l'exercice de certaines professions.

*Les États provinciaux peuvent d'ailleurs légiférer de façon différente et même discriminatoire à l'égard de certaines catégories raciales, ethniques ou linguistiques, c'est-à-dire à l'égard de toutes les personnes ayant telle origine ethnique ou ne parlant pas telle langue, qu'elles soient citoyens canadiens aussi bien qu'étrangers ou naturalisés (mais ils ne pourraient pas adopter de mesures discriminatoires à l'égard des seuls étrangers ou à l'égard seulement d'une catégorie d'étrangers ayant telle origine ou ignorant telle langue).**

Conclusion

Si le gouvernement québécois envisageait des mesures coercitives discriminatoires envers certains groupes d'immigrants, afin d'épanouir le français, il devrait considérer, en plus des conséquences humaines, économiques et démographiques, les implications juridiques d'une telle décision.

* Brossard, *op. cit.*, p. 67.

Chapitre deuxième

Les droits de l'homme, les droits linguistiques, la protection internationale. Quelques législations nationales

Il y a des droits qui dépassent les frontières et qui s'inscrivent à la base même de la civilisation occidentale dont le Québec est un des héritiers. Ces droits imprègnent les droits nationaux ou provinciaux, car ils guident l'humanité entière. Ils ont une valeur morale fondamentale et universelle:

*Le Québec accepte en général les valeurs fondamentales que respectent les démocraties occidentales.**

Chaque personne, apatride, immigrant, citoyen d'un État par naissance ou par adoption, peut se prévaloir des droits fondamentaux de l'homme et essayer de les faire respecter pour qu'elle ou la communauté à laquelle elle appartient en bénéficie. Ces droits font partie du droit des gens et sont rappelés, complétés ou précisés par des traités ou par des chartes ou des proclamations des organisations internationales, notamment l'Organisation des Nations-Unies et l'UNESCO. Les droits linguistiques et ceux qui portent sur l'éducation sont des droits de l'homme. Étant donné que les États civilisés, en grande majorité, ont souscrit au respect de ceux-ci, une présentation des ententes les plus importantes s'avère nécessaire.

A. Textes à caractère universel ou continental

1) *La Charte des Nations-Unies* encourage le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinctions de race, de sexe, de langue ou de religion.**

* *Rapport de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social*, «Le développement», vol. III, tome I, p. 170.

** Art. 1(3), 55(c) et 76.

2) *La Déclaration universelle des droits de l'homme*, approuvée le 10 décembre 1948 par l'Organisation des Nations-Unies, réaffirme le principe que l'éducation doit viser au plein épanouissement de la personne humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Au principe de non-discrimination déjà prévu dans la Charte des Nations-Unies, la Déclaration universelle en ajoute d'autres, tels que l'interdiction de faire des distinctions basées sur la naissance, l'origine nationale ou toute autre situation. Elle interdit également toute distinction basée sur le statut politique, juridique ou international du pays ou du territoire dont une personne est ressortissante. La Déclaration universelle des droits de l'homme s'occupe, d'une manière particulière, du rôle de l'éducation, du droit prioritaire des parents de choisir l'éducation à donner à leurs enfants, et de la liberté de participer librement à la vie culturelle d'une communauté:

.....

(2) L'éducation doit viser au plein épanouissement de la personnalité humaine et au renforcement du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Elle doit favoriser la compréhension, la tolérance et l'amitié entre toutes les nations et tous les groupes raciaux ou religieux, ainsi que le développement des activités des Nations-Unies pour le maintien de la paix.

*(3) Les parents ont, par priorité, le droit de choisir le genre d'éducation à donner à leurs enfants.**

.....

*(1) Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent.***

3) *La Déclaration des Nations-Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale*, adoptée le 20 novembre 1963,

* Le 20 novembre 1959, dans une «Déclaration des droits de l'enfant», l'Assemblée générale a précisé que l'intérêt supérieur de l'enfant doit être le guide de ceux qui ont la responsabilité de son éducation et de son orientation et que cette responsabilité incombe en priorité à ses parents (Principe 7, al. 2).

** Voir l'Article 26 (2) et (3) et Art. 27 (1) de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

considère la discrimination pour des motifs de race, de couleur ou d'origine ethnique, comme une offense à la dignité humaine, comme un désaveu du principe de la Charte des Nations-Unies, comme une violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales proclamées par la Déclaration universelle des droits de l'homme, comme un obstacle aux relations amicales et pacifiques entre les nations, et comme un point susceptible de troubler la paix entre les peuples.

4) *L'Encyclique «Pacem in Terris»* réaffirme les éléments essentiels de la Déclaration de 1948 et le fait qu'il n'existe pas d'être humain supérieur à d'autres par nature car, par nature tous sont d'égale noblesse. Le document pontifical réclame des conditions favorables au développement optimal de la personne et l'égalité de chances économiques, sociales ou culturelles, afin d'éviter que les droits fondamentaux de la personne restent sans portée efficace et que soit compromis l'accomplissement des devoirs correspondants.

5) *La Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement*, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO le 14 décembre 1960, est entrée en vigueur le 22 mai 1962. Cette Convention définit le terme «discrimination» comme comprenant toute distinction exclusive, limitation ou préférence qui, fondée sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, l'opinion politique ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la situation économique ou la naissance, a pour objet de détruire ou d'altérer l'égalité de traitement en matière d'enseignement.*

6) *La Déclaration de Téhéran*, de 1968, fut le résultat de la Conférence internationale des droits de l'homme réunie dans cette ville. En plus de réitérer l'obligation de respecter les droits de l'homme et ses libertés fondamentales, tels que définis déjà dans divers documents internationaux, la Conférence précise que, dans ce domaine, l'ONU a pour objectif de permettre à l'humanité d'atteindre le maximum de liberté et de dignité.

7) *La Convention européenne des droits de l'homme*, établie à Rome, le 4 novembre 1950, interdit toute discrimination basée, entre autres, sur la race, la couleur, la langue, l'appartenance à une minorité nationale ou la naissance. Un Protocole additionnel à

* Art. I.

cette «Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales», signé à Paris le 20 mars 1952, précise que nul ne peut se voir refuser le droit d'instruction et que

*l'État, dans l'exercice des fonctions qu'il assumera dans le domaine de l'éducation et de l'enseignement, respectera le droit des parents d'assurer cette éducation et cet enseignement conformément à leurs convictions religieuses et philosophiques.**

En 1962, 1963 et 1964, six groupes de requérants francophones résidant dans la partie flamande de la Belgique et dans les environs de Bruxelles ont fait valoir que le régime linguistique selon la loi de 1963 était incompatible avec la Convention. En effet, la Belgique avait institué une loi scolaire basée sur le principe de la territorialité, c'est-à-dire qu'elle avait interdit le droit aux parents de choisir l'école d'enseignement de leurs enfants, celle-ci étant de langue française en Wallonie et de langue flamande en Flandres, alors qu'elle était de langue allemande dans quelques communes situées près de la frontière allemande. Le droit du choix scolaire a été maintenu seulement à Bruxelles, où se trouve une population mixte d'environ 80% de langue française et 20% de langue néerlandaise, et dans six communes de la périphérie de Bruxelles dotées d'un «statut propre». La Commission européenne des droits de l'homme a estimé que la loi de 1963 était, à plusieurs égards, incompatible avec l'Article 2 du Protocole («Nul ne peut se voir refuser le droit à l'instruction») et l'Article 14 (protection contre les traitements discriminatoires), et a porté le cas devant la Cour européenne des droits de l'homme.

Dans un arrêt, rendu le 23 juillet 1968, intitulé «Affaire relative à certains aspects du régime linguistique de l'enseignement en Belgique», la Cour a décidé que la Convention n'avait pas été violée, sauf dans la mesure où la loi du 2 août 1963 «empêche certains enfants, sur le seul fondement de la résidence de leurs parents, d'accéder aux écoles de langue française existant dans les six communes de la périphérie de Bruxelles dotées d'un 'statut propre'». **

* Art. 2.

** Publications de la Cour européenne des droits de l'homme, Série A: Arrêts et décisions. Arrêt du 23.7.1968, Strasbourg, p. 87.

Bruxelles est la capitale d'un État bilingue et un centre international. Les communes à statut propre ont une population mixte. La langue officielle d'enseignement y est le flamand, mais l'enseignement primaire peut être organisé en français, si seize chefs de famille en font la demande. Les écoles néerlandaises acceptant même les enfants qui ne résident pas sur le territoire de la commune à statut propre et les écoles françaises n'ayant pas le même privilège, la Cour a constaté que la condition de résidence ne s'appliquait pas de façon uniforme aux familles parlant l'une ou l'autre langue nationale. Dans la mesure où les parents demandent l'inscription de leurs enfants dans une école de leur langue maternelle ou usuelle des communes à statut propre, la Cour a estimé que la jouissance du droit à l'instruction et plus précisément le droit d'accéder aux établissements scolaires existants ne se trouvait pas assuré à tous «sans discrimination fondée, notamment, sur la langue».*

Le résultat de cet arrêt a été concrétisé par le changement de la législation belge du 30 juillet 1963 portant sur l'enseignement, laquelle imposait l'école de langue française ou flamande en fonction de la langue effectivement parlée en famille et qui prévoyait une procédure de vérification de la déclaration des parents. Ainsi, l'inspection linguistique a été supprimée, ce qui a privé le régime de l'obligation de sanctions, et la liberté du père de famille quant au choix linguistique des écoles a été rétablie à compter du 1er septembre 1971, aussi bien à Bruxelles que dans les communes périphériques ayant un «statut propre».**

Il convient de préciser ici qu'en supprimant l'inspection linguistique, la nouvelle loi belge de 1971 prend en considération, indirectement, un avis consultatif de la Cour permanente de Justice internationale de 1928 (qui déclarait que la décision des parents d'envoyer leurs enfants aux écoles publiques en Pologne dispensant l'enseignement en allemand ne devait pas être contrôlée par l'État ni influencée par des pressions quelconques),*** et aussi, un autre avis de la même Cour, du 15 mai 1931.**** Dans ces deux

* Publication de la Cour européenne des droits de l'homme, Série A: Arrêts et décisions. Arrêt du 23.6.1968, Strasbourg, p. 70.

** Guy Héraud, «Pour un droit linguistique comparé,» *Revue internationale de Droit comparé*, 23e année, no 2, 1971, p. 325.

*** Publications de la Cour permanente de Justice internationale, série B, no 7.

**** *Idem*, série A/B, no 40.

avis, il s'agissait d'interpréter les Articles 74 et 131 de la Convention germano-polonaise du 15 mai 1922, interdisant la vérification ou la contestation des déclarations portant sur la minorité de race, de langue ou de religion et qui prévoyait que la langue de l'enfant serait établie en tenant compte uniquement de la déclaration verbale ou écrite de la personne légalement responsable de son éducation.

B. Les droits linguistiques de minorités nationales ou immigrantes dans divers États

Il ne s'agit pas ici de faire une énumération exhaustive des divers systèmes scolaires, étant donné que chaque État, ou Confédération, doit faire face à des situations spécifiques. La Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme a déjà étudié la situation scolaire dans certains pays qui pourraient avoir des problèmes similaires à ceux du Canada, du fait de l'existence de plusieurs groupes ethniques sur le territoire d'un même État.* D'autre part, la question linguistique se pose surtout à Montréal. C'est donc aussi au niveau de certaines villes que des comparaisons doivent être établies, notamment celles où cohabitent d'importantes minorités ethniques. Si la Commission a décidé de se pencher sommairement sur la situation du choix scolaire dans les États, c'est dans un double but: d'une part, pour mieux saisir les raisons qui ont motivé les régimes de la territorialité et ceux de la personnalité, puis, d'autre part, pour examiner si dans le cas de l'application d'un régime ou de l'autre il n'y a pas de discrimination entre le statut d'immigrant et celui de citoyen.

1. L'Afrique du Sud

L'anglais et l'afrikans sont considérés langues officielles de l'Union. Les Sud-Africains parlant l'anglais et l'afrikans vivent plus entremêlés que divers groupes linguistiques dans certains États d'Europe (Suisse ou Belgique). Ils ont développé leur bilinguisme. En effet, le nombre de bilingues en Afrique du Sud est passé de 42.1% en 1918 à 72.9% en 1951, et il continue d'augmenter.

* *Rapport de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme*, Introduction générale, Livre I, «Les langues officielles», pp. 77-86.

Pour un minimum de 15 élèves, il existe une obligation d'assurer l'instruction dans la langue officielle choisie par les parents. Les écoles sont organisées de telle manière que tous les enfants blancs de l'Union de l'Afrique du Sud doivent apprendre les deux langues officielles: * le principe de la personnalité est ainsi respecté.

Quand les écoles générales ne suffisent pas pour instruire les enfants des immigrants, on emploie des professeurs additionnels pour apprendre à ces enfants les deux langues officielles. L'enseignement est gratuit et le ministère de l'Éducation nationale met en œuvre le principe du bilinguisme dans tous les collèges, instituts et écoles. **

2. *L'Autriche*

En 1968, la constitution autrichienne reconnaissait déjà l'égalité de toutes les langues d'usage aux écoles. En 1884, le Tribunal administratif avait confirmé une loi coutumière à l'effet que des écoles primaires dispensant l'enseignement dans une des langues des minorités devaient être établies dans toute localité où au moins 40 enfants d'âge scolaire du groupe ethnique donné avaient vécu pendant cinq ans. La province de Carinthie, où se trouvent d'importantes minorités slovènes et croates, possédait sous la monarchie austro-hongroise des écoles élémentaires appelées «utraquistes», c'est-à-dire bilingues. Ces avantages ont été maintenus après la première guerre mondiale. Dans le traité signé à Vienne le 15 mai 1955, l'Autriche a accepté que les ressortissants appartenant aux minorités croates et slovènes en Carinthie, Burgenland et Styrie aient le droit à un nombre proportionnel d'établissements d'enseignement secondaire qui leur soient propres. ***

3. *La Belgique*

La loi du 8 novembre 1962 a fixé les frontières linguistiques entre le français et le flamand et, par la suite, la loi constitutionnelle du 24 décembre 1970 a reconnu l'existence de quatre régions linguistiques: une région d'expression néerlandaise, une région d'ex-

* *State of South Africa Year-Book*, 1968, p. 99.

** *Educational Facilities in the Republic of South Africa*, January, 1972, Government Printer, p. 2.

*** Charles D. Amroun, «Étude des mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement», Publication des Nations-Unies, New York, 1957, p. 113.

pression française, une région d'expression allemande, plus l'arrondissement bilingue franco-flamand de Bruxelles. Chaque territoire unilingue comporte un certain nombre de communes dites «à facilités» (ou à «statut propre»), où la seconde langue jouit d'un régime scolaire et administratif spécial.

La réglementation à Bruxelles a subi des changements. La loi du 30 juillet 1963 imposait l'école (française ou flamande) en fonction de la langue effectivement parlée en famille et prévoyait une procédure de vérification de la déclaration des parents. Cependant, les arrêtés d'application de 1968 ont supprimé l'inspection linguistique. Finalement, la liberté de choix de la langue d'enseignement par le père de famille a été rétablie à compter du 1er septembre 1971.

4. *La Finlande*

D'après l'Article 14 de la Constitution de la Finlande, les langues finnoise et suédoise sont mises sur un pied d'égalité. Les communes sont réparties en trois catégories: finnoises, suédoises et bilingues. Pour qu'une commune accède au bilinguisme, il faut que la langue seconde soit parlée par au moins 12% de la population; elle redevient unilingue lorsque la proportion descend à 8%. Sont également bilingues les villes où la minorité atteint 5,000 personnes.

En 1960, la population suédoise de la Finlande représentait 7.4% de la population du pays. En 1963, sur 5,048 communes, 83% étaient finnophones, 8% suédophones et 9% bilingues.

L'État doit également subvenir aux besoins culturels et économiques des populations finnophones et suédophones.

5. *La France*

Bien qu'il s'agisse d'un pays unitaire, et qui échappe par conséquent aux restrictions linguistiques auxquelles pourrait être astreint un État fédéré, et quoiqu'elle ait une seule langue officielle, la France prévoit l'enseignement de langues et de dialectes locaux dans les régions où ils sont en usage (langues bretonne, basque, catalane, occitane). L'enseignement de langues étrangères fait partie des études publiques et les élèves ont le choix d'apprendre l'allemand, l'anglais, l'arabe, l'espagnol, l'hébreu moderne,

l'italien, le portugais ou le russe. Conformément à un arrêté du 29 novembre 1962, les élèves ont le choix de réclamer qu'une des épreuves de l'examen probatoire des fins de classe de première des établissements d'enseignement du second degré ou une épreuve du baccalauréat de l'enseignement du second degré se passe dans l'une des langues suivantes: allemand, amharique, anglais, arabe, arménien, berbère, bulgare, cambodgien, chinois, danois, espagnol, finnois, grec moderne, hébreu moderne, hongrois, italien, japonais, laotien, malgache, néerlandais, norvégien, persan, polonais, portugais, roumain, russe, serbo-croate, suédois, tchèque, turc, vietnamien.

Des cours de langues étrangères peuvent être créés dans les écoles primaires publiques par décision ministérielle, après avis du préfet et de l'inspecteur d'Académie du département. L'enseignement de ces langues est confié le plus souvent à des moniteurs étrangers et donné dans des locaux scolaires. Pour être admis à cet enseignement, les enfants doivent être pourvus d'une autorisation écrite de leurs parents. Il existe aussi des écoles primaires publiques bilingues (françaises-anglaises ou françaises-allemandes).

6. Israël

Ce pays entretient sur son territoire des écoles ethniques pour la minorité arabe, et notamment à Jérusalem. En effet, l'arabe et l'hébreu sont les langues officielles et les langues de travail de la ville. D'après les statuts de la ville de Jérusalem, approuvés par le Conseil de tutelle des Nations-Unies le 4 avril 1950, la législation de la ville pourra, selon les besoins, reconnaître une ou plusieurs langues de travail supplémentaire(s).* L'Article 32, alinéa 3, de ce statut oblige la ville à entretenir et à subventionner

sur une base équitable pour toutes les communautés, un système d'enseignement primaire et secondaire donné dans les langues respectives de ces communautés et conformément à leurs traditions culturelles, pourvu que le nombre des élèves appartenant à ces communautés soit suffisant pour justifier l'existence d'une école distincte.

* *Protection des minorités.* Publication des Nations-Unies, New York 1967, p. 42, (Article 31 du Statut de la ville de Jérusalem).

Jérusalem, ville à caractère international, peut se comparer à Bruxelles et à Montréal à cause de son caractère cosmopolite, et surtout de l'existence d'une forte minorité entremêlée à la majorité.

7. *L'Italie*

L'Article 6 de la Constitution italienne assure la protection des minorités linguistiques: celles-ci se trouvent groupées surtout dans la Vallée d'Aoste et dans la région Trentino-Alto Adige.

a) Dans la région de la Vallée d'Aoste, dans toutes les écoles, la langue française est enseignée pendant le même nombre d'heures par semaine que la langue italienne. Toute matière peut être enseignée en français; la décision en la matière est prise après avis de commissions mixtes composées des représentants du ministère de l'Instruction publique, du conseil de la Vallée et des enseignants.

b) Le statut scolaire de la région Trentino-Alto Adige prévoit que l'enseignement aux diverses écoles de la province de Bolzano est dispensé dans la langue maternelle des élèves par des enseignants qui sont de leur langue maternelle. Dans les écoles dispensant l'enseignement en allemand, l'enseignement de la langue italienne est obligatoire, par des professeurs de langue maternelle italienne. Le groupe linguistique allemand doit être représenté, conjointement avec le groupe italien, au Conseil scolaire et au Conseil de discipline des professeurs. Les directeurs d'enseignement et les inspecteurs d'écoles doivent être de la même langue maternelle que les élèves.

8. *La Pologne*

Il s'agit d'un État unitaire où habitaient, entre les deux guerres mondiales, différentes minorités ethniques. L'Article 7 du Traité de paix, signé à Versailles le 28 juin 1919, prévoyait que tous les ressortissants polonais seraient égaux devant la loi et jouiraient des mêmes droits civils et politiques sans distinction de race, de langage ou de religion. Ainsi, malgré le fait que le polonais fut la seule langue officielle, il y avait des écoles primaires et secondaires dispensant l'enseignement en allemand, en biélorusse, en lithuanien et en ukrainien. En vertu d'une convention signée à Genève le 15 mai 1922 avec l'Allemagne, la Pologne s'est engagée aussi d'une

manière particulière à protéger les droits linguistiques de la minorité allemande de la Haute-Silésie: elle devait subventionner et maintenir des écoles primaires publiques de langue allemande dans les endroits où se trouvaient 48 enfants de langue allemande, et des écoles secondaires là où se trouvaient 300 élèves de langue allemande. Les parents des enfants germanophones participaient à l'administration de leurs écoles publiques. Dans deux avis consultatifs, déjà mentionnés,* la Cour permanente de Justice internationale a décidé que le choix des parents ou des tuteurs de se considérer germanophones et d'envoyer leurs enfants aux écoles de langue allemande, devait être libre de tout contrôle ou pression de l'État.

9. La Suisse

Tel que prévu dans l'Article 116 de sa Constitution, la Suisse possède trois langues officielles (l'allemand, le français et l'italien) et quatre langues nationales (l'allemand, le français, l'italien et le rhéto-roman ou romanche).

Parmi les 22 cantons qui composent la confédération suisse, 14 sont germanophones, 3 sont francophones (Vaud, Genève, Neuchâtel), 1 est de langue italienne (Tessin), 3 sont bilingues (Fribourg, Valais, Berne) et 1 est plurilingue (Grisons).

Au Parlement fédéral on peut utiliser les trois langues officielles, mais, en pratique, on utilise surtout le français et l'allemand. La situation est semblable en ce qui concerne les parlements des cantons bilingues ou plurilingues.

La langue des cantons unilingues est la langue d'enseignement. Il faut préciser que ce régime de la territorialité est grandement facilité par la non-existence, dans lesdits cantons, de minorités ethniques importantes. L'enseignement d'une langue seconde, voire même d'une troisième langue y est chose fréquente.**

Dans les cantons où la Constitution admet le principe du bilinguisme ou du multilinguisme, deux systèmes publics sont installés quand c'est nécessaire. Le cas du canton bilingue de Fribourg mérite d'être

* Voir *supra*. Troisième partie, ch. II, A. 7.

** Jean-Louis Baudoin, *Étude comparative et évolutive des droits linguistiques en Europe (Belgique et Suisse)*, 1971, pp. 207-208.

examiné, étant donné ses préoccupations linguistiques et les études entreprises à ce sujet. À l'instar du Québec, la majorité linguistique n'est pas la même aux deux niveaux de gouvernement. À l'échelon fédéral, la majorité linguistique française de ce canton fait partie d'une des minorités linguistiques nationales et sa population allemande fait partie de la majorité linguistique nationale. Ainsi, sur quelque 160,000 habitants du canton de Fribourg, environ 64% parlent français, la minorité parlant l'allemand.

Le Conseil d'État du canton de Fribourg a encouragé l'Institut fribourgeois à étudier les problèmes linguistiques du canton. La Commission des langues de cet Institut a élaboré une charte des langues qu'elle a remise au Conseil d'État, le 24 décembre 1968, à l'occasion d'une cérémonie officielle. Dans la partie intitulée «Principes de droit public», la charte précise:

*Lorsque deux langues aujourd'hui officielles font partie du patrimoine culturel de la même communauté territoriale légalement constituée, celle-ci est historiquement bilingue.**

La charte considère qu'une majorité numérique ne pourrait pas imposer à la minorité un régime linguistique contraire aux droits naturels et aux droits des gens:

Sont contraires au droit naturel et au droit des gens, le nationalisme et l'impérialisme linguistiques dans leurs diverses manifestations, notamment:

a) L'unification linguistique d'une nation ou communauté constituée possédant naturellement et légitimement plus d'une langue, sous prétexte de majorité numérique, de commodité ou pour toute autre raison.

*b) La domination d'une langue ou de ses usagers sur une autre langue ou ses usagers, en désavantageant la seconde par rapport à la première, dans le cadre de la même nation ou communauté constituée possédant naturellement et légitimement plus d'une langue, sous prétexte de majorité numérique, de commodité ou pour toute autre raison.***

D'après la charte, l'immigrant ne possédant qu'une langue étrangère n'a aucun droit personnel à l'introduction ou à l'usage de

* Charte des langues de l'Institut fribourgeois, 1969. Principe 22, p. 78.

** Idem, Principe 15, pp. 58 et 60.

celle-ci dans les organes officiels et les services publics. On lui accorde la possibilité de s'intégrer linguistiquement, mais il lui incombe d'apprendre la ou une des langues officielles du lieu de son nouveau domicile.

Toutefois, à l'intérieur des cantons bilingues (ou dans les Grisons trilingues), le régime de la territorialité prévaut, car les langues ne sont pas officielles concurremment, mais chacune possède cette qualité dans la partie du territoire où elle est traditionnellement parlée. Ainsi, un arrêté du Conseil d'État fribourgeois énumère les communes avec lesquelles la correspondance doit être tenue en français et celles où elle doit avoir lieu en allemand.

Le principe de territorialité connaît deux exceptions: a) au niveau confédéral comme au niveau cantonal, on peut utiliser, indifféremment l'une ou l'autre des langues officielles; b) il existe quelques communes à statut bilingue, dont la ville de Bienne dans le canton de Berne, et les villages romanches-allemands des Grisons (le romanche n'est officiel qu'au niveau cantonal).*

10. L'U.R.S.S.

L'Article 40 de la Constitution de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques assure l'enseignement scolaire dans la langue maternelle. Les Constitutions des républiques fédérées répètent les dispositions portant sur les droits linguistiques, notamment quant à l'enseignement scolaire dans la langue maternelle. Certaines républiques autonomes sont habitées par diverses ethnies. Dans ces cas, même si une langue minoritaire n'est pas entièrement celle d'une république autonome, son usage officiel est prévu par la Constitution de ladite république. Parfois l'enseignement scolaire dans la langue maternelle est aussi proclamé comme un droit fondamental.** Enfin, en dehors des dispositions constitutionnelles, il y a en U.R.S.S. des villages dits «nationaux» où une langue minoritaire est employée comme langue qui a, sur le plan local, un statut majoritaire.***

* Héraud, *op. cit.*, p. 74.

** Par exemple, l'Article 88 de la Constitution de la R.S.A. de Daghestan.

*** Quant à la différence entre la proclamation de certains droits et leur utilisation pratique, nous renvoyons au Livre II de la Commission traitant des droits linguistiques.

11. *La Yougoslavie*

Il s'agit d'une fédération où le problème linguistique est complexe du fait qu'un grand nombre d'ethnies y cohabitent, du fait que ces ethnies sont souvent entremêlées et qu'elles ont deux alphabets différents; un en caractères cyrilliques et l'autre en caractères latins. L'Article 42 de la Constitution yougoslave de 1963 prévoit que les langues et les cultures cyrilliques et latines des peuples de Yougoslavie sont égales en droit. Malgré le fait que chacune des républiques yougoslaves puisse prendre des décisions d'ordre linguistique les Constitutions desdites républiques fédérées sont unanimes à appliquer le principe de la personnalité; elles confirment le droit au développement de chacune des cultures nationales ainsi que l'obligation d'établir et de maintenir, dans des conditions déterminées, des écoles de langue maternelle des différentes minorités. Les paragraphes 2 et 3 de l'amendement constitutionnel XIX de 1969 garantissent l'égalité des langues des peuples et des nationalités (minorités nationales) dans les régions où ils vivent. La Loi sur l'enseignement de 1958, telle qu'amendée le 23 décembre 1963 (d'après la nouvelle Constitution de la même année), des dispositions fédérales complémentaires et les lois des républiques fédérées déterminent les conditions et le mode d'exercice du droit à la scolarité dans la langue maternelle. Il existe ainsi des établissements publics d'éducation préscolaire, écoles primaires, lycées et écoles professionnelles dans la langue des minorités nationales, dans les régions où elles se trouvent. Il en est de même de l'enseignement destiné à la formation des professeurs. Des sections bilingues peuvent aussi être créées, d'après les circonstances.*

12. *Autres États socialistes*

Dans des pays socialistes comme l'Albanie, la Bulgarie, la Hongrie, la Roumanie et la Tchécoslovaquie, qui possèdent des minorités ethniques, deux ou plusieurs langues bénéficient de l'égalité de statut en matière d'enseignement, bien qu'elles ne soient pas considérées comme langues officielles. Dans ces pays, l'État a le devoir d'assurer à toutes les minorités nationales ou ethniques le droit à l'enseignement dans leur langue maternelle, et le droit de sauvegarder leur héritage culturel, (et cela, sans distinction de na-

* Voir aussi Claude-Armand Sheppard, «Monographie sur la Yougoslavie», Ch. VIII (Langue de l'enseignement), p. 170 et ss.

tionnalité ou de race, dans tous les domaines de la vie culturelle). Cet enseignement est donné non seulement au niveau élémentaire ou secondaire, mais parfois au niveau universitaire.*

Conclusion

L'éventail des régimes linguistiques choisis par divers États, unitaires ou fédérés, témoigne de leur diversité, et cela en fonction de l'existence des minorités et surtout des endroits où elles se trouvent placées, soit en tant que groupes importants, soit comme agglomérations de groupes entremêlés. D'après les circonstances, les États ont pris soin d'offrir des écoles où les langues secondes sont bien enseignées, des écoles bilingues quand les groupes minoritaires sont importants, voire des écoles en langue maternelle là où la paix sociale, l'équité et les intérêts économique-culturels des régions où cohabitent les minorités importantes, le réclamaient. Parfois, dans diverses écoles, des cours spéciaux sont donnés dans la langue de certaines minorités, là où un nombre suffisant de parents appartenant à ces minorités les demandent. Les immigrants n'ont pas le droit de réclamer des écoles dans une langue autre que celle, ou celles, utilisée(s) pour l'enseignement dans certains États, ou dans certaines régions, mais ils ont les mêmes droits que ceux des majorités linguistiques. Leur droit au choix linguistique ne peut être plus grand que celui qui est accordé aux citoyens des États unitaires ou aux citoyens des États fédérés, soit sur l'ensemble des territoires respectifs, soit dans la région où résideraient ces immigrants. Dans les grandes villes où il existe d'importantes minorités linguistiques, comme, par exemple, Bruxelles et Jérusalem, l'État subventionne des écoles publiques dans la langue des minorités respectives.

* Charles D. Ammoun, *op. cit.*, pp. 111-112.



Chapitre troisième

Les droits de l'homme au Canada

L'Acte constitutionnel de 1867 a établi un partage des pouvoirs législatifs, en matière linguistique, entre le Parlement fédéral et les législatures provinciales. La Commission a procédé à un examen de la définition de ces droits et de leur portée dans un autre livre de son rapport.* C'est pourquoi il sera traité ici surtout des droits linguistiques affectant les groupes ethniques.

A. La législation fédérale

Les principales lois fédérales portent sur la Déclaration canadienne des droits de l'homme et sur le statut des langues officielles du Canada. Récemment, le Comité spécial du Sénat et de la Chambre des Communes a soumis certaines recommandations d'ordre linguistique, restées sans suite jusqu'à maintenant.

1. La Déclaration canadienne des droits de l'homme

Cette loi dont le titre entier est «Loi ayant pour objets la reconnaissance et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales», fut sanctionnée en 1960. Parmi ces droits, dont bénéficie tout individu au Canada, l'on mentionne ceux de la non-discrimination découlant de la race, de l'origine nationale, de la couleur, de la religion ou du sexe. L'énumération n'est pas restrictive et ne doit pas s'interpréter de manière à supprimer ou restreindre l'exercice d'un droit de l'homme ou d'une liberté fondamentale non énumérés dans la Déclaration et qui peuvent avoir existé au

* Livre II portant sur les droits linguistiques.

Canada lors de sa mise en vigueur. Il faut retenir la portée de cette Déclaration qui s'applique à tout individu se trouvant sur le territoire canadien à partir de 1960.

2. Le statut des langues officielles du Canada

L'anglais et le français sont proclamés langues officielles dans une «loi concernant le statut des langues officielles du Canada», sanctionnée le 9 juillet 1969. Elle donne suite à une des recommandations de la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. La loi prévoit aussi la possibilité de créer des districts bilingues, à condition que les deux langues officielles soient les langues maternelles parlées par les résidents de la subdivision et si au moins 10% de l'ensemble des résidents d'une telle unité territoriale parlent une langue maternelle qui est la langue officielle de la minorité linguistique dans cette subdivision. Aucune suite n'a été donnée, jusqu'à maintenant, à cette disposition.

La même loi sur les langues officielles accorde le choix linguistique dans toutes les procédures engagées devant les organismes judiciaires ou quasi-judiciaires créés en vertu d'une loi du Parlement du Canada, ou dans les procédures pénales devant les tribunaux de matières criminelles se trouvant sous la juridiction fédérale.

3. Recommandations du Comité spécial mixte du Sénat et de la Chambre des communes sur la Constitution du Canada

Le Comité considère qu'une nouvelle Constitution canadienne devrait stipuler que l'anglais et le français sont les deux langues officielles du Canada et qu'elle devrait reconnaître, entre autres: le droit pour toute personne d'avoir accès, dans les deux langues officielles, aux archives, aux journaux et édits du Canada, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario, du Québec et des Territoires; le droit pour toute personne d'utiliser l'une ou l'autre langue officielle lorsqu'elle traite avec les institutions judiciaires ou quasi-judiciaires fédérales, ou avec les tribunaux des trois provinces et territoires mentionnés; le droit de communiquer dans l'une ou l'autre langue officielle avec les ministères et organismes fédéraux et avec l'administration centrale des ministères ou organismes de

ces mêmes provinces et territoires; et le droit d'utiliser l'une des langues officielles chaque fois que, dans une province, la minorité représente 10% de la population parlant une des deux langues officielles.

Le Comité, dans la recommandation portant le numéro 25, considère que la nouvelle Constitution canadienne devrait reconnaître le droit des parents d'obtenir que l'anglais ou le français soit la langue d'enseignement de leurs enfants dans les écoles publiques des régions où cette langue est choisie par un nombre suffisant de personnes pour justifier l'établissement des institutions nécessaires.

De plus, le Comité souscrit à l'objectif global qui consiste à faire du français la langue de travail du Québec, et recommande que le Préambule de la Constitution devrait reconnaître officiellement que le Canada est un pays pluriculturel.*

B. Les législations provinciales

La plupart des provinces canadiennes ont adopté des lois provinciales pour protéger les citoyens, les droits de l'homme ou, entre autres, les droits linguistiques.

1. L'Ombudsman

En vue d'assurer la protection du citoyen dans ses relations avec les fonctionnaires publics et aussi avec les corporations, les associations et les syndicats, plusieurs provinces ont passé des lois appropriées.

a) La situation au Québec

Conformément à la *Loi du Protecteur du citoyen*, sanctionnée le 14 novembre 1968, celui-ci fait enquête, s'il en est requis, chaque fois qu'il a raison de croire qu'une personne a été lésée par les services administratifs, par les titulaires d'une certaine fonction, d'un office ou d'un emploi relevant du gouvernement, ou de l'un de ses ministères ou organismes. Il peut, quand on lui en fait la demande, enquêter sur la procédure suivie par un organisme du gouvernement ou l'un de ses membres dans l'exercice d'une fonction

* Pour les diverses recommandations énumérées ci-haut, voir le texte soumis par le Comité déjà cité, notamment les recommandations 22 à 27.

quasi judiciaire, chaque fois qu'il a des raisons de croire que la procédure suivie est entachée de quelque irrégularité grave ou que justice n'a pas été ou ne pourra être rendue.

Le Protecteur du citoyen peut, dans tous les cas, faire enquête de sa propre initiative.

Si l'enquête le justifie, le Protecteur du citoyen doit adresser un avis au chef du ministère ou de l'organisme intéressé et il peut y joindre toute recommandation jugée utile et requérir d'être informé des suites de sa recommandation. À défaut de l'application de mesures appropriées, il peut soumettre un rapport spécial à l'Assemblée nationale.

Parmi les plaintes adressées au Protecteur en 1971, quelques-unes concernaient l'exercice des droits linguistiques. Leur nombre fut, toutefois, extrêmement réduit, soit 2 demandes sur 5,203 qui ont été étudiées. On relève aussi une plainte faite par un immigrant qui enseignait au Québec, mais elle portait sur le refus de lui renouveler un permis temporaire dont il bénéficiait et qui lui permettait d'enseigner dans une école.*

Il existe au Québec deux hauts fonctionnaires qui veillent à la protection des droits individuels et s'opposent aux éventuelles discriminations. Ceux-ci n'ont pas l'autonomie du Protecteur du citoyen, car ils ne dépendent pas du Parlement, mais des ministères auprès desquels ils fonctionnent. L'un a été nommé après que la Loi 63 (Chapitre 9), dont l'objectif est de promouvoir la langue française au Québec, eut été sanctionnée le 28 novembre 1969. Cette loi, à l'Article 14a, autorise l'Office de la langue française à entendre toute plainte de tout employé ou de tout groupe d'employés si son droit à l'usage de la langue française comme langue de travail n'est pas respecté. Après avoir entendu les parties, considéré la langue de la majorité dans l'entreprise ou dans la division de l'entreprise dont il s'agit, la nature du travail, et toutes les autres circonstances, l'Office fait les recommandations qui s'imposent et elles sont rendues publiques. L'Office de la langue française dépend actuellement du ministère de l'Éducation et, par conséquent, le Protecteur linguistique nommé à la suite de la Loi 63 aussi.

* Pour plus de détails sur les trois plaintes susmentionnées, voir *Le Protecteur du citoyen*, troisième rapport annuel, 1970, Québec, S-94, S-96, S-100, pp. 63, 64 et 66.

Un autre haut fonctionnaire s'intéresse aux immigrants et dépend du ministère de l'Immigration. Il est le chef du Commissariat Général et il œuvre

*dans le domaine du service direct aux immigrants, où le commissaire général agit comme «ombudsman», et dans celui de la contribution aux activités générales du Ministère, tant par ses études et ses recherches, que par sa participation directe à l'élaboration des politiques et des législations.**

b) La situation dans les autres provinces

Plusieurs autres provinces ont adopté des lois sur l'Ombudsman: l'Alberta, en 1967; le Manitoba en 1969; le Nouveau-Brunswick, en 1967; la Nouvelle-Écosse, en 1970; le Saskatchewan, en 1972, et Terre-Neuve, en 1970.**

Conclusion

Les gouvernements provinciaux ont compris, ces dernières années, la nécessité croissante qu'ont les immigrants et les citoyens des différents groupes ethniques, ou appartenant aux deux majorités canadiennes, de voir leurs droits protégés.

En ce qui concerne le Québec, l'uniformisation du statut des trois protecteurs paraît souhaitable, pour que celui qui relève de l'Office de la langue française, ainsi que le Commissaire général du ministère de l'Immigration ne dépendent plus de leur ministère respectif, mais directement, ou indirectement, du Parlement. S'ils dépendaient directement du Parlement, ils auraient la liberté d'accomplir leur mandat sans aucune ingérence administrative; et dans ce cas, ils devront obtenir les moyens nécessaires (argent et personnel) pour bien remplir leurs fonctions. S'ils en dépendaient indirectement, ils seraient attachés comme sections au bureau du Protecteur du citoyen: autrement dit, les trois protecteurs formeraient une institution disposant de tous les droits nécessaires pour bien accomplir les tâches grandissantes qui leur incombent. Cette institution serait établie par le Parlement envers lequel elle serait responsable et auquel elle devrait fournir des rapports périodiques

* Ministère de l'Immigration, Rapport annuel 70/71, p. 49.

** Pour la désignation exacte de ces différentes lois, ou statuts, voir Kos, *op. cit.*

d'activités. Cette nomination, par le Parlement, pour une durée raisonnable, mettrait les trois ombudsmen à l'abri de toute intervention ministérielle ou autre, et de toute allégeance qui pourrait nuire à leur mandat.

2. Les lois des droits de l'homme

Dans les autres provinces, la législation portant sur les droits fondamentaux de l'homme et sur la non-discrimination est de date récente. La plupart du temps, cette législation est calquée sur la loi fédérale de 1960 portant sur ces sujets.

a) Le Québec

Le Québec n'a pas encore de loi ou de charte des droits de l'homme. Certains droits linguistiques ont été, toutefois, consacrés dans les Préambules de la Loi du ministère de l'Éducation. Ces Préambules, à contenu identique, se lisent comme suit:

ATTENDU que tout enfant a le droit de bénéficier d'un système d'éducation qui favorise le plein épanouissement de sa personnalité;

ATTENDU que les parents ont le droit de choisir les institutions qui, selon leur conviction, assurent le mieux le respect des droits de leurs enfants;

*ATTENDU que les personnes et les groupes ont le droit de créer des institutions d'enseignement autonomes et, les exigences du bien commun étant sauves, de bénéficier des moyens administratifs et financiers nécessaires à la poursuite de leurs fins.**

Le Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec a repris le premier alinéa des Préambules des lois, cités ci-haut, en l'étendant à l'éducation dans son ensemble, même à l'éducation permanente.**

La valeur juridique d'un Préambule d'une loi ordinaire est évidente, car il en fait partie et sert à expliquer l'objet et la portée de ladite loi ou statut.*** Outre sa portée juridique, il peut avoir

* Loi du ministère de l'Éducation, S.R.Q. 1964, Ch. 233, et Loi du Conseil supérieur de l'Éducation, S.R.Q. 1964, Ch. 234.

** Tome 3, Première partie, no 14, pp. 11-12.

*** Loi d'interprétation, S.R.Q. 1964, Ch. 1, Art. 40.

des conséquences politiques, psychologiques ou morales assez importantes.* Le principe des Préambules précités, qui portent sur le droit des parents de choisir l'école d'enseignement de leurs enfants, a été sanctionné, en 1969, dans la Loi 63, à son article 2, alinéa 3.

La seule loi québécoise qui porte sur la discrimination se réfère à l'emploi. Cette loi, à l'article 2, interdit la discrimination dans l'embauchage, la promotion, la mise à pied, le renvoi ou les conditions de travail d'un salarié. À l'article 4, il est prévu que personne ne doit, au sujet de l'embauchage d'un salarié par un employeur, publier une annonce, exposer une affiche, ou montrer un symbole impliquant ou suggérant une discrimination, non plus requérir des renseignements sur la race, la couleur, la religion, l'ascendance nationale ou l'origine sociale.** Il s'agit d'une loi à portée limitée et qui prévoit des sanctions contre ceux qui l'enfreignent.

b) Les autres provinces

Toutes les provinces canadiennes de droit commun se sont dotées de lois pour sauvegarder les droits de l'homme: l'Alberta, en 1966; la Colombie-britannique, en 1969; le Manitoba, en 1970; le Nouveau-Brunswick, en 1971 (en remplacement d'une loi antérieure, celle de 1967); la Nouvelle-Écosse, en 1969 (en remplacement d'une loi antérieure, celle de 1967); l'Ontario, en 1969 (faisant suite au «Racial Discrimination Act» de 1964 et à la «Anti-discrimination Commission» de 1958); Terre-Neuve en 1969; l'Île-du-Prince-Édouard, en 1968; la Saskatchewan, en 1965 (amendée en 1970 et en 1972). De plus, la province de la Saskatchewan a adopté: a) la Loi sur la Commission des droits de l'homme, sanctionnée le 21 avril 1972, b) la Loi sur la prévention de la discrimination quant à l'emploi, en 1965, et c) la Loi sur le comportement équitable

* Pour une analyse de la portée juridique des Préambules et des droits fondamentaux dans le domaine linguistique, voir Patrice Garant, «Les droits fondamentaux en matière d'enseignement: la question linguistique», *Revue du Barreau du Québec*, 1969, tome 29, no 8, p. 520 et ss., et *La Revue du Barreau du Québec*, 1970, tome 30, no 4, p. 320 et ss.

** Loi sur la discrimination dans l'emploi, S.R.Q. 1964, Ch. 142.

quant au logement, en 1965 également.* Toutes ces lois proclament des principes fondamentaux et déterminent des champs d'application.

L'Alberta: La loi proclame que tous les individus sont égaux en dignité et en droit, quels que soient leur race, leur croyance religieuse ou leur âge. La permanence de l'application de cette loi est assurée par l'administrateur. Il existe une division des droits de l'homme auprès du ministère de la Main-d'œuvre et du Travail. Celui-ci, chaque fois que l'administrateur ne peut résoudre un différend, peut nommer une commission d'enquête. On peut en appeler de la décision de cette commission devant la Cour du district. Les contrevenants peuvent recevoir des amendes ou des injonctions.

La Colombie-britannique: La loi des droits de l'homme de cette province a créé une Commission des droits de l'homme. La loi prévoit la non-discrimination, la liberté et l'égalité en dignité et en droit, pour toute personne, quels que soient sa race, sa religion, son sexe, sa couleur, sa nationalité, son ascendance ou son pays d'origine. La discrimination à cause de l'âge est aussi prohibée. La Commission des droits de l'homme peut imposer aux récalcitrants des amendes ou des injonctions auxquelles la Cour Suprême donne effet.

Le Manitoba: Les principes énoncés dans la Loi des droits de l'homme manitobaine et la manière d'agir de la Commission des droits de l'homme créée par ladite loi sont semblables à la législation de la Colombie-britannique.

Le Nouveau-Brunswick: Le Code des droits de l'homme du Nouveau-Brunswick réitère les mêmes principes anti-discriminatoires énumérés dans d'autres lois provinciales. Il maintient la Commission des droits de l'homme créée par une loi de 1967, cette Commission ayant les mêmes attributions que celles des autres provinces précitées. Néanmoins, la Commission des droits de l'homme a des activités élargies, car elle doit élaborer et diriger des programmes éducatifs destinés à faire disparaître les mesures discriminatoires. Pour accomplir cette tâche, la Commission a publié et distribue gratuitement au public des brochures portant sur l'évolution des droits de l'homme et sur le modèle canadien de

* Pour les noms complets de ces différentes lois, ou statuts, leur identification, etc., voir Kos, *op. cit.*

protection contre la discrimination. Ces brochures périodiques, comme tout ce qui porte sur les droits de l'homme, établissent un lien entre la législation du Nouveau-Brunswick et les textes universels, (la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen adoptée par la Constituante française le 27 août 1789, la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée et proclamée le 10 décembre 1948 par l'Assemblée Générale des Nations-Unies, et la Charte des droits et des devoirs de l'homme, contenue dans l'Encyclique *Pacem in Terris* de Jean XXIII, du 11 avril 1963).

La Commission des droits de l'homme est très active. Elle a participé, au mois de mars 1971, à la Cinquième Conférence annuelle des administrateurs des droits de l'homme, qui a eu lieu à Toronto, et, au cours de la même année, les membres et le personnel de cette Commission ont participé à 15 programmes télévisés ou radiodiffusés et à 21 conférences.

La Nouvelle-Écosse: La Loi des droits de l'homme de 1969 a remplacé la loi précédente de 1967, ainsi que la Loi de la Commission des droits de l'homme créée la même année. La Commission des droits de l'homme instituée par la loi actuelle s'intéresse, entre autres, au développement d'un programme d'information et d'éducation publique dans le domaine des droits de l'homme et la promotion du principe selon lequel toute personne est égale en dignité et en droit sans distinction de race, de religion, de croyance, de couleur ou d'origine ethnique ou nationale.

Le gouvernement de la Nouvelle-Écosse nomme un Directeur des droits de l'homme qui doit régler les cas de discrimination. S'il n'y parvient pas, le ministre compétent peut nommer une commission d'enquête avec pouvoir, le cas échéant, d'imposer des amendes et des injonctions.

L'Ontario: Le Code des droits de l'homme de l'Ontario proclame que la politique (public policy) de cette province tend à ce que toute personne soit libre, égale en dignité et en droits, sans distinction de race, croyance, couleur, sexe, état matrimonial, nationalité, ascendance ou pays d'origine. La Commission des droits de l'homme qui existait auparavant est maintenue. Si cette Commission ne réussit pas à régler les différends, le ministre compétent peut nommer une commission d'enquête pouvant imposer des sanctions sous forme d'amendes ou d'injonctions.

L'extension des droits ontariens prohibant la discrimination a commencé en 1944, avec l'adoption du «Racial Discrimination Act». En 1958, fut créée l'«Anti-Discrimination Commission», qui devint, en 1961, la Commission des droits de l'homme. Cette Commission a des bureaux à Toronto, Windsor, Thunder Bay, Ottawa, Sudbury et Kenora. Elle organise des réunions publiques dans de multiples localités et vise non seulement à la protection des résidents de l'Ontario, mais aussi à la protection des personnes de passage (visitors). Elle distribue gratuitement des brochures et des dépliants et organise des programmes éducatifs. En 1971, les représentants de la Commission ont pris part à 47 conférences. Elle est active aussi dans le domaine des recherches. Le Directeur de la Commission a été élu membre du Conseil d'administration de l'Association internationale des agences officielles des droits de l'homme.

L'Île-du-Prince-Édouard: Le Code des droits de l'homme de l'Île-du-Prince-Édouard s'apparente, quant à son contenu, aux autres codes déjà énumérés et qui traitent de ce sujet. L'application de la loi est confiée à un fonctionnaire (Human Rights Officer), mais c'est le ministre de la Main-d'œuvre et du Travail qui doit promouvoir le principe de la non-discrimination prévu par la loi. Cette loi s'applique aussi aux fonctionnaires de la province. Elle prévoit des amendes et des injonctions pour les contrevenants.

La Saskatchewan: Le principe de non-discrimination sous ses différentes formes se retrouve aussi dans la Loi des droits de l'homme de la Saskatchewan. Il s'applique à divers domaines, dont les droits à l'éducation pour toute école, collège, université ou toute autre institution d'enseignement, d'entraînement professionnel ou d'apprentissage.

La Commission des droits de l'homme de la Saskatchewan doit non seulement promouvoir le principe de non-discrimination, de liberté et d'égalité en dignité et en droit sans distinction de race, croyance, religion, couleur, sexe, nationalité, ascendance, ou pays d'origine, mais aussi faire valoir le principe que la diversité culturelle est un droit fondamental de l'homme.

La Commission essaie de régler à l'amiable les réclamations, faute de quoi le ministre compétent peut nommer une commission d'enquête. La décision de la Commission peut être portée en appel

devant la Cour du Banc de la Reine. La loi prévoit des possibilités d'amendes et d'ordonnances contre les contrevenants.

Terre-Neuve: Le Code des droits de l'homme de Terre-Neuve prévoit que le ministre compétent peut nommer une Commission pour veiller au respect de ces droits. La loi protège toute personne contre la discrimination raciale, religieuse, ou celle basée sur l'opinion politique, couleur, origine ethnique, nationale ou sociale. Un Directeur des droits de l'homme doit veiller à promouvoir ce principe. Les infractions sont sanctionnées par ordonnances, amendes ou injonctions. On peut faire appel contre l'ordonnance ministérielle devant la Cour Suprême de Terre-Neuve.

Conclusion

De la présentation qui précède, il résulte que seul le Québec ne s'est pas encore doté d'une charte des droits de l'homme. Il reste à considérer si cette charte devrait contenir des provisions d'ordre linguistique ou si elle devrait se borner à répéter les autres droits fondamentaux précisés dans la Charte canadienne des droits de l'homme et dans les chartes, lois, codes ou commissions des provinces. Aussi, le gouvernement québécois devrait-il considérer, étant donné l'incertitude qui règne actuellement quant à la nature et à l'ampleur des droits de l'homme et pour rassurer la majorité et la minorité linguistiques et ethniques du pays, l'urgence de sanctionner une charte qui ferait de ces droits et du principe de non-discrimination une loi québécoise fondamentale. Le gouvernement pourrait apprécier les conséquences d'une telle loi sur la paix sociale dans la province et lui donner une importance particulière en l'adoptant, éventuellement, avec une majorité de deux tiers de voix et en précisant qu'elle ne pourrait être abrogée qu'aux mêmes conditions. Cette manière de légiférer pourrait être appliquée aussi pour les lois-cadres linguistiques, concernant l'éducation en général ou celles d'autres secteurs.*

Malgré le fait qu'à l'exception du Québec toutes les autres provinces se soient donné une loi concernant les droits de l'homme, celle-ci ne mentionne pas expressément les droits linguistiques, mais protège, en général, contre les discriminations concernant la race,

* Pour ce qui est des décisions à majorité simple ou renforcée, voir le Livre II portant sur les droits linguistiques.

la nationalité, l'ascendance, le pays d'origine, l'origine ethnique, etc. De portée générale, elle assure une protection contre la discrimination dans d'autres domaines, surtout lorsqu'elle énumère des secteurs particuliers, comme l'emploi, le logement, l'accès aux lieux publics, etc. Dans un cas spécifique, c'est-à-dire celui de l'Ontario, la loi protège aussi les personnes de passage (visitors), et la loi de la Saskatchewan prévoit expressément la protection contre la discrimination culturelle.

Chapitre quatrième

Les droits de l'immigrant au Québec

Il n'entre pas, répétons-le, dans le cadre de ce volume de s'occuper des droits linguistiques de la minorité autrement qu'en ce qui touche les droits des groupes ethniques, et surtout les droits de l'immigrant. Les droits de la majorité et de la minorité dans ce domaine découlent du dualisme religieux qui leur a été accordé par l'*Acte de l'Amérique du Nord Britannique* et par l'application que chacune des provinces a faite de ses droits dans ce domaine. La Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec s'en est occupé;* la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme a repris le sujet** que notre Commission traite ailleurs également.*** C'est pourquoi, dans ce chapitre, il ne sera question que des droits qui touchent les nouveaux arrivés au Québec, droits résultant des accords signés par le Québec avec d'autres provinces, ainsi que ceux des «nouveaux-venus» en Ontario, étant donné l'importance de l'immigration dans la province voisine.

Il n'y avait aucune législation linguistique se référant à l'immigrant ou au citoyen allogène avant 1969. Les quelques lois qui les concernent portent sur des mesures sociales, sur le travail et la syndicalisation ou sur certains droits civiques et sur les libertés religieuses.

* Tome I, Ch. II, no 38 et ss.

** L'évolution de l'enseignement au Québec, Livre II, Ch. II.

*** Voir *supra*, la section traitant de l'enseignement aux immigrants. Deuxième partie, Ch. II. A); voir aussi le Livre II de la Commission qui porte sur les droits linguistiques.

A. Les lois sociales

La *Loi des sociétés de colonisation* permet le peuplement de certaines régions du Québec par les immigrants appartenant à des sociétés incorporées, avec l'assentiment préalable de l'autorité ecclésiastique compétente.

La *Loi des sociétés nationales de bienfaisance* accorde aux immigrants le droit de former des sociétés d'entraide mutuelle, alors que la *Loi des enfants immigrants* permet à des sociétés constituées à cette fin de

s'occuper du soin, de l'éducation, de la réforme ou de l'instruction des enfants immigrants dans la Province qui sont orphelins, négligés ou indigents, ou du placement de ces enfants dans les familles ou en apprentissage d'une industrie, d'un métier ou de toute autre occupation de genre semblable.

La même loi prévoit que si les enfants immigrants dans la Province sont

incapables de se livrer à aucune occupation ou métier... [la société] ...doit renvoyer cet enfant à l'endroit d'où il vient dans l'année à compter de la date de l'immigration.

Étant donné les droits prioritaires du Gouvernement fédéral en matière d'immigration, l'inconstitutionnalité de la décision portant sur le droit, par le Québec, de renvoyer des enfants immigrants indésirables en dehors du pays, semble évidente.*

Lois concernant le travail et la syndicalisation

En ce qui concerne le travail, on permet l'accès des immigrants à l'agriculture, mais jusqu'en 1970 on leur refusait l'accès aux professions libérales.** Néanmoins, comme nous l'avons déjà pré-

* Au sujet des trois lois sociales ci-haut mentionnées, voir Andrée Lajoie-Robichaud, «Politiques et attitudes à l'égard de l'immigration depuis la Confédération au Québec». Étude préparée en 1965 pour la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, p. 19 et ss.

** Les associations suivantes excluaient de leurs rangs tout immigrant qui n'avait pas la citoyenneté canadienne, et cela indépendamment de ses études ou capacités professionnelles: avocats, notaires, médecins, dentistes, pharmaciens, opticiens d'ordonnance, agronomes, architectes, ingénieurs, constables, détenteurs d'un permis de la Régie des alcools, décorateurs assemblers (à moins d'exception). Les professions suivantes peuvent également être réservées aux citoyens: fonctionnaires (à cause du serment d'allégeance), agents de réclamations, chimistes, apprentis. Cf. Andrée Lajoie-Robichaud, *op. cit.*, p. 23.

cisé,* l'accès, sans discrimination, aux emplois salariés leur est garanti par la loi.

La *Loi des syndicats professionnels* apporte des limitations à la liberté d'association des immigrants. Pour qu'un tel syndicat puisse être constitué il faut que 15 citoyens canadiens le demandent, et tout syndicat cesse d'exister si la proportion des non Canadiens parmi ses membres dépasse un tiers. De plus, l'Article 8 de la loi stipule que seuls les citoyens canadiens peuvent être membres du Conseil d'administration d'un syndicat ou faire partie de son personnel.**

B. Les droits civils

En matière civile, à l'exception de la fonction de juré, le *Code civil* confère aux immigrants les mêmes droits qu'aux citoyens canadiens, notamment quant aux dispositions de biens meubles et immeubles (Art. 25, C.C.). Ils possèdent la même liberté de mouvement ou d'expression et le même droit d'association que les citoyens canadiens. L'Article 18 du *Code civil*, tel que modifié en 1971, précise ainsi l'égalité de droits civils qui existe entre les citoyens et les non-citoyens:

Tout être humain possède la personnalité juridique.

Citoyen ou étranger, il a pleine jouissance des droits civils, sous réserve des dispositions expresses de la loi.

D'autre part, les non-citoyens ne jouissent pas de certains droits politiques: droit de vote aux élections (municipale, provinciale, fédérale), droit de vote aux élections des commissaires ou syndics d'écoles, droit d'être élus commissaires d'écoles, conseillers ou échevins municipaux, maires ou députés.

C. Les lois linguistiques

Jamais, dans le passé, le Québec n'a fait de discrimination entre les immigrants et les citoyens en matière d'éducation. La *Loi de l'instruction publique* s'appliquait sans distinction, la discrimination ne se manifestant qu'en fonction de la religion. Le Québec

* Voir *supra*, Troisième partie, Ch. III, B, 2, a).

** Voir Claude-Armand Sheppard, Rapport-synthèse, *op. cit.*, 8.5.2., pp. 25-26.

a instauré, depuis longtemps, le système scolaire protestant et catholique, ce dernier divisé en écoles de langue française et en écoles de langue anglaise. Au XIX^e siècle, alors que la population québécoise était composée surtout de Canadiens français et d'une minorité britannique, cette division scolaire à base de religion a fonctionné sans difficulté, étant donné qu'il s'agissait de langues correspondant à deux cultures.* Le problème s'est posé dès le début du XX^e siècle, alors qu'une minorité juive grandissante immigrait au Québec, et que d'autres groupes ethniques suivaient. Pour maintenir le système confessionnel, on a dû recourir à des généralisations forcées et injustes. Ainsi, comme on l'a déjà précisé,** les Juifs ont été légalement considérés comme protestants et envoyés aux écoles anglophones, alors que les enfants dont les parents n'étaient pas catholiques se voyaient dissuadés de fréquenter l'école de langue française.

L'anachronisme du système confessionnel séculaire a été mis en relief, surtout après la deuxième guerre mondiale, avec l'arrivée d'un nombre sans précédent d'immigrants. Des conflits socio-économiques se prolongèrent en conflits scolaires, lesquels conduisirent à la crise de Saint-Léonard puis à la Loi 63 (Chapitre 9) du 28 novembre 1969, qui la suivit. À cette loi s'ajouta la Loi de l'admission à l'étude et à l'exercice des professions, sanctionnée en décembre 1970, qui facilite aux immigrants l'admission aux professions et la connaissance d'usage du français. Ce sont là les seules lois linguistiques se rapportant aux non-citoyens allophones que le Québec se soit données.

1. La Loi pour promouvoir la langue française au Québec

La majorité des immigrants n'étant pas de religion catholique, leurs enfants ont dû fréquenter les écoles relevant du système confessionnel anglais. D'autre part, même les immigrants catholiques ont envoyé dans la plupart des cas leurs enfants aux écoles de langue anglaise; ils ont été motivés par des raisons socio-économiques, par le souci de mobilité géographique, et par le désir d'assurer un bilinguisme suffisant à leurs enfants, bilinguisme qu'ils craignaient ne pas obtenir dans les écoles catholiques de langue

* Les Britanniques ont toujours mis moins d'emphasis sur la culture, appartenant eux-mêmes à plusieurs cultures: anglaise, écossaise, irlandaise, etc.

** Deuxième partie, Ch. II, A. 6. b).

française. Cette situation a inquiété le gouvernement québécois et a suscité la création, le 5 novembre 1968, du ministère de l'Immigration.* Le 28 novembre 1969, le gouvernement sanctionnait la *Loi pour promouvoir la langue française au Québec*, habituellement désignée et connue sous le nom de Loi 63.** Cette loi facilite l'accès des enfants non catholiques aux écoles de langue française et, à cette fin, son Article 2 modifie en conséquence la *Loi de l'instruction publique*. Toutefois, les écoles protestantes étant maintenues, les élèves ont le choix, et non l'obligation, de suivre les cours élémentaires et secondaires en langue française. Dorénavant, les écoles de langue anglaise doivent assurer à leurs élèves (par un programme d'études et par des examens appropriés) une connaissance d'usage de la langue française et le ministre de l'Éducation doit prendre les mesures nécessaires à cette fin. D'autre part, l'Article 3 de la nouvelle loi modifiait l'Article 3 de la *Loi du ministère de l'Immigration*, en ajoutant, à la fin, le paragraphe suivant:

(le ministère de l'Immigration devra...)

e) prendre, de concert avec le ministre de l'Éducation, les dispositions nécessaires pour que les personnes qui s'établissent au Québec acquièrent dès leur arrivée ou même avant qu'elles quittent leur pays d'origine la connaissance de la langue française et qu'elles fassent instruire leurs enfants dans des institutions d'enseignement où les cours sont donnés en langue française.

L'article 3 de la Loi 63 est ambigu. Il faut faire appel à la traduction anglaise si on veut l'interpréter, tel que le gouvernement et les autorités scolaires l'ont fait depuis, comme ayant un caractère incitatif.

De plus, la loi se garde de mentionner les catégories de «personnes» concernées par la loi, et pour cause. Comment faire sans discrimination le tri parmi les personnes qui s'établissent au Québec d'une façon temporaire et d'une façon permanente: celles qui viennent des autres provinces et qui sont déjà citoyens anglophones du Canada; celles qui viennent des États-Unis et qui, partant, sont déjà anglophones; celles qui sont en résidence per-

* S.Q. 1968, Chapitre 68.

** S.Q. 1969, Chapitre 9.

manente mais non citoyens; celles qui sont de langue maternelle autre que française et anglaise et qui ont déjà une bonne maîtrise de la langue anglaise; les proches parents et les enfants d'immigrants qui viennent rejoindre ceux qui sont déjà installés dans le milieu anglophone du Québec; tous les immigrants parrainés qui échappent plus ou moins à un contrôle précoce; tous les visiteurs qui s'établissent par la suite au Québec, etc.? Comment distinguer entre les membres d'un groupe ethnique et ceux d'un autre groupe dans l'application d'une loi?

2. La Loi de l'admission à l'étude et à l'exercice de professions

L'accès aux plus importantes occupations ou professions particulières a été réservé longtemps, au Québec, aux citoyens canadiens. Pour éviter les nombreux empêchements créés par les corporations professionnelles qui demandent la citoyenneté comme préalable à l'exercice des professions, en vue de stimuler l'apprentissage, la connaissance et l'utilisation du français dans ce secteur, le gouvernement a sanctionné, le 19 décembre 1970, une loi qui interdisait, aux 19 corporations qui l'avaient acceptée, de refuser l'admission d'un nouveau-venu comme membre de la corporation. On leur interdisait également de refuser son admission à l'école ou à l'exercice de la profession, uniquement pour le motif que cette personne ne possédait pas la citoyenneté canadienne, si elle avait été admise légalement au Canada pour y demeurer en permanence, si elle s'engageait à demander sa citoyenneté dès qu'elle le pourrait en vertu de la *Loi de la citoyenneté canadienne*, si elle était domiciliée au Québec, et si elle avait une connaissance d'usage de la langue française:

Toutefois, une corporation mentionnée à l'annexe ne peut admettre une personne qui ne possède pas la citoyenneté canadienne comme membre de la corporation ou admettre une telle personne à l'étude ou à l'exercice de la profession régie par cette corporation, si cette personne n'a pas une connaissance d'usage de la langue française déterminée suivant les normes établies à cette fin par règlement du lieutenant-gouverneur en conseil. (Art. 4.)

Cette loi permet des exceptions, en ce sens que les corporations pourraient autoriser l'admission à l'étude et à l'exercice des profes-

sions aux personnes qualifiées qui ne possèdent pas la citoyenneté canadienne et qui n'ont pas la connaissance d'usage de la langue française, et cela pour une période n'exédant pas un an, ou pour une période plus longue lorsque l'intérêt public le requiert; dans ce dernier cas, il faut obtenir l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil.

3. Le Règlement concernant les normes d'évaluation de la connaissance d'usage du français d'un immigrant désirant être admis à l'étude ou à l'exercice d'une profession au Québec

Le gouvernement a promulgué ce Règlement le 10 mars 1971. L'Article 2 se lit comme suit:

La connaissance d'usage du français du candidat s'établit selon les normes suivantes:

- a) évaluation de la compréhension écrite;*
- b) évaluation de la discrimination auditive;*
- c) évaluation de la compréhension orale;*
- d) évaluation de l'expression orale.*

Les candidats qui démontrent, à la satisfaction du Comité d'examen, qu'ils possèdent de toute évidence la maîtrise de la langue française, peuvent être exemptés de l'examen.

Les avantages professionnels accordés aux immigrants ayant une connaissance d'usage du français peuvent être suspendus par les corporations respectives si l'intéressé ne demande pas la citoyenneté canadienne dès qu'il peut le faire en vertu de la *Loi sur la citoyenneté canadienne*, et cette suspension peut durer jusqu'à l'acquisition de cette citoyenneté.*

Depuis la sanction de la Loi 64, portant sur l'admission à l'étude et à l'exercice des professions, la Direction générale de l'adapta-

* L'importance de la Loi 64 pour les professionnels immigrants est considérable. Elle crée, pourtant, des problèmes à ceux qui n'avaient pas, auparavant, besoin de la citoyenneté, notamment les infirmières. Celles-ci seront désormais astreintes à la connaissance du français, ce qui limite le nombre des postulants dans un domaine où le besoin de main-d'œuvre est élevé et la mobilité est importante. Cette situation incite à une certaine souplesse dans l'application de la loi.

tion du ministère de l'Immigration vérifie, deux fois par mois, au moyen d'un test préparé à cet effet, le degré de connaissance d'usage du français des immigrants qui veulent bénéficier des avantages prévus dans cette loi.*

Depuis 1970, la très grande majorité des corporations professionnelles a accepté les provisions de la Loi 64.** Elles ne pourront plus exiger, à l'avenir, la citoyenneté comme condition d'admissibilité des immigrants parmi leurs membres.***

Du 1^{er} mars 1971 au 31 mars 1972, 538 candidats ont réussi le test de langue et, du 1^{er} avril au 1^{er} novembre 1972, 430 ont passé l'examen avec succès.

Ces indices sont favorables à l'utilisation du français parmi les professionnels immigrants.

* Ministère de l'Immigration, Rapport annuel 1970-1971, p. 37.

** Font exception les corporations d'avocats, de notaires et d'agronomes.

***Le projet de Code des professions, déposé à l'assemblée nationale, reprend à l'Art. 48, les dispositions linguistiques de la Loi 64.

Chapitre cinquième

Accords interprovinciaux: Coopération et échanges en matière d'éducation et de culture

Le Gouvernement du Québec a signé avec les provinces voisines deux accords portant sur l'éducation et la culture.

A. L'accord Québec-Ontario

Le 4 juin 1969, le Québec et l'Ontario signaient un accord les obligeant, dans la limite des compétences provinciales et où la chose s'avérerait possible, à fournir des services gouvernementaux en français et en anglais et de dispenser aux étudiants du groupe minoritaire de langue anglaise ou de langue française, l'enseignement dans leur langue. Les deux provinces s'engageaient à favoriser la reconnaissance réciproque des programmes de formation des enseignants et des programmes d'études.

L'Article 15 de l'Accord porte sur l'apport culturel des allogènes et se lit comme suit:

Nous favoriserons des échanges mettant en évidence l'apport de nos différents groupes ethniques.

Cet article se trouve sous le titre IV de l'Accord, «Culture», et témoigne de l'intérêt que les deux gouvernements portent au pluralisme culturel des divers groupes ethniques. Les mêmes affirmations se retrouveront à l'Article 13 de l'Accord intervenu entre le Québec et le Nouveau-Brunswick, peu de temps après l'Accord signé avec l'Ontario.

D'ailleurs, ces préoccupations d'ordre culturel en faveur des groupes ethniques ont été consacrées par le gouvernement qué-

bécois à l'Article 4 de la loi qui a créé, le 5 novembre 1968, le ministère de l'Immigration. Cet article donne au ministre la tâche de favoriser la conservation des coutumes ethniques. Étant donné l'interdépendance des ministères québécois en ce qui concerne divers domaines d'intérêt commun, la même loi a créé une Commission interministérielle des affaires des immigrants. Présidée par le ministre de l'Immigration ou par son représentant, elle est chargée de donner son avis au ministre sur toutes les questions relatives à l'application de la loi. Elle peut faire, à sa demande, aux ministères concernés, des recommandations sur les services qu'ils peuvent fournir au ministre pour l'aider dans l'exécution de ses fonctions et compléter son action dans leurs domaines respectifs.* Pour mieux faciliter les échanges interprovinciaux mettant en évidence l'apport des différents groupes ethniques, tel que prévu par les Accords entre le Québec et l'Ontario, et le Québec et le Nouveau-Brunswick, il est nécessaire d'établir un mode de coopération étroite entre le ministère de l'Immigration, le ministère des Affaires culturelles, (éventuellement d'autres ministères) et les groupes ethniques.**

B. L'Accord Québec-Nouveau-Brunswick

Le 18 décembre 1969, les gouvernements du Québec et du Nouveau-Brunswick signaient un Accord similaire à celui que le Québec avait conclu avec l'Ontario.

Dans le Préambule de cet Accord, les deux gouvernements reconnaissent que le français et l'anglais sont les langues officielles du Québec et du Nouveau-Brunswick, langues qu'ils s'engagent à promouvoir par des échanges de renseignements sur les méthodes d'enseignement. La plupart des autres clauses de coopération et d'échanges en matière d'éducation, de culture et de communications sont presque identiques à celles qui se trouvent dans l'Accord avec l'Ontario.

* Loi du ministère de l'Immigration du Québec, sanctionnée le 5 novembre 1968, Statuts du Québec, ch. 68, Article 8.

** Voir aussi *supra*, Deuxième partie, Ch. III, C, portant sur le pluralisme culturel.

Constats et recommandations

Droits existants et droits éventuels

L'actuelle constitution canadienne accorde au Parlement fédéral et aux parlements provinciaux le droit de légiférer sur l'immigration. Néanmoins, en cas de conflit, la priorité fédérale paraît évidente. Deux des provinces canadiennes, la Colombie britannique et la Saskatchewan, ont réussi, dans le passé, à imposer des lois discriminatoires envers certains de leurs citoyens d'origine asiatique, mais cela s'explique par la politique de l'époque en la matière des gouvernements fédéral et de la Grande-Bretagne, et aussi par un contexte historique qui ne semble plus défendable juridiquement aujourd'hui, ni conforme aux lois actuelles et aux politiques d'immigration d'un Canada devenu judiciairement indépendant de la tutelle du Conseil privé britannique.

Tout individu possède des libertés et des droits fondamentaux, communément nommés les droits de l'homme: le droit des gens en témoigne, ainsi que diverses résolutions des Nations-Unies et de l'UNESCO, l'encyclique papale, les ententes et conventions. Ces droits, dont certains furent diffusés après la guerre de l'Indépendance américaine et après la Révolution française de 1789, se trouvent inscrits dans la plupart des constitutions actuelles des peuples civilisés. Parmi eux se trouvent, souvent, celui de la non-discrimination linguistique et du droit de parents ou des tuteurs de choisir l'école qu'ils considèrent la meilleure pour la formation et l'épanouissement des enfants.

La Cour permanente de Justice internationale, après la première guerre mondiale, et la Cour européenne des droits de l'homme, plus récemment, ont eu l'occasion de rendre des décisions d'ordre linguistique touchant les droits de l'homme.

Le Canada et toutes les provinces, sauf le Québec, se sont donnés des lois garantissant les libertés fondamentales et les droits de l'homme. Le contenu de ces lois est semblable et porte surtout sur la non-discrimination à base de race, de couleur, de croyance, de sexe, d'état matrimonial, de nationalité, d'ascendance ou de pays d'origine. Dans la plupart des cas, des Commissions de droits de l'homme ont été créées, pour veiller au respect de ces droits et libertés fondamentaux.

Aucune de ces lois, fédérale et provinciales, ne porte sur la discrimination linguistique. La loi canadienne s'applique à «tout individu» et celle de l'Ontario protège aussi des personnes de passage (visiteurs), tandis que celle de la Saskatchewan prévoit, en plus, que la diversité culturelle est un droit fondamental de l'homme et qu'elle a une valeur humaine primordiale.

Même si le Québec ne s'est pas encore doté d'une loi pour la protection des droits de l'homme, il les a toujours respectés en fait, et cela d'une manière qui lui fait honneur. Les seuls textes juridiques portant sur ces droits se rencontrent:

a) dans les Préambules de la *Loi du ministère de l'Éducation* et de la *Loi du Conseil supérieur de l'Éducation*, pour ce qui est des droits de l'enfant de bénéficier d'un système d'éducation qui favorise le plein épanouissement de sa personnalité, des droits des parents de choisir les institutions qui, selon leurs convictions, assurent le mieux le respect des droits de leurs enfants et des droits qu'ont les personnes et les groupes de créer des institutions d'enseignement autonomes avec l'assistance administrative et financière adéquate; et

b) dans la *Loi sur la discrimination dans l'emploi*.

Étant donné le respect que le Québec a toujours eu pour les droits de l'homme et le caractère socio-linguistique et socio-culturel de sa population, la Commission recommande:

Que le Parlement du Québec sanctionne une loi portant sur les droits de l'homme sous une forme de charte, de proclamation ou sous toute autre forme, par décision simple ou renforcée; qu'il crée une commission des droits de l'homme qui veille, d'une manière permanente, à remédier à toute discrimination éventuelle ou toute violation desdits droits.

Plusieurs provinces ont sanctionné des lois créant des protecteurs des droits du citoyen ou «ombudsmen». Le Québec a passé une loi similaire, mais il existe, en fait, deux autres personnes ayant des activités semblables en certains domaines précisés. L'une d'entre elles est attachée auprès du ministre de l'Immigration.

Vu la situation spéciale dans laquelle se trouvent les immigrants, dont la plupart ignorent tout des lois, des coutumes, des ressources et des langues de leur nouveau pays, et que, par le fait même, ils sont exposés souvent à des abus; vu aussi le besoin de leur protection, aussi bien que celle des citoyens appartenant aux autres groupes ethniques qui peuvent rencontrer des difficultés culturelles, sociales, économiques et législatives différentes du reste de la population québécoise, la fonction d'«ombudsman» pour les protéger s'avère nécessaire.

Il semble nécessaire que l'«ombudsman» des immigrants (aujourd'hui commissaire général au ministère de l'Immigration) reçoive, dans l'exercice de ses fonctions, une autonomie semblable à celle du protecteur du citoyen. C'est pourquoi il devrait, à l'avenir, être nommé par l'Assemblée nationale et avoir, dans sa sphère d'activité, les mêmes droits et obligations que le protecteur du citoyen. Il pourrait fonctionner d'une manière indépendante ou dans le cadre d'une division du Bureau du protecteur du citoyen, avec lequel il aurait tous les contacts ou consultations nécessaires pour mieux remplir ses fonctions.

Pour que celui-ci puisse accomplir son mandat d'une manière satisfaisante et qu'il devienne un véritable «ombudsman» des immigrants, la Commission recommande:

Que le commissaire général du ministère de l'Immigration ait les prérogatives d'un «ombudsman» qui serait protecteur des droits des immigrants; qu'il soit nommé par le Parlement du Québec de la même manière que le protecteur du citoyen; qu'il agisse comme son assistant, dans le domaine déterminé qui sera le sien, et qu'il siège à Montréal.

Il faudrait, à l'avenir, qu'une publicité adéquate soit faite pour que les immigrants soient informés de l'existence et du rôle de cet «ombudsman». C'est pourquoi la Commission recommande:

Que le gouvernement, par ses publications, fasse en sorte que l'existence et le rôle de cet «ombudsman» soient connus non seulement au Québec mais aussi à l'étranger.

Divers pays où se trouvent des minorités ethniques ont essayé de maintenir l'harmonie sociale et d'assurer un enseignement approprié pour l'épanouissement linguistique et culturel desdites minorités en appliquant soit le principe de la territorialité soit, dans les pays où ces minorités se trouvent entremêlées avec la population majoritaire, le principe de la personnalité. Certains ont fait une différence entre une partie du territoire où il n'existe pas de minorités et les endroits où ces minorités se trouvent juxtaposées ou entremêlées avec la majorité linguistique. Ainsi ont été créées des régions bilingues en ce qui concerne l'enseignement, soit en se basant sur un nombre minime de la population minoritaire pour ces régions, soit en proclamant régions bilingues certaines parties du territoire où des minorités linguistiques se trouvaient en grand nombre, plus spécialement dans les grandes villes comme par exemple à Bruxelles ou à Jérusalem.

La zone de Montréal, où vivent des minorités britanniques ou autres en proportion d'environ 34% pose des problèmes démo-linguistiques semblables aux grandes métropoles cosmopolites.

Actuellement, il existe deux systèmes confessionnels: l'un protestant, de langue anglaise, et l'autre catholique, de langues française et anglaise. En 1969, le Québec a sanctionné le principe du libre choix des écoles par les parents. Ce droit de libre choix bénéficie aussi aux parents immigrants (non-citoyens canadiens). La province de l'Ontario (qui a reçu depuis la deuxième guerre mondiale plus de 50% des immigrants sur son territoire) accorde également, sans restriction, le droit de choix, aux parents immigrants pour leurs enfants, entre l'école de langue française et l'école de langue anglaise, là où c'est possible. Même si l'application en est réduite, le principe existe.

Depuis 1970, une loi accorde aux immigrants qui ont une connaissance d'usage du français l'accès aux professions libérales.

Les lois portant sur les droits des immigrants et des groupes ethniques résidant au Québec, quelle que soit leur nature (linguistique, professionnelle, juridique, sociale, civile ou autre) sont disparates et espacées dans le temps. À l'exception des lois à caractère confessionnel (qui ont été créées au XIX^e siècle) et de la loi obligeant les parents juifs à envoyer leurs enfants aux écoles protestantes (qui date du début de ce siècle), les lois linguistiques portant sur les droits scolaires et sur l'exercice

des professions libérales sont de date très récente (Loi 63 en 1969 et Loi 64 en 1970). Certaines mesures administratives ont été prises, de temps à autre, par divers ministères, notamment le ministère de l'Éducation, ou par diverses Commissions scolaires.

Étant donné qu'à l'avenir les postulants à l'immigration au Québec devront connaître à l'avance le système légal dans lequel ils auront à s'intégrer, la Commission recommande:

Qu'un recueil des lois et règlements intéressant plus particulièrement les immigrants soit préparé par le gouvernement du Québec et que le ministère de l'Immigration assure ensuite une publicité adéquate à ce recueil, aussi bien auprès des postulants immigrants, par l'intermédiaire des services d'immigration à l'étranger, que des intéressés résidant au Québec.



Quatrième partie

Situation des Indiens et des Esquimaux

Introduction

Un examen du problème des Indiens et des Esquimaux, dans le contexte de l'étude de la situation linguistique au Québec, a paru important et intéressant à plusieurs égards.

La situation des Indiens et des Esquimaux est bien particulière; elle est rarement abordée dans le cadre d'une politique globale, mais plutôt par secteurs particuliers: question concernant la juridiction, domaine de la pauvreté, etc. En traitant le problème linguistique des Indiens et des Esquimaux du Québec nous n'avons pas l'intention de morceler le problème. Nous reconnaissons au contraire que la situation des Indiens et des Esquimaux n'est pas la même que celle des autres minorités ethniques du Québec et qu'elle doit être considérée en tenant compte de leur importance historique et culturelle spécifique au Québec.

En effet, Indiens et Esquimaux sont à la source de l'histoire de ce continent, puisqu'ils en ont été les premiers habitants. Ethniquement, linguistiquement et culturellement, ils appartiennent à des groupes nombreux. Au point de vue ethnique, ils s'apparentent aux Mongols, aux Indonésiens, aux Polynésiens, aux Ouraliens. Au point de vue linguistique et culturel, les Esquimaux du Québec s'apparentent aux Esquimaux de l'est du Labrador et des Îles Belcher (Qikittarmiut). Ils utilisent la langue Inupik (et ses dialectes). Des deux grandes langues indiennes parlées au Canada à l'arrivée des Européens, la langue algonquine et ses dialectes cris prévalent au Québec.

Très mal connues du public québécois, les cultures indienne et esquimaude sont parmi les plus originales et les plus riches du

Québec et forment deux entités distinctes (pour ce qui est de l'organisation sociale et politique, de la religion et des arts), malgré une acculturation certaine qui a touché tous les niveaux de leur vie sociale.*

La Commission a essayé de situer la question linguistique telle qu'elle se pose aux Indiens et aux Esquimaux du Québec aux points de vue juridique, géo-démographique, social et éducatif.

* Dossier Indiens-Esquimaux, p. 12 et ss., doc. 300.

Chapitre premier

La situation des Indiens et des Esquimaux

A. La situation juridique

Les Indiens

Isoler pour mieux intégrer, tel est le paradoxe politique qui est à la base de la fameuse *Loi des Indiens* de 1874, révisée et modifiée en 1952, 1953, 1956, 1960, 1961 et qui régit, encore en 1972, le statut juridique des Indiens. Cette loi ne fait aucune mention des droits des langues indiennes parlées au Canada. Le gouvernement du Canada s'engage à jouer un rôle paternel vis-à-vis des Indiens: il gère leurs biens, leur fournit des services divers et, surtout, bien sûr, celui de l'enseignement.

Une nouvelle politique essaie de pallier certaines contradictions de la loi, tout en conservant le même but. Un Livre Blanc propose de faire de tous les Indiens, en cinq ans, des citoyens canadiens à part entière.

Les Esquimaux

En ce qui concerne les Esquimaux, le gouvernement québécois a, de droit (depuis 1964), la responsabilité des habitants du Nouveau-Québec, qui n'ont aucun statut spécial. Pourtant, une partie des responsabilités est encore assumée par le gouvernement fédéral qui suit, à l'égard des Esquimaux, à peu près la même politique qu'à l'égard des Indiens.

B. La situation géographique et démographique

Les Esquimaux comptaient en 1970 une population d'environ 3,385 personnes,* ce qui représente, évidemment, un petit groupe; mais de par sa situation particulière sur la carte, il risque de se trouver d'ici quelques années au centre des préoccupations du Québec. En 1969, 528 Blancs vivaient également au Nouveau-Québec en permanence ou pour une période temporaire. M. R. Maheu, dans son étude sur l'évolution numérique des populations indiennes et esquimaudes, prévoit environ 7,200 Esquimaux en l'an 2001.**

Il y avait, en 1970, 25,756 Indiens.*** La population indienne suit, plus ou moins, les mêmes règles d'occupation du territoire que les Blancs: elle se regroupe, principalement, autour de Montréal, de Québec et du Lac St-Jean et se disperse en Abitibi, sur la Côte-Nord et en Gaspésie. Le taux annuel de croissance est très bas, soit 2.2% entre 1951 et 1961, mais ce taux devrait augmenter à cause de la baisse de la mortalité. On avance le chiffre de 57,400 pour les Indiens du Québec en 2001.****

C. La situation linguistique

1. Les Indiens

Les données du Bureau fédéral de la Statistique sur la connaissance de la langue indienne comme langue maternelle et des langues officielles, confondent, dans leurs chiffres, Indiens et Esquimaux: les Esquimaux ne représenteraient que 1/8 du total. Le recensement de 1971 donne 21,050 personnes de la province de Québec indiquant comme langue maternelle une des langues indiennes ou bien l'esquimau.

* Source: Ministère des Affaires indiennes. Division des statistiques. 30 juin 1970. p. 28.

** R. Maheu, «Étude démographique sur les Indiens et les Esquimaux du Québec», 22 juin 1970, doc. 410, p. 8.

*** Source: Ministère des Affaires indiennes. Division des statistiques. 31 décembre 1970. p. 31.

En ce qui concerne la répartition des tribus ou bandes indiennes, selon leur appartenance culturelle, leur langue et l'endroit habité, voir l'Appendice IV.

**** R. Maheu, «Étude démographique sur les Indiens et les Esquimaux du Québec», 22 juin 1970. p. 7.

Les chiffres concernant les langues officielles, selon le recensement de 1961, sont les suivants:

Anglais seulement	31.3%
Français seulement	22.7%
Anglais et français	7.6%
Ni anglais ni français	38.4%

Au même recensement, la langue maternelle des Indiens et des Esquimaux du Québec a été enregistrée comme suit:

Anglais	11.2%
Français	12.3%
Correspondant à l'origine ethnique	76.2%
Autre	0.3%

Les chiffres portant sur la langue maternelle renseignent aussi sur la situation qui prévalait il y a environ 25 ans. Ils indiquent une tendance à l'anglicisation chez les Indiens du Québec.

2. Les Esquimaux

L'évaluation des responsables de la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec semble correspondre à l'évaluation généralement admise, soit:

Langue esquimaude	80%
Connaissance réduite de l'anglais	10 à 15%
Anglais courant	3 à 5%

Ainsi, la situation des Esquimaux est très différente de celle des Indiens.

Chapitre deuxième

Étude descriptive*

A. Les Esquimaux

La Direction générale du Nouveau-Québec (DGNQ) est chargée de l'action gouvernementale provinciale au Nouveau-Québec, à l'exclusion des pouvoirs qui relèvent des ministères de la Justice, des Terres et Forêts, de l'Éducation et de la Sécurité du Québec. Par contre, les Esquimaux élisent des conseils de villages qui, en apparence, ressemblent aux conseils municipaux. Néanmoins, ces conseils ne sont pas reconnus légalement et leurs pouvoirs sont moraux (suggestions, etc.). La lutte des deux administrations, fédérale et provinciale (qui fournissent souvent le même service dans de petits villages d'une centaine d'habitants), crée des groupes de pressions qui s'affrontent aussi sur le plan linguistique et elle ne facilite guère une intégration linguistique naturelle dans un groupe ou dans un autre.

Au niveau économique, on constate le même état de dépendance. Les allocations sociales et l'aide de toutes sortes (programmes d'habitation, caisse de prêts aux Esquimaux, aide financière de la DGNQ, allocations scolaires, etc.) constituent une source de revenus assez importante et régulière.** Les deux gouverne-

* Cette étude, effectuée par le Service de la documentation de la Commission Gendron, à l'aide d'entrevues, de compilations de documents officiels, d'articles de journaux, de compte rendus, de conférences ou d'études diverses, essaie de voir comment les différents aspects de la vie sociale des Indiens et des Esquimaux régissent les usages linguistiques des deux groupes. Cahier documentaire sur les Indiens et les Esquimaux, préparé par le Service de la recherche, Livre I. AK7.

** Cf. dossier Indiens-Esquimaux, p. 56.

ments, la Compagnie de la Baie d'Hudson et les compagnies installées au Nouveau-Québec fournissent quelques emplois. Mais ces emplois sont situés à des niveaux subalternes et ne nécessitent, en général, aucune ou peu de connaissance des deux langues officielles.

Les Indiens, comme les Esquimaux, manifestent un vouloir-vivre collectif et voient d'un mauvais œil l'exploitation de leur territoire. Ils refusent d'accepter les emplois à cause des déplacements qu'ils nécessitent et de la disassociation des familles qu'ils entraînent.

Les coopératives jouent un rôle important au point de vue économique,* mais aussi au point de vue social. On y constate l'influence dominante de l'anglais.

Quant aux services de santé, les renseignements fournis par le Dr M. Savoie** précisent que les services médicaux traditionnels et aussi tout le travail d'éducation de ces services (qui desservent tout le Nouveau-Québec à l'exception de la Baie d'Ungava) sont donnés en anglais, par un personnel formé, en majorité, de Canadiens français bilingues.

La religion détermine aussi, dans une certaine mesure, la langue officielle des Esquimaux. Les Esquimaux sont anglicans à environ 98%.***

La présence de la Sûreté du Québec au Nouveau-Québec est encore trop peu sensible — deux patrouilles y séjournent deux fois par an — pour que ce facteur puisse avoir une influence importante dans le choix des langues officielles.

B. Les Indiens

La dépendance des Indiens au point de vue administratif est relative, puisque l'agent envoyé dans les différentes réserves pour mettre en pratique la politique définie à Ottawa par le

* Dossier sur les Amérindiens et les Esquimaux, synthèse, annexe VI: domaine d'activités des coopératives du Nouveau-Québec, 1969, Commission Gendron, 1972.

** *Idem*, p. 61 et ss.

***Revue *Maintenant* août-septembre 1970, article de R. Lechat, «Au Nouveau-Québec, l'Église est anglicane».

ministère des Affaires indiennes est remplacé, en certains endroits, par le conseil de bande. Sur les 41 conseils de bande du Québec (37 chefs), trente conseils administrent effectivement leur budget (fourni par le ministère des Affaires indiennes). Treize bandes, sur ces trente, possèdent des revenus propres provenant de différentes sources.

En ce qui concerne les agents envoyés par le fédéral, il semble que la direction régionale emploie aussi bien des francophones que des anglophones, sauf dans le district de Caughnawaga où tous les employés sont anglophones.

Il est assez difficile de connaître exactement la proportion de l'anglais et du français utilisée au travail. La seule indication que nous possédions est, comme on l'a vu, la connaissance des langues officielles qui donne 31.3% parlant anglais, 22.7% parlant français et 7.6% bilingues français-anglais. Ces chiffres laisseraient supposer qu'en général les Indiens et les Esquimaux utilisent davantage l'anglais comme langue de communication au travail.

Les services de santé sont fournis dans les deux langues par le personnel du service de santé du gouvernement fédéral. La majorité de ce personnel est francophone: 16 médecins sur 23, toutes les infirmières et aide-infirmières; presque tout le personnel auxiliaire est Indien.

Comme au Nouveau-Québec, on note une très nette diminution du rôle social et religieux des missionnaires dans les réserves. D'après la fréquentation scolaire des enfants, il semble que les Indiens du Québec soient en majorité catholiques.* Cependant, l'Église catholique utilisant aussi la langue anglaise du Québec, l'appartenance religieuse ne nous fournit pas un très bon indice sur l'utilisation de la langue française.

Rôle des moyens de communication

Il n'y a pas de programmes pour les Indiens et les Esquimaux — au réseau français de la radio ni au réseau français et anglais de la télévision. Aucun des postes privés du Canada n'a de programme pour les communautés indiennes en anglais, en français

* Dossier Indiens et Esquimaux, synthèse, annexe XI. a, b, c, d, et e.

ou en langue indienne. Seul le réseau de la radio anglaise CBC consacre 15 minutes de présentation hebdomadaire qui s'appelle «Indian Magazine».*

Il semble donc que les moyens de communication ne favorisent pas chez l'Indien ni l'apprentissage du français, ni la connaissance de sa propre langue.

* Mémoire présenté par la National Indian Brotherhood of Canada, The Canadian Metis Society et Indian Eskimo Association of Canada, au Comité spécial du Sénat sur les moyens de communication, décembre 1969.

Chapitre troisième

L'enseignement au Nouveau-Québec

Les structures de l'enseignement, pour les Indiens et pour les Esquimaux du Québec, sont, comme celles des autres services, fonction de leur statut juridique.

En 1968, la Loi 67 créa la Commission scolaire du Nouveau-Québec, mais l'administrateur n'est entré en fonction qu'en avril 1970.

L'intention du législateur, en créant cette commission scolaire, fut d'appliquer dans le Nouveau-Québec un système identique à celui qui existait dans tout le reste de la Province. La Commission scolaire du Nouveau-Québec, installée à Québec, doit amener les populations à se scolariser dans l'optique de la politique provinciale. Il existe, au Nouveau-Québec, deux systèmes scolaires: le système fédéral anglophone et le système francophone dont s'occupe la Commission scolaire. La particularité du système francophone est de n'introduire le français que progressivement, l'enseignement étant donné, pendant les trois premières années entièrement en langue esquimaude, conformément aux recommandations de la Commission sur l'Éducation de l'UNESCO. Cette dernière estime que le blocage intellectuel des enfants éduqués dans une langue seconde vient de la coupure qui se produit entre l'école et le milieu familial et culturel.

Pour ce qui est du niveau secondaire, la seule véritable réalisation est l'école de métiers provinciale du Poste de la Baleine où l'enseignement est donné en anglais, puisque tous les élèves viennent des écoles fédérales. Le principe du gouvernement fédéral est d'envoyer les jeunes Esquimaux qui le désirent en dehors du

Nouveau-Québec, afin de faire leurs études secondaires. Il existe des écoles du ministère des Affaires indiennes à Churchill (programme du Manitoba), à Ottawa (programme ontarien), et Montréal (programme anglais). Ce système entraîne le déracinement du groupe et de la famille et constitue un obstacle important à l'éducation et à la promotion sociale des jeunes Esquimaux. Toutefois, on a décidé de construire une école secondaire à Povungnituk.

Chapitre quatrième

Les attitudes

Les attitudes et les vœux suivants se dégagent des recherches effectuées par la Commission.

A. Les Esquimaux

- 1) refusent, en général, d'apprendre deux langues secondes: habitués à considérer l'anglais comme la langue de communication avec les Blancs, les Esquimaux trouvent très difficile de devoir apprendre une deuxième langue pour les mêmes fins;
- 2) désirent continuer l'expérience de l'enseignement en langue esquimaude jusqu'à ce que l'enfant maîtrise bien sa langue;
- 3) suggèrent d'inviter un personnel esquimau qualifié d'autres pays (par exemple du Gröenland) pour former, dans leur langue, les Esquimaux du Nouveau-Québec et pallier ainsi au manque flagrant de personnel compétent dans le domaine de l'enseignement.

B. Les Indiens

L'enseignement chez les Indiens du Québec relève du gouvernement fédéral. L'implantation d'écoles qui leur sont propres a commencé de façon modeste et variable, suivant l'emplacement. L'éducation, telle qu'elle est organisée actuellement, ne date que d'une quinzaine d'années. L'instruction était assurée par des missionnaires, dans des écoles dites saisonnières, qui tenaient compte de la mobilité des Indiens.

Aujourd'hui, il existe trois catégories d'écoles:

- 1) les écoles fédérales, situées dans plusieurs réserves, sont des externats primaires qui vont de la maternelle à la cinquième année environ.
- 2) les pensionnats indiens qui se trouvent parfois dans la réserve ou le plus souvent à l'extérieur (Sept-Îles, La Tuque);
- 3) l'école publique: en vertu de l'article 113 de la *Loi sur les Indiens*, le ministère des Affaires indiennes peut conclure des accords avec le gouvernement d'une province, avec une Commission scolaire publique ou séparée et avec une institution religieuse ou de charité.*

Les résultats scolaires sont loin d'être aussi satisfaisants qu'ils pourraient l'être, à cause des obstacles suivants:

- la réaction des parents au phénomène de la scolarisation (séparation de la famille, crainte de la perte de leur identité indienne sans rien acquérir en échange);
- un environnement social qui les défavorise;
- l'âge élevé des étudiants, accentué par une grande maturité chez les jeunes Indiens;
- la barrière de la langue et, surtout, de la culture différente des Blancs (exemple: les Indiens de la Côte-Nord ont en particulier un système de calcul à base de 4).**

Conclusion

En nous référant aux opinions émises dans les différents rapports et les conférences concernant les Indiens du Québec, nous avons extrait les idées suivantes qui reviennent régulièrement et qui constituent autant de suggestions:

* Voir la liste des ententes conjointes dans la province de Québec, Dossier Indiens-Esquimaux, annexe XIV a) et b).

** Pour plus de renseignements sur les effectifs, les programmes et les méthodes d'enseignement, l'éducation des adultes, le personnel enseignant, voir le «Dossier Indiens-Esquimaux», préparé par le service de recherche de la Commission, p. 118 et ss.

- a) établir des écoles dans les réserves pour éviter aux jeunes Indiens un exil auquel ils ne sont pas préparés et qui les perturbent psychologiquement;
- b) suivre, au Nouveau-Québec, le principe des écoles provinciales en offrant un enseignement en langue indienne pendant les trois premières années; en 4^e et en 5^e année, introduire à mi-temps l'anglais ou le français, suivant les cas; enfin, jusqu'en 12^e année, continuer à enseigner l'histoire et la religion en langue indienne;
- c) encourager les Indiens à créer des contacts avec les Blancs en envoyant leurs enfants dans les écoles régionales de ces derniers plutôt que dans les pensionnats indiens, et pour éviter l'isolement des enfants, les mettre en rapport avec des familles nourricières de race blanche, qui joueraient le rôle de tuteur; ou, au contraire, les laisser renforcer leur isolement, donnant ainsi à leurs enfants la possibilité de développer leur langue et leur culture, afin d'aborder ensuite le monde des Blancs avec plus de facilité et de sécurité. En définitive, quelle que soit l'option retenue, il faudra que l'Indien se sente accepté dans cette société blanche.

En ce qui concerne les programmes, le vœu est unanime:

- a) que les Commissions scolaires offrent aux étudiants, parmi les options possibles, une option de culture indienne. Une expérience, dans ce sens, a été faite à Oka, par l'école régionale de langue anglaise, et tous les organisateurs ont été encouragés devant le nombre d'inscriptions des jeunes Indiens Blancs.
- b) Une autre catégorie de suggestions toucherait l'éducation des adultes. Les cours offerts aux Indiens adultes doivent, certes, les préparer à exercer une activité professionnelle, mais devraient d'abord, être axés sur l'étude du français ou de l'anglais, afin de leur donner le moyen d'entrer en communication avec les Blancs, de connaître la législation sur les Indiens, le rôle d'un gouvernement, etc. Bref, il faudrait leur donner les rudiments d'une information générale sur la situation, ce qui leur permettrait de décider de leur sort en toute connaissance de cause.

Constats et recommandations

L'intérêt nouveau porté aux Indiens et aux Esquimaux

Les Indiens et les Esquimaux occupent une situation spéciale au Québec. Ce ne sont pas des fils d'immigrants ordinaires comme ceux des autres groupes ethniques, y compris les Canadiens français. Ils habitent, en effet, le nord du Québec depuis des millénaires. L'intérêt que manifeste le Gouvernement québécois au problème linguistique et en général au sort des Indiens et des Esquimaux est de date récente. Dans le passé, c'est surtout le gouvernement fédéral qui dut s'en préoccuper.

Il serait enrichissant et bénéfique pour toute la collectivité que le Gouvernement du Québec apporte son aide au maintien et au développement de la culture des Amérindiens. C'est dans le cadre de cet apport original que leur contribution est surtout importante. Entre autres exemples, mentionnons leur industrie artisanale sous forme de sculptures, de gravures, de costumes, de raquettes, de canots, kometiks et kayaks, et articles de toute sorte, inspirés de leurs coutumes et qui sont encore soumis aux techniques traditionnelles. Ces produits sont parmi les plus typiques du Canada.

La Commission, consciente du rôle grandissant que le Gouvernement du Québec doit jouer en ce qui concerne les Indiens et les Esquimaux a cru nécessaire de se pencher, n'était-ce que sommairement, sur les problèmes posés par les structures de l'école, de l'administration et des moyens de communication de ces deux groupes.

Étant donné le fait que les ethnies esquimaudes et indiennes sont très attachées à leurs traditions, qu'elles résistent aux déplacements, en vue d'occuper un emploi régulier ou d'exploiter des territoires du Nord ou d'envoyer leurs enfants chercher leur éducation en dehors des zones qu'elles habitent, la Commission recommande:

a) en ce qui concerne les structures scolaires

Qu'on maintienne les écoles dans les réserves indiennes et sur le territoire des Esquimaux, afin d'éviter aux jeunes un exil auquel ils ne sont pas préparés, qui les perturbe psychologiquement et dissocie les groupes et les familles;

Que, dans les institutions scolaires du Nord québécois, la langue vernaculaire serve de véhicule à l'enseignement du français durant les trois premières années, et qu'on introduise graduellement plus de français, tout en maintenant, selon le cas, l'enseignement de l'histoire et de la religion en langues indiennes ou esquimaude;

Que le Gouvernement prenne les mesures appropriées pour procurer aux Amérindiens adultes une formation professionnelle sur les lieux mêmes qu'ils habitent, en vue d'un emploi dans les industries installées sur leurs territoires et, qu'à cet effet, l'on prévoie la formation d'un personnel enseignant compétent, autant que possible de la même origine ethnique, et l'emploi de manuels en langue ethnique correspondante, afin que l'utilisation du français puisse se faire graduellement.

L'épanouissement du français est conditionné par une compréhension réciproque entre les Blancs et les Amérindiens, et surtout par une meilleure connaissance et revalorisation de leurs contributions respectives historique, économique et culturel. C'est pourquoi la Commission recommande:

Qu'on épure des manuels d'histoire tous les passages partiiaux, péjoratifs et discriminatoires à l'adresse des Indiens et des Esquimaux;

Que les Commissions scolaires offrent aux étudiants — entre autres options — une option de culture indienne et esquimaude, et qu'à cette fin les renseignements accumulés par les universités sur ces cultures soient largement diffusés.

b) en ce qui concerne les structures administratives

En vue de favoriser le développement linguistique et culturel autonome des Amérindiens, la Commission recommande:

Que l'option linguistique de ces deux groupes en faveur du français se fasse librement et sans contrainte;

Que les Esquimaux s'organisent en conseils municipaux et que ces conseils soient légalement reconnus par le Gouvernement du Québec;

Que des mesures incitatives soient prises pour que chez les Esquimaux, les coopératives esquimaudes deviennent, au plan social et économique, à prépondérance française;

Que les Canadiens français en fonction dans les territoires où habitent les Indiens et les Esquimaux offrent leurs services professionnels en français, chaque fois qu'il leur est possible.

c) en ce qui concerne les moyens de communication de masse

Étant donné que le nouveau satellite canadien peut transmettre des renseignements d'ordre éducatif, culturel, scientifique ou autre jusqu'au Nouveau-Québec et jusque dans le Nord québécois, la Commission recommande:

Que les avantages offerts par le nouveau satellite canadien soient utilisés pour diffuser chez les Indiens et chez les Esquimaux des programmes en français et des programmes en langue vernaculaire réalisés par eux-mêmes;

Que, par une information adéquate, les Amérindiens soient rendus plus conscients de leur communauté d'intérêts avec le Québec.

Conclusions générales

La majorité francophone et les groupes ethniques peuvent, moyennant l'adoption d'une attitude positive de part et d'autre, parvenir à une coopération plus achevée, conforme à l'humanisme caractéristique de la tradition québécoise.

L'insécurité, pourtant, freine ce rapprochement. Chaque entité en présence, majorité, minorité britannique, minorités d'autres origines ethniques, la ressent à des degrés divers.

Mais le temps et une prise de conscience des avantages que présente un nouveau contrat social sont capables de mettre fin aux inconvénients des multiples solitudes. La Commission est animée de l'espoir que les bases qu'elle propose pour une coopération harmonieuse, entre les trois parties, seront reçues par la majorité dans un esprit de sagesse: par les Anglo-Québécois, dans un esprit de justice et de réalisme; par les autres groupes ethniques, dans un esprit tourné vers la recherche d'une paix sociale nécessaire à l'épanouissement de tous, aux niveaux individuel et collectif.

L'approche de la Commission est elle-même empreinte de l'esprit d'unité nécessaire au Québec. Elle a offert aux groupes ni français ni britannique, la possibilité de s'exprimer directement. Elle a pu ainsi expliquer leur comportement, constater des situations, en déduire des recommandations propres à donner à l'ensemble des Québécois confiance et sécurité pour envisager leur avenir commun.

La Commission a démontré que, en ce qui est de son nombre, la majorité ne risquait pas d'être minorée à court terme au Québec: elle pouvait cependant se renforcer, grâce à une immigration

sélective, à condition de préparer un cadre favorable à son intégration.

La Commission recommande aux pouvoirs publics de prendre les moyens permettant d'élargir l'influence linguistique de la majorité dans les domaines où elle se sent menacée. La proclamation du français comme langue officielle et langue commune de communication au travail est au nombre de ces mesures destinées à accroître son rayonnement.

La Commission croit que ses recommandations donneront aux Canadiens français la certitude que la langue française est dorénavant suffisamment assurée de vivre au Québec, et même au Canada, pour qu'ils perçoivent l'avenir avec confiance. Ils pourront alors protéger au lieu de chercher protection. Ayant obtenu son statut d'excellence, le français leur permettra de s'épanouir de plus en plus dans tous les domaines; ils auront assez d'assurance pour accepter l'apprentissage et l'utilisation de l'anglais et être ainsi en mesure de diriger les destinées économiques du Québec.

Une fois le français proclamé langue officielle en France au XVI^e siècle, Montaigne écrivait:

Je voudrais premièrement bien savoir ma langue et celle de mes voisins avec qui j'ai plus ordinaire commerce.*

La Commission place également sa confiance dans les groupes ethniques du Québec. Elle a essayé de comprendre les difficultés d'intégration auxquelles ils ont eu à faire face dans le passé.

La Commission a refusé de faire une démarcation entre le régime des immigrants futurs et le régime de ceux qui se trouvent déjà au Québec, dans l'espoir que ces derniers sauront transmettre le message portant sur la nécessité de connaître le français, à ceux qui vont venir. Elle espère que les changements recommandés au niveau du statut du français inciteront suffisamment les membres du tiers-groupe à s'intégrer davantage au groupe d'accueil majoritaire.

Les membres des groupes ethniques sont venus au Québec pour des raisons économiques et politiques. Les libertés démocratiques

* Michel de Montaigne, *Essais*, cité par A. Chassang et Ch. Senninger, *Recueil de textes littéraires français — (XVI^e s.)*, p. 204.

leur ont toujours été garanties, et d'une manière généreuse. Ils doivent comprendre qu'à l'avenir, le français devenant la langue commune des communications au travail, il est de leur intérêt, non seulement de connaître le français, mais de le maîtriser, s'ils veulent réussir socialement et économiquement. La Commission a recommandé les mesures appropriées pour qu'un enseignement adéquat de l'anglais soit donné dans les écoles françaises. Aussi, la Commission conseille-t-elle aux parents des groupes ethniques d'envoyer leurs enfants aux écoles de langue française, en commençant par les écoles élémentaires, car c'est en bas âge qu'une langue s'apprend, notamment le français. Il s'agit de leur propre intérêt et du bien-être de leurs pays d'adoption, le Québec.

La Commission est confiante que la minorité ethnique voudra faire sa part et accepter sans hésitation la main qui lui sera tendue par la majorité québécoise. En témoignage de cette confiance, la Commission ne dépasse pas, dans l'immédiat, le stade des mesures incitatives, notamment dans le domaine scolaire.

Le souci d'unification, d'enrichissement réciproque et d'intégration, se fonde, au préalable, sur l'acceptation d'une communauté d'intérêts. La même démarche est applicable et au monde de l'économie et à celui de la culture. Faut-il redouter un milieu pluriculturel alors qu'on souhaite bénéficier des apports économiques de l'immigration? L'homogénéité traditionnelle de la civilisation canadienne-française, qui s'est déjà bien modifiée depuis quelques années, risque de changer davantage, mais l'exemple de la vie montréalaise démontre le dynamisme qui en résulte.

Montréal est devenue, ce dernier quart de siècle, une ville cosmopolite qui s'est développée d'une manière remarquable. Elle est actuellement considérée comme un grand centre international culturel et scientifique. La Commission espère que Montréal accélérera son développement, grâce aux nouveaux rapports et à la compréhension réciproque qui devront s'établir entre la majorité et la minorité québécoises.

Qu'on se rappelle ce que sont devenues les grandes métropoles comme Alexandrie, Constantinople, Vienne, Tanger et d'autres, le jour où elles ont perdu le caractère cosmopolite et dynamique qui leur assurait leur rayonnement.

La langue française deviendra le moyen privilégié pour garantir, à l'avenir, l'unité et la promotion sociale au Québec. Tous devront la connaître et de ce fait, répétons-le, en aborder l'étude dès l'école élémentaire. C'est l'école qui devra provoquer les premiers contacts, soit avec la langue, soit avec les francophones. C'est à ce niveau que se produira une première étape vers l'unité, et la Commission met son espoir dans les jeunes pour transformer, avec le temps, les structures mentales souvent réfractaires au changement.

Il faut cependant faire preuve de patience et de compréhension. Les Québécois ne sont dépourvus, en général, ni de l'une, ni de l'autre.

Un certain temps est nécessaire pour que l'usage du français comme langue de communication au travail, se généralise, devienne indispensable, puis désiré.

Un certain temps est nécessaire pour que les communautés en présence s'acceptent mutuellement, marquant la fin des antagonismes qui ont jalonné leur histoire.

Ce délai étant ainsi essentiel, la Commission recommande des mesures incitatives plutôt que coercitives pour favoriser l'épanouissement de l'usage du français. L'humanisme est, en fait, une valeur qui a toujours dominé le comportement des Canadiens français. C'est une caractéristique de l'esprit québécois que de respecter les droits de l'homme.

Celui qui a quitté son pays pour le Québec témoignait à la fois d'une confiance suffisante en lui-même et d'une confiance encore plus grande en son pays d'adoption.

De même, le Québec qui accepte l'immigrant manifeste une ferme assurance dans ses institutions et ses valeurs.

La Commission, quant à elle, est sûre de bien placer sa confiance en l'accordant autant au groupe majoritaire qu'à la minorité et à l'immigrant. Elle croit qu'un bon usage de la langue française deviendra pour tous un facteur d'unité.

La Commission est consciente que le plein épanouissement du Québec repose aussi sur l'apport des Amérindiens. Si ce groupe spécial a longtemps été ignoré, il est juste désormais d'assurer sa participation à l'unité interethnique québécoise.

C'est dans la recherche de cette unité que la majorité canadienne-française sortira de la seule préoccupation de sa survivance et adoptera une attitude de responsabilité envers le développement du Québec, dans son ensemble, aussi bien sur le plan linguistique et économique que démographique; d'un Québec qui ne se réduirait plus à la seule dimension du groupe franco-québécois. C'est alors seulement que l'apport des autres groupes ethniques sera perçu comme un élément positif pour tous et, en tout premier lieu, pour la majorité.

Recommandations

L'immigration

La Commission recommande:

- 1. Que soit créé un Comité fédéral-provincial permanent pour que l'autorité fédérale tienne compte des besoins, des priorités et des politiques du Québec dans l'élaboration de sa propre politique d'immigration;**
- 2. Que le ministère de l'Immigration du Québec, fonctionnant comme ministère des ressources humaines, fasse part au Gouvernement du Canada, par l'intermédiaire du Comité fédéral-provincial permanent, de l'étendue et de la nature des besoins du Québec en matière d'immigration; qu'il obtienne que, à qualité égale, priorité soit donnée à l'installation de francophones au Québec;**
- 3. Que le Gouvernement du Québec reconnaisse le ministère de l'Immigration comme ministère des ressources humaines, et qu'en conséquence il lui accorde le personnel et les crédits sans lesquels une politique demeure une déclaration de principe;**
- 4. Que les politiques définies par le Gouvernement du Québec soient diffusées efficacement afin que la population les comprenne et les adopte, créant ainsi un climat favorable à l'intégration des immigrants;**

5. **Que le Gouvernement prenne un ensemble de mesures propres à assurer une information sur la nature, les valeurs et l'apport des groupes ethniques dans tous les domaines ainsi que sur les bénéfices que la population québécoise en retire, et que, parmi ces mesures, il utilise les moyens d'information qui relèvent de sa compétence;**
6. **Qu'il prenne, en outre, l'initiative d'inviter les principaux organes de la presse écrite à insérer dans leurs colonnes, et cela périodiquement, des informations concernant les groupes ethniques;**
7. **Que le Gouvernement du Québec, dans le cadre de ses compétences, diffuse ses politiques à l'étranger pour que les postulants à l'immigration soient informés du statut des langues ainsi que du contexte culturel et économique dans lequel ils auront à s'insérer;**
8. **Que le ministère de l'Immigration, s'étant redéfini, assume pleinement les responsabilités qui lui sont d'ores et déjà conférées par la loi et qu'à cet effet:**
 - il accroisse le rendement des structures existantes;**
 - il mette en place des structures que la loi autorise;**
9. **Que le ministère de l'Immigration du Québec négocie avec celui du Canada une révision des termes de l'entente du 18 mai 1971, pour augmenter:**
 - a) **les compétences de l'agent d'orientation du Québec à l'étranger de sorte qu'il puisse atteindre un plus grand nombre de postulants et leur fournisse tous les renseignements sur le Québec;**
 - b) **le nombre de postes d'agents d'orientation pour que le Québec soit présent dans tous les centres importants d'immigration;**
10. **Que le ministère fédéral de la Main-d'œuvre et de l'Immigration fournisse au ministère de l'Immigration du Québec des infor-**

mations complètes sur tout immigrant choisissant le Québec comme point de destination au Canada;

11. Que le Comité fédéral-provincial permanent précise les bases d'une activité concertée entre les services des deux ministères concernés pour adapter toutes les politiques de l'accueil, en vue d'un service complet, rapide et efficace à l'immigrant;
12. Que le Gouvernement du Québec facilite les activités de la Commission interministérielle des affaires des immigrants; que le ministère de l'Immigration convoque cette Commission au moins quatre fois par année, pour coordonner tous les aspects de la politique québécoise en matière d'immigration, c'est-à-dire:
 - planifier les besoins et les disponibilités en matière de main-d'œuvre et de ressources humaines;
 - coordonner la mise en œuvre de la politique d'immigration;
 - participer aux solutions requises par les problèmes d'accueil;
 - créer, intensifier et diversifier des programmes de rapprochement entre les immigrants, les groupes ethniques et la population d'accueil, etc.;
13. Qu'en liaison avec le ministère des Affaires sociales, le ministère de l'Immigration veille à l'assistance et au dépannage des cas sociaux présentés par des immigrants et — dans le cadre des politiques gouvernementales — à la création de maisons de retraite selon la demande des groupes ethniques;
14. Qu'en liaison avec le ministère de l'Industrie et du Commerce, des politiques d'implantation d'immigrants investisseurs soient mises au point et appliquées;
15. Que, selon les besoins, le ministère de l'Immigration du Québec crée des bureaux régionaux ou nomme des agents auprès des bureaux régionaux du ministère fédéral du Travail et de la Main-d'œuvre dans les principaux centres d'emploi du Québec, afin que soient attirés et installés dans ces centres les immi-

grants les plus aptes à répondre aux carences en personnel de la région;

- 16. Que, à l'intérieur du ministère, le service d'accueil et d'aide sociale ainsi que le service de l'emploi obtiennent l'affectation d'un personnel plus nombreux et compétent et des moyens d'action accrus;**
- 17. Que, pour orienter son action, en mesurer les effets, s'informer et être informé, le ministère de l'Immigration crée le Comité consultatif de quinze (15) membres prévu par la loi;
Que ledit Comité soit admis à faire valoir ses opinions et ses recommandations au cours de réunions périodiques, au moins quatre (4) fois par année;**
- 18. Que la Direction générale des groupes ethniques soit restaurée afin de maintenir un lien étroit entre le ministère et les groupes, et qu'elle obtienne les moyens de remplir son mandat;**
- 19. Que cette Direction participe à l'intégration des groupes ethniques à la vie québécoise, qu'elle les fasse sortir de leur isolement, qu'elle prenne les mesures nécessaires pour en assurer la représentativité en favorisant leur regroupement en fédérations, qu'elle leur prête assistance dans leurs activités et en obtienne la réciprocité, leur accorde des subventions si nécessaire, afin de maintenir le dialogue et la compréhension entre majorité et minorités;**
- 20. Que des subventions soient assurées aux associations privées s'occupant de l'accueil et de l'intégration des immigrants, ainsi que du rapprochement entre les groupes ethniques et la majorité;**
- 21. Que la Direction de l'information du ministère de l'Immigration développe les programmes d'activité prévus à l'origine, et que les moyens lui soient donnés pour remplir pleinement son rôle.**

L'enseignement

La Commission recommande:

- 22. Que le ministère de l'Éducation veille d'une façon constante à ce que les écoles de langue française admettent les enfants d'immigrants ou de ceux qui sont devenus citoyens, indépendamment de leur langue ou de leur religion;**
- 23. Que les Commissions scolaires orientent vers des classes d'accueil ou d'«immersion» les enfants qui veulent fréquenter les écoles de langue française mais qui ne connaissent pas suffisamment cette langue et le vocabulaire propre aux mathématiques et aux sciences; et que ces enfants soient par la suite intégrés dans les classes normales dès que leur niveau linguistique le permettra;**
- 24. Que les Commissions scolaires de langue française soient tenues de créer des classes d'accueil ou d'immersion, si le besoin s'en fait sentir ou qu'un nombre suffisant de parents les réclament;**
- 25. Que les professeurs et les élèves, dans les milieux scolaires, deviennent conscients de ce que l'immigrant peut apporter à la Province et qu'ils l'acceptent avec cordialité;**
- 26. Qu'un enseignement adéquat du français et de l'anglais soit offert aux élèves qui fréquentent les écoles de langue française et que le ministère de l'Éducation contrôle l'organisation de cet enseignement aux niveaux élémentaire et secondaire à travers toute la Province.**
- 27. Que, dans la mesure du possible, les cours d'anglais soient dispensés par des professeurs anglophones dans les écoles de langue française, et les cours de français par des professeurs francophones dans les écoles de langue anglaise;**
- 28. Que le Gouvernement offre des bourses pour accélérer la formation et la spécialisation des professeurs de langue seconde;**

29. **Que l'enseignement du français ou de l'anglais comme langue seconde soit obligatoire et prioritaire, avant l'enseignement de toute autre langue dans les écoles - tant au niveau élémentaire que secondaire;**
30. **Qu'à l'instar des écoles de langue anglaise qui dispensent actuellement certains cours dans d'autres langues que le français et l'anglais, les écoles de langue française agissent de la même manière si un nombre suffisant de parents le réclament et que des crédits soient accordés en conséquence;**
31. **Que des cours de civilisation canadienne-française soient donnés dans les écoles de langue anglaise, selon la manière que définira le ministère de l'Éducation;**
32. **Que des cours communs de conversation française et anglaise pour les élèves francophones et anglophones soient organisés, aussi souvent qu'il est possible et désirable, par les Commissions scolaires protestantes et catholiques;**
33. **Que des rencontres de caractère culturel ou sportif soient organisées par les Commissions scolaires anglaises et françaises, protestantes et catholiques, dans un esprit exempt de considérations ethnocentriques;**
34. **Que des programmes d'échange soient créés et intensifiés dans toute la Province entre les jeunes Franco-Québécois, Anglo-Québécois et ceux d'autres origines;**
35. **Que soit encouragé tout autre programme de nature à favoriser la connaissance, la compréhension et l'acceptation mutuelle en vue d'accélérer l'unité des groupes québécois dans le respect de leur apport spécifique au développement du Québec;**
36. **Que le ministère de l'Immigration du Québec soit autorisé par le gouvernement fédéral à dispenser dans les COFI quarante semaines d'enseignement de français au lieu de vingt semaines de français et de vingt semaines d'anglais aux immigrants particulièrement intéressés à acquérir la langue française;**

37. Que le ministère de l'Immigration fasse appel, pour l'enseignement aux immigrants dans les COFI, à des enseignants qualifiés, spécialistes de l'enseignement aux immigrants, et qu'on les retienne comme professeurs de carrière; que ces enseignants, si possible, parlent plusieurs langues;
38. Que le ministère de l'Immigration offre des stages d'études à ses fonctionnaires et aux professeurs des COFI sur les conséquences psychologiques de l'acte d'immigration, sur les étapes du processus d'intégration, les besoins et l'apport de l'immigration, afin de mieux comprendre les immigrants;
39. Que le ministère de l'Immigration regroupe les COFI, améliore leur rendement et prenne des mesures appropriées pour qu'à l'avenir l'enseignement dans les COFI soit donné à des endroits facilement accessibles aux immigrants;
40. Que les cours d'initiation à la vie canadienne et québécoise soient multipliés, dispensés en des endroits où les groupes ethniques se concentrent, et ce, dans la langue du groupe ethnique, si possible à des heures où les mères de famille peuvent les fréquenter; que le contenu en soit révisé de façon à exprimer la réalité québécoise française et les particularismes du Québec;
41. Que des cours de langue à temps partiel soient organisés à des heures et à des endroits convenables et accessibles aux mères de famille;
42. Qu'une réunion annuelle soit convoquée par le ministère de l'Immigration du Québec en coopération avec tout ministère provincial intéressé et le ministère fédéral de la Main-d'oeuvre et de l'Immigration, afin de réunir des statistiques de toute catégorie sur la totalité des immigrants arrivés et installés au Québec, selon le groupe ethnique, le lieu de dernière résidence, la langue maternelle, la langue parlée à la maison, la seconde langue apprise, la scolarité, etc., et qu'à cet effet un inventaire soit effectué dans les écoles du secteur public et privé à tous les niveaux;

43. **Que des efforts conjoints et solidaires soient déployés par le Gouvernement du Québec et par les entreprises privées et que des moyens matériels et techniques soient fournis aux immigrants, pour leur faciliter la fréquentation des cours d'«immersion» en langue française;**
44. **Que l'expérience des classes d'accueil soit amplifiée et qu'elle soit soumise à une observation constante pendant au moins cinq ans; que tous les moyens soient utilisés, y compris les ressources financières adéquates, pour rendre cette formule la plus attrayante possible au niveau de l'immigrant, au moment de son arrivée et dans les premières semaines de son séjour; que l'information sur les classes d'accueil atteigne aussi bien les immigrants déjà installés que tous les citoyens;**
45. **Que le Gouvernement aide, techniquement et matériellement, les écoles ethniques privées ou associées qui s'engagent à donner un enseignement majoritairement français, et que ces écoles acceptent d'utiliser pour les cours de français, des professeurs francophones nommés par le ministère de l'Éducation;**
46. **Que le ministère de l'Immigration du Québec, en coopération avec le ministère des Affaires sociales, développe le système des garderies à Montréal; que ces garderies soient situées à des endroits d'accès facile, et qu'elles soient à la disposition aussi bien des enfants immigrants d'âge préscolaire que des enfants francophones de parents canadiens; et que dans ces garderies on utilise la langue française et selon les besoins la langue vernaculaire;**
47. **Que le Gouvernement du Québec, en coopération avec les associations bénévoles privées, organise des camps d'été (classes vertes), d'une durée de deux à trois mois, afin de faciliter le contact entre les enfants d'immigrants et les enfants des francophones québécois, et d'accélérer ainsi l'apprentissage du français par les premiers;**
48. **Qu'en tenant compte de leur réussite, l'on maintienne à titre d'expérience, les présentes écoles-pilote bilingues, fréquentées**

à la fois par les enfants d'immigrants et les enfants francophones et anglophones; et que l'on encourage la création d'autres écoles bilingues, au fur et à mesure qu'elles sont réclamées, de façon à en éprouver les méthodes et à évaluer les résultats quant à l'enseignement d'une langue seconde;

49. Que l'«ombudsman» des immigrants soit saisi de toute plainte relative à l'admission des enfants d'immigrants dans les écoles de langue française, des actes ou attitudes préjudiciables aux enfants des immigrants une fois admis dans les écoles de langue française; de toute tentative de discrimination contre les personnes des diverses origines ethniques; et que ledit «ombudsman» procède aux enquêtes appropriées et essaie de remédier à ces préjudices.

La participation à la vie politique et à la fonction publique

La Commission recommande:

50. Que les membres des autres groupes ethniques soient encouragés à participer en plus grand nombre à la fonction publique et à la vie politique afin de leur assurer une meilleure représentation;
51. Que cette politique s'applique à tous les niveaux de l'administration publique ou parapublique (provincial, municipal, scolaire, etc.) en tenant compte de la compétence et de la concentration géographique de ces groupes;
52. Que le Gouvernement du Québec et la Commission pour la diffusion de la langue française prennent, respectivement, l'initiative d'une action positive en ce sens et en assurent le contrôle.

L'apport économique

La Commission recommande:

53. Que le ministère de l'Industrie et du Commerce fasse part périodiquement au ministère de l'Immigration du Québec des besoins en personnel selon les catégories (professionnels, travailleurs diversement qualifiés, etc.), pour optimiser le développement économique du Québec et favoriser une meilleure sélection dans le recrutement;
54. Que les informations fournies par le ministère de l'Industrie et du Commerce et le ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre soient distribuées par région pour favoriser une meilleure répartition géographique de l'immigration;
55. Que les immigrants soient encouragés à se diriger vers les travaux et les services dans les régions éloignées, désertées par les Québécois, pourvu qu'ils soient, au préalable, convenablement informés des conditions qui les attendent.

La presse ethnique écrite et parlée

La Commission recommande:

56. Que le Gouvernement du Québec maintienne des contacts suivis avec les dirigeants des journaux et autres moyens de communication ethniques, et qu'il fournisse - en français et dans la langue vernaculaire respective - de l'information et des analyses sur le Québec en général et sur la communauté d'accueil de langue française en particulier;
57. Que le Gouvernement du Québec aide matériellement la presse écrite et parlée du tiers-groupe; que cette assistance financière soit utilisée pour diffuser la connaissance du français et de la civilisation canadienne-française;
58. Que les noms, adresses, nombre d'exemplaires et autres renseignements sur les principaux journaux ethniques soient envoyés

par le ministère de l'Immigration à tous les organismes publics ou parapublics québécois, en leur demandant de faire de la publicité et d'insérer des communiqués qui seraient de nature à attirer l'attention des tiers-groupes sur les avantages qu'ils peuvent retirer desdits organismes dans divers secteurs, notamment dans les classes d'accueil pour les enfants et dans les écoles de langue française;

59. Que les communiqués adressés par le Gouvernement aux journaux des divers groupes ethniques soient traduits dans un plus grand nombre de langues, en tenant compte de l'importance des minorités ethniques au Québec et des journaux qui paraissent dans leur langue;
60. Que le contenu des communiqués du Gouvernement québécois envoyés aux moyens d'information ethniques tienne compte des situations spéciales des immigrants nouvellement arrivés et de ceux qui se trouvent au Québec depuis plusieurs années;
61. Qu'un service compétent, qui connaît les problèmes des groupes ethniques, maintienne un contact permanent avec les dirigeants des journaux et des groupes ethniques, afin de s'assurer que les communiqués du Gouvernement québécois répondent aux attentes des lecteurs desdits journaux et aux buts d'intégration visés par le Gouvernement;
62. Que des cours de français soient donnés dans les journaux ethniques, ainsi que par la voie des postes radiophoniques qui transmettent des programmes en plusieurs langues;
63. Que le ministère des Communications prépare périodiquement des extraits de nouvelles et de commentaires parus dans les journaux de langue française et plus particulièrement de ceux qui traitent de sujets se référant aux groupes ethniques; qu'il les traduise dans diverses langues et les envoie pour publication dans les journaux ethniques.

Le vouloir-vivre collectif

La Commission recommande:

64. Que le Gouvernement, le ministère de l'Immigration et, en particulier, la Direction générale des groupes ethniques, recensent les associations ethniques, encouragent et financent leurs activités, dans la mesure où ces activités représentent un intérêt culturel valable pour les groupes ethniques eux-mêmes et pour la communauté québécoise;
65. Que le ministère de l'Immigration, en collaboration avec le ministère des Affaires culturelles, prenne l'initiative de créer un «Centre interculturel» où pourront se dérouler diverses activités intéressantes et la culture canadienne-française et celle des divers groupes ethniques, favorisant ainsi les contacts entre les communautés québécoises;
66. Que les écoles ethniques à temps partiel (écoles du samedi), où sont enseignées les langues maternelles de divers groupes ethniques, puissent bénéficier de subventions convenables de la part du Gouvernement et que cette politique soit étendue à chaque groupe qui les réclamera.

Les droits

La Commission recommande:

67. Que le Parlement du Québec sanctionne une loi portant sur les droits de l'homme sous forme de charte, de proclamation ou sous toute autre forme, par décision simple ou renforcée, et qu'il crée une Commission des droits de l'homme qui veille d'une manière permanente à remédier à toute discrimination éventuelle ou toute violation desdits droits;
68. Que le Commissaire général du ministère de l'Immigration ait les prérogatives d'un «ombudsman» qui serait protecteur des droits des immigrants; qu'il soit nommé par le Parlement

du Québec de la même manière que le protecteur du citoyen; qu'il agisse comme son assistant, dans le domaine déterminé qui sera le sien et qu'il siège à Montréal;

69. Que le Gouvernement, par ses publications, fasse en sorte que l'existence et le rôle de cet «ombudsman» soient connus non seulement au Québec mais aussi à l'étranger;
70. Qu'un recueil des lois et règlements intéressant plus particulièrement les immigrants soit préparé par le Gouvernement du Québec et que le ministère de l'Immigration assure ensuite une publicité adéquate à ce recueil, aussi bien auprès des postulants immigrants, par l'intermédiaire des services d'immigration à l'étranger, qu'aux intéressés résidant au Québec.

Les Amérindiens

La Commission recommande:

71. Qu'on maintienne les écoles dans les réserves indiennes et sur le territoire des Esquimaux, afin d'éviter aux jeunes un exil auquel ils ne sont pas préparés, qui les perturbe psychologiquement et dissocie les groupes et les familles;
72. Que, dans les institutions scolaires du Nord québécois, la langue vernaculaire serve de véhicule à l'enseignement du français durant les trois premières années, et qu'on introduise graduellement plus de français, tout en maintenant, selon le cas, l'enseignement de l'histoire et de la religion en langues indienne ou esquimaude;
73. Que le Gouvernement prenne les mesures appropriées pour procurer aux Amérindiens adultes une formation professionnelle sur les lieux mêmes qu'ils habitent, en vue d'un emploi dans les industries installées sur leurs territoires, et qu'à cet effet l'on prévienne la formation d'un personnel enseignant compétent, autant que possible de la même origine ethnique, et au moyen de manuels de langue ethnique correspondante, afin que l'utilisation du français puisse se faire graduellement;

74. **Qu'on épure les manuels d'histoire ou autres de tous les passages partiels ou péjoratifs et discriminatoires à l'adresse des Indiens et des Esquimaux;**
75. **Que les commissions scolaires offrent aux étudiants - entre autres options - une option de culture indienne et esquimaude, et qu'à cette fin les renseignements accumulés par les universités sur ces cultures soient largement diffusés;**
76. **Que l'option linguistique de ces deux groupes en faveur du français se fasse librement et sans contrainte;**
77. **Que les Esquimaux s'organisent en conseils municipaux et que ces conseils soient légalement reconnus par le Gouvernement du Québec;**
78. **Que des mesures incitatives soient prises pour que, chez les Esquimaux, les coopératives au plan social et économique deviennent à prédominance française;**
79. **Que les Canadiens français en fonction dans les territoires où habitent les Indiens et les Esquimaux offrent leurs services professionnels en français, chaque fois qu'il est possible;**
80. **Que les avantages offerts par le nouveau satellite canadien soient utilisés pour diffuser chez les Indiens et chez les Esquimaux des programmes en français et des programmes en langue vernaculaire réalisés par eux-mêmes;**
81. **Que, par une information adéquate, les Amérindiens soient rendus plus conscients de leur communauté d'intérêt avec le Québec.**

Appendices

Appendice I

Listes des mémoires et colloques des groupes ethniques et des mémoires où il est fait mention des groupes ethniques ou des immigrants

Les groupes suivants ont remis des mémoires se rapportant aux groupes ethniques:

L'Association polonaise à Montréal.
le Canadian Unity Rights and Equality (CURE).
le Comité d'action inter-ecclésiastique.
le Congrès canadien polonais.
le Congrès juif canadien.
le Czechoslovak National Association of Canada.
le Dutch Canadian Association.
la Fédération nationale ukrainienne du Canada.
le Grand Comité des églises et des associations hongroises de Montréal.
l'Union des organisation ethniques russes de la Province de Québec.

Plusieurs mémoires individuels ont été reçus:

Helmut J. Hings.
Eric Knitel.
Dr David T.W. Lin. Président de la Société culturelle chinoise de Montréal.
Georges Neray
Thadeus Solowij.

Les colloques se rapportant aux groupes ethniques ont été les suivants:
Table ronde sur le mandat et le programme de la Commission (29-01-70).

Colloque sur les aspects démographiques du mandat de la Commission (25-02-70),

Colloque sur les droits linguistiques (21-03-70),

Colloque sur les immigrants et les groupes ethniques (28-04-70),

Colloque sur les écoles ethniques (04-06-70),

Colloque sur les autres groupes ethniques (18-07-70),

Liste des mémoires où il est fait mention des immigrants: observations ou recommandations

- M. 5 – Association of Catholic Principals of Montreal
- M. 6 – Association générale des étudiants de Laval
- M. 8 – Association des professeurs de l'École normale Laval
- M. 19 – Dr Boulay, Jacques
- M. 23 – Bureau Métropolitain des écoles Protestantes de Montréal
- M. 30 – Centre des dirigeants d'entreprise
- M. 31 – Chambre de Commerce de Sherbrooke
- M. 32 – Chambre de Commerce du district de Montréal
- M. 39 – Comité Canada
- M. 40 – Commission des écoles catholiques de Montréal
- M. 47 – Conseil de la vie française en Amérique
- M. 48 – Conseil du Patronat du Québec
- M. 51 – Corporation des techniciens professionnels du Québec
- M. 54 – Décarie, Mme Juliette
- M. 56 – Désormeaux, Paul
- M. 63 – Lafontaine, Mme E.
- M. 67 – Fédération des Sociétés St-Jean-Baptiste du Québec
- M. 68 – Fédération nationale ukrainienne du Canada
- M. 69 – Federation of English-speaking Catholic Teachers Inc.
- M. 71 – Federation of Quebec Protestant Colonisation and Settlement Societies
- M. 78 – Groupe des Compagnies Thérberge
- M. 85 – Hurteau, Philippe
- M. 103 – Montreal Council of Women
- M. 107 – Pilote, Lomer
- M. 110 – Provincial Association of Catholic Teachers
- M. 117 – Quebec Conservative Party
- M. 123 – Royal Trust Co.
- M. 130 – Société culturelle québécoise

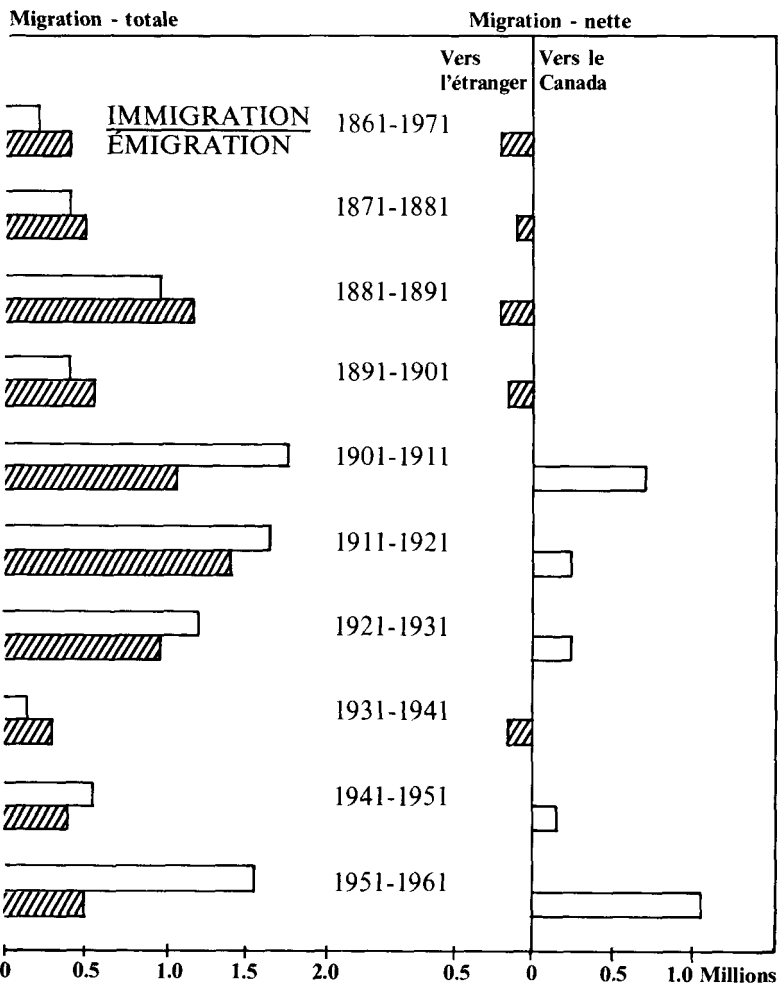
- M. 133 – Société St-Jean-Baptiste – Cité de Jacques-Cartier
- M. 145 – Association des fabricants de meubles du Québec Inc.
- M. 146 – Institut de diction française
- M. 148 – Perrier, Maurice
- M. 149 – Association des principaux de Montréal
- M. 152 – Claveau, Dr Jean-Charles
- M. 159 – Bokor, Dr Charles V.
- M. 161 – Marier, Jean
- M. 173 – Cercles de fermières de la province de Québec
- M. 174 – Corporation des enseignants du Québec
- M. 179 – Couturier, Gaétan
- M. 182 – Pascau, Pierre
- M. 184 – Rioux, Albert
- M. 185 – Société St-Jean-Baptiste de Montréal
- M. 186 – Belcourt, Père G.
- M. 177 – Canadian Chinese Society of Montreal
- M. 194 – L'Association polonaise à Montréal
- M. 195 – Congrès canadien polonais
- M. 197 – Larose, Christine
- M. 200 – M^r Geoffrion
- M. 204 – Canadian Unity Rights and Equality
- M. 206 – Létourneau, Yves

Appendice II

Tableaux, graphiques et carte

Graphique A-1

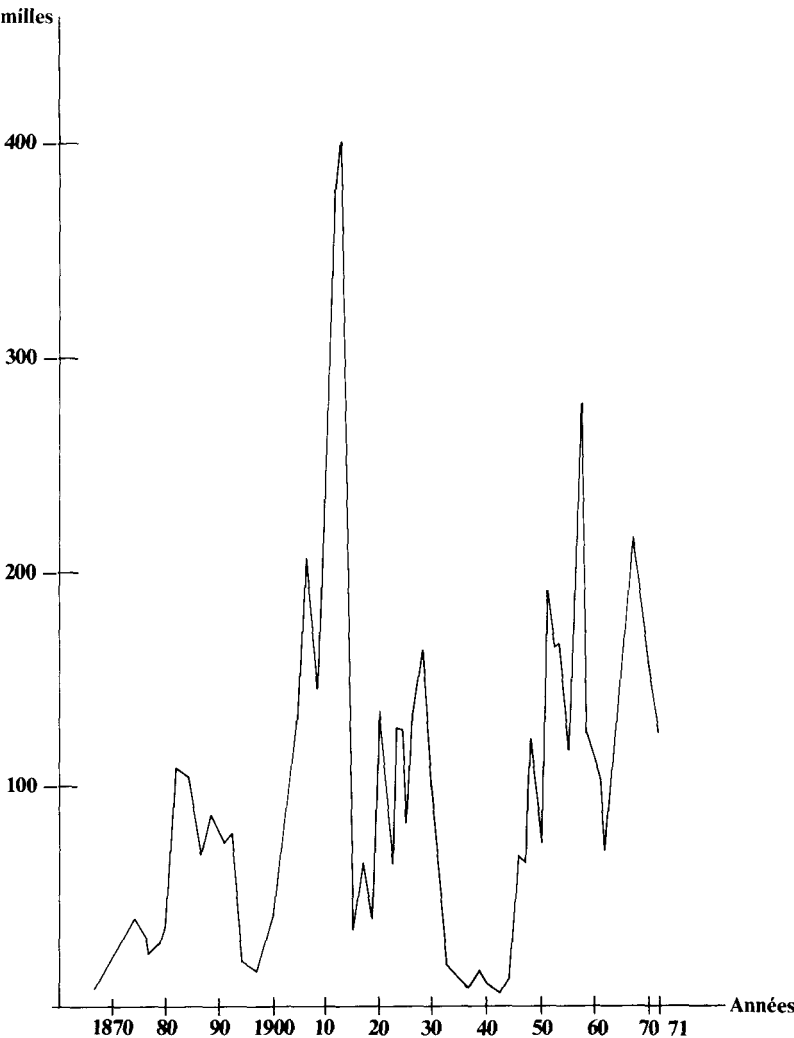
Immigration, émigration approximative et migration
approximative nette au Canada par décennies de recensement,
1851-1961



Source: *Annuaire du Canada* 1957, 1958, p. 160 et *Annuaire du Canada* 1962.

Graphique A-2

Immigration au Canada, 1867-1971



Source: «Statistiques de l'immigration».

Tableau A-3**Immigrants arrivés au Québec selon l'origine ethnique, 1946-1961**

Origine	Nombre	%	Origine	Nombre	%
Britannique	75815	18.01	Polonaise	18384	4.37
Française	32001	7.60	Portugaise	7427	1.76
Allemande	43821	10.41	Américaine (USA)	25582	6.08
Grecque	19579	4.65	Africaine	301	0.07
Juive	28495	6.77	Asiatique	4659	1.11
Hongroise	13608	3.23	Américaine (NSA) *	33	0.01
Italienne	77497	18.41	Europe (NSA)	59578	14.16
Néerlandaise	9419	2.24	Autres pays NSA	4655	1.11
			TOTAL	420854	99.99

* NSA signifie «non spécifié ailleurs».

Sources: «Immigration Statistics» 1955-1961. Rapport annuel. *Annuaire du Canada*, diverses années.

Tableau A-4

Immigrants arrivés au Québec selon le pays de dernière résidence, de 1962 à 1971

Pays	Nombre	%
Allemagne	10201	3.50
France	10693	14.10
Grande-Bretagne	33637	11.65
Grèce	23336	8.12
Hongrie	715	0.25
Israël	5235	1.85
Italie	42143	14.65
Pays-Bas	1855	0.68

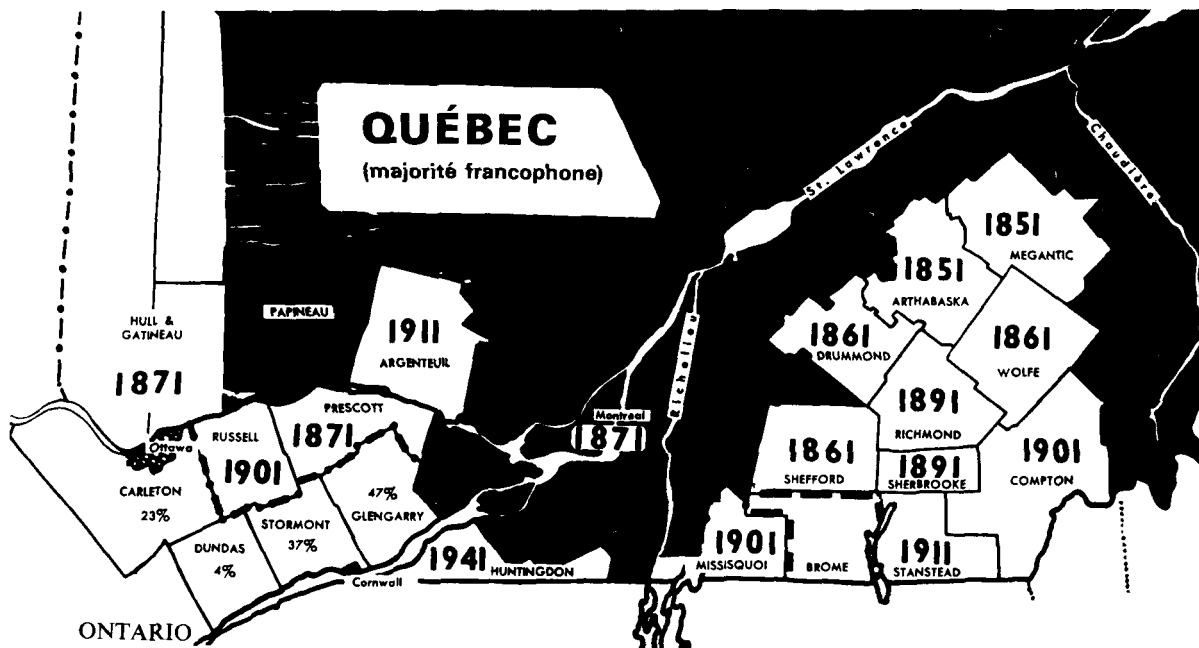
Pays	Nombre	%
Pologne	1924	0.68
Portugal	12155	4.30
États-Unis	22963	7.95
Afrique	15139	5.25
Asie	14757	5.15
Amérique(NSA*)	12661	4.50
Europe(NSA)	27241	9.45
Autres pays(NSA)	22126	7.95
TOTAL	290524	100.03

* NSA signifie «non spécifié ailleurs».

Source: *Annuaire du Québec*.

Carte A-5

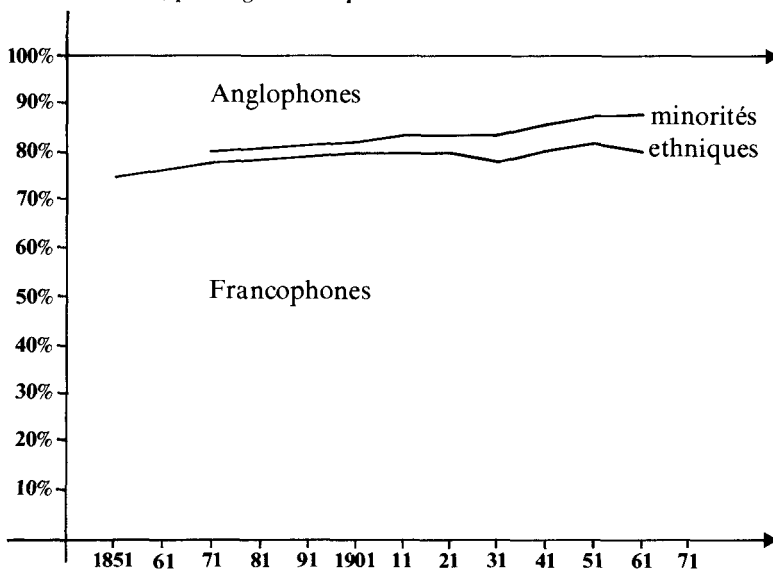
Dates auxquelles des comtés sont devenus de langue française



Source: Richard J. Joy, «Languages in Conflict», p. 28.

Graphique A-6

Répartition procentuelle de la population du Québec,
de 1851 à 1961, par origine ethnique



Sources: d'après M. Robert Maheu, «Les groupes ethniques», doc. 415 (a), pp. 4 à 5 (préparé par M. J.-M. Veaudelle).

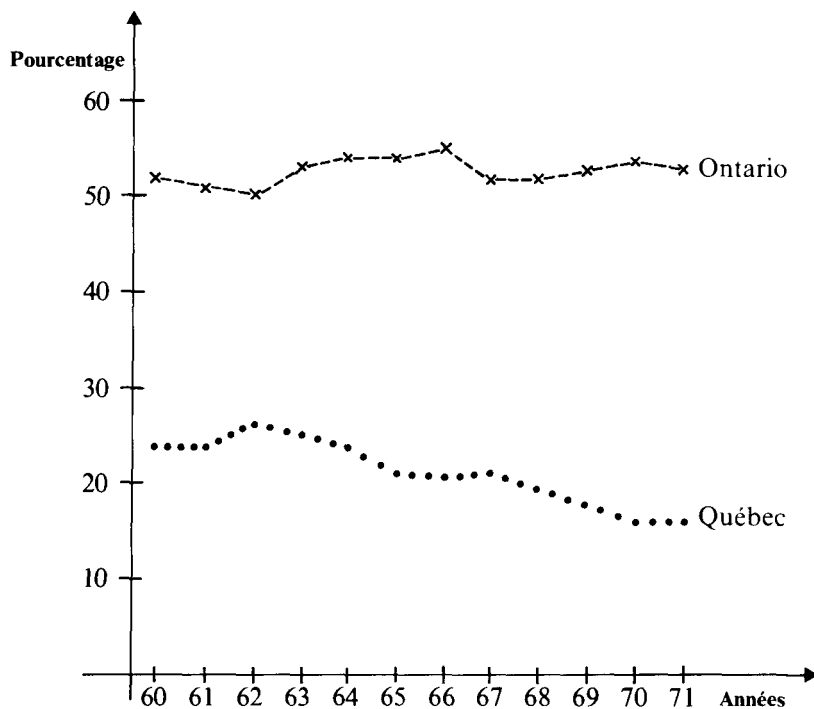
Tableau A-7**Immigrants admis au Canada, par province de destination**

Province	Premier semestre			
	1971		1972	
		%		%
Terre-Neuve	375		285	
Île-du-Prince-Édouard	61		63	
Nouvelle-Écosse	831		728	
Nouveau-Brunswick	408		451	
Québec	10,147	17.15	8,615	15.86
Ontario	30,961	52.32	28,862	53.14
Manitoba	2,595		2,380	
Saskatchewan	608		661	
Alberta	4,035		3,625	
Colombie-Britannique	9,070	15.33	8,555	15.75
Yukon et Territoires du Nord-Ouest	86		88	
TOTAL:	59,177		54,313	100%

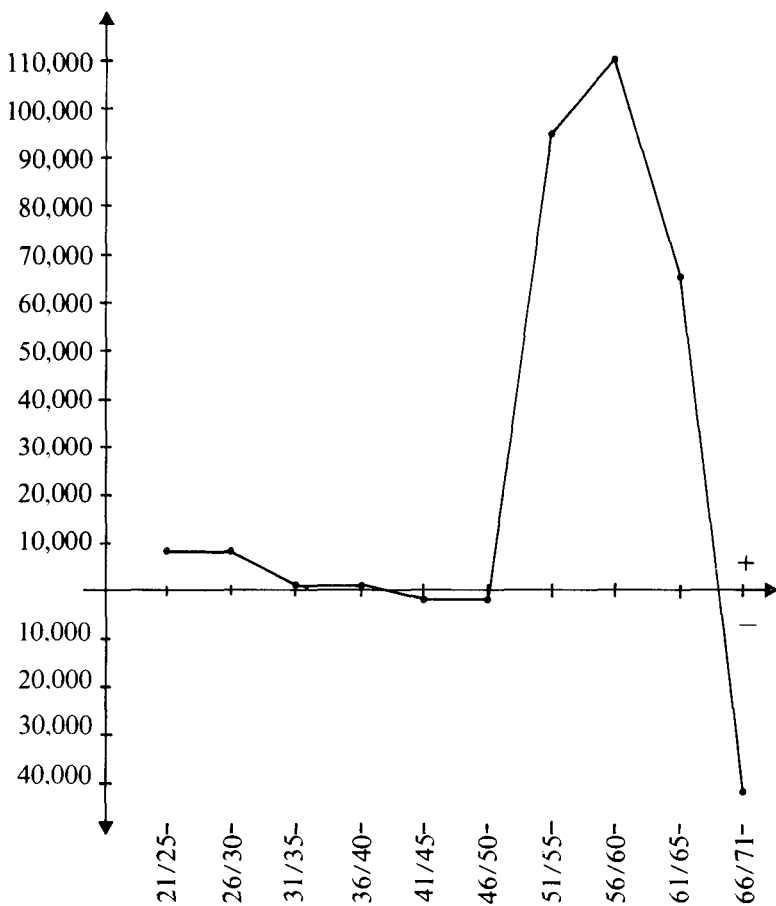
Source: Bulletin trimestriel de l'immigration, juin 1972.

Graphique A-8

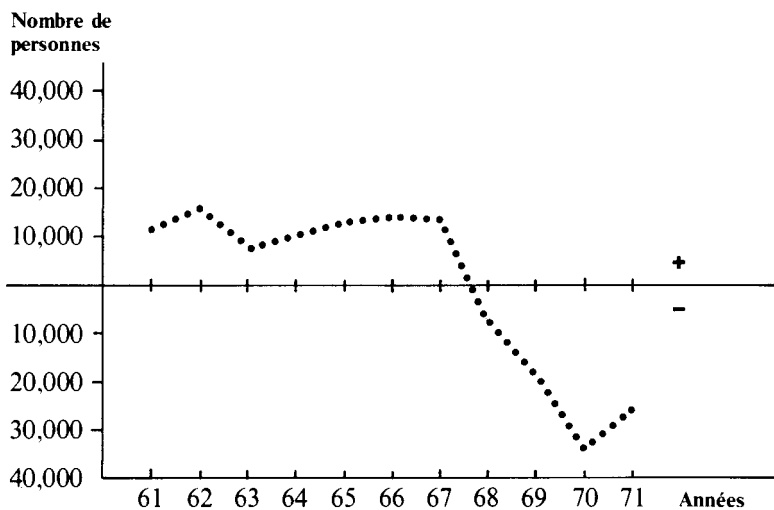
**Pourcentage des immigrants venus au Québec et en Ontario
de 1960 à 1971**



Sources: 1. *Annuaire du Québec* 1972, p. 194.
2. «Statistiques immigration Canada – 1971», p. 5.
(Préparé par M. J.-M. Veaudelle)

Graphique A-9**Migration nette québécoise, 1921 à 1971**

Sources: (1) Étude démographique, vol. I, Div. de la démographie — Service de la recherche et de statistiques, Ville Laval, p. 110.
 (2) Hubert Charbonneau et Robert Maheu, «Démographie» — Rapport de synthèse, pp. 47-48.
 (Préparé par M. J.-M. Veaudelle)

Graphique A-10**Migration nette au Québec, 1961 à 1971**

Source: d'après G. Caldwell, professeur à l'Université Bishop de Lennoxville.
doc. 299/E.

(Préparé par J.-M. Veaudelle)

Tableau A-11**Immigrants, selon le pays de dernière résidence, Québec, 1948-1971(*)**

	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Albanie	3	13	5	18	—	7	—	2	—	5	5	3	—
Algérie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Allemagne	255	385	504	5987	5718	8186	5173	3100	3754	4179	2555	1551	1485
Arabie Saoudite	3	3	4	18	22	5	5	8	31	44	22	21	—
Argentine	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Australie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Autriche	—	—	—	—	—	996	822	400	711	442	199	137	166
Belgique	150	150	139	1311	583	609	465	359	1310	1549	558	396	404
Bermudes	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Brésil	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Gde-Bretagne	5132	2422	1541	3900	5880	6379	5934	4564	6675	13191	4053	2762	2853
Bulgarie	7	20	7	106	36	13	5	15	3	—	—	—	—
Ceylan	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Chine	4	35	139	236	233	216	243	304	220	196	280	278	163
Tchécoslovaquie	266	514	419	1019	313	171	78	56	76	—	—	—	—
Danemark	38	68	75	410	232	121	150	138	238	313	161	87	87
Égypte	—	—	—	—	—	—	—	10	5	30	17	8	6
Espagne	25	25	31	516	192	129	103	149	284	874	361	290	454

* Ces tableaux ont été tirés des annuaires statistiques de la Province de Québec pour les années correspondantes. Pour 1971, ils ont été complétés par des données fournies par le Bureau provincial de l'Immigration à Montréal.

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	Total
Albanie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	61
Algérie	—	700	16	2	5	8	8	18	13	20	23	813
Allemagne	832	917	1330	929	1220	1340	1731	1158	699	517	360	53,865
Arabie Saoudite	—	—	2	6	5	—	—	15	5	15	1	235
Argentine	—	47	63	104	120	132	131	112	135	55	51	950
Australie	—	164	184	213	216	329	508	267	285	263	184	2,613
Autriche	140	152	194	240	278	357	434	913	210	108	86	6,985
Belgique	411	414	578	627	530	805	881	678	566	353	250	14,076
Bermudes	—	22	18	12	26	27	40	29	21	21	22	238
Brésil	—	32	114	108	140	190	215	100	119	106	98	1,222
Gde-Bretagne	2027	2468	2957	2983	3781	6304	5969	3411	2756	2025	1145	101,112
Bulgarie	—	—	1	1	2	3	2	3	1	—	—	225
Ceylan	—	7	8	22	9	12	21	14	7	25	13	138
Chine	111	39	33	10	17	500	700	803	882	28	19	5,689
Tchécoslovaquie	—	3	6	13	15	12	44	202	190	78	33	3,508
Danemark	56	53	77	67	72	157	160	126	76	54	22	3,038
Égypte	3	1073	1141	1427	1012	1374	1236	1440	988	493	375	10,638
Espagne	442	206	253	406	446	642	734	632	361	323	224	8,102

	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Estonie	635	656	452	673	143	62	50	33	17	23	13	8	—
États-Unis	1363	1577	1437	1463	1508	1558	1476	1588	1429	1588	1637	1668	1805
Finlande	39	39	34	545	232	131	94	66	68	143	70	64	—
France	701	662	870	5061	3480	2480	2199	1684	2500	4533	2142	1448	1787
Grèce	181	162	107	759	791	889	1066	1092	2217	2581	2800	2587	2449
Hong-Kong	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Hongrie	294	386	450	1755	480	332	142	133	139	7960	642	328	314
Islande	—	1	—	—	8	4	1	1	1	1	—	2	—
Indes	1	—	1	3	15	32	39	41	64	51	69	99	115
Iran	—	2	1	2	4	12	—	2	3	6	6	3	3
Irlande (Rép)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Israël	5544	2561	1280	3849	2882	1902	608	561	760	2456	1284	1380	1175
Italie	713	1541	2729	7496	6175	5982	6061	5118	7509	8558	7655	7586	6383
Japon	—	—	—	1	1	12	5	6	5	10	6	9	—
Lettonie	1078	766	361	660	274	65	37	37	46	46	23	29	—
Liban	—	—	—	—	—	—	—	50	86	45	35	70	67
Lithuanie	1588	653	243	275	166	60	45	35	23	26	18	19	—
Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	21	75	72	15	9	—
Malte	10	4	1	23	17	54	331	10	23	183	135	111	—
Mexique	2	—	1	5	2	1	2	2	5	2	2	5	2

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	Total
Estonie	—	—	1	—	—	1	1	—	—	—	—	2.768
États-Unis	1819	1905	1902	1754	2225	2268	2301	2488	2649	2734	2737	45.231
Finlande	—	39	26	39	43	21	29	39	37	20	17	1.835
France	1453	2144	2884	3559	3912	6144	7987	5861	3550	2826	1826	71.693
Grèce	1764	1793	2348	1972	2390	2708	3642	2463	2383	1952	1685	42.781
Hong-Kong	—	51	139	315	576	—	—	—	—	397	473	1.951
Hongrie	221	109	111	73	88	75	104	78	77	71	68	14.430
Islande	—	—	1	3	3	—	4	—	4	—	—	34
Indes	110	80	143	176	418	381	560	446	609	532	—	3.985
Iran	—	—	18	22	79	67	73	65	32	35	53	488
Irlande (Rép)	—	63	72	67	65	141	206	103	95	93	45	950
Israël	770	338	402	541	479	834	1038	659	354	315	—	31.972
Italie	3914	3955	3995	5034	5984	7019	7071	3976	2227	1640	1242	119.563
Japon	—	7	17	15	20	48	93	57	58	69	85	524
Lettonie	—	—	—	1	—	—	—	—	1	—	—	3.424
Liban	40	90	197	146	237	382	555	845	593	461	370	4.269
Lithuanie	—	—	—	—	—	—	—	—	1	—	—	3.152
Luxembourg	—	11	27	14	14	28	31	19	9	9	1	355
Malte	—	1	12	9	3	6	—	1	2	—	7	943
Mexique	2	41	26	34	14	21	43	52	67	80	77	488

	1948	1949	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Maroc	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pays-Bas	293	535	479	1067	1209	1130	836	547	519	955	640	341	366
N.-Zélande	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Norvège	34	21	22	142	153	120	111	124	93	83	58	46	—
Pakistan	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Pologne	3606	2642	1088	3618	1778	890	561	396	428	594	527	566	537
Portugal	19	23	28	44	92	231	639	464	656	1687	512	1035	1338
Rhodésie et Nyassaland	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Roumanie	145	99	79	469	152	81	70	40	41	71	38	37	—
St-Pierre et Miquelon	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Rép. Sud-Africaine	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Suède	21	13	26	141	92	72	77	50	67	60	58	46	—
Suisse	100	86	141	554	658	388	396	278	400	529	350	228	310
Syrie	12	25	35	57	69	45	59	10	21	30	9	11	—
Tunisie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Turquie	2	1	3	7	13	21	12	7	20	48	38	47	62
U.R.S.S.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Yougoslavie	681	325	224	1295	637	539	182	210	303	1023	694	303	397
Autres pays (n.s.a.)	—	—	—	14	26	16	11	6	32	1640	1201	1344	1049

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	Total
Maroc	—	91	204	839	713	156	473	1074	259	181	—	3,990
Pays-Bas	155	96	163	215	255	334	438	221	133	97	110	11,134
N.-Zélande	—	62	23	24	37	48	63	34	32	34	23	380
Norvège	—	38	47	52	67	101	112	78	48	25	11	1,586
Pakistan	—	17	57	134	213	189	189	171	228	212	156	1,566
Pologne	428	211	285	257	215	186	210	201	128	101	130	19,583
Portugal	629	734	988	1104	1114	1516	1587	1229	1175	1230	1478	19,552
Rhodésie et Nyassaland	—	29	24	26	—	—	—	—	—	—	—	79
Roumanie	—	19	29	21	11	11	7	11	18	46	57	1,552
St-Pierre et Miquelon	—	15	11	9	—	21	9	11	7	3	9	95
Rép. Sud-Africaine	—	63	48	53	85	92	148	66	35	34	34	658
Suède	—	23	39	57	79	127	172	105	58	53	52	1,488
Suisse	246	345	466	628	1001	1338	1774	1278	823	716	333	13,366
Syrie	—	12	4	13	35	92	132	224	147	101	—	1,143
Tunisie	—	7	5	27	12	1	11	37	39	26	22	187
Turquie	64	64	92	170	241	287	195	230	181	93	83	1,981
U.R.S.S.	—	3	6	6	7	26	18	16	17	17	47	163
Yougoslavie	347	74	100	78	91	111	178	333	233	283	182	8,823
Autres pays (n.s.a.)	936	635	1377	1316	1726	2226	3449	3089	4607	—	—	24,700

TOTAL 676,370

Tableau A-12(*)

Indices d'assimilation de certains groupes ethniques au Québec, 1961

Groupe ethnique	Groupe linguistique	Population du groupe ethnique	Population du groupe linguistique (1)	Différence relative % (2)	Proportion de langue maternelle	
					anglaise %	française %
Britannique	anglais	567,057	697,402	- 23.0	90.2	9.3
Français	français	4,241,354	4,269,689	- 0.7	1.6	98.2
Allemand et Autrichien	allemand	46,880	31,589	32.6	—	—
Ukrainien	ukrainien	16,588	13,424	19.1	21.3	5.7
Italien	italien	108,552	89,806	17.3	5.9	13.6
Néerlandais	néerlandais	10,442	6,059	42.0	39.7	6.6
Indien et Esq.	indien et esq.	21,343	16,518	22.6	11.2	12.3
Polonais	polonais	30,790	19,827	35.6	24.5	6.3
Scandinave	scandinave	11,295	3,477	69.2	56.9	15.3
Hongrois	hongrois	15,561	14,201	8.7	—	—
Juif	yiddish	74,677	35,845	52.0	54.8	2.4
Russe	russe	13,674	5,749	58.0	49.1	4.0

(1) D'après la langue maternelle.

(2) Différence entre la population du groupe ethnique et la population du groupe linguistique, divisée par la population du groupe ethnique

* Tableau fourni par le Bureau provincial de l'Immigration. Montréal, en date du 29 mai 1972.

Tableau A-13**Population du Québec selon la langue maternelle***

	0 - 4	5 - 9	10 - 14	15 - 19	20 et plus	Tous âges
Recensée en 1941**						
anglaise	32,609	34,025	37,808	39,731	324,823	468,996
française	311,928	303,698	311,881	298,424	1,501,356	2,727,287
autres	8,898	10,217	11,749	13,038	91,697	135,599
TOTAL	353,435	347,940	361,438	351,193	1,917,816	3,331,882
Recensée en 1951						
anglaise	63,654	49,171	35,895	34,590	374,946	558,256
française	468,393	406,453	317,627	293,906	1,860,651	3,347,030
autres	9,477	7,828	7,618	9,005	116,475	150,395
TOTAL	541,524	463,444	361,140	337,501	2,352,072	4,055,681
Recensée en 1961						
anglaise	79,025	76,280	69,284	50,221	422,592	697,402
française	563,564	529,113	480,218	403,296	2,293,498	4,269,689
autres	28,667	18,681	18,563	13,909	212,300	292,120
TOTAL	671,256	624,074	568,065	467,426	2,928,390	5,259,211
Recensée en 1971						
anglaise	59,400	79,205	81,205	76,045	493,330	789,185
française	390,545	523,195	563,740	521,405	2,868,365	4,867,250
autres	30,580	31,250	26,415	23,855	259,250	371,330
TOTAL						6,027,765

* Première langue apprise et encore comprise.

** Chiffres fournis par le ministère provincial de l'Immigration.

Tableau A-14**Immigrants au Québec, par année d'arrivée et par groupe d'âge***

Âge	46-50	51-55	56-61	1958	1959	1960	1961	1962	1963
0-4	-	-	6882	2155	1890	1768	1347	1553	1895
5-9	-	3845	11253	1969	1706	1647	1158	1255	1638
10-14	2852	9399	9529	1547	1458	1381	999	1080	1250
15-19	3359	5345	6985	2431	2097	1988	1353	1703	1963
Total (2)	6211	18589	34649	8102	7151	6784	4857	5591	6746
(2)×100 (1)				0.4%	0.3%	0.3%	0.2%	0.2%	0.3%
Population totale des moins de 20 ans au Québec									
(1)				2127426	2195224	2263022	2330821	2366635	2402449

* Ces chiffres ont été tirés des annuaires statistiques du Canada — Ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (1946-1971).

Tableau A-14 (suite)

Âge	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	Total
0-4	2287	2855	3654	3790	2952	2185	1679	1423	38315
5-9	1351	2315	2981	3213	2550	1928	1486	1322	41617
10-14	1490	1689	2060	2165	1655	1283	1384	918	42139
15-19	2124	2522	3006	3175	2528	2142	1725	1371	45817
Total (2)	7252	9381	11701	12343	9685	7538	6274	5034	167888
(2) 1	0.3%	0.4%	0.5%	0.5%	0.4%	0.3%	0.2%	0.2%	

Population totale des moins de 20 ans au Québec

2438263	2474077	2509891	2489278	2468665	2448053	2427440	2406827	
---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	---------	--

Tableau A-15

Proportion des immigrants de moins de 20 ans, dans la population québécoise de moins de 20 ans (selon l'année de leur arrivée)

	Population totale du Québec 0-19 ans	Immigrants de moins de 20 ans	$\frac{(2)}{(1)} \times 100$
1956	1,991,832		
1957	2,059,629		
1958	2,127,426	8,102	0.4%
1959	2,195,224	7,151	0.3%
1960	2,263,022	6,784	0.3%
1961	2,330,821	4,855	0.2%
1962	2,366,635	5,591	0.2%
1963	2,402,449	6,746	0.3%
1964	2,438,263	7,752	0.3%
1965	2,474,077	9,381	0.4%
1966	2,509,891	11,701	0.5%
1967	2,489,278	12,343	0.5%
1968	2,468,665	9,685	0.4%
1969	2,448,053	7,538	0.3%
1970	2,427,440	5,874	0.2%
1971	2,406,827	5,034	0.2%

Tableau A-16

Distribution numérique, proportionnelle et comparative, par origine ethnique des élèves inscrits dans les classes anglaises de la C E C M

	Année scolaire	orig. française		orig. britannique		autres orig.		Total
		inscr.	%	inscr.	%	inscr.	%	
	1930-31	2,163	14.8	9,194	62.9	3,261	22.3	14,618
	1931-32	2,096	13.9	9,388	62.2	3,608	23.9	15,092
	1932-33	2,332	15.0	9,591	61.7	3,612	23.3	15,535
	1933-34	2,473	15.9	9,407	60.4	3,695	23.7	15,575
	1934-35	2,707	17.1	9,230	58.3	3,899	24.6	15,836
	1935-36	2,794	17.4	9,240	57.4	4,053	25.2	16,087
	1936-37	2,912	18.0	9,108	56.2	4,185	25.8	16,205
	1937-38	2,851	17.7	8,931	55.6	4,304	26.7	16,136
	1938-39	3,043	18.2	8,967	53.6	4,723	28.2	16,733
	1939-40	3,235	19.6	8,627	52.4	4,612	28.0	16,474
	1940-41	3,281	20.4	8,420	52.2	4,414	27.4	16,115
	1941-42	3,121	20.3	7,959	51.7	4,310	28.0	15,390
	1942-43	2,885	19.7	7,559	51.6	4,216	28.7	14,660
	1943-44	2,662	18.8	7,358	52.1	4,113	29.1	14,133
	1944-45	2,556	18.4	7,354	53.0	3,978	28.6	13,888
	1945-46	2,555	18.5	7,302	52.9	3,956	28.6	13,813
	1946-47	2,613	19.0	7,201	52.5	3,904	28.5	13,718
	1947-48	2,563	19.3	6,945	52.4	3,74	28.3	13,2
	1950-51	2,986	19.9	7,647	50.9	4,390	29.2	15,023
	1952-53	3,240	19.7	7,751	47.2	5,446	33.1	16,437
	1955-56	4,112	18.7	8,992	40.9	8,866	40.4	21,970
	1961-62	4,527	14.2	9,879	30.9	17,287	54.9	31,693
	1962-63	4,832	14.2	9,951	29.2	19,291	56.6	34,074
	1966-67	4,614	11.4	10,076	24.9	25,724	63.7	40,414
	1967-68	4,022	9.4	10,267	24.0	28,492	66.6	42,781
	1968-69	-	-	-	-	-	-	-
SIMEC	1969-70*	4,256	9.9	14,247	32.4	25,336	57.7	43,839
SIMEC	1970-71	3,675	9.45	15,566	36.5	23,569	55.05	45,516
CECM	1971-72	5,794	13.38	11,047	25.46	26,542	61.18	43,383

* Selon la langue parlée dans l'enfance et encore comprise.

Tableau A-17

Répartition des enfants d'immigrants entre classes françaises et anglaises

Distribution numérique et proportionnelle des élèves d'une origine autre que française et britannique entre les classes françaises et anglaises, pour les années 1930-31 à 1970-1971

	Année	classes françaises		classes anglaises		Total
		inscrip.	%	inscrip.	%	
	1930-31	3,713	52.2	3,261	46.8	6,974
	1931-32	3,965	52.4	3,608	47.6	7,573
	1932-33	3,916	52.0	3,612	48.0	7,528
	1933-34	4,022	52.1	3,695	47.9	7,717
	1934-35	3,943	50.3	3,899	49.7	7,842
	1935-36	3,896	49.0	4,185	52.8	7,924
	1937-38	3,558	45.3	4,304	54.7	7,862
	1938-39	3,495	42.5	4,723	57.5	8,218
	1939-40	3,308	41.8	4,612	58.2	7,920
	1940-41	3,052	40.9	4,414	59.1	7,266
	1941-42	2,858	39.9	4,310	60.1	7,168
	1942-43	3,739	39.4	4,216	60.6	6,955
	1943-44	2,537	38.2	4,113	61.8	6,650
	1944-45	2,397	37.6	3,978	62.4	6,375
	1945-46	2,203	35.8	3,956	64.2	6,159
	1946-47	2,059	34.5	3,904	65.5	5,963
	1947-48	1,967	34.4	3,748	65.6	5,715
	1950-51	2,287	34.3	4,390	65.7	6,677
	1952-53	2,786	33.8	5,446	66.2	8,232
	1953-54	2,981	33.0	6,055	67.0	9,036
	1955-56	3,921	30.7	8,866	69.3	12,787
	1956-57	3,826	29.6	9,084	70.4	12,910
	1957-58	4,334	28.8	10,739	71.2	15,073
	1958-59	4,619	27.2	12,393	72.8	17,012
	1959-60	5,031	26.5	13,964	73.5	18,994
	1961-62	5,922	25.5	17,287	74.5	23,200
	1966-67	4,880	15.9	25,724	84.1	30,604
	1967-68	3,422	10.7	28,492	89.3	31,914
	1968-69			-	-	42,781
	1969-70	pas de niv. Sec. fr.		25,336		
CECM	1970-71	pas de niv. élém. angl.				
CECM	1971-72	3,218	10.8	26,542	89.2	29,760
SIMEC	1969-70	4,145	13.9	25,365	85.4	29,708
SIMEC	1970-71	2,846	10.7	23,569	89.6	26,415

Tableau A-18**La Commission des Écoles Catholiques de Montréal**

Les statistiques cumulatives et comparatives des classes d'accueil					
Mouvement des élèves recrutés 1971-1972 Du 1^{er} avril 1972 au 31 mars 1972 (12 mois)		% sur le total des sorties	Total des sorties	Total des inscriptions	% sur le total des inscriptions
Total des élèves inscrits				428	
Total des élèves qui sont sortis			209		
En classes d'accueil le 31 mars 1972	219				51.0%
Transférés aux écoles françaises	129	61.8%			30.0%
Se sont dirigés vers l'école anglaise	36	17.2%			8.5%
Se sont dirigés vers d'autres provinces ou une destination inconnue ou retournés dans leur pays d'origine	35	16.7%			8.3%
Se sont dirigés vers le marché du travail	9	4.3%			2.2%
Total des élèves inscrits du 1-4-71 au 31-3-72 (12 mois)	428				

Source: La Commission des Écoles Catholiques de Montréal.

Tableau A-18 (suite)**La Commission des Écoles Catholiques de Montréal.**

Les statistiques cumulatives et comparatives des classes d'accueil.					
Mouvement des élèves recrutés 1972-1973 Du 1^{er} avril 1972 au 30 nov. 1972 (8 mois)		% sur le total des sorties	Total des sorties	Total des inscriptions	% sur le total des inscriptions
Total des élèves inscrits				542	
Total des élèves qui sont sortis			287		
En classes d'accueil le 30 novembre 1972	255				47.0%
Transférés aux écoles françaises	167	58.2%			30.8%
Se sont dirigés vers l'école anglaise	48	16.7%			8.9%
Se sont dirigés vers d'autres provinces ou une destination inconnue ou retournés dans leur pays d'origine	61	21.3%			11.3%
Se sont dirigés vers le marché du travail	11	3.8%			2.0%
Total des élèves inscrits du 1-4-72 au 30-11-72 (8 mois)	542				

Source: La Commission des Écoles Catholiques de Montréal.

Tableau A-19

Distribution, en nombres et pourcentages, des employés municipaux de Montréal, selon le service et l'origine ethnique

Service	Canad. français		Canad. anglais		Canad. italiens		Autres origines	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Police	3165	23.61	152	36.71	50	14.71	109	30.11
Incendies	2410	17.98	88	21.26	27	7.94	19	5.25
Travaux publics	2308	17.22	74	17.87	135	39.71	132	36.46
Voie publique	1728	12.89	39	9.42	68	20.00	9	2.49
Parcs	759	5.66	17	4.11	26	7.65	56	5.47
Finances	596	4.45	11	2.66	8	3.35	2	0.55
Santé	513	3.82	8	1.93	3	0.88	3	1.38
Bien-être social	363	2.71	5	1.21	7	2.06	6	1.66
Estimations	312	2.33	6	1.45	-	-	1	0.28
Permis et inspections	291	2.17	-	-	5	1.47	-	-
Achats et magasins	184	1.37	1	0.24	5	1.47	1	0.28
Circulation	177	1.32	2	0.48	3	0.88	1	0.28
Secrétariat	175	1.31	1	0.24	-	-	-	-
Contentieux	143	1.07	7	1.69	1	0.29	1	0.28
Urbanisme	99	0.74	2	0.48	-	-	19	5.35
Personnel	64	0.48	-	-	1	0.29	-	-
Direction des services	55	0.41	-	-	-	-	-	-
Vérification	29	0.22	-	-	-	-	-	-
Service civil	18	0.13	1	0.24	-	-	-	-
Révision des estimations	15	0.11	-	-	-	-	1	0.28
TOTAL	13404		414		340		362	

Source: Guy Bourassa, «Les relations ethniques dans la vie politique montréalaise», p. 156.

Tableau A-20

Répartition, selon l'origine ethnique, des fonctionnaires municipaux, Ottawa, Hull, Montréal, Toronto, 1961 (nombres et pourcentages)

	Ottawa		Hull		Montréal		Toronto	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Toutes origines (A + B + C)	2 661	100.0	427	100.0	13 472	100.0	7 180	100.0
Britanniques (A)	1 462	54.9	8	1.9	614	4.6	5 015	69.9
Français (B)	885	33.3	417	97.6	11 911	88.4	238	3.3
Autres (C)	314	11.8	2	0.5	947	7.0	1 927	26.8
Allemands	61	2.3			24	0.2	195	2.7
Italiens	43	1.6			596	4.4	418	5.8
Juifs	7	0.3			15	0.1	47	0.6
Ukrainiens	22	0.8			34	0.2	193	2.7
Autres	181	6.8	2	0.5	278	2.1	1 074	15.0

Source: La Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre IV, p. 288.

Tableau A-21

Niveau hiérarchique des fonctionnaires municipaux de Montréal selon leur origine ethnique

Niveau hiérarchique	Canadiens français		Canadiens anglais		Canadiens italiens		Autres origines	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
1 à 6	2223	16.6	136	32.85	42	12.35	93	25.69
7	7985	59.58	190	45.89	99	29.12	175	48.34
8	3196	23.84	88	21.26	199	58.53	94	25.97
TOTAL	13404		414		340		362	

Source: Guy Bourassa, «Les relations ethniques dans la vie politique montréalaise», p. 157.

Tableau A-22

Répartition des «autres groupes ethniques» dans les ministères provinciaux en fonction de la hiérarchie

Ministères	Cadres supérieurs et adjoints	Cadres inter- médiaires (professeurs professionnels)	Exécutants (fonctionnaires et ouvriers)	Total groupes ethniques		Nombre total employés
				N	%	
Affaires culturelles		A	b	49	7.00	700
Affaires inter-gouvernementales	-	3	-	3	2.15	139
Affaires municipales	2	11	4	17	1.89	896
Affaires sociales	5	21	205	231	5.84	3954
Agriculture et colonisation	1	11	4	16	0.64	2469
Assemblée nationale	1	-	1	2	0.33	605
Communications				23	3.09	744
Caisse de dépôts et placements				4	5.00	75
Commission des accidents du travail				16	1.04	1544
Office des autoroutes				9	2.12	425
Régie de l'Assurance-maladie				28	2.29	1225
Régie des rentes	-	2	4	6	1.20	500
Sureté du Québec	-	2	24	26	0.56	4359
Terres et forêts	-	9	-	9	0.76	1190
Tourisme, chasse et pêche	-	23	16	39	2.60	1500

Travail et main-d'œuvre	-	3	8	11	2.25	489
Institutions financières	-	3	12	5	1.43	350
Office du crédit agricole	1	1	1	3	1.22	245
Revenu	1	27	85	113	3.00	3767
Richesses naturelles	2	29	7	38	4.06	935
Conseil exécutif				5	1.70	585
Finances	-	3	5	8	0.63	1266
Fonction publique				3	0.86	350
Immigration	-	1	13	14	11.50	118
Industrie et commerce	2	33	4	39	2.97	1312
	N	%	N	%	N	%
Total de chaque catégorie	15	2.59	182	31.38	838	66.03
GRAND TOTAL	580 (pour les trois catégories) + 137 (non divisés par catégorie)				717	2.40
						29818

Source:

Données recueillies dans D. Turgeon, «Répartition des employés à l'intérieur des ministères québécois selon l'origine ethnique». Il n'y a aucun membre de groupes ethniques dans la Commission de la Fonction publique (126) et Rexfor (250) qui pourtant sont calculés dans le total.

Nous n'avons aucune statistique concernant la Régie des Alcools, les Transports, les Travaux publics, la Voirie, la Justice et l'Éducation.

Légende:

A: signifie que la plupart des employés se situent dans cette catégorie.

b: signifie que seulement quelques employés se situent dans cette catégorie.

(-): indique le chiffre 0;

l'espace blanc indique que l'on n'a aucune donnée.

Tableau A-23

Répartition, selon l'origine ethnique, des fonctionnaires provinciaux classés par province, Canada, 1961
(nombres et pourcentages)

Origine ethnique	Toutes les provinces		Provinces Atlantiques		Québec		Ontario		Manitoba		Saskatchewan		Alberta		Colombie-Britannique, Yukon et Territoires du Nord-Ouest	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Toutes les origines (A + B + C)	73 288	100.0	6 916	100.0	22 183	100.0	21 634	100.0	3 547	100.0	2 698	100.0	7 283	100.0	7 221	100.0
Britanniques (A)	37 229	50.8	5 817	84.1	886	4.0	16 158	74.7	2 201	62.1	1 518	56.3	4 078	56.0	5 596	77.5
Français (B)	23 640	32.3	668	9.7	20 927	94.3	1 112	5.1	196	5.5	101	3.7	357	4.9	206	2.8
Autres (C)	12 419	16.9	431	6.2	370	1.7	4 364	20.2	1 150	32.4	1 079	40.0	2 848	39.1	1 419	19.7
Allemands	3 001	4.1	132	1.9	45	0.2	884	4.1	245	6.9	344	12.7	761	10.4	311	4.3
Ukrainiens	1 500	2.2	2		12	0.1	380	1.8	285	8.0	150	5.6	594	8.2	72	1.0
Italiens	547	0.7	5	0.1	84	0.4	324	1.5	15	0.4	6	0.2	57	0.8	54	0.8
Juifs	228	0.3			5		141	0.6	50	1.4	45	0.6	9	0.1	5	0.1
Autres	7 053	9.6	292	4.2	224	1.0	2 635	12.2	555	15.7	564	20.9	1 427	19.6	977	13.5

Source: La Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Livre IV, p. 387.

Tableau A-24**Fonctionnaires et main-d'œuvre selon le lieu de naissance, Québec, 1941-1961**

Lieu de naissance	1941				1961			
	Fonctionnaires		Main-d'œuvre		Fonctionnaires		Main-d'œuvre	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Canada	8562	96.6	1074938	90.4	21703	97.8	1571565	88.9
États-Unis	164	1.9	22344	1.9	202	0.9	18919	1.1
Ailleurs	134	1.5	91373	7.7	293	1.3	177635	10.0
TOTAL	8860	100.0	1188655	100.0	22198	100.0	1768119	100.0

Sources: Recensements du Canada 1941-1961.

Tableau A-25**Fonctionnaires selon le sexe, certains niveaux de traitement et certains groupes ethniques, Québec, 1961**

Groupe ethnique et sexe	-\$3000		\$3000-4999		\$5000-9999		\$10000-14999		\$15000 +		TOTAL
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%	N
FRANÇAIS											
Hommes	6887	46.1	5748	38.4	2002	13.4	242	1.6	68	0.5	14947
Femmes	5039	84.4	896	15.0	38	0.6	-	-	-	-	5973
Total	11926	57.0	6644	31.8	2040	9.7	242	1.2	68	0.3	20920
BRITANNIQUES											
Hommes	299	45.2	219	33.1	120	18.2	20	3.0	3	0.5	661
Femmes	163	73.1	57	25.6	3	1.3	-	-	-	-	223
Total	462	52.3	276	31.2	123	13.9	20	2.3	3	0.3	884
AUTRES											
Hommes	121	43.2	112	40.0	44	15.7	3	1.1	-	-	280
Femmes	52	73.2	17	24.0	2	2.8	-	-	-	-	71
Total	173	49.3	129	36.7	46	13.1	3	0.9	-	-	351
TOUS LES GROUPES											
Hommes	7307	46.0	6079	38.3	2166	13.6	265	1.7	71	0.4	15888
Femmes	5254	83.8	970	15.5	43	0.7	-	-	-	-	6267
Total	12561	56.7	7049	31.8	2209	10.0	265	1.2	71	0.3	22155

Source: G. Lapointe, «Essais sur la fonction publique québécoise», p. 244.

Tableau A-26

Évolution du revenu personnel par habitant au Québec, en Ontario et au Canada, 1961-1971

Année	Québec \$	Ontario \$	Canada \$	Québec	Québec	Ontario
				Ontario %	Canada %	Canada %
1951	967	1,355	1,153	71.36	83.87	117
1961	1,455	1,908	1,613	76.25	90.20	118
1962	1,532	2,007	1,720	76.33	89.06	117
1963	1,588	2,111	1,802	75.22	88.12	117
1964	1,710	2,222	1,898	76.95	90.09	117
1965	1,857	2,409	2,066	77.08	89.88	117
1966	2,045	2,648	2,283	77.22	89.57	116
1967	2,239	2,842	2,461	78.78	90.97	115
1968	2,406	3,065	2,660	78.49	90.45	115
1969	2,599	3,472	2,943	74.86	88.31	118
1970	2,783	3,691	3,124	75.40	89.10	118
1971	3,027	3,967	3,405	76.30	88.90	116

Source: Statistiques Canada.

Tableau A-27

**Occupations ou emplois projetés des immigrants désireux
de s'intégrer à la main-d'œuvre**

<i>Occupations projetées en progression</i>	1953		1961		1969	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Administration	389	1.77	222	2.50	514	3.25
Professions	2,123	9.64	1,652	18.60	5,036	31.83
Bureaux	1,414	6.42	1,048	11.80	2,318	14.65
<i>Occupations projetées en régression</i>						
Transport	294	1.34	96	1.08	106	0.67
Communications	63	0.29	37	0.42	18	0.11
Services	5,240	23.80	2,095	23.59	2,100	13.27
Agriculture	3,842	17.45	343	3.86	201	1.27
Pêche, piégeage et abattage	76	0.35	7	0.08	6	0.04
Mines	68	0.31	11	0.12	15	0.09
Manœuvres	2,403	10.91	869	9.78	408	2.58
Total des immigrants désireux de s'intégrer à la main-d'œuvre	22,018	100.0	8,881	100.0	15,821	100.0

Source: Barsony et Malservisi, *op. cit.*, p. 279.

Tableau A-28

Unités de production de biens et de services implantées par des immigrants, 1962-1966

Régions	Unités	Emplois	Capital \$000
Montréal métropolitain et Laurentides	1,220	7,326	25,000
Québec et Bas-St-Laurent	374	2,421	9,200
Sherbrooke et région	40	295	850
Abitibi et Témiscamingue	17	135	355
Hull et Gatineau	24	190	610
St-Jean et Vallée du Richelieu	122	852	2,445
Granby et région	173	1,044	3,600
Drummondville et Bois-Francs	27	215	646
Trois-Rivières et Mauricie	48	341	1,254
Chicoutimi et Côte-Nord	41	327	1,110
Total	2,086	13,146	45,070

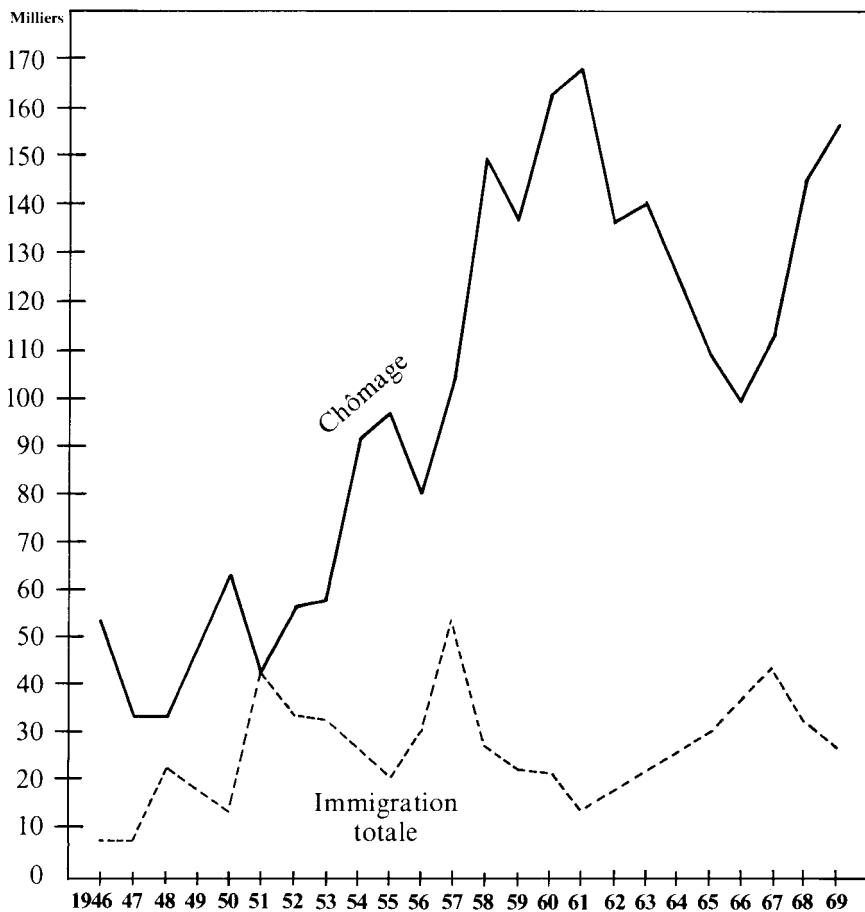
Source: René Gauthier, *Contribution économique et culturelle des immigrants au Québec*, 1968.

Tableau A-29

Immigration et chômage

Années	Immigration totale en milliers	Immigration active en milliers	Chômage en milliers	I/C en %	IA/CH en %
1946	9.7	2.1	54	17.9	3.8
1947	8.2	4.1	34	24.1	12.2
1948	24.7	10.9	34	70.0	29.7
1949	18.0	8.1	48	37.5	16.8
1950	13.5	6.8	63	21.4	10.7
1951	46.0	26.6	42	109.5	63.3
1952	35.3	17.6	57	60.7	30.8
1953	34.3	21.0	58	59.1	37.9
1954	28.4	17.7	92	30.8	19.2
1955	22.1	12.9	98	22.5	13.1
1956	31.4	18.2	80	39.0	22.7
1957	55.1	31.2	101	54.5	31.8
1958	28.4	15.8	153	18.5	10.3
1959	24.8	13.7	138	17.9	9.9
1960	23.7	13.1	164	14.4	7.9
1961	16.9	8.8	168	10.0	5.2
1962	19.1	10.2	139	13.7	7.3
1963	23.2	15.5	142	16.3	10.9
1964	25.9	14.3	124	20.9	11.5
1965	30.3	16.5	110	27.5	15.1
1966	39.2	21.3	100	39.2	21.3
1967	45.7	26.5	116	39.4	22.7
1968	35.4	19.1	145	24.4	10.2
1969	28.2	15.2	158	17.8	10.3
MOYENNES ANNUELLES					
1946-57	27.2		52.8	45.5	
1958-69	26.7		130.9	21.6	
1946-69	26.9		97.1	29.4	
1946-56		13.2			26.4
1957-69		17.1			12.4

Source: Commissariat général: «Immigration et Chômage au Québec», oct. 1970, Ministère de l'Immigration du Québec.

Graphique A-30**Immigration et chômage au Québec 1946-1969**

Source: Barsony et Malservisi, *op. cit.*, p. 299.

Tableau A-31

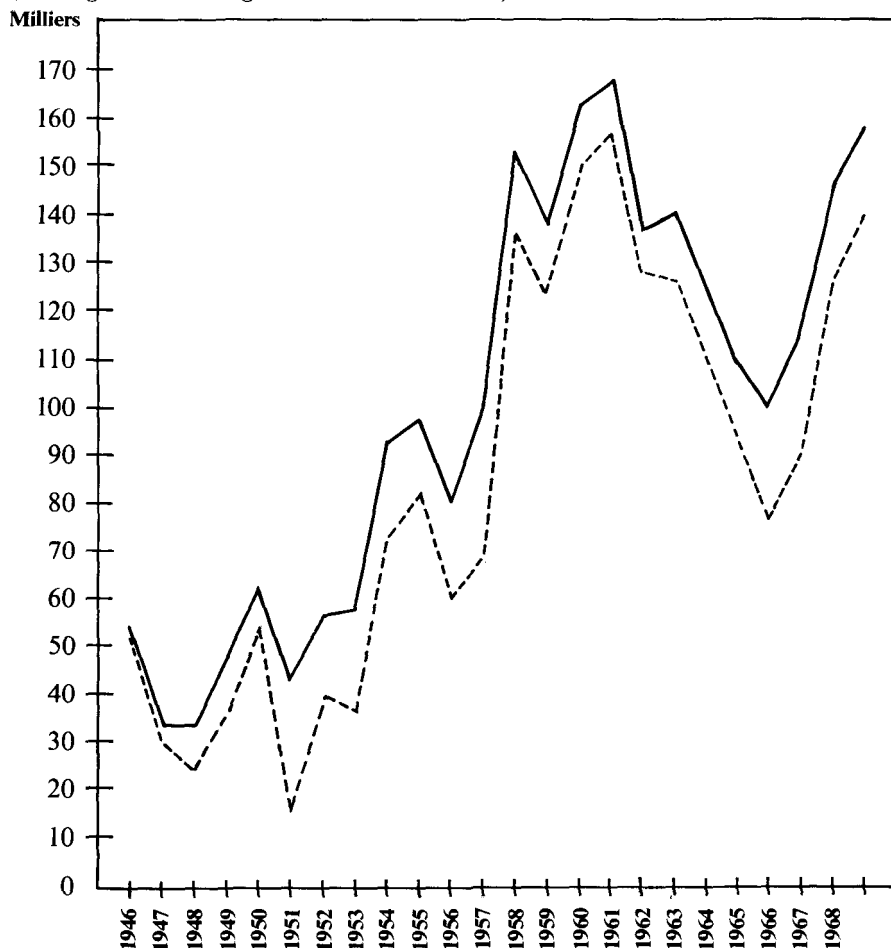
Variations comparées des accroissements de population et d'immigration actives et de chômage au Québec (en milliers)

Années	Variations I.A.O.	Variations accroissements CH.O.	Variations accroissements P.A.O.
1947	— 2.1	— 20	
1948	+ 6.8	0	+ 6
1949	— 2.8	+ 14	— 10
1950	— 2	— 15	— 27
1951	+ 20.5	— 21	+ 17
1952	— 9	+ 15	+ 15
1953	+ 3.4	+ 1	— 10
1954	— 3.3	+ 33	— 10
1955	— 4.8	+ 6	+ 7
1956	+ 5.3	— 18	— 7
1957	+ 14	+ 21	+ 38
1958	— 16.4	+ 52	— 5
1959	— 2.1	— 15	— 35
1960	— 0.6	+ 26	— 24
1961	— 4.3	+ 4	— 30
1962	+ 1.4	— 30	— 14
1963	— 5.3	+ 3	+ 22
1964	— 1.2	— 17	— 8
1965	+ 2.2	— 15	+ 18
1966	— 4.8	— 9	— 25
1967	+ 5.2	+ 16	+ 15
1968	— 7.4	+ 71	— 34
1969	— 3.3	— 3.5	— 44

Source: Commissariat général: «Immigration et Chômage au Québec», 1970, Ministère de l'Immigration du Québec.

Graphique A-32

**Chômage virtuel au Québec
(chômage moins immigration extérieure active)**



Source: Barsony et Malservisi, *op. cit.*, p. 303.

Tableau A-33

Répartition des Canadiens de naissance, des immigrants et indices de concentration par secteurs industriels et par sexes, Québec

	Secteurs industriels						Non Déci. %
	Primaire %		Secondaire %		Tertiaire %		
<u>NÉS AU CANADA</u>							
1951							
Hommes	233,176	22.48	375,073	36.16	409,977	39.52	1.84
Femmes	7,458	2.34	79,867	25.05	227,208	71.27	1.34
Total	240,634	17.74	454,940	33.55	637,185	46.98	1.72
1961							
Hommes	159,502	13.91	428,512	37.36	526,032	45.86	2.88
Femmes	15,170	3.57	76,249	17.96	310,601	75.29	3.18
Total	174,672	11.11	504,761	32.12	836,633	53.81	2.96

<u>IMMIGRANTS</u> <u>d'après-guerre</u> 1946-1951							
Hommes	2,061	10.37	9,184	46.20	7,912	39.80	3.62
Femmes	32	0.43	2,373	31.75	4,909	65.69	2.13
Total	2,093	7.65	11,557	42.26	12,821	46.88	3.21
1946-1961							
Hommes	3,284	3.52	41,795	44.77	45,855	49.12	2.60
Femmes	133	0.33	14,524	36.05	24,260	60.22	3.40
Total	3,417	2.56	56,319	42.14	70,115	52.46	2.84
<u>INDICES DE</u> <u>CONCENTRATION</u> 1946-1951							
Hommes		48.98		126.99		98.08	
Femmes		19.37		127.15		91.91	
Total		45.62		125.29		98.18	
1946-1961							
Hommes		27.56		118.82		105.43	
Femmes		10.22		185.54		81.21	
Total		25.12		128.71		97.06	

Source: Barsony et Malservisi, *op. cit.*, p. 322.

Appendice III

Organisations privées d'accueil aux immigrants

Le Bien-être des immigrants a été incorporé en 1949, et il se propose d'accueillir, d'aider et de renseigner les Néo-Canadiens, d'assurer leur développement moral, intellectuel, matériel et physique, de les initier à la vie religieuse, économique et sociale de la province de Québec.

Le Comité inter-associations ethniques assure la coopération des diverses associations travaillant dans le domaine de l'immigration et assure en même temps la coopération des organismes intéressés aux immigrants, tant gouvernementaux que privés. C'est une sorte de trait d'union entre les représentants des diverses associations et les différents organismes qui se proposent d'accueillir les immigrants.

L'Accord, fondé en 1948, est une association dont le souci primordial est de réunir, dans une atmosphère de compréhension mutuelle, le Canadien et le nouvel arrivé. Face aux nombreux problèmes du déracinement, *L'Accord* entend favoriser l'introduction de l'immigrant à la vie canadienne, et plus particulièrement à la vie québécoise francophone, par des soirées nationales, des conférences, des auditions musicales, des pièces de théâtre, des cours de langues, des projections de films documentaires, etc. Durant l'année 1971, il y a eu 8,550 personnes qui ont participé aux activités de l'association. Chaque année, elle délivre des parchemins d'honneur signés par le Gouvernement du Québec et par les représentants de l'association. Ces «parchemins d'honneur» sont décernés aux personnalités d'origine francophone étrangère qui se sont distinguées par leurs activités au Québec. Cette initiative est heureuse en ce qu'elle permet de faire connaître l'apport des Néo-Québécois à la communauté francophone.

Le Camp Française Cabrini doit son nom à une sainte américaine d'origine italienne, qui fonda une communauté religieuse pour s'occuper des immigrants, dont elle devint la patronne. C'est dans cet esprit qu'en 1954 les Soeurs du Bon-Conseil s'installent dans une ferme où elles fondent le Camp Santa Cabrini. Leur mission alors est de s'occuper des nouveaux arrivés, et de leur permettre de jouir du plein air et de se reposer. Puis, l'orientation est modifiée, et le camp se transforme en centre d'initiation à la vie québécoise. En même temps, les langues du pays y sont enseignées. Mais le camp ne se contente pas d'accueillir les immigrants, il sensibilise également les Québécois à la venue de ceux-ci et multiplie les contacts entre familles nouvellement arrivées et familles canadiennes, tout en prenant soin de préserver les aspects de la culture des immigrants. Pendant l'année 1972, 4,000 personnes, enfants, familles et personnes seules de 15 nationalités différentes ont bénéficié des avantages du camp. Ce camp,

dont le nouveau nom proposé est «Le domaine de l'avenir des citoyens du monde», a depuis longtemps réussi à intéresser un très grand nombre de personnalités.

Certaines associations d'envergure internationale, telles que la *Commission internationale catholique pour les migrations*, (C.I.C.M.), s'occupent surtout des immigrants de religion catholique, et 80% de l'aide a favorisé surtout les immigrants réfugiés politiques. De 1952 à 1970, environ 114,000 personnes ont bénéficié de prêts de voyage, accordés par la C.I.C.M. Les principaux pays d'où partent les migrants assistés par la C.I.C.M. sont l'Italie, l'Espagne, la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, l'Afrique du Nord. Parmi les pays d'immigration, on compte le Canada, qui a reçu 56% de toutes les personnes assistées, les États-Unis et l'Amérique latine.

Les Services pour immigrants catholiques sont affiliés à la C.I.C.M. Leur aide porte principalement sur les moyens et la procédure que doit suivre le futur immigrant afin d'obtenir son admission au Canada. En même temps, ces services facilitent le voyage de l'immigrant pour se rendre au Canada (prêts-voyage sans intérêts, couvrant les frais de déplacement des immigrants — préparation de documents, location de places sur bateaux, avions et trains, etc.). Leur rôle d'accueil au Québec consiste à coordonner les services d'accueil, à escorter les immigrants sur le territoire national canadien et à assister l'immigrant pendant sa phase d'adaptation et d'intégration (logement, assistance matérielle).

Pour la seule année 1971, les Services pour immigrants catholiques ont aidé quelque 5,000 immigrants installés au Québec.

Le Bureau national interconfessionnel dresse des listes d'immigrants d'après leur affiliation religieuse. Chaque bureau régional est informé de la venue des nouveaux arrivants et a la responsabilité des visites qui devront être effectuées par la suite. Pour le Québec, il existe 35 comités d'accueil; les plus importants sont situés à Montréal, et leur activité a commencé en 1967. L'organisation comprend 170 membres, tous bénévoles, d'origine linguistique différente, mais la majorité — 85% est canadienne-française.

Le sens de ces visites consiste à accueillir amicalement le nouveau venu dans la communauté et à l'informer de l'existence de tous les services à sa disposition, tels que: écoles hôpitaux, bureaux de poste, banques, service social, bureaux de placement, églises.

Fondé en septembre 1971, *l'Office des Néo-Canadiens* est un organisme confessionnel, qui sert d'intermédiaire entre les différents groupes ethniques et l'autorité catholique. Il ne s'occupe que des catholiques, mais de rites d'origine différente, et son action se situe au niveau de la

coordination des différents prêtres et missions, et non au niveau de l'individu. Son rôle est pastoral et ne touche l'immigrant que lorsque celui-ci est installé dans une paroisse catholique déjà organisée.

Le *Conseil du Civisme de Montréal* fondé en 1954 regroupe des membres individuels et quarante-cinq associations à but non lucratif. Son but est, entre autres, de promouvoir un dialogue constructif et une meilleure compréhension entre les citoyens de toutes les origines ethniques, d'encourager une intégration harmonieuse des citoyens des différentes ethnies minoritaires, à la collectivité montréalaise et québécoise.

Parmi ses activités, notons les concours organisés dans les écoles sur l'accueil aux immigrants, leur programme pilote de rapprochement dans des paroisses à majorité francophone au niveau des enfants et des jeunes de divers groupes ethniques.

Parmi les nombreuses associations ou corporations de la région de Québec qui oeuvrent dans le domaine de l'immigration, le *Bien-être des immigrants*, le *Comité inter-associations ethniques*, la *Fraternité canadienne de Québec, Inc.* et le *Service d'accueil* ont des cadres permanents.

La *Fraternité canadienne de Québec Inc.*, dont la devise est: «Amitié et culture» a pour objectif de favoriser les échanges amicaux et culturels entre les Canadiens des différents groupes ethniques, quelle que soit leur race ou leur religion. Elle organise également des séjours pour les enfants de Néo-Canadiens dans des colonies de vacances. Elle facilite souvent des rencontres inter-ethniques et présente annuellement sa «Kermesse gastronomique».

Le *Centre social d'aide aux immigrants* fut établi en 1947, en vue d'accueillir les nouveaux arrivés de toutes nationalités et, plus précisément, d'offrir l'hébergement aux femmes et aux jeunes filles, de dépanner, d'orienter et d'organiser des rencontres sociales. Le centre est dirigé par les Soeurs de Notre-Dame-du-Bon-Conseil. En 1972, il a pu offrir ses services à 3,500 personnes de 29 nationalités différentes.

Le *Service d'Accueil aux Voyageurs et aux Immigrants*, fondé en 1955, poursuit un double but: offrir d'abord aux immigrants, arrivant dans la région de Montréal, les ressources qu'ils requièrent pour faciliter leur établissement et leur adaptation selon les méthodes de service social professionnel; en second lieu, servir d'agent de liaison entre l'immigrant et la communauté d'accueil.

Appendice IV

***Répartition des tribus ou bandes indiennes selon leur
appartenance culturelle, leur langue et l'endroit habité***

Tableau A-34

Répartition des tribus ou bandes indiennes selon leur appartenance culturelle, leur langue et l'endroit habité

Groupe culturel	Groupe de tribus	Tribu	Langue parlée	Endroits habités par le groupe
Groupe algonquin	Algonquins du Nord	Montagnais Cris Têtes-de-Boule Naskapis Algonquins		
	Algonquins du Sud	Micmacs Malécites Abénakis		
Groupe Huron-Iroquois		Hurons Iroquois		
DÉTAIL				
Algonquins du Nord	Montagnais	Escoumains	Français	Escoumains (Côte-Nord)
		Bersimis	Montagnais	Betsiamites (Côte-Nord)
		Sept-Iles	Montagnais	Sept-Iles & Malioténam (Côte-Nord)
		Mingan	Montagnais	Mingan (Côte-Nord)

Algonquins	Natashquan	Montagnais
	La Romaine	Montagnais
	St-Augustin	Montagnais
	Montagnais de Schefferville	Montagnais
	Maniwaki	Algonquin ou anglais
	Lac Rapide	Algonquin
	Lac Simon	Algonquin
	Grand Lac Victoria	Algonquin
	Kipawa	Algonquin
	Hunter's Point	Algonquin

Natashquan (indien)
(Côte-Nord)

Gethsémani (Côte-Nord)

En face du village blanc
de St-Augustin (Côte-Nord)

Schefferville (Nouveau-
Québec)

Maniwaki (Rivière
Gatineau)

Lac Rapide (Parc de la
Vérendrye), Lac Barrière
(Parc de la Vérendrye)

Lac Simon (Abitibi-Est)
Senneterre (Abitibi)
Rapide 7 (Abitibi)

Grand Lac Victoria (Parc
de la Vérendrye)

Kipawa (près de
Témiscamingue)

Hunter's Point (près de
Témiscamingue)

Algonquins du Sud	Cris	Longue-Pointe	Algonquin	Winneway (près de Notre-Dame-du-Nord)
		Amos	Algonquin	Amos
		Témiscamingue	Algonquin	Notre-Dame-du-Nord
		Waswanipi	Cri des Marais	Matagami, Miquelon, Quévillon, Desmaraisville, Chapais
		Mistassini	Cri des Marais	Mistassini, Lac Doré
		Némiscau	Cri des Marais	Némiscau
		Fort Rupert	Cri des Marais	Fort Rupert (Baie James)
		Eastmain	Cri des Marais	Eastmain (Baie James)
		Paint Hills	Cri des Marais	Nouveau-Comptoir (Baie James)
		Fort George	Cri des Marais	Fort George (Baie James)
	Naskapis	Grande Baleine	Cri des Marais	Grande Baleine (Baie James)
		Naskapis de Fort Chimo	Naskapi	Schefferville (Nouveau- Québec)
	Micmacs	Micmacs de Maria	Micmac	Maria (Gaspésie)

Hurons-Iroquois		Micmacs de Restigouche	Micmac	Restigouche (Bonaventure)
	Malécites	Malécites de Viger	Français	Dispersés
	Abénakis	Abénakis d'Odanak	Français	Odanak (Pierreville)
		Abénakis de Bécancour	Français	Bécancour
	Hurons	Hurons	Français	Lorette
	Iroquois	Iroquois d'Oka	Iroquois	Oka
		Iroquois de Caughnawaga	Iroquois et/ou anglais	Caughnawaga
		Iroquois de St-Régis	Iroquois et/ou anglais	St-Régis

Source: Ministère des Affaires indiennes, Division des statistiques, 1970.

Bibliographie

A. Immigrants et groupes ethniques

Immigrants et groupes ethniques, volumes.

AMOUN, Charles. Études des mesures discriminatoires dans le domaine de l'enseignement, Publication des Nations-Unies, New York, 1957.

BHATNAGAR, Joti. *Immigrants at School*. Londres, Cornmarket Press, 1970. 278p.

BROSSARD, Jacques. *L'immigration*. Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 28 mars 1967. 209p.

BUZZANGA, Mario. *Je veux vivre au Québec*. Cap-Rouge, Les Éditions Nova, sans date, 67p.

CAPPON, Paul. *Conflits entre Néo-Canadiens*, thèse de doctorat, Paris, 1971.

FISHMAN, Joshua. *Language Loyalty in the United States*. London / The Hague / Paris, Mouton, 1966. 478p.

JACKSON, J.A. Editor. *Migration*. London, Cambridge University Press, 1969. 304p. Sociological Studies, 2.

KALBACH, Warren E. *The Impact of Immigration on Canada's Population*. Ottawa, Dominion Bureau of Statistics, 1970. 465p.

One of a series on 1961 Census monographs prepared for the Census Division, Dominion Bureau of Statistics.

NAGATA, J.A., R. Rayfield, M. Ferraris. *English Language Classes for Immigrant Women with Pre-school Children*. Toronto, York University, August 1970. 116p.

MORIN, Rosaire. *L'immigration au Canada*. Montréal, Éditions de l'Action Nationale, sans date, 172p.

PARK, Robert E. *The Immigrant Press and Its Control*. New York / London, Harper & Brothers Publishers, 1922.

STEARNS, Anna, *A problem in Creative Re-Orientation*, Edition Slavistika, 1960. 134p.

UNESCO. *The Positive Contribution by Immigrants*. Unesco, 1965. 200p. Série Population and Culture, 3.

———. *The Cultural integration of Immigrants*. Série Population et Culture, 1956, 286p.

———. *The International Immigration and Economic Development, Population and Culture*, 1961, 63p.

Immigrants et groupes ethniques, études et rapports

BARIL, Rachel. *L'enseignement à l'immigrant adulte: ses difficultés — solutions suggérées*. Québec, 1972. 31p. Travail présenté à M. Roger Mareschal, Département de Linguistique, Université Laval.

BARSONY, André. *Une analyse économique de la problématique de l'épanouissement du français chez les Néo-Québécois*, 1971.

BOISSEVAIN, Jeremy. *The Italians of Montreal*. Photocopie des pages 56-62.

Rapport préliminaire présenté à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

BRAZEAU, Jacques, Shirley Goldenberg, Jean Kellerhals, Luc Martin. *Les résultats d'une enquête exploratoire auprès des immigrants français de l'agglomération montréalaise*. Montréal, Université de Montréal, Département de Sociologie, 1967. 121p.

Rapport soumis au ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration.

BRETON, Raymond. *Ethnic Factors in Predicting the Shape of Stratification systems*. Photocopie. 19p.

BUZZANGA, Mario. *Nouvelles perspectives dans l'enseignement de la langue anglaise à l'élémentaire*. Québec, 24 septembre 1968. 12p.

———. *Organigramme du Service d'Orientation et de Formation des Immigrants (SOFI)*. Québec, 18 février 1969. 9p.

_____. *Centres d'Orientation et de Formation des Immigrants (SOFI)*. Québec, 28 février 1969, 16p.

_____. *Genèse du SOFI*. Québec, 11 mars 1969. 11p.

CARISSE, Colette. *Orientations culturelles des conjoints dans les mariages biethniques*. Montréal, janvier 1966. 85p.
71 tableaux.

Rapport de recherche soumis à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

CENTRE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE EN ÉDUCATION, CAP-ROUGE. Document préparé à l'intention du ministère de l'Éducation en vue d'une coopération dans le domaine de l'éducation. Janvier 1971. 53p. Annexes.

COMITÉ D'ÉTUDE POUR L'INTÉGRATION DES ENFANTS D'IMMIGRANTS. *De l'intégration harmonieuse des enfants d'immigrants*. Québec, 4 septembre 1968. 12p.
Situation du problème. Étude des faits. 20p.
Rapport faisant suite au précédent, avec pagination continue.

CONSEIL DES ŒUVRES DE MONTRÉAL. *La situation des immigrants à Montréal*. Étude sur l'adaptation occupationnelle, les conditions résidentielles et les relations sociales. Janvier 1959. 376p.

COUTURE, C.E. *L'immigration*. Quelques considérations économiques essentielles. 4 septembre 1968. 45p.

DOCKRELL, W.B. *Learning of English by Adult Immigrants*. Abstract. October 24, 1968. 7p.

DONNEUR, André, Gilles Lajoie, François Martel, Robert Pouliot et al. *Le conflit de Saint-Léonard*. Analyse politique 1969-1970. Montréal, Université du Québec, janvier 1970. Non paginé.

DWANE, Madeleine, Alcide Paradis, Michel Thibaudeau. *Projet de recherche pour l'enseignement du français par ordinateur à l'intention des immigrants*. Ministère de l'Éducation, Centre expérimental d'enseignement automatisé, Service de l'Informatique. Janvier 1970. 45p.

GAUTHIER, René. *Immigration*. Intégration éducationnelle et scolaire de l'immigrant au Québec. Septembre 1965.

Annexe 1: Secteur provincial de la citoyenneté et de l'adaptation de l'immigrant.

Annexe 2: Rapport du sous-comité sur la situation scolaire des Néo-Canadiens.

Annexe 3: Projet de programme d'études pour les Néo-Canadiens.

RAPPORT DU COMITÉ-INTERMINISTÉRIEL SUR L'ENSEIGNEMENT DES LANGUES AUX NÉO-CANADIENS, 1967.

GROUP RESOURCES CONSULTANT SERVICE LTD. *Study of Attitudes of Selected Ethnic Groups in Western Canada and New Brunswick towards Education*. Non daté, non paginé.

LE FRANÇOIS, Jean-Jacques. *L'immigration au Canada*. Montréal, Ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, 1968. 34p.

MINISTÈRE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DE L'IMMIGRATION. *Introduction à la vie canadienne*. Ottawa, 1969. 94p.

MINISTÈRE DE L'IMMIGRATION DU QUÉBEC, COMMISSARIAT GÉNÉRAL. *La conjoncture économique et l'immigration au Québec*. 1ère partie: L'immigration et le marché du travail. Novembre 1970. 33p.

NOTEBAERT, Gertrude. *Migrations humaines*. Exploration sommaire du phénomène. Montréal, octobre 1969. 62p.

PATRY, André. *Les immigrants et le Québec*. Québec, 16 février 1970. Tome I, Tome II.

RAYNAULD, A., G. Marion et R. Béland. *La répartition des revenus selon les groupes ethniques au Canada*. Août 1966. 3 vol., app., tabl. 925p.
Rapport soumis à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.

SORECOM. *Étude de l'orientation linguistique de quelques groupes dans la région de Montréal*. Montréal, non daté. 81p., tableaux.

THÉBERGE, PIERRE, Emmanuel Ené. *Étude sur le Centre d'amitié afro-canadien*. Non daté.

YACKLEY, Andrew, Wallace E. Lambert. *Inter-Ethnic Group Competition and Levels of Aspiration*. Abstract. 32p.

VATRANO, Frank. *Focus on St. Léonard*. September 1st, 1970. 15p.

Immigrants et groupes ethniques, articles de revues et périodiques

ARÈS, Richard, «Autour du Bill 85. Comportement linguistique des groupes ethniques à Montréal», in: *Relations*, n° 336, mars 1969, pp. 77-79.

——— «Autour du Bill 85. Langues parlées par les Néo-Québécois à Montréal», in: *Relations*, n° 337, avril 1969.

——— «L'immigration et l'avenir du français au Québec», in: *L'Action Nationale*, Vol. LIX, n° 3, novembre 1969, pp. 209-228.

BRETON, Raymond, «Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personal Relations of Immigrants», in: *The American Journal of Sociology*, Vol. LXX, n° 2, sept. 1964, pp. 193-205.

BRETON, Raymond, Maurice Pinard, «Group formation among immigrants: criteria and processes», in: *Canadian Journal of Economics and Political Sciences*, August 1960, pp. 465-477.

CLAVEAU, Jean-Charles, «La crise de St-Léonard», in: *L'Action Nationale*, Volume LXI, n° 2, octobre 1971, pp. 126-128.

ESPOIR. N° 1, décembre 1969. Revue des COFI de Québec.

FAUCHER, Albert, «L'émigration des Canadiens Français au XIX^e siècle: position du problème et perspectives», in: *Recherches sociographiques*, Vol. 5, n° 3, sept.-déc. 1964, pp. 277-317.

Hebdo-Éducation. Vol. 5, n° 32, 18 mars 1969, «Service d'orientation et de formation des immigrants. Plus de 1,000 immigrants actuellement en stages d'orientation et de formation».

Hebdo-Éducation, Vol. 5, n° 37, 29 avril 1969. «Service de formation et d'orientation des immigrants. 12,645 inscriptions aux cours d'initiation à la vie québécoise».

——— Numéro spécial sur le Service d'orientation et de formation des immigrants.

——— Vol. 5, n° 43, 3 juin 1969. «Inauguration officielle du plus grand centre de formation des immigrants».

HÉRAUD, Guy. «Pour un droit linguistique comparé», dans *La Revue internationale de droit comparé*, 23^e année, N° 2, 1971.

KLOSS, Heinz, «Language Rights of Immigrant Groups», tiré de *International Migration Review*, numéro non identifié, pp. 250-267.

LAMBERT, Wallace E., «Que sont-ils, ces Canadiens? Une analyse psycho-sociale», in: *The Canadian Psychologist*, Vol. 11, n° 4, octobre 1970, pp. 334-365.

MINISTÈRE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DE L'IMMIGRATION. Bulletin trimestriel de l'Immigration/Quarterly Immigration Bulletin. Released by Authority of the Minister. Ottawa, December 1969.

MIGEOTTE, Paul, «Nos étrangers», in: *Cité Libre*, sept.-oct. 1966, pp. 100-102.

PAQUET, Gilles, «L'émigration des Canadiens français vers la Nouvelle-Angleterre, 1870-1910: prises de vue quantitatives», in: *Recherches sociographiques*, Vol. 5, n° 3, sept.-déc. 1964, pp. 319-370.

Revue de la Société du bon parler français, Vol. 35 et vol. 36.

RICHMOND, Anthony Henry, «Demographic and Family Characteristics of British Immigrants returning from Canada», in: *International Migration*, Vol. 4, n° 3, 1966, pp. 21-27.

ROSENBOROUGH, Howard, Raymond Breton, «Perceptions of the Relative Economic and Political Advantages of Ethnic Groups in Canada», tiré de *Canadian Society*, Sociological Perspectives, 3rd Edition, pp. 604-629.

ZAY, Nicolas, «Apport de l'immigration au visage changeant de Montréal», *Revue Commerce*, Vol. 63, no 5, mai 1961.

Immigrants et groupes ethniques, coupures de journaux

Nombreux articles recueillis dans *Le Devoir*, *La Presse*, *Le Soleil*, *Le Droit*, *The Montreal Gazette*, *The Montreal Star*, *Il Cittadino Canadese*, pour la période de 1968 à décembre 1972.

Immigrants et groupes ethniques, documents divers

L'administration du test de français. Cahier du candidat. Examen de groupe. Test non identifié, non daté. Spécimens en plusieurs langues.

BEAULIEU, M^e Mario, Allocution du ministre de l'Immigration devant le corps consulaire de Montréal, le mardi 30 octobre 1969. 12p.

BOUDREAU, André. *Document sur l'enseignement du français aux non-francophones*. 20p.

COMITÉ SPÉCIAL MIXTE DU SÉNAT ET DE LA CHAMBRE DES COMMUNES SUR LA CONSTITUTION DU CANADA. *Rapport final*. Coprésidents: Sénateur Gildas L. Moldat, Mark MacGuigan, député. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1972.

Cours de langues aux immigrants. 2p. Document non identifié, non daté.

FÉDÉRATION DES ŒUVRES DE CHARITÉ CANADIENNES-FRANÇAISES. 37^e Rapport annuel 1969-1970.

Le français international. Stages de formation des maîtres spécialisés dans l'enseignement du français aux immigrants. Prospectus.

LAFORTUNE, Pierre. *Définition et historique de la mise en œuvre d'un Comité interconfessionnel d'accueil aux immigrants*.

Liste des COFI. 2p.

Liste des professeurs des COFI.

Liste des organisations au service des immigrants (à travers le Canada). Liste datée du 26 juin 1970. 8p.

Liste des manuels utilisés dans les centres d'accueil.

MARCHAND, Honorable J. *Exposé du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration*, présenté devant le Comité parlementaire de l'Immigration, le 18 avril 1967. 11p.

MINISTÈRE DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET DE L'IMMIGRATION DU CANADA. *Votre décision la meilleure*. Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1968.
Brochure distribuée à l'arrivée au Canada.

Réponses des COFI Laprairie et Lachine, des commissions scolaires régionales Youville et de l'Estrie sur les difficultés rencontrées dans l'enseignement aux immigrants. Mars-avril 1970.

RICHMOND, Anthony Henry. *The Standards of Living of Post-War Immigrants in Canada*. Photocopie des pages 41-51.

SACO, P. Justo. Table des matières de la thèse de M. Saco intitulée *Histoire de l'Immigration des Espagnols au Canada et plus particulièrement dans le Québec et ce qui caractérise ce problème*. Thèse présentée au Département de Sociologie, Faculté des Sciences sociales de l'Université Laval le 15 décembre 1958. Analyse sommaire du contenu.

SERVICE D'ACCUEIL AUX VOYAGEURS ET AUX IMMIGRANTS (SAVI). *Rapports sur les services aux immigrants, de 1960 à 1970*.

SCOLASTICAL CENTRAL DE MONTRÉAL. *Renseignements concernant l'enseignement aux immigrants*. Montréal, 19 février 1970. 2p.

Immigrants et groupes ethniques, colloques

Colloque international sur les langues et les cultures au sein d'une société pluriculturelle, organisé par le Comité inter-universitaire canadien-slave, à l'Hôtel Skyline d'Ottawa, du 21 au 23 mai 1971. Documentation diverse, communications présentées, etc.

Les états multilingues: Problèmes et solutions/ Multilingual Political Systems: Problems and Solutions. Colloque tenu à l'Université Laval, du 27 au 31 mars 1972. Documentation diverse.

Diversité linguistique et culturelle, un colloque Canada/Unesco tenu à Ottawa du 25 au 30 septembre 1972. Documentation diverse, communications présentées, ruban magnétique, etc.

Colloque *Culture et Société québécoise*, tenu à Québec, à l'Université Laval, le 3 octobre 1972.

Exposés présentés, table ronde, communications.

Colloques organisés par la Commission:

Colloque sur les immigrants et les groupes ethniques, tenu le 28 avril 1970.

Colloque sur les autres groupes ethniques, tenu le 18 juillet 1970.

Colloque sur les écoles ethniques, tenu le 4 juin 1970.

Immigrants et groupes ethniques, législation

CANADA. Codification pour fins administratives de *Lois sur l'immigration*. Chapitre 325, S.R.C. 1952 modifiée par c.c. 25, 90, 1966-67, c.c. 1, 37, 1967-68 du règlement sur l'immigra-

tion partie I établi par C.P. 1962-86 modifié par C.P. 1966-525, C.P. 1966-1926 et du Règlement sur les enquêtes de l'Immigration établi par DORS/67-621.

CANADA. Chambre des Communes. Bill C-278. *Loi concernant la formation professionnelle des adultes*. Adopté par la Chambre des Communes le 26 avril 1967.

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'IMMIGRATION. *Lois ayant rapport de près ou de loin avec les problèmes de l'immigration* (lois du Québec). Notes explicatives. Montréal, 11 novembre 1968. 13p.

ROBICHAUD, Andrée Lajoie. *Les structures de l'immigration au Québec*. Juillet 1965. 37p.

———. *Législation québécoise relative aux immigrants*. Juillet 1965. 16p.

———. *Politiques et attitudes à l'égard de l'immigration depuis la Confédération au Canada*. Août 1965. 86p.

Immigrants et groupes ethniques, recherches commanditées par notre Commission

BAUDOUIN, M^r Jean-Louis. «Étude comparative et évolutive des droits linguistiques en Europe (Belgique et Suisse), juin 1971.

DIDIER, René. «Le processus des choix linguistiques des immigrants au Québec», septembre 1971.

FRIEDRICH, J. Carl. «Acquired rights», octobre 1970.

LAMONTAGNE, Roland. «St-Léonard, un cas de conflit social», avril 1971.

MALSERVISI, Mauro-F. «La contribution des Québécois des autres groupes ethniques que français et britannique au développement du Québec», juillet 1971.

MARX, M^r Herbert. «Législation et pratique administrative en matière de langue, et initiatives des autres provinces», novembre 1972.

McNAMARA, John. «Rôle de l'école dans l'enseignement de la langue seconde», 1971.

SCOTT, Stephen Allan. «Some concepts basic to legal rights», mai 1971.

SHEPPARD, M^e Claude-Armand. «Les droits linguistiques au Québec» (Inventaire commenté), 1970 — août 1972.

———. «Monographie sur la Yougoslavie», octobre 1972.

STERN, H.H. «Report on bilingual education», septembre 1971.

VAN DER MEERSCH, W.J. Ganshof. «Rapports sur les principes juridiques, idéologiques et historiques relatifs aux droits linguistiques et culturels des minorités linguistiques», mai 1971.

Cahiers documentaires sur les immigrants et groupes ethniques

LIVRE 1. Textes de lois. Lois, règlements et autres concernant directement ou indirectement les groupes ethniques.

A) Lois québécoises

1. Loi pour promouvoir la langue française au Québec (sanctionnée le 28 novembre 1969) S.R.Q., c.9);
2. Loi du ministère de l'Immigration modifiée par l'article 3 du Bill 63 (sanctionnée le 5 novembre 1968) S.R.Q. c.68;
3. Loi des enfants immigrants, S.R.Q., c.219;
4. Bill 26: loi modifiant la Loi de l'Instruction publique relativement aux personnes professant la religion judaïque dans la région de Montréal (sanctionnée le 30 mars 1971);
5. Loi de l'enseignement privé (sanctionnée le 18 décembre 1968) S.R.Q., c.67;
6. Bill 64: Loi modifiant la loi de l'admission à l'étude de professions et autres dispositions législatives (sanctionnée le 19 décembre 1970) S.R.Q., c.57;
7. Extrait de la Loi de l'admission à l'étude de professions, S.R.Q. 1964, c.246;
8. Application de l'Article 4 de la Loi de l'admission à l'étude et à l'exercice de professions, S.R.Q. 1964, c.216;
9. Extrait de *la Gazette officielle du Québec*, en date du 20 mars 1971: Règlement concernant les normes d'évaluation de la connaissance d'usage du français d'un immigrant désirant être admis à l'étude ou à l'exercice d'une profession au Québec;
10. Code du Travail, S.R.Q. 1964, c.141;
11. Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1964, c.146;

B) Projets de lois, règlements, etc, se rapportant au Québec

1. Bill 250: Code des professions, première lecture;
2. Bill 252: Loi médicale, première lecture;
3. Règlement N° 6 du ministère de l'Éducation;
4. Arrêté en Conseil (numéro 674, 18 février 1970) concernant le règlement relatif à l'inscription des élèves;
5. Ministère de l'Immigration du Québec, rapport annuel au 31 mars 1970;
6. *Annuaire du Québec 1970*, chap. IV sur «L'Immigration et la Citoyenneté», pp. 171-182.

LIVRE 2. Lois, règlements et autres concernant directement ou indirectement les groupes ethniques.

Lois canadiennes

1. Loi sur le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, S.R.Q. c. M-1;
2. Loi sur l'immigration, S.R.C., c. 325, art. 1;
3. Loi sur le Conseil canadien de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, S.R.C. 1967-1968, c. 13, art. 1;
4. Loi sur la citoyenneté canadienne, S.R.C., c. 33, art. 1;
5. Loi sur les langues officielles, S.R.C. 1968-1969, c. 54, art. 1;
6. Loi concernant le statut des langues officielles du Canada (sanctionnée le 9 juillet 1969) c. 54, Appendice 11;
7. Loi sur le travail des aubains, S.R.C., c. 7, art. 1;
8. Code canadien du Travail, S.R.Q. 1966-1967, c. 62, art. 30;
9. Loi sur la sécurité de la vieillesse, S.R.C. c. 200, art. 1;
10. Loi modifiant la Loi sur la sécurité de la vieillesse (sanctionnée le 19 décembre 1970), S.R.C., c. 9;
11. Déclaration canadienne des droits (sanctionnée le 10 août 1960), c. 44, Appendice III;
12. Actes de l'Amérique du Nord britannique 1867-1965, codifiés au 1^{er} janvier 1967.

Recherche sur l'image linguistique

DANIS, Pierre. *Arrangements et conditions de transport.*

- Renseignements donnés pendant le transport et personnel accompagnant.

————— *Accueil par les associations non ethniques.*

- YMCA
- YWCA
- Plume Rouge
- Commission internationale catholique pour les migrations
- L'Accord
- Société canadienne de la Croix-Rouge.

————— *Renseignements obtenus à la suite d'une enquête auprès des syndicats québécois.*

————— *Utilisation des langues autres que le français et l'anglais dans les stations de radio et de télévision au Québec.*

————— *Rapport de recherche sur les immigrants et les corporations professionnelles de la province de Québec.*

LHOTE, Catherine. *Introduction historique du système d'immigration au Québec.*

————— *Écoles ethniques.*

————— *La presse ethnique au Québec.*

KOS-RABCEWICZ-ZUBKOWSKI, L. *Les postes du Québec à l'étranger et le service de l'immigration du Canada dans les cadres des ambassades et consulats.*

Liste partielle des documents concernant l'immigration et disponibles à Paris, Londres et Milan, à l'été 1970.

TURGEON, Denise. *Moyens de recrutement et d'information.*

- matériel imprimé — films — conférences publiques — publicité et annonces — formules

————— *Accueil par les églises.*

- Compte rendu de l'enquête par questionnaire sur les paroisses ethniques.

————— *Accueil par les associations ethniques.*

- Compte rendu de l'enquête par questionnaire sur les associations ethniques, du mois de mai 1971.

VEAUDELLE, Jean-Maurice. *Le visage linguistique du Canada et la place du Québec.*

——— *L'image linguistique créée par les services de l'Immigration.*

— Description de la division de l'Immigration du ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration et des bureaux fédéraux et québécois; leur fonctionnement, leur méthode, les renseignements donnés au moment de l'approbation du candidat à l'immigration.

— Changements au ministère de l'Immigration du Québec.

——— *L'arrivée au Québec et l'aide à l'immigration.*

— Accueil par le Gouvernement du Canada.

Résumés et études sur les Rapports B.B.

CASTETS, Dominique. *Résumé du Livre IV du rapport B.B. Apport des immigrants.*

TURGEON, Denise. *Les structures d'accueil aux immigrants, d'après le volume IV du Rapport B.B.*

——— *Étude de la contribution des groupes ethniques au point de vue démographique, économique, culturel, linguistique, d'après le Livre IV du Rapport B.B.*

DANIS, Pierre. *En rapport avec la question des transferts linguistiques.* Analyse du Livre IV du Rapport B.B.

LHOTE, Catherine. *The Other Ethnic Groups and Mass-Media.* Préparé par R.F. Adie pour la Commission B.B. Avril 1966. (Inédit).

——— *The Italians of Montreal: Immigrant Adjustment in a Plural Society,* de Jeremy Boissevain. Préparé pour la Commission B.B.

VALCIN, Raymond. *Résumé. No. II (Div. IV) de la Commission B.B. Les relations ethniques dans la vie politique montréalaise.*

LIVRE 3. Résumés d'études et de thèses

DANIS, Pierre. *Analyse du Rapport Relations entre anglophones et francophones dans les syndicats québécois.* Québec, Les Presses de l'Université Laval/Centre international de recherches sur le bilinguisme, 1970. 238p.

LHOTE, CATHERINE. *La situation des immigrants à Montréal.*

-
- Résultats d'une enquête auprès des immigrants français de l'agglomération montréalaise.*
-
- Immigration et émigration de spécialistes et de travailleurs qualifiés depuis la fin de la guerre.*
-
- Les immigrants dans la province de Québec.* Thèse en deux parties.
 1^{re} partie: Du départ de l'Europe à l'arrivée au Canada, par Mme Jeanne Morin, Université Laval, 143p.
 2^e partie: Étapes de l'adaptation, par Monique Coulombe, Université Laval, 1955, 91p.
-
- The Other Ethnic Groups and Education*, de T. Krukowski et P. McKellar.
-
- Post-War Immigrants in Canada* de Anthony Richmond, University of Toronto Press, 1967. 310p. Résumé.

LIVRE 4. Colloques du secteur ethnies autres que française et britannique

- 1^{er} cahier: Colloque du 28 avril 1970 – Immigrants et groupes ethniques.
 Colloque du 4 juin 1970 – Écoles des groupes ethniques.
 Colloque du 18 juillet 1970 – Les associations et la presse ethnique.
- 2^e cahier: Liste des périodiques ethniques.
 Liste des associations ethniques.

LIVRE 5.

- A. Programme sur les écoles bilingues, l'enseignement et les Néo-Canadiens:
1. *Option bilinguisme (français-anglais) des membres des autres groupes ethniques que français et britannique.*
 2. Edith Brunet. *Rapport sur l'évolution de l'option scolaire des néo-canadiens. Statistiques.*
 3. ———— — Plan de travail.
 4. Catherine Lhote. *Relevé dans les mémoires des attitudes des associations ethniques à propos des écoles bilingues.*

5. Christiane Ménard. *Relevé dans les trois colloques du 28 avril, 4 juin et 18 juillet 1970 des opinions exprimées sur les écoles bilingues par les participants.*
6. Catherine Lhote. *Écoles ethniques.*
7. L. Kos-Rabcewicz-Zubkowski. *Compte rendu de la réunion sur les écoles bilingues du 30 janvier 1971.*
8. *Liste incomplète des écoles privées bilingues-ethniques.*
- B. Études sur les mémoires et comparutions:
 1. Service de la recherche. *Facteurs qui déterminent les préférences linguistiques des immigrants.*
 2. *Problème de l'Immigration: recommandations contenues dans les mémoires.*
 3. Edith Brunet. *Réponses aux questions posées par M. Nicolas Matte, commissaire, sur l'enseignement donné dans les centres d'orientation et de formation des immigrants.*

LIVRE 6. Groupes ethniques

Programmes de recherche:

1. M^e Nicolas Mateesco Matte. *Programme de recherche.*
2. Dominique Castets. *Délimitation du champ d'investigation.*
3. ———. *Grandes lignes d'un programme de recherche sur les immigrants et les groupes ethniques.*
4. Remarques formulées par le professeur René Didier.
5. M^e L. Kos-Rabcewicz-Zubkowski. *Les groupes ethniques autres que français et britannique.*
6. ———, Dominique Castets, Denise Turgeon. *Secteur: autres groupes ethniques — Problèmes fondamentaux: objectifs et méthodes.*
7. René Didier. *Propositions pour la recherche.*
8. L. Kos-Rabcewicz-Zubkowski. *L'affaire St-Léonard.*
9. *Propositions pour la recherche.*
10. *Les structures d'autres groupes ethniques que français et britannique et la préservation de leur héritage culturel-linguistique.*
11. René Didier. *Les Québécois d'autres groupes ethniques que français et britannique.*
12. M^e Nicolas Matte. *Objectifs globaux et programme de recherche.*

13. *La presse des groupes ethniques.*
14. *Liste de recherches ayant quelque relation avec la situation des groupes ethniques.*
15. Catherine Lhote. *Rétrospective historique de la politique d'immigration du Canada.*
16. *Plan — L'image linguistique créée par les services d'immigration.*
17. L. Kos-Rabcewicz-Zubkowski. *Ébauche du plan global.*
18. ———. *Quelques suggestions en rapport avec l'étude sur les groupes ethniques.*
Ébauche de la table des matières, ethnies autres que française et britannique.
19. M^e Nicolas Matte. *Lignes de force.*

LIVRES 7 ET 8. Voir *infra*, Bibliographie, B., Amérindiens, Cahiers documentaires.

LIVRE 9. La presse ethnique

1^{er} cahier:

1. Relevé du Livre IV du rapport de la Commission B.B. sur la presse ethnique.
2. Études préliminaires
 - a) Denise Turgeon. *Méthode de recherche: procédé et plan proposé aux participants.*
 - b) Inventaire de la presse ethnique d'après «The Other Ethnic Group and Mass Media», préparé par R.F. Adie pour la Commission B.B.
 - c) Catherine Lhote. *La presse ethnique au Québec.*
3. Quatre études de la Commission Gendron sur la presse ethnique:
 - a) Thadeus Solowij. *Presse juive, allemande, polonaise et ukrainienne.*
 - b) Jorge Leon. *Presse portugaise et espagnole.*
 - c) Ermanno La Riccia. *Presse italienne.*
 - d) Mgr Sotirios Athanassoulas. *Presse grecque.*
 - e) Jorge Leon. *Synthèse de la presse ethnique.*

4. Relevé des débats du Comité du Sénat.
5. Index du mémoire du Canadian Press Club.
6. Index des délibérations autour du mémoire du «Canadian Press Club».

2^e cahier:

La presse ethnique à travers la traduction du ministère québécois des Communications.

LIVRE 10. Liste de tous les documents concernant l'immigration et les autres groupes ethniques qui étaient disponibles à la bibliothèque de la Commission Gendron à Montréal et dans la région.

LIVRE 11.

M^{me} Georgette - Guay. D. *Immigration sous le Régime français.*

_____ *Notes démographiques sur l'immigration et l'émigration* de Fernand Ouellet.

Jean Hamelin. *Rapport supplémentaire sur les Néo-Canadiens pour le compte de la Commission Gendron.*

_____ *La dimension historique du problème linguistique.*

LIVRE 12. Tous les documents non compilés à ce jour au sujet des groupes ethniques.

1. François Dallaire. *Les immigrants et la langue française.*
2. Denise Turgeon. *Liste révisée des paroisses ethniques.*
3. _____ *Liste complète des écoles ethniques.*
4. _____ *Répartition des employés à l'intérieur des ministères québécois, selon l'origine ethnique.*
5. _____ *Compte rendu de la rencontre du 13 octobre 71 avec M. Attar, agent de liaison à la CECM.*
6. _____ *Étude sur les mariages inter-ethniques au Québec.*
7. *La situation des immigrants à Montréal, étude sous la direction du Conseil des œuvres de Montréal.*

LIVRE 13.

Guay, M^{me} Georgette Y.-D. *L'enseignement aux immigrants.* Document de travail.

Immigrants et groupes ethniques, rapports de synthèse

CHARBONNEAU, Hubert et MAHEU, Robert. *Démographie*, mars 1972.

GERMAIN, Catherine. *Les Amérindiens*, août 1972.

LAFORGE, Lorne. *L'enseignement du français, langue seconde*, décembre 1972.

MALASERVISI, Mauro et BARSONY, André. *Les groupes ethniques et l'épanouissement du français au Québec*, juin 1972.

MARESCHAL, Roger. *Étude sur les motivations des enseignants et des étudiants face à la situation linguistique au Québec*, août 1972.

SHEPPARD, Claude-Armand. *Les droits linguistiques*, mai-juin 1972.

Rapports préliminaires

DANIS, Pierre. *Apport culturel des groupes ethniques*, décembre 1972.

GUAY, M^{me} Georgette D. *Enseignement aux immigrants*, décembre 1972.

KOS RABCEWICZ-ZUBKOWSKI, L. *Le Cadre d'insertion (accueil) des immigrants. Vouloir-vivre collectif, multiculturalisme, bilinguisme. Droits linguistiques des immigrants, droits de l'homme, droits du citoyen*, juin-octobre 1972.

MAHEU, Robert. *Démographie (Études diverses)*, 1970-1972.

VEAUDELLE, Jean-Maurice. *La presse ethnique. Le multi-culturalisme. St-Léonard. Vouloir-vivre collectif. L'Accueil. Les attitudes des groupes ethniques. Perspectives d'évolution de la population linguistique du Québec*, octobre-décembre 1972.

B. Amérindiens**CAHIERS DOCUMENTAIRES****Travaux de chercheurs****HISTORIQUE**

1. Lhote, Catherine. *Les Amérindiens avant l'arrivée des immigrants européens*. 18p.

2. Catherine Lhote, Judith Anderson. *Notes bibliographiques sur les Amérindiens: histoire, coutumes, arts, religion, langues.*

ÉTUDES DESCRIPTIVES DES AMÉRINDIENS

1. Judith Anderson. *Population.*
2. Robert Maheu. *Étude démographique.*
3. Judith Anderson. *Tribus indiennes.* (Version anglaise).
4. ———. *Tribus ou groupements esquimaux.* (Version anglaise.)
5. Catherine Lhote. *Organisation des communautés indiennes et esquimaudes du Québec.*
6. ———. *Monographies des communautés esquimaudes de la Baie James et de la Baie d'Hudson.*
7. ———. *Monographies des communautés esquimaudes du détroit d'Hudson et de la Baie d'Ungava.*
8. Judith Anderson. *Migrations.*
9. Catherine Lhote, Judith Anderson. *Comptes rendus des travaux accomplis sur les Indiens et les Esquimaux.*

LANGUES

1. Judith Anderson. *Étude descriptive: langues indiennes, parlées hors du Québec, parlées au Québec.* (Version anglaise.)
2. ———. *Étude descriptive: langues esquimaudes, parlées hors du Québec, parlées au Québec.* (Version anglaise.)
3. Catherine Lhote. *Obstacles et situations favorables à l'apprentissage de la langue française.*
4. Judith Anderson. *Attitudes sur l'adoption du français comme langue seconde.*
5. Robert Maheu. *Notes sur le bilinguisme des Indiens et des Esquimaux du Québec.*

ÉDUCATION

1. Edith Brunet. *L'enseignement chez les Indiens et les Esquimaux de la Province de Québec.*
2. ———. *Esquisse du système d'enseignement chez les Indiens et les Esquimaux du Nouveau-Québec.*

3. _____ *La situation scolaire chez les Indiens et les Esquimaux du Nouveau-Québec.*
4. _____ *Situation scolaire des Indiens du Québec.*
5. *Statistiques et prévisions statistiques sur la répartition des élèves esquimaux de niveau préscolaire, élémentaire et secondaire par localité et par classe au 31 janvier 1969, pour 1969-1970, 1970-1971, 1971-1972, 1972-1973, 1973-1974, 1969-1973.*

DOCUMENTATION GÉNÉRALE

1. Edith Brunet. *Résumé de la loi sur les Indiens.*
2. _____ *Situation des Indiens au Canada.*
3. Judith Anderson. *Summary of the «Teach-In» on the North American Indian, held at McGill University, Feb. 2-5, 1970.*
4. _____ *Visit to the department of Indian Affairs and Northern Development.*
5. _____ Mr. James H. McNeil — *Literature development, cultural affairs, department of Indian Affairs and Northern Development.*
6. Catherine Lhote, Judith Anderson. *Visite à M. Roméo Boulanger, directeur régional des Affaires indiennes.*
7. _____ *Fédération des coopératives du Nouveau-Québec. Peter Murdock, Executive Director.*
8. _____ *Compte rendu de la lecture des rapports mensuels envoyés à la Direction générale du Nouveau-Québec par les agents en poste au Nouveau-Québec.*
9. André Sirois. *Lettre de madame Françoise Greffard donnant les langues utilisées dans les coopératives du Nouveau-Québec.*
10. Catherine Lhote, Judith Anderson. *Compte rendu du rapport préparé par Franck G. Vallée pour la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme.*
11. _____ *Les Indiens et les Esquimaux du Québec.*
12. _____ *Compte rendu de la visite au docteur Monique Savoie, directeur de la santé nationale et du bien-être social, région de Québec, et à Mlle Morin, directrice du personnel infirmier.*
13. Catherine Lhote, Judith Anderson. *Intérêt d'un voyage et d'interviews pour le secteur s'occupant des Indiens et des Esquimaux.*

14. Judith Anderson. *Telephone conversation with assistant commissioner C.V. Sweeney, Commanding Officer «A» Division, Royal Canadian Mounted Police.*
15. Catherine Lhote. *Correspondance avec M. Guy Girouard du ministère des Richesses naturelles fournissant une liste des employeurs et employés au Nouveau-Québec.*
16. Catherine Lhote, Judith Anderson. *Compte rendu de la visite à la Fédération des coopératives du Nouveau-Québec, le 5 juin 1970.*
17. Judith Anderson. *Conversation with Elijah Menarik, announcer producer CBC, Northern Services, Montreal-Levis.*
18. Catherine Lhote. *Plan d'une monographie sur les Amérindiens.*
19. Edith Brunet. *Compte rendu d'une réunion de l'Association des Indiens du Québec tenue le 31 juillet 1970.*
20. *Indian personnel employed by I.A. by district.*
21. *Inventaire de la documentation disponible aux bibliothèques des bureaux de la Commission à Québec et à Montréal.*

BIBLIOGRAPHIE HISTORIQUE

- COLLIER, John. *Indians of the Americas*, Mentor Book, MT 760.
- FORBES, Jack D. *The Inaidan in America's past*, Prentice Hall Inc.
- STERLING GLADWIN, Harold. *Man out of Asia*, McGraw-Hill Company.
- LACOUR-GAYET, Robert. *Histoire du Canada*, Fayard, Paris 1966.
- HIBBEN, F.C. *L'homme primitif américain des origines préhistoriques à l'arrivée de l'homme blanc*, Paris, Payot, 1953.
- ECCLES, W.J. *The Canadian Frontier — 1530 — 1760*, Holt Rinehart and Winston, 1969.
- VACHON, André. *L'eau de vie dans la société indienne*, p. 22 à 32, Canadian Historical Association Report, 1960.
- JENNESS, Diamond. *Indians of Canada*, National Museum of Canada, Bulletin 65 — Anthropological series No. 15, Ottawa, 1960.
- KENNEDY, J.H. *Jesuit and Savage in New France*, New Haven, Conn. 1950.

- Indians and the law*, a survey prepared for the Hon. Arthur Laing, Department of Indian Affairs, Ottawa, 1967.
- ARBOUR, C. *La diplomatie iroquoise*, M.A. U. de Montréal, 1950.
- Étude sur les Indiens contemporains du Canada* — Direction des affaires indiennes — Ottawa 1967 — 2 volumes. Besoins et mesures d'ordre économique, politique, éducatif.
- Encyclopedia Britannica*, article: Indian, North America.
- Encyclopedia Canadiana*, article: Indian, Esquimaux.
- Ethnologie générale*, sous la direction de Jean Poirier, Encyclopédie de la Pléiade, Gallimard, Paris, 1968.
- VALETTE, Josiane. *Les minorités indiennes et l'aménagement communautaire*. Thèse de Maîtrise, U. de M. 1967, Département d'Anthropologie.
- BARBEAU, Charles Marius. *Comment on découvrit l'Amérique*, Montréal, 1966.
- BOAS, Frantz. *Race, Language and Culture*, N.Y. Free Press, 1966. Comp. 1968.
- KENTOR, Edna; *With Heart Courageous*, N.Y. Liveright Pub. Comp. 1968.
- HURT, George T. *The Wars of the Iroquois; a study in intertribal trade relations*, U. of Wisconsin Press, 1967.
- Native Rights in Canada*, by the Indian Eskimo Ass. of Canada, Toronto, 1970.

MATÉRIEL DE RECHERCHE

I — Publications ministérielles:

- *Alcohol and Indian People*. The Department of Indian Affairs and Northern Development. Selection from speeches by the Minister of Indian Affairs and Senior Departmental Officials, 2 pages.
- *Carte de la province de Québec* distribuée par les services de la Direction générale du Nouveau-Québec.
- *Choosing a Path. A discussion hand-book for the Indian People*. Department of Indian Affairs and Northern Development, Ottawa, 1968, 22 pages.

- *Cultural Change: Fast or Slow?* Ministère du Nord canadien et des ressources nationales, Division des services d'information, 8 pages.
- *English Language Testing Project for the Bureau of Indian Affairs.*
- *Eskimo carvings of Keewatin.* Ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, Division des services d'information.
- *Faits et chiffres à propos des affaires indiennes.* Ministère des Affaires Indiennes et du Nord canadien, Direction des Affaires indiennes, septembre 1967, 41 pages.
- *Indians of Quebec and the Maritime Provinces,* mars 1967, 36 pages.
- *Indiens et Esquimaux du Nouveau-Québec.* Population, monde moderne, mode de vie, instruction, santé, etc., 4 pages.
- *Informations générales,* recueillies par le Service de l'instruction des adultes. Bureau régional de l'Arctique québécois, Ottawa, février 1970.
- Le Jeune, Roger, biologiste. *L'entreprise coopérative chez les Amérindiens du Nouveau-Québec.* Ministère des Richesses naturelles du Québec.
- *Les Indiens du Canada.* Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, Direction des Affaires indiennes, 23 pages.
- Lessard, Jean-Marc. *Rapport sur les allocations sociales provinciales dans le territoire du Nouveau-Québec.* Service de santé et de sécurité sociale, Québec, 30 septembre 1969.
- *Linguistic and Cultural Affiliations of Canadian Indian Bands.* Department of Indian Affairs and Northern Development, 25 pages.
- *Liste des groupes culturels et des langues des Indiens du Québec.*
- *Northern Co-operatives.* Ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, Division des services d'information, 4 pages.
- «Ookpek» — *A success story in brief.* Ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, Division des services d'information.
- *Politique indienne du gouvernement du Canada, 1969/Statement of the Government of Canada on Indian Policy, 1969.* 14 pages.
- *Population inscrite au registre fédéral et population réelle dans les villages ou groupements indiens* (au 31 décembre 1968).

- Quatrième concours international: «*Développement économique de l'Arctique et avenir des sociétés esquimaudes*». 1969, 17 pages.
- *Relocation and Indians in the City*. The department of Indian Affairs and Northern Development. Selection from speeches by the Minister of Indian Affairs and Senior Department Officials, 3 pages.
- *Road to Resources and Roads in the North*. Ministère du Nord canadien et des ressources nationales, Division des services d'information, 4 pages.
- *Role of Other Citizens in Indian Affairs*. The department of Indian Affairs and Northern Development. Selection from speeches by the Minister of Indian Affairs and Senior Departmental Officials, 3 pages.
- Roy, Camille, géographe. *Aperçu historique du Nouveau-Québec*. Direction générale du Nouveau-Québec, 1965, 6 pages.
- *Self-government in Indian Communion*. The Department of Indian Affairs and Northern Development.
- *Situation générale de l'éducation des Indiens du Québec*. Affaires indiennes (Canada), 7, 1p.
- *Statistiques sur les populations indiennes et esquimaudes* tirées de *l'Annuaire du Québec* 1970.
- *The Canadian Indian*. Indian Affairs Branch. A Reference Paper, March 1966, Ottawa, 13 pages.
- *The Graphic Art of the Eskimo People*. Ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, Division des services d'information.
- *The First National Indian Cultural Conference*. Non daté, non paginé.
- *The National Social Development «Clip Sheet»*, prepared by the Community Affairs Branch, Department of Indian Affairs and Northern Development. Ottawa, Ontario, December 1969, Volume I, Number I.
- *Welfare Services in the North*. Ministère du Nord canadien et des Ressources nationales, Division des services d'information 3 pages.
- *Why an Old Indian Pattern Was Broken*. Department of Indian Affairs and Northern Development. *The Globe and Mail*, Tuesday, July 8th, 1969.

II — *Situation juridique:*

- Acte indien modifié. 1952 — 56 — 58 — 60 — 61.
- Chrétien, Jean. *Politique indienne*, 1969. Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.
- *Débats de la Chambre des Communes sur le statut juridique des Esquimaux et des Indiens au Québec et au Canada*, tenus les 25 et 26 mars 1964 et 6, 9 et 10 avril 1964.
- *Native Rights in Canada*, Indian-Eskimo Association of Canada, Toronto, 205 pages.
- *Office Consolidation of Indian Act*. Loi sur les Indiens, R.S.C., 1952, c. 149 avec modification de 1952 — 1953, c. 41 et de 1956, c. 40. Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration, 46 pages.
- *Statuts des territoires occupés par les Indiens dans la province de Québec* (1962 — 1965).

III — *Enseignement:*

- *Brief to the Committee on Aims and Objectives of Education in the Schools of Ontario from the Indian Eskimo Association of Canada*, mars 1966, 9 pages.
- *Brief of the Minister of Education of the Province of Ontario by the Committee for the Courses for the Teachers of Indian Children*, reproduced by the Indian Eskimo Association, 8 pages.
- *Hebdo-Éducation*, avril 1970. «La Commission scolaire du Nouveau-Québec».
- McGregor, Rodrick, spécialiste en sciences de l'éducation, «*L'Enseignement du français aux adultes esquimaux*», août 1970, 17 pages.
- Mulvihill, James, o.m.i. «*The Dilemma of Indian Education*», 4 pages. Reprinted from the Indian Record, vol. 26, n° 2. avril 1963.
- *Poste-de-la-Baleine, École de Métiers (garçons et filles). Prospectus*. Ministère des Richesses naturelles, Direction du Nouveau-Québec.
- *Programme d'études, écoles élémentaires protestantes, 1965-1966*, (Programme suivi dans les écoles provinciales et fédérales du Nouveau-Québec). 15 pages. Ministère de l'Éducation, Direction générale des programmes et examens.

- *Proposed Study of Indian Education Programs*, reprinted by the Indian Eskimo Association, 3 pages.
- *Rapport du Comité fédéral-provincial sur l'éducation au Nouveau-Québec*. (Polycopié.)
- Renaud, André, o.m.i. *Education from within and experiment in curriculum development with children of Indian background in Saskatchewan*, presented at the Ontario conference of Indian Affairs conducted by the Ontario division of the Indian Eskimo Association of Canada, London, Ontario, November 1964, 14 pages.

IV — Études:

- Bellefeuille, Roger. «*Nos ancêtres les Indiens*». Dans: *Perspectives*, 23 mai 1970.
- *Bilinguisme et biculturalisme au Canada*. (Mémoire présenté par le Conseil de la vie française à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme). Paul-E. Gosselin, prêtre, pp. 140 à 143.
- Fleck, Rev. James, s.d. «*Steinmann of the North*». Dans: *Maclean's*, August 1969.
- Gilbert, Louis. *Notes sur les Indiens*. 13 pages.
- *Give it Back to the Indians: Education on Reservations & Off*. Carnegie Quarterly, Vol. XVII, no. 2. Spring 1969.
- Gourdeau, Eric. *Cross-Cultural Education in the North*. pp. 367 à 372.
- *History of Government Indian Policy*, 6 pages.
- Jenness, D. *Eskimo Administration: II Canada, Chap. 13, Eskimo Education — 1050-1961*, pages 184-185.
- Jones, Frank E. *Work Organization in the Structural Steel Industry: A Study of Industrial Organization and of Ethnic Relations among Structural Steel Workers*.
- Table des matières de la thèse LACHANCE, Denis intitulée *L'acculturation des Indiens de Sept-Iles de Malitotnam*, présentée à l'École des gradués de l'Université Laval pour l'obtention du grade de maître en Sciences sociales. Mai 1968. Photocopie de quelques pages.
- Lagasse, Jean H. *Community Development in Manitoba, Human Organization*, Vol. 20, No. 4, Winter 1961-62.

- . *Review of Community Development Experience in the World. 1945-1967*, pp. 15 à 27.
- Lechat, Robert. *Question politique: 10 ans de présence québécoise au Nouveau-Québec — de 1961 à 1970*. Dans *Maintenant*, août-septembre 1970 (photocopie de l'article).
 - *Le dialogue reste ouvert avec Indiens et Esquimaux*. Communiqué, OIPQ, 20 août 1970.
 - Le Jeune, Roger. *L'agriculture et l'élevage dans le Nouveau-Québec et l'Arctique nord-américain*. 23 pages.
 - ———. Pêche industrielle, reproduit de *Inter-Nord 1968*.
 - *Les Amérindiens avant l'arrivée des immigrants européens*. 182 p. Texte dactylographié non identifié, non daté.
 - *Liste des réserves et des chefs indiens avec adresses*.
 - MacLachlan, B.B. *Communities of Societal Indians in Canada*. *Anthropologica*, Vol. VI, 1958, pp. 214-215.
 - McEwen, E.R., Executive Director of I.E.A. *Education or Economic Development — which comes first?* An address given at the North Bay Conference, November 21st, 1965.
 - McNeill, James H. *Literature Development*. Department of Indian Affairs and Northern Development. March 2nd, 1970. 1p.
 - Mulhivill, Fr. James, o.m.i. «No Golden Rule for Indian Integration». In: *Oblate News*, Vancouver.
 - M.A. Thesis (Sociology) McGill University, 1950, pp. 187 à 190.
 - Newell, William B. *Contribution of the American Indian to Modern Civilization*. Appendix C to the Brief presented to the National Indian Brotherhood of Canada, the Canadian Metis Society and the Indian-Eskimo Association of Canada to the Special Senate Committee on Mass media. December 1969. 5 p.
 - Pageau, Serge. *La religion primitive des Esquimaux du Nouveau-Québec*. Service de la mise en valeur des ressources, Direction générale du Nouveau-Québec, 9 pages.
 - Pothier R. et Chance N.-A. Une étude du développement chez les Indiens Cris. Tiré de: «*Problèmes nordiques des façades de la Baie James*» de Hugues Morrisette et Louis-Edmond Hamelin.
 - *Programs for McGill Teach-in on the North American Indians*, 2-5 février 1970.

- *Recherche sur les personnes ayant à souffrir d'infirmité ou de privations au Canada*. Office du Bien-être et de la Santé à la conférence catholique canadienne. Montréal, octobre 1969. 100 pages.
- Reverend Watton. *A Statement Concerning the Use of the French Language among some of the Native Canadians*. 14 pages.
- Robitaille, B. *Développement du Nouveau-Québec Tassinier*.
- Staats, H.B. «Some Aspects of the Legal Status of Canadian Indians». *Osgoode Hall Journal*, Vol. III, April 1964, p. 249 à 251.
- Turgeon, Pierre. *Nos ancêtres les Indiens*. Dans: *Perspectives*. 23 mai 1970.
- Valentine, V.F. *The Metis of Northern Saskatchewan*. Department of Northern Affairs and National Resources, 1955, pp. 269-270.
- Van Steen, M. *Canadian Indians or Just Canadians*. Saturday Night. LXXIV, April 11. 1959, pages 271-272.
- Wintrob, Ronald M., Sindell, Peter S. *Education and Identity Conflict among Cree Indian Youth: a preliminary report*. Submitted to ARDA, Department of Forestry and Rural Development, Ottawa, Ontario, and the Laidlaw Foundation, Weston, Ont., October 1968, 113 pages.

V — Conférences:

- *Compte rendu de la réunion générale de l'Association des Indiens du Québec*, tenue à l'Hôtel Universel, Ste-Foy, les 28, 29, 30 et 31 juillet 1970.
- *Report of Education Committee «Thinkers» Conference*. Anglican Conference Center, Aurora, Ontario. May 17-21, 1968. 10.5 p.
- *Second Conference of the Arctic Co-operatives, Povungnituk*, Québec, avril 1966, Procès-verbal, 81 pages.
- Speech delivered by James H. Buller. *Indian and Eskimo Education*, Convention at the Royal York Hotel, Toronto. May 28, 1968.
- *The First National Indian Cultural Conference*.

VI — *Listes:*

- Collier, John. *Indians of the Americas Mentor Book*, MT 760.
- *Films fixes et diapositives au sujet des Indiens*, O.N.F., 31 pages.
- *Indian and Esquimo Publications*, 3 pages.
- *Indian-Esquimo Association of Canada*, Publication List No. 4.
- *Indian Magazine*, 6 sept. 1969 au 28 février 1970, 3 pages.
- Liste des *missions indiennes et esquimaudes confiées aux Pères oblats dans la province de Québec*. (lettre du Père François Bérubé, o.m.i., en date du 12 juin 1970, à M. André Sirois).
- Liste des *noms et adresses des sous-officiers en charge des détachements de la Gendarmerie royale où se trouvent des réserves ou établissements indiens*. (lettre de M J.Y. Dubé en date du 16 mai 1970 à M^{me} Catherine Lhote.)
- *List of Films on the Canadian Indian*, available from the National Film Board of Canada, 1969 Film catalogue, 9 pages.

VII — *Articles de journaux:*

- Articles de journaux sur les Amérindiens parus dans *La Presse*, *Le Devoir*, *The Montreal Star*, *The Montreal Gazette*, *Le Soleil*, *Toronto Globe and Mail*, *Le Droit*, etc., et recueillis depuis le début du mandat de la Commission.

VIII — *Recommandations:*

- Lettre du 18 août 1970 du Grand Chef Max O.O.Gros-Louis, à J. Anderson.

IX — *Divers*

- A submission by the Government of Saskatchewan Joint Committee of the Senate and the House of Commerce on Indian Affairs, Canadian Parliament, Ottawa, 1960, 2 pages.
- Débat de la Chambre de Commerce du 25 mars 1964 au 10 avril 1964.
- Déclaration de l'Honorable Jean Chrétien, ministre des Affaires Indiennes et du Nord canadien en marge d'un des discours qu'il a prononcé à Régina, le 2 octobre 1969.
- Eccles, W.J. *The Canadian Frontier — 1530-1760*. Holt Rinehart and Winston, 1969.

- Émission radiophonique «Format 60», vendredi le 20 février 1970. Sujet: *les Indiens du Canada s'interrogent sur la politique indienne du gouvernement fédéral*, 4 juin 1970.
- «Eskimo», published by the Oblate Fathers of the Diocese of Churchill, Quarterly, Vol. 81, Summer 1969, 23 pages.
- *Ethnologie générale*, sous la direction de Jean Poirier. Encyclopédie de la Pléiade, Gallimard, Paris, 1968.
- *Étude sur les Indiens contemporains du Canada*. Direction des Affaires indiennes, Ottawa, 1967 — 2 volumes.
- Forbes, Jack D. *The Indian in America's past*. Prentice Hall Inc.
- Gladwin, Harold Sterling. *Man out of Asia*. McGraw-Hill Book Company.
- Hibben, F.C. *L'homme primitif américain des origines préhistoriques à l'arrivée de l'homme blanc*. Paris. Payot, 1953.
- *Indians and the law*. A survey prepared for Hon. Arthur Laing, Department of Indian Affairs. Ottawa, 1967.
- «Indian Policy — Where does it stand?». A speech by the Honorable Jean Chrétien, P.C., M.P., Minister of Indian Affairs and Northern Development, Empire Club, Toronto, at 12 noon, october 16th, 1969.
- *Indian Reserve Lands*, 5 pages.
- *Indiens et Esquimaux du Nouveau-Québec*, 4 pages.
- Jenness Diamond. *Indians of Canada*. National Museum of Canada. Bulletin 65 — Anthropological series No. 15, Ottawa, 1960.
- Kennedy, J.H. *Jesuit and Savage in New France* (New Haven, Conn., 1950).
- Lacour-Gayet, Robert. *Histoire du Canada*. Fayard. Paris, 1966.
- Salary schedule for Northern Administrators, 4 pages.
- Statement by the Prime Minister regarding services for Eskimos in the Arctic, Québec, 8 juillet 1965, 2 pages.
- Statement by the Prime Minister regarding services for Eskimos in the Arctic, Québec, 9 juillet 1965, 5 pages.

- Transcript of the Prime Minister's remarks at the Vancouver Liberal Association Dinner Seaforth Armories, Vancouver, B.C., August 8th, 1969.
- Vachon, André, «L'eau de vie dans la société indienne», pp. 22 à 32. *Canadian Historical Association Report*, 1960.

Table des matières

DÉFINITION ET EXPLICATION DES TERMES UTILISÉS	1
INTRODUCTION	9
Première partie	
Migrations humaines	19
Chapitre premier – Les migrations	21
A. Généralités	21
B. Les causes	23
C. Les pays d'émigration	24
D. Les pays d'immigration	25
E. Les problèmes soulevés par l'immigration	26
Conclusion	27
Chapitre deuxième – L'immigration au Canada et au Québec.	
Évolution et caractéristiques	29
A. L'immigration jusqu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale	29
1. Passage d'une société biculturelle à une société multi-culturelle	31
2. L'immigrant de passage au Québec et au Canada	31
B. L'immigration, de l'après-guerre à nos jours	32
Conclusion	36

Chapitre troisième – Les politiques d’immigration au Canada	37
A. Avant la Confédération	37
1. Le Régime français	37
2. De la Conquête à la Confédération	40
B. Après la Confédération	41
1. Jusqu’à la fin de la deuxième guerre mondiale	41
2. Après la fin de la deuxième guerre mondiale	45
Chapitre quatrième – La constitution des groupes ethniques	51
A. La situation au Canada.....	51
B. La situation au Québec et en Ontario	51
Conclusion	53
C. Le cas de Montréal.....	56
Conclusion	57
Chapitre cinquième – Les politiques du Québec et les attitudes des Canadiens français et des Canadiens d’origine britannique à l’égard des immigrants et de la politique d’immigration du Canada	59
A. Les attitudes des Canadiens français	59
1. De la Confédération à la fin du XIX ^e siècle	60
2. De la fin du XIX ^e siècle à la deuxième guerre mondiale	63
3. De 1945 à 1965	66
4. De 1965 à 1968	71
5. Attitudes de quelques corps intermédiaires	77
6. Action des associations privées d’accueil	79
Conclusion	81
B. Les attitudes des Canadiens d’origine britannique à l’égard de l’immigration et des immigrants	87
Chapitre sixième – Les attitudes des groupes ethniques	89
A. L’attachement à la promotion économique et sociale	90

LES GROUPES ETHNIQUES	555
B. Les groupes ethniques ne veulent pas choisir entre les deux cultures	92
C. L'attachement au bilinguisme	93
D. Sentiments de frustration et d'insécurité ressentis par les groupes ethniques	96
E. L'attitude des groupes ethniques face à l'école	100
F. L'image que les groupes ethniques ont des Franco-Québécois et des Anglo-Québécois	102
Conclusion	104
Chapitre septième – Le ministère de l'Immigration	107
A. La nécessité d'une politique d'ensemble	107
B. Le ministère de l'Immigration	109
C. L'action du ministère	111
1. Direction générale de l'établissement	112
a) Le Service à l'étranger	112
b) Le Service d'accueil et d'assistance sociale au Québec	114
c) Le Service de l'emploi	115
d) Autre problème d'accueil relié à l'emploi	116
2. Direction générale de l'adaption	116
a) Le domaine linguistique	117
b) Le domaine professionnel	119
c) Le domaine socio-culturel	119
3. La perception de l'accueil par les immigrants	120
Conclusion	122
4. Le Commissariat général	123
a) La protection de l'immigrant	123
b) L'influence sur les politiques	123
5. L'importance de l'expérience dans le domaine de l'immigration	124
CONSTATS ET RECOMMANDATIONS	126
Attitudes et structures	126

Deuxième partie

Intégration et apports des groupes ethniques	137
Introduction – Processus d'acculturation et caractéristiques d'intégration	139
Chapitre premier – Évolution et perspectives démo-linguistiques	145
A. Évolution démo-linguistiques	147
1. Évolution de la situation démographique	147
a) Avant le recensement de 1871	147
b) De 1871 à 1961	147
1) Au Québec	147
2) Dans les villes principales et les Can- tons de l'Est	147 150
3) En Gaspésie	
Conclusion	150
2. Évolution de la situation démo-linguistique	153
a) La répartition selon la langue maternelle	153
b) La répartition selon la connaissance du français	155
c) La répartition selon les langues officielles du Canada	155
d) Le bilinguisme	156
e) Les transferts linguistiques	158
3. Le comportement des différents groupes ethniques	161
a) Le groupe italien	161
b) Le groupe juif	163
c) Les autres groupes ethniques	165
d) Transferts linguistiques et taux de persistance	166
Conclusion	167
B. Perspectives démo-linguistiques	168
1. Les perspectives d'évolution de la population du Québec	171
a) L'évolution de la population totale du Québec	171
b) L'évolution de la population totale de Montréal ..	172
2. L'évolution de la composition linguistique de 1961 à 1991	173
a) La fécondité	179

LES GROUPES ETHNIQUES	557
b) La migration	180
c) Les transferts linguistiques	182
Conclusion	183
CONSTATS – Le perçu et le réel	184
a) Au Québec	185
b) Au Canada	190
Chapitre deuxième – Formes d'intégration et d'apports	193
A. L'enseignement aux immigrants	193
1. Les conditions et les expériences d'insertion	194
a) Hors du Canada	194
1) L'Organisation des Nations-Unies	194
2) La Grande-Bretagne	195
3) Les États-Unis	196
b) Au Canada	197
c) En Ontario	198
d) Au Québec	201
1) L'insertion scolaire et les inquiétudes linguistiques.....	202
2) Le Rapport Parent	205
3) Les politiques subséquentes	209
Conclusion	209
2. La situation démo-linguistique du Québec dans le contexte historique	211
3. Le profil linguistique des groupes des arrivés au Québec	212
4. La situation démo-linguistique scolaire	216
Conclusion	223
5. Dans quel système éducatif l'immigrant est-il appelé à s'intégrer au Québec?	223
a) Repères historiques	224
b) La Loi 63	227
c) Ses effets.....	227
6. Divers obstacles au choix des écoles de langue française	230
a) Les impératifs économiques	230

b) La confessionnalité	231
c) La qualité de l'enseignement	231
1) L'opinion de la CECM	232
2) Études et sondages	233
d) La documentation technique	234
e) L'enseignement des langues secondes	235
Conclusion	236
7. Une formule d'enseignement propre au Québec: les Centres d'orientation et de formation des immi- grants (COFI)	237
a) Leur création	238
b) Le fonctionnement	240
c) Appréciation critique	243
d) Les cours d'initiation à la vie canadienne et qué- bécoise	244
8. Les cours de formation professionnelle	246
9. Les cours de langue à temps partiel	247
10. Les écoles ethniques	249
a) Que sont les écoles ethniques?	250
b) Quelles sont les écoles ethniques?	252
c) Le statut juridique des écoles ethniques	252
Conclusion	254
11. Les classes d'accueil	255
Conclusion	257
12. Les garderies	257
Conclusion	259
13. Les colonies de vacances	259
14. Les écoles bilingues	259
Conclusion	262
CONSTATS ET RECOMMANDATIONS	
Contraintes à l'intégration scolaire. Remèdes possibles	263
B. La participation des groupes ethniques à la vie politique et à la fonction publique	281
1. La participation à la vie politique	281
2. La participation à la fonction publique	283
a) La fonction publique de la Ville de Montréal	283
b) La fonction publique québécoise	285

CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

Vers une meilleure utilisation du tiers groupe	287
--	-----

C. L'apport culturel des membres des autres groupes ethniques	288
1. Le domaine artistique	289
2. Les domaines scientifique et technique	291
3. Autres domaines	293
Conclusion.....	295

D. L'apport économique des groupes ethniques au Québec	295
1. Les effets économiques de l'immigration.....	295
a) Généralités et méthode d'analyse	295
b) L'immigrant, capital humain	296
c) L'analyse coût-bénéfice	297
d) Les effets de l'immigration sur le marché du travail et sur le revenu de la population locale	298
2. Les occupations des immigrants	300
3. L'apport économique des immigrants	303
a) Le capital humain.....	303
1) Estimation du gain en capital humain	304
2) Les gains non réalisés	307
b) La transmission de la connaissance	308
c) L'esprit d'entreprise	311
d) L'immigrant consommateur	311
4. L'immigration et le marché du travail	312
a) Les relations entre l'immigration et le chômage ..	313
1) L'immigration et l'offre de travail	313
2) Le lien entre l'immigration et le chômage	314
3) Considérations sur le lien entre le chômage et l'immigration active	315
4. La conjoncture et la demande.....	317
b) La participation au marché du travail	318
1) Données démographiques	318
2) Le taux de participation au marché du travail	320
3) La concentration par secteurs d'occupation	321
c) Le cadre de l'intégration économique	323

CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

Bilan et orientation possible de l'immigration.....	325
---	-----

Chapitre troisième — Le vouloir-vivre collectif	329
A. L'organisation	329
1. Les associations ethniques	330
2. Paroisses ou congrégations religieuses ethniques	333
3. L'accueil des immigrants par les groupes ethniques	333
4. Les bulletins et les publications non périodiques	334
5. Les écoles ethniques à temps partiel (écoles du samedi)	335
6. Les activités culturelles	338
7. Les attitudes des groupes ethniques en regard du vouloir-vivre collectif	338
Conclusion	339
B. La presse ethnique	339
1. Description	341
2. Attitudes vis-à-vis des francophones et des anglophones	344
3. Attitudes vis-à-vis de la langue française	345
4. Attitudes vis-à-vis de l'enseignement	346
5. Les sources d'information des média de communication	347
6. Nouvelles de la mère-patrie	349
7. Les activités québécoises	350
8. La publicité	352
9. Taux d'utilisation des moyens d'information	352
a) La presse écrite	352
b) L'écoute de la presse parlée	353
10. Les difficultés de la presse ethnique	355
11. L'attitude du gouvernement québécois vis-à-vis de la presse des autres groupes ethniques	356
Conclusion	358
C. Le pluralisme culturel	358
1. La position de la Commission Laurendeau-Dunton	358
2. Les réponses du gouvernement fédéral	359

LES GROUPES ETHNIQUES	561
-----------------------------	-----

3. L'attitude du gouvernement du Québec	361
---	-----

4. Les attitudes des autres provinces	363
---	-----

Conclusion	365
------------------	-----

CONSTATS ET RECOMMANDATIONS

Appartenance et attraction.....	366
---------------------------------	-----

Troisième partie

Les groupes ethniques et leurs droits de l'homme, droits de l'immigrant et droits du citoyen	373
---	------------

Introduction	375
---------------------------	------------

Chapitre premier – Répartition des pouvoirs entre le parlement du Canada et les législatures provinciales	377
--	------------

A. Les pouvoirs législatifs fédéraux	377
--	-----

B. Les pouvoirs conjoints fédéraux-provinciaux: priorité fédérale	378
---	-----

C. Les pouvoirs législatifs provinciaux	380
---	-----

Conclusion	382
------------------	-----

Chapitre deuxième – Les droits de l'homme, les droits linguistiques, la protection internationale. Quelques législations nationales	383
--	------------

A. Textes à caractère universel ou continental	383
--	-----

B. Les droits linguistiques de minorités nationales ou immigrantes dans divers États	388
--	-----

Conclusion	397
------------------	-----

Chapitre troisième – Les droits de l'homme au Canada	399
---	------------

A. La législation fédérale	399
----------------------------------	-----

B. Les législations provinciales	401
--	-----

1. L'«ombudsman»	401
a) La situation au Québec	401
b) La situation dans les autres provinces	403
Conclusion	403
2. Les lois des droits de l'homme	404
a) Le Québec	404
b) Les autres provinces	405
Conclusion.....	409
Chapitre quatrième – Les droits de l'immigrant au Québec....	411
A. Les lois sociales	412
B. Les droits civils	413
C. Les lois linguistiques.....	413
1. La Loi pour promouvoir la langue française au Québec	414
2. La Loi de l'admission à l'étude et à l'exercice des professions	416
3. Le Règlement concernant les normes d'évaluation de la connaissance d'usage du français d'un immigrant désirant être admis à l'étude ou à l'exercice d'une profession au Québec	417
Chapitre cinquième – Accords interprovinciaux: coopération et échanges en matière d'éducation et de culture	419
A. L'Accord Québec-Ontario.....	419
B. L'Accord Québec-Nouveau-Brunswick	420
CONSTATS ET RECOMMANDATIONS	
Droits existants et droits éventuels	421
Quatrième partie	
La situation des Indiens et des Esquimaux	427
Introduction	429

LES GROUPES ETHNIQUES	563
Chapitre premier – La situation des Indiens et des Esquimaux	431
A. Situation juridique	431
B. Situation géographique et démographique	432
C. Situation linguistique	432
1. Le groupe indien	432
2. Le groupe esquimau	433
Chapitre deuxième – Étude descriptive	435
A. Les Esquimaux	435
B. Les Indiens	436
Chapitre troisième – L'enseignement au Nouveau-Québec	439
Chapitre quatrième – Les attitudes	441
1. Les Esquimaux	441
2. Les Indiens	441
Conclusion	442
CONSTATS ET RECOMMANDATIONS	
L'intérêt nouveau porté aux Indiens et Esquimaux	444
Conclusions générales	447
Recommandations	453
Appendices:	
I Listes des mémoires et colloques des groupes ethniques et des mémoires où il est fait mention des groupes ethniques ou des immigrants	467
II Tableaux, graphiques et carte	470
III Organisations privées d'accueil aux immigrants	512
IV Répartition des tribus ou bandes indiennes selon leur appartenance culturelle, leur langue et l'endroit habité	515

Bibliographie:

A. Immigrants et groupes ethniques 521

B. Amérindiens..... 538

Table des matières 553

Liste des tableaux, graphiques et cartes 565

Liste des tableaux, graphiques et carte

Tableau	Page
1 Pourcentage de l'établissement permanent des immigrants jusqu'en 1945	32
2 Destination des immigrants en provenance de la France	35
3 Évolution de la population du Canada par groupes ethniques	52
4 Population d'origine ni britannique ni française	54
5 Population de l'Ontario par groupe ethnique	55
6 Indices d'intention d'implantation définitive au Québec	98
7 Indices d'implantation future au Québec	99
8 Répartition en pourcentages de la population du Québec selon l'origine ethnique 1871-1961	146
9 Répartition en pourcentages de la population de la Ville de Montréal, selon l'origine ethnique, 1871-1961	148
10 Répartition procentuelle de la population de la région de Montréal, selon l'origine ethnique, 1871-1961	149
11 Population d'origine française, britannique ou autre dans le comté et la ville de Québec	149
12 Population d'origine française, britannique et autre, dans sept comtés des Cantons de l'Est	150
13 Population d'origine française, britannique et autres origines, dans les comtés Bonaventure et Gaspé	151
14 Population selon la langue maternelle de 1931 à 1961	153
15 Évolution du nombre des francophones et des anglophones dans l'île de Montréal, 1961-1971	154
16 Pourcentage de francophones et d'anglophones dans la zone de Montréal	154
17 Répartition procentuelle selon les langues officielles 1931-1961	155

18	Pourcentage standardisé de bilingues selon l'origine ethnique, Québec, 1931-1961	156
19	Pourcentage d'hommes adultes, résidant dans les régions urbaines du Québec et parlant seulement anglais, français et anglais, ou seulement français, lors des quatre derniers recensements	157
20	Pourcentage des bilingues par origine ethnique dans la zone métropolitaine de Montréal – 1961	158
21	Répartition procentuelle des transferts linguistiques subis par les autres groupes ethniques, 1931-1961	158
22	Mariages contractés par les Italiens nés au Canada, 1951 et 1962	159
23	Origine ethnique des couples	160
24	Population d'origine ethnique italienne, de langue maternelle italienne et taux de persistance, 1931-1961	161
25	Langue maternelle des personnes d'origine ethnique italienne, 1931-1961 (répartition procentuelle)	162
26	Population italienne, selon la connaissance des langues officielles	163
27	Population d'origine ethnique juive selon la langue maternelle	164
28	Population d'origine ethnique juive selon les langues officielles	165
29	Langue maternelle par groupe ethnique, 1931-1961	166
30	Bilan approximatif de la migration nette au Québec, 1921-1971	170
31	Projection de la population du Québec (en milliers)	171
32	Population du Québec prévue par divers auteurs jusqu'en l'an 2001, et année de parution des prévisions (en milliers)	172
33	Population prévue pour l'île de Montréal selon quatre hypothèses (en milliers)	172

34	Population prévue pour la région de Montréal selon quatre hypothèses (en milliers)	173
35	Hypothèse de migration forte, de 1961 à 1991	174
36	Hypothèse de migration faible de 1961 à 1991	175
37	Composition linguistique prévue pour 1991	177
38	Les groupes français et anglais et la migration nette	178
39	Répartition des articles répertoriés dans les six bulletins principaux d'analyse et de répertoriage de langue anglaise	235
40	Immigrants inscrits au COFI par rapport aux arrivés au Québec	242
41	Occupations projetées des immigrants désireux de s'intégrer à la main-d'œuvre, Québec	301
42	Gain en capital humain	305
43	Fonds et effets des immigrants	306
44	Professeurs immigrants dans les universités du Québec — 1969	310
45	Journaux ou revues lus par les autres groupes ethniques	353
46	Émissions de radio et de télévision suivies par les autres groupes ethniques	354
A-3	Immigrants arrivés au Québec, selon l'origine ethnique, 1946-1961	472
A-4	Immigrants arrivés au Québec, selon le pays de dernière résidence, de 1962 à 1971	473
A-7	Immigrants admis au Canada, par province de destination	476
A-11	Immigrants, selon le pays de dernière résidence, Québec, 1948-1971	480
A-12	Indices d'assimilations de certains groupes ethniques, au Québec, 1948-1971	486

A-13	Population du Québec, selon la langue maternelle	487
A-14	Immigrants, selon le pays de dernière résidence, Québec, 1948-1971	488
A-15	Importance des immigrants de moins de 20 ans, dans la population québécoise de moins de 20 ans (selon l'année de leur arrivée)	490
A-16	Distribution numérique et proportionnelle et comparative, par origine ethnique des élèves inscrits dans les classes anglaises de la C.E.C.M.	491
A-17	Répartition des enfants d'immigrants entre classes françaises et anglaises Distribution numérique et proportionnelle des élèves d'une origine autre que française et britannique entre les classes françaises et anglaises, pour les années 1930-1931 à 1970-1971	492
A-18	La Commission des Écoles catholiques de Montréal: les statistiques cumulatives et comparatives des classes d'accueil	493
A-19	Répartition en nombre et en pourcentage des fonctionnaires municipaux de Montréal, selon le service et l'origine ethnique	495
A-20	Répartition, selon l'origine ethnique, des fonctionnaires municipaux — Ottawa, Hull, Montréal, Toronto, 1961 (nombres et pourcentages)	496
A-21	Niveau hiérarchique des fonctionnaires municipaux de Montréal, selon leur origine ethnique	497
A-22	Répartition des «autres groupes ethniques» dans les ministères provinciaux, en fonction de la hiérarchie	498
A-23	Répartition, selon l'origine ethnique, des fonctionnaires provinciaux classés par province — Canada, 1961 (nombres et pourcentages)	500
A-24	Fonctionnaires et main-d'œuvre, selon le lieu de naissance — Québec, 1941-1961	501

A-25	Fonctionnaires, selon le sexe, certains niveaux de traitement et certains groupes ethniques – Québec, 1961	502
A-26	Évolution du revenu personnel par habitant au Québec, en Ontario, et au Canada, 1961-1971	503
A-27	Occupations ou emplois projetés des immigrants désireux de s'intégrer à la main-d'œuvre	504
A-28	Unités de production de biens et de services implantés par des immigrants, 1962-1966	505
A-29	Immigration et chômage	506
A-31	Variations comparées des accroissements de population et d'immigration actives et le chômage au Québec	508
A-33	Répartition des Canadiens de naissance, des immigrants et indices de concentration par secteurs industriels et par sexes, Québec	510
A-34	Répartition des tribus et bandes indiennes, selon leur appartenance culturelle, leur langue et l'endroit habité	516

Graphique

A-1	Immigration, émigration approximative et migration approximative nette, au Canada, par décennies de recensement	470
A-2	Immigration au Canada – 1867-1971	471
A-6	Répartition de la population du Québec (Pourcentage) (de 1851 à 1961, par origine ethnique)	475
A-8	Pourcentage des immigrants venus au Québec et en Ontario, de 1960 à 1971	477
A-9	Migration nette québécoise, 1921 à 1971	478
A-10	Migration nette au Québec (de 1961 à 1971)	479
A-30	Immigration et chômage au Québec, 1946-1969	507
A-32	Chômage virtuel au Québec (chômage moins immigration extérieure active)	509

Carte

- A-5 Dates auxquelles des comtés sont devenus de langue française 474



ATELIERS DES SOURDS (Montréal) Inc.
85 ouest, rue DeCASTELNAU - MONTREAL 327



Créée en décembre 1968, la *Commission d'enquête sur la situation de la langue française et sur les droits linguistiques* (couramment identifiée comme la *Commission Gendron*) a remis son rapport au Gouvernement du Québec le 31 décembre 1972.

Le *Livre troisième* de ce rapport, qui fait l'objet du présent volume, porte sur «les autres groupes ethniques et l'épanouissement du français au Québec». Les commissaires y traitent, en particulier, du problème de l'intégration linguistique et culturelle des immigrants.

Les premier et deuxième livres du rapport, publiés en deux autres volumes, s'intitulent respectivement «*La langue de travail*» et «*Les droits linguistiques*».

Bibliothèque de l'Assemblée nationale



QL A 026 481



L'Éditeur officiel du Québec